N°27
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

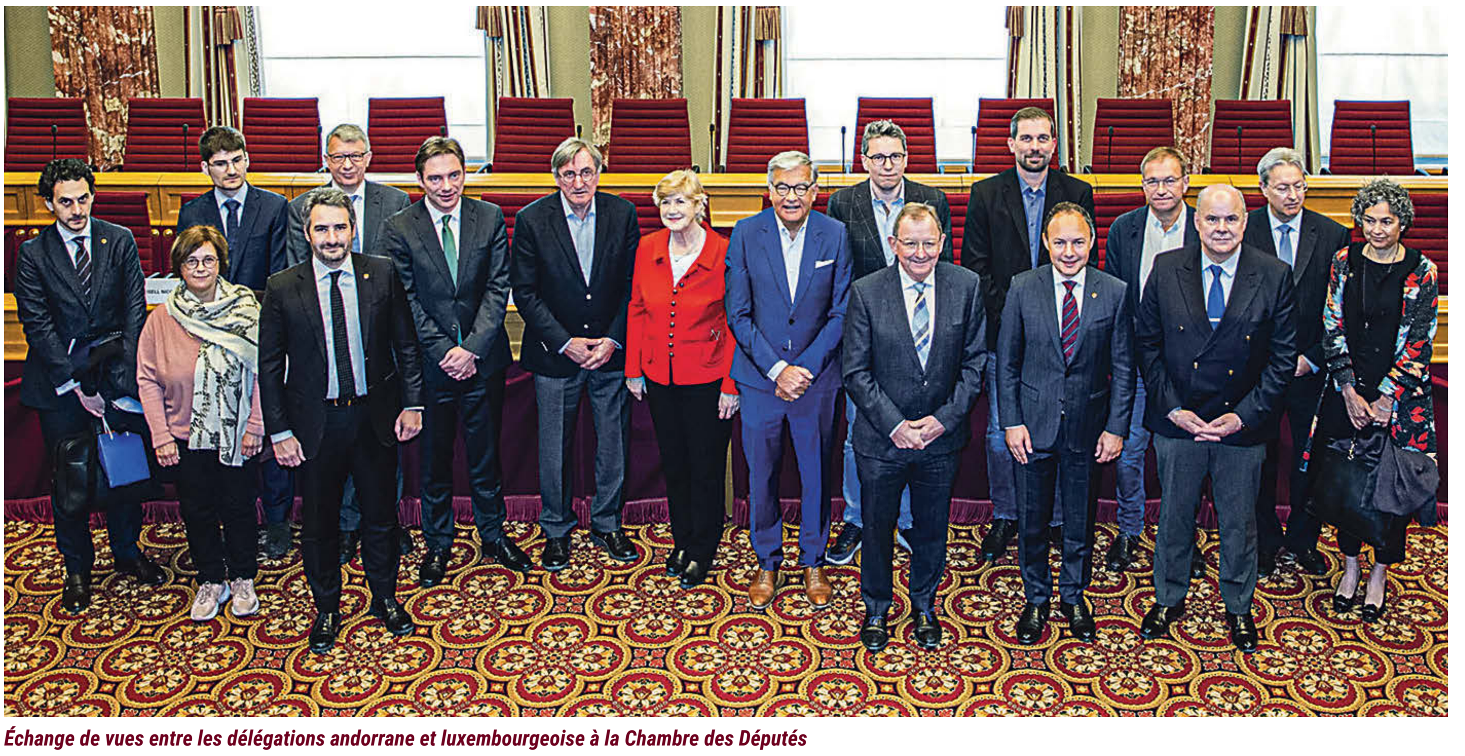
chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 27 | Session ordinaire 2020-2021

Projet « Wunne mat der Wooltz »	p. 920	Sommaire des séances publiques n^os^ 62 et 63	p. 945	62e séance	Mardi 29 juin 2021
Abus sexuels commis sur mineurs et adultes	p. 928	Sommaire des questions parlementaires	p. Q678	63e séance	Mercredi 30 juin 2021

Une délégation de la Principauté d'Andorre en visite officielle à la Chambre

Andorre et UE : vers un accord d'association



Échange de vues entre les délégations andorrane et luxembourgeoise à la Chambre des Députés

Andorre, pays de 80.000 habitants situé à mi-chemin entre Toulouse et Barcelone, souhaite resserrer ses liens avec l'Union européenne et déploie des efforts diplomatiques dans ce sens. Dans cette optique, des entretiens ont eu lieu le 22 mars 2022 à la Chambre des Députés entre le chef du Gouvernement d'Andorre, M. Xavier Espot Zamora, sa délégation et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Les députés luxembourgeois ont souhaité savoir où en étaient ces efforts de rapprochement. M. Xavier Espot Zamora a cité plusieurs accords sectoriels déjà en place dans des domaines comme la fiscalité ou les douanes. Andorre souhaite cependant finaliser un accord d'association plus global qui lui permettrait de participer au marché commun. La Principauté n'entreprend en revanche pas de démarches pour rejoindre l'Union européenne.

Les négociations autour de l'accord d'association sont en cours depuis mars 2015. Monaco et Saint-Marin sont les partenaires d'Andorre dans ce cadre. L'accord a récemment reçu le soutien de la France par l'intermédiaire de M. Clément Beaune, Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Europe. « Cette aide est particulièrement significative », a souligné M. Xavier Espot Zamora, « car la France assure la présidence du Conseil de l'Union européenne. » Le Gouvernement d'Andorre espère que l'accord aboutira dans les deux années à venir.

Les discussions entre les parlementaires luxembourgeois et la délégation d'Andorre ont également porté sur les similitudes entre la Principauté et le Grand-Duché. M. Xavier Espot Zamora n'a pas manqué de constater que les deux États étaient semblables en de nombreux points. Tous deux sont situés à la frontière de grands pays voisins et se caractérisent par une grande diversité culturelle et linguistique de leur population. Le chef du Gouvernement andorran a déclaré qu'il souhaiterait qu'une délégation de parlementaires luxembourgeois se rende en Andorre afin de se rendre compte sur place de la manière dont la Principauté gère ces questions de société.

Échange de vues sur les droits de l'enfant

Les défenseurs des droits de l'enfant belge, français et luxembourgeois étaient en visite à la Chambre des Députés le 22 mars 2022. Ils ont été accueillis par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et ont ensuite eu l'occasion de s'entretenir avec les députés membres de plusieurs commissions parlementaires.

D'emblée, M. Fernand Etgen a souligné l'importance de cette rencontre pour les parlementaires dont la mission est de veiller à l'intérêt supérieur des enfants ainsi qu'à la protection de leur bien-être et de leurs droits. Le Président de la Chambre des Députés a également rappelé l'excellente collaboration entre le Parlement luxembourgeois et l'Ombudsman du Grand-Duché de Luxembourg, Mme Claudia Monti, ainsi que l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), M. Charel Schmit.

Les députés se sont penchés sur la crise migratoire actuelle au sein de l'Union européenne provoquée par la guerre en Ukraine. Les défenseurs des droits de l'enfant ont souligné l'importance d'identifier et d'enregistrer tous les enfants victimes de ces déplacements forcés afin de lutter contre la traite des êtres humains, les réseaux d'adoption illégale et toute forme de violence. Les déplacements en provenance d'Ukraine sont particuliers dans la mesure où les migrants sont principalement des mères et leurs enfants, les hommes étant obligés de rester au pays. Ce sont surtout les mineurs non accompagnés qui sont particulièrement vulnérables et, dans ce contexte, une prise en charge non seulement matérielle mais aussi psychique serait absolument primordiale.

Les défenseurs des droits de l'enfant ont rappelé qu'il ne s'agit pas de la première crise migratoire au sein de l'Union européenne, puisque de nombreux enfants ont été déplacés entre 2015 et 2017, principalement en provenance de Syrie. Quelque 10.000 enfants auraient été perdus lors de ces déplacements, ce qui montre l'importance d'un encadrement adéquat de ces flux dans l'intérêt des enfants.

D'autres sujets ont également été abordés, comme le harcèlement moral, un phénomène constaté de plus en plus dans le milieu scolaire par les défenseurs des droits de l'enfant. Ces derniers ont souligné l'importance d'un soutien et d'une meilleure formation des enseignants pour faire face à cette problématique. À leur avis, « l'école doit être un lieu de vie et non un lieu de passage ». Les députés se sont également intéressés aux mineurs délinquants qui, selon les défenseurs des droits de l'enfant, sont avant tout des victimes. Ces mineurs ont besoin d'être protégés puisqu'ils se retrouvent souvent embarqués dans des réseaux illégaux, parfois en raison de problèmes de santé, ont-ils conclu.

De gauche à droite : M. Eric Delemar, Défenseur des enfants (France), M. Bernard De Vos, Délégué général aux droits de l'enfant (Belgique), M. Charel Schmit, Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, Mme Claire Hédon, Défenseure des droits (France), M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, Mme Claudia Monti, Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg

L'Administration parlementaire recrute :

4 RÉDACTEURS-CORRECTEURS (m/f)
pour le service du compte rendu (réf. CHD83S)
(CDD 12 mois/tâche complète)

titulaires d'un diplôme universitaire sanctionnant soit 5, soit 3 années d'études dans le domaine linguistique, de préférence couvrant les filières « Luxemburgistik » ou « Germanistik », ou tout autre diplôme de niveau Master ou Bachelor en relation avec le poste.

Pour plus de renseignements, prière de consulter le lien suivant : https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/AnnonceEmploi/

La date limite de remise des candidatures est fixée au **lundi 2 mai 2022** au plus tard.

Visitt vun der Warehouses Service Agency (WSA) zu Suessem

D'Deputéiert vu verschiddene Kommissiounen an d'Membere vun der parlamentarescher Assemblée bei der NATO hu sech den 31. Mäerz 2022, zesumme mam amerikaneschen Ambassadeur Thomas M. Barrett, d'Gebailechkeete vun der Warehouses Service Agency (WSA) zu Suessem ugekuckt.

Op dëser strateegesch wichteger Plaz gëtt Material fir d'U.S. Army an d'NATO gelagert, konditionéiert a ronderëm d'Welt verschéckt.

De Chamberspresident Fernand Etgen huet betount, datt d'WSA e konkreeten Ausdrock vun der exzellenter Partnerschaft tëscht den USA an eisem Land duerstellt.

Déi illegitim Aggressioun vu Russland géint d'Ukrain huet d'Noutwendegkeet bewisen, d'Zesummenaarbecht tëscht den NATO-Alliéierte weider ze verdéiwen an dat aktuellt strateegescht Konzept vun der Militärallianz unzepassen, fir déi nei Erausfuerderungen ze reflektéieren.

Eng parlamentaresch Delegatioun huet d'Gebailechkeete vun der WSA zu Suessem besicht.

Assemblée plénière de la COSAC les 4 et 5 mars 2022 à Paris

La COSAC a déclaré son soutien à l'Ukraine

M. Yves Cruchten, Président de la délégation luxembourgeoise, et Mme Viviane Reding, membre, ont représenté la Chambre à Paris.

La signature d'une déclaration commune des chefs de délégation des pays membres de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) en soutien à l'Ukraine agressée par la Fédération de Russie a été le point culminant de l'Assemblée plénière les 4 et 5 mars 2022 à Paris.

Bien qu'un point de l'ordre du jour ait été officiellement dédié à la guerre en Ukraine, ce thème a constitué le fil conducteur de l'ensemble des discussions. Tous les orateurs ont souligné leur solidarité avec les Ukrainiens. Plusieurs intervenants ont exprimé leur soutien à l'octroi à l'Ukraine du statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne (UE). Différents parlementaires ont salué la réponse massive et prompte de l'UE, mais ont estimé que l'aide humanitaire devait être fournie encore plus rapidement, en particulier pour les enfants.

Évoquant le premier bilan de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, le Premier Ministre de la République française, M. Jean Castex, a déclaré que l'Europe avait parlé d'une seule voix à plusieurs reprises. Il a souligné quelques prouesses, comme le plan de relance, la gestion de la crise liée à la pandémie de Covid-19 et l'approche européenne en matière de commande et de distribution de vaccins. Le chef du Gouvernement français s'est en outre félicité de l'accueil massif de réfugiés par les pays limitrophes de l'Ukraine. Par ailleurs, il a rappelé l'importance des valeurs européennes telles que la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme. Il a conclu en soulignant que la présidence tournante s'efforcerait de faire prospérer toutes ses priorités.

Le plan européen de relance économique, le changement climatique et la transition énergétique ainsi que la Conférence sur l'avenir de l'Europe ont également été abordés lors de la session plénière.

178 idées des citoyens pour l'avenir de l'Europe

En ce qui concerne la Conférence sur l'avenir de l'Europe, deux coprésidents du conseil exécutif de cette conférence - la Vice-Présidente de la Commission européenne chargée de la démocratie et de la démographie, Mme Dubravka Šuica, et le député européen M. Guy Verhofstadt - ont salué les 178 recommandations « ambitieuses » avancées par les 800 citoyens européens qui ont participé aux panels. Selon M. Verhofstadt, il s'agit de « réaliser le rêve européen tant des europhiles que des eurosceptiques ». Les deux intervenants étaient d'accord pour dire qu'un acte politique fort devrait marquer la fin de la conférence. Certains membres de la COSAC ont évoqué la nécessité de renforcer la résilience, l'autonomie stratégique et les capacités de défense de l'UE, conformément aux demandes des citoyens européens.

La COSAC peut soumettre à l'attention des institutions de l'Union européenne toute contribution qui lui semble appropriée et étudier les activités et les propositions législatives de l'Union. Elle organise deux fois par an un échange d'opinions entre ses membres.

Entrevue avec l'Ambassadrice de France, Mme Claire Lignières-Counathe

Télétravail frontalier et présidence française du Conseil de l'UE

La coopération transfrontalière entre le Luxembourg et la France, les priorités et un premier bilan de la présidence française du Conseil de l'Union européenne étaient les principaux sujets d'une entrevue, le 18 mars 2022, de la délégation de la Chambre des Députés auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI), présidée par M. Fernand Etgen, avec Mme Claire Lignières-Counathe, Ambassadrice de la France au Grand-Duché de Luxembourg.

Durant les dix dernières années, la coopération transfrontalière s'est beaucoup développée, a affirmé l'Ambassadrice. Au vu d'une croissance constante du travail frontalier et des difficultés liées aux restrictions des déplacements au cours de la pandémie, les députés luxembourgeois se sont notamment intéressés au projet d'un statut européen du télétravailleur frontalier. La convention fiscale entre les deux pays, entrée en vigueur en 2020 juste avant la pandémie, prévoit que les travailleurs frontaliers sont imposables au Luxembourg si le télétravail n'est exercé que pendant 29 jours au maximum. À partir de la 30e journée, le télétravailleur est imposable dans le pays de sa résidence. Selon l'Ambassadrice, cette différence du lieu d'imposition ne présente aucun obstacle au télétravail en soi. La France serait donc plutôt favorable à conserver la convention bilatérale au lieu d'instaurer un nouveau régime européen qui aurait d'autres répercussions, le télétravail pouvant se faire aussi à très grande distance.

Quant à la présidence française du Conseil de l'Union européenne, placée sous le mot d'ordre « relance, puissance, appartenance », les discussions ont notamment porté sur l'échéance du 9 mai 2022, date prévue pour la clôture de la phase de consultation de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Les propositions des citoyens, des parlements nationaux et aussi du CPI qui a émis une contribution afférente seront reprises de façon hiérarchisée dans un rapport de la présidence. Ceci sera probablement le début d'une nouvelle phase, menant éventuellement à un changement de traités européens. D'autres priorités de la présidence française sont l'État de droit, le numérique, la transition écologique, l'Année européenne de la jeunesse, les programmes de recherche et les questions énergétiques.

La délégation luxembourgeoise du CPI a rencontré Mme Claire Lignières-Counathe, Ambassadrice de France (3e de gauche).

NOUVELLES LOIS

Compte rendu n° 27 | 2020-2021

Transport d'argent liquide

7677 - Projet de loi portant organisation des contrôles du transport de l'argent liquide entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg et mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005

Le présent projet de loi a pour objet de mettre en application en droit luxembourgeois certaines dispositions du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005 (règlement (UE) 2018/1672).

Le règlement (UE) 2018/1672 prévoit un système de contrôle de l'argent liquide entrant dans l'Union européenne ou sortant de l'Union européenne destiné à compléter le cadre juridique régissant la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme fixé dans la directive (UE) 2015/849 […].

Le projet de loi désigne l'Administration des douanes et accises comme l'autorité compétente en ce qui concerne le contrôle du transport physique de l'argent liquide entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg ainsi que le contrôle de l'argent liquide entrant ou sortant de l'Union européenne. Il est prévu que le porteur transportant l'argent liquide d'une valeur égale ou supérieure à 10.000 euros, sous toute forme et par tout moyen, vers le ou à partir du Grand-Duché de Luxembourg, ou entrant ou sortant de l'Union européenne par le Grand-Duché de Luxembourg, doit déposer une déclaration d'argent liquide accompagné à l'Administration des douanes et accises. À noter que le champ d'application de l'obligation de déclaration est étendu aux cartes prépayées non liées à un compte en banque et les marchandises servant de réserve de valeur, tels les métaux précieux.

De plus, le projet de loi impose à l'expéditeur ou au destinataire de l'argent liquide ou à leur représentant, selon le cas, l'obligation de déposer une déclaration de divulgation d'argent liquide non accompagné d'une valeur égale ou supérieure à 10.000 euros - entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg ou entrant ou sortant de l'Union européenne - à l'Administration des douanes et accises.

Par ailleurs, les dispositions du projet de loi sous avis confèrent aux fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises notamment

le pouvoir de soumettre à des mesures de contrôle, d'une part, les personnes physiques, leurs bagages et leurs moyens de transport et, d'autre part, tout envoi contenant ou moyen de transport susceptible de contenir de l'argent liquide non accompagné.

En outre, le projet de loi sous avis autorise l'Administration des douanes et accises à retenir temporairement l'argent liquide dans le cas où (i) l'obligation de déclaration d'argent liquide accompagné ou non accompagné n'a pas été respectée ou (ii) il existe des indices que l'argent liquide, indépendamment du montant concerné, est lié à une activité criminelle.

Un autre volet du projet de loi régit le transfert d'informations entre l'Administration des douanes et accises et la Cellule de renseignement financier.

De plus, le projet de loi prévoit que les infractions aux dispositions des articles 3 et 4 du projet de loi et des articles 3 et 4 du règlement (UE) 2018/1672 sont punies d'une amende de 251 à 25.000 euros. Il est également prévu que le juge peut ordonner la confiscation partielle de l'argent liquide, sans que le cumul de l'amende et de la confiscation partielle ne puisse dépasser 50 % du montant de l'argent liquide non déclaré ou non divulgué, selon le cas.

Finalement, le présent projet de loi vise à abroger la loi du 27 octobre 2010 portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par le ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.10.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
20.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
04.06.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
21.06.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.06.2021
Loi du 16 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 552, page 1

Dépôt d'actes notariés et d'hypothèques par voie électronique

7734 - Projet de loi portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification

1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;

3 de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie

Le présent projet de loi vise à rendre obligatoire le dépôt par voie électronique des documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription des actes notariés et des hypothèques.

Cette démarche est une nouvelle étape dans le processus de dématérialisation de l'enregistrement. La tenue de registres sous format papier a déjà été remplacée par un enregistrement électronique des documents papier soumis par les notaires. Le projet entend approfondir cette dématérialisation en automatisant la transmission des documents entre les études notariales, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) et l'Administration du cadastre et de la topographie (ACT).

Les dispositions prévues par le présent projet de loi prendront la forme d'une loi autonome par rapport au cadre légal existant qui restera en vigueur. Pour des raisons de faisabilité technique, la dématérialisation visera en une première étape exclusivement les notaires, qui sont à la base de la création de la grande majorité d'actes authentiques. Les autres créateurs d'actes authentiques, tels que les communes, des établissements publics et l'administration domaniale continueront à appliquer les règles actuellement en vigueur. D'où l'importance du maintien en vigueur du cadre légal. Il est prévu d'intégrer ces différentes catégories dans la procédure dématérialisée au fur et à mesure de la praticabilité d'une telle mesure. Le champ d'application du projet de loi contient une deuxième limitation. Celle-ci exclut que la dématérialisation de la matière hypothécaire soit élargie aux inscriptions.

L'application informatique actuelle, dénommée « Publicité foncière » et reliant l'AED à l'ACT, sera à l'avenir automatiquement alimentée par le notariat. Ceci permettra d'éviter les fautes de ressaisie des données essentielles émanant des actes. La disparition de la nécessité de ressaisie constitue d'ailleurs également un allègement de la charge administrative de l'AED.

Le système permettra aux notaires d'accéder automatiquement aux données cadastrales et de procéder à distance à l'identification des parties dans le cadre de la rédaction de leurs actes.

La présente réforme dotera le Luxembourg d'un système dématérialisé, plus rapide, efficace et sûr, qui favorisera une Publicité foncière moderne et de qualité. Le présent projet de loi participe aux efforts du Luxembourg de rendre les données hypothécaires progressivement disponibles par consultation numérique, de manière similaire à la consultation des données cadastrales.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.12.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
19.04.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21.06.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.06.2021
Loi du 8 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 520, page 1

Obligations de révision des sociétés d'impact sociétal

7764 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal

L'objet du présent projet de loi est de modifier la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal (SIS) afin d'alléger les obligations de révision pesant sur les SIS. Dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, il est à prévoir que les SIS les plus jeunes connaissent des difficultés accrues pour se conformer à leurs obligations de révision. Partant, au lieu de concevoir une aide spécifique qui ne servirait qu'à financer la prestation du réviseur d'entreprises, le présent projet de loi se propose d'alléger les obligations de révision pour réduire les coûts auxquels doivent faire face cette catégorie d'entreprises en introduisant des seuils déterminant l'intervention de tiers indépendants dans le cadre des obligations générales de transparence visées par la loi.

Par conséquent, les micro-SIS avec un chiffre d'affaires ou un actif net très réduit (en dessous de 100.000 euros) ne seront plus obligées de recourir à un réviseur d'entreprises. Le rapport du réviseur d'entreprises sera quant à lui remplacé par un rapport financier annuel établi par un commissaire aux comptes pour les SIS dont le chiffre d'affaires ou l'actif net se situe entre 100.001 et 1.000.000 d'euros ou par un réviseur d'entreprises agréé lorsque ce montant dépasse le million d'euros.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.02.2021
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
10.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
17.06.2021 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.06.2021
Loi du 16 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 569, page 1

Projet « Wunne mat der Wooltz »

7798 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Wooltz »

7799 - Projet de loi autorisant l'État à participer au développement de logements du projet « Wunne mat der Wooltz »

Le projet de loi 7798 de financement autorise l'État à participer aux frais relatifs à l'assainissement des sols, à la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Wooltz » et à la renaturation des cours de la rivière de la Wiltz.

Ce projet est étroitement lié au projet de loi portant le numéro 7799 qui lui autorise l'État à couvrir le coût pour le développement des logements du projet « Wunne mat der Wooltz ».

Le projet « Wunne mat der Wooltz » est un projet d'envergure dans le domaine du logement. Réalisé sur le territoire de la commune de Wiltz, ce projet crée quelque 872 logements permettant d'accueillir environ 2.000 habitants. Le Fonds du logement, promoteur public, assure le rôle de maître d'ouvrage de ce projet qui sera réalisé sur une durée d'au moins une quinzaine d'années et ceci dans plusieurs phases.

Dépôt des projets de loi par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 02.04.2021
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :
17.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen des projets de loi
Examen des avis du Conseil d'État
24.06.2021 Présentation et adoption de deux projets de rapport

Vote du projet de loi 7798 en séance publique : 29.06.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 664, page 1

Vote du projet de loi 7799 en séance publique : 29.06.2021
Loi du 30 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 665, page 1

Capital appelable de la Banque africaine de développement

7812 - Projet de loi concernant la participation du Luxembourg à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la Banque africaine de développement

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser le Luxembourg à souscrire à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la Banque africaine de développement (ci-après : « la Banque »).

La Banque est la seule banque régionale de développement qui n'a pas de notation intrinsèque sur les marchés de capitaux. Elle dépend de ses actionnaires pour atteindre la note AAA. Cette notation lui permet de lever des fonds aux meilleurs coûts et de transmettre cet avantage à ses pays membres emprunteurs.

Certains actionnaires de la Banque ont connu une dégradation de leur qualité de crédit. Notamment les États-Unis, qui figurent parmi les actionnaires les plus importants de la banque, courent actuellement le risque de perdre leur notation AAA. Une dégradation de la notation américaine est susceptible d'engendrer des conséquences graves pour la Banque.

En effet, alors que la Banque ne pourrait plus se financer à des coûts raisonnables dans les marchés, elle devrait réduire ses programmes de support aux pays africains, confrontés aux défis de la crise actuelle liée à la pandémie Covid-19. Le risque est ensuite que ces pays se tournent vers d'autres sources de financement moins viables, ce qui accentuerait à moyen et à long terme leur précarité et leur dépendance financière.

Les sept autres actionnaires de la Banque bénéficiant toujours d'un rating AAA (Allemagne, Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse) ont donc été sollicités par son Président pour accorder une garantie au cas où les États-Unis d'Amérique perdraient leur notation. Le Luxembourg et trois autres pays se sont déclarés en principe d'accord pour offrir cette garantie spéciale et temporaire, sous réserve d'approbation par leurs autorités législatives.

En termes de répartition des charges de la garantie AAA, les parts ont été allouées sur base des parts actuelles des quatre pays participants et normalisées par rapport au montant global à garantir, à savoir 1.950.000.000 unités de comptes, qui équivalent à quelque 2,3 milliards d'euros. En chiffres absolus, la charge du Luxembourg reviendrait à 56.720.000 unités de compte (environ 68 millions d'euros au taux d'échange actuel de 1 UC/1,2 EUR).

Étant donné qu'il s'agit d'une souscription au capital appelable, aucun déboursement n'est requis, ni au stade du dépôt de l'instrument de souscription, ni au cas où la souscription deviendrait effective suite au déclassement des États-Unis. Il s'agit simplement d'une garantie signalant aux agences de notation que l'actionnariat est prêt à pleinement soutenir la Banque en tant qu'instrument privilégié de lutte contre la pauvreté en Afrique, même en ces temps difficiles. Parallèlement, la mesure permettra à la Banque de travailler sur des solutions pour renforcer la position de ses fonds propres à moyen terme en vue de la rendre moins sensible aux déclassements de son actionnariat AAA. La garantie, dans l'hypothèse qu'elle entre en jeu en premier lieu, est conçue pour expirer au plus tard le 31 décembre 2023.

Jusque-là, la Banque mettra en œuvre les réformes nécessaires au niveau de sa gouvernance dans le but de renforcer sa position financière et de la rendre moins sensible aux déclassements de son actionnariat.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.04.2021
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
17.05.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
07.06.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.06.2021
Loi du 15 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 558, page 1

Délai de reprise de contrats d'apprentissage

7816 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L.111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Le présent projet de loi a comme objet d'introduire une dérogation temporaire au délai de reprise d'un contrat d'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle.

Depuis le printemps 2020, le Gouvernement a pris de nombreuses mesures pour lutter contre la propagation du virus Covid-19 et de ses mutations au sein du milieu scolaire. Bien que ces mesures eussent été nécessaires pour protéger la santé des acteurs concernés, elles ont compliqué la conclusion de contrats d'apprentissage dans le domaine de la formation professionnelle. Dans le contexte économique difficile qui résulte de la crise sanitaire, certains organismes de formation se trouvent dans l'impossibilité d'accueillir de nouveaux ap-

prentis. Dans le pire des cas, ils doivent même procéder à la résiliation des contrats d'apprentissage en cours, de sorte que les apprentis concernés sont obligés de trouver un nouveau patron formateur.

Le paragraphe 4 de l'article L.111-3 du Code du travail prévoit que les apprentis peuvent conclure un nouveau contrat d'apprentissage dans un délai maximal de six semaines après la résiliation d'un contrat antérieur. Une fois ce délai passé, la reprise de contrat n'est plus possible et l'apprenti devra attendre le 16 juillet de l'année en cours avant toute signature d'un nouveau contrat d'apprentissage.

Face aux répercussions de la crise sanitaire sur les organismes de formations, les apprentis risquent de ne pas trouver de nouveau patron formateur dans les délais prévus par le Code du travail. Afin d'assurer la bonne poursuite des apprentissages, il est proposé d'introduire une dérogation temporaire à la disposition du Code du travail susmentionnée.

Plus précisément, il s'agit de lever la condition du délai de six semaines concernant la reprise d'un contrat d'apprentissage pendant toute la durée du deuxième semestre de l'année scolaire 2020-2021. Cette dérogation permet aux apprentis de terminer leur apprentissage de l'année en cours et d'éviter des retards dans leur parcours scolaire.

La présente dérogation correspond en partie à ce qui avait été mis en place pour l'année scolaire 2019-2020 grâce à la loi du 20 juin 2020 relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L.111-3, paragraphe 4, du Code du travail.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 29.04.2021
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
12.05.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
19.05.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.06.2021
Loi du 8 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 519, page 1

Adaptation temporaire de certaines procédures

7826 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ;

2° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale

Le projet de loi 7826 a deux objectifs.

Premièrement, il vise à modifier la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales afin de proroger les effets de cette loi jusqu'au 31 décembre 2021.

Deuxièmement, le projet de loi sous avis a pour objet de modifier la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale afin de proroger jusqu'au 31 décembre 2021 :

- la suspension du délai prescrit par l'article 440 du Code de commerce relatif à l'aveu de la cessation des paiements ;
- la dérogation à l'article 2127 du Code civil permettant de consentir les hypothèques conventionnelles par acte notarié sur base de procurations authentiques ou sous seing privé ;
- la dérogation à l'article 55 du Code civil qui étend le délai des déclarations de naissance à un mois.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 31.05.2021
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
09.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
16.06.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
25.06.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.06.2021
Loi du 30 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 485, page 1

Indemnité pour salariés en préretraite reprenant le travail

7829 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant : 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet de prolonger une deuxième fois une dérogation temporaire à l'article L.585-6 du Code du travail instaurée par l'article 16 de la loi du 20 juin 2020, consistant à neutraliser le salaire versé à des salariés indemnisés en préretraite par rapport au calcul du revenu accessoire annuel du salarié en préretraite.

Dans le contexte de la lutte contre le Covid-19, certaines entreprises ont été amenées à proposer à leurs anciens salariés en préretraite de reprendre le travail pendant la durée de la crise, et cela contre une rémunération adéquate. Plus précisément, la mesure prévue à l'article 16, alinéa 1er, de la loi précitée du 20 juin 2020 vise notamment à suspendre jusqu'au 30 juin 2021 l'application de l'article L.585-6, point 5, du Code du travail, dans les secteurs de la santé en général, des aides et des soins et des laboratoires d'analyses médicales.

Toutefois, le manque de personnel qualifié dans les secteurs susmentionnés risque fortement de perdurer pendant les mois à venir. Partant, le présent projet de loi vise à prolonger le dispositif actuellement en place jusqu'au 31 décembre 2021.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.06.2021
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
17.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2021 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.06.2021
Loi du 30 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 487, page 1

Délai pour la remise de certificats d'incapacité de travail

7830 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'article L.121-6 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à prolonger jusqu'au 31 décembre 2021 l'application des dérogations temporaires introduites à l'article L.121-6 du Code du travail par la loi du 19 décembre 2020, lesquelles sont actuellement applicables jusqu'au 30 juin 2021.

La loi précitée du 19 décembre 2020 prévoit, entre autres, de porter le délai pour soumettre à l'employeur l'ordonnance de mise en quarantaine ou de mise en isolement servant de certificat d'incapacité de travail à huit jours (au lieu de 3) jusqu'au 30 juin 2021, et cela afin d'éviter un licenciement du salarié pour cause de non-respect du délai de trois jours dû à des retards dans la transmission des pièces officielles par la Direction de la santé.

La prolongation des dispositions dérogatoires reste nécessaire en raison de la problématique toujours existante qu'entre le dépistage positif à la Covid-19 et l'émission ou la transmission de l'ordonnance servant de certificat d'incapacité de travail s'écoulent plus de trois jours.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.06.2021
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
17.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2021 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.06.2021
Loi du 30 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 486, page 1

Assemblées générales des mutuelles

7831 - Projet de de loi modifiant la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles

Le présent projet de loi vise à prolonger les délais prévus aux articles 2, 3 et 4 de la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles jusqu'au 31 décembre 2021.

En effet, la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles prévoit des obligations pour la tenue des assemblées générales et l'envoi de certains documents au ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions qui est en charge du contrôle des mutuelles. La loi précitée prévoit également des délais pour l'envoi de ces documents.

Comme les conséquences de la crise sanitaire due au Sars-CoV-2 (Covid-19) ont en grande partie empêché la tenue des assemblées générales des mutuelles, les délais ont été prolongés à plusieurs reprises successivement de six mois et courent actuellement jusqu'au 30 juin 2021.

Toutefois, la tenue des assemblées générales des mutuelles demeure compliquée dans la pratique et toutes les mutuelles ne seront pas en mesure de répondre à leurs obligations endéans les délais modifiés.

La prolongation des délais de six mois porte sur :

- La tenue de l'assemblée générale portant sur les exercices 2019 et 2020 pour laquelle les dispositions du présent projet prévoient qu'elle puisse être organisée au plus tard le 31 décembre 2021 au lieu du 30 juin 2021 ;
- La transmission de certains documents portant sur les exercices 2019 et 2020 qui doivent être remis par le conseil d'administration au ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions : comme il est tenu de soumettre les comptes à l'approbation de l'assemblée générale, le conseil d'administration se trouve dans l'impossibilité de répondre à ses obligations légales faute de pouvoir organiser une réunion de l'assemblée générale de la mutuelle. Il est dès lors proposé de porter le délai au 31 décembre 2021 au lieu du 30 juin 2021, ce qui correspondrait à la nouvelle date limite pour la tenue de l'assemblée générale de la mutuelle portant sur les exercices 2019 et 2020 ;
- Le contrôle à effectuer par une entité externe prévu dans la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles. En lien avec les prolongations susmentionnées, il est proposé que le contrôleur remette son rapport au conseil d'administration de la mutuelle pour le 30 novembre 2021 au plus tard.

Finalement, comme la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles prévoit que la procédure de suspension prévue dans la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles ne soit pas entamée parce que le conseil d'administration est dans l'impossibilité de répondre à ses obligations, à cause des conséquences de la crise sanitaire de la Covid-19, ou parce que la mutuelle se trouve dans l'illégalité dès lors que ses statuts ne seront pas en adéquation, le cas échéant, avec les dispositions dérogatoires, il est prévu de maintenir cette dérogation pour l'application des dispositions dérogatoires modifiées, uniquement et exclusivement. Ainsi, toute autre illégalité constatée entraînera l'activation de la procédure de suspension, ce qui répond à la volonté du législateur source des dispositions de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 03.06.2021
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
17.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2021 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.06.2021
Loi du 8 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 518, page 1

Lieux de célébration de mariages

7837 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Compte tenu des impératifs de santé publique en relation avec la pandémie du Covid-19, et malgré le bon avancement de la campagne de vaccination, la continuité de l'application stricte des gestes barrières s'impose. Ceci s'applique tout spécialement aux mesures de distanciation physique dans les lieux fermés. Il en résulte que l'organisation des cérémonies de mariage dans la maison communale pose toujours problème à un certain nombre de communes.

Pour ces raisons, il est proposé de prolonger jusqu'au 31 décembre 2021 inclus la mesure temporaire prévue par la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 07.06.2021
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
16.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
25.06.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.06.2021
Loi du 30 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 484, page 1

Le saviez-vous ?

SESSION

Une session est une des divisions de la législature. Il s'agit de la période de l'année pendant laquelle siège la Chambre des Députés. Le Règlement de la Chambre prévoit l'ouverture de la session pour le deuxième mardi d'octobre. Généralement une session se clôture juste avant l'ouverture de la prochaine session.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Charles Margue**
   - Exposé : M. Charles Margue
5. **Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement**
   - Exposé : M. Sven Clement
6. **Institution d'une délégation parlementaire luxembourgeoise**
   - M. Fernand Etgen, Président
7. **Question élargie n° 104 de M. Laurent Mosar relative à l'avenir du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange**
   - M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Franz Fayot
8. **7837 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. François Benoy
   - Discussion générale : M. Pim Knaff - M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **7826 - Projet de loi portant modification :**

   1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ;

   2° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   - Discussion générale : Mme Octavie Modert - M. Guy Arendt - M. Dan Biancalana - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la mobilisation de logements inoccupés et de terrains viabilisés et mobilisables à court terme**
    - Exposé : Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1)
    - Débat : M. Marc Lies (dépôt des motions 2 et 3) - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - Mme Semiray Ahmedova - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
    - Prises de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
    - Motion 1 : Mme Semiray Ahmedova - M. Roy Reding - M. Marc Lies - M. Yves Cruchten - M. Max Hahn - M. Marc Goergen - Mme Nathalie Oberweis
    - Vote sur la motion 1 (rejetée)
    - Motion 2 : M. Yves Cruchten - Mme Semiray Ahmedova - M. Roy Reding - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Gilles Roth - M. Marc Goergen - M. Gilles Roth
    - Vote sur la motion 2 (rejetée)
    - Motion 3 : Mme Semiray Ahmedova - Mme Nathalie Oberweis - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
    - Vote sur la motion 3 (rejetée)
11. **7798 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Wooltz »**

    7799 - Projet de loi autorisant l'État à participer au développement de logements du projet « Wunne mat der Wooltz »
    - Rapports de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
    - Discussion générale : M. Emile Eicher - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten (intervention de M. André Bauler) - Mme Stéphanie Empain - M. Jeff Engelen - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7798 et dispense du second vote constitutionnel
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7799 et dispense du second vote constitutionnel
12. **7829 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant : 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail**
    - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
    - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
13. **7830 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail**
    - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
    - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
14. **7764 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal**
    - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel (intervention de M. André Bauler)
    - Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
15. **Résolution de M. Sven Clement concernant la déclaration du Luxembourg en zone de liberté LGBTIQ+**
    - Discussion générale : M. Fernand Kartheiser - M. Yves Cruchten - Mme Martine Hansen - Mme Josée Lorsché - Mme Nathalie Oberweis - M. Gilles Baum - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel)
    - Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projets de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 29 juin 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7841** - Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières*

Dépôt : M : François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 09.06.2021

***7843** - Projet de loi relative à l'extension et à la rénovation des bâtiments de la Fondation Kräizbierg à Dudelange*

Dépôt : M : François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 11.06.2021

***7844** - Projet de loi portant modification :*

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15.06.2021

***7845** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15.06.2021

***7846** - Projet de loi portant transposition de la directive 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil, et modifiant la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins, et les bases de données*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 24.06.2021

***7847** - Projet de loi portant transposition de la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE, et :*

1° la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins, et les bases de données ;

2° la loi du 3 décembre 2015 relative à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines ;

3° la loi du 25 avril 2018 relative à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 24.06.2021

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

***1900** - Demande de pétition publique : Fixation d'un plafond au m² pour les ventes/achats de l'immobilier*

Dépôt : Anderson Borbon, le 08.06.2021

***1901** - Demande de pétition publique : Demande d'élections exécutives pour que le peuple puisse choisir ses ministres lui-même*

Dépôt : Claire Gutenkauf, le 08.06.2021

***1902** - Demande de pétition publique : Einführung eines festen persönlichen Steuersatzes von 20 % ab 2022*

Dépôt : Andrei Albu, le 09.06.2021

***1911** - Demande de pétition publique : Remboursement CNS*

Dépôt : Pascale Heinesch, le 10.06.2021

***1903** - Demande de pétition publique : Die Gemeinden entscheiden, wie viel 1 m² kosten darf*

Dépôt : Helder Ferreira Da Silva, le 10.06.2021

***1912** - Demande de pétition publique : Petitioun fir een onverwiesselbaren an eenzegaartege Fändel*

Dépôt : Eulecia Monteiro Gomes, le 11.06.2021

***1904** - Demande de pétition publique : Introduction d'une obligation vaccinale Sars-CoV-2*

Dépôt : Alain Kinn, le 11.06.2021

***1905** - Demande de pétition publique : Demande de réponse du Gouvernement face au besoin d'une présence policière visible au sein des zones et autour de Royal Hamilius, Pfaffenthal et Kirchberg / Ufro fir d'Reaktioun vun der Regierung op de Besoin fir eng siichtbar Policepresenz an a ronderëm d'Géigende vum Royal Hamilius, Pafendall a Kierchberg*

Dépôt : Eilidh Lawson Edmiston, le 16.06.2021

***1906** - Demande de pétition publique : Le harcèlement moral au travail*

Dépôt : Ana Rita Nobre, le 18.06.2021

***1907** - Demande de pétition publique : Männergripp*

Dépôt : Jerry Lecoq, le 19.06.2021

***1908** - Demande de pétition publique : Gerechtegkeet fir den Dr. Ochs - Justice pour Dr. Ochs - Justice for Dr. Ochs*

Dépôt : Tania Hoffmann au nom de International Consortium for Justice and Freedom - ICJF, le 20.06.2021

***1910** - Demande de pétition publique : Géint d'Privatiséierung vum ëffentlechen Transport*

Dépôt : Alain Gales, le 21.06.2021

***1909** - Demande de pétition publique : Erlabnis, fir mat engem 125 ccm-Moto-Fürerschäin duerch ganz Europa däerfen ze fueren*

Dépôt : Alain Gales, le 21.06.2021

***1913** - Demande de pétition publique : Streng Iwwerwaachung op Autosolismus zu Lëtzebuerg*

Dépôt : Jesus Manuel Calleja Quintana, le 23.06.2021

***1915** - Demande de pétition publique : Dzenita Kocan*

Dépôt : Dzenita Kocan, le 24.06.2021

***1914** - Demande de pétition publique : Suppression d'impôts sur le 13ème mois et autres primes accordées aux salariés*

Dépôt : Carmen Da Cruz, le 24.06.2021

***1916** - Demande de pétition publique : Stop aux vaccins expérimentaux de type thérapie génétique (Covid-19) à nos enfants*

Dépôt : Dovid Georgiu, le 26.06.2021

***1918** - Demande de pétition publique : Ouvrir le refuge pour sans-abri de la rue de Neudorf toute l'année / Obdachlosenunterkunft in der Rue de Neudorf ganzjährig öffnen*

Dépôt : Carl-Egbert Stever, le 25.06.2021

***1917** - Demande de pétition publique : Bouchons sur autoroutes*

Dépôt : Daniel Theis, le 25.06.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Charles Margue

Éier mer mam éischte Punkt vum Ordre du jour ufänken, géif ech dem Här Charles Margue d'Wuert ginn, fir den Depot vun der Verfassungsofännerung iwwert d'Kapitel 4 ze maachen. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der Institutiounskommissioun deposéieren ech hei d'Proposition de révision vun de Kapitele 4 a 5bis vun eiser Verfassung, dat sinn d'Kapi-

telen iwwert d'Chamber an d'Kapitel iwwert de Staatsrot.

Mir hunn et an der Institutiounskommissioun elo fäerdegbruecht, och bei deem wichtege Verfassungskapitel iwwert d'Chamber e staarken a bal unanimme Konsens op däser Revisiounspropos ze fannen.

Ronn 14 Méint nom Depot vun engem éischte Revisiounsdeel duerch de Léon Gloden kann ech deemno haut de véierten a leschten Deel deposéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- D'Verfassung ass de Grondtext vun eiser lëtzebuergescher parlamentarescher Monarchie an definéiert d'Organisatioun vun eisem Staat, d'demokratescht Zesummespill vun eisen Institutiounen an d'Grondreegele vum gesellschaftlechen Zesummeliewen.

Wéi bei deenen dräi aneren Deeler kënnt et och an däsem Deel net zu enger verfassungsrechtlecher Revolutioun. Mee wat d'Institutioun Parlament ugeet, wëll ech awer bemierken, datt et mat däser Textpropos zu enger däitlecher Stäerkung vun däsem Haus vun der Chamber kënnt, notamment wat d'Kontrollméiglechkeete vun der Regierungsaarbecht ugeet oder datt de Grand-Duc d'Chamber net méi kann opléisen oder de Remplacement vun de järleche Chamberssessiounen duerch eng permanent Sitzungsperiod, déi all Vide parlementaire soll vermeiden.

An d'Biergerinnen an d'Bierger kréien d'Méiglechkeet, selwer Gesetzesproposen ze proposéieren. Dat ass déi nei Initiativ, d'Législative citoyenne. An och beim Staatsrot ginn déi aktuell Verfassungsdispositioune preziséiert an ausgebaut.

Dës Proposition de révision ass vu mir als dem fir dëse Revisiounsdeel zoustännege verantwortlechen Auteur ënnerschriwwen an och vun den dräi Corapportere Simone Beissel, Mars Di Bartolomeo a Léon Gloden. Ech soen lech an all deenen, déi an deene leschte Méint un däsem Text matgehollef hunn, e grousse Merci.

7777 - Proposition de révision des Chapitres IV et Vbis de la Constitution

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue.

5. Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement

An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Sven Clement fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten), auteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: Juni, dat ass de Pride Month. Dat ass de Mount, wou mer d'Villfalt sollen zelebréieren. An ech mengen, déi lescht Wochen an Deeg ass vill op internationalem Platto iwwert de Reebou a seng Verbindung mam Fussball geschwat ginn, mee et sinn awer och vill Initiativen, deelweis op lokalem, deelweis op nationalem an deelweis op supranationalem Plang, geholl ginn, fir d'Villfalt ze zelebréieren.

Engersäits huet d'Europaparlament den 11. Mäerz dëst Joer eng Resolutioun ugeholl, fir d'EU als LGBTIQ Freedomzone ze deklaréieren. Dat ass eng Initiativ, déi och vun e puer Stied a Gemengen zu Lëtzebuerg scho gemaach gouf. Esch, d'Stad Lëtzebuerg, awer och zum Beispill Rëmeleng sinn do ze nennen, soudatt mer mëttlerweil hei zu Lëtzebuerg e puer Flecken hunn, déi als lokal Freedomzones deklaréiert sinn. Da si mer natierlech Deel vun der Europäescher Unioun, déi sech integral als LGBTIQ Freedomzone deklaréiert huet.

An da kënnt Der lech denken, wat d'Initiativ vun däser Resolutioun ass. Dat ass nämlech, genau deen nämmlechte Support fir d'Villfalt och als Chamber zum Ausdrock ze bréngen, do madder géif dës Resolutioun u sech eis allegueren hei invitéieren, fir ganz Lëtzebuerg offiziell zu enger LGBTIQ Freedomzone ze erklären. Ech denken, datt dat dem éischte Pouvoir vum Land ganz gutt géif zu Gesiicht stoen, fir hei e staarkt Symbol ze setzen, grad an Zäiten, wou et a verschiddene Länner éischter an déi aner Richtung zréckgeet a wou een hei als Lëtzebuerg kéint een Zeeche fir Oppenheet a Pluralismus setzen.

Ech soen lech Merci.

Résolution

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

- dass d'EU Parlament den 11. Mäerz 2021 eng Resolutioun ugeholl huet, déi festhält: „1. Hereby declares the European Union an ‚LGBTIQ Freedom Zone'; 2. Denounces all forms of violence or discrimination against persons on the basis of their sex or sexual orientation";

- dass dat ungarescht Parlament rezent e Gesetz gestëmmt huet, mat deem d'Rechter vun der LGBTIQ+-Communautéit staark ageschnidde ginn;

- dass d'EU-Kommissiounspresidentin d'Gesetz als Schan deklaréiert huet an d'EU- Kommissioun juristesch wëllt géint Ungarn virgoen, falls d'Orbán-Regierung net alenkt. An dass des Weideren 13 EU-Memberstaaten, op Initiativ vun de Benelux-Länner, eng Resolutioun ënnerschriwwen hunn, an där si hiren Desaccord mam ungaresche Gesetz zum Ausdrock bréngen;

- dass schonn Acteuren um localen Niveau, wéi d'Stied Esch a Lëtzebuerg an d'Gemeng Rëmeleng, sech zur LGBTIQ+ Freedomzone erklärt hunn.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Chamber vun den Deputéierten:

- ganz Lëtzebuerg offiziell zu enger LGBTIQ+ Freedomzone ze erklären.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement.

Ech kann lech och direkt versécheren, datt Der bei der Chamber oppen Dieren arennt, well an deem leschte Bureau huet de Bureau decidéiert, fir och d'Gebai vun der Chamber ze beliichten an en plus, esou wéi dat schonn déi Jore virdrun de Fall war, och nach de Fändel an de Reeboufaarwen dann eeben och déi Woch opzestellen.

Merci, Här Clement.

6. Institution d'une délégation parlementaire luxembourgeoise

Mir stellen haut och eng nei Delegatioun zesummen. Et handelt sech dobäi ëm d'Délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Als effektiv Membere ginn den Här Yves Cruchten, d'Madamm Simone Beissel, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Claude Wiseler proposéiert. Ass d'Chamber mat däser Zesummesetzung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. Question élargie n° 104 de M. Laurent Mosar relative à l'avenir du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 104 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Zukunft vu Liberty Steel zu Diddeleng. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Wirtschaftsminister, et ass net fir d'éischt a garantéiert och net fir d'lescht, datt mer haut eng Kéier iwwert den Dossier Liberty Steel schwätzen. An ech erënnere mech, datt d'leschte Kéier de Wirtschaftsminister gesot huet, datt deen Dossier all Dag géif änneren. A wéi Recht hat en! Well ech hat mer eigentlech d'Fro, déi ech wollt de Mëtte stellen, scho virbereet, wéi ech gëschter op eng Rei Presseartikele gestouss sinn, déi eigentlech elo eng Rei vun aneren an neien Informatioune ginn. An et ass dann och haaptsächlech par rapport zu deenen, wou ech wollt de Mëtten de Wirtschaftsminister befroen.

Wann een also deene Presseartikelen, déi gëschter an och haut zum Deel ze liese sinn, ka gleewen, wär de Grupp Liberty Steel am Moment amgaangen, eng komplett Restrukturatioun vu sengen Aktivitéiten ze maachen. An do géifen déi verschidde Stolunitéite vu Lëtzebuerg, vu Léck, awer och Liberty Magona an Italie respektiv Liberty Galati a Rumänien zesummegeluecht ginn, fir och méi Effektivitéit an déi ganz Strukturen ze kréien.

Op där anerer Säit géifen eng Rei vu Betriber vun dem Grupp Liberty Steel, ganz besonnesch a Frankräich, awer och am UK, zum Verkaf ugebuede ginn. An doriwwer géif dann de Grupp versichen, sech erëm finanziell gesond ze stoussen.

Wat bedeit dat elo alles hei fir de Standuert Diddeleng? Do wollt ech dann och nach zousätzlech preziséieren, datt, wann een deenen Artikele ka gleewen, et also an Zukunft esou géif goen, datt d'Stolwierk zu Diddeleng direkt géif beliwwert gi vu Rumänien aus, mat sougenannte „Flachstahlrollen", déi da géifen hei zu Diddeleng verschafft ginn.

Dat kléngt a priori alles schéin a gutt. Do muss een awer wëssen, datt déi Produkter, déi aus Rumänie kommen, weesentlech méi eng bëlleg Qualitéit hu wéi déi, déi bis elo vun ArcelorMittal ugeliwwert gi sinn. An ech wollt do och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt et jo a sech en Agreement gëtt zwësche Liberty Steel an ArcelorMittal, datt Liberty Steel nach wärend zwee Joer géif Produkter vun ArcelorMittal kréien, déi se da géifen hei zu Lëtzebuerg verschaffen, soudatt sech natierlech d'Fro stellt, wéi et domadder virugeet.

Doniewent stellt sech awer och d'Fro, wéi et mat deem Engagement steet, deen a sech Liberty Steel iwwerholl hat, nämlech 100 Millioune Euro an d'Wierk zu Diddeleng ze pompelen.

Dat ass elo, wat de Kontext betrëfft. An doraus ergi sech eng Rei vu Froen, déi ech wollt un de Minister stellen.

Éischtens: Kann de Minister déi doten Informatioune confirméieren, déi an der Press ze liese waren?

Zweetens: Wa jo, sinn et och scho Gespréicher mam Ministère gi respektiv mat de Gewerkschaften? A wat ass genau bis elo de Contenu vun deenen dote Gespréicher gewiescht?

Wann dat an déi dote Richtung soll goen, wéi sécher ass de Finanzement vun där ganzer Restrukturatioun? Well ech muss lech soen, ech trauen där Saach do net richteg. Et gëtt elo hei gesot, de Crédit Suisse géif dat doten alles finanzéieren. Ech hunn do e bësse meng Doutten. An déi Fro, déi ech dann och wollt stellen an deem Kontext: ob do eng Due Diligence vun der Regierung gemaach gëtt, wat de Seriö vum Finanzement vun där ganzer Restrukturatioun do betrëfft.

Véiertens, an dat ass déi Fro, déi ech virdrun ugeschnidden hunn: Wéi ass et mat deenen Engagementer, déi Liberty Steel geholl hat souwuel vis-à-vis vun der ArcelorMittal wéi awer och vis-à-vis vum lëtzebuergesche Staat, wat déi 100 Millioune Euro betrëfft?

Dann, fënneftens: Soll dat heiten eng definitiv Léisung ginn oder geet et hei éischter ëm e Beauty Contest, wou d'Braut soll méiglechst schéin ugedoe ginn, fir se zu engem méiglechst héije Präis um fräie Maart erëm ze verkafen?

Sechst Fro: Wat ass d'Roll, déi eventuell hei de lëtzebuergesche Staat iwwert d'Regierung wäert spillen? Ass do iergendwéi ugeduecht, fir selwer eventuell do eng Hëllef oder Hëllefen ze ginn, vläicht och eng Participatioun? A wat ass hei d'Roll vun der SNCI?

An da siwentens, ganz wichteg: Wéi geet et viru mat de Paie vun deene ville Leit, déi do schaffen? Déi Paie vum Juni sinn anscheinend laut enger Äntwert, déi de Wirtschaftsminister mer op eng Question parlementaire zesumme mam Marc Spautz ginn huet, fir de Juni ofgeséchert. Wéi ass et awer duerno?

An dann, lescht Fro: Den Här Wirtschaftsminister hat ugekënnegt, datt e géif intensiv Gespréicher féiere mam europäesche Kommissär Thierry Breton, fir nach eng Kéier déi ganz Konkursbestëmmungen do ze iwwerschaffen. Do wollt ech och wëssen, wou mer genau do dru sinn.

Ech soe schonn am Virfeld Merci fir déi vill Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President, merci dem Laurent Mosar fir seng Froen zum Dossier Liberty Steel. Dat erlaabt mer et, hei an der Chamber de Punkt ze maachen zu deem Dossier. Ech weess, dass dat een Dossier ass, dee vill Leit dobaussen an och vill vun lech hei beschäftegt an och absolument à juste titre.

Ech géif gär ufänke mat enger vu senge leschte Froen iwwert d'Perspektiv an d'Prioritéit vun der Regierung hirer Interventioun an deem Dossier ronderëm Liberty Steel Diddeleng. Et ass, ech hunn dat scho gesot hei a viregen Interventiounen, eis absolutt Prioritéit als Regierung nach wie vor, fir an deem Dossier eng mëttel- a laangfristeg Perennitéit vun deem industrielle Site ze erhalen an doduerch och d'Aarbechtsplaze vun all deene Leit, déi do schaffen, ze erhalen.

Aktuell ass et esou, dass ronn 85 Équivalents temps plein am Chômage partiel si vun Diddeleng. Et ass och effektiv esou, an ech hunn dat an enger Question parlementaire schrëftlech esou beäntwert, dass d'Paie fir de Juni elo assuréiert sinn. An un deene vu Juli gëtt no Ausso vun der lokaler Direktioun aktiv geschafft.

Zum zweete Punkt, wat d'Analys an d'Aarbecht vun der SNCI ugeet: D'SNCI kënnt mat hiren Analyse vun der Situatioun gutt virun. Iwwert déi éischt Konklusiounen, do ass am Moment, an do bieden ech wierklech hei och ëm Verständnis, natierlech eng gewësse Confidentialitéit dermat verbonnen, et ass nach ze fréi, fir hei op der Place publique detailléiert Resultater duerzeleeën. Eng Informatioun kann ech lech awer haut hei op der Tribün ginn, an ech mengen, dat ass och eng rassurant Informatioun: Et schéngt sech ze confirméieren, dass dat Diddelenger Wierk mat där gewinnter Auslaaschtung an engem normalen Ëmfeld profitabel ka schaffen. An et ass jo gewosst, dass d'Konjunktur fir déi Produite fir de Moment ganz gutt ass, soudass dat wierklech eng positiv Konklusioun an e positiivt Signal ass, wat Diddeleng ugeet.

Zu deem drëtte Punkt, wat elo déi verschidden Efforten oder Reflexiounen, wat d'Restrukturatioun vum Grupp Gupta ubelaangt an och, wéi Liberty Steel Diddeleng dovu betraff ass, do ass et esou, dass den Haaptënnerscheed mat de Sitte vu Liberty Steel, déi am Moment an der Vente sinn, an Dir hutt déi vu Frankräich an England genannt, dora besteet, dass Diddeleng keen integréiert Wierk ass. Et ass e sougenanntent „Downstream-Wierk". Dat sinn déi Downstream-Aktivitéiten, wou mer allegueren wëssen, dass se net zum Kärgeschäft vum Grupp Gupta am Beräich vum Stol jee gehéiert hunn. Bref, dat ass eng Downstream-Aktivitéit, dat heescht, wou en l'occurrence hei en Travail à façon gemaach gëtt op flaachgewalzte Stolprodukter, wat sech éischter an der Peripherie vum Grupp Gupta senger Stolbranche befënnt.

Dëst gesot géif ech awer och gären hei drop hiweisen, dass vum Grupp Gupta hier bis elo nach keng Signaler komm sinn, dass dat Wierk ze verkafe wär, éischter au contraire. Och säi Management léisst dat bis elo net verlauden, soudass dat Wierk fir de Moment offiziell net en vente ass.

Et ass awer och esou, an dat géif ech och hei gäre ganz kloer betounen, dass ech net gären éiweg nokucken an och wierklech meng Geduld do lues, mee sécher op en Enn kënnt, wéi e Wierk zanter Wochen a Méint am forcéierte Ralenti dréit an d'Salariéë gezwonge ginn, Kuerzaarbecht ze maachen, wa mer allegueren wëssen, wéi gesot, dass de Marché fir de Moment vill méi hiergëtt. Zanter Wochen a Méint ginn och nei Finanzéierungsquellen a Perspektiv gestallt vum Grupp Gupta, vu GFG. An Dir hutt verschidde Pressenartikele mentionéiert, déi een effektiv ka liesen, och an der ganz qualifizéierter Press, insbesonnesch an der „Financial Times". Fakt ass awer, dass mer bis elo nach näischt gesinn hu vun deene Finanzementer. Fakt ass och, dass bis elo d'Aktivitéiten nach ëmmer ganz staark am Ralenti dréien, well d'Fournisseuren net kënne bezuelt ginn.

Dës Situatioun dréit, och virum Hannergrond vun ëmmer neie Revelatiounen an der Press, déi an däsem Donstkrees op presuméiert finanziell Hasardeuren hindeiten, net derzou bäi, dass d'Vertrauensbasis sech an der leschter Zäit verbessert hätt, och wann d'Relatioune mat der lokaler Direktioun gutt bleiwen. Dofir kann ech lech och op Är Fro äntweren, dass effektiv am Moment Gespréicher lafe mat potenziellen industrielle Partner, déi vun der SNCI geféiert ginn, fir op all Eventualitéit preparéiert ze sinn, och op déi Eventualitéit, dass mer mat Liberty Steel keng Perspektiv méi gesinn.

Dir verstitt natierlech, dass ech fir de Moment d'Nimm vun dësen industriellen Acteuren hei net kann nennen.

Wat Är Fro ugeet, an hei referéieren ech mech éischter op Äre Bréif vun Ufank Juni, vu presuméierter Fraude am Ausland an dem Rôle vu Lëtzebuerger Holdingen, verstitt Der, dass ech hei net den appropriéierten Uspriechpartner sinn. Dat ass eng Enquête, déi haaptsächlech an England leeft a wou mer natierlech mussen op d'Konklusioune vun där Enquête waarden. Mir ginn awer mol dervunner aus, dass déi zu Lëtzebuerg usässeg Gesellschaften sech hei mol a priori gesetzeskonform verhalen hunn. Wann dat net de Fall ass, ass dat hei natierlech en Dossier fir d'Justiz.

Zu Ärer leschter Fro, wat den Austausch mam Kommissär Thierry Breton ugeet, géif ech lech gäre soen, dass ech e Gespréich mam Thierry Breton hat de 27. Mee um Rand vum Conseil „Compétitivité" zu Bréissel, wou ech drop higewisen hunn, dass zanter dem Ufank vun den Diskussiounen ëm d'Reprise vum italieenesche Stolproduzent Ilva duerch ArcelorMittal d'Lëtzebuerger Regierung ëmmer a konstant derfir plädéiert huet, dass déi Transaktioun soll als kompatibel mat den europäesche Konkurrenzreegele gëllen, well hei justement keng Konzentratioun oder keng exzessiv Konzentratioun um EU-Stolmarché géif entstoen. Dat huet den deemolege Wirtschaftsminister an e puer Bréiwer och zesumme mam Buergermeeschter vun Diddeleng ënnerstrach un d'Attentioun vun der Kommissioun.

An ech hunn dem Thierry Breton ganz kloer gesot, dass mer missten hei eppes maachen um Niveau vun den europäesche Konzentratiounsreegelen, dass et net ka sinn, dass mer europäesch Championen zerschloen an u sech esou dann an e puer Joer duerno an esou mësslech Situatioune komme wéi déi, an deene mer elo sinn. Dat kann net sinn, insbesonnesch an engem Kontext post-Covid, wou mer jo vill a gären iwwer industriell Souveränitéit, industriell Autonomie an Europa schwätzen. Do ass ganz kloer e Bedarf, fir dat eng Kéier nozekucken.

D'Kommissioun huet trotzdeem och zugonschte vu Liberty Steel assistéiert, dass ArcelorMittal sech deemools, an Dir wësst dat, vun enger Partie Stolwierker trenne misst a Konditiounen, déi wierklech och alles anescht wéi favorabel waren. An dat ass natierlech absolutt ze bedaueren.

Dat ass dat, wat ech lech zu däsem Zäitpunkt kann zu Äre Froe soen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister. Ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Mosar fir eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci. Merci fir d'éischt, fir dem Här Wirtschaftsminister Merci ze soe fir all seng Äntwerten. Ech sinn och praktesch op alle Punkte mat senger Analys d'accord.

Ech wollt trotzdeem nach eng Kéier eng Prezisiounsfro stellen. Well wann ech en elo richteg interpretéiert hunn, dann ass déi Restrukturatioun, déi do angeeblech geplangt wär, laut verschiddene Presseberichter, op jidde Fall keng Optioun fir d'Regierung. Dat heescht, déi Zesummeleeung do vu verschiddene Wierker an och déi Zesummenaarbecht zwësche rumänesche Wierker an Diddeleng ass also keng Optioun. An ech kann oder mir kënne jo dann dervun ausgoen, wann dat esou wierklech géif kommen, wéi dat a verschiddene Presseartikele steet, datt dat net géif op den Accord vun der lëtzebuergescher Regierung falen. Dat wär wierklech eng ganz wichteg Prezisioun, wou ech net onfrou wär, fir se ze kréien.

Dann, zweetens, an ech mengen, do si mer allegueren hei an deem Haus d'accord: Diddeleng ass wierklech ee vun deenen allerwichtegsten Industriestanduerter, déi mer nach an deem Land hei hunn. A mir musse wierklech alles maachen, datt mer deen erhalen ënner méiglechst gudde Konditiounen! An Dir hutt zu Recht gesot, Här Minister: Dat ass eigentlech e Wierk, wat sech selwer ouni allze vill grouss Problemer dréit.

Mir mussen also oppassen, an do fannt Der och d'CSV op Ärer Säit, datt mer eis hei net nach eng Kéier vu lugubre Financieren uschmiere loossen, déi versichen, do iwwer verschidde ganz gelunge Kanäl erëm eng Kéier hei eng Entreprise ze refinanzéieren. Dat ass schonn eng Kéier an d'Box gaangen. Mir sollen also net de Feeler maachen, datt et eng zweete Kéier an d'Box geet. An duerfir och nach eng Kéier eisen Appell a mäin Appell, datt mer wierklech op deem dote Wee viruginn an äusserst virsiichteg si par rapport zu eventuelle Repreneuren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo. Bon, fir d'éischt freeën ech mech driwwer, dass den Här Mosar a seng Partei, och änlech wéi d'Regierung, hannert dësem Wierk stinn an och hannert der Decisioun an hannert der Volontéit, fir alles ze maachen, dass Liberty Steel Galvalange - nenne mer et, wéi et heescht - erhale soll bleiwe mat all senge Mataarbechter. Et ass e Wierk, wat fonctionéiert. Et ass e Wierk, wat profitabel ass, wat en plus e Produit mécht, deen zimmlech vill gefrot gëtt an och technesch héichwäerteg ass. Do si mer eis allegueren eens, dass mer do all un engem Strang zéien, fir dat fäerdegzebréngen.

Är Fro, ob d'Regierung hannert där Optioun Galați steet, déi elo evoquéiert gëtt, och aus Kreesser vu Liberty Steel: Ech hunn lech gesot, dass mer mat der SNCI un engem Plan B schaffen. Nawell ass et esou, an ech mengen, Dir wësst dat, dass een an esou Situatiounen an an Dossieren, déi esou komplex si wéi dësen, keng Dieren zouméicht, d'autant plus net, wann een net all d'Kaarten an der Hand huet. An ech hunn lech och gesot a menger Äntwert, dass den Här Gupta a säi Group fir de Moment keng Volontéit gewisen hunn oder keng Beweegunge gemaach hunn, fir Liberty Steel Diddeleng ze verkafen.

En attendant si se ëmmer nach Proprietär vun deem Wierk. Si hunn déi Kaarten am Grapp. Mee et muss een natierlech kucken, wéi dat Ganzt evoluéiert. Et si Refinanzementer, déi ganz kloer mussen do sinn. Et sinn Approvisionnementer, déi musse virbezuelt ginn. Dat ass och evident. Dat ass och ee Grond, firwat se esou lues dréie fir de Moment.

Mir observéieren dat nach wie vor de très près. Ech hunn dat och gesot a menger Äntwert: Eise Geduldsfuedem ass amgaang, ganz, ganz dënn ze ginn, well dat eng Situatioun ass, déi sech elo schonn iwwer Wochen erstreckt mat Promessen, wat de Refinanzement ugeet, déi net wierklech kommen. Mee ech mengen, fir de Moment kann een näischt excluéieren. Mee gitt emol dovunner aus, dass mer dat Bescht wäerte maachen, fir hei déi beschtméiglech Léisung ze fannen am Interêt vun Diddeleng a senge Mataarbechter.

Merci.

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wirtschaftsminister.

8. 7837 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kommen elo zum Projet de loi 7837 iwwert d'Bestietnis an engem anere Gebai wéi dem Gemengenhaus. Ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här François Benoy.

Rapport de la Commission de la Justice

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Hären, de Coronavirus soll keng Gemeng dervun ofhale, fir d'Hochzäiten, ee vun de schéinsten a wichtegste Momenter am Liewe vu ville Leit, ënnert de beschtméiglechen Konditiounen, also och mat méi Gäscht, kënnen ofzehalen.

Mam Gesetzesprojet 7837 kënnen d'Gemengen d'Hochzäite weider bis d'Enn vum Joer an engem anere Gemengesall ofhale wéi déi am Gemengenhaus selwer. Esou hunn d'Gemenge méi Méiglechkeeten, fir d'Hochzäiten am Respekt vun de sanitäre Bestëmmunge kënnen duerchzeféieren.

Mir verlängeren d'Mesuren, déi am Gesetz vum 24. Juni iwwert d'Mariagen an der Covidpandemie definéiert sinn, eng véierte Kéier. Den Officier vum État civil kritt d'Méiglechkeet, d'Hochzäiten an engem anere Gemengegebai wéi am Gemengenhaus ofzehalen. D'Gebai muss engem Gemengeservice affektéiert sinn. De Schäfferot kann esou ee Gebai festhalen, dat den Inneministère dann approuvéiert.

D'Justizministesch huet de Gesetzesprojet de 7. Juni deposéiert. Mir kruten Avise vum Staatsrot, dem Parquet an dem Syvicol, déi hiren Accord markéieren. D'Justizkommissioun huet den Text de 16. Juni duerchgeholl an de 25. Juni de schréftleche Rapport ugeholl.

Mëttlerweil maachen iwwregens 60 Gemenge vun dëser Mesure Gebrauch, also iwwert d'Hallschent vun de Gemengen hei am Land. An dat sinn der zwou méi wéi virun engem hallwe Joer.

Mir verlängeren d'Mesurë jo elo bis den 31. Dezember 2021, vläicht eng leschte Kéier, well d'Regierung un engem Text schafft, fir d'Mesure ze perenniséieren, dat am Kader vun der Moderniséierung vun den zivillen Zeremonien an der Ënnerstëtzung vun de Gemengen dobäi, esou wéi dat jo am Koalitiounsaccord vun der Regierung steet.

Et bleift mir just nach, Jo fir déi gréng ze soen a Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff.

Discussion générale

M. Pim Knaff *(DP).*- Merci, Här President. Dem Rapport vum Här Benoy ass näischt bäizefügen. Mir ginn och den Accord vun der demokratescher Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. Da ginn ech d'Wuert nach un den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Ech wéilt am Numm vun der LSAP dem Rapporter Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech ginn den Accord vun der LSAP a freeë mech op d'Perennisatioun vun dëser Mesure an noer Zukunft. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Och mir soe kloer Jo. An natierlech freeë mir eis, wann et esou wäert bleiwen, dass een sech och ausserhalb vun der Gemeng eng Kéier ka bestueden.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Majo, ech soen lech da Merci fir déi breet Zoustëmmung. An effektiv, wéi den Här Biancalana et scho gesot huet: Eng Perenniséierung vun dëser Mesure ass an der Ausschaffung. An d'Chamber wäert dann deemnächst och kënnen eng Kéier domat befaasst ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7837. Den Text steet am Document parlementaire 7837[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7837 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal, fir déi déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7826 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ;

2° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale

Mir kommen elo zum Projet de loi 7826, eng zäitweileg Upassung vu verschiddene Strofprozeduren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Dës Kéier wäert ech meng Zäit vum Rapport net brauchen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren a ganz kuerze Wierder de mëndleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet 7826. Eis sanitär Situatioun ass jo trotz de grousse Verbesserungen an de leschte Wochen nach net erëm normal, dofir verlängere mer elo eng Rei Dispositioune bis un d'Enn vun dësem Joer.

Ëm wat geet et? Et ass d'Verlängerung bis Enn 2021 vun de Mesuren aus dem Gesetz vum 23. September 2020, déi bis Enn dëses Mounts, Enn Juni, limitéiert waren, wou mer de Societéiten an anere Personnes physiques och weiderhin d'Méiglechkeet ginn, fir hir Assemblées générales an aner wichteg Reuniounen iwwer Videokonferenz ofzehalen oder Decisiounen iwwert de Vote à distance ze huelen, och wann hir Statuten dat net explizitt virgesinn. Domadder erméigleche mer hinnen, déi sanitär Sécherheetsmoossnamen, déi an der Pandemie nach ëmmer gëllen, beschtméiglech an ouni grousse logisteschen Opwand ze respektéieren.

Da verlängere mer och nach d'Dispositiounen aus dem Gesetz vum 19. Dezember 2020 iwwert d'Suspensioun vum Delai aus dem Artikel 440 vum Code de commerce iwwert den Aveu vun der Cessation des paiements; iwwert d'Derogatioun vum Artikel 2127 aus dem Code civil iwwert d'Hypothèques conventionnelles an d'Derogatioun zum Artikel 55 aus dem Code civil, wat et méiglech mécht, en neigebuerent Kand unzemellen bannent engem verlängerten Delai vun engem Mount.

All dës Dispositioune ginn, wéi gesot, bis den 31. Dezember dëst Joer verlängert.

De Werdegang vun den Aarbechten: De Projet 7826 gouf den 31. Mee vun der Madamm Justizministesch deposéiert. Den 9. Juni hu mer en evoquéiert an der Justizkommissioun an de Rapporter och do genannt. Dee selwechten Dag huet de Staatsrot och aviséiert. D'Kommissioun huet doriwwer de 16. Juni gekuckt an en Amendement ugeholl fir sécherzestellen, dass d'Entrée en vigueur och den 30. Juni ka sinn. Domat war de Staatsrot den 22. Juni averstan, soudass d'Kommissioun de Rapport de 25. Juni konnt unhuelen.

Zu den Avisen: D'Handwierkerkummer begréisst an hirem Avis vum 10. Juni d'Verlängerung vun dëse Moossnamen. An deem Avis liese mer awer och d'Suggestioun, sech ze iwwerleeën, ob mer net definitiv sollen dës Moossnamen, fir op Distanz u Versammlungen deelzehuelen, solle bäibehalen an Zukunft, natierlech sous condition dass technesch alles virgesinn ass, fir jiddwereen ze identifizéieren, dass jidderee ka matdeliberéieren a wielen. Den Avis vun der Handwierkerkummer, déi éischte Kéier zu dësem Gesetz, war an der Tonalitéit nach vill méi skeptesch.

D'Handelskummer begréisst an hirem Avis vum 28. Mee déi pragmatesch Approche a widderhëlt hir Bemierkung, déi se och schonn an de Virgängerprojete gemaach huet, ob déi Mesuren, fir den Delai ze verlängeren, wou d'Commerçanten hir Obligation d'aveu de la cessation des paiements maache mussen, op Dauer wierklech sënnvoll ass.

Ech schléissen heimat mäi mëndleche Rapport a soe jiddwereengem Merci, deen un den Aarbechte bedeelegt war. Ech froen also Är Zoustëmmung zu dësem Projet a ginn an engems den Accord vun der gréng er Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Rapporter villmools Merci a ginn d'Wuert weider un deen éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Octavie Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och, Här Rapporter. D'CSV ass averstane mat dëser zäitweileger Verlängerung vu Moossnamen, déi duerch de Covid nach ëmmer bedéngt sinn.

Ech wëll just eng Bemierkung nach erausstträichen, déi ech virun engem Joer hei gemaach hat op der Chamberstribün, wéi mer dat Gesetz déi éischte Kéier gestëmmt hunn, nämlech, datt ee sech soll iwwerleeën, wéi eng Dispositiounen a Moossnamen ee vläicht géif iwwert déi zäitweileg Verlängerung eraus wëllen am gesamten Agencement juridique bäibehalen. Ech denken do besonnesch u Reuniounen, déi een op Distanz kéint maachen, Reunioune méi wéi Assembléeën a Generalversammlungen. Ech hu jo och gesinn, datt d'Handwierkerkummer dat Element dës Kéier an hirem Avis erausgestrach huet.

Domadder ginn ech, wéi gesot, nach eng Kéier der CSV hiert Averstännis. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Ech géif och dem Rapporteur e grousse Merci soen an den Accord gi vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Arendt. Da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Ech géif och dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht a ginn den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana. Da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Effektiv hu mer festgestallt, ech ginn do der Madamm Modert 100%eg Recht, datt eng ganz Partie vun deene kuerzfristegen Ännerungen u sech eng ganz gutt Saach ass, déi een effektiv sollt perenniséieren. Do gehéiert dat heite bestëmmt derzou.

Et ass bedauerlech, datt aner Mesuren, déi provisoresch waren, elo auslafen an net méi kënne benotzt ginn. Ech denken do ganz besonnesch un d'Procuratioun sous seing privé, fir kënnen en Hypothéikenakt ze ënnerschreiwen. Et ass schued, datt dat elo ausleeft an d'Leit nees gezwonge ginn, sech ze deplacéieren, wat jo awer ëmmer hire Risiko erospsetzt. An et gëtt och keng Ursaach, firwat datt een den Acte de vente vun engem Immeubel kann ënnerschreiwe par procuration an den Acte hypothécaire net. Voilà!

Ech soen lech Merci. Mir ginn eis Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Och merci dem Rapporter. An och mir Piraten wäerten den Accord ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo. Merci lech alleguerten. Et ass esou, dass mer natierlech bei all deene Mesuren - et wäerten der jo nach kommen en matière de procédure pénale a civile - an deenen nächste Wochen eng Analys maachen, wat perenniséiert muss ginn a wat net respektiv wat elo wierklech nach ënnert déi aktuell sanitär Moossname muss falen.

Aus Virsiichtsgrënn hu mer en Deel vun deene Mesuren elo verlängert - net alleguerten. Et kann ee bei all eenzel Mesure natierlech doriwwer diskutéieren. Mir hunn dat jo och gemaach.

Just eng Remark, wat elo d'Videokonferenzen ubelaangt: Do ass elo scho jiddwerengem fräigestallt, dat a sengem Acte fondateur vun enger ASBL oder vun enger Gesellschaft och schonn esou virzegesinn. Et gëtt och eng ganz Rei Societéiten, déi dat souwisou esou virgesinn hunn. Et bréngt och eng ganz Rëtsch Konsequenze mat sech, wann een dat am Gesellschaftsrecht kuckt. Dat heescht, dat sinn alles Mesuren, déi een net à la légère ka prolongéieren oder net. Mee déi Diskussioun wäerte mer an deenen nächste Méint hoffentlech nach kënne féieren, well ech mer jo ganz staark wënschen, dass dat hei elo déi lescht Prolongatioun vun deem heiten Text ass.

Merci.

Une voix.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7826. Den Text steet am Document parlementaire 7826[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7826 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la mobilisation de logements inoccupés et de terrains viabilisés et mobilisables à court terme

D'Chamber féiert de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Mobilisatioun vum onbewunnte Wunnraum a viabiliséierten Terrainen. An ech géif direkt d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis als Vertriederin vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk ginn. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Vill vun eise Matmënsche liewen an engem Noutstand, an dat net eréischt säit der Coronaepidemie. De Wunnengsnoutstand ass eng Realitéit, déi Dausende Mënschen, nee, souguer Zéngdausende Mënschen hei am Land betrëfft. An dat si Jonker, déi nach doheem wunnen, mee dat sinn och Leit, déi expulséiert goufen, déi schlecht logéiert sinn an déi a Wunnenge liewe mat ze vill engem héije Loyer.

Mir wëssen dat alleguerten. Ech hunn heiansdo d'Gefill, dass dat Theema net oft genuch traitéiert gëtt, well mir warscheinlech alleguer heibannen net onbedéngt an esou enger Situatioun sinn - an ech inclus!

D'Situatioun awer verschlëmmert sech just. Der Regierung hir Efforte gesi mir virun allem op engem laangzäitlechen Niveau. Mir begréissen natierlech hir Efforten, déi si maachen, virun allem am Pacte Logement 2.0 an am Spezialfong. Mir gesinn dat och, mee mir mengen awer, dass d'Urgence esou grouss ass, dass mer elo Wunnenge brauchen an net an zéng Joer!

Et ass also eng Urgence. A mir sinn an enger Wunengskris. Et ass net déi éischte Kéier, dass mer deen Term „Wunnengskris" benotzen, a mir mengen, dass een dann och Kriseninstrumenter brauch, genee esou, wéi mer se elo kennen. An et ass méiglech! Mir mengen, dass ee soll agräifen an de Maart an net soll drop waarden, dass de Maart mat Äntwerte kënnt, well mir hu gesinn, dass vum Maart keng Léisungen ze erwaarde sinn - am Géigendeel! Mir mengen, dass et am Sënn vum Allgemengwuel ass, dass mer solle proaktiv handelen. D'Instrumenter gëtt et och, mee si ginn net genuch ëmgesat. Dorobber wéilt ech agoen. Mir mengen och, dass mer enger Kris hannendrulafen an dass mer virun allem de Retard accumuléieren.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, mir wëssen alleguer, dass 10.000 bis 20.000 Wunnengen hei am Land eidel stinn. Dat si Schätzungen, leider gëtt et keng genee Zuelen. Der Caritas no awer sinn ëm déi 30.000 Leit, vläicht souguer méi Leit, am Besoin fir eng abordabel Wunneng. Et ass onverantwortlech an esou engem Kontext, wou esou vill Mënschen am Besoin sinn, si am Ree stoen ze loossen an net elo Wunnraum, deen et gëtt, ze mobiliséieren. An ech mengen net, dass et onbedéngt un de Proprietären ass. Ech mengen net, dass et onbedéngt d'Proprietären sinn, déi verantwortlech sinn, mee ech mengen, et ass de politesche Kader, dee muss gesat ginn, fir déi Wunnengen eeben ze mobiliséieren.

Souguer de Premierminister huet dëse Problem erkannt an engem Artikel am „Land", dee bestëmmt vill vun eis gelies hunn, an deem hien och vun der Besteierung vun den eidel stoende Wunnenge schwätzt, an hie schwätzt sech aus fir eng progressiv Besteierung, sou dass et, Zitat, „dem Besëtzer wéideet".

Ech komme kuerz op d'Initiativen ze schwätzen, déi et scho gëtt, wat d'eidel stoend Wunnengen ugeet. Et gëtt also Initiativen am Beräich vun der Gestion locative sociale. Do geet et virun allem drëm, eidel stoend oder disponibel Wunnengen ze mobiliséieren. Haut sinn dausend Wunnengen an der Gestioun vun der Gestion locative sociale. Dee gréissten Acteur hei ass d'Agence immobilière sociale, wéi Dir et wësst. A si verlounen d'Wunnengen also zu engem abordabele Loyer. Si huelen dem Proprietär och d'Aarbecht of domadder. An dee bezilt manner Steieren op dem Loyer, deen en erakritt.

D'AIS awer, wéi Der wësst, huet eng Waardelëscht vun ëm déi dausend Leit. An déi Waardelëscht gëtt net méi kleng, well, wéi mir allegueren wëssen, déi Leit, déi bei hinne wunnen, déi sinn normalerweis limitéiert op dräi Joer, si sinn awer dacks bis zu aacht, néng Joer an de Wunnengen, well se keng Wunneng um éischte Marché fannen.

Mir accumuléieren also de Retard. De Retard gëtt just méi grouss! An déi Projeten op laang Zäit, déi aus dem Ministère kommen, déi jo wierklech immens sinn, mee déi ginn eis haut keng Äntwert op de Besoin elo.

Dann, d'Circulaire 3324 ass eng Circulaire, déi sech un d'Gemenge riicht. An d'Gemenge ginn opgefuerdert, eidel stoend Wunnenge selwer ze lounen an u Leit fir en abordabele Loyer weiderzeverlounen. An de Ministère bezilt dann hei den Ënnerscheed am Loyer. Mir mengen och, dass dat en Outil ass, deen interessant ass, mee et schéngt och, wéi wann et hei géif Problemer ginn, notamment bei de Gemengen, eebe well dësen Outil och op dräi Joer limitéiert ass, wéi mir gewuer gi sinn. An d'Gemenge sti ganz dacks eleng do, well se eeben déi Leit solle betreien am soziale Beräich. An do hu si eeben dann zwee Problemer. Dat ass: Engersäits wësse se net, wat no deenen dräi Joer geschitt, an op där anerer Säit musse se déi Leit encadréieren an hunn dacks déi Ressource-humainen net, déi et brauch. Do menge mir, dass mir nees eng Kéier hei een Outil hunn, deen net ganz duerchdaucht ass a wou mer eis musse méi Moyene ginn, fir dass och deen Outil am Endeffekt benotzt gëtt.

Dann, drëtt Instrument u sech: d'Taxatioun. Dat ass warscheinlech dee bekanntsten Outil, dee mer hunn, fir eidel stoend Wunnengen an Haiser ze besteieren. Och hei gesi mir, dass déi Steier eigentlech net wierklech dissuasiv wierkt par rapport zu der Spekulatioun am Endeffekt. A mir mengen, dass se virun allem soll obligatoresch ginn am Kontext vun enger Wunnengskris, an där mir sinn. Et ass eigentlech och do nees onverantwortlech an deem Kontext, an deem mir sinn, wou esou vill Mënschen an esou engem direkte Besoin sinn, well e Besoin op eng Wunneng ze hunn, op eng abordabel Wunneng, ass kee Luxus. Déi brauchen haut eng Wunneng an net a fënnef oder an zéng Joer!

An an deem Kontext ass et onverantwortlech, déi Wunnengen eidel stoen ze loossen! Eng Gemeng wéi Esch huet déi Tax zwar ageféiert - ech mengen, et sinn ongeféier aacht Gemengen, déi et gemaach hunn -, mee si hieft se net op, well et eng juristesch Onsécherheet gëtt bei der Erfaassung vun deem eidele Wunnraum. Also, och do happert et nees bei dësem Instrument, dat zwar um Dësch läit, mee dat net genuch benotzt gëtt, well et eeben och erëm net ganz duerchduecht ass.

Et sinn also gutt Usätz. Mee déi dote Moossname fale fir eis ënnert de sougenannte „Pull-Facteur", wou d'Proprietäre quasi incitéiert ginn, eppes mat där Wunneng ze maachen, an dat ass och ganz gutt, mee mir gesinn, dass dat definitiv net duergeet!

Ech mengen, dee Saz: „Et geet net duer", ass een, dee mer jo oft hei soen. An dat soll awer keen Euphemismus sinn. Ech mengen, mir schwätzen hei vu mënschleche Besoinen, vu Mënscherechter. An dat seet ee jo net einfach esou. Et ass wierklech immens, immens wichteg!

An dofir, menge mir, brauche mer e „Push-Facteur". An dee Push-Facteur ass natierlech um steierleche Plang. Also dat solle Moossname sinn, déi eidel stoend Wunnenge sollen oninteressant maachen. Mir mengen dofir, dass d'Steieren op Gemengenniveau solle ganz kloer eropgoen. Si sollen och obligatoresch ginn. Wann dat net geet um Gemengenniveau, da soll et eng national Steier ginn. D'Steier soll och progressiv wierken a mat der Zäit eropgoen.

Fir déi Gemengesteier op eidel stoendem Wunnraum bräichte mer elo awer e Regëster, wou de Leerstand drastoe kënnt. An dofir brauche mer eng Basis, fir eeben déi Besteierung quasi do dropzerechnen. Do verweisen ech op d'Propos vun der Chambre des Salariés. Si proposéieren also e Gesetz, wou mer quasi en nationaalt Gesetz géife stëmmen, fir esou e Registre national, wou een deen Ament da kann d'Wunnengen androen, an dann hätt een eeben déi juristesch Grondlag fir d'Gemengen. Dat wier dann esou eng Ofsécherung.

De Pacte Logement 2.0 da schwätzt och vun der Mobiliséierung. De Programme d'action local logement gesäit vir, ech zitéieren: « [la mobilisation du] potentiel [résidentiel] existant (potentiel foncier, constructions existantes et logements non-occupés) afin d'augmenter l'offre de logements abordables et durables ». Och do: Dat ass schéin a gutt, mee wann d'Gemenge keng Sécherheet hunn, wat also d'Basis ugeet, fir déi Donnéeën ze erhiewen, da komme mer net wäit!

Kommt, mer kucke mol op aner Stied! Zu Bréissel maache se dat. Am Joer 2019 sinn 340 eidel stoend Wunnengen taxéiert ginn. An et geet net just ëm d'Besteierung, mee d'Steier soll incitéieren, eppes mat der Wunneng ze maachen, amplaz se eidel stoen ze loossen. Et sinn net just Maueren. Eng Wunneng déngt dozou, dass Mënschen an hire grondleeënde Rechter am Endeffekt och geschützt ginn. D'Stad Bréissel schwätzt souguer vun Expropriatiounen, falls déi Tax näischt bréngt.

Dann nach en anere Punkt: De Staat selwer huet Gebaier, déi eidel stinn. Ech géif gär wëssen, wéi vill dat der sinn a wéi eng dovunner ee fir Wunnenge benotze kéint. Dat mécht mech besonnesch stutzeg, well ech soe mer, wann een am Private jo nach d'Excuse huet ze soen: „Ben, et ass privat, mir kënnen et net direkt mobiliséieren", oder: „Et ass schwiereg", oder: „D'Proprietäre wëllen net", hu mer déi Excuse hei net.

Nach eemol: Mir wëssen a schätzen, dass am Logementsministère ganz vill geschafft gëtt. Dat soll een also net falsch verstoen. Mee mir soen einfach: Et ass eng Urgence elo hei, et soll elo eng Prioritéit ginn! An ech mengen, mir wëssen et alleguer, et kënnt och ëmmer erëm aus de Sondagen eraus: D'Bierger si sech es bewosst, et ass deen éischte Besoin hei am Land. An dofir mengen ech wierklech, dass een elo soll handelen. An ech weess och, dass d'Responsabilitéit net eleng beim Logementsministère läit, mee do misst d'Regierung sech wierklech déi néideg Moyene ginn, fir elo ze handelen. Virun allem, wéi gesot, sinn d'Instrumenter jo och schonn um Dësch.

Da kommen ech zum Punkt, éischter zousätzleche Wunnraum ze schafen an der kuerzer Zäit, also elo och quasi an der Urgence. Och do: Mir gesinn, dass grouss Projeten ënnerwee sinn. Mee nach ee Kéier: Déi gesi mer dann an zéng, fofzéng Joer konkreet. Mir mengen awer, fir elo ze handelen, soll een d'Baulücke mobiliséieren. Do kann een och zäitno séier Wunnraum schafen. D'Baulücke si viabiliséiert Terrainen a Quartier-existanten. Méi wéi eng Baugeneemegung brauch een also net, well Gas, Waasser, Stroum an esou weider sinn eeben dacks och schonn do. Do kann also séier eppes entstoen.

A senger leschter Etüd huet de LISER gerechent, dass 941 Hektar Baulücken existéieren, de Gros dovunner a privater Hand. D'Baulücke si säit 2013, also säit der Regierung DP-LSAP-gréng, Nummer eent, eng Prioritéit gewiescht. Beim Maggy Nagel an och duerno beim Marc Hansen gouf et e Baulückeprogramm, wou et drëms goung, Privatbesëtzer Ureizer ze setzen, fir dass si d'Baulücken eebe sollen notzen oder verkafen.

A wat ass geschitt? Mir mengen, net ganz vill, well eeben och do keng groussaarteg Entscheedungen oder Mesuren ergraff gi sinn. 2015 zum Beispill gouf et 957 Hektar Baulücken - 957! -, 2019 waren et der 941, déi Zuel ass also net vill erofgaangen. Vill gebaut ass also do warscheinlech net ginn.

Vläicht ass et bei de Baulücken och nach méi schwéier, se ze mobiliséieren, wéi bei den eidel stoende Wunnengen, well u sech, en Terrain, dee kascht jo näischt an dee kann och net verfalen. Dofir menge mir och do, dass mer méi e staarke Push-Facteur brauchen. Also beim Push-Facteur denke mer éischter dann eeben un d'Besteierung, Besteierunge wéi zum Beispill den Impôt foncier zu Dikrech, dee jo an d'Luucht gesat gouf. A mir mengen, dass een och dat soll an deenen anere Gemengen esou maachen. Dee muss progressiv an d'Luucht goen. Déi Steier, déi gräift jo dann och no dräi Joer, wann et kee Bauprojet gëtt.

Ech denken dann eeben och hei un d'Reform vum Impôt foncier, déi jo och virausgesot gëtt fir déi sougenannte Rente immobilière, also de permanente Wäertzouwuess um Immobiliebesëtz, ouni selwer iergendeen Effort dofir ze maachen, esou ze besteieren, dass et och hei en Ureiz gëtt, fir Terrainen a Logementer net ongenotzt stoen ze loossen. Dat wier also esou e Push-Facteur.

Eng aner Iddi, wéi ee séier kéint Wunnraum schafen, wier duerch modulabel Bausystemer. Dat ass elo an deene leschte puer Méint ëmmer méi oft opkomm, et ass also nach relativ nei an onbekannt. D'Avantagen dovunner sinn, dass ee ka séier bauen, dass et mobil ass, also et kann een et ofbauen a réckelen, an et verbraucht ee vill manner Ressourcen. Do kéint een also dann eppes opstellen an no zéng Joer nees u sech ewechhuelen an iergendwou anescht hin transportéieren. Dat nennt een eeben dat „modulabelt Bauen". Awer mir wëssen a mir hunn héieren, dass och do vill Proprietären eigentlech, obwuel et net definitiv op hirem Terrain steet, retizent sinn, well se och deen Outil, déi Méiglechkeet nach net gutt kennen. Si si schwéier ze iwwerzeegen, fir och deen dote Wee ze goen.

Mir mengen also, och dat misst ee vill méi pushen - wéi gesot, dat modulabelt Bauen. Also, och dat geet just, wann een et steierlech oninteressant mécht, fir d'Terraine broochleien ze loossen. Wéi gesot, mir gesinn, dass och do d'Proprietäre sech schwéierdinn, hir Terrainen dofir ze mobiliséieren, also brauche mer och do nees dee Push-Facteur, also eng Besteierung.

Mir mengen also, dass ee wierklech net derlaanschtkënnt, iwwert déi Besteierung vun eidel stoende Wunnengen a vu broochleienden Terrainen ze schwätzen. An ech froe mech, wiem dat Angscht mécht, well wa mer gesinn, dass et eng Kris ass an dass esou vill Mënschen dee Problem erkannt hunn, da verstinn ech net, firwat mer net méi driwwer schwätzen.

Also hu mer op där enger Säit, wéi gesot, de Pull-Facteur, dee Facteur, wou een eppes ka mat der Wunneng zum Beispill maachen, ech hunn elo vun der Gestion locative sociale geschwat, vun der Circulaire n° 3324, vum modulabele Bauen an op där anerer Säit dem Push-Facteur, der Besteierung. Déi zwee musse mateneegoen. An ech mengen, et ass méiglech, well wéi gesot, d'Instrumenter si quasi all do.

Mir dierfen also net scheien, dëse Problem unzegoen. An ech géif der Regierung wierklech roden, wa se wëllen erëmgewielt ginn, dass se de politesche Courage huelen, dëse Problem unzegoen, well d'Bierger hunn de Problem erkannt a si waarden drop, dass Der eppes maacht!

Mir mussen eis also ëmmer erëm virun Ae féieren, dass d'Wunnengskris keng abstrakt Kris ass, och wa se vläicht fir eis hei am Raum effektiv eng abstrakt Kris ass. Et ass ee Mënscherecht an dat ass net erfëllt zu Lëtzebuerg!

Ech géif vläicht nach gär zum Schluss soen, dass ech mengen, dass et net esou soll eriwwerkommen, wéi wa mir den Härgott mat der décker Zéif hätten. Mir hunn net allegueren d'Léisungen a mir hu sécherlech och net déi ganz Wourecht, mee ech mengen, d'Instrumenter, wéi gesot, sinn um Dësch. Et brauch ee just de politesche Courage, fir se duerchzedenken a fir se unzegoen.

A mir accumuléieren de Retard. An et ass wichteg, dass mer gesinn, dass iwwer 30.000 Mënschen am Besoin elo sinn, dass mer de Retard accumuléieren an dass et mat laangzäitleche Projeten net duergeet. Mir lafen der Kris no. Mir geréieren d'Kris net, mee mir lafen hir no!

A wann ech de Logementsminister däerf zitéieren an engem Interview, wou hie sot: „Den Equiliber, dee gëllt", da froen ech mech, wéi een Equiliber, well ech gesi keen Equiliber. Ech gesi keen Equiliber um Wunnengsmaart. Et gëtt keen!

Dofir muss d'Regierung agräifen. A wa si wëllt, wéi gesot, deen doten Terrain gewannen, dann hätt si Interessi, méi proaktiv ze handelen.

An ech ginn hei och nach eng Motioun of, wou mer eeben déi dote Punkten, déi ech och elo ugeschwat hunn, hei dann ofhandelen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la croissance continue et prononcée des prix et des loyers sur le marché immobilier privé au Luxembourg ;

- considérant que les ménages les moins aisés consacrent de plus en plus souvent un montant supérieur à 40 % de leur revenu disponible au logement ;

- considérant que selon les chiffres de l'„Observatoire de l'Habitat" pour l'année 2018, 14.000 ménages du seul quintile inférieur sont concernés par un taux d'effort supérieur à 40 % ;

- vu le nombre de plus en plus important de personnes inscrites sur les listes d'attente des promoteurs publics et des acteurs de la gestion locative sociale ;

- saluant les efforts entamés par le gouvernement et les promoteurs publics pour augmenter la cadence de mise sur le marché de logements à prix et à loyers abordables ;

- soulignant toutefois que toute mesure visant à augmenter la construction en nombre suffisant de logements abordables n'aura qu'à long terme un effet positif sur la situation du marché immobilier ;

- reconnaissant par conséquent que des mesures politiques supplémentaires sont nécessaires pour répondre dans l'immédiat à l'urgence de la pénurie de logements abordables ;

- considérant qu'il existe un potentiel d'immeubles destinés à servir d'habitation actuellement inoccupés et mobilisables à court terme à des fins d'habitation ;

- considérant que selon les chiffres les plus récents disponibles, 941 hectares de terrains à bâtir déjà viabilisés du type Baulücken sont disponibles et mobilisables à courte échéance ;

- considérant que le Pacte Logement 2.0 prévoit que les communes définissent dans le cadre des programmes d'action locale logement leurs projets et ambitions en matière de mobilisation du potentiel résidentiel existant ;

- considérant toutefois que les outils légaux à la disposition des communes, notamment les taxes communales spécifiques d'inoccupation de logements ou de non-affectation de terrains constructibles, ne sont jusqu'ici appliqués que par un petit nombre de communes,

invite le Gouvernement

- à créer une base légale pour permettre un recensement systématique et obligatoire de logements inoccupés au niveau communal et l'introduction d'un registre regroupant ces logements en indiquant également la durée d'inoccupation de chaque bien ;

- à rendre obligatoire l'application de taxes communales sur les logements inoccupés et les terrains non-affectés à la construction sans motif valable et à soutenir les communes en mettant à leur disposition des règlements-type et des conseils juridiques ;

- à mettre en place en coopération avec les communes un cadre réglementaire pour permettre l'installation de structures modulaires amovibles sur des terrains viabilisés inoccupés ;

- à tenir compte lors de la réforme de l'impôt foncier de la nécessité d'une adaptation des valeurs unitaires afin d'inciter d'une part les propriétaires de logements inoccupés à la vente et/ou la location de leurs immeubles ainsi que d'autre part les propriétaires de terrains non-affectés à créer des habitations sur leurs terrains ;

- à établir un relevé des immeubles inoccupés appartenant à l'État et à des établissements publics pour les réhabiliter à des fins d'habitation.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech der honorabeler Nathalie Oberweis Merci soe fir d'Ufro vun dëser Heure d'actualité alt nees eng Kéier ronderëm de Sujet vum Wunnengsbau.

Ben, ech mengen, wéi d'Nathalie Oberweis et och scho gesot huet, spëtzt sech d'Situatioun hei am Land ronderëm de Wunnengsbau ëmmer méi a méi zou. Wann een och déi lescht Sondagë kuckt, wat dann effektiv d'Leit am meeschte besuergt, dann ass et zu 81 % d'Problematik ronderëm de Wunnengsbau, déi effektiv dozou féiert, datt d'Leit sech wierklech eeschthaft Gedanke maachen.

Ben, mir wëssen, datt d'lescht Joer d'Wunnengsbaupräisser ëm ronn 16 % an d'Luucht gaange sinn. A wann ee riets a lénks kuckt, nëmmen d'Annoncen, oder et héiert een, wat d'Bauterrainen kaschten, respektiv wann Haiser, Appartementer verkaaft ginn, dann ass et schonn dramatesch.

Och wann de Statec virun e puer Deeg gesot huet, datt déi Hausse vläicht net an deem Mooss wär, wéi et elo hei projezéiert ginn ass: Mat 16 % louche mir weltwäit d'lescht Joer op der drëtter Plaz - weltwäit! Dat muss ee sech wierklech eng Kéier op der Zong zergoe loossen. Duerfir, mengen ech, ass effektiv eng Urgence gebueden, datt deem Rechnung gedroe gëtt!

Nieft dem Problem ronderëm de Wunnengsbau ass awer en drëtte Faktor och am Sondage ervirkomm, wou da Leit sech extreem vill Suerge maachen ëm d'Zukunft vun hire Kanner, vun dëser Generatioun, vun der nächster Generatioun. Dat sinn ëmmerhin 59 %. An deen Taux geet iwwert d'Joren nach ëmmer weider an d'Luucht. De Klimaschutz ass mat 49 % op der véierter Plaz. Dofir, Ëmwelt- a Klimaschutz, mengen ech, musse mer alleguerte maachen a bedreiwen. An dat gëtt och aktiv riets a lénks vun dem Staat, vun de Gemengen, awer och vun de Leit wouergeholl.

Duerfir musse mer oppassen, datt mer effektiv ... Et gëtt oft vun der grénger Fraktioun gesot, mir solle Klimaschutz oder Ëmweltschutz net géint de Wunnengsbau ausspillen. Dat ganz sécherlech net! Klimaschutz, Ëmweltschutz - absolutt wichteg. Just mat Ideologie, do verbaut een Zukunftschancen, an zemools d'Zukunftschancë vun dëser Generatioun, vun där nächster Generatioun. Et kann en fin de compte net méi sinn, wann een effektiv innerhalb vum Perimeter ..., datt do ëmmer nees nei Kujenade vusäite vum Ëmweltberäich kommen, wann et ëm d'Baurecht geet. Wann een d'Baurecht huet, da soll een och kënne bauen, an dat schnellstméiglech!

Ben, ech mengen, do gëtt et eng Rei vu Beispiller aus deene leschte Méint a Joren, wou d'Promoteuren och soen: „Mat där doter Politik komme mer definitiv net weider!" En fin de compte muss een de Constat maachen: Gréng Politik bedeit och eng Verdeierung vum Wunnengsbau!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Très bien!

M. Marc Lies *(CSV)*.- Ben, ech mengen, mir musse schnellstméiglech kucken, datt do dergéintgewierkt gëtt, sozial Problemer, déi entstinn, 41 % vum Taux d'effort, déi effektiv bei dem Akommes vu Ménages monoparentaux zustane kommen. Duerfir, et kann ee wierklech constatéieren: Dat räicht Lëtzebuerg bréngt et net fäerdeg, senge Bierger eng dezent Wunneng à disposition ze setzen.

D'Nathalie Oberweis huet et virdru scho gesot: 941 Hektar Baulücken. Viru Jore gouf de Quart taux ageféiert - ben, ech mengen, dat huet sécherlech zu engem gewëssen Deel eppes bruecht, awer net alles. An duerfir muss do effektiv onbedéngt nogeschoss ginn. Dat heescht, datt dat an deem Beräich, wann et ëm d'Notze vun de Baulücke geet, schnellstméiglech do och ëmgesat gëtt.

Ben, ech mengen, iwwert d'Joren, wou d'CSV elo freet, datt eng Spekulatiounssteier oder -tax soll en place gesat ginn, ben, ech mengen, do ass op et Regierungsniveau, wou awer trotzdeem ëmmer nees gebremst gëtt, vu wiem och ëmmer, dat sief elo mol einfach dohigestallt. An dësem Sënn wëllt ech gär eng Motioun hei deposéieren, Här President, wou d'CSV dann d'Regierung opfuerdert, fir eng Spekulatiounstax oder -steier anzeféieren.

Dës Tax oder Steier bezitt sech awer nëmmen op Terrainen, wou effektiv da Spekulatioun drop bedriwwe gëtt. Dat heescht: Elteren, wa si fir hir Kanner oder Kandskanner deen Terrain wëllen halen, da fält dat natierlech net dorënner. Och fir kommerziell, handwierklech, landwirtschaftlech, industriell a liberal Aktivitéite soll ee vun enger Exemptioun heivu profitéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant un déséquilibre entre l'offre et la demande de logements ;

- constatant une rareté de terrains réellement disponibles pour la construction ;

- constatant que cette rareté est entre autres due à une rétention à des fins de spéculation ;

- rappelant que les communes ont la possibilité de percevoir une taxe d'inoccupation sur les immeubles bâtis destinés au logement qui ne sont pas occupés pendant une période de 18 mois consécutifs, ainsi qu'une taxe de non-affectation à la construction sur les terrains à bâtir qui sont depuis trois ans susceptibles de faire l'objet d'une autorisation de construire et pour lesquels les travaux de construction n'ont toujours pas débuté ;

- rappelant que les communes ont le droit d'introduire un impôt foncier sur les immeubles bâtis et non-bâtis ainsi que sur les terrains à bâtir à des fins d'habitation (impôt foncier B5 et B6) ;

- estimant que les taxes communales existantes s'avèrent insuffisantes pour lutter contre la spéculation ;

- estimant qu'au vu de la flambée des prix du foncier, il faut rapidement endiguer la spéculation ou la rétention foncière ;

- estimant que le Luxembourg doit se donner de nouveaux moyens de dégager rapidement des terrains à bâtir en quantité suffisante pour développer la construction et aboutir à une augmentation substantielle de l'offre de logements au Luxembourg ;

- concluant que les terrains non bâtis mais se trouvant dans le périmètre de construction, ainsi que les logements longtemps inoccupés pour des raisons de spéculation devraient être taxés de manière plus élevée via une taxe nationale,

invite le Gouvernement

- à présenter une taxe nationale afin de lutter contre la spéculation sur les biens immobiliers inoccupés et les terrains à bâtir non utilisés ;

- à veiller que cette taxe ne soit pas due en cas de volonté prouvée du propriétaire de conserver l'immeuble en question pour sa descendance ;

- à veiller que cette taxe ne frappe pas les immeubles destinés exclusivement à un usage commercial, artisanal, agricole, industriel ou de profession libérale.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Den ëffentleche Bauträger, dee packt et definitiv net, fir effektiv genuch um Maart ëmzesetzen. Ech wollt just elo nach eppes dozoufügen, wat d'Spekulatiounstax oder -steier ugeet. Ben, ech mengen, haut liese mer an der Press, respektiv op eng Äntwert vun enger Question parlementaire vun de Kolleege Spautz a Mosar, wat d'Grondsteier ugeet. Ben, ech mengen, aus där Äntwert vum Minister Gramegna an och vun der Inneministesch geet ervir, datt sécherlech sou laang, wéi d'PAGen net en place gesat sinn, déi Grondsteier net wäert kommen. Dat heescht also, datt bis 2023 déi Grondsteier net wäert ëmgesat sinn, wat mer effektiv extreem bedenklech fannen. An duerfir fuerdere mer d'Regierung och do nach eng Kéier op, schnellstméiglech awer do ze agéieren.

Virdru gouf och vum Leerstand geschwat, Leerstand vu Wunnengen. De risegrousse Problem ass, ben, ech mengen, däers musse mer eis unheulen op alle Fronten, do sollt de Staat awer fir d'éischt mam gudde Beispill virgoen, wann de Staat Wunnengen huet ... Ben, viru Jore war et esou, datt d'Police-Wunnengen ausser Betrib geholl gi sinn. E gudden Deel dovunner ass virugaangen un d'Agence immobilière sociale. Duerfir, d'Agence immobilière sociale, déi eng ganz wichteg Aarbecht an dësem Domän mécht, ech mengen, dat sollt een och virun ënnerstëtzen.

Et sinn awer trotzdeem eng Partie Wunnenge vum Staat, déi de Staat am Besëtz huet, déi ëmmer nach eidel stinn. Ech hat do zesumme mat de Kolleegen Hetto an awer och Paul Galles virun dräi Méint eng Question parlementaire gestallt, entre autres och ëm Wunnengen, déi a verschiddene Gemengen ..., notamment geet et ëm eng Rei vun Haiser, déi zu Colmer-Bierg zanter Joren eidel stinn, al Police-Wunnengen. An dat kann et einfach net sinn, datt déi Wunnenge wärend Joren eidel stinn! Ech kennen änlech Beispiller och bei mir aus der Gemeng.

Duerfir, an deem Sënn wëll ech eng nächst Motioun deposéieren, wou mer d'Regierung dann opfuerderen, alleguerten déi Wunnengen, déi a Staatsbesëtz sinn, datt déi schnellstméiglech nees solle viruverlount ginn u Leit, déi en besoin sinn, an duerfir deem dann och Rechnung ze droen.

Une voix.- Très bien!

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que la vacance de logements est un phénomène grandissant depuis plusieurs années ;

- constatant que les caractéristiques et causes de la non-occupation sont multiples ;

- déplorant que le ministère du Logement ne dispose pas de données sur le nombre de logements inoccupés ;

- constatant que l'État dispose de logements de service qui sont actuellement inoccupés ;

- estimant qu'une telle situation est intenable au vu de la pénurie de logements notamment au niveau de l'offre de logements publics abordables locatifs ;

- estimant que la remise sur le marché de ces logements inoccupés permettrait de constituer une offre abordable complémentaire au parc locatif social existant ;

- estimant que c'est à l'État de montrer l'exemple dans cette crise du logement,

invite le Gouvernement

- à remettre dans l'immédiat sur le marché les logements de service inoccupés dont l'État est propriétaire.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Voilà. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir leeft d'Zäit fort. Ben, ech mengen, et wär nach villes zu dësem Sujet ze soen. Bon, ech mengen, déi zwou Motiounen, déi mer deposéiert hunn, an der Hoffnung, datt mer do eng breet Zoustëmmung dozou wäerte kréien, soen ech lech an dësem Sënn Merci fir d'Nolauschteren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Lies. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Jo, mir hunn eis déi lescht Wochen, Méint a Joren des Ëfftere mam Sujet vum Logement heibannen auseneegesat. Dat kënnt net vun ongeféier. D'Wunndeierecht zu Lëtzebuerg mécht ville Leit Suergen. Déi, déi et net gewosst hätten, wëssen et aller-, allerspéitstens zanter dem leschte Politmonitor. Ech mengen, dee schwätzt hei eng ganz, ganz kloer Sprooch, dass dat eng grouss Suerg vun de Bierger ass. Ech mengen, dat verstinn ech ganz gutt. Ech mengen och, dass mer eis heibannen alleguerten eens sinn, dass d'Bremse vun der aktueller Präisentwécklung um privaten Immobiliemarché eng vun de gréisste politeschen Erausfuerderungen ass.

Gradesou eens si mer eis, mengen ech, dass et leider net déi eng Wonnerléisung an dësem Beräich gëtt - schéi wier et! Ech mengen och, kënnen ze behaapten, dass, wann et déi géif ginn, se da schonn ëmgesat gi wier. Leider ass et awer e wéineg méi komplex.

Här President, ech begréissen d'Initiativ vun de Kolleege vun déi Lénk, fir dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn, an ech soen hinnen heifir Merci, well et gëtt eis, mir, d'Méiglechkeet, verschidde Puzzlestécker an dem Kontext vun der Mobiliséierung respektiv der Viabiliséierung vu Wunnengen an Terrainen nach eng Kéier beieneenzeleeën.

Hei huet d'Regierung an de leschte Jore schonn eng Rëtsch Ureizer geschaaft, fir d'Wunnengen aus der privater Hand op de Marché respektiv an d'Location ze bréngen. Ech denken hei un d'Gestion locative sociale, déi schonn ugeschwat ginn ass, wou notamment och iwwer steierlech Ureizer derfir gesuergt ginn ass, dass elo eigentlech d'Bereetschaft ass vu Proprietären, déi vläicht oft eidel steeënd Wunnengen ze besetzen, se op de lokative Marché ze bréngen. Dass dat genotzt ginn ass, ech mengen, dat weisen d'Zuelen eis ganz kloer.

Wéi ass dat geschitt? Ben, andeems d'Hallschent vum Loyerspräis eebe steierlech ofsetzbar ass, eppes, wat fir vill Dynamik an deem heite Beräich gesuergt huet, e Beräich iwwregens, wou ech mengen, dass nach ganz vill Potenzial wier. Well wa mer dervu schwätzen, dass eidel steeënd Wunnengen nach dobausse sinn, dann ass dat fir ganz vill vun eis, ech mengen, déi meescht vun eis, eigentlech onverständlech.

Firwat eigentlech? Et seet een: „Jo, déi spekuléieren", „déi wëllen d'Präisentwécklung mathuelen". Mee déi Präisentwécklung huele se och mat, wa se trotzdeem een an hir Wunneng géife setzen, mee wou een da seet: „Jo, et gëtt oft gefaart, dass ee vläicht Locatairen net méi géif esou liicht erauskréien, dat heescht, et verléiert een d'Flexibilitéit." Ma d'Agence immobilière sociale, déi garantéiert jo justement dee Fait, dass no enger gewësser Zäit dann de Locataire ka relogéiert ginn, eppes, wat eng ganz flott Formule ass, déi vläicht, Här Minister, wann Der erlaabt, nach méi kënnt promouvéiert ginn dobaussen, fir dass dat och bei deem leschte Proprietär géif ukommen.

En aneren Ureiz, och dee war schonn ugeschwat ginn, ass d'Erofsetze vum Steiersaz op d'Plus-value, sécherlech eppes, wat och e gréissere Succès war.

Des Weidere gouf et och Changementer, wat den Amortissement accéléré ugeet. Dat war a rezenter Vergaangenheet jo festgestallt ginn, dass den Amortissement accéléré sech zu engem Facteur vun der Spekulatioun entwéckelt hat. Dat nämm-

lecht gëllt och fir déi ominéis FIS Immobilier, déi mëttlerweil jo reforméiert goufen.

Här President, eng Mesure, wou weiderhin Efforte musse gemaach ginn, ass d'Mobiliséierung vun den Terrainen, déi broochleien, also Terrainen, déi am Bauperimeter leien an déi kéinten direkt mobiliséiert ginn.

Wat déi sougenannte Baulücken ugeet, wéilt ech an deenen nächste Minutte ganz kuerz op zwou konkreet Pisten agoen. Dat eent, do geet et dréms, fir an Zukunft ze verhënneren, dass et Baulücke gëtt. Do ass e Projet, un deem mer aktuell schaffen, wou och Amendementer vun der Regierung proposéiert goufen, an zwar schwätzen ech vum Baulandvertrag. Dee soll verhënneren, dass mer an Zukunft nei Baulücken, also d'Baulücke vu muer, schafen.

Ëm wat geet et konkreet? Ma wann e Grompereстéck zu Bauland gëtt, dann huet dat quasi en Oflafdatum. Dat heescht, wann no enger gewëssener Zäit, soe mer zum Beispill sechs Joer, déi festgehale goufen an enger Konventioun, dat Bauland net mobiliséiert gouf, ben, da gëtt aus deem Bauland erëm dat Gromperestéck, wat et initial war, soudass hei dann d'Spekulatioun an Zukunft verhënnert gëtt. Dat heescht, an Zukunft wäerte mer net méi vun neie Baulücke schwätzen.

Dat, wéi gesot, eng DP-Iddi, déi am Walprogramm 2013 war, et kann een et net oft genuch ënnersträichen, verzeit mer dat, wat ech awer ganz interessant fannen.

Da kéime mer zu enger anerer DP-Iddi, déi mer 2017 an eisem Walprogramm stoen haten. An zwar geet et dorëms: Déi Baulücken, déi mer haut hunn, wat kënne mer do nach un Alternative proposéieren? An do geet et dréms, fir déi Terrainen ze verlounen. Dat heescht, e Proprietär huet vläicht en Terrain, deen en, aus wéi enge Grënn och ëmmer, net direkt bebaut, vläicht well ëm och d'Geld feelt, do gëtt et déi eng oder déi aner Ursaachen. Fir do e weideren Ureiz ze schafen, kann deen dat Bauland verlounen, dat heescht, modular oder zäitweis Wunnunitéiten do dropsetzen, wou mer vu fënnef, zéng, 15 Joer schwätzen, wou Kontrakter ausgeschafft kënne ginn tëscht dem Proprietär, dem Staat an der Gemeng oder, jo, der Gestion locative sociale, der AIS, zum Beispill, fir dann eeben déi Bauterrainen do ze notzen, wat sécherlech eng Win-win-Situatioun wier - wéi gesot, eng Iddi, déi och de Wee vum DP-Walprogramm an de Koalitiounsaccord fonnt huet. Dat sollt analyséiert ginn. Vläicht kann de Minister eis herno déi eng oder déi aner Informatioun ginn, wéi wäit d'Aarbechten an deem heite Kontext fortgeschratt sinn.

Här President, nach e Wuert iwwert d'Taxen, déi verschidde Gemengen op eidel steeënd Wunnengen an netbebauten Terrainen erhiewen, en Outil, wou Verschiddener heibanne soen, dass deen direkt kéint ëmgesat ginn an dass net laang misst gewaart ginn. Dat ass jo enger Gemeng hiert gutt Recht. Wa mir eis awer eens sinn, dass d'Präisdeierecht en nationale Problem ass, da froen ech mech, ob net eng national Léisung méi opportun wier.

Ech denke konkreet un d'Reform vun der Grondsteier, déi jo och am Koalitiounsprogramm virgesinn ass a geschaaft gëtt, wou jo och soll dann eng Exemptioun, an dat ass ganz wichteg, gemaach gi fir Proprietären, déi an hirem eegenen Haus wunnen. Et soll och gekuckt ginn, dass zum Beispill d'Grousselteren hei net viséiert ginn, déi een Terrain hale fir hir Enkelkanner. Ech mengen, et geet hei éischter drém fir ze kucken, déi Groussgrondbesëtzer ze mobiliséieren, hiert Bauland ze bebauen, respektiv och d'PAPen, déi gestëmmt gi sinn, fir dass déi dann och bebaut ginn, dass déi net einfach broochleien an eeben net bebaut ginn, fir justement aus Spekulatiounsgrënn ze kucken, d'Präisdeierecht do matzehuelen. Ech denken, dass dat eppes ass, wou mer mussen usetzen.

Här President, d'politesch Iwwerzeegungen an dëser Logementsdebatt, an dat wäert eis dësen Nomëtteg bestëmmt erëm op en Neits gewise ginn, ginn a verschiddene Punkten auseneen. Op engem Punkt, mengen ech, si mer eis awer allegueren eens: De Constat, dass mir weider Efforte musse maachen, fir dass zu Lëtzebuerg jiddereen d'Méiglechkeet huet, en Daach iwwert dem Kapp ze fannen.

Dëst gesot, der Madamm Oberweis nach eng Kéier e grousse Merci, fir dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, aus enger sanitärer Kris däerf keng sozial Kris ginn. Deem hu mer virun engem Joer hei an der Chamber parteiiwwergräifend zougestëmmt. An duerch Krisemoossnamen, duerch en iwwerluecht Handele vu Chamber a Regierung hu mer et och, mengen ech, gepackt, déi sozial Kris gréisstendeels ze verhënneren.

Abee, dat selwecht géif ech och gäre fir d'Logementskris behaapten. Mee fir ganz éierlech ze sinn: Ech fäerten, datt eis d'Zäit fortleeft! D'Logementskris gëtt ëmmer méi och zu enger sozialer Kris.

De Constat ass dofir kloer fir eis allegueren heibannen, an ech erspuere jiddwerengem d'Detailer, mee et ënnersträicht awer nach eng Kéier, wéi wichteg déi Debatt, déi mer haut féieren, ass.

Een Drëttel vum Potentiel foncier si Baulücken, heescht et ganz richteg an der Ufro zu dëser Heure d'actualité. An et gëtt no Méiglechkeete gefrot, fir dës kënnen ze mobiliséieren.

Ech erënneren drun, datt mer an der Vergaangenheet deene Proprietäre schéi geschwat hunn, hinne souguer steierlech Virdeeler proposéiert hunn, wa se hir Terraine verkafen. Dat hat e klengen Effet gehat, mee op alle Fall net deen, dee mer eis erwënscht haten.

Ech fannen, et ass also den Ament komm, wou mer net méi virukommen domat, just schéin ze schwätzen. Terrainen, déi direkt bebaubar sinn, mee broochleie gelooss ginn an der Hoffnung, an deenen nächste Joren nach méi drop ze verdéngen, déi Terrainen sollten effektiv besteiert ginn. Verschidde Gemengen hunn dat och schonn ugepaakt. An d'Madamm Oberweis huet d'Beispill vun Esch genannt. Abee, ech perséinlech gesinn, datt dat zu Esch schonn ufänkt, seng Friichten ze droen. Aleng d'Annonce vun esou enger Tax huet derzou geféiert, datt vill Baulücken an de leschte Jore verschwonne sinn, an dobäi gouf, menges Wëssens, déi Tax nach net eng eenzeg Kéier opgehuewen an där Gemeng.

Besonnesch ervirhiewe wéilt ech awer, wéi och de Kolleeg Max Hahn, der Inneministesch Taina Bofferding hire Projet zum Baulandvertrag. Dee wäert op alle Fall verhënneren, datt nach méi nei Baulücken entstoe wäerten.

A mir waarden alleguerte mat Ongedold op d'Reform vun der Grondsteier. Si aleng wäert eis dee Problem awer net léisen. Mee wa mer awer bis wëssen, wat zum Beispill d'Constructibilitéit vun engem Terrain ass, dann dierft et och net méi allze schwéier sinn, mat deene Parameteren eng gerecht Besteierung vu bebaubaren Terrainen anzeféieren, och fir esou der Spekulatioun entgéintzewierken.

Ech sinn dofir frou ze liesen, datt d'Ausschreiwung fir de Logiciel, deen dës Berechnung soll virbereeden, viru Kuerzem gemaach gouf. Et geet also virun op dësem Dossier, an dat ass gutt.

Iwwregens: Wiem dat awer alles nach ze laang dauert, dee ka sech dann effektiv e Beispill un der Stad Dikrech huelen. Déi huet hir B6-Grondsteier, also op direkt bebaubarem Terrain, vu 750 op 15.000 % gehuewen.

Déi selwecht Fro stellt sech natierlech och bei eidele Wunnengen. Et ass eigentlech net méi ze veräntwerten, datt am selwechten Ament, wou vill jonk Familljen op der Sich no enger Wunneng sinn, op där anerer Säit Wunnengen einfach eidel stinn. Am Confinement konnt ee gutt gesinn, wou owes nom Couvre-feu Luucht gebrannt huet a wou net. An op ville Plazen huet eebe keng Luucht gebrannt. Dat ass lech bestëmmt och opgefall. An do dierf ee sech dann d'Fro stellen: Firwat ginn déi Wunnengen net verlount? Ass et ze ëmständlech? Rentéiert et sech net?

De Proprietär bezilt jo richtegerweis eng Steier op dem Loyer, deen en anzitt. Firwat net eng forfaitaire Steier aféieren, déi erëm vun de Loyersrecetté kann ofgezu ginn, wann d'Wunneng dann och verlount gëtt?

Aus der Demande vun der Madamm Oberweis liesen ech eraus, datt et schwiereg ass, déi eidel Wunnengen ze erfaassen. Nee. Et kann net sinn, datt mir am Joer 2021 nach ëmmer net genee wëssen, wou wéi vill Wunnengen eidel stinn a besonnesch och, firwat se eidel stinn.

Ech wëll an deem Kontext drun erënneren, datt mer an der Vergaangenheet Méiglechkeeten haten, an de Gemengen déi eidel Wunnengen ze erfaassen, an zwar iwwert de Recensement fiscal, deen all Joer gemaach gouf. Vläicht kéint ee sech iwwerleeën, bei engem zukünftege Recensement de Fokus och dorop ze leeën. Do fanne mer vläicht net all eidel Wunneng, dat ginn ech gären zou, mee op jidde Fall awer déi allermeescht.

Ech géif och hei nach emol hiweisen op d'Méiglechkeet, fir eidel Wunnengen der Gemeng ze verlounen, déi da kann enger Famill iwwer Sous-locatioun en abordabele Loyer offréieren. Eenzel Gemenge gräife verstäerkt dorop zréck. Déi Méiglechkeet ass awer vläicht nach net iwwerall bekannt genuch.

Här President, ech géif gären der Madamm Oberweis Merci soe fir dës Heure d'actualité. Si huet Recht, wa si op d'Problematik vun den eidele Wunnengen an dem Bauland opmierksam mécht. D'Propos, fir op provisoresch an amovibel Strukturen zréckzegräifen, gesinn ech e bësse méi kritesch. Op alle Fall musst Der mech emol nach dovunner iwwerzeegen. Jo, vläicht géif dat och deem engen oder aneren zupaass kommen. Fir déi allermeeschte Leit ass et awer menger Meenung no keng Alternativ. An et stelle sech donieft eng Hellewull vu Froen, iwwert d'Bautereglementer, awer och nach aner Gesetzer.

Eisen Usproch als Politik muss et jo och sinn, datt mer mëttelfristeg feste Wunnraum fir all Portmonni schafen an net Provisorien. An an deem Kontext ass et eigentlech e schéinen Zoufall, datt mer no dëser Aktualitéitsstonn de Finanzement vum Projet „Wunne mat der Wooltz" stëmme wäerten. Där Projete bräichte mer eigentlech zu Lëtzebuerg nach méi.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech soen natierlech och direkt Merci fir dës Demande fir déi Heure d'actualité, och wa mer leider just fënnef Minutte wäerten hunn. Ech wäert probéieren, e bësse méi séier ze schwätzen, mee Haaptsaach, ech erklären déi puer wichteg Messagen, déi mir um Häerz leien. A vläicht kënne mer de Sujet nach eng nächste Kéier diskutéieren.

Ech mengen, ech brauch kengem heibannen an och dobaussen ze soen, firwat et esou wichteg a méi wéi dréngend ass, Logementer ze bauen, awer och ze mobiliséieren. An der däitscher Verfassung steet e pregnanten a relevante Saz: „Eigentum verpflichtet." Jo, an eise westleche Gesellschaften huet hunt de Privateegentum, dat, wat een huet, also de private Besëtz, en héije Stellewäert. An dat ass och richteg esou an dat ass och gutt esou. Mee grad an der aktueller Logementskris kann een net méi vermeiden a verneinen, datt eigentlech een, deen een Terrain huet, oder een, deen eng Wunneng huet an déi net wëllt zur Verfügung stellen, och en negativen Impakt op deen huet, dee grad eng Wunneng brauch an eng Wunneng sicht.

Et ass awer net just eng Responsabilitéit vun deen eenzelne Proprietären, déi hei am Spill ass, mee éischter och vun der Politik. Mir hunn d'Situatioun vum Logement ze laang der Marchéslogik iwwerlooss, eng Logik, déi grad an engem knappe Bien wéi dem Foncier zu Konzentratioune féiert. Hei zu Lëtzebuerg ass dat bebaubaart Land an den Hänn vu wéinege Proprietäre konzentréiert.

Kuckt ee sech d'Stad Lëtzebuerg un, ass d'Situatioun nach méi frappant. Passt op: Mir schwätzen hei vun eelef Persounen an eelef Entreprisen, déi konkreet méi wéi 60 % vun den Terrainen hunn. Wa mer wëllen, datt et och nach an Zukunft méiglech ass, an dësem Land gutt ze liewen, a wa mir wëllen, datt een an dësem Land seng Stied a seng Dierfer nach kohärent am Dialog ka muer gestalten, a wa mir wëllen, datt et och mat engem normale Salaire duergeet, fir sech eng Wunneng ze leeschten, da musse mir bereet sinn, eis nei Moyenen ze ginn. D'Logementskris ass also keng Fatalitéit, mee éischter eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet. Mir mussen eis déi Fro stellen, ob mer net déi Happy Few, eeben déi, deenen d'Terraine gehéieren, awer méi an d'Responsabilitéit huelen.

An der kuerzer Riedezäit, déi mer nach bleift, erlaben ech mer, wierklech op zwee konkreet Aspekter anzegoen, fir d'alleréischt déi eidel stoend Wunnengen an zweetens d'Mobilisatioun vun eidel steeënden Terrainen, déi natierlech am Bauperimeter sinn an déi och nach viabiliséiert sinn.

Ech hat virun e puer Wochen och e puer parlamentaresch Froen heizou gestallt, well engersäits brauche mir natierlech eng Erfaassung dovunner an anerersäits brauche mir eng konkreet Mobiliséierungsstrategie. Hei sinn d'Gemengen awer den Haaptacteur, well eng Gemeng deelt jo Baugeneemegungen aus, dat heescht, si wëssen, wat um Bauniveau geschitt. An anerersäits gëtt et jo och de Registre communal, wou d'Gemenge kënnen erausfannen, wou een ugemellt ass a wou net.

Fir eng Mobilisatioun vun den eidel steeënde Wunnenge brauche mir also en nationale Logementsregëster, dee vun de Gemenge gespeist an och systematesch aktualiséiert gëtt, an anerersäits eng spezifesch national Tax op eidel steeënd Wunnengen. Esou kënne mir d'Proprietären encouragéieren, hir Wunnengen och unzebidden, firwat och net mat der Hëllef vun enger Gestion locative sociale, wou et haut scho steierlech Virdeeler gëtt?

Ech erlabe mer, follgend Konklusiounen ze maachen: Et muss een déi néideg gräifbar Ureizer setzen, fir op deem Wee eng Reaktivéierung vun de scho gebaute Wunnengen ze kréien.

Da wëll ech och nach kuerz déi eidel steeënd Terrainen uschwätzen, virun allem déi, déi am Bauperimeter sinn. D'Potenzial läit bei ronn 2.900 Hektar. Mat enger Baudicht vu 50 Logementer pro Hektar hätte mir e Potenzial, fir ganzer 300.000 Leit ënnerzekréien. Een Drëttel dovunner si Baulücken, déi mer scho virdrun ugeschwat hunn, an direkt bebaubar, well se schonn ugeschloss sinn, dat heescht prêt à l'emploi. Sou gesi brauche mir net onbedéngt de Bauperimeter opzemaachen a mussen ufänken, eis kloer Reegelen ze ginn.

Stéchwuert Grondsteier a Baulandvertrag: Déi zwee Instrumenter mussen onbedéngt esou séier wéi méiglech en place gesat ginn an a Kraaft trieden. Ech erkläre mech: D'Grondsteier op engem eidel steeënden Terrain soll natierlech vill méi héich si wéi d'Grondsteier vun enger Wunneng, wou ee selwer dra wunnt. Et gëtt ënnerschiddlech Grënn, firwat e Proprietär eng Baulück eidel stoe léisst. Ech wëll net soen, datt et ëmmer béise Wëllen ass oder Spekulatioun. Ech sinn einfach just e ganz pragmatesche Mënsch an ech denken, datt mer mëttlerweil d'Méiglechkeet hunn, fir temporär a modulabel ze bauen an doduerjer den Terrain ze mobiliséieren. Grad bei Baulücken huet d'Allgemengheet jo schonn an Infrastrukturen investéiert, dat heescht, do si souguer scho Suen dragefloss.

Eegentum verflicht, dat heescht an dësem Fall: Wann ech onbedéngt matzen an enger Logementskris op menger Baulück sëtze bleiwe wëll, dann ass dat mäi gutt Recht, mee da soll d'Grondsteier erhéicht ginn. Oder ech stelle mäin Terrain eebe fir eng gewëssen Zäit zur Verfügung, denn esou mat modulabelen Elementer séier kéint mobiliséiert ginn. Dat ka jo souguer zesumme mat der Gemeng oder mat verschiddenen Associatioune vun der Location sociale geschéien.

Just nach kuerz: Ech wëll awer och nach de Baulandvertrag uschwätzen, e ganz wichtegt Instrument, fir Baulücken a Spekulatiounskeef vun Terrain ze vermeiden. Mam Baulandvertrag verflicht sech deen, deen den Terrain keeft, och selwer eppes drop ze bauen. Dat ass e gutt Beispill, fir ze soen, datt déi Leit, déi spekuléiere wëllen, solle verdrängt ginn. Dat heescht, datt deen, dee wëllt bauen a sech selwer den Terrain wëllt kafen, éischter favoriséiert gëtt.

Dir gesitt, mir hu wierklech vill Pisten. A mir mussen elo ufänken, Neel mat Käpp ze maachen!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wäert mech och extreem kuerz faassen.

Ech géif déi verschidde Riedner einfach emol duerchgoen. D'Madamm Oberweis huet an eisen Aen Onrecht, wa se seet: „Vum Maart kënnt keng Léisung." Dat ass net wouer. Ech hunn dat hei schonn e puermol gesot. D'privat Promoteure kënne muer sozial verbëllegt Wunnechte verloune fir zéng Euro de Meterkaree, ënnert der eenzeger Bedéngung, datt de Staat géif 25 % Staatsgarantie stelle bei de Banken, fir datt se de Kreditt kënne kréien. An dat kéint och op eng gewëssen Dauer, op eng gewëssen Zuel vu Jore festgeluecht ginn. Dat wier eng Léisung. Mee aus iergendwellechen Ursaache war nach ni eng Regierung hei am Land interesséiert, op deen dote Wee ze goen.

Ee Wuert zur Agence immobilière sociale: Dat ass eng ganz richteg Saach, eng gutt Saach. Incentive anstatt bestrofen. Mee et muss een awer och d'Realitéit gesinn, datt d'Loyeren, déi do bezuelt ginn, an dat ass leider esou, oft nëmmen d'Hallschent vun deem sinn, wat s de um Maart kanns kréien. A wat hëlleft et mer dann, wann ech op déi Hallschent, déi ech kréien, da keng Steiere muss bezuelen? Dann hunn ech am Endeffekt awer och absolutt näischt méi.

Ausdrécklech warne wëll ech virun de Steieren op eidel steeënde Wunnechten. D'Madamm Oberweis huet d'Beispill genannt vu Bréissel. Ben, ech selwer hat e Projet zu Baaschtnech. D'Gemeng an d'Regioun hu repetitiv flott Projeten, ganz flott Projeten, fir Wunnengsbau verworf, eng Kéier, well eng Parkplaz ze mann do war, eng aner Kéier, well d'Architektur hinnen net gefall huet. An do hate se och nach d'Frechheet, fir gläichzäiteg ze besteieren, well esou vill Meterkareeë géifen eidel stoen. Dat ass ganz einfach eng Häresie! An op esou eppes däerfe mer nimools kommen. Dat ass kee Push-Facteur, dat ass einfach e Facteur, deen derfir suergt, datt net méi a Wunnengsbau investéiert gëtt!

Déi wierklech Fro, déi sech stellt, ass jo: Firwat sti Wunnechten eidel? An et hu verschidde Kolleegen déi Fro opgeworf an och verschidden Äntwerte ginn. Eng Mesure, déi direkt géif derzou féieren - direkt! -, datt eidel steeënd Wunnechte verlount géife ginn, wier d'Ofschafung vun der Prorogation légale, d'Méiglechkeet ze schafen, fir kënnen e Contrat de bail ze maachen à durée déterminée, fir datt ech sécher sinn: Hei, wann déi zwee Joer oder déi dräi Joer oder déi fënnef Joer ofgelaf sinn, da geet dee Locataire och, respektiv da muss deen och wierklech erausgoen. Dee Moment kéint ech en Appartement verlounen wärend zwee, dräi, véier Joer, wou mäi Kand zum Beispill op der Universitéit ass, an et da fräi hunn, fir wann hatt erëmkënnt, an net déi ëmständlech Prozedur hunn, datt ech da muss kënnege pour besoin personnel, op d'Geriicht goen an all déi Scherereien, déi domadder verbonne sinn. Dat wier eng ganz, ganz einfach Mesure, déi wier sofort ze maachen. A si kascht de Staatsbudget kee Su!

(Interruption)

D'selwecht ass och déi Prozedur, fir Locatairen erauszekréien, wann ech wëll ofrappen oder wann ech wëll kärsanéieren. Och dat ass e grousse Problem. Wann ech haut en Haus kafen, wat ech wëll ofrappen, fir eppes drop ze bauen, kann ech dat net verlounen, well deen Dag, wou ech meng Autorisatioun hunn, hunn ech dann een drasëtzen - alt nees eng Kéier ëmständlech Prozeduren, fir en erauszekréien. Och do ass d'Méiglechkeet, e Contrat de bail à durée déterminée anzeféieren, mat enger schneller Prozedur, wann de Locataire sech net drun hält. Dann hätte mer, géif ech mengen, fir zwee Drëttel vun eidel steeënde Wunnechten de Problem geléist, mat ganz einfachen zivillrechtleche Mesuren, déi, wéi gesot, de Staatsbudget kee Su géife kaschten.

Dann alt nees déi leideg Fro vun 10 bis 15 Joer Prozedur fir Projeten. Ech froe mech, wéi déi zesummekommen. Datt do net eng Kéier e seriöen Audit gemaach gëtt! Wéi ass dat méiglech, datt Saachen zéng Joer laang do leien, déi geplangt sinn a kéinte gebaut ginn? Firwat dauert dat esou laang? Dat kann einfach net sinn!

Ech hu mat Freed zur Kenntnis geholl, datt souwuel de Max Hahn wéi och de Marc Lies d'accord sinn ze soen: Et ass dat gutt Recht vun engem Proprietär, fir en Terrain ze behale fir déi nächst Generatioun, fir seng Kanner a Kandskanner, a grad an enger Situatioun wéi där heiter, wou s de net méi sécher bass, ob deng Kanner an deng Kandskanner sech nach kënnen en Terrain leeschten!

E weidert Element, wat ech wëll opwerfen: Ech hu ganz vill mat eidel steeëndem Wunnraum ze dinn am Notariat. A firwat? Do verstierwe Leit. Do ierwen Associatiounen. An da gëtt et eng extreem ëmständlech Prozedur beim Ministère de la Justice, fir d'Geneemegung ze kréie fir ze verkafen. A wann déi eng Associatioun hiren Agreement nach net huet an där anerer hire verfält schonn nees, da muss een deen nees nei ufroen. Do verginn heiansdo een oder zwee Joer, bis et zu enger Vente kënnt. An, jo, esou laang stinn dann déi Immeublen eidel, leider Gottes, dat ass jo och fir d'Proprietären net gutt, do ass jo dann och e Wäertverfall, et muss gehëtzt ginn am Wanter an esou weider. Déi Prozedur kéint een och ganz liicht änneren - en administrative Virgang, deen alt nees eng Kéier de Staatsbudget net géif belaaschten.

Bon, et ass nach ganz vill zum Logement ze soen. Ech gesinn, meng Zäit ass souwäit ofgelaf.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, mir soen „déi Lénk" Merci fir dës Aktualitéitsstonn. An eigentlech misste mer als Chamber bal all Woch esou eng Stonn zur Logementspolitik hunn, well déi Problematik fir immens vill Leit hei am Land vu Bedeitung ass, awer keng wierklech Besserung an Aussiicht ass. Mee driwwer ze diskutéiere geet net duer, mir mussen och handelen!

Et vergeet keng Woch oder och bal keen Dag, an dat zënter Joren, wou net op d'mannst eemol an der Press oder op Social Media ze liesen ass, wéi schlëmm d'Situatioun um Wunnmarché zu Lëtzebuerg ass. D'Madamm Oberweis schreift an hirer Demande vun der Waardelëscht vun der SNHBM an och vun de soziale Mietorganisatiounen, der AIS, wou Dausende Leit drop waarden, dass eppes Erschwéngleches um Wunnmarché fir si kënnt.

Wéi ech schonn dëse Mount a menger Ried zum Spezialfong vum Logement sot: D'Donkelziffer vu Leit, déi eng erschwénglech Wunneng brauchen, läit warscheinlech nach vill méi héich, wéi dat op de Waardelëschten ze erkennen ass. Wärend op där enger Säit d'Nofro un erschwénglechem Wunnraum fir d'Leit an d'Luucht geet, muss een op där anerer Säit feststellen, dass d'Offer u Wunnengen net nokënnt. A wéi déi Lénk an hirer Demande zu Recht schreiwen, sinn do Terrainen, déi een och kéint bebauen, an och Haiser oder Wunnengen, déi kéinte bewunnt ginn. Hei dierf een awer net de Feeler maachen an alles op ee Koup geheien. Een Terrainsbesëtzer ass net gläich wéi een aneren. De Staat ka legal net direkt higoen an all mobiliséierbaren Terrain zu Lëtzebuerg huelen a bebauen, well net alles säin Terrain ass.

Am Joer 2016 huet den Observatoire de l'habitat eng Etüd gemaach vum potenzielle Foncier zu Lëtzebuerg. Hei geet ervir, dass d'ëffentlech Hand, also d'Gemengen, de Staat an d'ëffentlech Fongen, ronn 6 % vun de Baulücke besëtzen. Dat sinn ëmmerhin 170 Hektar, also 1,7 Millioune Quadratmeter, déi fir bezuelbare Wunnraum kéinte gebraucht ginn.

An hei wier meng Fro un de Minister: Wéi vill vun dësen Terraine sinn dann zënter 2016 effektiv scho bebaut ginn? Wéi vill dovunner befanne sech am Bau? An op wéi vill Terraine gouf nach guer näischt gemaach?

Well wann ech kucken, huele mer als Beispill bei mir an der Gemeng Péiteng, do läit zënter Joren e risegen Terrain um Eucosider prett, wou Honnerte Wunnenge kéinte kommen. Ma anscheinend, esou d'Majoritéitssäit, gëtt gemunkelt, dass se an de Ministèren op deenen Dossieren träntelen. Wat ass doru wouer? Wéi oft blockéiert de Staat sech selwer, well vu Regierungssäit sech näischt beweegt?

Fir eis Piraten ass kloer, dass mer net dierfen ufänken, als Staat de klenge Leit an dem Mëttelstand Terrainen ewechzehuelen, se souguer ze enteegnen, fir ze bauen. Déi kleng Leit, déi een Terrain hu fir hir Kanner oder geierft hunn, déi sinn net de Problem. Vergiesse mer net, dass eng Etüd vum LISER vun 2019 erausfonnt huet, dass 442 Hektar, also 14,9 % vum potenzielle Bauland, am Besëtz vun nëmme 746 Gesellschafte sinn.

Also ier mer un déi kleng Leit ginn, kommt, mir ginn d'Terrainen do huelen, wou se en masse sinn, do, wou déi grouss Firmen a Leit mat groussem Portmonni sinn, déi et net interesséiert, ob et am Land engem gutt geet, mee just, wéi et hirem Portfolio geet. Wa mer vu méi héije Besteierungen op Terraine schwätze, da kommt, mir ginn hin a kucken am Kadaster, wien dann Honnerte vun Terrainen hei am Land besëtzt. An da fanne mer eraus, wien un der Spëtzt vun deene Firmekonstrukter steet. An da probéiere mer, se ze motivéieren, do bezuelbare Wunnraum ze schafen, wa méiglech souguer mam Staat zesummen. An déi, déi vill hunn an näischt wëlle ginn, ma déi besteiere mer all Joer, a wann et néideg ass, bis d'Terraine verkaaft ginn!

Fir eis Piraten bleift et kloer: D'ëffentlech Hand muss weiderhin déi Terraine bebauen, déi se huet. Si muss de Leit Perspektive gi mat engem soziale Wunnengsbau, deen dem Salaire vun de Leit ugepasst ass. Zéng Euro de Meterkaree si realistesch an déi muss de Staat kënne garantéieren. A wann de Staat net genuch Terrainen huet, da muss de Staat se bei déi siche goen, déi se reng zur Spekulatioun halen.

An dorënner ziele mir als Piraten och déi sëlleche Wunnengen duerch d'ganzt Land, déi am Moment fir Bürosflächen oder aner Zwecker gebraucht ginn, wou awer op där anerer Säit d'Bürosraim alleguerten, oder vill, an de Zone-commerciallen dann eidel stinn. Dat ass e weidere Problem, deem mer eis als Chamber eng Kéier missten unhuelen, wéi et ganz oft mat alleguerten den Appartementer oder och Haiser op eemol ass, wann do fräi Beruffer oder soss iergendeppes déi ganz occupéieren, wou awer een e Logement kéint dra maachen. Wann ech elo ganz spontan bei eis an der Gemeng denken, do fale mer der schonn direkt e puer an. Dat ass en Theema, deem d'Chamber sech eng Kéier misst unhuelen, ob een déi ganz Logementsflächen och fräigëtt fir Firmen. Jo, natierlech kënnen déi en anere Präis ginn, wann en Haus verkaaft gëtt, mee ob mer domat net och ganz vill Misär am Logement maachen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Prises de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och der Madamm Oberweis, fir nach eng Kéier hei kënnen e bësse méi breet iwwert de Wunnengsbau ze schwätzen. An ech wollt awer am Virfeld direkt soen: Mir sinn haut zu zwee Regierungsmembere komm, fir op déi Froen ze äntweren. An ech hu probéiert, oder mir zwee hu probéiert, eis e bëssen no de Froen ze orientéieren. Dofir erlaabt mer - et sinn esou vill Froen opgeworf ginn, do hätt erëm missen d'hallef Regierung heihinnerkommen -, an dat ass vläicht ee Prinzip, un dee mer eis sollten halen, dass mer eis un deene Froen orientéieren.

Dofir, ech hale mech un déi fënnef Froen, déi ech hei virdrun am Virfeld preparéiert hunn oder gefrot gi sinn, an ech probéieren eenzel, wat mäi Ressort ugeet, och drop ze äntweren, respektiv hu mer eis natierlech ofgeschwat an dat ass esou, wéi de Pacte Logement och kreéiert ass. De Kader musse mer zesumme maachen als Regierung. A wann zwee Ressortministeren an hirem Beräich déi richteg Schrauwen dréien, mengen ech, da kënnt och eppes Guddes derbäi eraus. An dat wäerte mer kënnen an enger oder zwou Wochen, hoffen ech, hei an der Chamber och diskutéieren, wat de Pacte Logement 2.0 ugeet.

Wat mech ubelaangt, ech huele sämtlech Gesetzer, déi de Logement betreffen, op de Leescht, an dat hunn ech schonn e puermol hei gesot, an dofir kommen déi no an no och drun. A wat nach méi wichteg ass, an dat kënnt hei e bëssen eraus, dat ass d'Datelag. D'Datelag gëtt och gekuckt, fir dass mer och, en connaissance de cause, wëssen, wou mer handelen a wéi mer handelen a firwat mer handelen. Well wa mer net déi richteg Daten hunn, dann ass et och schwéier ze maachen.

Dofir géif ech direkt am Virfeld, éier ech op déi eenzel Froe kommen, awer eng Fro ..., well et och eng Motioun ass: De Staat, wou e Wunnengen huet, soll en esou vill, esou séier wéi méiglech mobiliséieren. Mir sinn amgaangen! Mir hunn elo eng ganz Rei Question-parlementairen dorop beäntwert. Et ass do och net de Wunnengsbauminister eleng, deen an der Responsabilitéit ass. Dat maache mer zesumme mam Finanzministère, well dat ass den Domaine de l'État. An do ass all eenzel Wunneng identifizéiert. A mir hunn elo deslescht nach eng Kéier eng Reunioun gehat, oder d'Mataarbechter haten eng Reunioun, fir dat am Eenzelnen ze kucken a fir och dat erëm weiderzemaachen.

Ech kenne selwer aus menger Gemeng en Terrain oder eng Wunneng, déi vun der Police benotzt ginn ass. Dat huet e bësse laang gedauert, jo, mee et huet aus Sécherheetsgrënn awer och missen eng Trennung tëschent Wunneng a Police sinn, fir dass dat herno och ka vun enger AIS ausgemaach ginn. Mir hunn all déi Postgebailechkeeten ënnersicht. An dofir mengen ech, dass déi Motioun do superfetatoire ass, well mer do stänneg dru schaffen an ëmmer adaptéieren, wou mer u sech dru sinn.

Dann zu deenen eenzelne Froen.

Vläicht déi éischt Fro, d'Mise à disposition vun Urgence-Wunnengen: Bon, do ass eng Gemeng an der Responsabilitéit, awer net eleng, mee de Wunnengsbauminister ënnerstëtzt ganz staark iwwer Aide à la pierre d'Wunnengen, déi do gebaut ginn. Ech mengen, ech brauch lech déi Tauxen net ze erklären, well soss si mer ze laang ënnerwee. Mee ech mengen, et ass wichteg: D'Urgence ass ee Facteur. Mir hunn an der Stad Lëtzebuerg virun e puer Méint eng Rei vu Wunnenge kënnen an der Urgence, déi fir Urgence-Fäll genotzt ginn, aweien, och zesumme mat der Familljeministesch. Dat heescht, dat ass ressortiwwergräifend. Dat geet awer net nëmme ressortiwwergräifend, mee d'Gemenge mussen an deem Punkt matmaachen. A mir mussen dat ënnerstëtze kënne mat deenen néidege Wunnengen.

An Urgence däerf een net onbedéngt verwiessselen ... Et ass richteg, mir hunn, ech soen dat jo net ..., ech hunn dat schonn oft gesot, Wunnrecht. Dass jiddwereen en Daach iwwert dem Kapp huet, dat ass och mäin Uleies. An dofir ass et wichteg, dass mer weider un deenen abordabele Wunnenge schaffen. D'Abordabilitéit gëtt jo och definéiert. Ech hunn lech schonn e puermol gesot, dass dat mat der Aide à la pierre, mat dem Gesetz vun 1979 wäert iwwerschafft ginn, fir dass mer och déi Formel besser kucken.

Net méi spéit wéi elo no dëser Debatt wäerte mer Wolz stëmmen. Et ass awer net nëmme Wolz, mee et ass och Diddeleng, wat diskutéiert gëtt, Elmen ass amgaang gebaut ze ginn. An ech war mam Grand-Duc d'lescht Woch, zesumme mam Buergermeeschter vu Kielen, sur place, do explodéiert et vu Wunnengen. Wa mer bis u sinn, mengen ech, da komme mer och „in die Pötte", wéi een do seet. An ech mengen, mam Pacte Logement 2.0 hu mer jo eppes fonnt, fir kënne weiderzegoen.

Wat deen zweete Punkt ubelaangt, dat ass alles fir d'Mobiliséierung vun de Wunnengen, sief et d'Baulücken ... An ech kann nëmmen deen Deel och huelen, dat ass engersäits, ech soen elo emol, „Zuckerbrot und Peitsche" e bëssen. Ech mengen, alles, wat Taxatioun oder Grondsteier ugeet, do wäert d'Madamm Bofferding herno kuerz drop agoen.

Wat ech awer wollt an de Vierdergrond stellen, dat sinn d'GLS-Wunnengen. Déi sinn e puermol erwäänt ginn. Dat ass en Instrument, dat funktionéiert. Ech hunn nach virdrun um Site logement.lu gekuckt: Mëttlerweil sinn et 29 Associatiounen, déi um Terrain ënnerwee sinn. Dofir hu mer dat jo och an de Pacte Logement 2.0 afléisse gelooss, fir dass mer eng Mobiliséierung do kënne kréien, fir dass dee Lien tëschent de Gemengen an deenen ASBLen entsteet. An natierlech däerf een net vergiessen, dass déi ASBLen och eng Konventioun mat der Familljeministesch kënne kréien, fir dee soziale Volet och ze huelen. Dat ass heiansdo eng ganz spezifesch Clientèle, wou mer och dat soziaalt Engagement brauche vun där Säit. An dofir ass et och een „zesumme goen", et ass en Incitatif, fir kënne proaktiv mat de Gemengen a mat den Associatioune virzegoen. An ech mengen, dass do de Succès ganz grouss ass. A well mer dat och honoréieren am Pacte Logement 2.0, mengen ech, kréie mer eng Mobiliséierung do eran.

Dann déi drëtt Fro, dat sinn effektiv déi ganz Taxen. Ech mengen, och do wollt ech mech net allze wäit ausloossen. Sécherlech ass et wichteg, dass mer dee Regëster kréien, well mer musse wëssen: Wie wunnt wou a wat ass wou eidel? An do ass et, mengen ech, och d'Taina Bofferding, wat kuerz dorobber wäert agoen.

Ech muss awer deene Gemenge fir hire Courage Merci soen, dass se déi Initiative geholl hunn, obschonn et deels méi schwiereg ass, fir et ëmzesetzen. Awer eleng de Message dervun, dass Taxen op verschidde Saachen ageféiert ginn ... Ech mengen, et ass virdru gesot ginn, et sinn am Ganzen aacht Gemengen. Ënnerschiddlech hu se et gemaach. An et huet een awer gesinn, dass et duerchaus déi zwee Modeller musse ginn, dass effektiv muss déi Besteierung kommen. An dat musse mer zesumme kucken an dofir kënne mir zwee als Ressortministeren net eleng doriwwer decidéieren. An dofir, mengen ech, ass déi eng Säit wichteg, awer och déi aner Säit. Déi positiv Messagë mussen dann nach kommen.

Dann déi drëtt Fro - d'Tax - hunn ech ... Déi véiert, d'Baulücken: Natierlech ass och dat e Punkt, wou ech nëmme wollt drop agoen, dass déi Datelag ganz wichteg muss sinn. An dofir hu mer zesumme mam Pacte Logement 2.0 e Projet lancéiert: Raum+ Luxembourg, Lëtzebuerg. Dat ass Raum+, fir erëm erauszefannen: Wou si genau déi Wunnengen, déi eidel ..., also éischtens d'Bauterrainen, déi eidel sinn? Am Pacte Logement hu mer jo virgesinn, dass mer eng Mobiliséierung maachen. Also brauche mer déi genau Datelag. An ech mengen, 90 % vun de Gemengen hu scho matgemaach, fir am „Raum+"-Programm ze identifizéieren: Sinn et nach ëmmer déi 934 Hektar, déi als Baulück do sinn? Wéi eng sinn et a wiem gehéiere se - dat ass och eng Fro, déi wichteg ass. An da kënne mer ganz geziilt do un déi erugoen. An dofir ass jo virgesinn am Pacte Logement, dat eenzel ze maachen. All déi Donnéeë kommen. Bis den Hierscht wäerte mer och déi zesumme mam LISER kënne presentéieren.

An dann déi lescht Fro, wou ech nach wollt drop äntwerten, dat ass déi Mobiliséierung oder Baulücken, modular ze bauen. Ben, et gi Schoulen am Module gebaut. De Wunnengsbau kann een och esou maachen. Mee do musse mer déi Diskussioun mat de Gemenge féieren, ganz kloer. Et kann awer och zesummenhänke mat engem GLS-Programm an duerchaus incitatif sinn. Dat eent ass, ben, de Bâton an dat anert ass d'Muert, wéi een esou seet, dass ee mat deenen zwee Punkte schafft.

Ech soen lech Merci. Da bleift nach e bëssen Zäit fir d'Taina Bofferding. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Ech versichen och elo, am Telegrammstil derduerchzegoen, ugefaange mat deene Push-Facteuren, wéi d'Deputéiert Oberweis se genannt huet, spezifesch mam B6, dee jo och hei ernimmt ginn ass. Vläicht, fir mat an d'Diskussioun ze huelen, ech hunn eng Kéier de Moien nogekuckt: No deem, wat mir elo enregistréiert hu respektiv wat elo leschten Dezember am Memorial publizéiert gouf, sinn et insgesamt 78 Gemengen, déi déi Ventilatioun vum Taux vun der Grondsteier, dem B, an domadder eeben den Taux vum B6 applizéieren.

Et ass net verbueden, och haut, wann eng Gemeng wëllt d'Grondsteier erhiewen, also wëllt den Taux eropsetzen, ka si dat duerchaus maachen. Ech hunn elo kierzlech vun enger Jugendorganisatioun héieren, déi fuerderen, dass dat sollen 10 % sinn. Ben, wann d'Gemengen dat wëlle maachen, steet hinnen dat haut fräi!

An ech mengen och net, dass effektiv d'Grondsteier elo déi eenzeg grouss Äntwert ass op de Logementsproblem. Dat hu jo och scho verschidde Spriecher hei gesot.

Mee ech mengen, wou mer eis alleguerten eens sinn: dass mer eng Reform brauchen. Mir operéieren nach mat Wäerter vun 1941, zu enger ganz, jo, skurriller Zäit. Et ass en absolutten Anachronismus. An ech mengen, mir sinn eis alleguerten do eens, dass mer déi Reform brauchen an dass mer eeben elo musse kucken, wéi mer dann an Zukunft wëllen eng gerecht a méi effizient Bewäertung vun den Terrainen, och d'Besteierung, domadder initiéieren.

Et ass virdru gesot ginn, an ech hat d'Gefill, et wär och e bëssen esou kritiséiert ginn, dass mer eis elo op d'PAGe baséieren. Ben, esou steet et och am Regierungsprogramm. A mir brauchen nun eemol d'PAGen, well mer déi Donnéeë brauchen. Mir wëlle gäre wëssen: Wou leien d'Terrainen? Mir wëlle gäre wëssen: Wat ass mat deenen Terraine méiglech? Dat soll jo dee Moment de Wiessel sinn, dass net gekuckt gëtt: „Wat ass drop gebaut?", mee: „Wat gëtt d'Baupotenzial hier?", fir eeben esou méi Gerechtegkeet an de System eranzekréien.

An dat war iwwregens och fir mech ganz kloer e Grond, fir d'Gesetz vun der Refonte vun de PAGen an de Gemenge vun 2014 net méi ze verlängeren, fir eeben un de Gemenge kënnen déi Reform virunzedreiwen. An och hei hunn ech nach eng Kéier kuerz gekuckt, fir lech och just hei e Bild ze maachen - Dir wësst, dass mer dat souwisou op eisem Site ëmmer publizéieren -: Mee mir hunn haut 45 Gemengen, déi nach an der Prozedur sinn, déi net ofge-

schloss sinn. A mir hunn néng Gemengen - mir hunn der jo 102 am Land -, mir hunn néng Gemengen, déi nach net ugefaangen hunn. Just, fir lech och eng Kéier e bëssen hei de Kader ze stellen.

Trotzdeem, dat hält eis awer net dovun of, fir virunzeschaffen. Dofir si mer jo amgaange mat deenen informateschen Tools. Dat wëll ech elo net weider hei erklären, dat gëtt elo ganz technesch. Mir sinn awer amgaangen ze kucken, eeben déi Programmer, déi gëtt et och nach net, déi sinn amgaangen, déi ginn elo developpéiert respektiv si gläich fäerdeg, fir eeben dee Moment d'PAGen dran afléissen ze loossen, plus d'Kadasterpläng, déi driwwergeluecht ginn, fir dass mer déi Donnéeën erauskréien. An da kënnt déi nächst Etapp: Wa mer da wëssen, wat de Programm kann erausspäizen, da kucke mer natierlech, wéi mer herno kënne besteieren. Dat ass jo eng Diskussioun, déi mer an der Regierung nach wëlle féieren, déi mer musse féieren, fir dann herno ze wëssen, wéi déi Reform do soll ausgesinn.

Ech weess, munche geet et net séier genuch. Mee trotzdeem, wa mer eng Reform maachen, mengen ech, brauche mer och elo déi wéineg Zäit. Mir sinn, wéi gesot, vun Ufank un, wou ech elo am Interieur sinn, amgaangen, dat doten ze preparéieren. Dat brauch nach ee Moment. Mee fir mech ass och wichteg, an dat ass déi nächst Etapp, déi usteet, fir mat de Gemengen ze diskutéieren, esou, wéi mir eis déi Berechnungsformel elo virstellen, ob dat dee Moment och esou ass, wou d'Gemenge sech doran erëmfannen, an dass mer da kënnen déi Reform och endlech dee Moment op en Enn bréngen.

Ech bleiwen nach kuerz bei den Taxen, notamment der Taxe communale spécifique. Déi ass jo deemools ageféiert ginn am Kader vum Pacte Logement 1.0 - dat muss 2008 gewiescht sinn -, fir engersäits dee Moment eng Tax iwwer onbebaute Bauplazen ze leeën an awer och iwwert d'Wunnengen, déi net bewunnt sinn. An et ass virdru scho genannt ginn: Et sinn insgesamt aacht Gemengen hei am Land, déi esou eng Tax ageféiert hunn, vun deenen aacht alleguerten op den onbewunnte Logementer, par contre nëmmen dräi fir net bebauten Terrainen. An et sinn och nëmmen dräi Gemengen, déi haut dës Tax ophiewen. An et spullt och net elo extreem vill Recetten eran, dat muss een och soen.

Mee dat weist virun allem och, an dat ass och scho gesot ginn, déi juristesch Onsécherheeten, déi zum Deel bestinn, respektiv, an dat ass d'Schwieregkeet, engersäits ze definéieren: Ab wéini ass eng Wunneng net bewunnt? Wat sinn d'Krittären? An anerersäits natierlech herno esou en, jo, automatesche Relevé ze hunn, deen dann och ëmmer erëm muss à jour gehale ginn, fir dee Moment déi Donnéeën do och kënnen anzesammelen.

An domadder wär ech och scho beim nächste Punkt, dem Repertoire. Deen ass och vun de Spriecherinne vun déi Lénk a vun déi gréng schonn erwäänt ginn. Ben, d'Gemengen hu jo hei den RNPP, also den nationale Persouneregëster. Dee renseignéiert jo emol, wivill Leit an enger Gemeng wunnen, wou d'Leit wunnen. A mir sinn amgaangen ze kucken, awéifern d'Gemengen dat dann elo eebe kënnen notzen, fir och nach d'Identifikatioun vum Gebai dee Moment mat kënnen ze enregistréieren. Och do gëtt et Méiglechkeeten.

Wat awer wichteg ass: dass et hei konsequent geschitt an och erëm automatesch. A mir sinn am Moment mat enger Question parlementaire beschäftegt, déi dozou eng Rëtsch Froen opwerft, wat awer interessant ass an deem Sënn, fir eeben och ze kucken: Wéi kënne mer hei de Gemengen eeben déi Outile gi respektiv dat och herno dann informatesch esou ëmsetzen, dass se déi doten Donnéeë kënne sammelen? An dann ass et och vill méi einfach, wann een herno dee Regëster huet, fir dann herno nach esou eng Tax kënnen ze erhiewen.

D'Baulücken, ee Punkt, deen ech och nach wëll zum Schluss erwänen, well et e puermol gesot ginn ass, och am Kontext vum Baulandvertrag: jo, absolutt! Baulandvertrag ass jo engersäits, Delaien ze fixéieren, fir dass Terraine sollen erschloss ginn, also viabiliséiert, an, an dat ass jo deen neisten Deel, dee mer dragesat hunn, dass mer och esou eng Aart Bauobligatioun aféieren, eng Servitude um Logement, wou innerhalb vu véier Joer muss ugefaange gi mat bauen. An dëst ass net nëmmen ee Moyen, deen d'Gemengen elo hunn, respektiv ass et eng Obligatioun fir nei ausgewisent Bauland, mee d'Gemengen hunn dee Moyen och eebe fir Baulücken oder soss Parzellen, wou se mierken, wou eeben näischt domadder geschitt, do kënne se och an Zukunft déi driwwerleeën. Dat heescht, dat ass en zousätzleche Push-Moyen, wéi Der e fuerdert, dee mer heimat wäerten aféieren. A mir sinn hei och ganz zouversiichtlech, dass d'Gemengen dat wäerten dee Moment esou notzen.

Wat déi modular Bauforme betrëfft, wou Der och nach gefrot hutt, ob dat méiglech ass: Esou vun der éischter Reaktioun hier mengen ech schonn, dass et legal ass, et si jo Containeren, wéi Der et virstellt, dass déi kënnen erriicht ginn. Si mussen natierlech konform sinn zum PAP an zum PAG. Ech mengen, dat ass nach ëmmer d'Viraussetzung. Do sinn nach ëmmer d'Gemengen an hirem Rôle. Mee vum legale Punkt hier mengen ech, dass et duerchaus méiglech ass, an esou eng Richtung ze goen. Mee natierlech, hei musse mer dann d'Gemenge mathuelen, wann een dat dote wëllt maachen.

Wat ech allerdéngs net stoe loossen, ass, wéi et virdrun ugeklongen ass, dass d'Gemenge géifen eleng gelooss ginn. Ech verweisen och hei op d'Cellule d'évaluation, déi bei mir am Interieur ass. Dat ass eng Plattform, déi ëmmer fir d'Gemengen do ass, dat och schonn zu engem ganz fréien Zäitpunkt, fir se ze begleeden an ze beroden. Och dat si mer amgaangen auszebauen, well et wichteg ass, fir eebe genau d'Gemengen hei net eleng ze loossen, hinnen hei zur Säit ze stoen. An dat fonctionéiert ganz gutt. An och, wann do Iddie vun neie Wunnforme kommen, si meng Leit ëmmer prett, fir doriwwer mat hinnen ze kucken. Ech mengen, et steet eis jo net zou, dat politesch elo ze bewäerten, mee mir kucken eeben, ob dat ëmsetzbar ass respektiv net un iergendwellech Gesetzer schléisst.

Wou ech awer ganz bei der Deputéierter Oberweis sinn, ass, wa se seet, dass mer vum Maart keng Léisungen dierfen erwaarden. Ech gesinn dat genausou. Dofir si mer aktiv an der Regierung. Dofir hu mer eng Rëtsch vun deene Reformen, a si si jo och scho genannt ginn: de Baulandvertrag, wou mer an Zukunft wäerten Delaien aféieren, dass eppes mam Terrain muss geschéien - dee kann net méi broochleie gelooss ginn an et kann net méi domadder spekuléiert ginn -, dann de Pacte Logement 2.0, wou mer garantéieren, dass abordabele Wunnraum kreéiert gëtt an och op Dauer bleift, an dann nach de Remembrement ministériel, wann ech deen och nach séier kann erwänen. Doduerch garantéiere mer och, dass an Zukunft keng Projete méi blockéiert ginn. Mir kennen alleguerten där Beispiller. Domadder erlabe mer och, dass mat den Terrainen, wéi gesot, eppes geschitt, dass mobiliséiert gëtt an dass mer am Logement virukommen, dass schlussendlech gebaut gëtt.

An all déi dote Reformen, plus all déi aner Initiativen, dat si lauter eenzel Puzzlestécker, déi aneneegräifen, wou mer eis der Erausfuerderung vum Logement stellen. A wa mer dat doten alles esou duerchzéien ... Déi Reforme wäerten och geschwënn hoffentlech dann an der Chamber gestëmmt ginn an dann hoffen ech och do op eng grouss Zoustëmmung, well et ass genau dat, wat mer brauchen, contraignant Moyenen. Mir brauchen Obligatiounen. Mir brauchen net méi dat, wou mer eis eens sinn. Mir mussen eppes maachen, mee mir mussen et och elo maachen! A genau dat hei sinn déi Instrumenter, déi mer op den Dësch leeën.

Merci

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Motions

Ier mer dëse Punkt kënnen ofschléissen, musse mer nach zur Diskussioun respektiv dem Vott vun de Motioune kommen.

Motion 1

Fir d'éischt déi Motioun, déi vun der Madamm Nathalie Oberweis deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Ahmedova.

■ **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll just nach eng Kéier betounen, datt bei allem, wat hei an der Motioun steet, d'Regierung och amgaangen ass, drun ze schaffen. Ech mengen, dat hunn déi béid Ministeren och esou erkläert. An ech wëll domadder soen, datt mir dës Motioun net wäerte matdroen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Madamm Ahmedova. Den Här Roy Reding.

■ **M. Roy Reding** *(ADR)*.- Jo. Merci, Här President. Ech mengen, ech hunn a menger Interventioun duergeluecht, firwat mir als ADR der Meenung sinn, datt déi Besteierung vun deem Wunnraum keng gutt Iddi ass. An duerfir wäerte mer och géint dës Motioun stëmmen.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Här Reding. Et ass keng Wuertmeldung ... Den Här Marc Lies.

■ **M. Marc Lies** *(CSV)*.- Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Ben, ech mengen, wat de Constat ugeet, dee kënne mer sécherlech deelen. Herno beim „invite le Gouvernement", do steet awer ënnert dem Punkt 2: « rendre obligatoire l'application de taxes communales ». Ben, ech mengen, mir hunn eng aner Motioun deposéiert, wou eng national Spekulatiounstax oder -steier soll ageféiert ginn. Duerfir wäert d'CSV dës Motioun vun déi Lénk net matdroen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Lies. An da geet d'Wuert weider un den Här Cruchten.

■ **M. Yves Cruchten** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech di mech och e bësse schwéier mat där Motioun hei. Ech ka se engersäits net matstëmmen, well effektiv hei an dem zweete Punkt erëm gefuerdert gëtt, dass déi kommunal Tax op eidel stoend Wunnenge soll obligatoresch gemaach ginn. Dobäi ware mer eis dach elo entre-temps awer alleguerten eens, dass dat net méi soll op kommunalem Niveau gereegelt ginn, mee op nationalem Niveau, dass d'Gemengen einfach ze vill Schwieregkeeten hunn, dass et emol net iwwerall um schlechte Wëlle vun de Gemenge géif leien. Souguer déi Gemengen, déi jo d'Initiativ geholl hunn, fir eng Tax anzeféieren, di sech ganz, ganz schwéier mat der Applikatioun. Dofir ass dat do eng national Verantwortung. Kommt, mir maachen och eng national Besteierung doraus! Dofir kann ech déi Motioun net matdroen.

Mee ech fannen awer deen éischte Punkt eng Diskussioun wäert. An ech wär frou, wa mer eis vläicht eng Kéier kéinten an der Kommissioun och d'Zäit huelen, fir eng Kéier driwwer ze diskutéieren: Wat sinn da lo déi reell Problemer, fir eidel Wunnengen ze erfaassen? Kënne mer do vläicht nach ... Läit et un eise Gesetzer? Kënne mer legislativ oder soss vläicht eppes maachen? Ech menge schonn, dass dat eng Diskussioun wäert wär, vläicht souguer an enger Commission jointe. Dat wär op alle Fall ee Wonsch, deen ech hei hätt.

Mee mir kënnen ... Ech proposéiere menger Partei, déi Motioun hei net matzedroen.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. Dann huet den Här Max Hahn d'Wuert gefrot.

■ **M. Max Hahn** *(DP)*.- Jo. Et wäert net iwwerraschen, dass ech menger Fraktioun dat selwecht proposéieren. Dir hutt virdrun a menger Interventioun héieren, wéi mir eis et virstellen. Änlech oder esou, wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass, géife mir éischter gären op de Wee vun der Reform vun der Grondsteier goen, amplaz de Gemengen et ze iwwerloossen. Do sinn ech beim Yves Cruchten, dass dat elo net wierklech, soe mer mol, dat erreecht huet, wat ee sech vläicht an deem dote Beräich wënscht.

Et si verschidde Punkten dran, déi sécherlech ganz interessant sinn, ech mengen, ech hat et virdru gesot, zum Beispill deen drëtte Punkt, dass ee soll kucken, fir d'Terrainen ze verlounen, där Pist nozegoen. Ech mengen, och dat ass eppes, wat am Koalitiounsaccord steet. Dat heescht, obwuel vläicht verschidde Pisten dra sinn, déi engem ganz sympathesch sinn - déi awer éischter superfetatoire sinn, well dat eebe Saache sinn, déi am Regierungsaccord sinn -, sinn ech awer och der Meenung, dass et, wéi gesot, éischter iwwert d'Grondsteierreform sollt passéieren, wéi dass een de Gemengen dat heite sollt iwwerloossen.

Op där anerer Säit, wat deen éischte Punkt ugeet: Tjo, et wier vläicht interessant - och do ginn ech dem Yves Cruchten Recht -, fir eng Kéier ze kucken: Wou sinn dann déi reell Problemer? Et ass virdrun opgezielt ginn. Ech mengen, et war d'Inneministesch, déi eis gesot huet, wat déi reell Problemer sinn: Wéi detektéiert een dann, ob eng Wunneng wierklech eidel ass? Geet et duer, wann een erëm kuerzzäiteg dran ass? An, an, an. Dat heescht, et ass warscheinlech schwiereg.

Jo, firwat sollte mer eis net eng Kéier kuerz Zäit huelen, fir eng Kéier vun den Acteure vum Terrain vläicht méi am Detail erläutert ze kréien, wou dann elo konkreet déi eenzel Punkte sinn. Well dat ass jo eppes ... Egal, wat an Zukunft wäert passéieren, och wa mer iwwert d'Grondsteierreform schwätzen, spéitstens do stelle mer eis jo erëm déi selwecht Fro: Wat ass dann eng eidel stoend Wunneng? Wéi ass d'Definitioun? Ech weess, dass et do Problemer ginn huet. Ech weess, dass och déi Gemengen, déi Taxen ageféiert hunn, sech d'Zänn ausbäissen, fir déi Taxen ze erhiewen. Ech mengen, och dat ass vu Regierungssäit opgeworf ginn, well et eebe ganz schwiereg ass ze detektéieren, wat eidel stoend ass a wat net.

Dëst gesot proposéieren ech menger Fraktioun, wéi gesot, déi heite Motioun och net matzestëmmen.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Här Hahn. Déi nächst Wuertmeldung kënnt vum Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Merci. Ganz villes an der Motioun ass eis sympathesch, dat eenzegt ass eeben de Gedanken, fir dat Ganzt elo op d'Gemengen erofze..., hinnen d'Responsabilitéit ze ginn, do si mer net onbedéngt där selwechter Meenung a mir géifen do och léiwer gesinn, dass een hei am Haus en nationaalt Gesetz géif fannen, well mir si beim Constat, dass déi eidel stoend Raim mussen taxéiert ginn, do si mer enger Meenung, mee ob mer et elo all Gemeng eenzel ..., an da ginn déi och nach mat verschiddenen Tauxen eran, ech mengen, dat wär net Sënn an Zweck, fir dës Logementskris ze léisen, mee dëst Haus misst schnell e Gesetz bréngen, fir déi eidel stoend Wunnengen op de Marché ze kréien.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Här Goergen. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Nathalie Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)*.- Jo, merci. Also d'Motioun ass jo effektiv relativ dense. Et si fënnef verschidde Punkten. Ech ka mer virstellen, dass deen een oder deen anere vläicht deen ee Punkt awer interessant fënnt an een anere manner interessant fënnt. Ech géif et elo immens schued fannen, wa mer se einfach esou géife verwerfen, well mir sinn eis alleguerten eens iwwert d'Wichtegkeet vun deem heite Sujet.

Bon, mat menger ganz wéineger Erfarung hei weess ech elo net, awéiwäit een deen een oder deen anere Punkt dovunner an enger Kommissioun awer iergendwéi no vir bréngе kann, dass een - jo, e bëssen, wéi den Yves Cruchten et gesot huet - awer weider driwwer diskutéiere kann. Dat wär elo wierklech schued. Och wa mer vläicht net op all de Punkten e gemeinsamen Nenner fannen, dat ass mer kloer, mee dass mer vläicht awer op deem engen oder anere Punkt virukommen.

■ **Une voix**.- Ganz gutt!

■ **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)*.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. Ech mengen, da kéime mer awer zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

(Interruption)

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 2 Jo-Stëmme géint 58 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vum Här Marc Lies deposéiert ginn ass, an där et ëm déi national Tax geet. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

■ **M. Yves Cruchten** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech mengen, dass mer eis eens sinn. Mir schwätzen déi ganzen Zäit iwwert dat selwecht a mer sinn eis och mat de Kolleege vun der CSV eens, dass mer eng national Besteierung sollen aféieren, fir géint d'Spekulatioun virzegoen. Mee wat mech awer immens stutzeg mécht an där Motioun hei ..., da kënnt schonn am zweete Punkt: „Jo, mee ausgeholl ginn awer alleguerten déi Terrainen, déi fir d'Descendance geduecht sinn". Dat heescht, déi Terrainen, déi ech menge Kanner ginn, sinn ausgeschloss. Meng Kanner ginn se hiren Enkelkanner, hir Enkelkanner ginn se hiren Urenkelen.

An am drëtten Tiret steet, dass och nach déi Terrainen net dierfen drënner falen, wou en Usage commercial, artisanal, agricole, industriel oder de profession libérale ass. Da muss ech soen, da bleift zwar keen Terrain méi Rescht, op deem mer eng Steier kënnen ophiewen. Dofir sinn ech der Meenung, dass mer déi Motioun hei verwerfe sollten.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un d'Madamm Ahmedova.

■ **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)*.- Jo. Merci, Här President. Ech mengen, et ass erëm nach eng Kéier, wéi d'Ministeren dat och gesot hunn: Et ass amgaangen, un enger Reform, enger globaler Re-

form, geschafft ze ginn, wat u sech och méi Gerechtegkeet mat sech soll bréngen. An ech mengen, fir d'éischt hu mer do PAPen a PAGen, déi mussen opgegraff ginn, fir iwwerhaapt iergendwou kënnen ze kucken, wat kënnt, wat am Moment do ass, dat gekoppelt un e Registre, an dann eréischt kënne mer eppes Gerechtes ausschaffen, wou ee ka soen: „Esou an esou kann eng Tax ausgesinn." Dofir wäerte mer och dës Motioun net matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. D'nächst Wuertmeldung kënnt vum Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Och d'ADR wäert déi Motioun hei net matstëmmen. Wuel ass d'Taxe nationale eng besser Léisung wéi eng Taxe communale, wann ee scho misst an déi Richtung goen, mee wéi gesot: Mir si géint esou eng Tax.

Dann ass et begréissenswäert, datt gesot gëtt, wann een een Immeubel wëllt hale fir seng Descendance, datt dat géif ausgeschloss ginn. Dat begréisse mer ausdrécklech! Mee et ass eis ze enk gefaasst, well et nach ganz aner Motifs valables - très valables! - gëtt, fir en Immeubel eidel stoen ze hunn.

A schlussendlech ass mer och deen drëtten Tiret ze enk gefaasst, wann een do seet: « destinés exclusivement à un usage commercial, artisanal, agricole, industriel ou de profession libérale ». Ech mengen, ganz oft sinn Immeubelen eebe mixte. An do ass dat dann net esou einfach ze definéieren.

Aus all deene Grënn wäerte mir als ADR géint dës Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. An dann hat d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo. Ech fannen, d'Iddi vun enger Taxe nationale ass ganz ok. Mir wollte lo net communale oder nationale, dat war fir eis oppen, wéi ech et och gesot hat virdrun. Dat gefält eis eigentlech. Mee deen zweeten an deen drëtte Punkt, do si mir eigentlech net domat averstanen. Dofir géife mir déi heiten elo net matdroen, well mir eigentlech do wëlle méi wäit goen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. D'nächst Wuertmeldung ass fir den Här Marc Lies.

(M. Max Hahn se met debout et se rassoit.)

Et geet der Rei no hei.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir hätten de Max awer nach kënne virhuelen. Dann hätt ech och do nach kënne lauschteren, wat dann effektiv d'Positioun vun der DP ass. Bon, ech ka mer awer virstellen, wat se wäert sinn. Ech fannen et just remarkabel: En fin de compte si mer eis eens ëm de Constat, datt eng national Spekulatiounstax soll ageféiert ginn, an da „scheiden sich die Geister" effektiv opgrond vun engem gewëssenen Detail, deen, mengen ech, awer herno, wann iergendwann eng Kéier esou eng Tax oder Steier wäert kommen, genau dat wäert ophuelen, och wann dat net haut oder muer ass, dann ass et iwwermuer. Dofir fanne mer et remarkabel, datt effektiv d'Majoritéit sech eigentlech eens ass, awer dergéint stëmmt. Mee bon. Dat kenne mer jo.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo. Ech war ze fréi opgestanen. Jo, Här President, wat wëlle mer? Ech mengen, mir wëllen d'Bauland, dat am Bauperimeter ass, mobiliséieren. Iwwer wéi e Wee a virun allem wéi eng ... Ech mengen, dat ass d'Grondsteierreform. Dat hunn ech, mengen ech, de Mëtten e puermol hei widderholl. Dat heescht, eng national Léisung.

Op där anerer Säit, wéi gesot, wësse mer och, wie mer viséiere wëllen. Mir wëllen haaptsächlech d'Leit, déi ganz vill Terrainen hunn - d'Groussgrondbesëtzer, soen ech emol -, derzou beweegen, hir Terrainen op de Marché ze bréngen, respektiv och d'PAPen, déi gestëmmt goufen, wou net drop gebaut gëtt reng aus spekulative Grënn, ech mengen, deem wëlle mer entgéintwierken. Däers si mer eis bewosst, och an der Majoritéit. An dofir hu mer dat am Koalitiounsaccord och esou festgehalen, dass mer dat am Kader vun der Grondsteierreform géife maachen.

Ech soen Iech Merci. A mir wäerten dofir déi Motioun hei net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Ech mengen, da kënne mer... Nee, den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hunn elo nogelauschtert. Ech hätt eigentlech gären zwou Äntwerten. Dat eent wär vun der Vertriederin vun der gréng Fraktioun. Wann ech dat esou verstanen hunn, géif si waarden, bis d'PAG- a PAP-Reformen duerch wären. Mee zënter 2006 gëtt et déi sougenannt Grondsteier B6. A vill Gemengen ass déi ausgewisen. Et gi vill Gemengen, déi en extrae Grondsteierniveau hu fir fräi stoend Bauplazen, déi net zu Bauplazenzwecker genotzt ginn. An duerfir froen ech mech eigentlech - an ech froen och déi gréng Partei, déi jo d'Partei vum Bauteminister a vum Wunnengsbauminister ass -, wéi si sech dat da konkreet virstellt oder wat nach elo misst geännert ginn.

Deen zweete Punkt ass deen: De Max Hahn ass elo am Numm vun der Koalitioun drop agaangen, dass si géifen op d'Grondsteierreform waarden. Ech wëll just soen, dass mir am Joer 2021 sinn. Ech kéint mer virstellen, dass eng Steier eigentlech mat dem 1. Januar vun engem Joer géif a Kraaft trieden. Ech géif duerfir de Vertrieder vun der DP froen, wéini dass dann an der Koalitioun déi Grondsteierreform a Kraaft géif trieden.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gilles Roth. Dann hat den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Et ass ëmmer interessant, well ee wierklech mierkt, dass och ... Ech mengen, e bëssen ëmgedréit: Et ass wierklech interessant, well een awer och mierkt, dass déi eenzel Parteien ënnerschiddlech Positiounen hunn, wat der Demokratie wierklech guttdeet.

Also bei der Taxe nationale - bei der CSV - kéinte mer nach matgoen. Wat mir och gutt fannen, ass, dass dat, wat ee fir den eegene Gebrauch, also wat een herno fir d'Ierwe géif halen, och nach fräi wär. Dat wär alles sympathesch bei der CSV. Leider: Deen drëtte Punkt, dass mer de Commercial, d'Professions libérales an alles ..., dat mécht eis herno d'Dier vill ze vill grouss op, dass déi, déi souwisou Firmen hunn a sech elo scho Verschiddenes kënnen erlaben, herno vun deene Steieren ausgeholl wären. Bei deem Theema si mir Piraten dann e bësse méi kriddeleg. Dofir wäerte mer eis enthalen. Mee déi zwee éischt hätte mer awer ganz sympathesch fonnt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Et ass keng Wuertmeldung méi do, soudatt mer kënnen zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

(Interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hat eigentlech zwou Froe gestallt. Ech stelle fest, dass eigentlech do keng Äntwert kënnt. Dann huelen ech ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hat keng Wuertmeldung gesinn, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kee Fanger an der Luucht. An duerfir ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... komme mir zum Vott an deen ass schonn amgaang.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... da komme mir also zum Verständnis, dass dës Legislaturperiod keng Reform vun der Grondsteier wäert stattfannen.

Une voix.- Dat ass richteg ...

Une autre voix.- A wéi enger Prozedur sidd Dir?

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn, déi sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Appel nominal pour votes par procuration)

(Interruptions)

Domadder ass dës Motioun mat 20 Jo-Stëmmen, 36 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 21 voix pour, 37 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, déi vun der CSV-Fraktioun deposéiert ginn ass, an där et ëm déi Logements de service geet, déi inoccupé sinn an déi dem Staat gehéieren. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Jo. Merci, Här President. An elo nach eng Kéier: Ech mengen, de Minister huet et en long et en large erkläert. An d'Regierung ass amgaangen, dorunner ze schaffen. Dat gesot wäerte mer dës Motioun natierlech och net matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Ahmedova. D'nächst Wuertmeldung ass fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo. Merci fir dës Motioun. Also, mir fannen déi ganz sympathesch. Mir géifen awer mengen, dass een net just soll d'Logements de service, mee dass een eeben alleguerten d'Logementer, vun deenen de Staat Proprietär ass, hei da consideréiere misst.

An eiser Motioun war en anere Punkt, dass de Relevé ..., dat wär eigentlech da virdrun, fir d'éischt de Relevé an da géing een d'Mobilisatioun dovunner .... Dat heescht, dat wär complementaire. Also, mir géifen déi matdroen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Mir droen dat heiten als ADR selbstverständlech mat, obwuel et eis net wäit genuch geet. Hei gëtt just geschwat vu „logements de service inoccupés". Et gëtt nach ganz vill aner Gebaier, wéi Logements de service, déi an ëffentlecher Hand sinn an déi inoccupé sinn, sief et a Gemengen, sief et staatlechersäits.

Wat een och onbedéngt misst derbäisetzen, dat wier, datt et muss ophéieren, datt d'Verwaltungen, ëffentlech Behörden a Wunnraum sëtzen, wat ëmmer erëm virkënnt, wat ëmmer nach virkënnt, an Haiser, an Appartementer. Souguer eist Geriicht sëtzt a Wunnraum, an Appartementer. Dat ass e Skandal an eisen Aen. Also déi dote Fro ass richteg opgeworf vun der CSV. Mir stëmmen dat mat. Mee et muss een dat nach vill méi wäit faassen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci. Also mir wäerte se och matstëmmen. An ech gesinn hei awer en Ënnerscheed zu der Regierungspositioun. Well do steet: „direkt"! A wann ech d'Regierung richteg verstanen hunn: „Kuckt Dir elo mol, wéini, iergendeng Kéier." Mee dat ass jo awer e bëssen de Geck herno mat de Leit dobaussen gemaach! Mir hunn eng Logementskris, de Staat huet esou vill Wunnraum, deen en direkt kéint erausbréngen, an dann heescht et ëmmer nëmmen: „Mir kucken". Wéi sollen d'Leit dann dobaussen nach Vertrauen hunn, dass dës Logementskris geléist gëtt?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique, fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

11. 7798 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Wooltz »

7799 - Projet de loi autorisant l'État à participer au développement de logements du projet « Wunne mat der Wooltz »

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut sinn d'Projets de loi 7798 a 7799 iwwert de Projet „Wunne mat der Wooltz". D'Riedezäit ass nom Modèle 1 festgeleucht.

An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun deenen zwee Projets de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen lech haut e mëndleche Rapport vir zum Finanzéierungsprojet „Wunne mat der Wooltz".

Hei ass decidéiert ginn, dat Ganzt an zwee Gesetzesprojeten opzedeele fir méi Kloerheet a méi Transparenz, virun allem fir eis Chamber, déi jo de Rôle vum Contrôle wäert hunn.

Déi éischt Enveloppe budgétaire, de Projet de loi 7798, geet haaptsächlech drëm, eng Revalorisatioun a Renaturéierung vum Site ze erreechen, fir datt een iwwerhaapt och eppes mam Site kann ufänken.

Déi zweet Enveloppe budgétaire, de Projet de loi 7799, definéiert konkreet de Montant fir den zukënftege Bau vu Wunnengen.

Dir gesitt also: Déi zwee Projete si ganz enk unenee gebonnen.

Ech wëll Iech awer kuerz de Kader setzen: „Wunne mat der Wooltz" huet eng Fläch vu ronn 35 Hektar, déi et erlaabt, ronn 900 Wunneenheeten ze baue fir ronn 2.000 Awunner, déi mëttelfristeg kënnen dohinner wunne goen. Wichteg ze betoune wier, datt mer hei 30 % vun de Wunnenge wäerte verkafen ënner enger Emphyteos. A ganzer 70 % ginn an d'abordabel Locatioun, wat natierlech och heescht, datt déi Wunnengen nohalteg an der ëffentlecher Hand wäerte bleiwen. Den urbanen a regionale Kontext vum Projet ass den historesch gepräägten Industriesite vu Wolz. De Masterplang „Wunne mat der Wooltz" gesäit och eng Revalorisatioun vun den alen Industriefriche vir. Dëse spezifesche Kontext ass och de Fil conducteur fir déi gesamt wirtschaftlech, ekologesch a sozial Entwécklung vum Projet.

Ech wëll Iech hei e puer chronologesch Stéchdatumer uginn, fir d'Komplexitéit vum ganze Projet ervirzehiewen.

Schonn am Joer 2000 huet sech déi Fro gestallt, wat ee soll mat der Frichë vu Wolz maachen. Wéi soll a wéi kann ee se iwwerhaapt entwéckelen? 2009 sinn déi éischt Etüde lancéiert ginn. Dëse Projet ass d'Resultat vun enger ganz gudder Zesummenaarbecht zwëschent urbanistesche Bureau-d'étuden, interministeriellen Aarbechtsgruppen, der Gemeng Wolz an natierlech dem Fonds du Logement.

D'Demolitiounsaarbechte vun den Industriegebaier goufen 2013 ugefaangen an 2020 ofgeschloss. 2016 war de Plan directeur - den Absichtsplang - ofgeschloss. An 2021 hu mir souguer eng éischt Inauguratioun um Site gehat, nämlech de Circular Innovation Hub.

Wat genau gëtt iwwert dëse Gesetzesprojet finanzéiert? Mam Projet de loi 7798 erlabe mir als Chamber der Regierung, sech un de Finanzéierungsaarbechte vum Assainissement an der Revalorisatioun vum Site ze bedeelegen. Dës Käschte gesi vir: engersäits d'Renaturéierung vum Floss Wolz an anerersäits d'Sanéierung vum Buedem, deen duerch déi Altlasten, déi d'Industrie hannerlooss huet, verseucht gouf. Dës Aarbechte wäerten na-

tierlech de ganze Site op an dës Käschte sinn essenziell a wierklech noutwendeg, fir iwwerhaapt kënnen eppes mat dësem Site unzefänken.

Urbanistesch gesinn ass et och wichteg, esou Sitten ze revaloriséieren, fir der lokaler Geschicht an dem Patrimoine iwwerhaapt en zweet Liewe kënnen ze schenken. Oft sinn dat grouss Arealer, déi en interessante Potenzial ubidden.

Anerersäits hu mir jo hei zu Lëtzebuerg wierklech e ganz groussen Drock op eisem Foncier. An esou Industriefriché sinn awer déi Opportunitéit, fir kënne ganz nei Quartieren ze entwéckele mat Wunnengen, déi eiser moderner Gesellschaft an dem haitege Besoin entspriechen - Stéchwuert: Liewensqualitéit, sozial Kohäsioun, sozial Mixitéit, eng ugepasst Mobilitéit an natierlech bezuelbar Wunnengen.

Fréier waren dës Frichen oft ausserhalb vun de Stied an Dierfer. Mat dem demographesche Wuesstum befanne sech dës grouss Terraine mëttlerweil meeschtens am Kär vum urbanistesche Perimeter, wat natierlech och e weideren Ureizpunkt ass, fir dës Sitten ze entwéckelen.

Konkreet soll dëse Gesetzesprojet d'Käschte vun 126,5 Milliounen Euro droen. 101 Millioune wäerte jeeweils iwwert de Fonds spécial lafen, dee mer och schonn d'lescht Woch hei laang a breet beschwat hunn, a falen dann ënnert d'Rubrik vu Wunnengsbauentwécklung. Déi weider Käschte vu 25,5 Milliounen, déi spezifesch fir d'Renaturéierung vum Floss virgesi sinn, ginn dann och iwwert de Fonds pour la gestion de l'eau gedroen.

Fir Iech eng Timeline ze ginn, wäerten dës Aarbechte bis 2028 daueren. Am Ganze sinn dat siwe Joer, déi ee brauch, fir de Site ze revaloriséieren.

Mam Projet de loi 7799 ënnerstëtze mir hei konkreet déi finanziell Bedeelegung fir de Bau vu Wunnengen, fir déi PAPen, also déi Plan-d'aménagement-particulieren, déi scho konkreet approuvéiert goufen. Dat sinn der dräi vu siwen. Dat bréngt mat sech, datt mer an Zukunft och dëse Projet wäerte missen upassen, soubal mer déi nächst véier PAPe fäerdeg hunn.

Dëst Joer fänken déi Viabilisatiounsaarbechten am Quartier 3 un an d'nächst Joer däerf och de Bagger rullen a mir fänke konkreet u mat bauen.

De Budget fir deen zukünftege Bau fir Wunnenge gesäit 159,5 Millioune vir - no uewen opgeronnt. Et muss een awer och op dëser Plaz soen, datt dëse Budget des Éfteren iwwerschafft gouf, fir eng Optimisatioun vun de Käschten ze erreechen. An deem Sënn ass am Dialog mat der Gemeng d'Baudichte ëm ganzer 12 % erhéicht ginn. Esou si mer vun 33 op 37 Wunnunitéite pro Hektar eropgaangen. An ech wëll wierklech hei d'Gemeng felicitéiere fir dës flott Initiativ.

Hei wiere mer och erëm beim Fonds spécial de soutien au développement du logement fir d'Finanzéierung vun de Bauaarbechten. Et ass virgesinn, déi dräi Quartiere bis Enn 2036 fäerdeg ze hunn, ganzer 14 Joer. Mat béid Projet-de-loie si mer bei engem Montant, dee am Gesamten 286 Milliounen Euro héich ass, fir nohalteg an abordabel Wunnengen ze bauen am Häerze vum nërdlechen Deel vun eisem Land.

Ech wëll Iech awer och net de Projet „Wunne mat der Wooltz" selwer virenthalen. Fir d'Diversitéit, awer och, fir dem ganzen Areal verschidden architektonesch an urbanistesch Konzepter a Kontexter ze ginn, ass dat Ganzt a siwe PAPen opgedeelt.

Kuerz zum urbanistesche Konzept: De Projet huet héich Ambitiounen a soll och e Beispillprojet gi fir nohaltegt Bauen an nohaltegt Liewen. Hei steet déi sozial a solidaresch Kreeslafwirtschaft am Mëttelpunkt vum ganze Konzept. Gemeinschaftsgäert, Gemeinschaftsraim a souguer e Plan de cohésion sociale sollen opgestallt ginn. Et däerf een natierlech och net de Konzept vun engem „repair café" vergiessen, wou „sharing" groussgeschriwwe gëtt - niewebäi „reuse, reduce a recycle".

Mir hunn hei en nohaltegen a liewensqualitativ héich orientéierten Urbanismus fir déi ëffentlech Raim. Mir brauchen haut déi nämmlecht Quartieren, déi eisem Liewensstil ugepasst sinn. Zum architektoneschen Deel: Eng nei Ausaarbechtung a Bauweis sinn hei extra entwéckelt ginn, fir enger Kreeslafwirtschaft ze entspriechen. Fir Iech e konkreet Beispill ze nennen, wäert hei e groussen Deel vun de Materialien, déi bei der Ofmontéierung vun den ale Frichen ugefall sinn - déi also sur place louchen - och erëm fir déi nei Gebaier verwennt ginn. D'Gebaier wäerten och flexibel a modulabel gebaut ginn, an dat erlaabt hinnen, méi eng laang Liewensdauer ze hunn.

Kuerz zu der Mobilitéit: Wann esou e grousse Quartier entsteet, muss een natierlech och u Mobilitéit denken. D'Mobilitéit ass d'Basis, wat d'Logementsentwécklung ugeet. Den Zougang zum ëffentlechen Transport ass hei eng Selbstverständlechkeet, well de Projet direkt mat Zuch- a Busverbindungen un d'Gare ugebonnen ass. Zousätzlech hu mer och e ganz neie Pôle d'échange. An am Géigendeel zu deem sollen d'Autoen esou gutt wéi méiglech aus dem Quartier erausbleiwen. De Quartier soll erëm den Awunner gehéieren an d'Kanner solle kënnen ouni Gefor op der Strooss spillen, wat natierlech als positiv Konsequenz huet, de soziale Kontakt unzereegen.

Sammelparkinge sinn och an der Peripherie vun de Quartiere virgesinn. Déi verschidde Quartiere sinn duerch kleng Weeër verbonnen, wou de Foussgänger a Vëlosfuerer am Mëttelpunkt steet. Déi Weeër féieren op an duerch Spillplazen, Parken, gréng Plazen, awer och Commercen a Caféen. Méi wéi awer just „mobilité active", gëtt hei och e „vivre ensemble" favoriséiert. Et wäert een net méi mat sengem Auto an d'Garage fueren, d'Garagëpaart zoumaachen an doheem sinn. Hei wäert ee seng Nopere begéinen, wann ee vum Parking heemtréppelt oder seng Kanner ze Fouss an d'Schoul bréngt. Doduerjer entsteet och eng gesond zwëschemënschlech Symbios am Quartier selwer, wat an der Lescht an den urbanistesche Konzepter, leider, ëmmer méi vergiess ginn ass.

Et muss ee sech och bewosst sinn, datt en Haus ouni Garage u sech och méi bëlleg kascht an et brauch een och net déi onnéideg Aushiewunge vum Buedem ze maachen. E „car and bike sharing" gehéieren natierlech zu dësem Mobilitéitskonzept a sinn e wichtegt Element.

Wat déi weider Infrastrukturen um Site ugeet, hu mer hei eng nei Schoul, eng nei Maison relais, eng Sportshal, e pädagogesche Musée, eng Musekschoul a weider ëffentlech Gebaier. Et muss een och nach soen, datt d'Rez-de-chausséeë vu sämtleche Gebaier fir divers Aktivitéite wäerte virgesi sinn, wéi zum Beispill kleng Geschäfter, divers Servicer, kleng Entreprisen oder och nach Restauranten.

Ech wëll Iech awer och kuerz den Energiekonzept vun deem Ganzen erklären, well en ass ganz speziell a ganz innovativ. De ganze Quartier soll energieneutral sinn. De Site wäert un en Nahwärmenetz ugebonne ginn, vläicht besser bekannt ënnert der Bezeechnung „réseau urbain". Konkreet gëtt hei déi Hëtzt duerch e saisonalen Äisspäicher produzéiert, gekoppelt un eng Fotovoltaiksanlag. Hëtzt gëtt hei aus dem Buedem geholl an duerch den Aggregatszoustandswiessel produzéiert.

Déi Fotovoltaiksanlag ass néideg, fir déi Niddregtemperatur-Wärmepompel ze bedreiwen. Dës Produktioun u Wäermt ass - wéi Der kënnt gesinn - ganz op erneierbar Energië baséiert, mee net nëmme fir déi Anlag. Och soss iwwerall kënnt Fotovoltaik op d'Diecher. Mir hunn hei bal iwwerall Flaachdiecher, déi en plus begréngt sinn. Dat heescht, engersäits hu mer e positiven Impakt op d'Biodiversitéit, an anerersäits hu mer natierlech eng optimal thermesch Isolatioun fir d'Gebai. D'Gebaier sinn en plus op dem Energie-Plus-Konzept opgebaut, och mat „smart buildings". Dat heescht, sämtlech Gebaier si matenee vernetzt a wann dat eent Gebai méi Energie produzéiert an dat anert dee Moment méi Energie brauch an net genuch produzéiert, kënne se déi Energie ënner sech austauschen.

Fir ofzeschléissen: Wat den innovativen an nohaltegen Aspekt vum Projet ugeet, wollt ech Iech och nach soen, datt mer hei an engem Nulloffallsystem wäerte sinn. Bei der Demolitioun vun den Aarbechte vun den Anlagen, déi schonn um Site waren - wéi ech scho virdru gesot hunn -, gi sämtlech Pièce fir den Neibau verwent, mee et kommen awer och nach en Triage, e Recycling an e Compostagecenter op de Site selwer drop.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, mir sinn hei wierklech an engem ganz innovative Konzept, dee sécherlech wäert e Virreider si fir zukünfteg Ökoquartieren.

Fir ofzeschléissen, kommen ech natierlech och kuerz op d'Aarbechte vun der Logementskommissioun. De Projet de loi gouf an der Chamberskommissioun vum 8. Mäerz vun dësem Joer presentéiert. De Staatsrot huet säin Avis de 15. Juni ofginn an hat keng weider Observatiounen.

Mir kruten och keng weider Avise vun den zoustännege Beruffskummeren zu dësem Projet.

Den Text vum Gesetzesprojet an och den Avis vum Staatsrot goufen an der Sëtzung vum 17. Juni analyséiert. De Rapport zu dësem Projet de loi ass den 18. Juni un d'Kommissiounsmembere verschéckt ginn an de 24. Juni 2021 hu mer dëse Rapport och an der Kommissioun ugeholl.

Fir weider Detailer verweisen ech selbstverständlech op mäi schrëftleche Rapport. An dat gesot, hoffen ech natierlech op eng breet Zoustëmmung, well mer alleguerte wëssen, wéi wichteg et ass, Logementer ze bauen.

An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech och den Accord vun eiser grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Emile Eicher agedroen. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 31. August 1942 ass en Datum, deen als Schlësselelement vun eiser Lëtzebuerger Geschicht gëllt. Op engem Méindegmoien gouf an der Ardennestiedche Wolz e Generalstreik géint den Naziregimm ausgeruff. Den Ausléiser fir dëse Protest war d'Entscheedung vum Gauleiter Gustav Simon, Lëtzebuerger Jonge vun de Joergäng 1920-1924 fir déi däitsch Wehrmacht zwangszerekrutéieren. Ufank war um siwen Auer virum Portal vun der Ideal-Fabrick zu Wolz an en huet sech och ganz schnell iwwert d'ganzt Land ausgebreet. Wuel gouf dee Streik bluddeg néiergeschloen, mee trotzdeem ass dee couragéierten Akt vu Widderstand an der ganzer Welt mat vill Respekt an Unerkennung wouergeholl ginn.

Här President, de Projet „Wunne mat der Wooltz", dee mir de Mëtteg stëmmen, kann een och als historesch bezeechnen, well e jo op deem selwechte Site realiséiert gëtt, wou Lëtzebuerger Geschicht geschriwwe gouf, a well en och fir Wolz a fir déi ganz Regioun eng nei an nohalteg Perspektiv opweist. Engem Site, dee jorelaang Dausende vu Leit an der Regioun Aarbecht erméiglecht huet, gëtt mat dësem Projet erëm neit Liewen agehaucht.

Här President, nieft der Traditioun vum Béierbrauen huet d'Stad Wolz joerhonnertelaang e wichtegt wirtschaftlecht Standbee gehat, nämlech d'Liedergierwereien. Laut menge Recherchë ginn d'Originne vun der Liederindustrie zu Wolz bis an d'16. Joerhonnert zréck an 1868 gouf et zu Wolz schonn 28 Gierwereien, woubäi d'Firmaen Ideal a Lambert bis an déi zweet Hallschent vum 20. Joerhonnert iwwerlieft hunn.

Ideal huet zum Beispill tëschent den zwee Weltkricher 1.200 Persoune beschäftegt seng Produite weltwäit geliwwert. Bei Lambert waren et 300 Leit. Leider ass dës Successstory nom Krich net weidergaangen. Lambert huet 1953 seng Dieren zougemaach a fir Ideal war et 1961 Schluss. Déi international Konkurrenz an d'Opkomme vum Konschtlieder ware schlussendlech Schold um Niddergang vun deenen zwou leschte Gierwereien zu Wolz an hu vill Leit an d'Aarbechtslosegkeet gedriwwen.

No dëser glorräicher Zäit gouf et awer roueg op dem Site bei der Wolz. Et war eis och do gaange wéi op villen anere Plazen: D'Wirtschaft an Europa a virun allem zu Lëtzebuerg war an e Strukturwandel komm, ewech vun der Industrie an hin zu enger Déngschtleeschtungsgesellschaft.

Duerfir waren och an den 80er-Joren zu Wolz nach ëmmer keng nei Betriber an Aussiicht, déi sech op deem ale Site wollten néierloossen. Laut dem aktuelle Buergermeeschter vu Wolz, dem Fränk Arndt, gouf et zu dëser Zäit awer schonns éischt Iwwerleeungen, fir e grousse Wunnprojet op de Frichen ze developpéieren. Mee duerch ongekläert Froen zu de Proprietéitsverhältnisser an der Problematik vun der Sanéierung sinn déi Iddien net weidergedriwwe ginn.

An den 90er-Joren, nodeems déi lescht Betriber dunn de Site verlooss hunn, sinn déi deemoleg Gemengeresponsabel an de Besëtz vun de Frichë komm an et ass dunn och konkreet driwwer nogeduecht ginn, fir de Site ze revaloriséieren.

Et ware virun allem d'Buergermeeschteren an d'Schäfferéit aus där Zäit, déi ugefaangen hunn, éischt konkreet Visiounen ze entwéckelen, fir dëse Site ze notzen. Eng féierend Kraaft war zu deem Moment de Romain Schneider, dee sech als Buergermeeschter fir e Wunnprojet op den Industrifrichë ganz staarkgemaach huet. Ënnerstëtzt a schlussendlech konkreet gouf de Projet dunn duerch eise Kolleeg Marco Schank, deen a senger Funktioun als Wunnengsbauminister ee vun de vehementsten Ënnerstëtzer vum Wunnprojet „op der Wooltz" war.

Ënnert dem Impuls vum Marco Schank a mat der Ënnerstëtzung vum Romain Schneider ënnert der Regierung Juncker-Asselborn II sinn d'Grondsteng fir de Projet, dee mir haut stëmmen, geluecht ginn. De grousse Verdéngscht vum Marco Schank war et, de Fonds du logement als Partner mat an d'Boot ze huelen, fir dëse Projet iwwert déi nächst 15 Joer ze developpéieren. Deemools hat hien d'Kou vum Äis geholl.

Ech wëll him an deenen aneren, deene villen aneren, déi ëmmer un dëse Projet gegleeft hunn, vun dëser Plaz aus Merci soe fir hire Courage, hir Wäitsiicht an hir Ausdauer. Hei muss ee kloer soen, datt do vill politesche Courage derbäi war, well et hei awer ëmmerhin ëm e ganz grousse Wunnengsbauprojet geet, wou virun allem och den abordabele Wunnraum am Mëttelpunkt steet.

Här President, déi zwee Projeten, deenen hir Finanzéierungsgesetzer mir de Mëtteg stëmmen, ginn nei Hoffnung fir d'Stad Wolz. Net manner wéi 872 Wunnenge ginn elo op deenen alen Industriebrooche gebaut, dovunner aleng 833 vum Fonds du logement, dat Ganzt fir eng ronn 2.000 Awunner. Bal 160 Milliounen Euro ginn an den nächste Joren an de Wunnengsbau investéiert, an domadder och an der Regioun, an hoffentlech huet déi lokal Wirtschaft och en Undeel un dësen Investitiounen.

Et ass och d'Hoffnung, datt mer duerch dëse Projet e bëssen Drock aus dem Wunnengsmaart geholl kréien, well zu Wolz an Ëmgéigend, genausou wéi am Rescht vum Land, ass de Präis vum Wunnengsbau an de leschte Joren an d'Luucht geschoss an ëmmer méi Leit hu Schwieregkeeten, sech en Daach iwwert dem Kapp ze leeschten. Duerfir ass de subventionéierte Wunnengsbau an dëser Géigend ëmsou méi wichteg.

De Logemengsprojet, ech hunn et elo grad gesot, gëtt quasi exklusiv vum Fonds du logement realiséiert. An an esou engem Projet ass et extreem wichteg, de gudden, ausgeglachene soziale Mix ze assuréieren. Duerfir mussen déi nei Bewunner och déi éischt Jore begleet ginn, fir datt se an deem neie Quartier eng sozial Kohäsioun entstoe kënne loossen tëschent souwuel deenen neien Awunner, déi an dee Quartier zéien, mee awer och tëschent deenen neien Awunner an deene besteeënden Awunner an der Wolzer Stad selwer. Et muss absolutt verhënnert ginn, datt een do eng Retortestad matzen a Wolz entstoe léisst.

Et geet awer net duer, datt mir elo fir 2.000 Leit erschwéngleche Wunnraum schafen. D'Fro muss och gestallt ginn, wou déi Leit an Zukunft schaffe sollen. Bekannterweis ass dës Regioun net déi strukturstäerkst Regioun am Land an duerfir muss ee sech iwwerleeën, wéi ee laangfristeg an och nohalteg Aarbechtsplazen an dëser Regioun usidele kann.

Et bleift e groussen Challenge, fir nei Aarbechtsplazen unzezéien. Duerch dëse Projet ginn awer nei Dieren op, well fir d'éischte Kéier am grousse Stil d'Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft zum Droe kommen an domadder sécherlech och Betriber wäerten ugezu ginn, déi sech dann an där Regioun néierloossen.

Här President, dëse Projet wäert a ville Punkten zukunftsweisend si fir d'Stad Wolz, fir hir Regioun, awer och fir d'ganzt Land. Nieft dem Wunnprojet Elmen an der Gemeng Kielen, bei deem de Buergermeeschterkolleeg Félix Eischen sech proaktiv engagéiert, ass de Projet „Wunne mat der Wooltz" no Elmen e weidere Pilotprojet, deen dem Usproch vun engem modernen Urbanismus a vun ekologesche Krittäre Rechnung dréit.

Ech wéilt dann och der honorabeler Deputéierter, der Madamm Semiray Ahmedova, e ganz grousse Merci ausdrécke fir deen ausféierleche Bericht, déi wierklech interessant Ausféierungen, souwuel technescher Natur op dem urbanisteschen, architektoneschen, energietechnesche Plang, wéi och wat dat ganz einfacht Zesummeliewen ugeet, dee si hei presentéiert huet. E grousse Merci un Iech!

Mir stëmme jo eigentlech de Mëtteg zwee Finanzéierungsgesetzer, dat iwwert d'Sanéierung vum Site mat der Renaturéierung vun der Wolz an dat zweet iwwert d'Viabilisatioun an de Bau vun de subventionéierte Wunnengen duerch de Fonds du logement.

Här President, de Projet „Wunne mat der Wooltz" ass e ganz ambitiéisen a virun allem innovative Bauprojet. Wolz soll zu engem Hotspot vun der Économie circulaire ginn. De Circular Innovation Hub besteet jo schonn a mécht scho ganz vill Aarbecht do. Sou soll beim Ofrappen esou vill Material wéi méiglech weiderverschafft ginn a beim Bau soll e Maximum un agesatem Material nohalteg a spéiderhin erëm recycléierbar sinn.

Fir déi Wolzer ass d'Kreeslafwirtschaft awer net zënter gëschter en Theema. Si hu sech scho ganz laang mat deem Theema beschäftegt a mam Bau vun deenen éischte Wunnengen hu si och bewisen, datt et méiglech ass, no de Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft ze bauen. Hir Erfarungen hunn awer och däitlech gemaach, datt d'Planung vun de Baute vill méi laang Zäit brauch, méi opwänneg ass, wann een déi Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft seriö hëlt an och am Detail wëllt ëmsetzen. Vun dësen Erfarungswäerter wäerten awer net nëmme si, mee mir als ganzt Land kënne profitéieren. Duerfir soe mir hinnen och scho Merci.

Am Resümmee: Wolz ass a wäert Virreider fir d'Land ginn, wat d'zukünftegt Bauen zu Lëtzebuerg betrëfft. D'Konzept vun der Kreeslafwirtschaft ass awer och Neiland fir vill Bierger. Hei mussen d'Gewunnechten iwwer Bord geheit an neier geléiert ginn. Et ass eng nei Liewensform, déi sech um Site wäert entwéckelen, wou d'Leit gemeinsam Wäerter liewe sollen, e richtege Vivre-ensemble, also och eng Aart Experiment. Duerfir mussen d'Bierger och vun Ufank u matagebonne ginn, fir datt dat Konzept vun der Kreeslafwirtschaft och fir si gräifbar gëtt, well d'Bierger am Endeffekt e wichtegen, wann net esouguer dee wichtegsten Deel an der Transitioun hin zu méi Nohaltegkeet solle sinn.

Här President, d'Liewen um Site ass zukunftsorientéiert ausgeriicht, Stéchwuert: Sharing Economy, et war scho gesot ginn, Gemeinschaftsgäert zum Beispill oder och Mobilitéit. Well Dir wësst, Mobilitéit am ländleche Raum ass ee vun deene gréissten Challengen, déi mir hunn, well mer ëmmer grouss Distanze musse parcouréieren, fir am Alldag eens ze ginn.

Dëse Problem gëtt mat deem heite Projet awer wonnerbar geléist, well de Wunnquartier an direkter Ëmgéigend vun der Gare läit a mat engem moderne Parkraum- a Mobilitéitskonzept a mat Spillstroossen amenagéiert gëtt - also eng besser Liewensqualitéit fir d'Awunner, besonnesch fir hir Kanner, déi dann d'Stroossen erëm eng Kéier als hire Spillraum zréckgewanne kënnen.

Ausserdeem droe Schoulen, Maisons relais, Musiksschoul, pädagogesche Musée a Sportsinfrastrukture souwéi Akafsméiglechkeeten direkt um Site dozou bäi, datt d'Awunner vun Ufank un d'Méiglechkeet hunn, ouni Auto alles sur place um Site ze maachen, wat se am Alldag esou brauchen.

Och bei der Energieversuergung gëtt konsequent op erneierbar Energië gesat an dat mécht seng Awunner esou méi onofhängeg vu fossillen Energieträger. Nei Technologien an Energiesourcë kommen hei zur Geltung, wéi effizient Wäermepompelen. Och Äisspäicher, Solarenergie fir Stroum, fir um Daach waarmt Waasser kënnen ze produzéieren, awer och déi energiespuerend Bauweis maachen et op dësem Site méi einfach, fir autark kënnen ze fonctionéieren.

Nach e leschte Wuert zu de Käschte vun dem Assainissement an der Renaturéierung vun der Wolz: 101 Millioune fir de Site a 25,5 Millioune fir d'Renaturéierung vun der Wolz, jo, dat ass e staarkt Stéck Geld, wat duerfir ausgi gëtt. Mee wann een A seet, muss een och B soen. Duerfir sinn ech och frou, datt mir de Courage opbruecht hunn, fir dëse Site ze sanéieren an e virun allem och ze renaturéieren, well näischt maache kascht och Suen an d'Natur bleift weider belaascht!

Aus dem Schandfleck zu Wolz entsteet iwwert de ganze Site en attraktiivt Ëmfeld fir ze liewen an ze schaffen. An domadder ginn ech mat vollster Iwwerzeegung den Accord vun der CSV-Fraktioun an hoffen awer, datt d'Realiséierung vun dësem Projet net esou laang wäert dauere wéi d'Ausschaffen dovunner.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Eicher. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Max Hahn** *(DP).*- Merci, Här President. Nom Finanzéierungsgesetz fir de Projet Elmen, dat mer kierzlech hei an der Chamber gestëmmt hunn, gi mer haut also de staatleche finanzielle Feu vert fir de Projet „Wunne mat der Wooltz", e komplexe Projet, op deem säit elo quasi 25 Joer geschafft gëtt, fir déi al Industriefrichen zu Wolz ze revaloriséieren. E Projet, dee sech iwwer gutt 17 Joer mat am Ganze siwe PAPe wäert erstrecken, e Projet, deen an der Leschtt des Ëfteren als Musterprojet betitelt gouf, fir op seng nohalteg a ressourcëschounend Planungspolitik hinzeweisen.

Mir schwätze vun engem neie Quartier, deen an alle Beräicher nei an innovativ Standarde soll setzen, vun der Économie circulaire iwwert d'Mobilitéit bis hin zur Liewensqualitéit. Ech wäert an deenen nächste puer Minutte just kuerz op verschidden Aspekter vun dësem Projet de loi agoen, well mer de Gros vun den Explikatioune scho vun der Rapportrice kritt hunn. Duerfir géif ech hir dann op dëser Plaz villmools Merci soen, d'selwecht och wéi fir hire gudde schrëftleche Rapport.

Här President, genau wéi beim Projet Elmen geet et och bei dem aktuelle Projet drëms, dass an deenen diverse PAPen de Bien public net no enger gewëssener Zäit erëm a privat Hänn fält. Och Wunnengen, déi iwwert de Bail emphytéotique kaf ginn, kënnen zu engem spéideren Zäitpunkt - an dat ass ganz wichteg - just un de Staat zréckverkaf ginn. D'Iddi ass jo bekanntermoossen déi, dass vum Staat, vun de Gemengen oder vun den ëffentleche Promoteure geschafene Wunnbestand net weider de spekulative Logementsmarché soll ënnerstëtzen, e Feeler, deen, wéi mer wëssen, an der Vergaangenheet gemaach gouf an dee mer schonn an der leschter Legislaturperiod behuewen hunn.

Genau wéi beim Projet Elmen wëll ech op dëser Plaz awer kuerz op d'Problematik vun eise Prozeduren, der laangwiereger Dauer vun der Realisatioun vun esou engem Projet ze schwätze kommen. Jo, ganz richteg, mir schwätze vun engem immens komplexen Dossier, engem Wunnprojet, deen een net vun haut op muer ka plangen an och net vun haut op muer ka realiséieren.

An awer muss ee bedenken, dass déi éischt Iddien, fir op dësem Site Wunnengsbau ze proposéieren, quasi 35 Joer (veuillez lire: quasi 25 Joer) al sinn! Tëscht dësen éischte Gedanken, déi op dësem Site gefouert goufen, bis hin zur Finalisatioun vun deene siwe PAPen, déi ech virdrun opgezielt hunn, wäerten herno am Ganze ronn 35 Joer vergaange sinn.

Här President, de Projet „Wunne mat der Wooltz" wäert an deenen nächste Joren natierlech och enorm Auswierkungen op d'Gemeng Wolz an d'Ëmgéigend hunn. Mat sengen ugeduechten 2.000 Awunner, déi op 872 Wunnengen op am Ganze 25 Hektar verdeelt wäerte sinn, wäert d'Gemeng Wolz bis 2038 quasi ëm en Drëttel wuessen. Ganz kloer, dëse Mammutprojet bréngt natierlech och enorm infrastrukturell an deementspriechend finanziell Erausfuerderunge mat sech. E Projet, deen d'Gemeng Wolz iwwert déi lescht Joren, Joerzéngte vun Ufank un ënnerstëtzt huet, e Projet, dee ganz kloer weist, dass de Staat, d'Regierung, de Fonds du logement an och d'Gemeng, d'Gemengen, sech hirer Verantwortung bewosst sinn, fir zesummen d'Offer un abordabelem Wunnraum an enger gesonder Mixitéit weider an d'Luucht ze setzen.

Allgemeng soll d'Wunnen, d'Schaffen, d'Schoul an och d'Fräizäitaktivitéiten hei op eng Manéier zesummebruecht ginn, déi e Quartier vun de kuerzen Distanze schaaft an d'Zréckgräifen op den Auto op e Minimum reduzéiert. Nieft ronn 870 Wunnengen an diversen Aarbechtsplazen ass och de Bau vun enger neier Grondschoul, enger Museksschoul, engem Kannermusée an engem Zentrum fir Kreeslafwirtschaft hei geplangt. Dës Diversitéit, Mixitéit ass déi eenzeg richteg Approche fir ze vermeiden, dass d'Leit just owes heem schlofe kommen a soss guer kee Bezuch zu hirem Doheem, zu hirer Gemeng hunn. E ganz wichtegen Aspekt stellen an deem Sënn och d'Veräiner aus der Gemeng, der Ëmgéigend duer, déi d'Familljen an zemools och déi Jéngst vun hinnen an d'Duerfliewen integréiere kënnen.

Wat den Urbanismus ugeet, sief gesot, dass d'Buedemsanéierung, d'Kreatioun vu gréngen an urbane Beräicher an och d'Renaturéierung vun der Wolz en integralen Deel vum stätteschen Entwécklungsprojet sinn an esou den Awunner divers Erhuelungs- a Begéinungsplazen zur Verfügung stellen. Ganz flott ass och, dass am Hibléck op d'Liewensqualitéit am Quartier d'Wolz renaturéiert an als parkänlech gréng Long an de Fokus vum Wunnquartier integréiert gëtt.

Allgemeng muss ee soen, dass de Projet d'Ambitioun huet, e Benchmark am Sënn vun engem nohaltegen an innovative Wunnquartier ze ginn. Deementspriechend gëtt sech op véier Piliere konzentréiert: d'Économie circulaire sociale et solidaire, den Urbanismus, d'Optimiséierung vun de Matièrepremièren an déi gréng Energien. An deem Sënn goufen nei Aarbechts- a Baumethoden, déi mat der sozial a solidaresch baséierter Kreeslafwirtschaft verbonne sinn, entwéckelt. Zum Beispill gëtt e Maximum vu Materialien no dem Ofbau recuperéiert a weider benotzt an och d'Gebaier ginn esou entwéckelt, fir spéiderhi flexibel a modulaire ze sinn.

Här President, genau wéi beim Projet Elmen representéiert och hei d'Mobilitéit e ganz wichtegen Aspekt vun dësem neie Wunnprojet. Et ass interessant ze bemierken, dass d'Parkhaiser sech net am Zentrum vum Quartier, mee éischter e bëssen ausserhalb befannen, fir esou den Autosverkéier bannent dem Quartier staark ze reduzéieren an deementspriechend den Awunner d'Méiglechkeet ze ginn, sech méi am fräien ëffentleche Raum kënnen ze beweegen.

Des Weidere soll de Quartier och eng optimal Verbindung tëscht Uewerwolz an Nidderwolz duerch divers Foussgänger- a Vélosweeër garantéieren. A last but not least ass och déi nei Verbindungsstrooss do, fir d'Gare am Quartier „Wunne mat der Wooltz" mat der Busgare beim Wëlzer Lycée du Nord ze verbannen.

Här President, et handelt sech ouni Zweifel ëm grouss Investitiounen, déi an den nächste Joren zu Wolz getätegt ginn, Investitiounen, déi souwuel der sozialer Kohäsioun wéi och dem Bien-être socio-économique vun den Awunner an Zukunft zeguttkommen, grouss Investitiounen, déi néideg a wichteg sinn, fir d'Offer duerch déi ëffentlech Hand, duerch de Staat, mee och duerch d'Gemenge weider an d'Luucht ze setzen an esou der immens komplexer Logementsproblematik entgéintzewierken.

De Projet „Wunne mat der Wooltz", mat senger Liewensqualitéit, Nohaltegkeet an Innovatioun, weist ganz kloer, dass mer um richtege Wee sinn.

Här President, där heiter Projete brauche mer der méi, an duerfir ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Ech soen Iech Merci an ech schécken awer och e Bonjour un déi Gemengeresponsabel vu Wolz. Ech mengen, dass zu esou engem Projet ganz vill Courage gehéiert, net nëmme wat d'Gemengeresponsabel vun haut betrëfft, mee och déi, déi virdrun do waren. Ech hu virdru gesot, wéi laang schonn heiru geschafft gëtt. Duerfir hinnen, wéi gesot, e schéine Bonjour, a besonnesch och eisem fréiere Kolleeg an aktuelle Buergermeeschter, dem Fränk Arndt, vun dëser Plaz nach eng Kéier e grousse Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Yves Cruchten** *(LSAP).*- Merci, Här President. A merci och virop der Madamm Ahmedova fir hire ganz komplette Rapport an eigentlech och dem Här Eicher fir säin zweete Rapport, deen en direkt duerno gemaach huet. Dat erméiglecht oder erlaabt eis, dem Max Hahn an och mir, dass mir eis kënne méi kuerz faassen, an eigentlech ass zum Projet selwer alles gesot. Wa mer eppes leeddeet, dann ass et effektiv, dass eise Kolleeg, de Fränk Arndt, haut net hei ass, fir selwer mat doriwwer ofzestëmmen. Mee a sengem Gedenken an a sengem Sënn halen ech duerfir och ...

(Brouhaha et hilarité)

... eng ganz kuerz Ried.

■ **M. André Bauler** *(DP).*- Esou wäit si mer nach net!

(Interruptions)

■ **M. Yves Cruchten** *(LSAP).*- Ech mengen, dass ech eebe grad virun dräi Wochen, wéi mer hei iwwert de Fonds spécial geschwat hunn, gesot hat, dass et net richteg wär, dass d'Gemengen hir Verantwortung net géifen huelen am Beräich vum Logement. An ech mengen, dass mer haut de Bewäis hei um Dësch leien hunn, dass eebe grad vill Gemengen dat eescht huelen an eng national Aufgab iwwerhuelen. An et ass elo scho virdru gesot ginn: Et brauch Courage, et brauch Wëllen, fir esou eppes ze maachen! Vill Gemenge maachen dat. An dee Luef, deen d'Gemeng Wolz hei kritt huet vu verschiddene Riedner, deen ass absolutt gerechtfertegt.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An ech géif dee Luef och gäre weiderginn un den Dan Biancalana an un d'Gemeng Diddeleng an u säi Gemengerot, déi och en änleche grousse Projet bei sech an der Gemeng maachen, awer och un den Här Eischen, deen a senger Gemeng - an dee Projet hu mer jo scho gestëmmt - och esou e grousse Logementsprojet iwwerholl huet. An ech sinn och sécher, dass de Félix sengem Virgänger, dem Aloyse Paulus, och nach dee Luef wäert weiderginn.

Ech mengen, dass et eebe wichteg ass, wa mer hei vun deem politesche Courage schwätzen, dass mer net just soen: „Dat ass eng national Verantwortung an da musse mir als Gemeng dat dote maachen!" Nee, ech mengen och, dass et wichteg ass, dass mer als Gemengen dann och eise Leit soen: „Mee et ass emol och an éischter Linn, fir dass eis jonk Leit an Zukunft nach bei eis an der Gemeng kënne wunnen, fir dass se net mussen hir Gemeng, hir Veräiner, hiert Ëmfeld, hir Famill verloossen, fir an en aneren Eck vum Land wunnen ze goen!" An dat, mengen ech, ass e wichtege Message, dee mer op alle Fall net sollte vergiessen, ob dat zu Wolz ass, zu Diddeleng oder och an der Gemeng Kielen.

Eng wichteg Remark wéilt ech awer nach derbäiginn: Bei esou grousse Projeten ass et extreem wichteg, dass mer vill Wäert leeën op eng gutt Ubannung un den ëffentlechen Transport - do si sech jo och eng ganz Partie Gedanke gemaach ginn -, an et ass eigentlech e bësse schued, dass d'Schinnen, déi souguer do am Projet nach leien, net kënne genotzt ginn. Bon, et gëtt do Alternativen an esou wäit si mer och elo net vun der Gare ewech, mee eigentlech deet et mir ëmmer wéi fir all Meter Schinn, deen net genotzt gëtt hei am Land. Do, mengen ech, sollte mer eis an Zukunft och, wa mer esou Projeten entwéckelen, iwwert déi Saachen nach vläicht méi am Detail Gedanke maachen.

An eng zweet Remark, déi ech wéilt maachen, an den Här Eicher - ech muss elo oppassen, dass ech déi zwee net ëmmer duerjerneegeheien -, den Här Eicher war eigentlech och dorobber agaangen, dat ass déi Fro vun den Aarbechtsplazen. Wa mer esou grouss Projete schafen, ass et vun enger grousser Wichtegkeet, dass mer och déi wirtschaftlech Aspekter kucken, dass mer och derfir suergen, dass déi Leit, déi dohinner wunne kommen, herno och do kënne schaffen. Et mécht jo absolutt kee Sënn, dass mer d'Wunnengen zu Wolz bauen an d'Aarbechtsplazen op der Cloche d'Or maachen! Da misste mer eis jo awer alleguerten eens sinn hei am Land an dann hätte mer … Mir wësse jo awer alleguerten, dass dat bescht Mobilitéitskonzept dat Konzept ass, wat eigentlech Trajete verhënnert. An dat sinn awer Saachen, mengen ech, déi mer an Zukunft an der Optik vun esou Projeten onbedéngt, onbedéngt mussen am A behalen!

■ **Une voix**.- Dat ass jo eng Question parlementaire …

■ **M. Yves Cruchten** *(LSAP).*- An et deet mer leed, ech kommen och net derlaanscht, fir dat ze widderhuelen, wat och de Max Hahn scho gesot huet: Et ass eigentlech e gutt Beispill duerfir, fir ze weisen, wéi laangwiereg eis Prozedure sinn, wéi schwéier mer eis heiansdo di mat deene Projeten. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer alleguerten hei gudde Wëllen hunn, eis Gedanken doriwwer ze maachen, wéi mer dat an Zukunft kënne verhënneren, och wann de Projet kompliziéiert ze viabiliséieren ass, dass mer eis awer Gedanke maachen: Wéi kënne mer, op d'mannst vu staatlecher Säit, hëllefen, déi Saachen e bëssen ze beschleunegen? Ech weess - ech hu vill mam Fränk doriwwer geschwat -, dass et net un der Gemeng louch, déi mat (veuillez lire: dass déi net mat) zwee Féiss op d'Brems geklommen ass. Mee mir dinn eis dacks schwéier domadder. Dat wär eng Hausaufgab, déi mer alleguerten hunn, fir dat dote méi séier ze maachen.

Wéi gesot, et ass e ganz gudde Projet, deen eiser alleguerten Ënnerstëtzung verdéngt. An Dir kritt se och vun der LSAP. Ech soen Iech Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Merci och dem Här Cruchten. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Voilà, fir d'alleréischt géif ech dann och gären der Madamm Ahmedova Merci soe fir hire ganz komplette Rapport. Mee wéi Der wësst, esou e Rapport ass ëmmer e bësselchen eng éischter onemotional Duerstellung vun engem Projet, an duerfir sinn ech haut ganz frou, hei selwer kënne Stellung ze huelen zu dësem wierklech wonnerbare Projet, deen e puer Kilometer vu bei mir doheem ewech amgaang ass ze entstoen.

Dëse Projet, dee faszinéiert mech souwuel vu senger Envergure hier wéi och vu senger ganzer Ausriichtung a vum Konzept hier. Zënter elo eppes iwwer zéng Joer sinn ech stolz Awunnerin vun der Gemeng Wolz an ech wunnen elo net nëmmen do, ech hunn och eng ganz Partie Joren do geschafft an ech gesinn, wéi déi Stad sech iwwer all déi Jore wierklech weiderentwéckelt huet, wéi se wierklech opblitt. A vill Leit froe mech, haut nach iwwregens: „Wéisou bleifs du dann do uewe wunnen? Wat muss du dann och ëmmer vu Wolz erofgefuer kommen? Wëlls de net e bësselche méi no Richtung Stad plënneren?"

An ech froe mech éierlech gesot ëmmer, wéisou esou vill Leit mengen, et misst ee jo bal vu Wolz wëllen ewechplënneren. Net nëmmen, dass d'Éislek wierklech zu menger Walheemecht ginn ass, mee an der Gemeng Wolz ze liewen, bedeit fir mech och wierklech, eng grouss Liewensqualitéit ze hunn: Et huet een alles an der Géigend, wat ee brauch; et sinn immens vill aktiv Veräiner do, vill engagéiert Mënschen; et ass vill Natur ronderëm; mir hunn e superflott kulturellt Angebot.

An dat Bild, wat d'Leit, aus wéi engem Grond och ëmmer, nach ëmmer vu Wolz hunn, entsprécht einfach net den Efforten, déi zënter vill Jore gemaach ginn an dëser Gemeng, fir eng Ofwäertsspiral, déi wierklech do war, elo erfollegräich ëmzedréinen an eiser Géigend erëm wierklech frësche Wand anzehauchen. Wou virun enger Partie Jore just eidel Vitrinne waren, sidele sech haut an der Gemeng, a wierklech och duerch eng aktiv Politik, nei kleng Geschäfter un. Am Summer - an normalen Zäiten, also net a Covidzäiten - stellt d'Gemeng den Horecasbetriber sou mobill Terrassen zur Verfügung, fir dass eeben trotz esou enger, soe mer, „schwiereger" geografescher Lag eng Offer dobausse kann ugebuede ginn. An esou fëllt sech dann och lues a lues déi relativ eidel Groussgaass erëm mat Liewen.

Mee alles dat geet natierlech och net duer, fir déi Dynamik zu enger laangfristeger Eegendynamik ze entwéckelen an déi Opwäertsspiral vu bannen aus eeben oprechtzeerhalen. A fir dass déi Opwäertsspiral net ënnerbrach gëtt, ass et natierlech wichteg, dass sech weiderhin och politesch engagéiert gëtt, fir dass dës Gemeng fir weider zousätzlech Betriber attraktiv bleift, Stéchwuert: nei Aarbechtsplazen, wat jo och elo ugeschwat ginn ass. Mee geneesou wichteg ass et eeben och, dass genuch Awunner do sinn, déi dat lokal Demande steigeren a soumat och d'Iwwerliewe vun der lokaler Geschäftswelt elo garantéieren.

An ech mengen, dat ass och en Deel vun der Iwwerleeung, déi mécht, firwat d'Gemeng Wolz d'Opportunitéit vun dësem Projet „Wunne mat der Wooltz" ganz schnell erkannt huet an dunn och mat béiden Hänn ergraff huet.

An elo gëtt et dann och endlech eescht mat dësem super Projet. Wolz wäert an den nächsten 10 bis 15 Joer vu 7.500 op 11.000 Awunner klammen, an dat ass effektiv enorm vill, och fir e CDA (ndlr: Centre de développement et d'attraction). Dat ass wierklech eng gewësse Leeschtung. Et bedeit natierlech à la base, dass a kuerzer Zäit vill neie Wunnraum geschafe gëtt, mee et bedeit awer net, dass egal wéi e Wunnraum geschafe gëtt.

Et ass schonn oft ervirgehuewe ginn, mee et ass awer wichteg, et ëmmer erëm ze soen, well et wierklech e Paradigmewiessel ass:

Éischtens de Fait, dass hei 70 % vun dëse Wunnengen an ëffentlecher Hand bleiwe wäerten a just 30 % privat iwwer Emphyteos verkaaft ginn.

Zweetens de Fait, dass mer hei vun engem inklusive Projet schwätzen, dee souwuel vum Baulechen hier wéi och vum Konzept hier eng breet Palett vu Leit uschwätze soll, Leit vun all Background, Jonker, manner Jonker, Familljë mat Kanner, Koppelen, Singlen, jiddweree gëtt ugeschwat. A mir wëssen

all, wat dat och bedeit, fir all dës nei Leit ze integréieren. A wann ech soen „integréieren", da schwätzen ech net just vun Integratioun vu Leit aus anere Länner, well, jo, och Bäigezunnener aus dem Süden oder aus der Stad wëlle bei eis integréiert ginn.

An duerfir ass et, drëttens, och wichteg, drop hinzeweisen, dass hei vun Ufank un alles geduecht ginn ass, fir d'Zesummeliewe vun all deenen neie Leit an der Gemeng ze fërderen.

Bei der Virstellung vum Projet an der Logementskommissioun, wou ech net permanente Member sinn, mee wou ech awer ganz gäre fir dëse Projet mat eralauschtere gaange sinn, hunn ech matkritt, dass sech eng Partie Leit d'Fro gestallt hunn, ob dat net alles awer e bësselche schwiereg oder riskant wier.

An ech wëll elo wierklech net déi Erausfuerderungen erofspillen oder soen, dass et keng Efforte wäert kaschten, mee ech ka just soen: Wéi dee Projet zu Wolz selwer ugepaakt ginn ass an ugepaakt gëtt a wéi en och vun de Leit an der Gemeng opgeholl gëtt, do ass wierklech eng Dynamik an e Risewëllen do, fir dat do un d'Goen ze kréien, an do zweifelt och weider keen un dëser Erfollegsstory. Do ass keng Angscht, mee virun allem ganz vill Motivatioun.

An et ass jo och net, wéi wa Wolz muer eréischt géif ufänken, an déi Richtung ze denken an ze handelen. Wolz huet sech nämlech an de leschte Jore konsequent a Richtung vun enger Économie circulaire entwéckelt a schreift schonn zënter ville Joren Inklusioun an Integratioun ganz grouss mat enger Struktur wéi „Coopérations", déi sech zënter Jore staark fir Inklusioun asetzt an ëmmer méi immens flott Projeten an déi Richtung ëmsetzt, fir flott Angeboter ze bidden a gläichzäiteg Aarbechtsplaze fir eng breet Palett vu Mënschen ze schafen, mat oder ouni Handicap, fir Jonk an Al.

Esou hu si zum Beispill och Ufank des Joers d'Gestioun vum Camping zu Wolz iwwerholl. Iwwert de CIGR Wolz ginn al Miwwelstécker rafistoléiert a kréien eng zweet Chance. Et gëtt och mëttlerweil e Secondhandbuttek, wou ee seng gebrauchte Kleeder kann ofginn oder sech eebe Secondhandkleeder kafe kann. Mir hunn e Babbelcafé zu Wolz, e Projet fir eng „lessbar Stad", e CoLab Makerspace, wou een zesumme schaffe kann oder eebe Geschier an der Communautéit ka benotzen. Et gëtt, wéi gesot, eng ganz gesond Veräinslandschaft zu Wolz, déi zu engem ganz groussen Deel och vun den auslännesche Matbierger gedroe gëtt an - dat muss een och soen - ouni déi d'Integratioun an der Gemeng sécher och net esou gutt géif fonctionéieren.

Et ass e Kannerbüro do, dee konsequent op eng geliefte Participatioun vun deene Jonken, vun deene Klengsten och scho setzt an déi ëmsetzt. Also kënnen d'Kanner vun der Gemeng vill Iddie mat abréngen, a se hunn dat och gemaach fir de Projet „Wunne mat der Wooltz". Och hei si si als zukünfteg Generatioun selbstverständlech ganz vill consultéiert ginn, hunn hir Iddien an hir Wënsch mat erabruecht, a villes dovunner ass och an d'Pläng mat agefloss. Wat net direkt konnt ëmgesat ginn, ass awer esou mat ugeduecht ginn, dass et vläicht zu engem spéideren Zäitpunkt kann ëmgesat ginn.

An der Logementskommissioun war och zum Beispill d'Fro, ob et iwwerhaapt méiglech wier, e gesellschaftleche Mix hinzekréien, wann een emol keng Plaz fir seng Autoe bei der Hausdier hätt. Bon, ech soen elo net, dass dat keng gerechtfertegt Fro ass fir een, deen dat anescht kennt a fir deen zwee Autoe virun der Hausdier vläicht och en Ausdrock vun engem gewëssene soziale Status sinn.

Et ass och sécher net e Modell, dee jiddwerengem géif passen, mee ech hätt dann awer och eng Partie Géigefroen: Wie géif et dann net attraktiv fannen, an engem Quartier ze liewen, wou d'Plaz fir matenee méi groussgeschriwwe gëtt wéi d'Plaz fir en Auto bei all Hausdier? Wie géif et net schéi fannen, seng Kanner an engem Quartier grouss ginn ze gesinn, wou se fräi dobausse spille kënnen an een net muss all dräi Sekonne fäerten, se géifen ënner en Auto lafen? Wie géif sech net driwwer freeën, éierens ze wunnen, wou Liewen, Wunnen, Schoul, Maison relais, eventuell och Schaffen a kuerzen Distanzen ze Fouss kënnen erreecht ginn? Wie géif sech net driwwer freeën, a sengem Alldag wéi ganz selbstverständlech no de Prinzippie vun der Économie circulaire ze fonctionéieren? An do ass et eeben esou wichteg, dass de Staat zesumme mat der Gemeng hei säi Rôle spillt, fir dass esou eppes och Realitéit ka ginn an dass et net just Wonschdenken a reng Theorie bleift.

Hei ass, wéi schonn e puermol gesot ginn, e ganzt Areal sanéiert ginn, fir dass erëm en Zesummeliewen op deene Frichen entstoe kann. A wann ech soen „Zesummeliewen", da mengen ech domat eeben och, dass hei keng HLMe gebaut ginn. Hei gëtt e gemëschte Quartier mat héijen urbanisteschen Upspréch realiséiert, dat an Zesummenaarbecht mat enger immens proaktiver Gemeng a mat der Handschrëft och vun engem immens engagéierte Buergermeeschter, dem Fränk Arndt, dee jo hei och schonn e puermol ugeschwat ginn ass. Ech hat leider net d'Chance, mam Fränk Arndt gläichzäiteg an der Chamber ze sëtzen, duerfir war hien awer quasi mäin ale Chef a mengem fréiere Liewen. Dat heescht, och vun hei aus léif Gréiss un de Fränk.

Une voix.- Très bien!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Voilà! E wichtege Message ass hei, dass keen - weeder d'Leit, déi do wunnen, nach déi, déi an Zukunft wëlle vläicht dohinner wunne kommen - brauch Angscht ze hu virun enger Mixitéit, weeder virun enger sozialer nach enger kultureller Mixitéit, well mir wëssen, dass et grad dës Diversitéit ass, déi eis Gesellschaft staark mécht an déi der Gemeng Wolz ganz sécher och ganz vill Positives wäert bréngen.

A ganz niewebäi gëtt da mat dësem Projet och e grousse Bäitrag geleescht, fir der Logementsproblematik zu Lëtzebuerg entgéintzewierken. Abordabele Wunnraum - bon, wéi gesot, e groussen Deel zu engem abordabele Präis -, bis an d'Mëtt vun der Gesellschaft, an der Locatioun wäert bleiwen, a virun allem vill Wunnraum, deen ëmmer erëm gefuerdert gëtt, mee wou et dann awer oft hapert, wann et drëm geet, gréisser Projete virun der eegener Hausdier ze realiséieren.

Wou op anere Plaze schonn Horrorzenarien entstinn, well éierens sechs Wunnenge fir Friemer sollen entstoen, gesäit Wolz deen heite Projet als seng grouss Chance, fir senger Responsabilitéit, fir dem Wunnengsmarché engersäits gerecht ze ginn a gläichzäiteg awer och eppes Gutts fir déi eege Gemeng ze maachen, nozekommen.

Ech op alle Fall si ganz stolz drop, an enger Gemeng dierfen ze wunnen, déi mat ganz vill Zouversiicht an esou couragéiert virgeet an dësen Challenge ugeet, ouni an onsäglech Diskussiounen ze verfalen. An ech sinn och frou, dass ech haut konnt zu dësem Projet schwätzen, deen eeben och e Beweis ass fir déi héich Investitiounen, déi hei fir den Norde getätegt ginn. Well natierlech wäert dëse Projet net nëmme fir Wolz vu Bedeitung sinn, mee e wäert och an de Rescht vun der Regioun ausstralen, geneesou wéi och eng Nordstad eng Bedeitung fir de ganzen Norde wäert hunn.

Ech fir mäin Deel si mer sécher, wann ech nach e puer Joer méi jonk wier an op der Sich no enger eegener Wunneng, da wier dat do genee dee Projet, dee mech direkt géif uschwätzen a wou ech mir meng Zukunft ganz wonnerbar kéint virstellen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och der Madamm Empain. An deen nächste Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, u sech ass dëst e Projet, dee mir als ADR kënne begréissen, bitt en dach 872 Logementer op ronn 25 Hektar, wou ëm déi 2.000 Leit en Doheem kënne fannen. Duerfir wäerte mer och dëse Projet matstëmmen.

Et entsteet hei en neie Wunnquartier mat allen Infrastrukturen, dat ass jo och gewosst. Ech mengen, dat meescht ass gesot. Duerfir soen ech der Madamm Semiray Ahmedova en häerzleche Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Mee ech wëll op e puer Punkten eis Bedenken, Reserven oder Iwwerleeungen umellen.

Éischtens, wat den Zäitramen ubelaangt. Dëse Projet ass schonn zënter dem Joer 2000 an der Maach, an elo ronn 20 Joer méi spéit kënnt en esou lues an d'Realisatioun. Bis e ganz fäerdeg ass, dierft et awer, laut Rapport, nach dauere bis an d'Joer 2035. Ech mengen, deen Delai vu ronn 35 Joer muss engem ze denke ginn, datt hei esou munches schifleeft, an dat an enger Zäit, wou de Logement den Haaptproblem am Land ass. Mir mengen, hei misste Neel mat Käpp gemaach ginn an un der Reduzéierung vun déser Zäitspan muss dréngend geschafft ginn, quitte datt hei op déser Plaz nach der Entsuergung respektiv der Sanéierung vun industrielle Frichë muss Rechnung gedroe gi wéi och der Renaturéierung vun der Wolz.

En zweete Punkt, wou mer ons Bedenken umellen, ass d'Mobilitéit. Am Projet gëtt der Reduzéierung vun der Mobilitéit am Quartier selwer staark Rechnung gedroen, wat mer begréissen. Mee an där anerer Hisiicht, wou sollen all déi Leit, déi hei en Doheem fannen, enger Schaff kënnen nogoen? Wat mer op där enger Säit op der Plaz selwer aschränken u Mobilitéit am Quartier selwer, muss op där anerer Plaz ausgebaut ginn, well se gezwonge sinn, sech ze deplacéiere fir op d'Schaff. Net all wäerte se hei an dësem neie Quartier eng Schaff fannen. A mir wësse jo all, datt dat mam ëffentlechen Transport selwer net ëmmer esou klappt, wéi dat soll, well jee nodeem, wou déi eenzel Leit eng Schaff fannen, kënne se och net op den ëffentlechen Transport zréckgräifen a se mussen op hir eege Mëttelen zréckgräifen.

Aschränkung vun der Mobilitéit op där enger Säit an Ausbau op där anerer Säit, dat ass e bësse kontrovers. Hei hätte mer och gären, datt mat Alternative geschafft gëtt, wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt, fir deem entgéintzewierken, soss hu mer näischt geschafft.

An eng drëtt Remark: Vun dësem neie Quartier bis op d'Wolzer Gare sinn et ronn 800 Meter an den Accès vun dësem neie Quartier bis op d'Gare gëtt elo op d'Strooss verluecht. Dobäi muss ee wëssen, datt d'Schinnennetz bis an den neie Quartier erafféiert; dat war dat aalt Schinnennetz Baaschtnech-Wolz. An ech mengen, hei hätte mer munches ouni grouss Käschten nach besser kënne maachen a mir hätten och eppes gemaach, fir eise Klimaziler e bëssen entgéintzewierken.

An dann nach e puer kleng Iwwerleeungen: Hei ass och en Integratiounsplang mat der Gemeng Wolz a mat der Regioun wichteg. Wolz selwer huet ronn 5.000 (veuillez lire: 7.500 Leit) Leit, deen neie Quartier wäert der 2.000 kréien. An hei musse mer höllesch oppassen, datt mer hei net een Duerf nieft dat anert Duerf kréien, dat muss mateneegoen. Hei muss och un esou engem Programm geschafft ginn.

Kleng Commercen, déi sech hei sollen entwéckelen - schéin a gutt an der Theorie, mee praktesch, wéi gesäit dat aus? Mir wësse jo elo schonn alleguerten, datt dat net esou fonctionéiert. Mir huelen do eis kantonal Haaptstied: Do ass dee groussen Deel, net all ..., zum groussen Deel ass dee Commerce réckleefeg, souguer staark réckleefeg - an hei wëlle mer nach selwer Commerce erabauen! Dat mag um Plang, um Pabeier schéi stoen, et muss een awer och wëssen, datt zu Wolz selwer schonn zig, ech wëll se net opzielen, Geschäftslokaler fräi sinn, wou keen Nofollger oder keng Iwwergab méi ass. Ech mengen, och dat hätt misse mat an dës Iwwerleeung erakommen.

An dann zum Schluss. Dëse Projet ass d'Konsequenz vun engem stramme Wuesstum. A wa mer un deem stramme Wuesstum näischt änneren, musse mer där Projeten nach méi stëmmen. An iergendwa komme mer do un eis Grenzen, an do musse mer höllesch oppassen, datt mer net dohinner kommen. Mir mussen eis matzäiten eng Kéier Gedanke maachen, wéi mer deem wëllen entgéintwierken.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Engelen. An nächst Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Dir hutt d'Wuert, Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, mir hunn et hei mat engem ganz groussen Infrastrukturprojet ze dinn, bei deem et engersäits ëm den Ëmgang mat engem staark polluéierte Site geet, deen erëm soll a Stand gesat ginn, fir anerersäits en neie Quartier ze bauen, wou a gutt 15 Joer zirka 2.000 Leit solle liewen.

De Projet hei schreift sech an an d'Volontéit vun der Regierung, fir d'Ekonomie méi circulaire a ressourcëschounend ze maachen, dat op engem Site, wou d'Spuere vun enger dach éischter ressourcenzerstéierender Produktioun nach däitlech moossbar sinn. Déi Pollutioun vum Site ass deementsprechend e ganz groussen Aspect vun dësem Gesetzesprojet, deen och vill Sue kascht.

Mir wäerte béid Gesetzer matstëmmen, well um Enn ëffentleche Wunnraum entstoe wäert, dee mir esou dréngend hei brauchen. Ech wëll awer e puer Saachen allgemeng zu dësem Projet soen.

Um Site zu Wolz gouf et viru ronn 100 Joer wirtschaftlech industriell Aktivitéiten, wéi och scho Virspriecher dat hei gesot hunn. Wärend 50 Joer gouf et eng Liederfabrick, déi bis zu 1.000 Aarbechter beschäftegt huet a wou duerch Asaz vu ville Chemikalie Liederprodukter hiergestallt goufen. Duerno koum Eurofloor op de Site an huet syntheetesch PVC-Buedembeläg hiergestallt. Den Terrain krut Eurofloor fir de symbolesche Frang. De Verkaf 2011 un de Staat war du fir de symboleschen Euro.

Mee hannert deem symboleschen Euro stinn awer zeg Millioune Ausgaben, fir dee Site - dee laut Gesetzesprojet ganz staark polluéiert ass, esou staark, dass e kompletten Assainissement quasi ausgeschloss ass - erëm notzbar ze maachen!

Fir eis stellt sech also d'Fro vum Pollueur-payeur-Prinzip, vun deem vill Regierungsmemberen net midd ginn ze schwätzen, wann et ëm Plastikstuten um Maart geet, déi awer hei dann näischt méi dovunner wëlle wëssen. Dat ass eng Problematik, déi generell zoutrëfft, net nëmmen op Wolz. An dat erklärt, dass d'Logementer entweeder immens deier ginn oder firwat immens vill ëffentlech Gelder an eng Preparatioun vum Site musse fléissen. A béide Fäll bezilt net deen, dee polluéiert, mee eeben den zukünftege Besëtzer oder Locataire oder d'Allgemengheet.

Wann ee sech dann d'Informatiounen an dem Gesetzesprojet a puncto Assainissement ukuckt, da stellt ee fest, dass probéiert gëtt, en Equiliber ze fannen tëscht budgetäre Contrainten an der Depollutioun an dobäi op alternativ Approchë gesat gëtt wéi zum Beispill d'Depollutioun mat Hëllef vu Planzen, déi bestëmmte Substanzen no an no opléisen. Dat ass sécherlech immens begréissenswäert, wann dat esou méiglech ass.

Och de Versuch, net all Buedem vum Site ofzetransportéieren an deementspriechend also eng gewësse circulaire Approche par rapport zu de Ressourcen an der Offallgestioun ze wielen, fanne mir e gudden Usaz. De staark kontaminéierte Buedem soll awer weiderhin oftransportéiert ginn. Dozou eng Fro: Wou geet dëse Buedem hin a wou gëtt deen traitéiert?

Fir ze verhënneren, dass d'Leit do net mat kontaminéiertem Buedem, deen um Site bleift, a Kontakt kommen, ass vun engem maximale Scellement vum Buedem rieds. Gäert um Buedem selwer sollen also net méiglech sinn, esou wéi mir et verstanen hunn. E maximale Scellement vun de Flächen ass natierlech net en ligne mat der ekologescher Quartiersapproche; am Géigendeel, op d'Buedemliewe gëtt en Deckel gemaach - aus klimapolitescher Siicht natierlech e Problem, Stéchwuert: Absorptioun vum CO_2.

Kritesch gesi mir och d'Verschwanne vun der Zuchstreck, déi duerch de Quartier leeft, net onbedéngt, well mir mengen, dass et néideg ass, dass den Zuch am Quartier hält - d'Gare ass jo just 800 Meter vum Quartier ewech -, mee well hei d'Streck Wolz-Baaschtnech onméiglech gemaach gëtt an d'Zuchschinnen enger Strooss Plaz maache solen. Mee gutt, wann dat néideg ass, fir dass d'Busser hei kënnen zirkuléieren an dass keng Duerchgangsstrooss entsteet, da kënne mir dat och novollzéien.

Zu all dëse Froe kéint een nach vill soen, zum Beispill zur Fro, wéi séchergestallt soll ginn, dass een net duerno awer am Endeffekt all Dag mat engem Auto seng Aller-retouren an d'Stad mécht, well et jo wuel schwéier méiglech wäert sinn, fir derfir ze suergen, dass nëmme Leit do wunnen, déi am Quartier Wolz oder am Quartier selwer oder zu Wolz oder an der Ëmgéigend schaffen. Soulaang et also keng wirtschaftlech méi grouss Dezentraliséierung hei vun der Stad gëtt, stellt sech dee Problem.

Generell stelle mir och d'Fro vun den Zäithorizonter. Hei geet elo vun engem Quartier rieds, deen no zirkularwirtschaftleche Prinzippie fonctionéiere soll an tëscht 2035 an 2040 fäerdeg ass. Ëm 2040 wëllen eng Rei Staaten an Europa awer schonn CO_2-neutral sinn. Lëtzebuerg viséiert dat och fir deen Zäitraum a spéitstens 2050 un. Dat muss eis zum Nodenke bréngen. Natierlech léise mir d'Klimakris net zu Wolz. Mee wann de Wëlzer Modell e gudden Usaz ass, da bräichte mir 100 Wolzen.

Här President, e lescht Wuert. Ech sot agangs, mir géifen dëse Projet matstëmmen, dat och an éischter Linn, well mir gesinn, dass hei ronn 800 ëffentlech Wunnenge gebaut ginn, déi all an ëffentlecher Hand bleiwe respektiv fir déi de Fonds du logement och ëmmer weider d'Virkafsrecht huet. Mir stellen och fest, dass 70 % vun de Wunnengen an enger éischter Bauphas wäerte locativ sinn. A wa mir eis duerchaus méi an héijen Taux hätte kënne virstellen, ass et begréissenswäert, dass net esou wéi ganz oft fir d'éischt mat de Wunnengen am Verkaf ugefaange gouf, mee direkt op de Locativ gesat gouf.

Dëse Projet reit sech also an eng laangfristeg Opstockung vun den ëffentlechen an abordabele Wunnengen an, déi esou dréngend néideg ass an déi mir och ënnerstëtzen. Dass dat eleng awer net duergeet, hu mir virdrun an enger Aktualitéitsstonn nach eng Kéier wëllen ënnerstäichen.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och. An d'Wuert huet elo de Marc Goergen. Ech hat en aneren Numm hei stoen, mee Dir hutt warscheinlech gewiesselt.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Nee. Eigentlech net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Eigentlech net? Dir hutt op jidde Fall d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ok. Merci, Här President. Mir Piraten wäerten dëse Gesetzesprojet iwwert d'„Wunne mat der Wooltz" haut matstëmmen. Et gi vill gutt Grënn, de Projet matzestëmmen. Éischtens ginn Terraine geholl, déi d'ëffentlech Hand selwer ka bebauen an déi een de Leit da sozial an zu erschwéngleche Präisser kann ubidden. Ganz besonnesch vill Wäert leeë mir op de Fakt, dass een d'Käschte vun der Revaloriséierung vum Site net wëll op d'Präisser vum erschwéngleche Wunnraum setzen.

Mir hoffen also, dass mer deemno net Präisser kréie wéi bei anere Projeten, mee dass hei Wunnenge verlount a verkaaft ginn, bei deenen no eise Virstellungen also och d'finanziell Situatioun vum Mënsch soll am Mëttelpunkt stoen an net, wéi vill de Staat derfir ausginn huet.

Fairen a moderne Wunnengsbau muss et jiddferengem onofhängeg vu sengem Portmonni erlaben, awer eng Kéier eng Chance op en Haus oder en Appartement kënnen ze hunn.

Wat mer beim Projet gutt fannen, ass d'Iddi, dass de ganze Quartier nohalteg nom Konzept vun der Kreeslafwirtschaft soll fonctionéieren. Woubäi sech dann natierlech erëm d'Fro stellt: Wéi nohalteg ass e Projet, bei deem erëm Tonnen u verbrauchtem Buedem (veuillez lire: verseuchtem Buedem) mussen ausgegruewen a queesch duerch d'Land gefouert ginn? Wéi vill CO_2 gëtt mat dësem Projet fräigesat a wéi laang dauert et, bis deen erëm duerch de Projet kompenséiert gëtt?

An och wa verschidde Baumaterialie wäerten erëmbenotzt gi bei der Demolitioun, et wäert trotzdeem op Baumaterialie mussen zréckgegraff ginn, déi net nohalteg sinn. Dat ass nun eeben emol esou. Op deem Punkt kann een d'Nohaltegkeet vum Projet, wann ee vu ganz uewe kuckt, och unzweifelen, well net kloer ass, wéi vill wierklech recycléiert an erëmbenotzt gëtt a wéi vill Ëmweltimpakt dat schlussendlech wäert hunn. Dee Bilan kann een eréischt zéien, wann de Projet emol färdeg ass.

E wichtege Punkt, deen och am Rapport vum Projet erwäänt gëtt, ass d'Entseuchung vum Buedem. Dat ass ee Punkt, op deen och immens muss gekuckt ginn, well de Staat muss énner allen Ëmstänn verhënneren, dass duerno eng Saach geschitt wéi bei där aler CASA-Deponie zu Beggen. Deemools goufen nämlech an der Zon zu Begge grouss Quantitéite vu Schwéiermetaller am Buedem zréckgelooss, déi toxesch si fir de Mënsch, Déieren a Planzen a massiv gesondheetlech Schied ervirruffe kënnen.

De Buedem gouf zwar entsuergt, allerdéngs konnten d'Risiken nëmme bis 2,50 Meter ënnert der Äerd ausgeschloss ginn. Et goufen dunn nei Appartementer op där Plaz gebaut, 5,50 Meter ënnert der Äerd. Deene Leit, déi elo do an den Appartementer wunnen, kann een nëmme vill Gléck wënschen, well et ass net gewosst, op wat si sech hei aloossen. Bei Prouwen, déi am Labo an Däitschland gemaach goufen, goufen immens héich Wäerter u Schadstoffer fonnt. D'Regierung a seng Ministèren dierfe sech hei net virun der Verantwortung drécken.

D'Nofro no Wunnengen zu Lëtzebuerg, hei am Land ass konstant héich. Mee mir dierfen net zouloossen, dass de Wunnengsproblem vun haut e Gesondheetsproblem fir eis Kanner vu muer gëtt.

Jo, esou eng al Friche nei opzepreparéieren, fir Wunnengen ze bauen, hëlt Zäit. Mee ech hoffe wierklech, dass et elo virugeet mat deem Projet an dass mer an Zukunft nëmme Guddes wäerten héieren. Ëmmer wa vun der Logementskris geschwat gëtt, huelen d'Regierungsparteie gären dëst Beispill zesumme mat Elmen an Diddeleng aus dem Tirang fir ze weisen, dass eppes gemaach gëtt. Mee et ass evident, dass dës dräi gréisser Projeten de Problem net léisen. D'Demande fir staatlech Wunnengen ass riseg. Si ass méi grouss wéi d'Waardeléschten. An duerfir dierfen déi nächst Joren net nëmmen déi dräi Projete gekuckt ginn, mee et brauch een och eng richteg Wunnengsoffensiv queesch duerch d'Land.

Wat d'Finanze betrëfft: Jo, dee Projet wäert eis Millioune kaschten. Mee et ass eppes, wat d'Land a seng Bierger brauchen a wat de Leit zeguttkomme wäert. Dat si mir eisem Land schëlleg.

Merci der Madamm Ahmedova fir hire gudde Rapport. A mir Piraten wäerten d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

An d'Wuert huet elo direkt den Här Wunnengsbauminister, den Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'éischt, dass ech der Rapportrice fir den ausféierleche mëndlechen, awer och schrëftleche Rapport hei Merci soen. D'Madamm Ahmedova huet de Projet a senger ganzer Komplexitéit hei scho kënnen erklären. An ech wäert duerfir hei net ze vill op déi eenzel Technicitéiten agoen, mee éischter de politesche Volet vun dësem Projet ervirsträichen.

Da wëll ech awer direkt och, éischtens, alleguerten de Riednerinnen a Riedner Merci soe fir hire Bäitrag, deels och ganz emotional. Et ass awer och ganz wichteg, dass déi grouss Zoustëmmung hei gi ginn ass vu sämtleche Fraktiounen. An duerfir soen ech hinnen och alleguerten ausdrécklech Merci.

An ech géif dee Merci, dee si gesot hunn, un déi sëlleche Pappen a Mammen weiderginn, ech wëll déi net vergiessen, well et hunn hei effektiv ganz vill Ministeren an och Buergermeeschteren un deem Projet geschafft, awer net nëmmen déi. Ech mengen, dat steet stellvertriedend fir alleguerten déi gutt Leit, déi sech hei engagéiert hunn, fir dee Projet kënnen ze realiséieren.

Et sinn heiansdo Froe gestallt ginn, déi wëll ech och lafend afügen, wann ech hei duerch meng Ried ginn.

„Wunne mat der Wooltz" ass effektiv den zweete grousse Projet d'envergure, dee mer hunn, no Elmen, deen iwwert de Fonds spécial finanzéiert gëtt. Et ass jo en Novum, dass mer dat transparenzhalber och esou maachen. A fir direkt dem Här Goergen ze äntweren: Et ass jo net deen eenzege Projet, dee mer do maachen. Dir hutt virun zwou, dräi Wochen hei eng Motioun gestëmmt, wou nach gréisser esou Projeten ënnerwee sinn. Ënner anerem ass Diddeleng virdru scho genannt ginn. Awer et gëtt eng ganz Lëscht. Op där Lëscht ware 17 Projeten, dat heescht, et ass net ee Projet, dee gemaach gëtt, et sinn der eng ganz Rei, déi an nächster Zäit wäerten ugoen.

Ech iwwerschreiwen dëse Projet och an den allgemenge Slogan, dee mer eis ginn hunn, nämlech e cibléierte Wunnengsbau, fir en ëffentlechen, abordabelen an nohaltege Projet kënnen ze realiséieren.

An ech erlabe mer, déi véier Begrëffer nach eng Kéier ze erklären. Firwat cibléiert? Cibléiert ass et nämlech aus deem Grond, well mer am meeschten no de Besoine kucken. An d'Besoine sinn natierlech an der Locatioun. An duerfir sinn ech immens frou, hei zu Wolz och haaptsächlech kënnen op Locatioun ze setzen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An ech kommen herno spéider nach eng Kéier zréck op dee Rôle, deen d'Gemeng hei besonnesch wäert anhuelen.

Dann ëffentlech. Et ass schonn e puermol gesot ginn: Hei entsteet eppes, wat an der ëffentlecher Hand muss bleiwen. Wa mer d'Abordabilitéit iwwer länger Zäit wëllen halen, da muss et och an der ëffentlecher Hand bleiwen. A mir hu leider nach e ganz klengen Undeel hei zu Lëtzebuerg a mir wäerten deen an der Zukunft lues a lues steigere mat lech zesummen, mat de Gemengen um Terrain. Well duerfir hu mer jo de Pacte 2.0, dee mer jo och hoffentlech an zwou Wochen hei wäerte stëmmen.

Dann d'Abordabilitéit. Jo, wa mer e grousse Projet mat vill Locatioun wäerte realiséieren, da brauche mer eng Mixitéit, eng grouss Mixitéit. Dat wäerte mer och garantéieren, dass mer déi Formen iwwert d'Abordabilitéit wäerten upassen. Dat hu mer diskutéiert an der Chamberskommissioun a mir wäerte kucken, dass mer dat och nom Summer kënnen deposéieren, dass mer eeben d'Abordabilitéit nom Akommes vun den eenzelne Leit wäerten upassen, nämlech esou, dass deen Opwand, dee se mussen opbréngen, fir d'Locatioun ze bezuelen, nëmmen esou ass, dass och en dezent Liewe vun deene jeeweilege Schichte vu Leit, déi dohinnerkommen, ka gemaach ginn.

Iwwert d'Vente ass geschwat ginn. Och eng Vente wäert kommen an der Emphyteose, awer och mam Réckkafsrecht, wat e ganz wichtege Punkt ass.

An nohalteg am dräifache Sënn: eng Kéier beim Bau, beim Ënnerhalt a bei der Längt vun der Abordabilitéit. Mir hu jo gesot, dass mer dat ganz laangfristeg hei wäerten halen, déi ëffentlech Wunnengen, déi hei entstinn.

Dann: „Wunne mat der Wooltz", d'Zukunft vu Wolz hëlt Form un. An dat ass och de Slogan vun hinnen do uewen am Norden. An ech wëll ganz kuerz just nëmmen d'Eckdaten dovu soen. Dir wësst, et ass e Site vu 25,5 Hektar. Et ass eng al Industriebrooch, déi revaloriséiert gëtt, an et wäerten ëm déi 833 Wunnengen, soe mer 850, wa mer herno färdeg sinn, entstoen. A mir wäerte probéieren, 70 % an der Locatioun ze hunn, an dat steet och esou am Projet de loi dran.

Mir hunn de Projet de loi … An et sinn a sech zwee Projeten, well mer och déi Transparenz wollten hunn. Den éischte Projet de loi ass d'Sanéierung. Ech kommen herno nach eng Kéier op d'Sanéierung zréck. An dann den zweete Projet ass den eigentleche Wunnengsbau. An d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Ahmedova, huet et jo virdrun erklärt, et sinn a sech siwe PAPen. Sechs Wunnengs-PAPen an een ëffentleche PAP, wou mer virun zwou Wochen de Grondstee geluecht hunn, wou eng Maison relais, wou eng Schoul, wou eng Sportshal, wou wierklech d'Integratioun vun der Populatioun herno komme wäert, well déi grouss Schoul, déi do entsteet, rassembléiert alleguerten d'Leit oder d'Kanner, besser gesot, vu Wolz, déi an der Stad Wolz kënne wunnen.

Dat Ganzt ass net ohne. Jo, et kascht Suen. D'Sanéierung: 126,5 Milliounen. De Logementsdeel elo fir déi éischt dräi PAPen: 159 oder 160 Milliounen. Alles an allem: 286 Milliounen. Dat heescht, wéinst der Transparenz, wéinst herno och der Kontroll - wat ass dee Wunnengsbau, wat kascht deen eis? -, dass mer dat och kënne genau analyséieren. An duerfir hu mer och déi Transparenz gewielt.

Et ass jo net den éischte Site, dee mer sanéieren. An et ass virdrun e bëssen iwwert d'Sanéierung geschwat ginn. De Belval war en éischten esou gréissere Site, dee mer sanéiert hunn. De Feeler war deemools beim Belval - fir mech jiddefalls, wann ech dat elo réckbléckend kucken -, dass mer do awer d'Abordabilitéit e bësse vergiess haten an deem ganze Site. Am Ufank, wéi mer ugefaangen hunn um Belval, ass villes an d'Vente gaangen, wou mer awer elo amgaange sinn, och mat der Suessemer Gemeng ze kucken, fir dat awer elo peu à peu nozehuelen an och eng gréisser Abordabilitéit eranzekréien, wou och do Wunnengsgebaier an d'ëffentlech Hand wäerte kommen. An dat ass ganz wichteg.

Diddeleng steet virun der Dier. Schëffleng steet virun der Dier. Wolz ass dat, wat mer haut da wäerte stëmmen.

A wann ech iwwer Sanéierung schwätzen, da muss ech awer soen, jo, dann hu mer an der Vergaangenheet vläicht net genuch op d'Ëmwelt gekuckt. An ech ginn haut jo ganz vill domat konfrontéiert, dass de Wunnengsbau ze vill géif no der Ëmwelt kucken. Dass mer haut Problemer mat der Biodiversitéit hunn, ass net nei. Mir hunn et esouwuel mat der Flora, also mam Gréngs, awer och mat den Déieren ze dinn. Dat heescht, mir mussen haut och oppasse beim Wunnengsbau, wa mer Projeten an d'Natur setzen, egal wou et ass, dass mer och den zukünftege Generatioune keng weider Käschten operleeën, wa si an Zukunft musse Reparaturkäschte maachen, fir d'Biodiversitéit opzefänken.

Duerfir musse mer haut u muer denken. A wa se fréier un haut geduecht hätten, hätte mer vläicht déi Käschten net esou ze droen, déi mer mussen droen, wa mer haut déi Sanéierung musse maachen, déi extreem opwenneg ass. Jo - et ass virdru vun der Madamm Oberweis gesot ginn -, et gëtt eng ganz Rei Methodiken, déi hei gewielt gi sinn. An Dir hutt eng Fro gestallt, ech kann déi awer elo hei net stante pede beäntweren. Ech wäert dat awer noliweren. Et ass en Deel vun deem Buedem, dee wäert sanéiert ginn. Wou deen higefouert gëtt, dat läit an der Kompetenz vum Ëmweltministère. Ech wäert lech dat awer noreechen, fir do awer och Transparenz ze hunn.

D'Käschte sinn en Deel, dee beim Wunnengsbau wichteg ass. D'Käschten, déi musse räsonabel bleiwen. Duerfir ass en Equiliber, dee gesicht muss ginn tëschent der Densitéit an och dem Opwand, dee mer bedreiwen. Mir haten déi Diskussiounen, wéi mer elo zu Elme waren, wou mer dat um Site gekuckt hunn - och do hate mer en éischte Projet de loi, deen a sech just de PAP 1 beinhalt -, do hate mer iwwert d'Densitéit rieds. Mir wäerten do nach am zweeten, am drëtte PAP mat der Gemeng zesumme konstruktiv kucken, fir och d'Densitéit, fir dee Rapport tëschent Wunnengsbau an ëffentlechem Raum, deen entsteet …. Well mer vill mussen investéieren an den ëffentleche Raum. Mir wëlle jo eng Rückeroberung vum ëffentleche Raum. Mir wëllen, dass d'Leit dat erëm kënne profitéieren. An duerfir, wa mer vun Densitéit schwätzen, geet dat einher mat der Liewensqualitéit. An duerfir ass et wichteg, dass dat an de Pacte Logement 2.0 eragefloss ass, dass mer eis do zesumme mat de Gemenge Gedanke maachen: Wéi kënne mer dat gestalten? A wéi kënne mer déi Densitéit esou gestalten, dass dee Raum, deen entsteet, oder deen ëffentleche Raum och vun de Leit ka genotzt ginn?

An dat hu se jo hei zu Wolz ganz gutt färdegbruecht, well se ganz vill duerno gekuckt hunn - éischtens bei der Sanéierung vun der Wolz selwer, bei der Revaloriséierung vun dem Gréngs rondrëm -, dass dat Integratiivt vun deem ëffentleche Raum mam Wunnengsbau gekoppelt gëtt an dass de Verkéier méiglechst aus dem Quartier erausgehale gëtt, fir sech dann och do kënne fräi ze beweegen.

An et ass virdru vun der Gare geschwat ginn. Also d'Gare ass wierklech net wäit ewech dovun. Et gëtt e multimodale Site, deen do entsteet, mat Bus, mat Zuch, soudass do déi Komplexitéit vun der Mobilitéit a sech ganz gutt wäert goen.

Et gëtt och Privatberäicher, wou déi Densitéit eng Roll gespillt huet. Huelt d'„Rout Lëns" zu Esch. Dat ass e private Promoteur, deen do baut. A wann Der do iwwert d'Densitéit schwätzt, deen huet do eng ganz héich Densitéit. Firwat? Majo soss ass dee Site net ze sanéieren. Dann ass och dee Site ganz schlecht vun engem privaten a wirtschaftleche Gesiichtspunkten ëmzesetzen. An duerfir musse mer eis och bei ëffentleche Suen, déi mer an de Wunnengsbau investéieren, mat der Densitéit auseranersetzen.

An et ass vill hei driwwer geschwat ginn: Wat heescht dat fir Wolz? Wat heescht dat fir Wolz, wann et wiisst, wann et nach esou séier soll wuessen? Ech hunn awer gekuckt - an dat hate mer jo och an der Logementskommissioun gekuckt -, déi dräi grouss Projeten e bësse verglach, wéi se an deene leschte 15 Joer gewuess sinn. An do kann ech fir Kiele soen: Dir sidd ëm 1.500 Awunner gewuess, ëm 24 %, esou änlech wéi d'Bevëlkerung am Land. Wolz ass och ëm 1.500 gewuess, ëm 27 %. An Diddeleng ass ëm 3.500 gewuess, ëm 17 %.

Dat heescht, wat bréngen elo déi nei Projeten, déi dohinnerkommen? Bréngen déi eng Explosioun vun der Bevëlkerung? Nee, net onbedéngt. Et ass jo och do gewollt mat den Awunner, mat de Gemengeresponsabelen, dee Wuesstum esou ze steieren. Mir kënne séier gären iwwert d'Schnellegkeet vun deene Projete schwätzen. Mir mussen awer och dat Integratiivt vun der Gemeng mat de Gemengeleit, mat de Leit ugoen, fir dass déi Leit, déi zukünfteg dohinner wunne kommen, och ideal kënnen integréiert ginn. An dat gëtt op deenen dräi Sitte mat deene jeeweilege Gemengen diskutéiert. An do ass fir mech nach Loft no uewen, awer mir mussen dat gemeinsam ugoen. An duerfir ginn ech och dovun aus, dass mer déi Projeten do och am gudde Konsens kënnen eropsetzen.

Dann en Aspekt, dee mer awer u Wolz extreem gutt gefält: dass se sech eng Visioun ginn hunn. An et ass net onbedéngt d'Regierung, déi dat gesot huet do uewen. Nee, si hu sech selwer am Bottom-up déi Visioune ginn. An et ass virdrun dovu geschwat ginn, véier Aspekter. Ech mengen, de Max Hahn, wou ech elo grad opkucken, huet dat nach eng Kéier speziell gesot, déi véier Aspekter: Économie circulaire, Concept énergétique, Urbanisme a Gestion des déchets. Dat sinn Erausfuerderunge fir d'zukünfteg Generatiounen. Awer haut musse mer eis Gedanken driwwer maachen, wéi mer dat bauen a wéi mer dat och ëmsetzen. An ech mengen, dass dat do exzellent gelongen ass.

An duerfir sinn ech immens zouversiichtlech, dass déi Dynamik do entsteet, dass do och Aarbechtsplaze wäerten entstoen an dass deen Impuls fir d'Regioun wierklech ukënnt douewen am Norden. An duerfir sinn ech immens frou, fir dat hei nach eng Kéier kënnen ze betounen.

Da wëll ech awer net ofschléissen, ouni d'Gemeng ausdrécklech hei an de Viergergrond ze stellen. An déi Roll vun der Gemeng Wolz an deem ganze Projet ass wierklech exemplaresch. Si huet Facilitateur gespillt. Si spillt Katalysater, si spillt de Rassembleur bei ganz ville Projeten. Ech wëll déi aner Gemengen elo hei net manner ervirbréngen oder soen, dass si dat vläicht net maachen. Ech wëll awer soen, dass Wolz hei ganz exemplaresch virgeet. An do solle mer vläicht alleguerten dann och vun hinne léieren. Och dat ass jo déi Best Practice, déi mer wëllen iwwerall mat eriwwerbréngen. Si hunn dee soziale Volet, deem se an der Gemeng nogaange sinn. An den Emile Eicher huet et gesot, et sinn anerer, déi et hei gesot hunn, dat ass awer ganz wichteg. A si stellen de Mënsch an de Mëttelpunkt. Si probéieren, dat scho visionär unzegoen: Wéi kréie mer déi Leit beschtméiglech integréiert? Si hunn zum Beispill e Kümmerer mat agestallt - also dee Begrëff gëtt et an Däitschland -, fir dee Facilitateur ze maachen, fir ze kucken: Wat maache mer mat deenen neie Bierger? Wéi kréie mer se beschtméiglech an eis Veräiner, an eis kulturell Veräiner, an déi sportlech Veräiner integréiert? An duerfir sinn ech ganz iwwerzeegt, dass dëse Projet wierklech ganz nohalteg an der Regioun wäert e Signal setzen.

An duerfir sinn ech immens frou, dass déi ganz, ganz, ganz breet Zoustëmmung hei zum Projet gi ginn ass an och e ganz gutt Signal an den Norde schéckt. Dëst ass e Projet, dee cibléierte Wunnengsbau mécht, deen ëffentlech ass, deen abordabel an nohalteg ass.

An duerfir soen ech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7798. Den Text steet am Document parlementaire 7798[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7798 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7799. Den Text steet am Document parlementaire 7799[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7799 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

An domadder ass dëse Projet de loi och eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7829 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant : 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail

Mir kommen elo zum Projet de loi 7829, enger Ofännerung vum Aarbechtsrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dëse Gesetzesprojet gëtt am Kader vun der Coronakrisebewältegung nach eng Kéier gebraucht, an et gëtt fir d'zweete Kéier eng Verlängerung vun den temporären Dispositioune vum Artikel L. 585-6 vum Code du travail, déi mer schonn den 20. Juni 2020 agefouert hunn.

An deem Kontext vun der Coronakris a fir wärend dëser Kris auszehëllefen, war et esou, dass verschidde Betriber hire fréiere Mataarbechter, déi a fréizäiteger Pensioun waren, ugebueden hunn, fir zréck schaffen ze kommen. An d'Gesetz huet gemaach, datt se dat konnte maachen ouni Verloscht vun hire Rechter op hir Fréipensiounsvirdeeler.

Mat der Evolutioun vun der Pandemie koum et dunn Enn d'lescht Joer zu enger Erhéijung vun de covidpositive Fäll an och zu engem Manktem u Personal an de Spideeler an an de Gesondheetsstrukturen, soudass d'Gesetz vum 19. Dezember 2020 déi temporär Dispositioun bis den 30. Juni 2021 verlängert huet.

Dobäi koum, dass dës Dispositioun net fir all Salariéë gegollt huet, mee just fir d'Salariéen aus dem Gesondheetssecteur, de medezinneschen Analyselaboratoiren an dem Hëllefs- a Fleegesecteur, déi am meeschte betraff waren.

D'Gesetz huet och virgesinn, dass de Salarié, dee virun der fréizäiteger Pensioun an engem vun dëse Secteure geschafft huet, net méi verflicht war, bei säi fréiere Patron zréckzegoen. Si kënnen eng Aarbecht bei engem anere Patron, engem neie Patron aus dësem betraffene Secteur ophuelen.

Haut gesäit d'Gesondheetssituatioun natierlech besser aus. Mee de Mangel u qualifizéiertem Personal ass natierlech nach ëmmer do a wäert och nach eng Zäitche bestoe bleiwen. Dobäi kënnt och nach, dass an de leschte Méint ganz vill geschafft ginn ass an dat Personal och eng Kéier muss Congé huelen. A fir deenen och d'Recht op Congé ze garantéieren, gëtt déi Mesure hei nach eng Kéier verlängert, an dat bis den 31. Dezember 2021. An et wäert och esou sinn, dass dëst Gesetz den Dag nom Enn vun der aktueller Bestëmmung a Kraaft trëtt, fir all legal, juristesch Viden ze vermeiden.

Den Depot war den 1. Juni. De Rapport ass à l'unanimité an der Aarbechtskommissioun den 21. Juni ugeholl ginn.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der LSAP.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Georges Engel villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och merci dem Rapporter, dem Här Georges Engel, fir säin ausféierleche Rapport, souwuel mëndlech wéi schrëftlech. Deem ass u sech näischt bäizefügen.

Et ass eng gutt Saach, dass dat elo nach verlängert gëtt bis den 31. Dezember, obwuel et bedauerlech ass, dass et muss verlängert ginn, well mer eeben nach ëmmer an där Situatioun sinn, an där mer sinn. Mee et ass wichteg, dass mer domat d'Versuergung kënnen oprechterhalen. An et ass och wichteg, dass deene Leit hir Rechter domat erhale bleiwen.

Här President, erlaabt mer awer nach eng Remark un lech: Ech géif awer en Appell maachen, mir sinn an enger Covidsituatioun, mir kéinten hei an der Chamber och e CovidCheck maachen, da bräicht een net allkéiers nach mat deene Masken do sëtzen ze bleiwen. An ech géif do e groussen Appell maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An ech kann lech berouegen, mir sinn amgaang, déi Situatioun ze analyséieren. An duerfir brauche mer awer d'Totalitéit vun de Memberen, déi bei deem doten Exercice matmaachen an dat u sech deelen. A mir wäerten dat den nächsten Donneschdeg och nach eng Kéier an der Conférence des Présidents zur Sprooch bréngen. Merci villmools fir déi Remark, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Dës Verlängerung, déi fënnt och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Déi Leit, déi hei concernéiert sinn, sinn houfreg drop, fir en Deel dovunner ze sinn, fir kënnen ze hëllefen an där schwiereger Situatioun, an där mer hei sinn. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer hei déi Mesure nach verlängere bis den 31. Dezember, fir dass mer eeben op déi Leit am Gesondheetssecteur kënnen zréckgräifen, déi eis an dëser Situatioun hei nach kënnen hëllefen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, jo, merci un de Rapporteur fir d'Presentatioun an d'Erklärungen zu dësem Projet de loi. Et geet, wéi gesot, ëm eng zweet Verlängerung vun dësem Gesetzestext, wat jo och e bëssen de Problem vun de Ressourcen am Gesondheetssecteur weist.

Dës Kéier, wéi gesot, limitéiert den Text sech nach eng Kéier op de Secteur vun de Gesondheetsberuffer, also vun de gesondheetleche Soinen an Hëllefen an och vun de medezinneschen Analysen. Mir hu mussen op dës Persounen, déi an der Preretraite sinn, zréckgräifen, fir datt eise Gesondheetssystem an dëser Pandemieperiod nach konnt weider fonctionéieren an och weider ka fonctionéieren, well mir jo net wëssen, wéi et elo virugeet mat der Pandemie. Duerfir diskutéiere mir jo och haut iwwert dësen Text.

Dësen Text an och déi zwee viregt Texter hu virgesinn, datt den Employeur, dee Persoune mat dem Preretraitesstatus ugestallt huet, eng Lëscht vun de betreffende Persounen un de Ministère du Travail viruschéckt. Duerfir wollt ech nofroen, ob de Minister eis kéint Donnéeë ginn iwwert d'Unzuel vun de Persounen, vläicht och d'Qualifikatioun, déi an deenen zwou viregte Periode vun dësem Projet de loi betraff waren, virun allem déi Persounen, wéi gesot, déi am Gesondheetssecteur agesat goufen. Dëst si wichteg, weesentlech Informatiounen, fir den Asaz vun dëse Professionnels de la santé am Kader vun der Réserve sanitaire kënnen ze dokumentéieren, ze chiffréieren an och ze honoréieren.

Dat ass wichteg virun allem, fir kënnen ze estiméieren, wéi vill esou eng Réserve sanitaire ka bäidroen, fir eng Pandemie, esou wéi mir se bis elo erlieft hunn, ze meeschteren, a virun allem och, wéi dës Réserve sanitaire kann dozou bäidroen, fir nächst Pandemien - hoffentlech keng, mee et weess ee jo net, wéi et virugeet -, op d'mannst grad esou effikass ze meeschteren.

Dëst gesot, ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech wëll deem näischt bäifügen. Et ass leider erëm eent vun deene ville Gesetzer, déi am Kader vum Corona an eng Verlängerung musse gestëmmt ginn. An ech géif eis all wënschen, datt et déi lescht wieren, mee ech mengen, loosse mer Holz upaken a virsiichteg sinn. An ech ginn domadder den Accord vun der ADR zu dëser Verlängerung vun dësem Gesetz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Dat heiten ass erëm esou eng Situatioun: „Und täglich grüßt das Murmeltier." Mir verlängeren haut jo net nëmmen ee Gesetz, mee erëm eng ganz Hickecht. Ech hoffen, änlech wéi meng Virriedner, datt mer déi net nach eng Kéier musse verlängeren an datt mer hei endlech derduerch sinn. Merci fir den exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport vum Rapporter.

An domadder ginn ech eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

An d'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci och menge Virriedner an och dem Rapporter fir säin exzellente Bericht. Ech mengen, dat meescht ass gesot.

Ech wollt vläicht soen, dass mer selbstverständlech och am Gesondheetsberäich, esou wéi och an anere Beräicher vun der Aarbechtswelt, natierlech och Ausfäll ze verzeechnen haten. Duerfir ware mer natierlech frou, fir op déi Leit, déi schonn an der Preretraite sinn, kënnen zréckzegräifen.

Et muss een awer vläicht och ervirsträichen, dass dee System vun der Preretraite jo och e Lëtzebuerger Unikum ass. Dat ass eppes, wat et am Ausland ënnert där Form net gëtt, ëmsou méi ware mer frou, dass d'Leit sech fräiwëlleg gemellt hunn, fir dann anzesprangen. An et war evident, dass et d'Zil war, se doduerjer net ze penaliséieren. An duerfir hu mer dat Gesetz hei deemools, mengen ech, jo an Unanimitéit gestëmmt.

D'Fro ass komm, wéi vill Leit u sech dann dovunner profitéiert hunn. Ech hunn dat nogekuckt. Esou wéi d'Gesetz et verlaangt huet, hu 40 Leit dat dann och bei eis gemellt, dass se an där Situatioun wieren. Mir hunn awer och bei der Sécurité sociale nogefrot, an déi schwätze vun 90 Leit. D'Wourecht wäert dann iergendwou an der Mëtt leien tëschent 40 an 90 Leit, déi vun dësem System hei profitéiert hunn. Ech hoffen, dass ech domadder d'Fro, déi jo och an der Kommissioun gestallt gouf, da beäntwert hunn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7829. Den Text steet am Document parlementaire 7829[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7829 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. 7830 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7830, eng weider Ofännerung vum Aarbechtsrecht. An de Rapporter ass eng weider Kéier den honorabelen Här Engel.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Och dëse Gesetzesprojet huet erëm eng Kéier direkt mat der Coronakrisebewältegung ze dinn. Et ass e Gesetzesprojet, deen déi temporär Dispositioune vum Artikel L 121-6 vum Code du travail verlängert, déi am Gesetz vum 19. Dezember 2020 scho gestëmmt goufen.

Et ass esou, dass d'Aarbechtsrecht virgesäit, dass, wann e Salarié krank ass oder wann en net op d'Aarbecht ka goen, dësen direkt den éischten Dag de Patron iwwer seng Absence muss informéieren, mee awer och dem Patron e Certificat vum Dokter, fir seng Aarbechtsonfäegkeet ze bestätegen, muss liwweren, an dat spéitstens den drëtten Dag vu senger Absence. Just esou ass de Salarié dann och géint Entloossunge geschützt.

A wärend deene leschte Méint konnt den Isolatiouns- oder de Quarantänscertificat awer net esou séier ausgestallt ginn, datt déi Dräi-Deeg-Reegel och ëmmer konnt agehale ginn. Duerfir gouf da mam Gesetz vum 19. Dezember 2020 d'Period, fir dee Certificat d'incapacité de travail anzereechen, vun dräi op aacht Deeg verlängert, an dat bis den 30. Juni 2021, fir esou Entloossungen ze vermeiden a fir de Salarié net an eng schwiereg Situatioun ze bréngen.

Dës Dispositioun, déi mer den 19. Dezember geholl hunn, déi bleift haut awer och weiderhin noutwendeg, well déi Dräi-Deeg-Reegel nach net ëmmer ka garantéiert ginn an zousätzlech och elo méi op Schnelltester zréckgegraff gëtt, wou och d'Situatioun entstoe kann, datt et méi laang wéi dräi Deeg dauert, bis de Salarié sengem Patron e Certificat ka liwweren. An duerfir gesäit dëse Gesetzesprojet vir, déi aktuell Bestëmmungen elo ze verlängeren an dat bis den 31. Dezember vun dësem Joer.

Den Depot war den 1. Juni. De Rapport gouf à l'unanimité an der Aarbechtskommissioun den 21. Juni ugeholl.

Ech soe Merci duerfir an ech soe Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der LSAP.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Rapporter Georges Engel villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och e grousse Merci un den Här Engel fir déi Erklärungen, déi hie ginn huet, an dee Rapport, deen e gemaach huet. Ech mengen, wat een och muss ënnersträichen, dat ass bei deenen Avisen, déi virleie vun de Beruffschamberen, dass souwuel vun der

Patronatschamber wéi vun der Salariatschamber, dat och opgrond vun där aussergewéinlecher Lag vum Land, och ënnerstrach gëtt, wéi wichteg et ass, dass een dat mécht. Ech mengen, och dat misst ee soulevéiere bei esou engem Projet. A fir de Rescht kann ech d'Zoustëmmung gi vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Merci och nach eng Kéier dem Georges Engel fir seng Rapporten. Och bei dësem Projet gëtt d'DP-Fraktioun hir Zoustëmmung. Ech hat an der Kommissioun op en anere Punkt vun dem Gesetz vum 19. Dezember 2020 higewisen. Mir haten nämlech och, an dat war justifiéiert, am État de crise, eng Protektioun geschaaft, fir all Kënnegungen ze vermeide fir Leit, déi krank ware wärend dem État de crise. Allerdéngs ass déi Protektioun u sech haut nach ëmmer gülteg, well et sech ëm eng Mesure temporaire gehandelt huet, déi nach net opgehuewen ass.

An duerfir wollt ech dem Aarbechtsminister nach eng Kéier d'Fro stellen, awéifern dass mer och driwwer nodenken, fir vläicht dës Mesure temporaire elo opzehiewen, well se awer haut, nodeems den État de crise am Juni 2020 ofgelaf ass, vläicht awer net méi onbedéngt noutwendeg ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Jo, merci, Här President. An och merci un de Georges Engel fir d'Presentatioun vum Projet de loi. Et ass alles gesot ginn an déi gréng Fraktioun wäert och hei hiren Accord ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll da fir unzefänken och dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et geet alt erëm am Kader vun de Covidmesuren ëm eng Verlängerung, dës Kéier ëm d'Ofgi vun de Krankeschäiner. An ech ginn den Accord vun der ADR zu dëser Propos.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci och hei nach eng Kéier un de Rapporter fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et ass näischt weider ze soen. D'Piraten sinn derfir.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci, Här Rapporter. Och nach eng Kéier - ech mengen, et ass wierklech alles gesot - vläicht zu där Fro vun der Madamm Hartmann. Si hat déi nämmlecht Fro an der Kommissioun gestallt. Déi Sitzung drop hu mer vum Ministère aus eng Äntwert ginn. Mir hunn do eng aner Liesaart wéi d'Madamm Hartmann. Mir sinn der Meenung, dass déi Bestëmmung ausgelaf ass.

Ech sinn awer gäre bereet, dat nach eng Kéier mat hir zesummen ze kontrolléieren. Äre Parteikolleeg, deen lech ersat huet, huet seng Aufgab dann net gemaach an lech dee Message net weiderginn. Mee kommt, mir kucken dat nach eng Kéier zesummen! Mir sinn der Meenung, dass déi Bestëmmung ausgelaf ass. Mee, wéi gesot, ech si ganz gär bereet, dat nach eng Kéier zesummen ze kucken.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7830. Den Text steet am Document parlementaire 7830[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7830 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass och dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. 7764 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7764 iwwert d'Gesellschafte mat sozialem Impakt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

A Rapporter ass eng leschte Kéier fir haut den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Erlaabt mer, ier ech bei de Gesetzesprojet kommen, eng kleng Klammer ze maachen. Ech hunn e Message vu mengem gudde Frënd, deen haut ganz vill hei gelueft ginn ass, dem Fränk Arndt, kritt. An dee seet lech alleguerten e ganz grousse Merci, dass heibannen esou vill iwwert hien haut geschwat gouf, dass esou vill iwwer seng Stad Wolz geschwat gouf, wou e ganz frou driwwer ass, datt et och eng ganz schéi Stad ass, an dass en lech alleguer invitéiert, fir eng Kéier dohinner ze kommen.

(Hilarité et brouhaha)

A mir hoffen alleguer, dass mer e gläich eng Kéier gesond a monter erëmgesinn. En ass net krank, net dass ee mengt, e wier krank. Voilà!

M. André Bauler *(DP).*- En huet ganz schéin Uergelconcerten.

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- A mir soen him och nach eng Kéier vun hei aus Merci fir dat, wat en an der Stad Wolz alles mécht. Voilà!

Dann zum Projet de loi 7764. Dat ass e Projet de loi, deen ännert dat bestoend Gesetz vum 12. Dezember 2016 iwwert d'Sociétés d'impact sociétal, of, d'SISen, fir d'Iwwerpréiwungsverflichtung vun den SISen ze reduzéieren. Als Deel vum Kampf géint d'Coronakris huet d'Regierung eng ganz Rei vun ënnerschiddleche Moossnamen ergraff, fir de wirtschaftlechen Abroch ze vermeiden. All dës Moossname berücksichtegen awer net direkt d'Spezifizitéit vun den SISen.

Dach ass et awer esou, dass déi méi rezent gegrënnten SISe wéinst der Kris och Schwieregkeete kéinten hunn, besonnesch fir hiren Iwwerpréiwungsobligatiounen nozekommen. Well aktuell ass et esou, dass déi Iwwerpréiwungsverflichtunge fir alleguer d'SISe gëllen, an dat onofhängeg vum Ëmsaz, vum Bilanzwäert, vun der Unzuel vun de Mataarbechter a vun dem Grënnungsdatum.

Fir den SISen entgéintzekommen an amplaz elo spezifesch Hëllefen och fir si auszeschaffen, gesäit dëse Gesetzesprojet vir, d'Auditverflichtung ze reduzéieren, fir esou och déi direkt Käschten ze reduzéieren.

Mat dësem Gesetzesprojet ass et also esou, datt déi ganz kleng SISe mat engem Ëmsaz oder engem Nettovermëige vun ënner 100.000 Euro net méi verflicht sinn, hir Konte vun engem Auditeur iwwerpréiwen ze loossen. Fir d'SISe mat engem Ëmsaz vun 100.001 bis eng Millioun geet et duer, dass d'Konte vun engem Commissaire aux comptes iwwerpréift ginn. An alleguer déi, déi iwwer eng Millioun sinn, déi mussen dann en agreéierte Reviseur huelen, fir hir Konten ze iwwerpréiwen an approuvéiert ze kréien.

Dee Projet de loi hei gouf den 9. Februar 2001 deposéiert. De Staatsrot huet den 23. Mäerz e favorabelen Avis ginn. Den Institut des réviseurs d'entreprises huet kee favorabelen Avis ginn, well et kéint zu enger Verwirrung, zu engem Duerjernee kommen tëscht dem Rapport vum Réviseur d'entreprises an tëscht dem Rapport vum Kommissär. An dat géif och dem Standuert Lëtzebuerg schueden.

D'Chambre de Commerce huet dee Gesetzesprojet hei positiv aviséiert, si hätt awer u sech nach léiwer gehat, wa mer vun 100.000 op 200.000 Euro eropgaange wären, de Seuil eropgesat hätten.

An d'ULESS, dat ass d'Lëtzebuerger Unioun fir sozial a solidaresch Ekonomie, gëtt och e favorabelen Avis zu deem Projet, ënnersträicht awer, dass dee Gesetzesprojet, also dee Projet vun den SISen, onbedéngt nach eng Kéier komplett misst reviséiert ginn, dass eng Reform misst gemaach ginn, dass een iwwert dat ganzt Gesetz vum 12. Dezember 2016 nach eng Kéier misst schwätzen. Voilà!

Dee Projet de loi hei gouf unanime an der Aarbechtskommissioun de 17. Juni ugeholl - merci dofir!

Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Georges Engel villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Aly Kaes.

Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken wëll ech natierlech dem Här Engel villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Den Dezember 2016, wéi et scho gesot ginn ass, also viru gutt véier an engem hallwe Joer, ass dat Gesetz hei iwwert d'Solidarwirtschaft zu Lëtzebuerg a Kraaft getrueden. 2019 wier eigentlech d'Joer vum Bilan gewiescht, esou steet et an deem Gesetz, nämlech am Artikel 15, wou u sech ganz kloer drasteet, datt eng Evaluatioun misst gemaach gi spéitstens dräi Joer, nodeems dat Gesetz a Kraaft ass a spéitstens den 31. Dezember.

Eis ass awer net bekannt, datt eng ganzheetlech Bestandsopnam an deem Sënn oder am Sënn vum Gesetz gemaach ginn ass. D'ULESS, den Daachverband vun der Solidarwirtschaft, schreift an hirem Joresrapport zwar vun enger Analys vum Mee 2020 vusäite vum Ministère, wou se och laut hinne consultéiert goufen. Vill méi ass eis awer an deem Sënn net bekannt.

Et geet hei rieds vu manner Contraintë fir déi kleng Entitéiten. An deem Sënn versti mer dëse Projet a sech och ganz kloer, niewent deem, wat de Rapporter elo gesot huet am Kader vu Covid. D'Astelle vun engem méi deiere Finanzrapport duerch e Reviseur spillt eréischt ab engem Chiffre d'affaires vu méi wéi enger Millioun. Ech mengen, och dat ass gesot ginn. Dat begréisse mer. Dat bedeit awer am ëmgekéierte Sënn, jo, datt d'Opsiicht vum Ministère iwwert déi aner u Bedeitung gewënnt a virun allem och, datt d'Abuse solle wierklech verhënnert ginn. Ech mengen, dat ass ganz wichteg. An een, dee grad an deem Beräich och d'Verantwortung huet, hält drop, datt dat wierklech gemaach gëtt. Mir hunn alleguerte keen Interessi, datt iergendeppes do net an der Rei ass.

Ben, ech hat och an deem Sënn schonn 2016 gesot, datt et extreem wichteg ass, datt de Ministère déi Kontrolle ganz seriö hëlt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat jo dann awer och 2016 beim initiale Projet gesot, datt an enger Gesellschaft, wou déi materiell Wäerter enorm wichteg sinn, mee wou am gläichen Zäitraum d'Ausgrenzung, d'Marginalisatioun, jo d'Inegalitéiten am grousse Ganzen zouhuelen oder awer zumindest net ofhuelen, et u sech un der Politik ass, e Mouvement ze ënnerstëtzen, dee Léisunge bréngt fir eng méi gerecht inklusiv Gesellschaft am Sënn vu méi sozialer Kohäsioun. Dat stëmmt haut vläicht méi wéi jee. An duerfir sti mer och zukünftegen Upassungen am Sënn vun enger Stäerkung vun der Solidarwirtschaft oppe géintiwwer.

D'ULESS huet an hirem Avis eng Rei Pisten opgezielt. Niewent enger Upassung vun de steierleche Bestëmmunge sollen Hëllefen zum Beispill fir sozial Innovatioun agefouert ginn. Och soll gekuckt ginn, Norme fir d'Miesse vum gesellschaftlechen Impakt vun dësen Entitéiten ze schafen.

Ier et awer esou wäit ass, Dir Dammen an Dir Hären, wiere mer frou, wa mer endlech kéinten déi Analys vum Ministère virgestallt kréien, am Sënn vun enger wierklecher Bestandsopnam, déi op dem Austausch mat allen Acteure fousst. Dozou gehéiere virun allem och d'Beruffskummeren. Ech denken do zum Beispill un d'Handwierkerkummer an och un de Konkurrenzrot, well, et ass zwar elo méi roueg ginn, mee mir haten an der Vergaangenheet ëmmer erëm Diskussiounen iwwer Concurrence déloyale. Och d'Evaluatioun vun de Sozialklausele bei ëffentlechen Ausschreiwunge vusäite vum Staat an de Gemengen, domat soll sech ausserneegesat ginn. Dëst sinn, wéi gesot, nëmmen e puer Pisten, déi an eisen Ae sollten an där Evaluatioun diskutéiert ginn.

Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV steet natierlech dofir, d'Solidarwirtschaft ganz kloer an all senge Formen ze stäerken. Eng differenzéiert Approche, wéi se an dësem Projet virgesinn ass, mécht also Sënn. Se bedeit awer och méi e geneet Hikucken, wéi ech et scho gesot hunn, vum Ministère.

Dat gesot, géif ech och den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An dann ass d'Wuert fir déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Och dës Kéier nach eng Kéier merci dem Rapporter fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, och mengem Virriedner fir seng Ausféierungen. Ech géif mech drop beschränken, den Accord vun der Demokratescher Partei ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Villmools merci fir dem Georges Engel säi Rapport a villmools merci fir dem Aly Kaes seng Iwwerleeungen, fir eng Bestandsopnam vun deem Gesetz ze maachen. Ech géif mech där Demande am Numm vun eiser Fraktioun uschléissen, fir dass mer eng Kéier kënnen de Bilan iwwert d'Solidarwirtschaft maachen, notamment iwwert déi Concurrence-déloyales-Geschichten, dass mer do e wéineg méi kloer gesinn.

Voilà, ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun an deem Sënn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools merci och vun eiser Säit un de Rapporter, an och déi Bemierkung vum Här Kaes war jo ganz interessant. Mir haten 2016 géint dat Gesetz gestëmmt, eebe just och wéinst där Diskussioun ronderëm dee Réviseur d'entreprises an déi Käschten, déi dat verursaacht.

Duerfir si mer frou, datt dat elo zum Deel aus dësem Gesetz eraus ass. Mir wären awer wierklech och frou, wa mer dat ganzt Gesetz eng Kéier kéinten a Rou iwwerpréiwen, well et sinn nach eng Rei Dispositiounen dran, déi ee wierklech nach kéint änneren. Duerfir ass déi Iddi vun engem Rapport méi wéi wëllkomm.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Villmools merci un de Rapporter fir dee gudde Rapport. Mir begréissen natierlech dës Adaptatiounen, déi am Kader vun der Pandemie am Gesetz iwwert d'SISe gemaach goufen an déi dann och bäibehale solle ginn. Genee wéi de Staatsrot et schreift, si mär och der Meenung, datt eng SIS iwwerhaapt kee Reviseur bei engem Chiffre d'affaires vun null bis enger Millioun brauch.

De Cahier des charges vun de Reviseuren, wat den Audit ubelaangt, misst onbedéngt un dee vun den SISen ugepasst ginn. Si maachen nämlech absolutt keen Ënnerscheed zwësche profittorientéierte Firmaen an den SISen, wou je awer e groussen Deel vum Benefiss de sozialen Impakt ass. Dee loosse si komplett ausser Uecht.

D'Reviseuren interpretéieren d'Texter och net ëmmer ganz richteg, well se net am Coup sinn, wat d'Kooperative betrëfft. Esou behaapte si dann zum Beispill, datt d'Kooperativen hir Statuten oder hir Statutenännerungen och iwwer en Notär misste maache loossen, wat awer absolutt net stëmmt.

An engem ganz konkreete Beispill huet de Reviseur den Text « La rémunération annuelle maximale des salariés ne doit pas excéder un plafond correspondant à six fois le salaire social minimum » esou interpretéiert, wéi wann dee Plafong dee vun alle Salariéen zesummen aus engem Betrib wier. Eieieieiei!

Wat dann d'Commissaires aux comptes ugeet, do misst onbedéngt och eng Definitioun virleien. Fir datt all déi Kontrollorganer standardiséiert un hir Aufgab erugінn, misst och e Guide vum Ministère de l'Économie ausgeschafft ginn. Dës Ännerunge gi ganz kloer an déi richteg Richtung. Mee geneesou, wéi et an der ULESS hirem Avis steet, si mir och der Meenung, datt eng Reform vum Gesetz vum

12. Dezember 2016 no dräi Joer - an Dir hutt et och gesot, Här Kaes -, hätt misse gemaach ginn, esou wéi dat och versprach gouf respektiv wéi et souguer an deem Gesetz steet. Dëst ass elo schonn iwwerfälleg.

Datt et bis ewell nëmmen esou eng 30 SISe gëtt, beweist jo och net grad dee ganz grousse Succès vun dëser Aart a Weis, fir d'Betriber ze geréieren. Donieft gëtt net genuch iwwert déi SISen informéiert, soudass och méi oder manner jonk Entrepreneuren an Entrepreneurinnen oft näischt vun dëser Aart vu Societéit wëssen.

Eng Ännerung, déi mir eis virstelle kéinten en vue vun enger gréisserer Reform, huet mat der Gouvernance ze dinn. D'SISe ginn am Moment geréiert wéi eng normal Entreprise. Mir hu schonn 2016 gesot, datt d'SISe méi eng demokratesch Gouvernance missten hunn. Dëst ass a Frankräich anescht gereegelt wéi hei.

De Staatsrot huet dat deemools a sengen Avisen och scho geschriwwen: « Une gouvernance démocratique qui, selon la loi française, doit être comprise comme „définie et organisée par les statuts, prévoyant l'information et la participation, dont l'expression n'est pas seulement liée à leur apport en capital ou au montant de leur contribution financière, des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise" », esou datt all Concernéierten a Salarié, onofhängeg vum Kapital, wat en abruecht huet, sech besser kéint abannen.

Här President, et misste méi Incentivë geschafe gi wéi déi steierlech Erliichterungen, Aidë fir innovativ Projeten, Hëllefen, fir déi vill Paperassen auszefëllen, a miessbar Normen, fir den Impact sociétal kënnen ze berechnen. Eng méi staark Presenz vun SISen an domat och eng Stäerkung vum sozialen an ekologesche Benefiss heescht och, dass d'Wirtschaft sech allgemeng aneschters entwéckele kann an zwar an eisen Aen an eng méi positiv Richtung.

De Staat kéint zum Beispill bei Ausschreiwunge sozial an ekologesch Krittäre festleeën an domadder och d'SISen an déi méi uechtsam Aart a Weis ze wirtschafte fërderen. Wann et awer keng oder net genuch SISe gëtt, well et net interessant genuch ass, da geléngt eis dat awer leider net. Et ass jo och eng Ëmfro gemaach gi bei den SISen. A mir froen eis, ob déi Äntwerten och eragefloss sinn an dës Adaptatioune respektiv ob déi aner Adaptatioune wäerten erfléissen, wann d'Gesetz op de Leescht geholl gëtt.

Mir hoffen op alle Fall, datt op déi besteeënd SISe gelauschtert gëtt, fir d'Kritikpunkten um Gesetz besser kënnen ëmzesetzen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un de Rapporter Georges Engel hei fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech kéint elo ganz laang decortiquéieren, wat elo grad gezielt gouf. Ech loossen dat awer sinn, well ech mengen, datt eng Rëtsch vun deenen Argumenter scho virbruecht goufen, och an de Kommissiounsaarbechten, an datt mer do net nach eng Kéier mussen drop agoen.

Mat dësem Gesetz, an dat ass, mengen ech, dat Wichtegst, entlaaschte mer kleng Organisatiounen, déi sech zu Lëtzebuerg fir de gudden Zweck asetzen, sougenannten SISen.

Mat dësem Gesetz musse se also net méi fir all Bilan direkt bei e Réviseur d'entreprises goen. Kee Wonner, datt d'Réviseurs d'entreprises dat net esou gutt fonnt hunn; dat ass ëmmerhin hinnen d'Botter vum Brout geholl. Mee virun allem fir déi Kleng, déi en Actif vu manner wéi 100.000 Euro hunn, war dëst einfach eng onnéideg a virun allem eng ze grouss finanziell Belaaschtung. An duerfir begréisse mir Piraten och dës Gesetzesännerung.

Mir fuerderen, datt all den Organisatiounen, déi sech hei am Land fir e gudden Zweck asetzen, esou mann wéi méiglech administrativ Steng an de Wee geluecht ginn. An dat hate mer och schonn 2018 gemaach, wéi mer eng Proposition de loi deposéiert haten, fir bei den ASBLen d'Obligatioun vun der Publikatioun vum Membersregëster ze sträichen, eng ganz kuerz Propositioun vun engem Saz. De Conseil d'État huet et leider bis haut net a säi Kalenner bruecht, fir en Avis zu där Proposition de loi ofzeginn, eppes, wat ech ganz schued fannen. A vläicht, esou wéi virdrun hei en Appell fir de Covid-Check gemaach gouf, dann hei net en Appell un eis selwer, mee vläicht eng Kéier en Appell un de Staatsrot: Deen Text läit elo dräi Joer do, kuckt lech en eng Kéier un! En ass wierklech net laang, an da kënne mir hei an der Chamber eis Aarbecht maachen.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, musse mer derfir suergen, datt kleng Strukturen, déi sech fir de gudden Zweck asetzen, net vun onnéideger Bürokratie blockéiert ginn. Mir mussen hinnen de Wee einfach maachen a mir musse se encouragéieren. A genau dat probéiere mer mat deem heite Projet. An duerfir wäerte mir Piraten en och direkt mat Jo stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci och nach eng Kéier, Här President. Merci och nach eng Kéier un de Georges Engel fir den exzellente Rapport. U sech kéint ech mer et ganz einfach maachen an et ganz kuerz maachen. Hei setze mer eng Mesure vun der administrativer Vereinfachung duerch, déi zousätzlech nach de Virdeel bréngt, dass se d'Käschte fir d'SISen erofsetzt, fir eng ganz Rei vun deenen SISen, déi mer hunn. An domadder schafe mer eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen an erméiglechen enger ganzer Rei vun SISen en ekonomescht Iwwerliewen, wat, mengen ech, an eiser allegueterte Sënn ass.

Ech wëll awer just heibäi bemierken, dass dat, wat vum Här Kaes elo hei an d'Diskussioun bruecht ginn ass, dass mer u sech missten eng Revisioun maache vum Gesetz vun 2016, vu mir selwer an der Kommissioun thematiséiert ginn ass. Eng ganz Rei vun deene Riedner, déi elo hei geschwat hunn, waren an där Kommissiounssëtzung net derbäi, soss hätte se dat gewosst. Et ass also och d'Uleies vun der Regierung, fir dat Gesetz nach eng Kéier op de Leescht ze huelen. Mir mussen allerdéngs do och d'Reform vum ASBLsgesetz ofwaarden, wat jo och an der Maach ass, wou d'Justizministesch ganz äifreg dru schafft. An dat ass, mengen ech, och néideg, well do musse mer eis konform setze mat enger europäescher Direktiv.

Am Kader vun deenen Diskussioune wäert dann och nach eng Kéier iwwert d'Reform vun den SISe geschwat ginn. An ech wëll dann och nach eng Kéier preziséieren, dass mer 30 bis 35, et ass gesot ginn, SISen zu Lëtzebuerg hunn. Mee zousätzlech zu deene fonctionéieren natierlech eng ganz Rei vun Initiative-sociallen, och Atelier-protégéen, soudass also d'Zuel net esou niddreg ass, wéi dat virdrun hei ugeklongen ass, mee weesentlech méi héich.

An ech mengen, dass mer op engem gudde Wee sinn, fir d'Solidarwirtschaft zu Lëtzebuerg ze developpéieren. An dee sollte mer och zesumme weidergoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Minister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7764. Den Text steet am Document parlementaire 7764[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7764 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

15. Résolution de M. Sven Clement concernant la déclaration du Luxembourg en zone de liberté LGBTIQ+

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 913 de ce compte rendu)

Ofschléissend kéime mer dann nach zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun, déi vum Här Sven Clement deposéiert ginn ass a wou gefrot gëtt, datt ganz Lëtzebuerg offiziell zu enger LGBTIQ+ Freedomzone soll erkläert ginn.

Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Resolutioun wéilt huelen? Den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe Merci fir de Projet vun der Resolutioun, déi mer haut virgeluecht kruten. Mir hunn do eng Rei Observatiounen och iwwert de Rôle vum Europaparlament.

Dat Éischt ass: D'Europaparlament huet eng Rei vu Kompetenzen, an et ass e rechtstaatleche Prinzip, datt e Parlament, eng Institutioun, sech un déi Kompetenzen hält, déi et huet, a sech keng uneegent, déi et net huet. Esou wéi d'Europaparlament dës Woch och de Matić-Rapport ugeholl huet, ass dat hei och eng Diskussioun, déi u sech an d'national Kompetenze vun de Memberstaate fält an net an déi vum Europaparlament.

Et ass jo och esou, datt, wann d'Europaparlament hei eng Notioun aféiert wéi déi vu Freedomzone, déi u sech keng rechtlech Definitioun huet, dann ass déi éischt Fro, déi mir eis stellen: Wat ass iwwerhaapt domadder gemengt? Gi mer do iwwert d'Grondrechter eraus, déi an der Europäescher Charta fir Mënscherechter oder fir Grondrechter virgesi sinn? Wat heescht déi Notioun? Wat sinn d'Konsequenzen? Mir wëssen et net.

Heescht dat, datt mer elo all Revendicatioune sollen unhuelen? Heescht dat, datt mer extra Rechter sollen aféieren, e Genre vu positiver Diskriminéierung? Och dat wësse mer net.

Dat Zweet ass: D'Piraten soen hei, d'ungaresch Parlament hätt do Rechter beschnidden. Mir gesinn dat ganz anescht. De Sënn vun deem ungaresche Gesetz ass kloer, datt d'Erzéiung vun de Kanner soll den Eltere virbehale sinn. An dat ass en Uleies, wat mir och prinzipiell deelen. Et ass eng Saach, déi an der nationalstaatlecher Kompetenz läit. D'Europäesch Unioun huet keng Kompetenz, wat d'Erzéiung vun de Kanner ugeet.

Dat Drëtt, wat mer och hei gesinn, dat ass, datt eeben d'Europäesch Kommissioun dozou Kommentare gemaach huet, wéi och aner europäesch Staaten. Mir fannen dat ongléckelech. Wéi gesot, mir mussen hei eng kloer Differenz maachen tëschent deem, wat eng national Kompetenz ass, an deem, wat eng europäesch Kompetenz ass. Mir wëlle keng Diplomatie, déi Europa spléckt, mee eng Diplomatie, déi Europa zesummeféiert.

Elo gëtt hei proposéiert, Lëtzebuerg zu enger Freedomzone ze erklären. Och hei stelle mer d'Froen: Solle mer hei Rechter ginn, déi iwwert dat erausginn, wat fir all Bierger vun dësem Land, fir all Resident, fir all Lëtzebuerger an eiser Verfassung souwisou virgesinn ass? Wat soll dat konkreet heeschen? Si mer an engem Staat, deen elo aner Rechtskategorië fir verschidde Leit soll schafen? Wien ass deen nächsten no der LGBTIQ+-Community, dee sech dozou beruff fillt, Freedomzones oder aner Saache fir sech ze reklaméieren? Oder wat soll eist Parlament nach ausruffe fir wéi eng Kategorië vu Leit?

Mir als ADR hunn eng kloer Positioun dozou. Mir hunn alleguer hei am Land déi selwecht Rechter a Bezuch op d'Grondrechter, a Bezuch op eis Fräiheeten a mir maachen do keng Ënnerscheeder. A mir gesinn och net, datt mir sollten iergendeng Form vun Diskriminéierung, positiv oder negativ, aféieren oder toleréieren.

Eis Prioritéit ass ganz kloer. An dësem Kontext wëll ech se nach eng Kéier ënnersträichen: Keng Diskriminéierung, net positiv, net negativ! Mir engagéieren eis virun allem fir de Schutz vun der Famill.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann huet den honorabelen Här Yves Cruchten d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Här President, ech wollt et eigentlech vun menger Plaz aus maachen, mee nodeems ech mengem Virriedner nogelauschtert hunn, muss ech awer elo eng Kéier kuerz opstoen.

(Hilarité)

An ech muss och hei eng Kéier kloer soen, dass ech mat näischt, wat den Här Kartheiser hei gesot huet, averstane sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Hei geet et net ëm extra Rechter. Hei geet et ëm déi fundamental Wäerter, déi mir an der Europäescher Unioun hunn. An op déi huet sech och d'Europaparlament baséiert, wéi si hir Resolutioun geholl hunn. Dat sinn déi Rechter, déi hei fir jiddwereee gëllen. An et ass selbstverständlech, dass mer allegueren als Memberstaate mussen Efforte maachen, fir och der Communautéit vun de Schwulen, de Lesben, den Transsexuellen, den Intersexuellen, all deenen déi selwecht Rechter zouzegestoen wéi all deenen anere Leit, déi hei am Land liewen. An duerfir fannen ech et eigentlech eng richteg gutt Saach, dass de Sven Clement d'Initiativ geholl huet, fir déi Resolutioun hei ze deposéieren.

Ech wëll och drun erënneren, an e schreift dat och selwer a seng Resolutioun, dass et jo och eng kommunal Initiativ gouf, déi dat dote mécht. Vill vu menge Parteikomeroden hunn dat an hire Gemengeréit op den Ordre du jour bruecht. An den Här Sven Clement huet och e puer Gemenge genannt. Et ass awer just de Problem, wann een eng Lëscht mécht, wann ee bis ufänkt, Leit opzezielen, da vergësst een emol gären een. Duerfir géif ech awer gären hei nach ënnersträichen, dass nieft der Stad Lëtzebuerg an der Stad Esch an der Stad Rëmeleng, déi an der Resolutioun genannt ginn, och d'Gemenge Réiser, Beetebuerg, Luerenzweiler, Rammerech a Suessem schonn déi Resolutioun ugeholl hunn an dass och nach Buergermeeschteren, déi mer och an der Partei ganz no sinn, mer scho gesot hunn, dass si an hirem nächste Gemengerot dat selwecht wäerte maachen.

Duerfir, déi heite Resolutioun kritt eis voll Ënnerstëtzung an ech gi souguer nach méi wäit: Ech huele se gären och fir meng Partei als Usporn, fir dass mer nach méi sollte maachen. Mir sinn, ech hunn dat elo de Mëtten nach gekuckt, am Rainbow Europe Index - déi stellen all Joer en Index zesummen, wéi d'Länner ëmgi mat der Diskriminatioun vun der Communautéit vun LGBTIQ+ - weltwäit op enger drëtter Plaz. Dat ass phenomenal! Dat ass super, dass Lëtzebuerg esou héich quotéiert ass. Mee ech hunn awer och gesinn, dass mer eigentlech an deem Index nëmmen eng 72 %, 73 % erreechen. Also, et ass nach e bësse Sputt do an dat huele mir, ech a meng Partei, eescht, fir och an den anere Punkte vun de Mënscherechter nach weider ze kämpfen. Op alle Fall, déi Resolutioun hei huet eis Ënnerstëtzung verdéngt, an eigentlech misst se déi vun der ganzer Chamber kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz, well et ass relativ einfach. Mir wäerten dës Resolutioun natierlech ënnerstëtzen. Mir si géint all Form vun Diskriminatioun. Jiddwereee soll déi selwecht Rechter hunn. Also kréien d'Piraten hei e Jo vun der CSV.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech kommen och heihin, well et mer wichteg ass ze betounen, datt mir Gréng eis där doter Resolutioun ganz kloer uschléissen.

Ech wéilt awer och e positiivt Wuert iwwert d'Benelux verléieren, déi hei eng Virreiderroll gespillt huet, wéi schonn esou oft an der Geschicht vun Europa. D'Benelux huet am Fong d'Initiativ ergraff, fir zum Desaccord zu deem ungaresche Gesetz opzeruffen, wou een einfach muss soen: Mir sinn en Deel vun der Benelux an dat mécht eis als Deelland ëmsou méi houfreg! An ech muss soen, mir sinn och als Delegatioun do ganz aktiv.

Ech wéilt dann awer och deene Gemenge Merci soen, déi schonn de Schrëtt geholl hunn, fir déi Resolutioun bei sech selwer ofzestëmmen. Si si virdru genannt gi vum Yves Cruchten. An dat ass natierlech de Wee, dee Lëtzebuerg sech soll gi fir d'Zukunft. Mir sinn e Land, wat nach ëmmer zu de Grondrechter stoung. Mir sinn e Land, wat weiderhi géint Diskriminéierung soll antriede. A wann een dann héiert, wat hei de Vertrieder vun der ADR seet - an et ginn nach aner där Parteien an der EU, déi hei net esou mat eis zéien -, do kann een nëmme soen: „Da schweigt des Sängers Höflichkeit!" Et fënnt een ëmmer erëm Argumenter, fir sech als Rietspopulist ze diskreditéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Als nächst ass d'Wuert fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk).*- Jo, ech wéilt och e puer Wuert dozou soen, well et eng wichteg Fro ass. Also, mir begréissen natierlech dës Initiativ an ech si besonnesch frou, dass déi aner Parteie se och matdroen. Ech fannen dat immens schéin an immens wichteg, dass mer esou en Zeeche setzen. Ech fannen, dass et och virun allem ëm Solidaritéit geet. Et geet net ëm extra Rechter, wéi gesot, et geet ëm Solidaritéit mat ënnerdréckte Leit. An ech géif mer souguer wënschen, mir géife méi wäit goe wéi just an deem heite Fall. Et misst ee méi oft solidaresch si mat ënnerdréckte Mënschen an der ganzer Welt.

An ech wéilt dem Här Kartheiser och soen, dass en net soll d'Famill an individuell Rechter géigeniwwersetzen. Dat geet Hand an Hand. Eng Famill kann och just fonctionéieren, wann déi eenzel Membere glécklech sinn an epanouéiert sinn an hire Rechter. Dat kann een net géigeniwwersetzen.

Merci.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. An da wier et un honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gilles Baum** *(DP).*- Merci, Här President, a merci de Piraten fir dës Resolutioun, déi eis absolutt Ënnerstëtzung fënnt. D'Demokratesch Partei steet fir Toleranz, si steet fir Villfalt, si steet fir Mënscherechter, si steet fir Solidaritéit a si steet fir Gläichheet. An et ass genau dat, wat dës Resolutioun fuerdert. An duerfir wäerte mir déi natierlech zu 100 % ënnerstëtzen.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Da kritt d'Wuert nach den Här Sven Clement als Auteur vun dëser Resolutioun.

■ **M. Sven Clement** *(Piraten), auteur.*- Merci, Här President. Merci och där ganz, ganz breeder Majoritéit hei an der Chamber, fir dat heiten ze ënnerstëtzen. Mir reien eis domadder genau géint verschidde Länner an, déi haut "LGBTIQ-free zones" deklaréieren. Ech kucken op Polen. D'Tierkei knëppelt eng Pride nidder. Ungarn setzt Pedophilie mat Homosexualitéit gläich a gängelt souguer Fussballfans aus Holland, wa se wëllen e Fändel mat an de Stadion huelen.

Famill ass méi wéi nëmme Mann, Fra a Kanner.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Sven Clement** *(Piraten), auteur.*- Et gi Reebou-Familljen. Dat kënnen zwou Frae sinn, dat kënnen zwee Männer sinn an et gëtt nach eng ganz Rëtsch aner Familljebiller, déi vläicht net jiddwerengem hei an de Krom passen. Mee Léift ass Léift an et kann een dat net einfach esou ignoréieren.

A genau duerfir geet et hei net drëm, méi Rechter, nei Rechter ze schafen. Et geet drëm, en Akt ze setzen, Rechter ze reaffirméieren, d'Recht op Léift ze reaffirméieren, nämlech dat Recht, wat Verschiddener heibannen - leider, mee glécklecherweis just eng Minoritéit - Leit wëllen ewechhuelen. A genau duerfir, mengen ech, ass et wichteg.

A vläicht nach eng kleng Erklärung, firwat ech mech op deen ee Saz, eng Ausso, een Invite aus der Resolutioun vum Europaparlament limitéiert hunn: Ma ganz einfach, well deen zweete war: „[...] denounces all forms of violence or discrimination against persons on the basis of their sex or sexual orientation." Dat musse mir hei zu Lëtzebuerg glécklecherweis net stëmmen, well dat steet schonn am Code pénal. A wie sech net dorunner hält, deen huet dann e Rendez-vous um Geriicht.

Ech fannen dat hei e wichtegen Akt. Ech soen Iech allegeuerte Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Kartheiser nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Fait personnel, Här President, well d'Madamm Oberweis mech eng Kéier do appelléiert hat op eng Bemierkung, déi ech gemaach hunn. Ech wollt soen, datt mir eis fir d'Famill engagéieren, well et hei am Land nach ganz vill Problemer gëtt an deem Beräich, deene mer eis kënnen unhuelen. Zum Beispill am Scheedungsfall, wa Pappen oder deenen hir Elteren, heiansdo d'Mammen, hir Kanner net méi ze gesi kréien, e reelle Problem, deen hei en immenst Gewiicht huet.

An ech froe mech heiansdo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat se an Ungarn géifen denken, wa se wéissten, wéi mir hei Mamm a Papp nennen, als „parent qui a accouché de l'enfant" an „autre parent de naissance", als Parent 1 a Parent 2. Ech mengen, et wäre vill Problemer, déi bei eis hei am Land sinn, déi mer och emol sollten thematiséieren. An ech gesi mat grousser Suerg, well den Här Margue virdrun och en Deel vun där neier Constitutioun hei deposéiert huet, datt de Staat an där Constitutioun och wëllt mat derzou bäidroen, datt d'Eltere manner Erzéiungsrechter iwwer hir Kanner hunn an de Staat sech wëllt substituéieren.

Ech mengen, mir hunn hei am Land ganz, ganz vill ze maachen, fir eis Familljen ze verdeedegen. An dat do ass wierklech eis mannste Suerg. Mir hu reell Problemer an dësem Land a mir wëllen déi als ADR upaken, fir d'Familljen ze ënnerstëtzen an hinnen ze hëllefen.

Merci.

■ **M. Sven Clement** *(Piraten), auteur.*- D'Dinosaurier sinn och ausgestuerwen.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Kartheiser.

Elo komme mer zum Vott vun dëser Resolutioun. De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun mat 56 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la résolution est adoptée par 55 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gilles Baum), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.55 heures.)

SÉANCE 63

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

Mercredi 30 juin 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes**
   - Exposé : Mme Nancy Arendt épouse Kemp (dépôt des motions 1, 2 et 3)
3. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nancy Arendt épouse Kemp**
   - Exposé : Mme Nancy Arendt épouse Kemp
4. **Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes (suite)**
   - Exposé (suite) : Mme Nancy Arendt épouse Kemp (dépôt de la motion 4)
   - Débat : Mme Carole Hartmann - M. Dan Biancalana - Mme Chantal Gary - M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Octavie Modert et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 5) - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson
   - Motion 1 : Mme Josée Lorsché - Mme Nancy Arendt épouse Kemp
   - Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
   - Motions 2 et 3 : M. Gilles Baum - Mme Nancy Arendt épouse Kemp
   - Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)
   - Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)
   - Motion 4 : Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - Mme Nancy Arendt épouse Kemp
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Motion 5 : M. Dan Biancalana - Mme Nathalie Oberweis
   - Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission (adopté)
5. **Question élargie n° 103 de M. Laurent Mosar relative à la publication des données fiscales par les grandes multinationales**
   - M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Franz Fayot
6. **7812 - Projet de loi concernant la participation du Luxembourg à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la Banque africaine de développement**
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Claude Haagen - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **7677 - Projet de loi portant organisation des contrôles du transport de l'argent liquide entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg et mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005**
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Dan Biancalana - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. **7734 - Projet de loi portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification**

   1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

   2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;

   3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Dan Biancalana - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. André Bauler - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement - M. Gilles Roth - M. Yves Cruchten - Mme Nathalie Oberweis
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
9. **7831 - Projet de de loi modifiant la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Yves Cruchten) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice.*- Nee, Här President.

www.chd.lu

2. Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vun der Madamm Nancy Arendt épouse Kemp iwwert de sexuelle Mëssbrauch vu Kanner an Erwuessenen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Chantal Gary, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, déi honorabel Madamm Nancy Arendt. Madamm Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV), interpellatrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'Wuert. An der Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun gëtt ënner anerem unerkannt, datt eis Kanner en Usproch op Schutz a Virsuerg hunn, déi fir hiert Wuelbefannen noutwendeg sinn. Am Ofkomme vun de Vereenten Natiounen iwwert d'Rechter vun de Kanner vun 1989 ass d'Recht vum Kand op Schutz virun alle Forme vu Gewalt verankert. An dach gëtt all Dag dës Charta mat Féiss getréppelt an de Schutz vun eise Kanner ass esou a Gefor wéi nach ni virdrun.

Den Europarot schätzt, datt all fënneft Kand Affer vun enger Form vu sexueller Gewalt gëtt. Eent vu fënnef! An et schreckt keen op an et gëtt keen hellhöreg. Et protestéiert keen dobausse mat grousse Plakater op eise Stroossen. Et géif ee bal mengen, et wär keen Teppech grouss genuch, fir et drënner

verschwannen ze loossen … oder emol zumindest driwwer ze schwätzen (veuillez lire: … an net driwwer ze schwätzen).

An dat kann net sinn, well et ass e Verbriechen, wat liewenslänglech ass, wat een ni verdaut, wat een ni vergësst, wat ee vläicht probéiert ewechzespären an enger Këscht, déi een ni méi wëllt opmaachen a wou een am léifsten de Schlëssel wéilt ewechgeheien. Eppes ass kloer: Et gëtt een ni méi déi nämmlecht Persoun wéi virdrun.

Wéi sot eng Kéier en Affer, dat jorelaang vu sengem Papp mëssbraucht gouf: „Et bleift an engem, soulaang ee lieft, souguer wann den Täter scho laang net méi do ass. Well dat, wat gemaach ginn ass, dat bleift éiweg."

Sexuelle Mëssbrauch ka jiddereen treffen. Et passéiert net just do … oder net just a sozial schwaache Milieuen, et passéiert iwwerall. All Dag, an dësem Moment, op all Plaz, egal ob Bëbee, Kand, Jugendlechen, Mann oder Fra. Well all 5. Fra an all 13. Mann, esou soen d'Statistiken, si betraff. An et geschitt do, wou een et am mannste mengt. D'Täter sinn an denger Famill, wunnen an denger Noperschaft, schaffen op denger Aarbechtsplaz, maache mat der Sport, spille mat dir an enger Theatergrupp, si mat der an de Guiden oder Scouten, sange mat dir am Chouer oder gi mat der an d'School oder wunne vläicht am nämmlechten Internat.

Potenziell Täter gëtt et also iwwerall, mee virun allem do, wou Kanner a Jugendlecher sinn. D'Täter si ganz oft vertraut mat Doheem, gären a Muechtpositiounen an d'Affer sinn dacks an hirem alldeegleche Liewe vun hinnen ofhängeg.

90 % gi vu Persoune mëssbraucht, déi se ganz gutt kennen, seet d'Dokter Deborah Egan-Klein, Psychologin bei der Vereenegung „La main tendue", a 25 % aleng an der engster Famill. An et ass grad dat, wat et esou schwéier mécht fir d'Affer ze beichten an et esou liicht mécht fir den Täter.

D'Warnung „Schwätzt net mat dem groussen Onbekannten" ass eigentlech net wierklech déi, déi ëmmer zoutreffend ass, seet de Jugendpsycholog a Chef vun der Ulmer Kannerpsychiatrie Jörg Fegert, well dee Geféierlechen ass ganz oft deen, dee ganz no a vertraut ass an deen d'Confiance vum Kand oder dem Jugendleche genéisst. An dofir ass d'Konsequenz esou fatal mat enorm laang wierkende soziale Schied, well een deem vertraut, deen d'Verbriechen un engem mécht.

Am Duerchschnëtt ginn hei zu Lëtzebuerg 10 % vun de Kanner sexuell mëssbraucht. Kuckt een dës Zuel just op d'Meedercher, dann ass dat eent vu fënnef Meedercher. Konkreet heescht dat, datt an all Schoulklass allkéiers zwee bis dräi Meedercher sëtzen, déi an iergendenger Form sexuell belästegt gi sinn.

D'Hallschent vun de Kanner, déi vum Planning Familial 2019 betreit gi sinn, si virun hirem zéngte Liewensjoer mëssbraucht ginn. „Dës Zuele klammen an dobäi kënnt nach, datt a kengem anere Beräich déi Donkelziffer esou gigantesch ass, wéi wann et ëm sexuelle Mëssbrauch vu Kanner a Jugendleche geet", seet de Johannes-Wilhelm Rörig, onofhängege Beobtraagte fir d'Froen iwwer sexuelle Mëssbrauch aus Däitschland.

De Spektrum vun dësem Mëssbrauch geet vu subtille grenziwwerschreidende Geste bis zur gewaltsam erzwongener Vergewaltegung. Eng allgemeng unerkannten Definitioun vum sexuelle Mëssbrauch gëtt et net, mee nieft dem Begrëff vum sexuelle Mëssbrauch existéieren nach aner Terminologië wéi sexuell Gewalt, sexuell Mësshandlung, sexuell Ausbeutung oder sexualiséiert Gewalt. An alles beschreift deen nämmlechten Tatbestand.

D'Täter sinn an aacht vun zéng Fäll männlech. En eenheetlechen Täterprofill gëtt et net, awer d'Zil ass kloer: Et geet drëms, sexuell Gewalt auszeüben, fir déi eege sexuell Befriddegung ze kréien. An d'Muecht an d'Onofhängegkeet gi riguréis ausgenotzt, fir dat ze erreechen.

Ech erënnere mech nach gutt un de fréieren Deputéierte Mill Majerus, dee sech mat den Affer vu sexuellem Mëssbrauch auserrnaergesat huet an deen drop gehalen huet, d'Affer zu Wuert kommen ze loossen an datt hir erliefte Geschichten net just hanner plakegen Zuelen einfach esou verschwannen. De Mill, deen ëmmer drop opmierksam gemaach huet, wéi al gestane Männer vun 90 Joer bei hie kräische komm sinn, well se selwer ni driwwer ewechkomm sinn, wat mat hinnen als Kand gemaach gouf.

An engem rezenten däitsche Fernseereportage iwwer sexuell Gewalt waren 23 Affer - elo erwuesse Fraen - bereet, iwwer hire Mëssbrauch wärend hirer Kandheet ëffentlech ze schwätzen an domadder hiert Schweigen ze briechen. Si wollte kee Matleed, éischter solidaresch sinn, aneren Affer Courage maachen. Dat ass de Grond, dee si beweegt huet, stellvertriedend fir vill Fraen, déi och Affer waren an hirer Jugend.

„Wenn jede Person jemand anderen oder mehrere ermutigt", déi dat nämmlecht erlieft hunn, „auszusagen, dann können alle irgendwann nicht mehr weghören." Et ass genau dat, wat mech beweegt huet, dës Interpellatioun ze froen.

Här President, et war en Erliefnis, wat mech als jonk Deputéiert markéiert huet an dofir fannen ech et och wichteg, heibannen ze reagéieren. Deemools an enger Justizkommissioun war et schonn iwwert d'Verjärungsfrist bei sexuellem Mëssbrauch gaangen a wou den deemolege Procureur d'État gemengt huet op d'Fro, ob et net opportun wär, dës Delaien an d'Luucht ze schrauwen, fir den Affer méi laang d'Méiglechkeet mat hirem Erauskommen ze ginn … Vill Affer woe sech nämlech eréischt an enger méi räifer Phas vun hirem Liewen, sech ze outen, mee dann ass et eebe scho ganz oft ze spéit, fir een unzekloen, well de Fait verjäert ass. Zu Lëtzebuerg kann en Affer dat maache bis zu maximal dem 28. Liewensjoer. Aner Länner ginn do vill méi wäit bis zu guer kengen Delaie méi, wéi England, d'Schwäiz an de Staat Kalifornien.

De Procureur huet mir deemools geäntwert, wou en och doudsécher net Onrecht hat, datt wann een d'Zäit eropsetzt, fir esou eng Uklo ze erlaben, et nach vill méi schwiereg gëtt ze beweisen, wat deemools geschitt war. An ech wëll dat och guer net ofstreiden, mee - du koum et - drugehangen huet, datt wann hien e Meedchen hätt, wat vergewaltegt gi wär, hien him géif roden, näischt ze soen. An elo seng Begrënnung: Well d'Meedche mat eisem System zweemol bestrooft géif ginn. Déi éischte Kéier, datt et geschitt ass an déi zweete Kéier, well et net bewise kritt, datt et a wat geschitt ass. An dobäi kënnt dann och nach déi penibel Prozedur, dat Ganzt nach eng Kéier bis an dee klengsten Detail mussen duerchzeliewen.

Här President, ech erënnere mech nach genau un déi Muechtlosegkeet, déi ech deemools als jonk Fra an Deputéiert no där doter Ausso hat. A säit deem kämpfen ech um Dossier vum sexuelle Mëssbrauch a wat ee kéint maachen, fir esou Situatiounen ze verhënneren, well néierens ass de Schued esou grouss wéi bei de Kanner, d'Vertuschung esou einfach an den Täter esou geschützt.

Iwwer 23 Question-parlementairen hunn ech an deene leschte Joren an dësem Kontext gestallt, vum Verkaf vu Kannersexpoppen iwwer feelend fiabel Statistiken, Verjärungsfrist a Bestrofung bei sexuellen Delikter, Therapië fir Affer an och Täter, Preventioun bis zur Analys vu kannerpornografeschem Material, well de System op ville verschiddenen Niveaue muss bekämpft ginn, fir en Hauch vu Chance ze hunn, eppes kënnen ze bewierken.

Et koum däitlech eraus bei villen Äntwerten aus deene verschiddene Ministèren, datt et quasi net méiglech ass, fir zouverlässeg Chifferen an dësem Beräich hei zu Lëtzebuerg ze liwweren. D'Ministèren, d'Police an Associatioune wéi ORK, ALUPSE (ndlr: Association luxembourgeoise de pédiatrie sociale) oder Planning Familial publizéieren all Joer an hirem Rapport ënnerschiddlech Zuelen. Dobäi publizéieren déi eng just déi offiziell Plainten, déi erakomm sinn, anerer integréieren Temoignagen. Nach eng aner Klack laude Psychologen, Kannerdokteren a Fachleit vum Terrain.

Wa mer wëssen, datt aleng déi offiziell Unzuel vu Plaintë bei der Police vun 2018 op 2019 ëm 36 % an d'Luucht gaangen ass an datt quasi manner wéi 10 bis 13 % - do variéieren d'Chifferen - de Schratt iwwerhaapt woen, eng Plainte ze maachen, dann ass kloer, wéi héich d'Donkelziffer bei sexuellen Iwwergrëffer muss sinn.

Wéi wëlle mer dann esou, ouni fiabel Informatiounen, geziilt Mesuren en place setzen, fir d'Kanner ze schütze respektiv hinnen ze hëllefen? Et feelt der CSV ganz kloer un zouverlässege Chifferen, Analysen, Auswäertungen a Formatioune fir Leit, déi Kanner betreien.

Ech deposéieren an dësem Kontext hei eng éischt Motioun, fir datt mer en nationale Beoptraagten asetzen, eng national Ulafstell also fir jiddwereen, dee vu sexuellem Mëssbrauch betraff ass a wou eng ëmfaassend Datei opgestallt gëtt, Statistiken, Zuelen an Evaluatiounen zentraliséiert ginn, transversal iwwert déi verschidde Ministèren, fir d'Problematik ze erfaassen an dee sech mam Ausmooss vun dësem Phenomeen auserneesetzt, fir kënnen adequat ze reagéieren, an dee Formatiounen ubidde ka vum Staat, fir all déi Beräicher, wou Kanner sech nach ophalen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- notant que les ministères, la police et des associations agréées en matière de prise en charge de victimes d'abus sexuels publient régulièrement des chiffres sur les abus sexuels commis au Luxembourg ;

- constatant qu'il existe souvent un grand écart entre les chiffres ministériels, l'estimation des associations et les professionnels du terrain (psychologues, pédiatres) ;

- constatant qu'il est difficile de quantifier et d'évaluer le nombre de violences sexuelles subies car peu d'agressions aboutissent à des plaintes ;

- consciente que les chiffres officiels des plaintes déposées ne peuvent témoigner de la réalité des violences sexuelles subies ;

- notant que même sans porter plainte (pour des raisons diverses), certaines victimes se tournent vers des associations où elles rendent compte de ce qui s'est passé ;

- constatant le nombre croissant des cas d'abus sexuels au Luxembourg au cours de ces cinq dernières années, il est dès lors nécessaire de donner priorité à la question spécifique des violences sexuelles au Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à centraliser et évaluer les différents chiffres et statistiques, et initier des enquêtes scientifiques sur les violences sexuelles tant sur mineurs qu'aux adultes au Luxembourg ;

- à mettre en place un Office national d'aide et de soutien pour abus sexuel (national Ulafstell), soumis sous la responsabilité d'un Représentant indépendant aux questions d'abus sexuels (onofhängege Beoptraagte fir sexuelle Mëssbrauch) ayant comme objectifs :

• contribuer à l'introduction et au développement de programmes structurés de prévention (Schutzkonzept) des violences sexuelles pour les institutions travaillant pour ou avec des mineurs (écoles, associations sportives, foyers, crèches, garderies, pédiatrie ambulatoire, hôpitaux) en apportant son expertise et son soutien technique ;

• organiser et assurer les formations continues dédiées au personnel des institutions travaillant pour ou avec des mineurs notamment pour détecter les signaux d'abus et interagir avec un enfant abusé ;

• soutenir la révélation et le traitement indépendants et systématiques des cas d'abus sexuels sur les enfants ;

• aider à trouver des places thérapeutiques afin de garantir aux personnes en besoin un accès rapide aux soins thérapeutiques.

(s.) Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Viviane Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Arendt.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Bei sexuellem Mëssbrauch sinn effektiv d'Doten, déi iwwerhaapt bei der Polizei gemellt ginn, éischter rar oder d'Ausnam. Studie beweisen, datt nëmme 5 bis 8 % - ech hat virdru gesot bis 13 % - vun alle Betraffenen den Täter ukloen, déi berüümte Spëtzt vum Äisbierg vun den tatsächlech begaangene Strofdoten, déi viru Geriicht kommen, soudatt déi offiziell Zuelen nëmmen e ganz klenge winzegen Deel si vun deem, wat tatsächlech de Fall ass.

Firwat ass dat esou? Iwwer sexuelle Mëssbrauch gëtt einfach net geschwat. Et gëtt geheim gehalen. An dat Schlëmmst, fir d'Affer op alle Fall, et gëtt bal ëmmer mat engem Fonke vun Zweifel a Fro gestallt. Dobäi kënnt déi riseg Angscht, den Täter ze denunzéieren, well e sech, wéi scho gesot, ganz gären am noen Ëmfeld befënnt. An et ass genau dës vertraulech Relatioun, déi dem Täter dee gréisste Schutz bitt.

Dobäi kënnt, datt meeschtendeels d'Affer sech selwer schëlleg spieren. Bal all Affer sicht de Feeler bei sech selwer. Wat hätt een aneschters kënne maachen? Wat huet ee falsch gemaach? „Hunn ech ëm vläicht en Zeeche ginn, datt et mir awer gefält? Sinn ech ze kuerz oder ze sexy ugedoen? Oder war mäin Nee net däitlech genuch?" Dat sinn d'Aussoen, op déi een ëmmer erëm trëfft. An den Nee zielt iwwregens genausou an enger Partnerschaft.

De Bopa, deen ausseet, datt hie jo näischt dofir kann, datt d'Enkelin esou wonnerschéin ass an domadder dem Kand signaliséiert, datt et selwer Schold ass, datt hie sech net zréckhale konnt.

Erschwéierend derbäi kënnt, datt een dat Erlieftent an all Detail erziele muss iwwer een, deen een esou gutt kennt an vun deem een eventuell ofhängeg war oder souguer nach ass. Dat sinn der net vill bereet, op sech ze huelen. Dobäi wär et esou wichteg, datt d'Affer anerer motivéieren, op dëse schwéiere Wee ze goen an esou laang ze kämpfen, wéi et nëmme geet, well soss kann dat risegt Donkelfeld ni opgedeckt ginn.

Vill Affer kënne sech och guer net méi drun erënnere bis an de leschten Detail, wou et war, wat een unhat, wat fir eng ënnescht Box. An et riskéiert een, vum Affekot vum Täter wärend dem Prozess d'Wierder am Mond erëmgedréit ze kréien an esou duergestallt ze ginn, datt den Nee dach vläicht awer en heemlech gewënschte Jo gewiescht wär.

Niewent Scholdgefiller empfannen och vill Affer Schimmt iwwert dat, wat se hu missen erdroen, datt se sech dat iwwerhaapt gefale gelooss hunn an datt se net d'Kraaft oder d'Iddi haten an deem Moment, wou se sech hätte kéinte wieren. Erschwéirend dobäi kënnt, datt vill Affer effektiv den Täter och nach - têschent Gänseféisercher - „gären" hunn, eng emotional Bindung zu em hunn, well et eng Bezuchspersoun war, awer natierlech net op eng sexuell Aart a Weis - e weidert Hindernis, fir den Täter ze denunzéieren.

Déi 68-järeg Fra, déi erzielt, wéi se vun hirem Stéifpapp, säitdeem se sechs Joer hat, mëssbraucht ginn ass, wéi se ëmmer méi wëllelos ginn ass a wéi se op eemol opginn huet, him ze soen, datt si dat net schéi fënnt an datt et hir géif wéidoen. A wéi de Stéifpapp hir geäntwert huet: „Féier elo keng op, well fir dech gëtt et och nach eng Kéier méi schéin!" Mee et ass ni schéi ginn an et war ganz fuerchtbar, a fir de Papp net ze verroden, wollt se just nach fort. Mat 18 huet se sech bestuet, duerno vill problematesch Bezéiungen a schlussendlech ass se un e Mann geroden, dee se op de Stroossestréch gescheckt huet. Fir d'Madamm war sexualiséiert Gewalt zum Normalfall ginn. Mat 68 Joer huet se endlech de Schrëtt gewot, hir Wourecht un den Dag ze leeën.

Här President, ee vun de gréissten Obstakelen, fir d'Wourecht gewuer ze ginn, ass, datt ganz vill Täter ganz no am Ëmfeld sinn oder souguer an der eegener Famill. A grad dowéinst si ganz Familljen dergéint, de Schëllegen unzekloen. Et gëtt proposéiert, dat, wat geschitt ass, am Privaten ze reegelen an esou gëtt net vill driwwer geschwat an et gëtt geheim gehalen.

E weidert Affer, dat, säitdeem et denke kann, vum eegene Papp mëssbraucht ginn ass, vun 3 bis 14 Joer, huet selwer de Courage opbruecht, bei d'Polizei ze goen, wéi de Papp mat enger Liewerzirrhos an d'Spidol ageliwwert gouf. D'Liv huet sech selwer befreit, fir en neit Liewen unzefänken. Et war e Geheimnis têschent him an dem Papp, datt esou e Behuelen normal wär, wann ee sech gären hätt. A wann dat sech esou schlëmm ufillt, da muss de Problem éischter bei engem selwer leien. An hatt huet dat Duebelliewe matgemaach, bis et net méi konnt. Kee vun der Famill, nach d'Schoulpersonal, nach soss een huet eppes bemierkt oder wollt eppes bemierken. Et ass net ze verstoen, datt kee vun dobaussen opmierksam ginn ass an drop reagéiert huet. Anerer hu sech et geduecht, awer léiwer näischt gesot, wat beim Liv doheem lass war.

Dofir muss een ab engem gewëssenen Alter, wou d'Kanner sech kënne schonn deelweis äusseren, d'Kanner sensibiliséieren an opklären, wéi e Verhale vun Erwuessenen ok ass a wéi eent net. Dat ass natierlech immens schwéier, mee do fänkt d'Preventioun un.

Ech deposéieren dofir eng weider Motioun, datt eng Sensibilisatiounscampagne soll op d'Bee gestallt gi fir eis Kanner a Jugendlecher, wou d'Eltere mat abezu ginn a méi spezifesch déi Professionell viséiert sinn, déi mat oder fir Kanner schaffen. Si mussen e bessert, geschoultent An entwéckelen, fir Abuse besser kënnen ze detektéieren, fir datt esou méi fréi ka reagéiert ginn.

Ech géif et och wichteg fannen, wa mer als éischt Land op der Welt en Zeeche kéinte virschloen, wou e Kand, dat Affer ass vu sexuellem Mëssbrauch, ouni e Wuert ze soen, direkt ka kloer maachen, welcher Gefor et ausgesat ass an esou Mënsche warnen an drop opmierksam maachen, ouni laang Erklärungen. Et ginn esou Biller vu Kanner mat enger oppener Hand, wou een d'Aen hannendru gesäit, dat wär zum Beispill eppes, wat ee sech kéint virstellen, a wann dann den Täter sech ëmdréint, wou d'Kand schnell kéint d'Zeeche maachen a jiddweree direkt géif verstoen, wat lass wär. Ech deposéieren nach déi zweet Motioun, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- sachant que les acteurs d'abus sexuels sont souvent des personnes faisant partie du quotidien de la victime ;

- consciente qu'il est très difficile pour un enfant victime d'abus sexuel de s'exprimer et de demander de l'aide, surtout s'il a un lien affectif avec la personne qui l'a agressé ;

- consciente qu'il est important dès leur jeune âge que les enfants soient informés des différentes formes d'abus sexuels et de leurs conséquences sur les victimes, les pièges des abuseurs et les différentes stratégies pour éviter ces pièges et s'autoprotéger des agresseurs ;

- sachant que l'information des mineurs, de leurs familles, des professionnels et du grand public est centrale dans la prévention des abus et des violences commis à l'encontre des enfants et adolescents ;

- consciente que la sensibilisation et la conscientisation sont une condition préalable essentielle pour reconnaître les abus sexuels sur les enfants et prendre des mesures pour les prévenir et y répondre ;

- rappelant que des sensibilisations permettent de renforcer les capacités des enfants sur les violences sexuelles, à savoir s'autoprotéger, ainsi que détecter et signaler des violences sexuelles,

invite le Gouvernement

- à organiser des campagnes de sensibilisation et de prévention à destination du grand public, dont :

1) une campagne pour sensibiliser les élèves et parents ;

2) une campagne de sensibilisation des professionnels travaillant avec et pour les enfants et adolescents ;

- à mettre en place et promouvoir la mise en place d'un signe spécial fait avec les mains qui va permettre aux enfants victimes d'abus sexuels de donner l'alerte en toute discrétion sans devoir se prononcer.

(s.) Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Viviane Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.-* Här President, léif Kolleegen, léif Kolleeginnen, vu kengem Mëssbrauch gëtt esou vill an de Medie bericht wéi dee vun der katholescher Kierch. An ech si mat Sécherheet elo net de Spriecher oder d'Spriecherin vun der katholescher Kierch an dat, wat do geschitt ass, ass onverzeielech an eng eenzeg Katastroph. Mee d'Kierch huet sech dem Drock vun der Ëffentlechkeet gestallt, och hei zu Lëtzebuerg! Et ass eng offiziell Kontaktstell fir Mëssbrauchsaffer an d'Liewe geruff ginn, Zuelen an Aussoe vun Affer si festgehale ginn. Et ass e Rapport veröffentlecht ginn an en ass der Press presentéiert ginn. Si hu sech also autosaiséiert, selwer hir Verantwortung iwwerholl.

Säit 2011 mussen ugeeënd Paschtéier Preventiounscoursë maachen, Récktrëtt si vollzu ginn, finanziell Entschiedegunge si virgeschloe ginn an et ass sech virun allem bei den Affer entschëllegt ginn. Och wann et keng onofhängeg Kommissioun war, ass awer zumindest eppes geschitt. A wou bleift dat bei all deenen anere Beräicher?

Gëtt et an iergendengem aneren Domän - Kultur, Schoul, Sport - och eng intern Ulafstell, Preventiounsmoossnamen oder eng Entschëllegung? Jo, et war eng Beicht ouni Zeien, esou wéi d'Madamm Kurschat dat an hirem Artikel aus dem „Lëtzebuerger Land" 2019 erwäänt huet. Mee d'Temoignagë vun den Affer si wéinstens wouergeholl ginn an et si Konsequenze gezu ginn. Hei ass fir mech ganz kloer eng intern inoffiziell Sammelklo zougelooss ginn.

Här President, d'Bettina Rulofs, déi den Eethikpräis, esou wéi den Dirk Nowitzki, vum kathoulesche Sportverband kritt huet fir d'Unerkennung am Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch am däitsche Sport, huet eng Etüd geleet „Safe Sport". A virun dräi Joer sinn déi éischt Date geliwwert ginn. D'Etüd vun der Sportsoziologin vun der däitscher Sporthéichschoul zu Köln ass zur Erkenntnis komm, datt duebel esou vill Kanner am Sport mëssbraucht gi wéi an der kathoulescher an an der evangelescher Kierch zesummen.

An der ëffentlecher Warneemung wär dat natierlech net esou, well sech vill méi iwwer Mëssbrauchsfäll an der Kierch dobaussen opgereegt géif gi wéi zum Beispill am Sport. Mee do wär et vill méi schlëmm, seet de Jugendpsycholog Jörg Fegert, deen och un der Etüd matgeschafft huet. Hei wär et onbedéngt emol néideg, fir sech deem Phenomeen bewosst ze ginn, seet den Expert zum Theema Mëssbrauch vu Kanner am Sport.

England: Hei ass ee vun de gréissten, bekannteste Mëssbrauchsskandaler an Europa op d'Tapéit komm, an dat net emol do, wou de Mëssbrauch am Sport méi heefeg ass, nämlech an den individuelle Sportaarten, wou d'Meedercher an d'Jonge scho ganz fréi gedréckt ginn, wéi zum Beispill am Äiskonschtlaf, Turnen oder Schwammen. Nee, am Fussball! Iwwer 300 mutmaasslech Täter an iwwer 800 Jonge ware betraff. De Paul Stewart, fréieren engleschen Nationalspiller, ass ee vun hinnen. Am Trikot vu Liverpool, Manchester City an Tottenham huet en och géint en iwwermächtege Géigner gekämpft, säin Trainer. Hien huet näischt gesot, fir net als Problemfussballer ze gëllen a säin Dram vum Proffifussballer ze riskéieren. Säitdeem en eelef Joer huet, ass e mëssbraucht ginn. Hien ass ëmmer zu extra Unitéite matgeholl ginn op roueg Plazen, ewech vum Terrain, reegelméisseg am Auto vergewaltegt ginn.

Den Trainer wollt d'Kontroll iwwert de Jong an dee war ëm ausgeliwwert, esou wéi dat ganz oft an der Sportler-Trainer-Relatioun ass. D'Schweige fir dee groussen Dram huet Follge fir dat ganzt Liewen duerno. Hie war zum Alkoholiker ginn a wollt sech all Dag d'Liewen huelen. Op d'Fro, firwat en ni eppes gesot huet, äntwert de Paul Stewart: „Dat wäert ni ee verstoe kënnen, deem et net selwer passéiert ass. A mat der Zäit gewinnt ee sech och un d'Schweigen. De Fussball huet mir d'Liewe geholl, mee en huet mech och gerett. Well wann ech um Terrain stoung, da konnt kee mir eppes undoen, konnt kee mech upaken, ouni eng giel oder eng rout Kaart ze kréien." De Fussballsterrain war säi sécheren Hafen an e wousst, soulaang en do stoung, konnt keen him eppes undoen!

De Mann, deen him dat alles ugedoen huet, ass schonn dout, koum ni viru Geriicht. Et leeft zënter zwee Joer eng Ënnersichung vum Skandal ouni bis elo iergend e Resultat. De Paul Stewart ass haut mat Leif a Séil am englesche Fussball engagéiert, fir preventiv mat Kanner ze schaffen a se mat däser Thematik ze befaassen an déi jonk Spiller opzeklären, datt dat, wat him geschitt ass, inakzeptabel ass an direkt muss denoncéiert ginn.

De Mike Hartill, Sportssoziolog vun der Edge Hill University, ass ee vun de renomméiertste Wëssenschschaftler fir sexuelle Mëssbrauch vu Jongen am Sport. Hien huet erkläert, datt bei Jongen de Sport ganz einfach och bedeit, maskulin, dominant, staark ze sinn. Angscht a Problemer ze verschweigen ass Alldag am sportleche Milieu. An dofir ass et grad fir jonk Nowuesstalenter esou schwéier zouzeginn, wat mat hinne geschitt ass an enger Welt, déi vu Männlechkeet nëmmen esou strotzt a gepräägt ass.

An der Sportswelt ass et oft e Kampf, wien dem Trainer am beschte gefält, wien dat Devouéiertst ass, wien dat ass, wat alles mécht, fir no vir ze kommen. An d'Athlete ginn all Dag stonnelaang gedrillt, fir ze paréieren a fir Succès ze hunn. D'Trainer hunn d'Muechtpositioun, decidéieren, wie mat dierf an d'Kompetitioun, wien dat Glécklecht ass, dat Stäerkst, fir mat an d'Trainingslager oder an d'Ausland.

Den Héichleeschtungssport si leider net nëmmen déi Biller, wou ee mat héichgestreckten Äerm duerch d'Zil leeft. Dat ass e laangen, devouéierte Wee, vun der Wéi un, vu Verzicht, physeschen a mentalen Efforten, Dedicatioun, Determinatioun, Kontroll, Ausféieren, Respekt, Disziplinn a Leiden, fir déi Sekonn oder deen Zentimeter, wou ee gäre besser gëtt, fir dann eventuell e kuerze Moment vun Erfolleg. Hei fënnt sexuelle Mëssbrauch den idealen Närbuedem an déi beschte Viraussetzungen.

Här President, Dir kennt mech jo, ech sinn nach ëmmer enk mat der Sportswelt liéiert an déi alldeegglech Beweegung, virun allem bei de Kanner, läit mir um Häerz, esou wéi ech dat och schonn zegmol hei am Parlament gesot hunn, mee mir sollten d'Aen ophalen an net ewechkucken. Ech wëll d'Sportswelt op kee Fall stigmatiséieren, esou wéi mer dat vum Sportsminister virgehäit gouf op eng Question parlementaire hin, wou mer iwwregens och hei am Land keng fiabel Statistiken hunn.

Mee mir sinn och zu Lëtzebuerg hei keng Insel an et muss och hei driwwer geschwat ginn, zumindest esou vill, wéi an der Kierch driwwer geschwat ginn ass. Well international Etüde beleeë ganz kloer an däitlech, datt et an der Sportswelt e grousse Problem mat sexuellen Iwwergrëffer gëtt. Hei geet et nun eemol ëm de Revers vun der Medail an et gëtt leider net genuch thematiséiert. Dofir entschëllegt mech, wann ech haut ausnamsweis op déi méi donkel Säit agaange sinn. D'Eltere sollen elo net fäerten, hir Kanner an de Sport ze ginn. De Sport aleng soll een net lassgeléist vun all deenen aneren Associatioune gesinn, déi och mat Kanner a Jugendleche schaffen.

Den Här Johannes-Wilhelm Rörig ...

(Interruption)

Dir hutt jo d'Zuelen awer héieren, duebel esou vill wéi an der kathoulescher Kierch. Här Engel, Dir hutt d'Zuele jo héiere vun den Etüden.

Den Här Johannes-Wilhelm Rörig, Beoptraagte fir sexuelle Mëssbrauch vun der däitscher Regierung, seet ganz kloer, datt et net vill hëlleft, Kannerschutzmoossnamen ze erwänen, Cours-de-conduitten anzeféieren oder Chartaen ze ënnerschreiwen, mee datt e komplett Preventiounskonzept muss opgesat gi mat professioneller Ënnerstëtzung fir e bessere Schutz fir Kanner, fir dëse Phenomeen ze ënnerbannen.

Et gëtt vill Beräicher, wou Jonker sech gären ophalen a wou et u klore Strukturen, Personal an och finanzielle Mëttele feelt, fir e gerechte Kannerschutz ze bidden, an déi Benevoll sinn oft iwwerfuerdert.

Ech deposéieren an deem Sënn eng weider Motioun, datt all Institutioun, déi mat oder fir Kanner schafft, mat der Ënnerstëtzung vum Staat an den nationale Beoptraagten e Preventiounskonzept opsetze soll a fir d'Méiglechkeet, eng Formatioun kënnen an all Beräich dann unzebidden.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- consciente que parler de violence sexuelle est un défi majeur auquel nous devons tous faire face - la fausse honte et l'embarras doivent être surmontés ;

- sachant qu'à l'heure actuelle, les institutions travaillant avec et pour les enfants et adolescents ne sont pas suffisamment équipées pour gérer les signalements de harcèlement et d'abus sexuels ;

- rappelant que la vérification du casier judiciaire des futurs employés est une méthode clé dans la prévention du harcèlement et des abus ;

- sachant par contre que le bulletin n° 5 qui renseigne sur toutes condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur ou impliquant un mineur, n'est guère consulté lors d'un recrutement ;

- notant cependant, qu'il est important de ne pas oublier que ces vérifications, bien qu'elles soient bénéfiques, ne doivent pas constituer la seule méthode d'évaluation des risques au sein d'une organisation ;

- notant que les parents souhaitent des concepts de protection et des mesures préventives pour leurs enfants ;

- sachant que seule une culture de l'attention peut encourager nos enfants affectés à parler des souffrances infligées, à dissuader les auteurs potentiels et à créer un climat dans lequel les enfants et les jeunes sont efficacement protégés contre la violence sexuelle,

invite le Gouvernement

- à inciter les institutions travaillant avec et pour les enfants et adolescents, de se doter d'un propre programme de prévention (Schutzkonzept) des violences sexuelles et de leur apporter dans ce contexte l'expertise, le soutien et le monitoring du représentant indépendant aux questions d'abus sexuels ;

- à sensibiliser les institutions travaillant avec et pour les enfants et adolescents d'exiger lors d'un recrutement un extrait du bulletin n° 5 qui renseigne sur toutes condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur ou impliquant un mineur.

(s.) Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Viviane Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci.

3. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nancy Arendt épouse Kemp

Exposé

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), auteure.-* Här President, vill Affer, wann iwwerhaapt, bréngen eréischt jorelaang duerno de Courage op, iwwert dat, wat hinne geschitt ass, ze schwätzen, oft, wann et dann näischt méi déngt oder de Fall verjäert ass. Si waarden oft vill ze laang, meeschtens bis se méi an hirem Liewen eebe stinn, an enger stabiller familiärer Situatioun sinn oder vläicht selwer Kanner hunn, ier se woen, hiert Erlieftent an d'Ëffentlechkeet ze bréngen.

Dofir si mir der Meenung, datt d'Verjärungsfrist an d'Luucht muss gesat ginn. Déi aktuell Limitt hei am Land vun zéng Joer ab dem 18. Liewensjoer vum Affer, also bis maximal 28 Joer, geet eis net duer. Do falen der vill duerch de Kuerf, déi sech zu engem spéideren Zäitpunkt vun hirem Liewe wéilten outen.

Dofir deposéieren ech am Numm vun der CSV eng Proposition de loi, déi d'Verjärungsfrist op 30 Joer eropsetzt, soudatt d'Affer bis zum 48. Liewensjoer Zäit hunn, Täter unzekloen, also 20 méi wéi bis elo.

D'Méiglechkeet ze kréien, dat Erlieftent kënnen unzekloen, ass extreem wichteg. D'Schan, d'Schold, d'Matgefill an d'Hëllefslosegkeet, déi sech mam Alter an d'Flicht verwandelen, fir d'Wourecht un den Dag ze leeën, ass fir vill Affer wéi e Befreiungsschlag, wa se sech dann endlech trauen. An et ass och fir vill Affer en Ufank vun enger Therapie.

Ech hat virdru gesot, vill Länner maachen dat och ouni Delai, also liewenslänglech, dat wär eng Iddi, déi ech selbstverständlech géif mat ënnerstëtzen. D'Madamm Ministesch huet mer esou eng Undeitung gemaach, datt dat eventuell eng Pist wär. Déi géif ech natierlech direkt 100%eg mat ënnerstëtzen.

***7850** - Proposition de loi ayant pour objet de prolonger le délai de prescription de l'action publique pour certaines infractions commises sur mineur et portant modification du Code de procédure pénale*

4. Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes (suite)

Exposé (suite)

Här President, eng weider batter Tatsaach ass, datt d'Strofmooss vum Urteel oft net ze verstoen ass am Verglach zu der Dot. Ech weess net, wéi vill Beispiller vu sexuelle Stroftäter et gëtt, déi souguer no engem Geständnis weiderhin op fräiem Fouss sinn an dat mat engem Urteel op Sursis. E Beispill aus dem Turnsport aus Erfurt, wou den Trainer en ëmfaassend Geständnis ofgeluecht huet, deen 82 verschidde sexuell Doten u 15 verschiddenen Turnerinnen reegelméisseg duerchgefouert huet. En ass a Revisioun gaangen a bis elo ass nach ëmmer keen Urteel do. Den Trainer ass nees op fräiem Fouss. Den Haftbefeel ass ausgesat mat Oplagen. En däerf just kee Kontakt méi hunn am Veräin mat weibleche Jugendlechen, mee soss „free like a bird".

Ech ka mech nach ze vill gutt erënneren un dem Steffi Graf säi Fall mat sengem Papp wéinst Steierhannerzéiung, dee Sponsorgelder vu sengem Meedchen op eng net legal Aart a Weis laanscht de Fiskus wollt schleisen. D'Resultat: 6 Joer feste Prisong - feste Prisong! Et war jo mat Sécherheet kee Kavaléiersdelikt an et muss och absolutt bestrooft ginn, mee et deet mer leed, esou en Urteel steet a kenger Relatioun zu deem, wat bei sexuellem Mëssbrauch geschitt a wou den Täter oft mat zwee Joer Sursis dobausse fräi ronnerëm lafe kann. Do gesäit een, wou oft d'Prioritéiten an eiser Gesellschaft leien.

Wéi sollen esou Urteeler am Fall vu Mëssbrauch den Täter dann ofschrecken oder net verleeden, nees zouzeschloen? An awer, och wann esou Urteeler frustrant sinn, zéie vill Affer déi perséinlech Konklusioun, datt se eppes bewierke konnten, datt een de Courage soll hunn, op dëse Wee ze goen a sexuelle Mëssbrauch net méi zum Tabu ze erklären, well et bréngt och heiansdo dee berüümte Steen un d'Rullen. Et geschitt nämlech ëmmer méi heefeg, datt, wann en Affer sech out, sech och aner Affer traue fir auszesoen, wéi et zum Beispill bei den Temoignagë vun der Kierch war. Wann een also schonn net beweise kann, wat engem deemools geschitt war, dann hëlleft et ze wëssen, datt dat engem net aleng passéiert ass an datt vill anerer mat betraff waren a kee sech getraut huet, säi Schweigen ze briechen.

D'Affäre Bill Cosby an Harvey Weinstein aus den USA sinn an deem Sënn wuel allen e Begrëff. Déi Verurteelunge waren nëmme méiglech, well et an den USA eng Sammelklo gëtt. Well et éischtens fir d'Affer selwer immens schwiereg ass, sech ze äusseren, a well et oft net méiglech ass, eng Beweislag ze hannerleeën, ass et wichteg, wann am Fall vu méi Affer d'Méiglechkeet vun enger Sammelklo kéint bestoen.

Ech sinn elo net Jurist, awer ech si perséinlech der Meenung, datt ee misst emol eng Analys maachen an deem Sënn, fir och ze kucken, ob net hei an dësem Land esou eppes méiglech wär.

Här President, am Gesamtkontext passen och hei zu däser Thematik sexualiséiert Reklamme mat jonke Meedercher, déi sech hallef plakeg presentéieren, fir datt den Artikel besser zitt, oder Fernseeopnamen am Sport, wou ee vun ënne gefilmt gëtt beim Start, vun hannen, wann een an eng Sandkaul sprëngt, an e verrutschtene Maillot, lackeleg presentéiert viru Millioune vu Spectateuren, ass mat Sécherheet net hëllefräich. An et wär gutt, wann d'Medien op déi sexualiséiert Reklamm vun de Meedercher, Sportlerinnen a Frae verzichte géifen, fir Profitt ze maachen. Verschidde Federatioune kéinten an deem Sënn och reagéieren an hir Limitte vun de Mailloten dezent an d'Luucht schrauwen an net dat extreemst Knappt promouvéieren, wéi dat zum Beispill am Beachvolleyball bei de Fraen ass, just well „sex sells". Och d'Meedercher wëllen dat net!

Dat bréngt der Sportswelt net vill an dat ass och dat falscht Signal, fir dës sportlech Fraen an der haiteger Zäit einfach net méi ugepasst. An et sinn och d'Medien, déi hir Aart a Weis vu Reportage mussen änneren an d'Leeschtung an de Mëttelpunkt setzen an net d'Spléck vum Maillot, soudatt d'Turnerinne sech gläich an engem Ganzkierperkostüm presentéiere mussen, fir dësem ze entgoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sexuelle Mëssbrauch ka vill Formen unhuelen, souwuel offline wéi och online, wou sexuell Handlungen um Kand virgeholl ginn, oder eeben och ..., also offline, wou sexuell Handlungen um Kand virgeholl ginn, dat, wat ech elo grad gesot hunn, oder awer eeben och online, wou e Kand zu sexuellen Handlunge per Livestream opgefuerdert gëtt oder souguer wou en Treffen arrangéiert gëtt fir Sex. D'Entwécklung vun der digitaler Welt gëtt gären dozou mëssbraucht, fir dës Zort vu Kriminalitéit vis-à-vis vun de Kanner global ze maachen, an dëst ëmmer méi presente Medium huet leider d'Schafung vun engem weltwäite Maart fir sexuelle Kannermëssbrauch erliichtert.

An deene leschte Joren ass et zu engem dramateschen Ustig komm vun deenen an der EU enregistréierte Meldungen iwwer sexuelle Mëssbrauch vu Kanner am Internet. An Europa ass zum weltgréissten Host vu Material iwwer sexuelle Mëssbrauch vu Kanner ginn. D'Tendenz geet erschreckend mat all Joer an d'Luucht, an d'Coronakris huet d'Lag elo nach drastesch verschäerft!

D'Nofro u Material mat sexuellem Kannermëssbrauch ass an deene leschte Joren a verschiddenen EU-Staaten ëm 30 % geklommen! A gläichzäiteg huet den US-Zentrum fir vermëssten an ausgebeute Kanner en Ustig ëm 400 % vu verdächtege Fäll vu Kannermëssbrauch enregistréiert, esou d'EU-Innekommissärin Ylva Johansson. Also vun ongeféier enger Millioun Rapporten an dem Mount Abrëll 2019 op 4,1 Millioune Rapporten am Mount Abrëll 2020!

2010 goufen an der EU 23.000 Fäll vu Kannermëssbrauch gemellt, 2019 725.000 Fäll, iwwer dräi Millioune Bild- a Videomaterial!

Weltwäit gesäit d'Situatioun nach méi erschreckend aus: Eng Millioun Fäll hate mer 2010, 2019 17 Mil-

lioune Fäll reportéiert mat sage und schreibe 70 Millioune Biller a Videoen! An dofir ass et och gradesou wichteg, datt an der EU an all hire Memberstaaten elo schnell eng ëmfaassend Strategie fir en effikasse Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch vu Kanner an d'Liewe geruff gëtt, wou direkt e ganze Pak vu Moossname gefuerdert muss ginn, déi vun den eenzelne Staaten ëmgesat ginn, mat méi enger staarker Strofverfollgung iwwer besser Preventioun a virun allem e bessere Schutz fir eis Kanner.

Ech komme bei en Theema, wat och an deene leschte Joren explodéiert ass mat der Entwécklung vun der Digitalisatioun: Et ass de Cybergrooming, eng Aktivitéit vun Erwuessenen, déi geziilt am Internet no Kanner a Jugendleche sichen, fir se sexuell ze mëssbrauchen. D'Täter si meeschtens eeler Männer, déi sech géigeniwwer Kanner als gläichaltreg ausginn a mat engem falsche Profill sech d'Vertraue vu Jugendlechen erschläichen an déi sech ënnert der Anonymitéit vum Internet a Sécherheet spieren.

D'Ausmooss vum Problem ass nach méi bekannt ginn, wéi en Experiment mat jonke Schauspiller gemaach ginn ass, déi sech am Internet als Zwieleftjäreger ausginn hunn, fir ze testen, wéi schnell Kanner d'Zilscheif vun esou sexuellen Iwwergrëffer ginn. Scho Wochen am Viraus si Konte vu sozialen Netzwierker ugeluecht ginn, 18 Kameraen hunn d'Kanner an hire virpreparéierten Zëmmer iwwerwaacht, am Hannergrond mat psychologescher Ënnerstëtzung. Dräi Deeg ware se online op Sitten, déi bei Teenager beléift sinn.

D'Kanner hu mat virbereeten Handye geschafft, gesurft an telefonéiert, an et sinn Informatioune gesammelt ginn, déi duerno un d'Staatsanwaltschaft weidergeleet gi sinn, an et konnten och Täter uschléissend iwwerfouert ginn.

All d'Resultater sinn dokumentéiert ginn an et sinn a just dräi Deeg iwwer 500 sexualiséiert Chatufroen erakomm, an d'Kanner waren Honnerte vu Manipulatiounsversich vun erwuessene Männer ausgeliwwert a si massiv mat sexuellem Mëssbrauch konfrontéiert ginn.

Déi jonk Schauspiller waren innerhalb vu Minutten op aner Kommunikatiounsplattformen oder Videochats gelackelt ginn an hu sech dem Drock vu Männer ausgesat, fir plakeg Fotoe vun hinnen ze weisen, ze maachen oder ze verschécken, an a ville Fäll fir sech mam Täter ze treffen, fir Sex mat him ze hunn.

Esou Ugrëff spille sech net nëmmen op Chatportaile wéi „Knuddels" of, e Portail, wat eigentlech geduecht ass, fir datt d'Kanner matenee kommunikéieren, mee op ganz normale Verkafsplattformen, wou Täter geziilt no Affer sichen. D'Täter ginn dann och d'Nummer ganz oft weider, wou sech dann nach aner Interesséierter beim nämmlechte Kand melle kënnen a wou esou reegelrecht Netzwierker eigentlech sech bilden, fir Kanner ze abuséieren.

Wien elo mengt, datt dës Virgoensweis zimmlech degoûtant ass, fir esou en Täter ze ermëttelen, dee bieden ech, de Bericht ze kucken „Angriff auf unsere Kinder" vum Mäerz aus dësem Joer. Well hei ass elo net probéiert ginn, een onbedéngt an d'Netz ze lackelen. Et ass extra drop opgepasst ginn, datt d'Schauspiller sech ganz zréckgehalen hunn, vill Froe gestallt hunn an d'Roll vun engem Kand iwwerholl hunn op eng extreem onschëlleg Aart a Weis. „Knuddels" an aner Teenagersitte sinn esou wuel net nëmmen eng Méiglechkeet, datt Jonker sech mateneen austausche kënnen, mee och Chatplattform fir erwuesse Männer, wa se op der Sich no Kanner sinn.

Dat si keng Täter, déi dat just eng Kéier esou aus Spaass maachen, mee déi wësse ganz genau, wat se maachen a wéi se sech uleeën. „Welches Mädchen bringt Papa zum Spritzen?", gehéiert quasi do schonn zum Normaltoun op esou Sitten. A bal kee vun den Administratore mellt esou Saachen oder mécht sech Gedanken, well se Geld mat hire Sitte wëlle verdénge an et si quasi net interesséiert, ob hir Benotzer, déi Jugendlech, geschützt sinn oder net.

Dat Experiment ass vu ganz ville Säite geleeft gi vun der Aart a Weis, wéi et duerchgefouert ginn ass, net nëmme fir op dës ëmmer méi opkommend Problematik opmierksam ze maachen, mee virun allem, well hei evident pedophill Täter ermëttelt konnte ginn. An dat bekräftegt, datt Kanner a Jugendlecher scho säit iwwer zéng Joer engem grousse Risiko am Netz ausgesat sinn.

D'Gabriela Rapp, Cybersécherheetsexpertin, déi virun 20 Joer Beroderin vun der Regierung war an déi CASES mat opgebaut huet, „Cyberworld Awareness and Security Enhancement Services", seet, datt mir bei dësem Theema d'Dimensioun net erkannt hunn. Si huet an hirem Buch „Bitte tu was!" tëschent 2007 an 2019 mat iwwer 40.000 Kanner geschwat a si ass schockéiert iwwert de Kanner hir Aussoen an iwwert déi enorm Unzuel vu sexuellen Iwwergrëffer a sexueller Belästegung an der virtueller Welt.

Si seet aus, datt een als Elteren en Instinkt huet, e Kand op d'Gefore beim Vélofuereléieren hinzeweisen. Do hunn d'Elteren en Instinkt, Verkéiersreegelen ze léieren, e Kask undoen, d'Luucht op de Vëlo vir opzesetzen. Et kann een d'Gefore gutt aschätzen. Beim Internet feelt dësen Instinkt bei ganz villen!

An engem Artikel aus dem „Lëtzebuerger Wort" vum Michèle Gantenbein seet d'Cyberexpertin, datt mer keng nei Etüde brauchen, mee eng anonym Erfaassung vun der aktueller Situatioun mat fiabele Statistiken, mat Fachleit vum Terrain, Psychologen a Kannerdokteren, fir d'Problematik ze erfaassen. Et wär relativ einfach, d'Kanner besser ze schützen, seet d'Expertin an hirem Interview, well mir hätte scho fir de Wirtschaftsberäich eng Cybersécherheetsplattform, an datt een déi nämmlecht „threat share tools", also op d'Geforen hiweisen, och bei Kanner a Jugendleche kéint asetzen a mir esou dat éischt Land op der Welt kéinte sinn, dat esou en Emergency Response Centre kéint fir Jugendlecher a Kanner kreéieren.

Mir hunn alleguerten de Problem ënnerschat a mir sinn ze mann mam Sujet sensibiliséiert. Dat fänkt bei den Elteren doheem un an et geet iwwert d'Schoulpersonal, d'Betreiungspersonal. Et ass natierlech och un der Politik, d'Responsabilitéiten ze huelen. Bee Secure sensibiliséiert och scho säit Joren an dësem Beräich, a mir sinn och frou iwwert d'Annoncement vun der Regierung, am Secondaire en neie Cours „Digital sciences" anzeféieren, wou d'Kanner och de richtegen Ëmgang mam Internet solle geléiert ginn.

Fir eist Gefill e bëssen ze spéit. Mir hoffen awer, datt och an deem Kader vun dësem Cours selbstverständlech op d'Gefore vun der digitaler Welt opmierksam gemaach gëtt, fir eis Jonker besser ze schützen.

Fir deenen ëmmer weider klammenden Zuele vun Infraktiounen nozekommen, souwuel fir pedopornografescht Material erauszefilteren, wéi och eis Kanner besser géint de Cybergrooming ze schützen, muss een déi entspriechend Ressources humaines, den Knowhow an d'Material hunn, fir och eng Cybersecurity-Plattform fir Jugendlecher a Kanner an d'Liewen ze ruffen. Dorunner feelt et am Moment nach zu Lëtzebuerg. An dofir fuerdere mer de Policeminister op, verstäerkt Efforten ze maachen, fir de Service „Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel" vun der Police weider opzestocken an dat néidegt Material oder den néidege Logiciel en place ze setzen. Eis däitsch Kolleege setze scho säit Jore verstäerkt op kënschtlech Intelligenz, fir Biller a Videomaterial esou auszewäerten an esou méi schnell d'Dossieren ze traitéieren.

Ech deposéieren dann och an dësem Sënn nach eng weider Motioun.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que le nombre d'abus sexuels commis sur des enfants et des femmes a augmenté l'année dernière d'environ 30 % dans plusieurs des États membres de l'Union européenne, avec une tendance ascendante ;

- notant également que la Commission européenne souligne dans son rapport sur la stratégie de l'UE pour lutter plus efficacement contre les abus sexuels sur les enfants, qu'une augmentation spectaculaire des signalisations d'abus sexuels sur des enfants en ligne a eu lieu ces dernières années, augmentant de 23.000 en 2010 à plus de 725.000 en 2019, dont plus de 3 millions concernant des photos et vidéos ;

- considérant que la Commission européenne note dans ce même rapport cité ci-dessus que l'UE représente le plus grand hôte mondial de matériel abusif ;

- notant de plus qu'Europol a constaté, dans son rapport « Exploiting isolation: Offenders and victims of online child sexual abuse during the Covid-19 pandemic » datant du 19 juin 2020, que la pandémie liée au Covid-19 était en corrélation avec l'augmentation du partage d'images d'abus en ligne ;

- constatant que la Police du Grand-Duché du Luxembourg souligne dans son rapport d'activité de l'année 2019, que sa section protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel, responsable entre autres du traitement des affaires d'abus sexuels et infractions graves contre mineurs (p. ex. viols mineurs, attentats à la pudeur), du volet « internet » (p. ex. pédopornographie et grooming), de la maltraitance d'enfants ainsi que de la délinquance juvénile a traité en tout 882 nouvelles affaires en 2019, dont 304 nouvelles affaires dans le domaine des abus sexuels et infractions graves contre mineurs, représentant une augmentation frappante de 36 % par rapport à l'année dernière ;

- constatant l'existence d'une pénurie de personnel au sein de la Police et la nécessité absolue d'améliorer les ressources visant à protéger les enfants et les femmes contre les abus sexuels ;

- sachant que l'Allemagne a recours à des technologies de traitement Big Data/d'intelligence artificielle pour l'évaluation du matériel pédopornographique,

invite le Gouvernement

- à renforcer le service « Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel » de la Police judiciaire en renforçant les ressources humaines disponibles ;

- à doter le personnel de la formation et de l'équipement adéquats (comme des technologies de traitement Big Data/intelligence artificielle) afin de mieux lutter contre cette augmentation frappante d'infractions liées aux abus sexuels au Luxembourg ;

- à étudier la mise en place d'un centre d'alerte et de réaction aux contenus informationnels illicites (vidéos et images avec contenus sexuels, pornographie enfantine, etc.), au bénéfice des enfants et adolescents.

(s.) Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Viviane Reding.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sexuelle Mëssbrauch, wéi schonn am Ufank erwäänt, ka jiddwereen treffen, vum Bëbee iwwert d'Kanner a Jugendlecher bis hin zu erwuessene Leit.

Laut enger Etüd vum däitsche Familljeministère ass kloer erauskomm, datt Fraen, déi an hirer Kandheet Gewalt erlieft hunn, véiermol méi susceptibel sinn, herno och an hirer Partnerschaft Gewalt matzemaachen.

Ee vun de sexuelle Mëssbräich, dee vun eiser Gesellschaft net wierklech wouergeholl gëtt, mee deen awer dagdeeglech ausgelieft gëtt, ass dee vun der Prostitutioun. Et gëtt keng Welt, iwwert déi esou wéineg bekannt ass an iwwert déi esou elegant geschwige gëtt, wéi déi iwwert de Verkaf vum Kierper!

Déi amerikanesch Wëssenschaftlerin Melissa Farley vun der American Psychological Association huet eng Etüd gemaach, wou se erausfonnt huet, datt iwwer 62 % vun de Prostituéierten ausgesot hunn, datt se reegelméisseg vergewaltegt gi sinn. 82 % vun hinnen erliewen all Dag Gewalt an 43 % si schonn als Kand sexuell mëssbraucht ginn, hunn also eng Virgeschicht vu Gewalt a Sex.

Iwwert d'Hallschent vun de Prostituéierte sinn als Jugendleche vun den Eltere kierperlech bestrooft ginn, mat engem relevant héijen Undeel vu kierperleche Mësshandlungen, déi duerch Bezuchspersoune reegelméisseg duerchgefouert gi sinn.

Den Taux de mortalité ass 40-mol méi héich bei enger Prostituéierter wéi bei enger Fra, déi eng normal Aarbecht mécht! De Risiko, ëmbruecht ze ginn, ass 18-mol méi héich, a bei kengem Service - well ech refuséiere bis u mäi Liewensenn, et als normal Aarbecht ze tituléieren - ass den Taux suicidaire esou héich wéi bei deenen, déi hire Kierper verkafen!

Laut engem Forschungsbericht aus dem Joer 2015 iwwert d'Problemer an der Prostitutioun aus Irland kënnt eraus, datt bal d'Hallschent vun hinne suicidaire sinn. An dëst beleet ganz däitlech, datt et de Mythos vun der „glécklecher Houer" net gëtt, mee beweist éischter, datt Prostituéiert am Bezuch op Gewalt eng héichgradeg gefäerdet Grupp sinn. Et ass de geféierlechste Service, deen eng Fra oder e Mann op dëser Welt ka leeschten!

International Etüde beweisen, datt duerch den dagdeegleche Mëssbrauch tëschent 60 bis 80 % vun de Prostituéierte schlëmm psychotraumatesch krank sinn, Schied, déi duebel esou schlëmm si wéi déi vu Krichsveteranen, vergläichbar mat Vergewaltegungsaffer oder Mënschen, déi souguer gefoltert gi sinn.

An hirem Rapport vum Joer 2019 dréckt de Planning Familial sech och kloer géint d'Prostitutioun aus, well se sech op d'Vermaartung vum Kierper an d'Dominatioun an d'Wënsch vum Mann baséiert.

Léif Kolleegen a léif Kolleeginnen, Prostitutioun ass keng Aarbecht wéi all déi aner, well hei geet et ëm e Gutt, wat een net ersetze kann, wat een net an eng Revisioun schéckt oder nei um Internet bestellt, wann et bis futti ass! Heiansdo gëtt behaapt, datt een dëse Sujet vun der pragmatescher Säit misst ugoen. Mee wësst Der, Här President, wann et ëm engem säi Kierper geet, wann et ëm de Verstand geet, wann et ëm Mënsche geet a meeschtendeels déi allerschwächst aus eiser Gesellschaft, da kann een net esou eng Debatt féieren, ouni Gefiller, ouni dat Mënschlecht mat eranzebréngen! An dat, wat vum Mënsch nach iwwregbleift, wann e bis zu 30-mol am Dag säi Kierper zur Verfügung stellt, fir datt anerer hire Spaass oder Muecht drun ausübe kënnen, gëtt doduerch legal gemaach, well ee jo schliisslech derfir bezilt!

Et schéngt och evident, datt, wann ee Prostitutioun ab 18 Joer legaliséiert, et schwéier ze erklären oder ze verteidege gëtt, datt de Kaf vu Mannerjärege verbuede bleift. Dëst wäert fir vill Clientë kee Grond méi duerstellen, fir sech net awer u Mannerjäreger ze bedéngen, well duerch de Fait, datt et jo legal ass, e Kierper ze kafen, d'Altersgrenz fir vill Männer keng grouss Roll méi spillt. An dat beweisen och kloer d'Zuelen, well mat der Legaliséierung vun der Prostitutioun als normale Beruff fir Groussjäreger de Prozentsaz vu mannerjärege Prostituéierten ëm méi wéi 40 % geklommen ass, also mer elo eng Situatioun hunn, datt all fënneft Affer ënner 18 Joer huet.

Generell stéiere mech e puer Facteure besonnesch, wann een iwwer Prostitutioun schwätzt.

Éischtens, datt et eng total verharmloost Duerstellung vun deenen Akten ass, déi do musse geleescht ginn.

An zweetens gëtt et bal ëmmer aus der Vue vun deene gekuckt, déi de Kierper gäre benotzen, kontrolléieren, profitéieren, encadréieren oder deenen, déi krampfhaft dat verteidegen, wat se all Dag erdroe mussen.

Bei all dësen Temoignagë kann et keng Neutralitéit ginn! Bal ni héiere mer vun deenen, déi dem Milieu entkomme konnten. Dobäi si si eigentlech déi Eenzeg, déi éierlech kënne sinn, well se net méi vum Milieu ofhänken.

D'Beispill vum Rachel Moran, eng fréier iresch Prostituéiert, déi elo Affekotin ass, ass dofir vläicht méi glafwierdeg. Si huet e Buch geschriwwen „Was vom Menschen übrig bleibt: Die Wahrheit über Prostitution", wou se géint de Prostitutiounsetablissement untrëtt an déi romantiséierend Virstellung vun der fräiwëlleger, selbstbestëmmter Prostituéierter entlarvt. Si wiert sech géint d'Scheinliberalitéit vun de Prostitutiounsgesetzer, déi et onméiglech maachen, Frae bei esou Servicer ze schützen, a wou keng Fra ongeschiedegt erauskéim. Hiert Buch mécht kloer, datt den Handel mam Fraekierper e Verstouss géint d'Mënschewürd ass an eng kloer Form vu sexuellem Mëssbrauch, an datt een den Debat iwwert d'Prostitutioun an der Zukunft anescht muss féieren.

Et brauch ee just ze kucken, wat an deene Länner geschitt, déi et als normaalsten Aarbecht vun der Welt reglementéiert hunn, an et mat deene Länner ze vergläichen, déi dem sougenannten „nordesche Modell" nogaange sinn. Do, wou de Verkaf vum Kierper als normale Beruff gëllt, sinn elo d'Dréischeiwe vum Mënschenhandel ginn, sinn d'Zuele vun de Prostituéierten explodéiert, d'Gewalt un de Fraen ass geklommen, den Alter ass drastesch gefall, d'Präisser si gefall an de Staat, Här President, ass zum gréissten Zuhälter vum Land ginn. Dorënner fale besonnesch Länner wéi Däitschland an Holland, Éisträich an et sinn der nach eng Rei.

Eng milliardeschwéier Sexindustrie an engagéiert Lobby, déi d'Prostitutioun als Ausdrock vun enger sexueller Selbstbestëmmung betruecht, suergt derfir, datt e Bild vun der Prostitutioun vermëttelt gëtt, dat quasi iwwerhaapt näischt méi mat der Realitéit ze dinn huet. All deenen, déi behaapten, datt sech ze prostituéieren e fräie Choix soll sinn, wou ee schrecklech gäre säi Kierper verkeeft: Firwat kënnt dann d'Majoritéit vun hinnen aus gestéierte Familljeverhältnisser, se goufe selwer oft vu ganz jonkem Alter u sexuell mëssbraucht, si vollgepompelt mat Medikamenter oder Drogen, hu finanziell Problemer, si kaum eduquéiert an hunn zu 90 % en Zuhälter?

Firwat kommen dann déi allermeeschte Frae bal zu 100 % aus den äermste Géigende vun der Welt, Nigeria, Rumänien, Russland a fréieren Ostblockstaaten, déi allermeescht mat falsche Verspriechunge gekódert, mat attraktiven Joboffere, fir d'Liewen ugeschmiert, a wann een hannert d'Kulisse kuckt, mierkt ee ganz schnell, wéi de Puffbesëtzer mam Mënschenhändler kooperéiert a verschidde Fraentyppe bestallt ginn, wat méi jonk, wat besser, no Hoerfaarf, Konfektiounsgréisst a Gewiicht. De Mënschenhändler liwwert dann déi entspriechend „Wuer" - esou gëtt se nämlech iwwregens och am Milieu genannt -, mat Réckgabegarantie.

Prostitutioun ass weider näischt wéi d'Benotze vun engem Kierper fir de Sex duerch de Mann, well de Client ass zu 99 % e Mann.

Entschëllegt mech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech mech elo hei an dësem héijen Haus esou ausdrécken. Ech iwwersetzen einfach dat, wat d'Rachel Moran an hirem Buch „Was vom Menschen übrig bleibt" erlieft a beschriwwen huet, fir datt ee sech vläicht e bësse virstelle kann, wat do muss geleescht ginn. Et muss ee jo wëssen, datt déi meescht Männer, déi esou Servicer an Usproch huelen, net onbedéngt all wéi de Brad Pitt ausgesinn. Déi allermeescht kommen, fir dat ze erliewen, wat se soss net ausliewe kënnen, no der Aarbecht, no deem engen oder anere Patt an och net emol onbedéngt gewäsch.

Léif Kolleegen, kéint iergendeen heibannen, Mann oder Fra - well et gi jo och Männer, déi sech prostituéieren -, sech eng Sekonn virstellen, wéi et wär, esou e Client a seng déifsten Intimitéit eranzeloossen, een, deen een emol net kennt, een, deen een net gären huet, deen een net virbereet, deen net dat mécht, wat ee gären huet, mee just dat, wat him

Spaass mécht, an all Kierperëffnung eran, Akten ze erdroen, déi ee vläicht komplett uneekelen a wou eng vun de gefroteste Kompetenzen déi ass, de Schléckreflex ze kontrolléieren, fir sech net mussen ze iwwerginn, Kierper a Verstand ze dissociéieren, fir de Moment ze iwwerstoen, an en plus en oscarräife Schauspillakt ze presentéieren, wéi super alles ass a wéi gutt et deet, mat der permanenter Angscht, wat als Nächst verlaangt gëtt?! Well wann d'Dier zougeet, Här President, dann ass de Client King an dat 25- bis 30-mol am Dag. Et gëtt bezuelt mat Geld, an dofir däerf ee maachen, wat ee wëllt. Et ass eigentlech eng bezuelte Vergewaltegung, well alles aneschters, wat erzielt gëtt, beweegt sech an engem Mythos!

De Lutz Besser, Facharzt fir Psychiatrie, seet aus, datt vill Prostituéierter esou eng Erniddregung an Entwierdegung erliewen, datt se dat nëmmen aushale kënnen, well se iwwer e Schutzmechanismus verfügen, fir sech ofzespalte vum Wouerhuelen; Dissociatioun, en Iwwerliewensmechanismus, wou am Gehier anästheetesch Hormoner ausgeschott ginn, fir sech selwer zu engem lieflosen Objekt ze maachen, fir de Moment ze iwwerstoen. Fir hir Gefiller ze déiden, huele vill vun hinnen iergendwann eng Kéier Drogen, fir d'éischt Marihuana, da Crystal an zum Schluss Heroin. Eng Realitéit, wou ee seng Séil verkafen, säin Häerz stoppen, säi Kapp vergiesse muss, fir ze iwwerliewen an enger Welt, wou Mënschenhandel - nieft Drogen- a Waffenhandel - als ee vun den dominantsten op der Äerd gëllt.

An ech mengen, et wär am 21. Joerhonnert endlech un der Zäit, a mat der Hoffnung, mat esou villen neie jonke Fraen, Mammen a Pappen an och selbstverständlech alleguer deenen anere Volleksvertrieder an der Chamber, ëmzedenken, wann et ëm dëse Sujet geet. Datt mir Politiker eis am Klore musse sinn, wéi e Message mir un d'Gesellschaft a virun allem un eis Kanner wëlle weiderginn, wa mir esou Aktivitéiten ënnerstëtzen, wou déi fundamental Rechter vu Mënschen, haaptsächlech Fraen, verletzt ginn.

„Die Prostitution und das sie begleitende Übel des Menschenhandels sind mit der Würde und dem Wert der menschlichen Person unvereinbar und gefährden das Wohl des Einzelnen, der Familie und der Gemeinschaft." Mat dëse Wierder féieren d'Vereenten Natiounen 1949 hir Konventioun un, déi fir d'Ënnerbanne vum Mënschenhandel a géint d'Ausnotzung vum aneren ass an d'Bestrofung fuerdert, net vun der Prostituéierter, mee vun all deenen, déi dovunner profitéieren.

Eng Realitéit, déi eng ganz aner ass wéi déi, déi krampfhaft vun der Sexindustrie an deene puer Ausname probéiert gëtt ze vermëttelen, vun der Edelprostituéierter, déi gutt bezuelt gëtt vum Mann am elegante Kostüm; dat mécht manner wéi 3 % aus vun all deenen, déi dës Servicer leeschten. A gleeft mer, fir dës Dammen ass et mat Sécherheet och net manner schlëmm ze erdroen!

Här President, et ass fir eis als ziviliséiert Mënschen absolutt normal, datt vill Saachen aus eetheschen a moralesche Grënn net „verkaaft" kënne ginn a verbuede sinn, zum Beispill Kanner bei enger Adoptioun oder den Organhandel. Et ass evident, datt d'Zuelen zum Beispill beim Organhandel klamme géifen, wann een de Marché géif legaliséieren. Wann dëst nämlech erlaabt wär, fënnt een ëmmer Mënschen, déi schlecht genuch dru sinn an déi géife behaapten, wéi selbstverständlech „fräiwëlleg" a schrecklech gäre se hiert Organ géife verkafen. A genausou ass et mat dem Geschäft vum Verkaf vum Kierper mat der Prostitutioun!

Däitschland huet 2002 eent vun de liberaalste Prostitutiounsgesetzer an Europa agefouert. Eist Nopeschland ass zu engem Paradis fir Sextouriste ginn, wou aus dem Ausland reegelrecht Busreesen organiséiert ginn, fir a verschidde Clubben esou oft Sex ewéi méiglech ze hunn a wou - stellt Iech dat emol vir! - „Happy hour and all you can fuck" op de Werbeplakater steet vun hire Bordeller, fir Reklamm ze maachen. Et ass zu engem Präisdumping komm wéi am Kampf bei engem Discounter mat der Devise „ëmmer manner bezuele fir ëmmer méi Wuer".

De liberalen Ëmgang mat der Prostitutioun huet Konsequenzen.

Däitschland ass zum gréisste Puff vun Europa ginn, seet d'Leni Breymaier, SPD-Deputéiert, an zur gréisster internationaler Dréischeif vun der Zwangsprostitutioun a vum Mënschenhandel. Schold um Boom an eisem Nopeschland ass hiert Prostitutiounsgesetz mat ganz wéineg Oplagen. Et sollt eigentlech d'Kriminalitéit verdrängen an d'Aarbechtskonditioune verbesseren an déi gesetzlech Déngschtleeschtung vun enger Prostituéierter reegele mat Sozialversécherung wéi en normale Beruff.

Däitschland, dat am Joer 2022 virun enger Evaluatioun vu sengem Prostitutiounsgesetz steet a wou elo ëmmer méi Stëmmen haart ginn, fir éischter d'Wierksamkeet vun dësem Gesetz ze iwwerpréiwen. Et konnt nämlech no 20 Joer festgestallt ginn, datt dat, wat gutt gemengt war, total feelgeschloen ass. „Déi allermeescht vun hinnen hu sech nämlech net sozialverséchert, hu keng Krankekeess, d'Kriminalitéit huet massiv zougeholl, d'Konkurrenz tëschent den Dammen ass geklommen, doduerch sinn d'Präisser gefall, an dat alles, wat se esou maache mussen, gëtt ëmmer méi extreem", seet de Stroossesozialaarbechter Gerhard Schönborn.

Et ass e Gesetz, wat haaptsächlech d'Bordellbesëtzer, d'Zuhälter, de Mënschenhandel an d'Kriminalitéit gestäerkt huet, esou de Fazit vun Experten um Terrain, a wou dat lukratiivt Geschäft op ongeféier 25 Milliarden Euro pro Joer geschat gëtt. Dat Land, wou dagdeeglech 1,2 Millioune Männer sexuell Déngschtleeschtungen an Usproch huelen an d'Freier mat kriminellen Niewewierkunge guer näischt wëllen ze dinn hunn a wou verschidde Bordellzstroosse souguer als Kult gëllen!

Däitschland, wou den Zuhälter, och de Pimp „Manager" genannt gëtt, de Bordellbesëtzer elegant „Unternehmer im Erotikgewerbe" tituléiert gëtt a wou den Haaptprofiteur vun der Prostitioun an den Talkshows sëtzt an net am Prisong, schreift d'Alice Schwarzer an hirem Buch „Prostitution - ein deutscher Skandal".

Fir d'Europäesch Unioun gehéieren d'Prostitutioun, sexuell Ausbeutung a Mënschenhandel onzertrennlech zesummen. An et ass kloer, schränkt een d'Prostitutioun an, schränkt ee selbstverständlech och de Mënschenhandel an. Et gëtt e kloren Zesummenhang tëschent der Kriminalitéit an de liberale Prostitutiounsgesetzer! 2013 huet den Axel Dreher vun der Universitéit Heidelberg dëst fir de Beräich vum Mënschenhandel ënnersicht. Gemeinsam mat engem internationale Forschungsteam huet de Professer fir Wirtschaftspolitik Statistiken aus 150 Länner analyséiert. Fazit: Länner mat liberale Prostitutiounsgesetzer begënschtege ganz kloer modern Sklaverei.

D'Europaparlament ass 2014 zum Resultat komm, datt net nëmmen d'Zwangsprostitutioun, mee och déi sougenannte „fräiwëlleg" Prostitutioun d'Mënscherechter verletzt! An enger Resolutioun fuerdert d'Europaparlament all seng Mitgliedsstaaten op, d'Freier ze bestrofen. Déi sozialistesch Labourdeputéiert Mary Honeyball, déi d'Resolutioun entworf huet, fuerdert: „Statt der Legalisierung, die in den Niederlanden und Deutschland zu einem Desaster geführt hat, brauchen wir einen nuancierten Ansatz, der die Männer bestraft, die die Körper der Frauen als Gebrauchsgegenstand behandeln […]." Europa soll d'Prostitutioun, de Fraen- an de Mënschenhandel aktiv bekämpfen, anstatt se einfach als onëmgänglech Realitéit ze akzeptéieren! Ee vun de beschte Weeër - steet an der Resolutioun - derfir wär, den nordesche Modell anzeféieren. A si fuerderen all d'europäesch Staaten op, op dëse Wee ze goen.

Här President, virun 20 Joer hat ech eng komplett aner Astellung wéi haut, wann et ëm Prostitutioun gaangen ass, haaptsächlech well ech mech och kaum mat der Problematik ausenanergesat hunn an ech einfach déi Floskelen nogeplappert hunn, déi een ëmmer an deem Kontext héiert: „Dat gëtt et schonn éiweg, den eelste Beruff vun der Welt" et cetera. An ech ka mech nach genau erënneren, wéi déi éischte Kéier eng parlamentaresch Delegatioun aus Schweeden op Lëtzebuerg komm ass ufangs vum Joer 2000, fir hiren deemolege Modell virzestellen. Et ass e Modell, deen dëse Phenomeen vun enger komplett neier Säit betruecht an deen de Kaf vum Kierper als Gewaltakt ugesäit an d'Prostituéiert als Affer vu Mëssbrauch consideréiert an de Freier responsabiliséiert.

Schweede war dat éischt Land op der Welt, wat de Kaf vun engem sexuellen Déngscht verbueden huet, fir d'Demande ze drosselen. Prostitutioun ass net illegal, mee et ass illegal, fir sexuell Déngschtleeschtungen ze bezuelen. Ënnerstëtzt gëtt dëse Modell mat der Bestrofung vun de Besëtzer vu Bordellen an duerch ëmfangräich Ausstiigsprogrammer fir Mënschen, déi esou Servicer leeschten.

D'CSV huet sech kloer fir de schweedesche Modell ausgedréckt. Mee mir wëssen awer, datt en e wierkleche Succès nëmme kann hunn, wann en a ganz Europa eenheetlech ëmgesat gëtt an net de Problem an déi méi liberal Länner verlagert gëtt.

Eng Evaluatioun, déi 2009 vum schweedesche Modell gemaach ginn ass, stellt kloer fest, datt d'Prostitutioun ëm d'Hallschent a Schweeden ofgeholl huet. Befierchtungen, datt se an d'Ënnerwelt ofgetaucht sinn, konnten net festgestallt ginn. De Mattias Sigfridsson, Polizeileeder géint international Kriminalitéit aus Malmö, seet aus, datt de Contraire de Fall ass, well hir Dammen, déi esou Servicer leeschten, ganz schnell ze fanne sinn iwwer Internetannoncen an doduerch fir si einfach ze iwwerwaachen an ze kontrolléiere sinn. Si kënnen och esou d'Sexkeefer ganz einfach lokaliséieren a verfollgen.

D'Brutalitéit ass laut rezente Policerapporte vis-à-vis vun de Prostituéierten, Fraen a Meedercher, generell zréckgaangen. Säit der Aféierung vun dësem Gesetz ass keen eenzege Mord un enger Prostituéierter festgestallt ginn. Däitschland am Verglach: 115, zur nämmlechter Zäit! 115 Morden, 62 Mordversich. Schweeden huet säit sengem Prostitutiounsgesetz däitlech manner Vergewaltegungen. De Respekt virun de Fraen an de Meedercher ass gewuess, an de Mënschenhandel huet drastesch ofgeholl. Schweeden an all déi aner, déi sech elo schonn dësem Modell ugeschloss hunn, sinn net méi interessant, weeder fir d'Zuhälter nach fir Schlepper.

An nëmmen 22 Joer huet de schweedesche Modell sech an en nordesche Modell verwandelt a fënnt ëmmer méi Unhänger, déi elo an dësem Ament amgaange sinn ze debattéieren, fir sech dëser Approche unzeschléissen. Norwegen an Island 2008, Nordirland 2014, Finnland, England, Dänemark, Litauen, Wales, Frankräich 2016, Irland ganz 2017 inklusiv de Conseil européen. Och Kanada an Israel hunn änlech Prostitutiounsgesetzer a setzen ëmmer méi Länner wéi Däitschland an Holland ënner Drock. Iwwer 80 % vun de Bierger aus Schweeden ënnerstëtzen hiert Prostitutiounsgesetz. An dat Allerwichtegst, Dir Dammen an Dir Hären: Déi Jugendlech, déi kommend Generatioun, fannen et selbstverständlech an net méi normal, datt ee mat Suen e Kierper kafe kann an iwwert dee verfüge kann.

Här President, de Per-Anders Sunesson, Sonderbotschafter fir d'Bekämpfung vu Mënschenhandel a Schweeden, sot: „Bevor das Gesetz 1999 in Kraft trat, gab es keine Regulierung der Prostitution. Früher in den 80er und 90er Jahren war Prostitution kein Thema in der schwedischen Gesellschaft, aber es gab eine große Diskussion über die Gewalt von Männern gegen Frauen. Als das Thema Prostitution dann aufkam, argumentierte die Frauenbewegung: ‚Hey Regierung, wenn wir jemals in der Lage sein wollen, die Gleichberechtigung der Geschlechter zu verbessern und die Gewalt von Männern gegen Frauen zu stoppen, dann müssen wir uns mit Prostitution befassen.'"

Wéi sot d'SPD-Deputéiert Leni Breymaier? Datt et net duergeet, super Gesetzer ze maachen iwwert d'Quoten, Fraen a Féierungspositiounen, Gewalt am Stot, Upskirting, Catcalling: „Alles super tolle Maßnahmen, aber solange trotzdem jeder Typ sich für billigstes Geld an jeder Ecke eine Frau kaufen kann, solange ist diese Gesellschaft kaputt und solange ist diese Gesellschaft nicht gleichberechtigt."

Ech weess, d'Egalitéitsministesch, Madamm Tanson, ass haut net do. Ech wär awer frou, wann Der kéint Froen, déi ech hunn an dësem Kontext, un d'Ministesch weiderleeden. Ech wéilt wëssen, ob se nach ëmmer un hirem lëtzebuergesche Modell géif festhalen. Wéi vill konnten aus dem Milieu gerett ginn? Wéi ass et mat der Gewaltproblematik géintiwwer de Prostituéierten hei zu Lëtzebuerg? Huet d'Ministesch wëlles, d'Resolutioun aus dem Europaparlament vun dem Joer 2014 ëmzesetzen a sech all deenen unzeschléissen, déi elo schonn den nordesche Modell ëmgesat hunn?

Ech kommen zum Schluss vu menger Interpellatioun.

Här President, léif Kolleegen a léif Kolleeginnen, hei geet et ëm esou villes. Et geet eigentlech ëm alles, well et geet ëm dat, wat fir e Spigelbild mir an der Gesellschaft wëlle sinn. Mir sollen op kee Fall naiv sinn, mee mir däerfen awer och d'Aen net zoumaachen, wann et ëm déi Vulnerabelst vun eiser Gesellschaft geet.

Kannermëssbrauch, Mënschenhandel, Sklaverei a Prostitutioun wäerten et ëmmer ginn. Mee et ass, wéi eng Gesellschaft dës Thematik ugeet, wat se domadder mécht a wéi se domadder ëmgeet, wat eng Natioun ausmécht. Et geet ëm e Mentalitéitswiessel, deen eng modern Gesellschaft brauch, wa se gäre vu Chancëgläichheet schwätzt. An et geet generell ëm e Mentalitéitswiessel vu Männer vis-à-vis vu Fraen, wa riicht weider vermëttelt gëtt, datt et eigentlech dat Normaalst op der Welt wär, datt een e Kierper oder datt ee säi Kierper verkeeft, wéi dat eis joerhonnertelaang elo virgefouert ginn ass als eppes, wat selbstverständlech, normal wär an net méi ewechzedenke wär.

Et geet ëm Wäerter, déi mer gären an eiser Gesellschaft géifen héichhalen, Respekt, Dignitéit, Gläichberechtegung an ob de Mënsch weider als Wuer betruecht gëtt oder net. An et geet virun allem drëms, wat mer eise Kanner vu Klengem u vermëttelen a wat hire Kierper wäert ass, wa mer en un engem Präis festmaachen. Et geet ëm eis zukünfte Jongen an hir Astellung vis-à-vis vum anere Geschlecht. An et geet ëm eis Meedercher a wéi si de Wäert vun hirem Kierper vermëttelt kréien an och aschätzen. An et geet selbstverständlech last but not least ëm d'Onschold an de Schutz vun eise Kanner an dat, wat vun hinnen nach iwwregbleift, wann een hire Kierper, hiert Vertrauen an hire Geescht mëssbraucht huet.

Ech soen all deene Merci, déi mer nogelauschtert hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Nancy Arendt.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen als Alleréischt der Kolleegin Nancy Arendt Merci, dass si dës Interpellatioun ugefrot huet an d'Geleeënheet bitt, iwwert dëse wichtege Sujet haut ze schwätzen.

Abus sexuels si bäi Wäitem keen Tabu an eiser Gesellschaft. Et gëtt der vill méi, wéi gewosst a wouergeholl ginn. Mir schwätze just net driwwer. « On n'en parle pas. » An awer! Och hei zu Lëtzebuerg gëtt et Leit, jo, gëtt et ze vill Leit, déi Affer si vun diverse sexuelle Strofdoten. Duerfir ass et wichteg, dass mir eis konkreet, jo, am Detail mat dëser Problematik auserneesetzen, fir e Bewosstsinn ze schafen, fir déi schlëmm Konsequenzen an diverse Forme fir d'Affer vu sexueller Gewalt opzegräifen. Mee och, wat ka gemaach ginn a wat muss gemaach ginn, fir esouwuel d'Affer ze schütze wéi och mat den Täter oder potenziellen Täter ze schaffen, fir dass sexuell Gewalt esou wäit wéi méiglech vermidde gëtt.

Sexuelle Mëssbrauch, ganz besonnesch bei Kanner a Jugendlechen, ass eent vun de schlëmmste Verbriechen, dat een engem Mënsch undoe kann. Nach méi schlëmm ass et, wann een doriwwer nodenkt, dass e groussen Deel vun den Iwwergrëffer vu Leit begaange ginn, déi den Affer bekannt sinn. Oft sinn et Vertrauenspersounen, Leit, déi den Affer nostinn a vun deenen ee sech et am mannste géif erwaarden: en Elterendeel, e Monni, eng Tatta, den Noper, en Trainer, eng Joffer, e Schoulmeeschter, ee vun de Geschwëster oder soss e Familljemember, Bekannten oder een aus dem Frëndeskrees. Nëmmen ëm déi 10 % vun alle Mëssbrauchsfäll ginn an der Reegel vun Onbekannten ausgeüübt.

Opfälleg ass och, dass d'Täter gréisstendeels männlech sinn, dass also d'Iwwergrëffegkeet méi oft vu Männer wéi vu Frae begaange gëtt. Dëst goung beispillsweis aus enger Etüd vun 2016 vum Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence ervir, wou festgehale gouf, dass 68,08 % vun den Auteuren deemools männlech waren. Ech komme spéider nach eemol op dëse Sujet zréck ze schwätzen.

Mee wat ass iwwerhaapt sexuelle Mëssbrauch?

Wann ee vu Mëssbrauch schwätzt, denken déi meescht un eng Vergewaltegung. Mee Mëssbrauch huet esou vill aner Gesiichter! Et ass all Akt, bei deem engem Mënsch seng physesch an domat och seng emotional Grenzen iwwerschratt ginn. Et ass all Situatioun, wou engem Mënsch säi Kierper engem anere géint den eegene fräie Wëllen ausgeliwwert ass, bewosst oder onbewosst, mat oder ouni Uwendung vu Gewalt.

Esou kann een zum Beispill vu sexuellem Mëssbrauch schwätze bei enger Fra, déi beim Spadséieregoen owes am Park vergewaltegt gëtt, beim Jong, dee vu sengem Trainer an der Dusch oder an der Kabinn observéiert gëtt, bei der Prostituéierter, déi hire Kierper all Dag op en Neits Onbekannte muss ubidden, well si d'Pabeieren ofgeholl krut an hiren Zouhälter si zwéngt, all Nuecht op d'Strooss ze goen, mee och bei méi oder manner explizitte sexuelle Biller, déi opgeholl oder och verbreet ginn an déi enger Persoun hir kierperlech wéi och hir emotional Integritéit verletzen.

An eisem Code pénal ginn déi eenzel Forme vu sexuellem Mëssbrauch am Titel iwwert d'„Crimes et délits contre l'ordre des familles et contre la moralité publique" an de Kapitele 5 iwwert d'„Attentat à la pudeur et du viol", am Kapitel 6 iwwert d'Prostitutioun an d'Zuhälterei an am Kapitel 7 iwwert d'„Outrages publics aux bonnes mœurs et des dispositions particulières visant à protéger la jeunesse" behandelt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, laut der Äntwert vun der Madamm Justizminister op meng rezent Question parlementaire iwwert de Stealthing sinn an de leschte fënnef Joer zesummegerechent eleng bei der Police 486 Plaintë wéinst Vergewaltegung deposéiert ginn. Bei de Juge-d'instructione vun Dikrech a Lëtzebuerg waren et zesumme 683 Plaintë wéinst Viol oder Tentative de viol.

Kuckt een d'Depote bei der Police an an der Justiz zesummen, kënnt een iwwert déi lescht fënnef Joer op en Total vun 1.138 (veuillez lire: 1.169) Plaintë wéinst Vergewaltegungen. Dat si ganz erschreckend Zuelen. An dobäi sinn dat doten déi Zuelen, déi mer kennen. Wéi vill där Fäll gëtt et, vun deene mer näischt wëssen? Wéi vill där Fäll gëtt et, wou sech d'Affer net trauen, eppes ze soen, an dat och a Fäll vu Violence domestique?

Et ass grad dowéinst enorm wichteg, dass ee sech all déi verschidde Fäll als Zenarie virun Ae féiert. Nëmme wa mir e Bewosstsi fir dëse Sujet schafen a schäerfen, kënne mir potenziell geféierlech Situatiounen och erkennen. An nëmme wa mir dës fréizäiteg erkennen, hu mir d'Méiglechkeet, anzegräi-

fen an eis anzesetzen, ier et zu Abuse komme kann.

Mee wat, wann et schonn ze spéit ass? Wou kënnen Affer vu sexuellem Mëssbrauch Hëllef an Ënnerstëtzung kréien? Hei zu Lëtzebuerg gëtt et eng Rei u Servicer, déi an dëse Fäll méi oder manner spezifesch Hëllef ubidden. De SCAS, de Service central d'assistance sociale, ass e Service vum Parquet. Hei schaffen ënner anerem Psychologen a Kriminologen, déi och eng Formatioun als Assistant social hunn. Méi prezis gehéiert zu dësem Service och de Service d'aide aux victimes, un dee sech Affer och direkt kënne wennen. Bei dësem Service kënne sech souwuel Jonker wéi och Erwuessener mellen, déi kierperlech an och mental ugegraff goufen an déi hei éischtens emol iwwer hir Rechter informéiert ginn an och esouwuel e physesche wéi och e psychesche Suivi kënne kréien.

Aner Servicer an Initiativen - a se sinn net manner wichteg, ech wëll der e puer nennen - sinn: Femmes en détresse, d'Croix-Rouge, ALUPSE, Pro Familia, de Planning Familial oder de Cesas, de Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle. All dës Plazen, niewent natierlech der Police, sinn éischt Ulafstellen, wou Affer vu sexuellem Mëssbrauch oder allgemeng och Gewalt a sexueller Gewalt kënnen Hëllef kréien.

Ganz besonnesch wichteg ass och d'Afferambulanz UMEDO, d'Unité médico-légale de documentation des violences vum Staatslabo, eisem LNS. Hei kënnen Affer vu sexueller Gewalt zu all Moment empfaange ginn, fir déi erfuerderlech Ënnersichungen ze maachen a fir en Dossier mat enger gesetzlech verwäertbarer Dokumentatioun vun hire Verletzungen opzestellen. Ganz wichteg ass hei, dass dëst ka gemaach ginn, ouni dass d'Affer de selwechten Ament eng Plainte wéinst sexueller Gewalt muss areechen.

Ech géif op dësem Punkt eng ganz kuerz Klammer maachen. Säit dem 8. Mäerz gëtt et och eng Handyapplikatioun mam Numm Bright Sky. Hei hu sech d'Vodafone Foundation a Femmes en détresse zesummegedoen an eng Applikatioun ausgeschafft, wou et Affer oder Zeie vu Gewalt méiglech ass, sech Hëllef ze sichen oder Informatiounen ze fannen. Affer kënnen hei awer och eng Aart Tagebuch iwwert déi verschidden Akte vu Gewalt féieren, ouni dëst direkt mussen ëffentlech ze maachen. Klammer zou.

Affer vu sexueller Gewalt a ganz besonnesch vun enger Vergewaltegung kënnen oft no der Aggressioun net direkt doriwwer schwätzen. Eng Iwwergräffegkeet a speziell eng Vergewaltegung ass nämlech net just en Ugrëff op de Kierper vun engem Mënsch, et ass och en Ugrëff op dësem Mënsch säi Vertrauen, seng Dignitéit, säi Recht, iwwer sech selwer a säi Kierper ze bestëmmen, op säi Gefill, eppes Wäert ze sinn.

Wann eng Persoun vergewaltegt gëtt, ginn net just physesch Grenzen iwwerschratt. D'Affer schumme sech oft, sichen d'Schold bei sech selwer, fille sech hëlleflos, eekele sech virun hirem eegene Kierper a vertraue kengem méi, net emol méi sech selwer. Dës Leit hunn et dee Moment schwéier, iwwert dat, wat geschitt ass, ze schwätzen. Am léifste géife si et selwer vergiessen, mee kee wäert hinnen dat, wat geschitt ass, jeemools kënnen ewechhuelen.

Vill Affer droen dat da jorelaang mat sech ronderëm, ouni sech engem aneren unzevertrauen. Si vermeiden eventuell, owes an de Park ze goen. Si schrecken op, wann een hannert hinne geet. Si vertraue kengem méi, kënne keng richteg Bezéiung méi agoen, hiert ganzt Liewen ass duerch dëst Evenement, duerch dës Momenter, wou si d'Kontroll verluer haten, fir ëmmer gepräägt.

Firwat ass den UMEDO, deen ech virdrun ugeschwat hunn, hei esou wichteg? Den UMEDO erméiglecht engem Affer, sech ënnersichen ze loossen, an dat gesammelt Material gëtt wärend zéng Joer gehalen. Dëst erméiglecht et den Affer, dat, wat geschitt ass, ze verschaffen an zu engem spéideren Zäitpunkt eng Plainte géint den Täter ze maachen, dann, wa si bereet sinn, iwwert dat, wat geschitt ass, ze schwätzen.

Der DP läit dëse Punkt besonnesch um Häerz. A mir wäerten eis och weiderhin derfir asetzen, dass d'Verjärungsfriste bei Vergewaltegunge ganz sollen ofgeschaaft ginn, fir dass d'Täter net vun engem System profitéieren, deen hir Affer an deem Moment, wou si am vulnerabelste sinn, weeder kierperlech nach psychesch capabel sinn, fir sech ze notzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och d'Theema vun der Prostitutioun uschwätzen, op dat d'Madamm Arendt scho ganz am Detail agaangen ass. Och fir dës Mënsche ginn et Ulafstellen, wéi zum Beispill den DropIn, wou de Sexaarbechter an den aneren Adressaten e medezinneschen, e psychologeschen an e materielle Suivi ugebuede gëtt. 2019 konnt dëse Service net manner wéi 6.341 Visitte verzeechnen. Allgemeng ass och d'Exitstrategie enorm wichteg, well se de Mënschen aus deem Milieu Hëllefsstellunge bitt, fir aus dëse Kreesser erauszekommen an hire Wee zréck an e Liewen ausserhalb vun der Prostitutioun ze fannen.

En anere wichtege Punkt an dëser Diskussioun ass natierlech och dee vun der Preventioun a vun de potenzielle Menacen. Hei wëll ech besonnesch déi nei Technologien an hir Utilisatioun vu jonke Leit uschwätzen. Mat der Evolutioun vun den Technologien erweidere sech och d'Beräicher, wou de Mënsch mat sexueller Gewalt a Kontakt ka kommen. Sexting, also d'Verschécke vu gréisstendeels Fotoen, wou eng Persoun plakeg drop ass, mee och esou Videoen, ass haut wäit verbreet. Ëmmer méi héiert een och vu Reseaue vu Pedophillen, déi sech am Netz oder am Darknet Kannerpornografie deelen oder ukucken.

All Form vu Kannerpornografie muss konsequent poursuivéiert a bestrooft ginn. Hei musse parallell awer och speziell Therapien ordonnéiert ginn, déi sech un d'Täter oder potenziell Täter riichten.

Zréck bei déi nei Technologien: Natierlech huet een haut séier mat der Handykamera eng Foto gemaach ouni deem anere säin Averständnis. Natierlech gëtt et haut d'Méiglechkeet, dass Kanner iwwer Internet an ënner falschem Virwand mat Leit a Kontakt kommen, déi hinne Béises wëllen. Do wou d'Eltere fréier gesot hunn: „Géi mat kengem Frieme mat!", heescht et haut eventuell: „Pass op, mat wiem s du dech online ënnerhäls!"

Tatsaach ass, d'Technologie huet sech weiderentwéckelt, mee d'Problematik bleift bestoen. An et ass un eis, déi Jonk an déi nächst Generatioun dorop virzebereeden an hinnen dës Gefore bewosst ze maachen; Geforen, déi nach ëmmer déi selwecht sinn, déi sech eebe just der Zäit an de Moyenen ugepasst hunn an dat och an Zukunft maache wäerten.

An dësem Kontext schafft den Educatiounsministère ënnert dem Claude Meisch zesumme mat Bee Secure reegelméisseg Opklärungscampagnen, Trainingen a Formatiounen aus, fir esouwuel déi Jonk wéi och d'Bildungs- an Erzéiungspersonal souwéi och d'Elteren iwwer potenziell Geforen ze informéieren.

2020 eleng si bei der Bee Secure Stopline 4.022 Meldungen iwwer illegal Contenuen um Internet par rapport zu Abus sexuels vu Mineure gemellt ginn an och 2.410 vun dësen als illegal zréckbehale ginn. Dëst Joer ass vu Bee Secure och eng Informatiounsbroschür erauskomm zum Theema „Nackt im Netz?", déi sech mam Sexting a senge méigleche Risiken a Konsequenzen auserneesetzt. Och dat ass natierlech e relativ rezente Phenomeen. Mee och hei gëllt et, déi Jonk iwwert dës Thematik opzeklären, hinne bewosst ze maachen, dass e Bild net ëmmer just bei deem lant, wou et higeschéckt gëtt, an hinne kloerzemaachen, wat fir wäitleefeg Konsequenzen et fir si kann hunn, där Biller ze maachen, ze kréien an ze verbreeden.

Déi verschidde Volete vun der sexueller Educatioun hunn iwwert déi lescht Joren ëmmer méi u Stellewäert gewonnen, an dat souwuel an der formeller wéi an der nonformeller Bildung. Mat der Entwécklung vum éischten nationale Plang fir affektiv a sexuell Gesondheet am Joer 2013 huet sech d'Regierung nämlech dozou engagéiert, fir dem Public a besonnesch deene Jonken engersäits déi positiv Facettë vun der Sexualitéit méi nozebréngen an anerersäits mat alen Tabuen a Stigmaen ze briechen. Ënnert dem Schierm vun dësem Aktiounsplang ginn dofir reegelméisseg Initiativen tëschent de véier Ministèrë vun der Educatioun, der Famill, der Santé an der Gläichstellung tëschent Männer a Fraen och elo schonn entwéckelt.

Enn 2020 gouf zum Beispill de Guide „Let's Talk about Sex!" publizéiert, deen de Professionellen dobäi hëllefe soll, deene Jonke wichteg Messagen iwwer sexuell Rechter a Choixen, Kierperbewosstsinn, Toleranz a Respekt ze vermëttelen.

Fir d'Rentrée 2021/2022 am Fondamental ass ënner anerem beim didaktesche Material, wat vum SCRIPT editéiert gëtt, och e Buch mam Titel „Wir sind ECHT KLASSE - Materialien für die Grundschule zur Prävention von sexuellem Missbrauch" ze fannen. D'Leschst Joer gouf ausserdeem fir d'zweete Kéier eng Semaine de la sensibilisation à la santé affective et sexuelle organiséiert, wou de Grand public un interaktiven Atelieren a Konferenze vum Cesas an aneren Organisatioune konnt deelhuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, éier ech un de Schluss kommen, géif ech nach gären iwwer en Theema schwätzen, dat mir perséinlech an der Demande zu dëser Interpellatioun gefeelt huet. De leschte Punkt vun der Interpellatioun beschäftegt sech mam Renforcement des peines prévues par le code pénal. Dëst ass sécherlech e Sujet, iwwert deen ee kann a soll schwätzen. Par contre hu mer jo gesinn, dass mer hei an enger Problematik sinn, déi et schonn éiweg gëtt, déi sech der Zäit upasst an déi, wann een d'Statistike kuckt, konstant bleift oder och deels ëmmer erëm mol an d'Luucht ka goen. Fakt ass, de Problem besteet a wäert och weider bestoen.

Elo soll d'Zil jo awer net just dat sinn, d'Täter esou laang wéi méiglech ewechzespären. Sécherlech, op den éischte Bléck schéngt dat déi evidentste Léisung ze sinn. Mee wa mer vu Preventioun schwätzen, dann dierfe mer net just vun den Affer schwätzen. Et geet net duer, Affer ze betreien a potenziell Affer iwwer méiglech Geforen ze warnen. Och d'Strofe weiderhin eropzesetzen an der Hoffnung, dass dat d'Täter wäert ofhalen, kann net déi eenzeg Léisung sinn, an domat eleng ass och kengem en Déngscht geleescht. D'Konsequenzen änneren, ma un der Source vun der Problematik huet sech näischt geännert.

Egal ob Primo-délinquant oder Recedivist, e ganz wichtegen Aspekt ass dofir d'Täteraarbecht. D'Dot bestrofen a mat de Mënschen dorunner schaffen, dass et net méi zu esou enger Dot kënnt, si verschidde Weeër, fir d'Problematik an de Grëff ze kréien. Amplaz just op haart a méi haart Strofen ze setzen, muss ee sech och froen, ob et net souguer besser wier, op weider Therapieméiglechkeeten ze setzen, sech mat Täter oder potenziellen Täter zesummenzesetzen an ze kucken, wat si dozou verleet huet oder wat si dreift, iwwergräffeg ze ginn. De Problem also un der Wuerzel upaken.

Dëst ass ëmsou méi wichteg, wa mer et mat Jonken ze dinn hunn; Jonker, déi deemno wéi och scho stroffälleg gi sinn.

Als DP läit eis besonnesch d'Preventioun vun der Jugendkriminalitéit um Häerz an notamment eng adequat Resozialiséierung, déi hinnen och eng zweet Chance ka bidden.

Am Ufank vu menger Ried war ech dorobber agaangen, dass oft Jongen oder Männer als Täter identifizéiert ginn. Och hei ginn et Organisatiounen, wéi zum Beispill Inter-Actions ASBL, déi säit dësem Joer mam Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes eng Konventioun hunn, oder d'ASBL infoMann oder de Programm Riicht Eraus vun der Croix-Rouge, déi beispillsweis Männer am Ëmgang mat hiren Emotioune stäerken an hinnen an hirem Handelen ënnerstëtzend zur Säit stinn.

Beim Sujet vun der Täteraarbecht géif ech och gären op den Interview vun 2019 mat der Psychologin an Encadrante vum Service de probation, der Madamm Barbara Boubel, agoen. An dësem Interview huet si dorobber opmierksam gemaach, dass verschidden Täter d'office net verstinn, wat se falsch gemaach hunn, anerer et wuel verstinn, selwer awer net verstinn, wéi et esou wäit komme konnt, oder si sech net kënne selwer hëllefen.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

An dësem Interview gëtt och op den Encadrement vun der Probatioun agaangen. An der Belsch ass et esou, dass d'Täter no hirer Prisongsstrof e limitéierte Choix hunn tëschent e puer Strukturen, déi mat speziell ausgebilten Therapeute schaffen a wou och en Austausch tëschent der Justiz an dem therapeutesche Personal besteet.

An dësem Kader huet de Concernéierten nëmme limitéiert Méiglechkeeten, enger Therapie auszewäichen, well de medezinnesche Suivi duerch d'Justiz assuréiert ka ginn.

Zu Lëtzebuerg gëtt et keng spezifesch Strukturen, a wien aus dem Prisong entlooss gëtt, ka selwer de Choix treffen, ob an, wa jo, wéi e Psycholog, Psychiater oder Therapeut e wëllt opsichen. Et gëtt awer un engem Service de prise en charge post-pénitentiaire fir Auteuren notamment vu sexuellen Iwwergräffer geschafft. Dës Pist ass eis viru Kuerzem an der Justizkommissioun bei enger Presentatioun iwwert den Traitement pénologique virgestallt ginn a soll zousätzlech zu der individualiséierter Aarbecht, déi d'Prisongsverwaltung an hir Servicer mat de Concernéierte wärend hirem Openthalt am Prisong maachen, en place gesat ginn.

Madamm Presidentin, och an eisem klenge Lëtzebuerg gëtt et sexuell Iwwergräffer. Mir kënnen an dierfen dëst net ausblenden, well mer net wëssen, wéi mer sollen domat ëmgoen, well mer net fir alles eng Léisung hunn oder net déi richteg Wierder fannen.

Wa mir schonn evitéieren, doriwwer ze schwätzen, dann hëllefe mir, genau déi Dieren zouzehalen, déi Betraffener esou schwiereg fannen, opzestoussen, fir sech aneren unzevertrauen.

Als DP ass et eis dofir wichteg, dass mer iwwer Abus sexuels schwätzen, ouni Stigma an am Respekt mat den Affer.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard,** *Présidente de séance*.- Merci, Madamm Hartmann. An als nächsten agedroene Riedner ass et um Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Dan Biancalana** *(LSAP)*.- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen an debattéieren haut iwwert de sexuellen Abus vu Kanner an Erwuessenen an, ech mengen, an dëser Matière ass eng Interpellatioun néideg. An dofir soen ech der Madamm Arendt Merci, dass se dës Interpellatioun ugefrot huet. Et ass wichteg, dës Thematik ëffentlech unzeschwätzen, ouni awer e Generalverdacht a verschiddene Beräicher ervirzeruffen.

Lëtzebuerg ass keng Ausnam, wat sexuell Gewalt an Iwwergräffer ugeet. A mir ginn och hei am Land géint all Form vu Gewalt an Iwwergräffer vir, a wat fir enger Form dat och ëmmer ass, an et gëtt der eng ganz Rei, a ganz besonnesch wann et sexuell Gewalt u Kanner, Jugendlechen - Jongen, Meedercher - an u Fraen a Männer ass.

De franséische Soziolog Émile Durkheim sot: « Un acte est criminel quand il offense les états forts et définis de la conscience collective. » Bei dem sexuelle Mëssbrauch, bei sexuellem Abus ass dat nach ëmmer staark de Fall an do huet dës Definitioun nach ëmmer hir Validitéit.

Leider muss ee feststellen, dass dës Form vu Gewalt an eiser Gesellschaft nach ëmmer present ass, souwéi och déi neiste Statistike vun der Police et bestätegen. Konkreet zielen Aktivitéitsrapporten aus dem Joer 2020 788 nei Affäre vun der Section protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel op. Dës speziell Sektioun ass fir all Affären aus de Beräicher vu sexuellem Abus a schlëmmen Infraktioune géint Jugendlecher, wéi zum Beispill sexuell Iwwergräffer u Mineuren, alles wat de Volet Internet ugeet, wéi zum Beispill Cybergrooming a Pedopornografie, souwéi awer och Mësshandlung vu Mineuren an alles, wat och deviant jugendlecht Verhalen ass, zoustänneg.

Vun hinnen ass festgestallt ginn, dass d'Unzuel vun neien Affären am Beräich vu sexueller Gewalt u Mineuren a vu schlëmmen Infraktioune géint Mineure par rapport zum Joer 2019 stagnéiert huet. Ervirzehiewen aus deem Rapport ass, dass d'Zuelen, wat d'Délinquance juvénile an och d'Mësshandlung vu Mannerjärege ugeet, liicht zréckgaange sinn. Dat kéint natierlech hypotheetesch gesinn och elo un der Pandemie hänken, dass och de Renvoi vun den Affer effektiv reduzéiert ginn ass.

Schonn eleng hei muss engem awer opfalen, dass déi sexuell Gewalt géint Mannerjäreger an Erwuessener ganz ënnerschiddlech Forme kann unhuelen. Mat den technologeschen Entwécklunge sinn och nei Risiken a Phenomeener opgetaucht, déi wäit verbreet sinn, besonnesch bei de Jugendlechen a Mannerjäregen, déi nach méi e gewinnten a schnellen Ëmgang mat den neien Technologien, mat den neien Outilen hu wéi déi, géif ech emol soen, manner jonk Generatiounen.

Et gëtt zum Beispill de Cybergrooming, deen an eisem Rechtssystem strofbar ass, mee deen duerch dem Internet säi fräien, obwuel net rechtsfräie Raum schwéier fir d'Police an all déi aner Acteure faassbar ass. Hei dierf een awer och net de Sexting vergiessen, dee sech ëmmer méi bei de Jugendleche verbreet. An et gëtt estiméiert no rezente Medieberichter, dass ëm déi 100 Jugendlech pro Joer concernéiert sinn. De Problem vun dëser Aart vu Kommunikatioun ass, dass de Risiko deemno grouss ass, dass se a falschen Hänn lant. Dobäi ass et awer och esou, dass iwwert déi Medien dat weiderverschéckt gëtt, ouni de Consentement an och à l'insu vun där concernéierter Persoun, an esou zum Beispill op pornografesche Sitte lande kann. E weidere riskanten Zenario ass, dass et och nach zu zousätzlecher Erpressung komme kann.

Egal wéi ass Sexting immens geféierlech a kann der concernéierter Persoun hiert Liewe komplett op d'Kopp geheien. En plus kann e manner- oder volljäregen Täter ganz schnell an der strofbarer Pedopornografie landen, wann hien de Contenu vun engem Mannerjärege besëtzt oder en och kloer weiderdiffuséiert.

Nieft dem éischter méi zäitgeméisse Cybergrooming existéieren awer och hei zu Lëtzebuerg Fäll vu Pedopornografie. Dës Form vu Pornografie, vu sexueller Ausriichtung gëtt strengstens vun eisem Code pénal bestrooft a soll och an Zukunft um Niveau vun der Opportunité des poursuites weider verstäerkt verfollegt ginn.

Madamm Presidentin, den Afloss vun de soziale Medie bei dëse Formen ass net ze ënnerschätzen. D'sozial Medie féiere leider derzou, dass déi Jugendlech sech och an eng Bulle zréckzéien, wou se weider isoléiert an ufälleg sinn a bleiwe fir potenziell Täter. An dofir ass och d'Wichtegkeet vun der Sensibilisatioun ervirzesträichen. An ech wäert herno kuerz drop agoen.

Eise Code pénal bestrooft och all Form vu Vergewaltegung, op dat elo Mannerjäreger oder Erwuessener sinn. Hei ass unzemierken, dass e spezielle Paragraf fir Vergewaltegung an eisem Code pénal steet an deen och all sexuell Penetratioun vun engem Kand als Vergewaltegung consideréiert.

Zur sexueller Gewalt am Allgemenge gesäit eise Code pénal och en Artikel iwwert den Attentat à la pudeur vir mat engem eenzelne Punkt iwwer Kanner, an dee gëtt gesinn als Circonstance aggravante - dat ass den Artikel 377 -, an dat wéinst dem Kand, wéinst senger vulnerabeler Situatioun, an och hei dann de Fall vun Inzest.

Zum Inzest hat ech der Justizministesch, der Madamm Tanson, rezent eng parlamentaresch Fro gestallt am Kader vun der Aktualitéit vum #MeTooInceste, deen an de soziale Medien duerch de Skandal ëm d'Publikatioun vum Buch „La familia grande" entstanen ass.

An der Äntwert op meng Fro huet d'Ministesch e puer ganz wichteg an interessant Informatioune geliwwert, ënner anerem, dass et 2020 kee Fall vun Inzest un engem Mannerjäregen, engem Kand also ënner 16 Joer, ginn ass, par rapport zu 2019, wou et effektiv nach leider ee Fall gouf, een enregistréierte Fall.

Zousätzlech dozou huet d'Madamm Ministesch ënnerstrach, dass hir Servicer amgaange sinn, un engem Avant-projet de loi ze schaffen, fir aus der Infraktioun vum Inzest eng eegen Infraktioun ze maachen a se net eleng als Circonstance aggravante am Code pénal stoen ze loossen. Eng eegen Infraktioun vum Inzest an eisem Code pénal virzegesinn, ass en néidegt Renforcement vun eisem legislative Kader an doriwwer eraus och e weidere Schutz fir eis Kanner.

Natierlech ass et och vu Wichtegkeet, wann hinnen esou Situatiounen zougedroe ginn, dass d'Enquêteure vun der Police judiciaire am Kader vun den Auditiounen an den Investigatiounen, déi se maachen, mat ganz vill Fangerspëtzegefill an och mat den néidege Formatiounen an och Bagage un dës dach ganz sensibel Matière eruginn. An dat maache se och am Alldag ganz kloer. Ob bei mannerjäregen oder erwuessenen Affer, muss och vehement verhënnert ginn, dass bei der Prise en charge vun der Police an och vun der Justiz et zu enger zweeter Victimisatioun kënnt.

Am Allgemenge muss ee feststellen, dass de legislative Kader effikass ass, well de Code pénal Strofe fir esou vill wéi méiglech deviant Verhalen an deem heite Kader virgesäit. An dobäi si mir hei zu Lëtzebuerg och nach institutionell awer gutt opgestallt, fir kënne géint all Form vu sexualiséierter Gewalt virzegoen an den Affer vun dësen Doten déi néideg Ënnerstëtzung unzebidden.

Zousätzlech hu mer eis als Land awer och verflicht duerch d'Ratifikatioun vun der Istanbuler Konventioun, de Kampf géint sexualiséiert Gewalt weiderzeféieren.

Lëtzebuerg geet also konsequent géint all Form vu Gewalt vir, besonnesch déi sexualiséiert u Kanner, Jugendlechen, Fraen a Männer, wat e staarke Statement no bausse schaaft. Domadder sent awer och eise Rechtssystem den Täter de Message dissuasiver Natur, dass mir hiert Verhalen net onbestrooft loossen. A gläichzäiteg sende mer den Affer de Message, dass et Hëllef gëtt a si net eleng gelooss ginn an hirer Situatioun an op Ënnerstëtzung ziele kënnen.

Dowéinst ass et eeben esou wichteg, dass eis Legislatioun adaptéiert gëtt a se am Fall vun neie Forme vu Gewalt, esou wéi zum Beispill beim Cybergrooming aus der digitaler Welt, wou se jo och kënnt, ugepasst gëtt. Et mussen och konkreet Evaluatioune vun eisem juristesche Kader an deem senger Ëmsetzung gemaach ginn, wéi et zum Beispill innerhalb vun dem interministeriellen Aarbechtsgrupp zum Sujet vun haislecher Gewalt zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass. An dësem Grupp hu sech jo de „Mega", d'Justiz an d'Police opgrond vun enger Initiativ vun der Ministesch Taina Bofferding Gedanken ëm den Zoustand vun der Legislatioun iwwert d'haislech Gewalt gemaach. De legale Kader vun engem praktesche Point de vue mat Intervenanten aus de verschiddene Beräicher hei unzegoen, dat ass dee richtege Wee, fir de Kader dann och gegeebenefalls unzepassen an ze adaptéieren.

Mee de Volet légal, de legale Kader kann et net eleng mat der Gewalt ophuelen. Fir ze verhënneren, dass et iwwerhaapt zu Gewalt kënnt, ass de Volet vun der Preventioun, vun der Sensibilisatioun an der Opklärung gradesou wichteg. Déi zwee Volete vervollstännege sech.

Madamm Presidentin, d'Zil vum Volet Preventioun a Sensibilisatioun muss et sinn, all Form vu Gewalt a vun Abusen ze verhënneren. Et muss all Kand, all Jugendlechen, all Erwuessene sensibiliséiert ginn. Et muss kloer sinn, dass deen negatiive Geschlechterstereotyp gradesou wéi den alldeegleche Sexismus, deen eist Zesummeliewen leider ëmmer nach präägt, zu Gewalt, Ënnerdréckung an Ongläichheete féiert.

De Kampf géint d'sexualiséiert Gewalt ass e Kampf, deen ee just ka gewannen, wa mir eis all hannert eng Gläichstellungspolitik tëschent de Geschlechter stellen. Dëst ass déi bescht Preventioun, déi mir kréien. Esou eng Politik mécht et all Bierger kloer, dass all Mënsch déi gläich Rechter a Flichten huet, an dat onofhängeg vu sengem Geschlecht. Dozou gehéiert dat individuellt Recht, viru sexualiséierter Gewalt geschützt ze sinn.

Et muss eng Prise de conscience bei jidderengem opkommen, zemools bei deenen, wou dat nach net de Fall ass, dass d'Mënschen all gläich sinn. An dat kënnen eis Texter - legal oder net - net fir eis iwwerhuelen. Eisen Alldag muss dat virliewen, mat eis alleguerten och derzou stoen, Dag fir Dag, soss komme mer hei net weider.

Mat all deenen neie Forme vu sexualiséierter Gewalt ass et immens wichteg, dass déi geschlechtlech Gläichstellung ervirgehuewen an thematiséiert gëtt, an doduerch gëtt och ënnerstrach, dass jiddweree mat Respekt an Dignitéit ze behandelen ass. An all Mënsch muss d'Wichtegkeet vun enger Gläichstellung ënnerstraichen a liewen.

An deem Kader ass och d'Aarbecht vun deene séllegen Organisatiounen, déi hei am Land um Terrain ganz aktiv sinn, immens wichteg. Ech wäert der elo hei e puer opzielen, ech wëll awer och keen ausschléissen, ech wëll awer hei erwänen: de Cesas, de Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle, dee sech fir d'sexuell Gesondheet an d'Wuelbefannen asetzt, awer och de Bee Secure, deem seng Sensibiliséierungsaarbecht a säin Engagement sech scho méi wéi an engem Dossier ganz bemierkbar an och bewäert gemaach huet.

Dësen an allen aneren Organisatiounen a professionellen Acteuren, déi Dag fir Dag um Terrain œuvréieren an déi ech hei net erwäänt hunn, wëll ech e ganz, ganz grousse Merci soen am Numm vun der LSAP.

E wichtege Punkt ass awer och d'Prise en charge vun den Affer vu sexualiséierter Gewalt. Do gëtt et hei am Land jo verschidden Ulafstelle wéi zum Beispill d'Police, déi no enger direkter Plainte intervenéiert. An no enger éischter Kontaktopnam gëtt ee vun der Police un de Service d'aide aux victimes vum SCAS - also e Service, deen dem Parquet général ugegliddert ass - weidergeleet, dee fir Majeuren zoustänneg ass. Et kann een an de Statistike vum Joer 2020 vum Justizministère noliesen, dass beim Service d'aide aux victimes 31 % vun de Victimmen, déi vum Service suivéiert ginn, Affer ware vu sexueller Gewalt, also een Drëttel vun deene Leit, déi dee Service opsichen.

An een, deen och eng wichteg Aarbecht mécht bei Mannerjäregen, dat ass d'ALUPSE, an do kann een am Rapport annuel vum Joer 2019 noliesen, dass 46 % vun de Consultatioune wéinst Violence sexuelle stattfonnt hunn.

Wann elo déi psychologesch Prise en charge wichteg ass, well d'Affer a senger Intimitéit a senger Integritéit staark verletzt gouf, dann ass et och wichteg, gradesou wichteg, dass den Täter nieft der Strof, déi e krut, och therapeutesch behandelt gëtt, fir seng Réckfallquot ze reduzéieren. Ob en elo eng Strof am Prisong verbéisst oder am Kader vun enger Bewärungsstrof oder mat enger Mesure d'injonction de soins, sou gëtt e responsabiliséiert mat de Konsequenze vu sengem gewalttätegen Handelen, gëtt domadder confrontéiert, och wann all Situatioun anescht ass. Och dëst gehéiert zur Preventiounsaarbecht. An och do gesäit een an de Statistiken, dass 10 % vun de condamnéierten Detenuen, déi am Prisong sëtzen, wéinst sexueller Gewalt do sinn, an 18 % vun de Leit, déi am Kader vu Bewärungsstrofen evaluéieren a wou och ganz oft eng Injonction de soins, wéi gesot, geschwat gëtt.

Bei de Mineuren ass nach eng Kéier ervirzestraichen, dass d'Police mat der Helpline „Aktioun Bobby" schafft, wou och Kanner, déi Affer ginn, kënnen uruffen. An dëst ass immens luewenswäert a muss och an Zukunft weidergefouert ginn. Och nach Organisatioune wéi ECPAT, déi zesumme mat der Police an och mat de juristeschen Autoritéiten den Interetsite childprotection.lu bedreiwen. Och deen, mengen ech, ass net onwichteg, e Site, dee kontaktéiert ka ginn, wann e Kand Affer gëtt vu sexualiséierter Gewalt. A bei der Prise en charge dréit och natierlech Bee Secure mat senger spezialiséierter Stopline derzou bäi, dass och illegale Contenu um Internet eeben och Pedopornografie effektiv fokusséiert gëtt an och gestoppt gëtt.

All dës Servicer leeschten eng exzellent Aarbecht an et muss ee sech och d'Fro stellen, ob et duergeet. Et ass sécherlech ëmmer Loft no uewen. An der Prise en charge vun den Affer kann een ëmmer nobesseren um Niveau vun den Hëllefsstrukturen an eiser Zivillgesellschaft, wou ee sécherlech weider ausbaue kann an och weider laangfristeg Ënnerstëtzung zouséchere muss.

Bei der Prostitutioun ass ze erwänen, Madamm Presidentin, dass den nationalen Aktiounsplang iwwert d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer virgesäit, der Regierung hir Strategie zum Ëmgang mat der Prostitutioun ze evaluéieren. D'Plattform Prostitutioun, déi sech aus alle relevanten Acteuren aus deem Beräich zesummesetzt, wäert dës Aufgab zäitno ugoen, notamment mat der Berodungsstell Dropln vun der Croix-Rouge, déi do eng net onweesentlech Roll iwwerhëlt, notamment och am Kader vun der Exitstrategie.

Ech sinn elo op eng Rei Initiativen, op Moossnamen agaangen, Ulafstellen, op déi een zréckgräife kann.

Mir sinn als LSAP der Meenung, dass och Zäit ass, juristesch nozebesseren, net nëmmen, wat d'Reform vum Jugendschutz ugeet, mee och, wat d'Délais de prescription, d'Verjärungsfriste generell ugeet. Déi sinn eiser Meenung no ze kuerz. A mir hu jo an eisem Oppositiounsaccord virgesinn, generell do nozebesseren. An ech wëll nach eng Kéier op dëser Plaz drop hiweisen, dass den Delai vun zéng Joer ab der erreechter Majoritéit, fir eng Plainte eranzereechen, fir déi Betraffen oft ze kuerz ass. Et ass schonn ëfters ugeschwat ginn - och vu menge Virriednerinnen -, dass et effektiv wichteg ass, dës Delaien an engem generelle Kader méi spezifesch ze iwwerschaffen.

Méi allgemeng kéint een awer och op de Wee goen, fir de legale Kader, wat dës Infractiounen ugeet, méi proaktiv ze gestalten, wéi zum Beispill den Artikel 48-26 vun eisem Code de procédure pénale virgesäit: d'Enquête sous pseudonyme par voie électronique fir gewësse Matièren um Niveau vun Terrorismus oder vum Finanzement vun Terrorismus. Sollt dëst net och fir Abus sexuel bei Mineure méiglech sinn? Och wann dat net einfach esou kann agefouert ginn - dat wësse mer - an och zimmlech delikat ass um Niveau vun den Enquêten. Et muss een op vill Detailer a Konsequenzen oppassen. Mee et wier e Wee, deen der Police et géif erméiglechen, méi effikass hannert Abusen a virun allem hanner Pedopornografie kënnen ze goen.

Et dierf een net vergiessen, dass d'Affer vu Gewalt a virun allem sexualiséierter Gewalt vill Schued dervun droen an och vill Schimmt verspieren - kierperlech, psychologesch, séilesch. Wann e jonke Mënsch mat Gewalt konfrontéiert gëtt, Affer gëtt vun esou Gewalt, dann huet dat natierlech och gravéierend Konsequenzen op seng Gesondheet, op seng perséinlech Entwécklung - vu posttraumateschem Stress emol ganz ofgesinn. Fir esou e Mënsch ännert sech alles, besonnesch wat seng Bezéiung zu anere Leit ugeet, zu sech selwer, zu sengem Ëmfeld. Seng Handlungsmusteren ännere sech. An dofir ass och d'Prise en charge wichteg, fir him erëm dat néidegt Vertraue kënnen zréckzeginn.

Dofir, mengen ech, ass et och wichteg, dass mer eppes verännere mat all deenen Elementer, déi mer hei ugeschwat hunn. An och wéinst all deene Punkte si mer als LSAP der Meenung, dass muss nogebessert ginn: eng Adaptatioun vum legale Kader mat enger méi proaktiver Approche, enger verstäerkter Preventiouns-, Sensibiliséierungs- an Opklärungsaarbecht, e weideren Ausbau an Ënnerstëtzung vun den Organisatiounen, déi an dëse Beräicher aktiv sinn an awer och eng sozial Prise de conscience an e gesellschaftlecht Ausliewe vun eiser geschlechtlecher Gläichstellung.

Ech soen Iech e ganz grousse Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard,** *Présidente de séance*.- Merci, Här Biancalana. Als nächst ageschriwwe Riednerin ass et an der Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Chantal Gary** *(déi gréng)*.- Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, natierlech als Alleréischt merci un d'Nancy Kemp-Arendt, datt si dësen Debat ugefrot huet. Et ass en immens wichtegen, dramateschen a pertinente Sujet. An dofir merci fir dës Interpellatioun.

Sexuell Gewalt ass e Sujet, deen ëmmer nach vill ze dacks en Tabutheema ass an iwwert dee vill ze mann geschwat a kommunizéiert gëtt. Wa mer vu sexuellem Mëssbrauch schwätzen, schwätze mer vun engem sexuellen Akt ouni Averständnis vun der zweeter Persoun a géint den eegene Wëlle vun dëser Persoun. Hei gi ganz dacks kierperlech, sproochlech oder och geeschtlech Ënnerleeënheete vun den Affer oder eng Muecht- oder Autoritéitspositioun vum Täter ausgenotzt. Ganz dramatesch ass et och, wann d'Affer sech guer net richteg bewosst sinn, datt hinne grad Onrecht geschitt; dat, well se nach esou jonk sinn an net wëssen, wat richteg a wat falsch ass, respektiv näischt aneres kennen oder op héchstem Niveau manipuléiert goufen.

Déi Schied, déi hei entstinn, si vun esou engem Ausmooss, datt se kaum ze heele sinn. Sexuell Gewalt bréngt nieft engem kierperlechen, engem physesche Schued virun allem och en immense mentalen a psychesche Schued mat sech. Hei geschitt en Agréff an déi sexuell an affektiv Gesondheet vum Mënsch an d'Affer ginn an hirer mënschlecher Würd zudéifst verletzt.

D'Recht, iwwer säin eegene Kierper däerfen ze bestëmmen, gëtt hei komplett ignoréiert a mat Féiss getréppelt. Et ass net evident, dat geneet Ausmooss vu sexuellem Mëssbrauch ze erkennen, éischtens, well Statistike kee vollstännegt a representatiivt Bild vum Ausmooss vum sexuelle Mëssbrauch ginn, an zweetens, well een an dësem Beräich vun enger extreem héijer Donkelziffer ausgeet.

Wéi gesot, d'Zuele ginn net déi komplett Realitéit hier. Trotzdeem - wann ee sech d'Zuele vum Joresbericht vum Planning Familial vun 2019 ukuckt - si gewëssen Tendenzen zu Lëtzebuerg ze erkennen.

Am Joer 2019 goufen hei 91 Persoune betreit, déi Affer vu sexuellem Mëssbrauch gi sinn. Dovunner waren der 85 Fraen. D'Hallschent vun den Affer vu sexueller Gewalt, déi sech un de Planning Familial gewannt hunn, war zum Zäitpunkt vun der Dot nach keng zéng Joer al. 98,9 % vun den Affer waren zum Zäitpunkt vun der Dot nach net volljäreg a just 14 % vun de Persounen hunn eng Plainte deposéiert. Do gesäit een, datt d'Statistiken, déi mir vun offizieller Säit kréien, also Polizeistatistiken, bei Wäitem net déi ganz Envergure vum Phenomeen weisen.

Bei der grousser Majoritéit vun de Fäll vu sexuellem Mëssbrauch kënnt den Täter aus dem enke Familljekrees, aus dem eegene Stot. A ganz oft ass et den eegene Papp oder en anere männleche Member aus der Famill, wat esou vill heescht, datt d'Affer permanent der Presenz vun hirem Ënnerdrécker ausgesat sinn. Dëst alles geet aus dem Bericht vum Planning Familial vun 2019 ervir.

Wéi elo just zitéiert, fënnt de sexuelle Mëssbrauch also ganz dacks an der eegener Famill statt. Mir begréissen dofir, datt d'Madamm Ministesch an hirer rezenter Äntwert op eng Question parlementaire ugekënnegt huet, Inzest net méi just als Circonstance aggravante unzegesinn, mee dorauser en eegestännegen Delikt ze maachen. De Kampf géint Gewalt am Stot ass also och e Kampf géint sexuell Gewalt. Dëst bestätegt de kierzlech verëffentlechte Rapport vum Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence. Hei geet ervir, datt bei 7 % vun de Fäll vun haislecher Gewalt och sexuelle Mëssbrauch virgefall ass.

Een Outil, fir dem Affer eng Hëllefsstellung ze bidden, ass zum Beispill d'Afferambulanz, déi et zanter 2017 gëtt. Eng immens wichteg Mesure, vun där d'Affer Gebrauch maache kënnen, wa se no engem Abus ze vill Angscht hunn, fir zum Beispill bei d'Police eng Plainte maachen ze goen. D'Afferambulanz erméiglecht et, fir d'Blessure vum Affer ze dokumentéieren, ouni datt am Virfeld eng Plainte muss agereecht ginn. Wann d'Affer sech zu engem spéidere Moment bereet fillt, fir eng Ausso ze maachen, kann et op d'Dokumentatioun vun der Afferambulanz zréckgräifen.

Och elo wärend der sanitärer Kris, wou Gewalt am Stot e grousst Potenzial hat, fir an d'Luucht ze goen, goufe speziell Outilen op d'Bee gestallt, fir op déi spezifesch Situatioun vum Confinement ze reagéieren. Sexuelle Mëssbrauch spillt sech awer och op anere Plazen of wéi just doheem: op der Aarbechtsplaz zum Beispill, an der Schoul, a Betreiungsstrukturen, an der katholescher Kierch, owes op der Strooss, am Fräizäitberäich. Déi weltwäit Metoo-Debatt huet huet jo och grouss Welle geschloen an där Thematik nach eng ganz aner Envergure ginn. An am Rapport vum fréieren Ombudsman fir d'Rechter vum Kand, vum René Schlechter, ass d'Problematik vun Abusen am Sport jo och schonn opgegraff ginn. Hei ass eng Analys vun der Lëtzebuerger Sportswelt néideg an d'Veräiner an d'Federatioune musse sech e Code de déontologie ginn, a deen all Trainer an all Member sech ze halen huet.

Dës immens villfälteg Opzielung weist, wéi komplex sexuell Belästegung a sexuelle Mëssbrauch kënne sinn. Dofir un dëser Plaz den Appell, datt keen d'Aen zoumaache soll, wann ëm eppes opfält, mee direkt agéiere soll, fir eventuell schlëmmer Abusen ze evitéieren.

D'Kanner si mat déi vulnerabelst Memberen an eiser Gesellschaft. Si kënne sech net wieren, wann hinnen Onrecht geschitt a se sinn den Erwuessene komplett ausgesat. Ech woen ze behaapten, datt de sexuelle Mëssbrauch vun engem Kand mat eent vun deene schrecklechsten a perverste Verbriechen iwwerhaapt ass. Laang Jore „gouf et dat bei eis net". Eréischt Ufank vun den 1980er-Jore gouf fir d'éischt Kéier bei eis an Europa offiziell iwwer Abus sexuels u Kanner geschwat an e gesellschaftlecht Bewosstsinn huet sech lues a lues gebilt. Éischt Ulafstellen - wéi d'ALUPSE zum Beispill - sinn zu Lëtzebuerg gegrënnt ginn. Allerdéngs, wéi ech et virdru scho gesot hunn, och haut ass sexuelle Mëssbrauch ëmmer nach ze dacks en Tabutheema.

D'Bekämpfung vu sexualiséierter Gewalt géint Kanner ass eng vun deene wichtegste gesellschaftspolitesche Erausfuerderungen an eng zentral Aufgab vum Staat. Mir si fir hire Schutz responsabel. An esou wéi d'UNO-Kannerrechtskonventioun vun 1989 et seet: All Kand huet d'Recht, géint all Form vu Gewalt geschützt ze ginn. Den Europarot, dee sech de Kampf géint de sexuelle Kannermëssbrauch als Prioritéit gesat huet, schätzt, datt ee Kand vu fënnef Affer vu sexuellem Mëssbrauch ass. An och hei zu Lëtzebuerg gi mer, wéi gesot, vun enger immens héijer Donkelziffer aus.

2010 koum et zu enger weltwäiter Debatt, wou verjäert Mëssbrauchsfäll aus de 1960er-, 1970er- an 1980er-Jore vun Affer ëffentlech ugeprangert goufen, an dat zemools aus dem kierchleche Milieu, awer och allgemeng aus Internater, Sportsveräiner oder anere Fräizäitveräiner. An och zu Lëtzebuerg hu Betraffener sech zu Wuert gemellt an hir traumatiséierend Erfarungen temoignéiert.

Dëse staark mediatiséierte Skandal huet ville Leit bewosst gemaach, wéi esou Erfarungen Existenzen zerstéiere kënnen. Dës qualvoll Erfarunge begleeden d'Affer e Liewe laang an et entsti mental Kollateralschied fir déi ganz Gesellschaft. Dëst betount d'Weltgesondheetsorganisatioun och ëmmer erëm. Si geet dovunner aus, datt duerch d'Ausmooss vum Problem déi sozioekonomesch Entwécklung vun engem ganze Land drënner leide kéint. Gesamtgesellschaftlech Schied, déi duerch Kannermëssbrauch entstinn, wieren déi selwecht wéi déi, déi duerch eng Vollekskrankheet entstinn.

Wéi elo och schonn oft gesot gouf: D'Donkelziffer ass extreem héich. Et ass quasi onméiglech, u konkreet Zuelematerial ze kommen, wat mat sech bréngt, datt et immens schwéier ass, dat effektiivt Ausmooss vun dësem Phenomeen kënnen ze realiséieren. Dat verhënnert och, fir méi konkreet a méi geziilt dergéint virgoen ze kënnen.

An engem Gespréich mat der ALUPSE krut ech gesot, datt d'Unzuel vun de Fäll bei hinnen déi lescht Joren an d'Luucht gaangen ass, dat och, well d'Gesamtpopulatioun gewuess ass. Leider awer feelt et ëmmer méi u qualifizéiertem Personal, esou datt et virkomme kann, datt Waardeléschte fir d'Prise en charge entstoe kënnen, wat an dësem sensibele Beräich wierklech - wierklech! - dramatesch ass.

Eng Tendenz wier och, datt den Alter vun den Täter erofgeet. Bei 20 % vun de gemellte Fäll bei der ALUPSE d'lescht Joer waren d'Affer méi jonk wéi zwielef Joer an den Täter war bei 50 % vun dëse Fäll och méi jonk wéi zwielef Joer. Konkreet zéng Kanner ënner zwielef Joer sinn d'lescht Joer vun engem anere Kand ënner zwielef Joer sexuell mëssbraucht ginn. An hei ass d'Theorie, datt dës Täterkanner selwer schonn emol an hirem Liewen Affer vu sexuellem Mëssbrauch gi sinn, also dat zréckginn, wat se selwer erlieft hunn, wat nach eng Kéier méi zum Ausdrock bréngt, wat fir Schied esou e sexuelle Mëssbrauch der Psych brénge kann.

D'Therapéiere vun den Affer kann also och schonns eng preventiv Moossnam sinn, fir datt aus hinnen net och eng Kéier en Täter gëtt. Et ass immens wichteg a pertinent, datt Affer vu sexueller Gewalt kënnen opgefaangen a betreit ginn. D'Therapie vun Affer ass e ganz wichtegt Element an dëser Diskussioun. Virun allem bei Kanner muss ee ganz sensibel an opmierksam sinn a se virun allem seriö huelen. Hei ginn héich qualifizéiert Professioneller gebraucht, fir sech deene Schicksaler unzehuelen.

Dat hei ass e Sujet, dee jidderengem nogeet. Och fir de Psycholog ass et hei net evident, allkéiers déi néideg emotional Distanz ze halen. Dofir ass et och nëmmen novollzéibar, datt och si just eng gewësse Kapazitéit hunn, fir sech mat esou Schicksaler auserneenzesetzen, wat als Konsequenz huet, datt ee méi qualifizéiert Leit op deem doten Terrain brauch. Änlech Aussoe krut ech och vun engem Responsabele bei der Police gemaach. Och hei packt een et net éiweg, sech just de Fäll vu sexuellem Mëssbrauch unzehuelen. Och hei brauch een e Roulement.

Dofir op dëser Plaz e grousse Merci all deene Leit, déi de Choix geholl hunn, sech deene Schicksaler unzehuelen an hiert Bescht ginn, fir deene Concernéierten eng Stäip ze sinn a probéieren, hinnen nei Perspektiven ze ginn.

Wéi gesot: D'Therapie vun den Affer an d'Opschaffe vum Erlieftene sinn immens wichteg Bausteng an dëser Diskussioun, well d'Gefor reell ass, datt en Affer och zum Täter ka ginn an ee sech hei op eemol ganz séier an engem schrecklechen Däiwelskrees befanne kann.

Et ass och wichteg, eng adequat Tätertherapie unzebidden. Souwuel Affer wéi Täter musse ganz spezifesch betreit ginn, zemools wann d'Täter nach mannerjäreg sinn. D'Tätertherapie ass nach eng relativ rezent Approche an hei schwätze mer vun enger Formatioun, déi nach guer net wäit verbreet ass an nach relativ am Ufank steet. Zu Lëtzebuerg zum Beispill gëtt et laut der ALUPSE just eng eenzeg Persoun, déi dës Formatioun absolvéiert huet.

Nieft Tätertherapië schwätzt ee vun Therapië fir potenziell Täter. Eng ganz bekannten ass de Preventiounsprojet vun der Berliner Charité vun 2004, wou geziilt duerch Mediecampagnë potenziell Täter ugeschwat goufen, fir sech enger preventiver Therapie ze ënnerzéien. Den Ausbau vun der Tätertherapie wier op alle Fall och eng wichteg Pist, déi zu Lëtzebuerg weider verdéift sollt ginn, fir géint den Abus sexuel virzegoen.

E weidert Phenomeen, dat ëmmer méi Iwwerhand hëlt a ganz nei Dimensiounen unhëlt, ass den Abus sexuel iwwert déi digital Medien. Éischtens ass d'Accessibilitéit, fir Kontakt mat Jonken ze kréien, esou einfach wéi nach ni. Zweetens ass et mat der progressiver Digitaliséierung vun eiser Gesellschaft och esou einfach wéi nach ni, fir illegaalt Billermaterial ze consomméieren.

D'Europäesch Kommissioun mécht dofir och an hirer Strategie am Kampf géint den Abus sexuel u Kanner en Ënnerscheed tëschent Abus sexuel hors ligne an Abus sexuel en ligne. Hei ginn et divers Phenomeener: Grooming, Sexting oder och déi sougenannt „Pedopornografie". De Schued, dee bei sexuell mëssbrauchte Kanner am Kader vun der Pedopornografie entsteet, entsteet net just dee Moment, an deem den Abus geschitt. Wann dëst och nach gefilmt oder fotograféiert gouf, dann ass dat all Kéier, wou esou e Bild- oder Videomaterial zirkuléiert, gedownloat oder consomméiert gëtt, e weidere Mëssbrauch vum Kand. D'Wësse vum Affer, datt dëst Bildmaterial zirkuléiert an datt een am Alldag enger Persoun begéine kéint, déi dëst Material kéint gesinn hunn, ass eng Source majeure fir weider Traumaen a supplementäert Leide vum Affer.

All eenzel Kéier, wou sech esou e gestéiert Bild oder gestéierte Video ugekuckt gëtt, gëtt e Kand op en Neits mëssbraucht a victimiséiert.

Dëse Problem ass en internationale Problem. Duerch d'Digitaliséierung ginn et kaum Barriäre méi, fir esou Bildmaterial zirkuléieren ze loossen. Dofir muss dee Kampf och op europäeschem, op internationalem Niveau stattfannen an net just op nationalem Niveau.

Europol huet och constatéiert, datt d'Onlinekriminalitéit géint Kanner am Mäerz 2020 däitlech zougeholl huet. Dat Muster geet parallell mat der Courbe vun der Pandemie an dem Confinement - en Trend, deen an allen EU-Länner ze observéieren ass.

Wéi Der vläicht matkritt hat, gouf et am Juli d'lescht Joer 46 Perquisitioune wéinst Verdacht op Besëtz vu pedopornografeschem Material zu Lëtzebuerg an en Drëttel vun den Täter ware mannerjäreg. Dat bestätegt och dat neit Phenomeen vun der Accessibilitéit an der Vitess duerch déi digital Medien.

Fotoen oder Videoe vu Mannerjäregen – hallef plakegen oder och ganz plakegen - gi gedownloat a weidertransferéiert. Och Jonker kréien esou Fotoen oder Videoe geschéckt, kucke sech dat un, laache vläicht och nach driwwer a schécken et nees weider un deen nächsten, ouni vläicht grouss driwwer nozedenken, wat dat fir Konsequenze fir déi concernéiert Persoune kéint hunn. Se si sech kaum bewosst, datt et sech hei ëm illegale Contenu handelt a si sech selwer domadder strofbar maachen.

Dëst Beispill veranschaulecht d'Komplexitéit vun der Thematik a wéi d'Verhältnis sech deelweis inverséiert. Dofir ass Preventioun an Opklärung en immens pertinenten Ausgangspunkt, deen esou fréi wéi méiglech mat deene Jonken traitéiert muss ginn. Et muss eng gutt Medienerzéiung ugebuede ginn, déi un eng opklärend Sexualerzéiung gekoppelt ass. Hei muss iwwert d'Geforen am Internet informéiert ginn, iwwert seng eege Rechter opgekläert ginn an och iwwert d'Obligatioun, allméiglech Abusen den Autoritéiten ze signaléieren.

Dem Rapport vun der europäescher Initiativ Better Internet for Kids vun 2020 no, si mer mat der Initiativ Bee Secure hei zu Lëtzebuerg relativ gutt opgestallt, wat d'Preventioun am Beräich vun digitale Medien ugeet. An dësem Kontext wär et och interessant ze wëssen, ob all Schüler/innen am Land vun dëser Offer profitéieren. Gi flächendeckend am Land Workshoppen a Formatiounen am formale souwéi am nonformale Bildungsberäich agesat?

Wa mer vu Sensibiliséierung schwätzen, ass, nieft der Opklärung vun deene Jonken, natierlech och d'Sensibiliséiere vun den Erwuessene respektiv den Elteren en immens wichtege Volet. D'Elteren hunn am Idealfall dee beschte Bezuch zu hire Kanner an hiert Handelen huet meeschtens e Virbildcharakter a sollt och eng edukativ Roll spillen.

Am Ëmgang mat de sozialen an digitale Medie mussen also och d'Eltere sech bewosst sinn, datt och si eng Responsabilitéit driwwer hunn, wéi ee Contenu si online setzen a wéi se hire Kanner virliewen, wéi ee responsabel mat de soziale Medien ëmgeet. Hei gëtt et jo och verschidden Initiative wéi zum Beispill Eltereninformatiounsowender. Mee d'Fro ass, ob hei net nach vill méi proaktiv an deem Beräich sensibiliséiert misst ginn.

Allgemeng ass a bleift Sexualerzéiung eng wichteg Pist, fir Kannermëssbrauch ze evitéieren. Mir brauche staark an opgekläerte Kanner, déi hir Rechter kennen an Nee soe kënnen, wa Limitten iwwerschratt ginn. Hei muss ee fréi genuch an natierlech och altersgerecht usetzen an och widderhuelt am Parcours vum Kand respektiv vum Jonken interveneieren.

Mam zweete Plan d'action national « Santé affective et sexuelle », deen et zënter 2019 gëtt, hu mer och ambitionéiert Ziler an deem Beräich. Den 2018 geschaafte Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle huet d'Missioun, eng adequat Vernetzung vun de bestoenden Acteuren an Initiativen souwéi eng permanent Weiderbildung vun den Intervenanten am Beräich vun der Sexualerzéiung ze assuréieren.

Haaptzil vun all Preventiounsmoossnam, vun all Opklärungs- a Sensibiliséierungscampagne ass, datt méiglech Dote verhënnert ginn. Dofir ass eng Therapie fir potenziell Täter - esou wéi ech et virdru scho kuerz ugeschwat hunn - e pertinente Volet an der Preventioun.

Sexuelle Mëssbrauch vu klenge Kanner oder och vu Jonke bréngt dacks mat sech, datt déi betraffe Persoune verdrängen, wat geschitt ass. Se probéieren, hiert Erliefnis ze vergiessen, wat eng gewëssen Amnesie als Konsequenz kann hunn. Fir sech ze schützen, verdrängt d'Gehier dat, wat geschitt ass, mam Resultat, datt dat Erlieftent vergiess gëtt. Oft - no ville Joren oder souguer no Joerzéngten - léisst d'Amnesie lues a lues no an d'Gehier fänkt nees un, sech un Detailer aus der Vergaangenheet ze erënneren. E Problem, deen hei entsteet, ass, datt mer eng Verjärungsfrist vun zéng Joer ab dem 18. Liewensjoer vum Affer hunn. Dat heescht, wann d'Affer sech eréischt, nodeems et 28 gouf, traut eppes ze soen oder sech iwwerhaapt nees un e Mëssbrauch erënnert, deen him widderfuer ass, da kann d'Affer zwar eng Therapie maachen, mee et gëtt keng legal Basis méi, fir den Täter unzekloen oder en zur Rechenschaft ze zéien.

Aus deem Grond begréisse mir, datt d'Justizministesch un enger Reform schafft, fir d'Verjärungsfrist eropzesetzen. Dat géif de mannerjäregen Affer déi néideg Zäit ginn, fir ze realiséieren, wat geschitt ass, an och den néidege Courage opzebauen, fir iwwert den Abus ze schwätzen an den Täter unzekloen.

Hei d'Fro un d'Ministesch, wéi wäit mer da mat dëser Reform sinn a wat déi genee Ännerunge wäerte sinn.

An der Demande vun der Interpellatioun ass och en Tiret Prostitutioun souwéi Exploitation sexuelle. Ech fannen dëst e pertinente Sujet an deelweis och e Sujet à part, soudatt ech hei bewosst net drop agaange sinn, mee der Meenung sinn, datt dës Thematik eng eegen Debatt verdéngt hätt. Fir dat elo just an zwee, dräi Sätz unzeschneiden, géif dem Sujet bei Wäitem net gerecht ginn. Dofir halen ech mer dat, wa mer dës Debatt eng Kéier à part hei an der Chamber féieren. Hei wier et och wichteg, eng Evaluatioun respektiv en Tëschebilan vun der Reform vun 2018 ze maachen.

Vläicht als lescht Wuert, éier ech dës Interventioun ofschléissen: Ech hu virdru gesot, datt d'Kanner déi vulnerabelst Memberen an eiser Gesellschaft sinn. Mir hunn d'Flicht, fir si ze schützen an op si opzepassen. Mee virun allem geet et drëms, eis Kanner ze stäerken, si zu selbstbewosste jonke Mënschen ze erzéien, hir Selbstbestëmmung ze fërderen a si iwwert hir Rechter opzeklären, zemools iwwert d'Recht, Nee ze soen.

Et geet drëms, Kanner ze encouragéieren, si selwer ze sinn a sech auszeliewen. Duerch eng preventiv Erzéiung an Opklärung fërdere mer den Empowerment an de Schutz vun eise Kanner. A parallell mussen d'Erwuessener, zemools déi, déi mat Kanner a Jonke schaffen an a Kontakt sinn, opmierksam sinn, déi Jonk seriö huelen, en oppent Ouer hunn a virun allem responsabel handelen, wa si Verhalensopfällegkeete bei engem Jonken oder bei engem Kand bemierken.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard,** *Présidente de séance*.- Merci, Madamm Gary. Als nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Villmools merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem grousse Merci un d'Madamm Nancy Kemp-Arendt, datt se dee Sujet hei an d'Chamber bruecht huet.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et ass e wichtege Beräich a mir musse ganz kloer do sensibiliséieren, Preventiounsaarbecht maachen an Ënnerstëtzung fir déi Leit, déi Affer vu sexuellem Mëssbrauch ginn.

Et ass awer och esou, datt mer viru Kuerzem hei als ADR nach eng Motioun abruecht haten, fir d'Vestiairen an de Schoule méi sécher ze maachen. A mir hu misse constatéieren, datt do all d'Parteien, obschonn dat och an dës Thematik erafält, géint déi Motioun gestëmmt haten, inklusiv d'CSV. Dat deet eis leed, well et wär eeben den Ënnerscheed tëschent Theorie a Praxis gewiescht. Dat wär eng praktesch Méiglechkeet gewiescht, fir d'Sécherheet an de Vestiairen ze stäerken. Si ass hei leider net ugeholl ginn.

Mir wëllen awer och Merci soen op zwee Punkten. Deen éischten ass, d'Madamm Kemp-Arendt huet et zu Recht gesot: Et ass elo net, datt mer déi Debatt hei konzentréieren op d'katholesch Kierch. Verschidde Leit hunn déi Tendenz an de leschte Jore gehat. Et gëtt dat am Sport, et gëtt et iwwerall, wou Erwuessener mat Jonken zesumme sinn. Dee Risiko ass omnipresent. Et gëtt et och bei pedagogeschen Experimenter. Mir haten dat zum Beispill zu Berlin, bis viru Kuerzem sinn och nach verschidden Experimenter, déi an der Vergaangenheet pedagogesch Usätz haten, vertuscht ginn. Mir mussen einfach global e Bléck op d'Gesellschaft hunn.

Eng zweet Bemierkung ass vläicht déi: Crime has no gender. Mir soe jo ganz gär an eiser Gesellschaft, datt mer géint Stereotyppen an esou weider virginn. Mee et ass och e Stereotyp, datt ëmmer d'Männer d'Täter sinn - oder ganz dacks oder majoritär - an d'Fraen d'Affer. Dat ass net esou! Crime has no gender!

Ech wëll just op eng rezent Etüd vun enger Psychiaterin, der Dokter Sigrun Roßmanith, verweisen. Déi huet do eng Etüd publizéiert: „Frauen als Vergewaltigerinnen". Och dat si Sujeten! An ech mengen, wa mer géint Stereotyppe wëlle virgoen, da musse mer och einfach unerkennen, datt zemools an enger Gesellschaft, wou d'Fraen emanzipéiert sinn - och an hirer sexueller Dimensioun -, eeben och den Abus sexuel duerch Fraen en Theema ass, dee mer mussen adresséieren. Mee et ass nun emol esou, datt verschidde Stereotyppe verschidde Lobbyen arrangéieren an datt se doduerch e ganz laangt an haart Liewen hunn.

Ech wëll op e puer Punkten agoen, déi besonnesch vun der Madamm Nancy Kemp-Arendt ugeschwat goufen. Dat Eent ass d'Verjärungsfrist. Hei ass vun der Säit vun der CSV proposéiert ginn, fir déi ëm 30 Joer ze verlängeren, also datt eng Persoun bis am Alter vun 48 Joer kéint eng Procédure judiciaire engagéieren. Anerer - ech mengen d'DP - hu gesot, dat sollt ee ganz ofschafen.

Mee hei sinn awer e puer Punkten, op déi mer mussen oppassen: Mir liewen an engem Rechtsstaat. An an engem Rechtsstaat - dat ass de Prinzip - ka kee Mënsch verurteelt ginn, wa kee Beweis do ass. Nun ass et awer esou, datt d'Qualitéit vun de Beweiser iwwert d'Joren net zouhëlt, mee däitlech ofhëlt. Wa mer eng Verurteelung, e faire Prozess wëllen, da muss dat opgrond vun enger objektiver Beweislag sinn. Och de Wäert vun Temoignagë gëtt net besser iwwert d'Joren, dee gëtt permanent méi schlecht. D'Erënnerunge verfälsche sech, se verschwannen. De Gesondheetszoustand - och de geeschtegen - vu Persounen ännert sech iwwer eng Liewensdauer. Dofir ass och méi eng laang Verjärungsfrist absolutt keng Garantie fir eng méi grouss Rechtssécherheet. Dat muss een einfach gesinn!

Et ass schonn esou, datt et muss e Gläichgewiicht ginn. Mir hu bei schwéieren Delikter, Verbriechen heiansdo Verjärungsfristen, déi aus deene Grënn, déi ech genannt hunn - déi sécher Beweislaascht - bei zéng Joer leien. Da kënne mer jo schlecht higoen a bei engem Kapitalverbriechen zum Beispill zéng Joer als Verjärungsfrist huelen a bei geschlechtsspezifesche Mëssbrauchsfäll 30 Joer oder méi. Ech mengen, och do muss e gewëssent Gläichgewiicht bestoen.

Sexualiséiert Reklammen: Jo, do muss ee schonn als Industrie virun allem e gewëssent Verantwortungsgefill hunn, mee mir däerfen awer och net an eng Prüderie erafalen, déi der Gesellschaft och net ugemooss ass!

Ech wëll just drun erënneren: Et sinn och net ëmmer d'Fraen - dat schéint Meedchen op engem flotten Auto oder esou -, déi viséiert sinn, mee et gëtt och aner Forme vu sexualiséierter Reklamm, déi souguer och dacks eng extreem negativ Wierkung hunn. Ech wëll just drun erënneren, datt verschidden Entreprisë virun e puer Joer geduecht hunn, si kéinte mat toxescher Maskulinitéit Reklamme maachen. Et ass natierlech e Schoss no hanne gewiescht! An ech mengen, et ass och eng Responsabilitéit, déi d'Entreprisë mussen huelen! Wa se ze wäit ginn an déi eng oder an déi aner Richtung, da bezuelen se e Präis dofir. An ech mengen, dat ass an engem fräie Maart awer och e ganz wichtege Regulativ. Awer allgemeng géint d'Erotik - och eng schéin Erotik - an de Reklammen unzegoen, dat schéngt mer awer och ze wäit ze goen an eiser Gesellschaft vun haut.

Grad esou wéi mat de Mikroaggressiounen: Natierlech musse mer oppassen an e Respekt mateneen hunn, mee et kann een och net alles - net den „tout pénal", net den „tout judiciaire" -, de Catcalling, Nopäifen, verongléckt Komplimenter penaliséieren. Wéi wëllt een do Prozesser féieren? Wéi wëllt een do … Et gëtt jo och bal keng Fäll, a wann emol e Fall viru Geriicht kënnt, dann ass dat jo eng onheemlech belaaschtend Prozedur och fir den Appareil judiciaire, wou da bal näischt erauskënnt. Et ass einfach esou, datt dat zum Deel minimm Saache sinn. An och do musse mer iwwert eis Toleranzgrenzen nodenken.

Ech wëll net soen, datt mir als ADR e respektloost Behuele géintiwwer engem anere Mënsch iergendwéi flott fannen oder wëlle justifiéieren, wann e respektloost Behuele géintiwwer engem anere Mënsch ass. Mee et muss een awer och iwwerleeën: Wat solle mer wierklech an deene Behuelenskategorië viru Geriichter bréngen? Mat wat fir enger Aussiicht op Erfolleg? Wat heescht dat u Belaaschtung, och fir den Appareil judiciaire? Och hei gëllt et, mat gesondem Mënscheverstand wierklech Gläichgewiichter ze fannen.

Dann ass d'Onlinekriminalitéit an deem Beräich ugeschwat ginn. Dat ass wierklech e ganz wichtegen Domän. Do gëtt et Sexting, all Méigleches, wat eeben haut um Internet kann ugebuede ginn, an op

dat - ech mengen, all Virriedner hunn dorobber insistéiert - eeben och ganz vill jonk Leit besonnesch sensibel sinn an och ganz séier an eng Fal erakommen. Mee do musse mer als Staat wierklech agéieren!

An dat ass och en Opruff, deen ech kloer géif un d'Madamm Justizminister riichten: Mir brauche kloer Prezisiounen, well wann ech zum Beispill déi Lëtzebuerger Reegelen am Code pénal iwwer Onlinekriminalitéit a Pedopornografie an esou weider gesinn, sinn déi manner prezis, wéi dat zum Beispill an Däitschland de Fall ass. Wa mer dee Komparativ, deen Exercice maachen, da kéinte mer Verschiddenes preziséieren an eise Gesetzer. Dat wär vläicht e Virdeel. A mir mussen och, wat d'Police ugeet, der Police och d'Méiglechkeete ginn, fir notamment am Darkweb d'Kriminalitéit besser ze verfollegen. Do geet et ëm Terrorismus. Et geet ëm Waffenhandel. Et geet ëm Drogen. Mee et geet eeben och ëm d'Kannerpornografie! An et ass einfach wichteg, datt mer deem Domän an der Polizeiaarbecht déi Mëttele ginn, fir effikass kënnen opzetrieden.

Den nächste Sujet, deen d'Madamm Kemp-Arendt ugeschwat huet, dat war d'Prostitutioun. Mir hunn eng ganz aner Analys. A mir sinn och net d'accord mat där Analys, déi d'Madamm Kemp-Arendt gemaach huet, well mer ganz aner Donnéeën hunn. De skandinavesche Modell, de schweedesche Modell, deen och elo a Frankräich ass, dat ass en Echec. Et ass einfach vill méi an d'Clandestinitéit vun der Prostitutioun geroden! Et gëtt méi Mënschenhandel wéi virdrun. A virun allem: Wann een esou iwwert d'Prostitutioun schwätzt, da schwätzt ee ganz dacks iwwert de Kapp vun deenen ewech, déi an der Prostitutioun schaffen an déi et dacks fräiwëlleg maachen.

Wou mir als ADR awer d'accord sinn a wat mer ëmmer gesot hunn: Et gëtt dräi Kategorië vu Prostitutioun, géint déi mer rigouréis wëlle virgoen: d'Zwangsprostitutioun - ganz wichteg -, d'Beschafungsprostitutioun - notamment vu Leit, déi drogenofhängeg sinn an deene mer all Hëllef musse ginn, fir aus där Situatioun kënnen erauszekommen - an d'Prostitutioun vu Mannerjäregen. Dat sinn dräi Domänen, wou mer konkreet kënnen hëllefen! Mir wëllen awer net, datt mer elo all erwuessener Persoun - ob Fra oder Mann -, déi sech prostituéiert, wëlle verbidden, dat ze maachen. Mee si brauchen Hëllef a villerlee Hisiicht. Zum Beispill de Problem vun der Krankeversécherung fir Prostituéierter. Dat ass e reelle Problem! Well wa se dee Beruff wëllen ausüben ..., an ech qualifizéieren deen elo net hei, ech sinn hei elo net als Moralapostel engagéiert, mee als Politiker. Wann et déi Leit sinn, déi dee Beruff wëllen ausüben, da solle mer och kucken, datt se dat kënnen a sécher Konditioune maachen, och fir hir eege Gesondheet, selbstverständlech och an hirem Verhältnis zum Client.

An och do wëll ech preziséieren, datt net nëmme Männer sech do als Client betätegen, mee och Fraen. Dat muss een och soen! Et gëtt dofir och genuch Literatur hautzudaags, fir eeben och dee Stereotyp opzebriechen, deen d'Madamm Kemp-Arendt awer hei - ech muss soe leider - widderholl huet. Et ass eeben anescht. An ech mengen, mir mussen dat Bild am Ganze gesinn.

Deen nächste Sujet, deen d'Madamm Kemp-Arendt ugeschwat hat, war d'Sécherheetslag emol allgemeng. Ech wëll soen: D'Sécherheetslag ass natierlech eng ganz wichteg Saach, notamment am sexuelle Beräich - Vergewaltegung, datt Leit am Park belästegt ginn, wat och ëmmer ... Komplett inakzeptabel! Mee mir hunn hei eng Situatioun, wou d'Police an engem Interview nach virun e puer Méint gesot huet, ma d'Frae sollen owes eleng net méi erausgoen. Dat ass eng Situatioun, déi mir net akzeptéieren a mir wäerten nach Debatten hei am Haus hunn iwwert dat Versoe vun der Gambia-Regierung an der Sécherheetspolitik!

Wann d'Frae gesot kréie „Gitt owes net méi eleng eraus!", da si mer och am Beräich vun der sexualiséierter Gewalt. Mir sinn an enger Failliteerklärung vun enger Regierung, déi net kapabel ass, d'Sécherheet vun de Bierger - inklusiv déi vun de Fraen, inklusiv déi vun de Kanner - nach ze garantéieren. Dat ass e Versoe vun der Police an och vun Iech, Madamm Tanson, datt et an dësem Land iwwerhaapt esou wäit ka kommen. Vergewaltegungen an esou weider gehéiere selbstverständlech och an dëse Kontext.

Et ass fir eis net akzeptabel an Dir kënnt sécher sinn, datt wa mir an enger Regierung wären, dat net esou wär!

Ech wëll awer och nach eppes soen iwwert déi Kontradiktioun an der CSV-Argumentatioun zu der sexualiséierter Gewalt. Mir hunn hei eng Diskussioun iwwer e Filiatiounsgesetz. Do gëtt akzeptéiert - akzeptéiert! - tacitement ... Et gëtt gesot, d'GPA bleift hei am Land verbueden, mee wann een eng GPA am Ausland mécht, da muss ee kucken, datt et hei unerkannt gëtt. D'CSV schwätzt vun Adoptioun, anerer vun engem Akt virum État civil. Mee dat ass sexualiséiert Gewalt! Do gi Fraen exploitéiert, fir e Kand op d'Welt ze setzen, d'Kanner ginn ewechgeholl, d'Kanner gi kommerzialiséiert. Wat ass dat dann anescht? Wéi kann een dann hei optrieden a soe „Mir si géint den Abus sexuel!" an esou weider, gläichzäiteg awer d'GPA toleréieren, akzeptéieren? Dat ass komplett onlogesch! Et ass inakzeptabel, et ass inakzeptabel! Et ass eng Hypokrisie vun der CSV beim Sextourismus! Beim Sextourismus ass et esou, …

(Interruption)

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Dir sot jo, d'Prostitutioun ass normal an dat do fannt Der net normal.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- … datt mer zu Recht kucken: Wat ass dann d'moralesch Verantwortung vun eisem Land, wa Leit an d'Ausland fueren - Fraen oder Männer -, fir do en Abus sexuel ze maachen? Awer bei der GPA, do maache mer d'Aen zou, dat ass e Commerce, dat ass e Filiatiounsgesetz ...op kee Fall!

Vläicht nach ... Ech gesinn, d'Zäit ass leider eriwwer. Et wär wierklech e Sujet, deen et géif verdénge, vill méi verdéift ze ginn. Mir als ADR stinn ëmmer zur Verfügung, fir iwwert déi dote Sujeten ze schwätzen a mir freeën eis a soen nach eng Kéier Merci, datt mer haut d'Geleeënheet dozou haten.

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice*.- Mir haten ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice*.- Mir haten e Modell 2 ugefrot. Mir hunn en net kritt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Merci villmools. Kolleeginnen a Kolleegen, mir konfrontéieren eis hei mat enger Problematik, iwwert déi mer alleguerten net genuch Bescheed wëssen. Zu Lëtzebuerg feelt et eis dramatesch un Zuelen an un Enquêten iwwert déi sexuell Gewalt. An dat misst an eisen Aen den Haaptdiskussiounspunkt si vun dëser Debatt!

Et fänkt also schonn u bei der Definitioun vun der sexueller Gewalt. Um Internetsite violence.lu vun der Regierung ginn eng Rei Definitioune presentéiert, déi verschidde Forme vu Gewalt sollen ze erkenne ginn. Esou munch Definitioun bleift awer e bëssen e Rätsel, vläicht well et net ganz glécklech ass, verschidden Zorte vu Gewalt ënner een Hutt wëllen ze kréien, ouni op hir spezifesch strukturell, relationell a sozial Enjeuen anzegoen. Dat féiert zu enger Relativéierung vu verschiddene Forme vu Gewalt, notamment der sexueller Gewalt, iwwert déi mer jo hei schwätzen.

Psychesch a physesch Belästegung, Aggressioun, Vergewaltegung, Mord kënnen all e sexuelle Charakter hunn. Dat kann doheem geschéien, am Internet oder op der Strooss. Mee op violence.lu stinn déi Saachen awer all eenzel fir sech.

Wéi soll en Affer vu sexueller Gewalt sech do erëmfannen a selwer kënne novollzéien, wat fir eng Form vu Gewalt si oder hien erlieft? Als Affer vu sexueller Gewalt freet e sech nach vill ze oft, wat engem geschitt ass an och, ob dat e sexuelle Charakter huet oder net an ob ee vläicht dru schold ass. Dowéinst reeche ganz vill Leit jo och keng Plainten an.

Och wann een dat wéisst a wéilt bei d'Police goen, kéint een awer net direkt vun der Justiz gehollef kréien, well net all Gewalt vun engem Gesetz hei zu Lëtzebuerg couvréiert ass. Sanktiounen, déi den Täter ecartéieren - also zum Beispill expulséieren - an d'Affer schützen, si virgesi beim Viol am Code pénal a beim Harcèlement sexuel am Code du travail. Och haislech Gewalt huet hiert eegent Gesetz an hir eege Prozeduren.

Mee wat ass dann, wann d'Affer vun haislecher Gewalt gläichzäiteg Affer vun engem Viol ass? Wat ass, wann d'Affer vun enger sexueller Aggressioun net an de gesetzleche Kader vum Viol passt? Wann en Affer am Kader vun engem Konflikt doheem mam Conjoint d'Police rifft, dann enregistréiert d'Police dee Virfall als haislech Gewalt. Punkt! An de Statistiken ass da keng Spuer vu sexueller Gewalt. Donnéeën iwwer sexuell Gewalt si bei eis hei am Land souwisou eng Raritéit.

De Manktem un Donnéeën iwwer sexuell Gewalt ass katastrophal. De järleche Rapport vum Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence - „violence" am breede Sënn - ass déi eenzeg offiziell Referenz, fir eng minimal Aschätzung vum Phenomeen vun der haislecher Gewalt ze kréien, ouni systematesch de sexuelle Charakter dovunner ervirzehiewen.

Dat läit awer net un den Organisatiounen, déi de Rapport zesummegestallt hunn, mee éischter un engem Mangel un Interessi vusäite vun der Regierung, fir eng anstänneg Analys an Optrag ze gi mat kloren Indicatiounen, wat fir eng Donnéeën ausgeschafft solle ginn, déi ee braucht, fir effikass Mesurë géint sexuell Gewalt auszeschaffen.

Ech kann Iech soen, wéi eng Donnéeën dat wieren, déi hei feelen an déi onbedéngt mussen opgeschafft ginn. Eiser Meenung no sinn dat Donnéeën, déi d'sexuell Gewalt kontextualiséieren. Et handelt sech net just ëm eng Dot, voire eng Strofdot aus dem Code pénal, mee ëm e gesellschaftleche Phenomeen. Hannert der sexueller Gewalt agéiert eng strukturell Gewalt, Fraefeindlechkeet, Auslännerfeindlechkeet, Homo- an Transphobie, schlecht Aarbechtsbedingungen, Performancedrock, an dat natierlech ëmmer virum Hannergrond vu sozialen an ekonomeschen Ongläichheeten an Aarmut, déi sech weider verschäerfen. Dat ass eiser Meenung no immens wichteg a kënnt hei net genuch zur Sprooch.

Weeder am Gewaltrapport nach op violence.lu gëtt kloer ervirgehuewen, dass sexuell Gewalt virun allem e Phenomeen vu Gewalt géint Fraen ass. D'Zuelen aus dem Rapport weisen och kloer, dass haislech Gewalt virun allem Frae betrëfft, mee dat gëtt net problematiséiert.

Dat ass och en ...

(Mme Nathalie Oberweis suspend son discours pour quelques instants.)

Ech weess net, wat dat hei elo ass ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Loosst Iech net stéieren, Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, entschëllegt.

Also, d'Zuelen aus dem Rapport weisen och kloer, dass haislech Gewalt virun allem Frae betrëfft, mee dat gëtt also net problematiséiert. Dat ass och en décke blanne Punkt am Beräich vum politesche Kampf géint d'Gewalt, deen d'Regierung jo awer wëllt féieren: d'Relativéierung vun der Gewalt an déi feelend Unerkennung vu spezifesche Forme vu Gewalt vun Gender, wou och Genderongläichheete matspillen.

Klenge Rappel: Weeder d'Justizministesch nach d'Ministesch fir Egalitéit tëscht Fraen a Männer sinn der Meenung, dass de Feminicide misst als eng eege Strofdot a spezifesch Form vu Gewalt géint Fraen ugesi ginn.

Ech baséieren hei meng Argumentatioun op déi puer Informatiounen, déi hei zu Lëtzebuerg iwwert d'sexuell Gewalt zougänglech sinn. An dës Informatioune soe virun allem aus, dass d'Preventioun an de Kampf géint sexuell Gewalt vun der Regierung net als wichteg genuch ugesi sinn.

Mir stellen also fest, dass et ze wéineg Mëttele gëtt fir d'Analys vun der sexueller Gewalt.

Et musse méi Enquêtë commanditéiert ginn. Ausser den Acteure vum Comité de coopération mussen nach aner Organisatiounen a Servicer, déi reegelméisseg mat Leit a Kontakt kommen, déi Affer vu sexueller Gewalt sinn, an d'Ausschaffe vum Violence-Bericht matagebonne ginn.

De Planning Familial erklärt a sengem Joresbericht, dass 50 % vun den Affer vu sexueller Gewalt, déi sech un de Planning adresséiert hunn, nach virun hiren zéng Joer mëssbandelt gi sinn an 98,9 %, also quasi 100 % virun hiren 18 Joer. Dat eleng ass eng Informatioun, déi d'Regierung muss eescht huelen, wa se Jugendschutz a Kampf géint sexuell Gewalt wëllt eescht huelen.

Mir stellen och fest, dass et ze wéineg Sensibiliséierung ronderëm déi sexuell Gewalt gëtt. D'Sensibiliséierung geet u bei der klorer Definitioun an Aschätzung vun der sexueller Gewalt als spezifesch Form vu Gewalt an als gesellschaftleche Phenomeen. Opgrond dovu kann een anstänneg Preventiounsprogrammer ausschaffen an den Affer hëllefen, selwer zu enger Erkenntnis ze kommen an ze handelen.

Mee d'Sensibiliséierung muss och an de Schoule stattfannen, op der Aarbechtsplaz, ënnerhalb der Police, der Justiz an de Gesondheetsberuffer. Leider gëtt et ze wéineg Mëttele fir all déi Servicer an Organisatiounen, déi a Kontakt si mat Affer oder Täter vu sexueller Gewalt a ganz spezifesch am Beräich vun der Preventioun schaffen.

Et ass zum Beispill bal net ze gleewen, mee am Violence-Rapport kann een et noliesen, dass beim Service d'assistance aux victimes de violence domestique, an deem agreéierte Service vum Staat - also net onbedéngt e Service, dee spezifesch op d'Violence sexuelle ageet, mee deen awer a senge Statistike Fäll vu Violence sexuelle enregistréiert -, nëmmen eng Psychologin eleng fir 400 Dossieren zoustänneg ass an dass verschidden Dossieren net méi traitéiert gi sinn, wéi déi Fra an de Congé de maternité gaangen ass.

Hei gesäit een, wéi wéineg politesch Mëttele bei der Lutte contre la violence agesat ginn. D'Servicer gi geschaaft, mee kee kuckt wierklech, wat hir Besoine sinn, fir anstänneg kënnen ze funktionéieren.

Dann e Wuert nach eng Kéier zur Sensibiliséierung. Déi sexuell Gewalt bis hin zum Mord a spezifesch de Feminicide gi vill ze mann thematiséiert. Iergendwéi schéngt et och nach ëmmer en Tabutheema ze sinn. Wann ee weess, dass Affichen, déi op dee Problem opmierksam maachen, systematesch zerstéiert ginn, da kann ee sech froen, wéi e Stellewäert dës Problematik an eiser Gesellschaft huet. A wann een och weess, dass Warnungen a spezifesch Aktivistinnen am ëffentlechen Espace unhand vun den Affichen, wéi et elo rezent och ze gesi war, vun ëffentlecher Säit ugesicht ginn, da kann ee sech froen, wou d'Bewosstsi vun dëser Problematik steet.

An elo kucken ech mer déi Motioun hei un an da ginn ech se of. Merci.

(Hilarité)

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg a ratifié la Convention d'Istanbul le 3 juillet 2018 ;

- considérant l'engagement du Gouvernement luxembourgeois dans la lutte contre la violence faite aux femmes dans le cadre de la ratification de cette convention ;

- considérant l'augmentation des violences domestiques dont les principales victimes sont des femmes dans certains pays membres de l'Union européenne durant la pandémie ;

- considérant que les abus sexuels sur enfants et femmes ont connu une hausse sur la période 2020 à 2021 dans certains pays membres de l'Union européenne ;

- considérant que nous ne disposons à ce jour pas des données nécessaires pour faire une estimation plus précise de l'augmentation des violences domestiques et surtout sexuelles au Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à dresser un état des lieux de la mise en œuvre concrète des dispositions de la Convention d'Istanbul depuis sa ratification en juillet 2018 ;

- à commanditer des enquêtes et établir un bilan précis sur l'évolution des violences domestiques et sexuelles dans le contexte de la pandémie.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner oder leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, merci der CSV fir d'Ufro vun dëser Diskussioun, déi ganz wichteg ass, och wa se oft emotional geféiert gëtt, wat awer ganz verständlech ass.

Siwen Theemepunkte wëlle mir an dëser kuerzer Interpellatioun ofdecken, siwe Punkten, déi zum Deel zesummenhänken, zum Deel hei awer och op eng geféierlech Aart a Weis vermëscht ginn. Vu Mëssbrauch u Mannerjäregen iwwer Prostitutioun bis hin zu de Risike vun der digitaler Welt soll haut alles beschwat ginn. Dat muss een awer emol alles anuerdnen.

Prostitutioun a sexuelle Mëssbrauch sinn net dat selwecht a Sexting féiert net automatesch derzou, dass ee vu sengem Géigeniwwer erniddregt oder am schlëmmste Fall sexuell mëssbraucht gëtt. Hei musse mir oppassen, net alles an een Theema ze geheien.

Här President, sexuelle Mëssbrauch ass en Theema, iwwert dat net gäre geschwat gëtt. Déi Betraffen, déi sexuell Gewalt erlieft hunn, traue sech oft net, driwwer ze schwätzen. Si schumme sech zu Onrecht, fäerten, eppes ze erzielen a gi sech vill ze oft zu Onrecht selwer d'Schold un deem, wat geschitt ass.

Wann de Mëssbrauch dann och nach an der Famill oder an der Partnerschaft stattfënnt, ass et nach emol méi komplizéiert, well den Täter eng Persoun ass, zu där een an enger Bezéiung steet, déi normalerweis net just vu Gewalt, mee och vu kuerze schéine Momenter gepräägt ass. Da kënnt zur Iwwerwannung, iwwert säi Leed ze schwätzen, och nach d'Scholdgefill derbäi, eng Persoun, déi engem nosteet, ze verroden.

Änlech schwéier, fir iwwer Mëssbrauch ze schwätzen, kann et ginn a Fäll vum sougenannte Cybergrooming, wou sech d'Affer engersäits oft schëlleg fillen, op där anerer Säit op den Täter eragefall sinn a gläichzäiteg oft nach laang vum Täter duerch Messagen an Drounge manipuléiert ginn. Grad wann et ëm sexuelle Mëssbrauch vu Mannerjärege geet, kann et dofir ganz schwéier sinn, d'Affer derzou ze kréien, eng Ausso bei der Police ze maachen.

Dofir war virun e puer Joer och d'Iddi opkomm vun engem Kannerschutzhaus. Dobäi handelt et sech ëm e séchert Ëmfeld, wou all d'Acteuren, vun der Police judiciaire iwwert den Dokter fir Medezinnesch Ënnersichungen an eventuell forensesch Spueresécherunge bis hin zum Therapeut a Psychiater, op enger Plaz géifen zesumme schaffen.

Do kéinten och Aussoe vu Kanner opgezeechent ginn, fir ze verhënneren, dass d'Kanner an engem Prozess ëmmer erëm gezwonge ginn, iwwert dat selwecht, dat Erlieftent, ze schwätzen.

Dat gëtt aktuell jo och schonns vun der Police judiciaire gemaach, déi sech staark engagéiert, de Kanner d'Prozedur vun der Ausso esou, bon, et kléngt blöd, „agreabel" wéi méiglech ze gestalten an och souguer d'Interviewen a Schoulen oder Foyeren opzezeechnen, wat mir ganz gutt fannen.

Mee och wann hei schonns ganz gutt Aarbecht geleescht ginn ass, schwätze mir Piraten eis scho méi laang fir d'Schafe vun engem interdisziplinäre Gesondheetszentrum aus, wou Affer vu sexueller a geschlechtsspezifescher Gewalt vun all Alter sollen d'Méiglechkeet hunn, medezinnesch Consultatiounen an Analyse gemaach ze kréien, therapeutesch encadréiert ze ginn an och juristesch begleet Aussoen ze maachen. An dat géif natierlech net ausschléissen, dass net och weiderhin nach Mataarbechter bei Betraffener heem kéinte goen, fir do mat hinnen ze schwätzen, wa si dat wënschen. Mir denken, dass een an esou en Zentrum och gutt spezifesch Servicer fir Mannerjäreger integréiere kann.

Tatsächlech ass sexuelle Mëssbrauch awer net nëmmen en Theema, iwwert dat déi Betraffen net gäre schwätzen. Och ënnert de Professionellen ass de Sujet nach ëmmer mat engem gewëssen Tabu beluecht. Dat bréngt mat sech, dass d'Recherchen an den internationalen Austausch vu Best Practices an dësem Beräich nach net esou wäit ausgebaut si wéi an anere Beräicher. Hei kéint d'Politik nach Efforte maachen, fir méi e breeden Austausch ze fërderen, wat d'Encadrement vun den Affer ugeet wéi och, wat d'Preventioun an d'Opdecke vun den Täter betrëfft. Dat ass nämlech guer net esou einfach.

Persounen, déi Mannerjäreger oder Erwuessener ëmmer nees mëssbrauchen, wësse ganz genee, dass dat, wat si maachen, falsch ass. Si wëssen, dass si eigentlech déi ganzen Zäit scho mat engem Been am Prisong stinn an dofir triede se no bausse n oft extreem ugepasst a fréndlech op.

Fir Mëssbrauch gëtt et keen Alter oder kee soziale Milieu. Op jonk oder al, op aarm oder räich, d'Täter kommen aus alle Schichten a wësse sech leider oft sou ze presentéieren, dass hir Affer an och d'Ëmfeld kee Verdacht schëpft. Dat ass eng grouss Erausfuerderung fir d'Justiz an och e wichtegt Feld fir d'Fuerschung.

Vun engem verstäerkten internationalen Austausch, wat d'Erfarungen an Etüden ugeet, kéinte mir dofir nëmme profitéieren.

An der CSV-Ufro goung et dann och ëm e weidert Theema, ëm d'Froe vum Sexting. Also, ech gi jo mol zou, ech hu missen op enger Sichmaschinn souwéi an der Fraktioun vereenzelt Begrëffer heizou nofroen. Mee et léiert ee jo ni aus.

Bee Secure huet Sexting gutt zesummegefaasst. „Ob als Liebes- oder Vertrauensbeweis, zur gegenseitigen Erregung, als Mutprobe oder Flirt, es gibt vielerlei Gründe fürs Sexting. Paaren in Fernbeziehungen ermöglicht diese Art der Kommunikation beispielsweise trotz Distanz eine gewisse Intimität. Aus diesem Grund sollte der Austausch solcher Inhalte auch lediglich im Einverständnis mit dem Gegenüber erfolgen."

Gi mir vun deem aus, wat Bee Secure geschriwwen huet, kann et jo fir Partner eng flott Alternativ sinn. Mee do musse mir als digital Partei awer och op e Punkt opmierksam maachen, dee mir ganz kritesch gesinn.

Wann esou ganz perséinlech a vläicht zimmlech plakeg Biller vun engem onbewosst an d'Hänn vun deem Falsche geroden, wisou och ëmmer, ass dat fir d'Affer eng ganz schwéier Situatioun. Mee wat ass, wann den Täter de Staat ass, e puer Staaten oder e groussen digitale Konzern? De Staat schafft mat Schlëssele fir esou munch Messenger wéi zum Beispill WhatsApp, an de Staat ka ganz Betribssystemer via Staatstrojaner iwwerwaachen. Do kann also eng Koppel relax per Video zesumme schwätzen oder och méi. An dertëscht sëtzt awer e Konzern oder e Staat a kuckt mat. Och dat mécht dann déi Koppel zu engem Affer.

Dat si Programmer, déi net d'Staate selwer entwéckelen, mee Firme wéi zum Beispill Spezialisten an Israel. Mee wéi ee weess, sinn et haut Staaten, déi esou Tools hunn a muer vläicht Perverser, déi sech déi kafen.

Mat der Entwécklung vun esou Tools a Schlësselen entstinn nei Affer, déi onbewosst beim Sexting vu Firmen, Staaten oder Hacker kënnen observéiert ginn. Dat ass e Problem am digitale Beräich, op dee mir opmierksam maache wëllen, well net all gutt gemengten Ouverture, fir kënnen de Bierger ze iwwerwaachen, kënnt duerno mat engem gudde Resultat - am Géigendeel! Wéi ee beim Sexting gesäit, kann eng Iwwerwaachung och de Staat zum Täter maachen.

Eng änlech Diskussioun war och schonn an der Justizkommissioun opkomm a Fäll, wou bei enger Ënnersichung vun der Police och Computeren an Handye beschlagnaamt an ënnersicht gi si wéinst engem ganz anere Punkt, do awer da ganz privat Biller och op de Medien ze fanne sinn, déi een an enger Koppel gedeelt huet. Dat weist och, wéi komplex de Schutz vun der Privatsphär ass, wéi komplex de Schutz vun den Affer ka sinn a wisou een nei digital Methode brauch, fir Täter ze fannen, ouni anere Leit hir Privatsphär ewechzehuelen.

Här President, zum Schluss nach en Theema, dat oft ënnert den Teppech fält - bewosst, wéi mir schéngt -: Dat ass de Mëssbrauch am Numm vun de Relioune n. An do huelen ech bewosst elo net eng Relioun eraus, mee se alleguer.

Grad wann et ëm d'Opklärung vu Mëssbrauchsfäll an der Kierch an allgemeng de Relioune geet, gëllt et, wat d'Gerechtegkeet ugeet, nach villes opzehuelen, national wéi international.

Hei dierfe mir d'Aen net virun der Realitéit verschléissen. Nieft dem direkte Mëssbrauch ass och am Numm vun der Relioun e Mëssbrauch iwwer laang Zäit - e ganzt Liewen! -, an do drënner verstinn ech déi Kannerbestiednisser, géint déi mir Piraten eis ganz kloer ausschwätzen, och géint eng Unerkennung vun esou Bestiednisser, wann déi Affer méi al sinn.

Et dierf net erlaabt sinn, och net toleréiert sinn, am Numm vun der Relioun oder soss Traditiounen, Kanner versprach ze kréien, oft Männer iwwer 40, 50 Joer mat Kanner vun 10 bis 12 Joer. Do misst ee vill méi haart géint d'Relioune virgoen, déi esou Hochzäiten erlaben oder vollzéien. Dat kann een net deelen.

Déi sexuell Iwwergrëffer op Kanner an de Relioune ginn net genuch bestrooft, am Géigendeel. Hir Vertrieder sinn nach iwwerall ënnerwee, ginn iwwerall invitéiert. Wéi enge Veräiner géif een nach weiderhin esou de rouden Teppech ausrullen, wa se net fäeg sinn, beim Theema sexuelle Mëssbrauch opzeraumen? Bestëmmt kengem.

Mir Piraten fuerderen, vill méi haart duerchzegräife bei de Mëssbrauchsfäll ronderëm all Relioun.

Här President, ech komme mat menger Riedezäit zum Enn. An dofir wëll ech och elo séier e wichtege Punkt uschwätzen, an dat sinn d'Strofe viru Geriicht. Et dierf net sinn, dass en Affer vu sexueller Gewalt e ganze Prozess duerchstoe muss, just fir dann ze gesinn, wéi en Täter mat enger minimaler oder guer kenger Strof dervukënnt.

D'Piraten wëllen e modernt Strofrecht, wat de Fokus net nëmmen op d'Bestrofung, mee och op d'Vermeidung vun engem Réckfall leet. Mee fir mat den Täter serió un hire Problemer ze schaffen, brauch een nun emol Zäit; Zäit, déi een net huet, wann ee just sechs Méint op Sursis kritt. Mir denken dofir, dass een den aktuelle Strofekatalog nach emol iwwerpréiwe sollt an hoffen och, dass et deemnächst an der Kommissioun an och an der Plenière nach e méi breeden Austausch iwwert d'Roll vun der Organisatioun vun de Prisonge vu Lëtzebuerg wäert ginn.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Viru Kuerzem ass eng Persoun bei mech komm, déi ech scho laang kennen a sot mer, si misst mir eppes Wichteges soen. Si hätt mer dat nach net gesot, mee et wär eppes, wat se ganz vill géif beschäftegen, fir vläicht en Euphemismus ze benotzen.

Ech hu mech op dat Schlëmmst gefaasst gemaach an do sot déi Persoun mer, si wär als Kand - si huet 50 Joer haut - vun hirem Cousin mëssbraucht ginn. A si wéisst dat awer eréischt säit Kuerzem. De Cousin hätt hir et gesot. Si hätt sech un näischt kënnen erënneren. Si ass du bei d'Psychologin gaangen. D'Psychologin huet mat hir geschafft an eréischt nom Schaffe mat der Psychologin sinn hir Souveniren zréckkomm, an zwar ganz séier. A si ass dunn eng Plainte maache gaangen. Et ass net hei, et ass am Nopeschland. Si ass eng Plainte maache gaangen an et ass verjäert. Dat heescht, de Cousin huet och ganz bewosst d'Verjärung ofgewaart gehat an hir dunn deen Aveu gemaach.

Op alle Fall, natierlech bleift déi Frustratioun, fir net kënnen dergéint virzegoen. Mee nodréiglech erkläert sech hir ganz Existenz vu futtisse Partnerschaften, vun enorme Konflikter mat hiren Elteren, mat hire successive Partner, Scheedungen an och Violencen, déi ëmmer erëm subisséiert goufen, vun hire Partner, déi se hat.

Et ass ee Beispill vun esou villen, déi et gëtt, an e Beispill, wat mir och nach eng Kéier kloergemaach huet, wéi wichteg et ass, dass mer iwwert d'Verjärungsfristen an deenen heite Fäll nodenken. Well eppes, wat ee sech vläicht guer net ka virstellen, wann een net emol an esou enger Situatioun war, dat ass déi Capacitéit vum Mënsch an dem mënschleche Kierper, fir aus rengem Leiden eraus Souveniren auszeschalten, fir ze vergiessen, wat geschitt ass a fir Abstraktioun dovunner ze maachen, wéi wann dat net geschitt wär.

Dat ass eppes, wat ganz, ganz oft virkënnt, et ass haut schonn ugeschwat ginn, déi sougenannten Amnésie traumatique, an d'Gedächtnis kann erëmkommen, sief et eeben doduerch, wéi am Fall, deen ech elo gesot hunn, wann een dat direkt gesot kritt, sief et och, wann ee selwer Mamm gëtt, wann een accouchéiert, wann een an eng änlech Situatioun nach eng Kéier kënnt.

An dat ass fir mech de Motor, fir déi Dispositiounen am Code pénal, wéi mer se kennen, unzegoen an och d'Verjärungsfristen unzegoen. D'Madamm Kemp, där ech d'ailleurs wierklech e grousse Merci soen, déi Discoursen haut ugestouss ze hunn, huet virdru schonn driwwer geschwat. Ech hat scho mat hir rieds driwwer. Den Text ass nach net ganz ofgeschloss, mee ech wäert eng substanziell Verlängerung oder eebe keng Verjärungsfrist méi virgesinn, sachant, dass, wann ee seet 30 oder 40 Joer, dann ass ee bal derbäi, dass een eigentlech keng Prescriptioun méi virgesäit.

Mee firwat ass dat esou wichteg? Natierlech, d'Géigenargument ass kloer, dass Beweiser verluer ginn au fur et à mesure vun der Zäit. Mee et ass awer essenziell, dass een als Victime weess: Ech hunn dat Recht nach! Ech kann dat nach maachen.

Ech hu kierzlech nach eng Artikel gelies an der Zeitung an England, wou nach en Här vun iwwer 90 Joer och condamnéiert ginn ass wéinst deene Faiten, déi ëm reprochéiert goufen. Dat heescht, et ass méiglech, och nach zu enger Condamnatioun ze kommen. Mee virun allem ass et wichteg fir d'Affer, dass et serió geholl gëtt. Et ass wichteg fir d'Affer, dass et weess, dass et déi Méiglechkeeten huet. Mee dat ass just en Deel vun deem Projet, wou mer amgaange sinn drun ze schaffen, ech krut déi Fro elo e puermol gestallt. Dat ass ee Volet.

Deen anere Volet, deen extreem wichteg ass, ass och dee vum Inzest. Dat ass, Stand haut, just, wann Der esou wëllt, eng Circonstance aggravante. Och dat gëtt deem Facteur net gerecht. Et gëtt deem ganz gravéierende Fait, deen engem do passéiert, net gerecht. Et muss méiglech sinn, dat als Infractioun autonome virzegesinn, dass et ganz kloer ass, dass dat eng Strofdot à part ass. Et ass net just eppes, wat nach méi schlëmm ass. Et ass eppes, wat extreem grav ass, wann ee vun engem Kand abuséiert, wat ënner engem senger Autoritéit ass.

Et gëtt u sech näischt méi Schlëmmes, wat een engem Kand kann undoe wéi dat doten. Dat ass en Trauma fir d'Liewen. Dat ass en Trauma, wat een net vergësst. Dat ass en Trauma, wat een e ganzt Liewe laang begleet an all senge Relatiounen, an all senge Kontakter, wat een zu deem mécht, wat een ass, wat engem all Selbstvertraue kann huelen a wat - an dat ass jo och haut schonn ugeklongen - och herno riskéiert, nees reproduzéiert ze ginn. Dat muss ganz, ganz kloer sinn, dass dat net geet, dass et net geet an dass een e Liewe laang kann dofir bestrooft ginn, wann et da bewisen ass!

Zu deem, wat mer an deem Text nach wëlle maachen: Et muss och esou sinn, dass mer och net méi brauchen driwwer ze spekuléieren, ob e Mineur säi Consentement ginn huet, e Mineur ënner 16 Joer. Et muss einfach esou sinn! Et geet een net als Erwuessenen un e Mineur vu manner wéi 16 Joer! Do gëtt et keng Fro vu Consentement. Dat ass einfach eppes, dat soll net sinn! An dat musse mer och kloer esou an eisen Texter verankeren.

Dat ass fir de legislative Kader. Dee kann awer hei wéi esou dacks leider net alles. Dee kann natierlech herno een opfänken. E ka soen, wéi mer domadder ëmginn um strofrechtleche Plang. Mee extreem wichteg ass déi ganz Aarbecht, déi virdru gemaach gëtt. An et ass och extreem wichteg, dass mer iwwert déi Sujeten diskutéieren. An duerfir ass et och esou gutt, dass mer de Mëtten hei déi Diskussioun hunn. Et ass gutt, dass Affäre mediatiséiert ginn. Et ass gutt, wann op de sozialen Netzwierker esou Mouvementer wéi #MeToo oder #MeTooInceste oder #BalanceTonPorc vill gedeelt ginn, well ee sech nämlech eppes bewosst gëtt, an dat ass, dass et net engem seng Schold ass, an dat ass, dass een déi Saache kann denoncéieren an dass ee se muss denoncéieren, fir sech selwer a fir all déi aner, déi hannendru kommen.

Duerfir, e ganz wichtege Volet ass dee vun der Preventioun. Dat hutt der alleguerten - bal all - ënnerstrach. Et ass essenziell an do gëtt ganz vill dru geschafft. Den Educatiounsministère ... - d'Carole Hartmann huet virdrun am Detail eng Rëtsch vun deene Mesuren ugeschwat -, de Planning Familial, deen an d'Schoule geet, deen eng Opklärungsaarbecht mécht. Et kann een natierlech alles nach ausbauen. Broschüren, déi mer erausbréngen, zesumme mat Parquet, Police, SNJ, Bee Secure, notamment iwwert dee ganzen digitale Volet, deen natierlech ëmmer méi Iwwerhand hëlt a wou mer vun Ufank u musse sensibiliséieren.

Mee et ass awer virun allem och immens wichteg, dass mer de Kanner zwou Saache mat op de Wee ginn. Éischtens, et kann een ëmmer Nee soen. Et huet een e Recht drop, Nee ze soen. A wann een Nee seet, dann ass et „Nee". A wann et keen Accord gëtt, dann ass keen Accord do an dann ass et och net eng sexuell Relatioun, dann ass et eng Violence sexuelle. Dat gehéiert zu enger Educatioun. Dat ass eppes, wat ee Kanner vu klengstem Alter u kann op eng verständlech Aart a Weis mat op de Wee ginn.

An dat Anert ass dat vun der normaler sexueller Relatioun. Mir wëssen alleguerten, dass eis Welt mëttlerweil relativ pornografiséiert ass, eleng duerch d'sozial Netzwierker, wou ganz vill Biller zirkuléieren, déi mer net wëlle gesinn, wou mer och net wëllen, dass eis Kanner se gesinn. An et ass extreem wichteg, dass mer d'Kanner do op deem Wee begleeden, déi Jonk, déi Jugendlech, fir hinnen ze soen, dass dat net alles esou ass, wéi een dat do gesäit a virun allem och net muss esou sinn.

An do gëtt et eng séllege Projete vum MENJE. Et gëtt eng itenerant Ausstellung, déi mécht, dass och sensibiliséiert gëtt. Et gëtt ganz vill an deem dote Beräich gemaach. Mee et kann een ëmmer nëmmen nach méi maachen, fir alles dat ze evitéieren.

An dann dee Volet hannendrun ass deen: Wann eng Dot geschitt ass, wéi gi mer domadder ëm? Dat heescht, virun deem Moment, wou mer an e Prozess erakommen, wou mer bei e Geriicht ginn. Och do ass et wichteg, dass zemools d'Acteuren - a mir hunn effektiv eng Vermëschung haut vun den Diskussiounen, mee si sinn heiansdo enk liéiert -, déi mat Kanner a Jonke schaffen, ze dinn hunn, déi enger sexueller Gewalt ausgeliwwert sinn, déi néideg Outilen hunn, fir dat ze erkennen, an dass ee weess, wéi een et kann denoncéieren, wou een et denoncéiert, wat ee muss maachen.

Do gouf schonn 2018 e Leitfaden ausgeschafft tëschent der Justiz, der Police an och der Educatioun, fir dat den Acteure mat op de Wee ze ginn, well dat ass och en Deel vun der preventiver Aarbecht.

An dann een anere Volet, dat ass natierlech deen, wann eppes geschitt, a mir haten an der leschter Fäll, a Lycéeën zum Beispill, wou Situatiounen opgetruede sinn - do ass jo Gespréich, d'ganz Schoul weess dat jo -, an dass och an de Schoulen, an dat ass jo och schonn ugeklongen, Ulafstelle kreéiert solle ginn. Do gëtt dru geschafft. Och dat huet de Claude Meisch mer nach mat op de Wee ginn.

Voilà, déi dräi Volete sinn déi, wou mer weider intensiv mussen dru schaffen. Natierlech gëtt et dann de Volet vun den Zuelen. Et ass ganz vill vun den Zuelen haut geschwat ginn. Mir hunn d'Zuele vun der JUCHA. Ech mengen, déi puer Questionparlementairen aus de leschte Woche sinn och ugeschwat ginn. Do gesäit een, wat elo intern d'Zuele si vun de Condamnatiounen, déi do sinn. Ech sinn och der Meenung, dass een dat alles nach verfeinere kann, besser opschaffen. Mee de Problem, deen einfach bleift, ass dee vun der Donkelziffer. An dee kréie mer u sech nëmmen esou aus der Welt geschaaft, wa mer probéieren, déi Donkelziffer esou vill wéi méiglech ze reduzéieren, andeem mer natierlech d'Dote probéieren ze reduzéieren op där enger Säit, a wa mer och probéieren, d'Leit derzou ze bréngen, déi Akten ze denoncéieren, déi passéieren.

Vläicht nach kuerz e puer Wuert zu der Prostitutioun. Hei ass vum Gesetz vum 28. Februar 2018 rieds gaangen. Do gëtt et eng interministeriell Plattform, déi amgaangen ass, dat ze evaluéieren. An do soll d'Resultat nach dëst Joer virleien. Mir hunn och am Kader vun dem Benelux jo eng Rotatioun vu Länner. Do hate mer nach 2020 d'Erfarungen ënnereneen ausgetosch, fir ze kucken ..., well ee vun de Voleten ass jo wierklech de Mënschenhandel, dee mer probéieren ze endiguéieren, dass mer do nach eng besser Kollaboratioun op deem Punkt hunn.

Dann hutt Der och vill geschwat vun der Betreiung vun den Täter. Natierlech ass et eis alleguerte wichteg, dass een, deen eng Kéier gefaasst gouf, net recidivéiert. A bon, do kann ech virun allem vun deem Beräich schwätzen, dee mer dann ënnerläit, dat ass de Prisong. Do kréien d'Täter souwuel am CPL wéi och zu Giwenech Therapië virgeschloen an d'Psychotherapeute sinn och bereet, an de Prisong ze kommen, fir Therapien unzebidden. An d'Psychologe vum Service psycho-socio-éducatif, déi realiséieren och natierlech eng Aarbecht mat den Detenuen iwwer Selbstentwécklung a Motivatioun.

A wa mer bei der Motivatioun sinn, ass natierlech ee wichtegt Element dat, dass den Täter muss averstane sinn, fir dee Suivi och ze maachen, fir dass et iwwerhaapt och en Notzen huet. Aktuell proposéieren eng aacht onofhängeg extern Psychotherapeuten Therapien an eise Centren.

Vläicht och nach e Wuert zu dem Feminicide an der Fro, ob een dat elo net serió hëlt. Ech wiere mech do dergéint. Ech si just der Meenung, dass et näischt drun ännert, wa mer elo dat esou separat an de Code pénal schreiwen. Wat mer amgaange sinn ze maachen, dat ass, eng Dispositioun Hate-

crime virzegesinn, déi generaliséiert ass. Dat heescht, wann deejéinegen, un deem ee sech vergräift zum Beispill an deem heite Fall eng Fra ass, ass dat eng Circonstance aggravante dee Moment.

Ech mengen, ech hu plus ou moins den Tour gemaach vun deem, wat ech wollt soen. Dir waart jo och alleguerte ganz komplett an Ären Interventiounen. Dir hutt nach eng Kéier de Point gemaach vun allem, wat usteet.

Vläicht nach e Wuert zu de Motiounen. Also déi, déi mech elo e bësse betrëfft, dat ass déi éischt, also déi vun der CSV, well mir en Deel vun den Zuele hunn, wou et ëm Statistike geet. Do hu mir en Deel vun deenen Zuelen. Duerfir géif ech proposéieren - well ech elo haut eleng hei sinn, fir dozou Positioun ze huelen -, dass et gutt wär, wa mer dat dote kéinten an enger Kommissioun zesummen eng Kéier diskutéieren, fir ze kucken, wat en place ass a wat mer nach bräichten, fir dat nach ze komplettéieren. Dat wär elo meng Propos, fir awer konstruktiv domadder ëmzegoen. Voilà.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Jo, ech kommen heihinner, well et sinn awer dräi Punkten, mengen ech, déi besonnesch wichteg sinn an op déi ech wëll kuerz reagéieren.

Deen éischten ass: D'Madamm Tanson ass op déi Memoiren agaangen, déi Erënnerungen, déi erëmkommen no enger gewëssener Zäit. Ech hunn dat Gefill, datt d'Madamm Tanson an hirer Estimatioun 15 Joer hannert den Diskussiounen ass, notamment wéi se an den USA geféiert ginn.

Do hate mer déi Diskussioun in extenso an et ass ganz laang diskutéiert ginn iwwert déi suggeréiert Memoiren, och wann et enger Persoun, wéi gesot, net gutt geet am Liewen …, dann déi Psychiateren, déi dat dann zréckgeféiert hunn op e méigleche sexuelle Mëssbrauch an der Kandheet. Et ass zu Prozesser komm. Et gëtt eng extensiv Literatur doriwwer. An et ass scho laang, wéinstens a ganz villen eclairéierte Kreesser, abandonnéiert. Well dat ass natierlech komplett fiktiv!

Déi suggeréiert Memoiren hu mat engem Rechtsstaat guer näischt méi ze dinn. Dat gëtt flott Diskussiounen, mee mir sinn do wierklech … Also, Dir bréngt et fäerdeg, Madamm Tanson, Diskussiounen opzegräifen, déi am Ausland scho laang diskreditéiert goufen.

(Interruption)

Dat Zweet ass: Dir kommt als Justizminister heihinner an da sot Der, esou Campagnë wéi #BalanceTonPorc oder #MeToo, dat soll gutt gedeelt ginn an esou weider. Mee wësst Der, dat ass eng extrajudiciaire Verurteelung! Do ass d'Reputatioun vun onschëllege Leit ... An a Frankräich gëtt et och dozou eng ganz breet Diskussioun. Do gëtt eng extrajudiciaire Manéier geholl, fir d'Reputatioun vu Leit iwwer Internet ze ruinéieren! Dat huet mat Justiz näischt ze dinn, absolutt näischt!

Dir sot ... Als Justizministesch, wann Der wëllt géint Hatecrime an esou weider wëllt optrieden, da musst Der soen: „Dat ass dee falsche Wee!" D'Geriicht ass dee richtege Wee. De kontradiktoresche Prozess ass dee richtege Wee, wou d'Leit eng Defense kënnen hunn, awer net déi extrajudiciaire Internetcampagnen.

An dat Drëtt ass, dat ass eng Fro: Wann ech Iech richteg verstanen hunn - ech war net sécher, dohannen ass d'Akustik net ëmmer esou gutt -, mee wann Dir gesot hutt, wann een eng Fra dout mécht, wier dat eng Circonstance aggravante. Wann ech Iech richteg verstanen hunn. Ass dat falsch? Sot eis dat nach eng Kéier! Well da géife mer wierklech an d'Kategorie erarutschen, dat wier dann dee grousse Progrès, wou d'Liewe vun enger Fra méi Wäert ass wéi d'Liewe vun engem Mann. Dann hätt Der wierklech eppes …

(Interruptions diverses)

Dofir hätt ech gär, datt dat kloergestallt gëtt. Et gëtt eng Kategorie: Dat ass den Homicide. Dat ass, wann een e Mënsch ëmbréngt. Dat huet näischt mat Mann ze dinn. Dat ass d'Ëmbréngе vun engem Mënsch! An ob dat e Mann oder eng Fra ass, dat ass genau d'nämmlecht. Et gëtt keng besonnesch Kategorie Feminicide, déi misst anescht bestrooft ginn. Wann een e Mënsch ëmbréngt, ass een e Verbriecher. An domadder, mengen ech, huet d'Geriicht da genuch ze dinn, op eng gerecht Manéier.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Ministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Vläicht dann e bëssе Pedagogie an der Juristerei. Den Hatecrime ass e Crime, dee gemaach gëtt wéinst engem sengen Originnen, wéinst engem sengem Genre, wéinst engem senger Orientation sexuelle, wéinst engem senger Relioun.

An ech hu gesot, Här Kartheiser ... Mee ech ka mer virstellen, Dir hutt et exactement héieren. Dir wollt elo hei just nach eng Kéier profitéieren, fir eppes ze soen. Ech hu gesot, dass wann een eng Fra ëmbréngt, well se eng Fra ass, da si mer am Beräich vum Hatecrime. Ech hunn net méi gesot an ech hunn net manner gesot. Fir de Rescht hunn ech näischt méi bäizefügen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kéimen dann elo zur Diskussioun respektiv dem Vott vun deene verschiddene Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Nancy Arendt deposéiert ginn ass.

Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Do war, mengen ech, de Wonsch do, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen. D'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wéilt der Madamm Arendt Merci soe fir déi iwwergräifend Motioun, déi ganz vill Volete betrëfft. An deem Kontext géif ech dann och proposéieren, déi Motioun an d'Kommissioun oder an d'Kommissiounen ze verweisen. Et kéint ee vläicht u Jointen denken.

Ech wéilt och drop hiweisen, datt en Aktiounsplang jo schonn ausgeschafft ginn ass, éier mer de penale Volet verbessert hunn. Do geet et jo och ëm d'Aarbecht um Terrain. Et geet ëm d'Exitstrategie. Et geet ëm d'Preventioun, d'Informatioun an d'Sensibilisatioun, an ëm d'Éducation sexuelle et affective. An ech mengen, wa mer eis domat beschäftegen, da komme mer an dee ganze Kontext vun der Evaluatioun vun där ganzer Strategie, déi mer scho laang hunn, déi schonn ënnert der fréierer Regierung ausgeschafft ginn ass. An da kéint ee sech eng Kéier all zesumme mat deene Volete befaassen. Ech mengen, dat wär et wierklech derwäert. An dofir: an d'Kommissiounen an net just an eng Kommissioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lorsché. Ech ginn direkt d'Wuert un den Auteur vun där Motioun, d'Madamm Nancy Arendt.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Merci, Här President. Also, an där Motioun geet et ganz kloer drëm, datt mer sollen eng national Ulafstell hunn, wou jiddereen, dee vu sexuellem Mëssbrauch betraff ass, sech ka mellen, fir eeben net op déi verschidden Associatioune mussen zréckzegräifen, eeben aus där Problematik, op déi och d'Madamm Oberweis agaangen ass, datt mer keng fiabel Statistiken hunn an esou eng riseg Donkelziffer hunn.

Mir sinn der Meenung, datt mat enger nationaler Ulafstell dee Problem kéint vill méi einfach gereegelt ginn. Och iwwregens, datt do soll en nationale Beoptraagten dra sinn, dee sech da géif ëm d'Formatioune bekëmmeren fir Leit, déi mat a fir Kanner um Terrain schaffen.

An dofir, ech ka ganz gutt domadder liewen, wann een dat dann herno awer iergendwéi erëmfanne kann.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Arendt.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 1 est renvoyée à la Commission de la Justice et à la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes.)

Motions 2 et 3

Da kommer zur Motioun Nummer 2. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. D'Motiounen 2 an 3 si Motiounen, déi d'Educatiounskommissioun betreffen. Et geet do ëm Sensibilisatiounscampagnen. Et geet och ëm e Signe spécial, deen d'Madamm Arendt eis hei presentéiert huet.

Et geet an der Motioun 3 ëm Preventiounsprogrammer. Ech hat Récksprooch mat der Madamm Arendt geholl. An ech mengen och, dass dat heiten awer Theeme sinn, déi esou wichteg wären, dass mer déi net sollten ofstëmmen, mee dass mer eis wierklech sollte gutt Zäit huelen, fir déi an der Schoulkommissioun ze beschwätzen. Duerfir wär meng Propos och, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen, net awer ouni der Madamm Arendt e ganz, ganz grousse Merci ze soe fir hir Interpellatioun a fir hir ganz, ganz interessant Ausféierungen, déi si hei uewe gemaach huet. Merci dofir.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Baum. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur vun der Motioun.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech ka selbstverständlech dermat liewen, datt mer dat doten an eng Kommissioun géifen huelen.

Ee Punkt, deen op der drëtter Motioun ass, dee mer um Häerz läit, datt bei enger Äntwert vun enger Question parlementaire et kloer erauskomm ass, datt praktesch keng Sportsveräiner, Federatiounen oder nach aner Associatiounen de Bulletin 5 froen, wa se Leit rekrutéieren. Dat ass awer deen, deen drop hiweist, ob Leit eng Kéier verdächtegt waren oder verurteelt gi sinn bei Kannermëssbrauch. An do ass et mer extreem wichteg, datt do sensibiliséiert gëtt, datt an Zukunft d'Leit, déi Leit rekrutéieren, fir bei hinnen ze schaffen, awer do sensibiliséiert ginn, datt se sech speziell op deen dote Bulletin sech konzentréieren, an net nëmme just en Extrait aus dem Casier judiciaire.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Arendt.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Wien d'accord ass, fir d'Motioun Nummer 2 an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 2 est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

Da komme mer zur Motioun Nummer 3.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Wien d'accord ass, fir d'Motioun Nummer 3 an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass och dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 3 est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

Motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen. Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech wëll elo net falsch verstane ginn, wann ech erklären, datt déi do Motioun superfetatoire ass. Ech erkläre mech.

Se besteet aus dräi Fuerderungen, aus dräi Invitten.

Déi éischt besteet doran, datt de Service « Protection de la jeunesse » renforcéiert gëtt. Dir wësst genee, datt d'Campagne de recrutement amgaangen ass an datt ganz genee no Profiller gesicht gëtt actuellement, fir dee Service ze verstäerken, wou net nëmmen no Policeagente gesicht gëtt, mee eeben och no Psychologen, déi déi néideg Profiller hunn, fir do wierklech och mat de Leit ze schaffen. Dat ass deen éischte Volet. Dat leeft ganz kloer. Dat huet de Minister mer bestätegt.

Dat selwecht zielt fir den zweete Punkt, wou et ëm den Ekipement geet an ëm d'Formatioun. Do stinn am Budget pluriannuel ganz genee 32 Milliounen schonn elo dran, fir genee dat doten ze maachen, wat hei gefuerdert gëtt.

An da beim drëtte Punkt seet den Här Minister mer, datt souwisou international do muss zesummegeschafft ginn, datt et am Fong geholl kee Sënn mécht, esou eng Struktur, e Centre d'alerte et de réaction aux contenus informationnels illicites, reng op Lëtzebuerg ze bezéien, well genee déi dote Problematik meeschtens international Enverguren huet.

Dofir ass éischter méi eng Plus-value dran, wann een international zesummeschafft. Dat leeft de Moment iwwer Europol. Natierlech ka verstäerkt ginn, mee reng op Lëtzebuerg gekuckt, gesi mir hei net direkt de Sënn, well mer dann den internationale Kontext net hunn.

Dofir géif ech proposéieren, dës Motioun ofzeleenen a weiderhin op dee Wee ze goen, eis an der internationaler Kooperatioun besser opzestellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Dann huet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, also mir soe Merci fir déi Motioun. Et ass natierlech eis Bemierkung, datt mer léiwer gehat hätten, et wär gesot ginn, d'Abus sexuels op all Mënsch solle gekuckt ginn, an net nëmme Fraen a Kanner. Wéi gesot, Männer kënnen och Affer sinn.

Mee wat de Contenu ugeet, ënnerstëtze mer dat ausdrécklech. Lëtzebuerg ass besonnesch a leschter Zäit international genannt gi wéinst Firmen, déi och an dem Geschäft vun der Pornografie aktiv sinn an déi en direkte Bezuch zu Lëtzebuerg hunn. An ech mengen, et wär wierklech och e wichtegt Zeechen international, wa mer géifen och hei op der Plaz eis Police esou ekipéieren, datt se eng glafwierdeg Approche, och wat Lëtzebuerg selwer ugeet, kéint ubidden.

An ech mengen, et ass eebe just: Wéi mer et am Finanzsecteur gemaach hunn, datt mer op esou Kriticken op e konstruktive Wee geäntwert hunn, esou sollte mer dat och maachen hei am Beräich vun der sexueller Sécherheet vun deene Jonken, an notamment och wat d'Firmen ugeet, déi am Beräich vun der Pornografie hei zu Lëtzebuerg Geschäfter hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Nancy Arendt.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV), interpellatrice.*- Jo, merci, Här President. Also, et ass ganz kloer aus der Ried erausgaangen, datt hei net nëmme Meedercher a Frae viséiert sinn. Ech hu multipel Mol och Beispiller bruecht, wou Jongen abuséiert ginn, ausdrécklech och aus dem Sport. Ech mengen, et ka jiddweree sech drun erënneren.

Ech begréisse selbstverständlech, datt d'Madamm Lorsché dohanne gesot huet, datt de Policeminister schonn annoncéiert huet, datt en do säi Personal wëllt opstocken. Mir wëssen, datt déi Leit iwwerfuerdert sinn, fir pedopornografescht Material auszewäerten.

Et freet mech och ze héieren, datt esou e grousse Budget virgesinn ass. Ech hoffen, datt een dann och an déi nämmlecht Richtung geet wéi déi däitsch Kolleegen, fir kënschtlech Intelligenz ze benotzen, esou wéi ech eigentlech gefrot hunn, fir dann eeben och méi séier kënnen ze handelen an deem dote Sujet.

Mir halen awer drop, datt déi Cybersecurity-Plattform soll kommen, esou wéi mer se am Wirtschaftsberäich jo virleien hunn. Ech mengen, datt et wichteg wär, datt mer dat hei zu Lëtzebuerg géifen och esou op deem dote Wee lancéieren. Dofir géife mer bieden, fir awer e Vott ze huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Arendt.

Ech gesi keng weider Wuertmeldung méi, soudatt mer kënnen zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen ee Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domat ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Frank Colabianchi), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 5

Da kéime mer zur Motioun, déi vun der Sensibilitéit déi Lénk deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och deene Lénke Merci soe fir déi heite Motioun, wou jo gefrot gëtt, fir engersäits en État des lieux ze maache vun der Mise en œuvre vun

Dispositioune vun der Konventioun vun Istanbul respektiv fir awer méi pousséiert Enquêten ze maachen, wat d'Violence domestique ugeet am Kader vun der Pandemie.

Bon, do hate mer kierzlech iwwert de Rapport vum Comité de coopération geschwat. Ech géif awer da proposéieren, dass mer och dës Motioun an d'Kommissioun verweisen, fir dann och mat der zoustänneger Ministesch an eiser Kommissioun vun der Égalité tëschent Fraen a Männer méi am Detail doriwwer ze diskutéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da wëll ech direkt d'Wuert weiderginn un den Auteur vun der Motioun, fir ze froen, ob si d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Jo, merci fir d'Propos a mir sinn averstanen. Merci villmools.

Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 5 est renvoyée à la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes.)

Domadder wier dëse Punkt ofgeschloss.

5. Question élargie n° 103 de M. Laurent Mosar relative à la publication des données fiscales par les grandes multinationales

Mir kommen elo zu der erweiderter Fro Nummer 103 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Veröffentlechung vun de Steierdate vu grousse multinationale Gesellschaften. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, ech wollt de Mëtten eng Fro stellen iwwert déi Decisioun, déi am Conseil „Kompetitivitéit" geholl ginn ass iwwert dee sougenannte „country-by-country report".

An ech hat déi eigentlech och ursprénglech un de Finanzminister gestallt, duerfir sinn ech och elo e bësselchen erstaunt, datt de Wirtschaftsminister mer drop äntwert. Net well ech de Wirtschaftsminister net appreciéieren - ech stellen him méi oft Froen, wou ech och ëmmer relativ detailléiert Äntwerte kréien -, mee ech sinn e bësselchen erstaunt an ech wäert dat och elo nach eng Kéier ausféieren: Well wann ech dat richteg matkritt hunn, ass déi Decisioun do jo geholl gi mam Averständnis vun der lëtzebuergescher Regierung, wat mir par ailleurs och begréissen, well mer a sech och mat där Iddi vun deem Country-by-Country-Report eigentlech kënne liewen. Mir hunn awer déi selwecht Bedenken, déi och d'Regierung huet, nämlech datt déi Base légale vun där Decisioun net déi richteg ass. An ech hu selwer den Här Fayot héieren, wéi e gesot huet, hie géif eigentlech fannen, datt déi doten Decisioun hätt missen um Niveau vun der Fiskalitéit, also am ECOFIN (ndlr: Conseil « Affaires économiques et financières ») geholl ginn, an net am Conseil „Kompetitivitéit".

Duerfir sinn ech elo e bësselchen erstaunt, datt den Här Fayot hei untrëtt, well no senger Logik hätt e jo missen den Här Gramegna untriede loossen, well hie selwer der Meenung ass, datt dee Sujet eigentlech hätt missen am Conseil ECOFIN traitéiert ginn. Mee ech mengen, déi zwee Ministere sinn hei an den Här Gramegna ka mer jo dann och nach herno do eng Äntwert ginn.

Ech wëll elo net méi op dee ganzen Detail vun deenen Diskussiounen do agoen. Ech hu just eng Rei vu Froen ze stellen. An ech wollt awer herno nach eng Fro unhänken, déi iergendwéi och mat deem ganze Country-by-Country-Report zesummenhänkt, an dat ass déi vun der Minimalbesteierung: Well ech sinn och der Meenung sinn - an ech sinn net deen Eenzegen, deen déi Meenung huet -, wa mer géifen a Richtung vun enger Minimalbesteierung goen, da stellt sech iwwerhaapt nach d'Fro, ob dee Country-by-Country-Reporting Sënn mécht, well et jo och an deem Country-by-Country-Reporting a sech drëm geet, datt déi multinational Firmen, déi a verschiddene Länner aktiv sinn, och pro Land solle genau soen, wat se vu Steiere bezuelen.

Duerfir ass meng éischt Fro, déi ech dann un den Här Fayot oder un den Här Gramegna stellen, déi, fir emol fir d'alleréischt ze wëssen, wou mer elo genau dru sinn. Hei ass eng Decisioun geholl gi vum Conseil „Kompetitivitéit". Ech ginn dervun aus, déi Decisioun muss nach eng Kéier am EU-Conseil respektiv am Europaparlament approuvéiert ginn.

Eng zweet Fro ass, wéi dat herno genau fonctionéiert. Ech hu matkritt, datt dat soll multinational Firme betreffen, déi méi wéi 750 Milliounen Ëmsaz iwwer zwee Joer hunn. Do stellt sech dann awer déi Fro, awéifern datt do och Drëttlänner betraff sinn, well mir hu jo och ganz vill Firmen, déi net nëmmen um Niveau vun der Europäescher Unioun Succursallen oder Filialen hunn, mee déi där och an Drëttlänner hunn. Vu datt dat heiten awer eng Decisioun ass, déi sech eigentlech just op EU-Niveau applizéiert: Wéi kréie mer also dann och Firme forcéiert, och déi Informatiounen a Bezuch op Drëttlänner ze ginn?

Dann ass eng drëtt Fro, déi sech stellt. Do gëtt gesot, do géifen et awer Ausname ginn. Wa Firmen duerch hir Position commerciale gewëssen Interêten hätten, misste se déi Zuelen net direkt publizéieren. Och do wollt ech wëssen, wéi d'Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung dozou ass.

Dann eng véiert Fro, ech hunn et virdru scho gesot: Hei gëtt elo eng Decisioun geholl, déi sech op EU-Niveau applizéiert, also net op Drëttlänner. Wa mer dann iwwert de Level-Playingfield schwätzen, dee jo och dem Här Finanzminister ganz uewen um Häerz läit, da stellt sech natierlech d'Fro, ob do net grouss europäesch Firmen eventuell riskéieren desavantagéiert ze gi par rapport zu net europäesche Firmen.

Dann eng fënneft Fro, an déi huet mat der Minimalbesteierung ze dinn - ech hunn dat scho gesot -: Wann dat da géif a Richtung Minimalbesteierung goen, mengen ech, datt dee Country-by-Country-Report net méi onbedéngt dee selwechte Sënn géif maachen, an duerfir och meng Fro, fir d'Appreciatioun doriwwer vum Wirtschaftsminister ze kréien.

An dann zu der Minimalbesteierung selwer, an ech mengen, dat ass dann awer eng Fro, déi de Finanzminister betrëfft: Et war an deene leschten Deeg an der internationaler Press ze liesen, datt et do géif grouss Probleemer ginn an datt et iwwerhaapt net méi sécher wär, datt de G20 iwwerhaapt déi Minimalbesteierung géif approuvéieren an datt besonnesch vun englescher Säit do elo relativ grouss Oppositioun géif kommen - wat jo net verwonnerlech ass. Well ech gehéiere jo och zu deenen, déi ëmmer gesot hunn, datt d'Engländer wäerte versichen, hei hiert eegent Spill ze spillen. An dat gesäit ee warscheinlech och hei. An do wollt ech also och eng Appreciatioun kréien, wéi d'Regierung, den Här Fayot oder den Här Gramegna, dann d'Evolutioun an deem doten Dossier gesäit.

Ech soen lech Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Laurent Mosar Merci fir déi Fro. D'Regierung huet d'Wuert. A well dës Fro an de Kompetenzberäich vum Här Wirtschaftsminister fält, ginn ech dem Här Franz Fayot d'Wuert. Här Wirtschaftsminister Franz Fayot, wannechgelift.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci dem Laurent Mosar fir dës Question élargie. Ech géif gären hei direkt kloerstellen - an en huet dat ugeschwat -, dass ech op dësen Dossier hei äntwerën an enker Ofsprooch evidemment mam Finanzminister Pierre Gramegna. Well dat heiten ass effektiv à la base, an Dir hutt dat och richteg erkannt, en Dossier, deen d'Fiskalitéit betrëfft, well hei geet et ëm Oppeleeë vu fiskalen Informatiounen, an deen och domadder vum Finanzministère suivéiert gëtt.

Et ass awer effektiv esou, dass dësen Dossier am Conseil « Compétitivité » gelant ass, woumat mer och als Regierung net d'accord waren, an dass en dofir och am Giron vum Conseil « Compétitivité » vum Wirtschaftsminister suivéiert gëtt an och do an deem Conseil « Compétitivité » ugeholl ginn ass. Dofir hu mer ausgemaach, zesumme mam Finanzminister, well dat effektiv en Dossier ass, dee bei mir a mengem Europäesche Conseil traitéiert ginn ass, dass ech och elo haut géif dozou Stellung huelen. Ech géif lech awer gären och direkt rassuréieren, dass mer hei natierlech eng Meenung an eng Positioun hunn an deem Dossier, déi absolutt ofgeschwat ginn ass.

Zum Dossier selwer an iwwert de Fong, ëm deen et hei geet: Et ass eng Modifikatioun vun der Direktiv 2013/34, déi als Zil huet, dass grouss multinational Entreprisë solle veréffentlechen, wou a wéi vill se an de jeeweilege Länner, wou se aktiv sinn, Steiere bezuelen. D'Zil ass hei ganz kloer, fir eng gewësse fiskal Transparenz hierzestellen, net nëmme par rapport zu de Steierverwaltungen, déi jo elo schonn Accès hunn op déi Informatiounen, mee och par rapport zum Public, par rapport zu de Leit.

Et geet hei ëm eng gewëssen Transparenz an doduerch och Konfienz vun de Bierger, fir där gerecht ze ginn, fir dass och déi Steiergerechtegkeet séchergestallt ass tëscht grousse Multinationallen a klenge Betriber. Et ass e fundamentale Problem, mengen ech, fir all Demokratie, wann op eemol d'Gefill besteet, dass kleng Betriber musse Steiere bezuelen zum vollen Taux an dass Multinationallen dat net musse maachen. Dofir geet et hei bei där Transparenz ëm eppes, wat eis absolutt och um Häerz läit a wou et wierklech och am Häerz ëm d'Glafwierdegkeet vun eisen Demokratië geet.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt dës Direktiv, well mer selwer dovunner iwwerzeegt sinn, dass Steiertransparenz wichteg ass. Ech sinn iwwerzeegt an ech weess, dass mer virun nach net allze laanger Zäit eng aner Meenung dozou gehat hätten, eis warscheinlech och mat Hänn a Féiss géint esou en Text hei gewiert hätten. Haut gi mer an där Matière en anere Wee, well mer iwwerzeegt sinn, och laangfristeg, fir eis Finanzplaz ze stäerken, dass dat heiten dee richtege Wee ass. Déi vergaange Joren hunn eis gewisen, an alles, wat dës Regierung säit siwe Joer, säit bal aacht Joer gemaach huet an där Matière, dass eis Finanzplaz trotz de grousse Changementer, trotz där Transparenz, déi komm ass an der Matière vun de Steieren, net un hirer Attraktivitéit verluer huet.

Wat elo den Etat vun dësem Dossier ugeet, esou ass et esou, dass et en Accord gëtt am Trilog mam Conseil a mam Europaparlament. Den Dossier ass also duerch. En ass den 9. Juni nach duerch de COREPER (ndlr: Comité des représentants permanents des Gouvernements des États membres de l'Union européenne) gaangen, ass elo just nach an der Prozedur fir iwwersat ze ginn an all Sproochen a wäert duerno dann och offiziell ugeholl ginn a publizéiert ginn.

Zu der Form an dem Grond, firwat ech haut hei stinn, ass et effektiv esou ... An ech mengen, do si mer eis eens, dass och mir - d'Regierung, de Finanzminister, ech, mee och déi ganz Regierung - der Meenung sinn, dass et net gutt ass, dass esou Dossieren a Conseile landen, wou se am Fong näischt verluer hunn. Mir mussen och um europäeschen Niveau d'Rechtsstaatlechkeet eescht huelen. Mir sollen d'Base juridique, déi den Traité eis gëtt, seriö huelen.

Dofir fanne mer et net gutt, dass deen Dossier hei am Conseil « Compétitivité » traitéiert ginn ass. En hätt an den ECOFIN gehéiert bei de Finanzminister. Dat ass och de Grond, firwat mer eis zu deem Dossier hei enthalen hunn, deen net matgestëmmt hunn: well mer wollten e staarkt Signal setzen, dass mer net d'accord si mat där Manéier, fir esou Dossieren an en anere Conseil ze huele mat dem operluechte Grond, fir natierlech d'Unanimitéit ze contournéieren.

Ech géif lech awer och gäre soen, an och dat ass mam Finanzminister ofgeschwat, dass mer trotz där Abstentioun bei deem Vott awer deklaréiert hunn, dass mer um Fong mat där Direktiv hei d'accord wären - nach eng Kéier, well mer dru gleewen, dass Transparenz d'Richtung ass, an déi mer musse goen.

De Finanzminister huet mer och verséchert, dass, wann deen Dossier hei am ECOFIN gelant wär, mer eis dann och dee Moment en faveur vun deem Text hei ausgesprach hätten.

Dir hutt elo och gefrot, wat d'Auswierkunge vun dësem Dossier méiglecherweis kéinten op d'Lëtzebuerger Finanzwelt sinn. Dir wësst, dass dës Direktiv sech jo largement inspiréiert un deem, wat scho säit 2016 als Steierinformatioune vun de Multinationallen u Steierverwaltungen och weidergereecht gëtt. Et gëtt hei e puer kleng Differenzen, mee do dierft un administrativem Opwand elo net onbedéngt ganz vill nach derbäikommen.

Wat dës Steiertransparenz als Impakt op d'Multinationalle kann hunn, déi zu Lëtzebuerg usässeg sinn, dat ass, mengen ech, ganz schwéier ze beurteelen. D'Publikatioun vu Steierdonnéeë pro Land ass net trivial an deelweis komplex. An et ass effektiv ze hoffen, dass dës Informatiounen net falsch interpretéiert wäerte ginn a Lëtzebuerg och net eng weider Kéier an e schlecht Liicht dobäi wäerte setzen.

En direkte Retour vu Multinationallen hu mer net. Dir wësst awer, dass d'EU-Kommissioun am Virfeld zu dëser Direktiv eng ëffentlech Consultatioun gemaach huet an och all betraffe Secteuren ugeschriwwen huet. Et ass evident, dass d'Multinationalle bei esou engem Text wéi deem heiten net vu Freed an d'Hänn klappen, haaptsächlech well se fäerten, dass se hei och méiglecherweis eventuell Secret-d'affairen iwwert dee Wee missten oppeleeën.

Laangfristeg denken ech mer, an dat ass och d'Meenung vun der Regierung, dass mer hei um richtege Wee sinn. Et ass net auszeschléissen, dass multinational Konzerner sech dann an der Zukunft zum Deel nei ausriichten. Wéi gesot, dat wësse mer zu dësem Zäitpunkt nach net. Ech denken awer, dass dëse Wee am Sënn ass vun der Steiergerechtegkeet an dass en am Sënn vun der Konfienz vun de Bierger an eis Steiersystemer an Europa dee richtege Wee ass.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister. An d'Wuert geet direkt un den Här Mosar zréck fir eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci dem Här Fayot fir seng ganz vill Äntwerten. Allerdéngs huet e mer net op all meng Froe geäntwert. Dofir muss ech awer nach eng Kéier op déi eng oder aner zréckkommen, déi awer net onwichteg ass.

Deen ee Volet, op deen e mer guer net geäntwert huet, dat ass dee vum Level-Playingfield. Mir huelen elo hei e Country-by-Country-Reporting un, dee sech un all déi Multinationallen applizéiert, déi an iergendwéi engem europäesche Land iergendwéi e Sëtz hunn oder eng Succursale oder eng Filial. Déi Fro, déi sech awer stellt: Wéi gi mer da mat Multinationallen ëm, déi niewent deene Presenzen a verschiddenen europäesche Länner och nach Presenzen ausserhalb vun der Europäescher Unioun hunn? Spillen do déi selwecht Reegelen? Dat ass trotzdeem eng Fro, déi net onwichteg ass.

An deem Kontext hat ech jo och gefrot, wéi et hei mam Level-Playingfield ass. An dat ass vläicht dann, wéi gesot, éischter eng Fro un den Här Gramegna: Ass envisagéiert, datt dee Country-by-Country-Reporting och soll um Niveau vun der OECD zum Beispill agefouert ginn? Da géif dat nämlech Sënn maachen. Et wär och eng Mesure, déi mir géife begréissen, well da géifen all d'Societéiten iwwerall d'selwecht traitéiert ginn. Do wär ech also frou, wann ech nach géif eng Äntwert kréien.

An dann déi aner Fro, déi sech manifestement un den Här Gramegna adresséiert, dat ass trotzdeem d'Relatioun zwëschent där heiter Decisioun an där ugepeilter Minimalsteier, déi jo elo emol um G7 halfewegs decidéiert ginn ass, wou awer, wéi gesot, anscheinend gréisser Probleemer bestinn, well elo awer verschidde Länner - an net Lëtzebuerg; wat jo och Lëtzebuerg éiert - sech hei schénge queeschzeleeën. Wéi geet et do virun? Do wär ech awer frou, eng Appreciatioun ze kréien.

Merci, Här President, a merci deenen zwee Häre Ministeren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot, wannechgelift.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Jo, merci, Här President. Bon, zu deem éischte Punkt, wat de Level-Playingfield ugeet a wat méiglech Entreprisen ugeet, déi ausserhalb vun der Europäescher Unioun och nach täteg sinn, do ass et esou - an ech mengen, Dir wësst dat, Här Mosar, Dir sidd Jurist wéi ech och -, dass Europa net an der Gepflogenheet ass, fir extraterritorial Texter ze huelen, vläicht contrairement zu anere Länner, déi dat maachen - an déi dat maachen, well se eng gewëssen Traditioun doranner hunn.

Dat heescht, hei ass en Text, dee sech evidemment uwennt un Entreprisen, déi an Europa täteg sinn, en rapport mat hiren Aktivitéiten an deene jeeweilege Memberstaaten, wou se täteg sinn. Dat heite concernéiert evidemment net hir Aktivitéiten ausserhalb vun Europa. Dat ass dans la nature des choses. Hei ass e Country-by-Country-Reporting innerhalb vun Europa.

A pour le reste ass dat, mengen ech, eng Diskussioun, déi effektiv zesummenhänkt mat deene ganzen Diskussiounen, déi bei der OCDE lafen iwwert de BEPS 2.0, och am Kontext vun der Minimalbesteierung. An do op dee Punkt wëll ech a kann ech och elo zu dësem Zäitpunkt net agoen. Mee dat sinn awer Informatiounen, déi mer lech gären nach dann noreechen, wa mer se zesummegefaasst hunn.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Wirtschaftsminister.

6. 7812 - Projet de loi concernant la participation du Luxembourg à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la Banque africaine de développement

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7812 iwwert d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg un enger temporairer Erhéijung vum Kapital vun der Banque africaine de développement. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. D'Coronakris huet net nëmmen déi westlech Staate getraff, Amerika an Asien, mee eeben och Afrika. D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, fir et Lëtzebuerg ze erlaben, fir un der zäitweileger a spezieller Erhéijung vum Capital appelable vun der Afrikanescher Entwécklungsbank deelzehuelen.

Dës Bank ass déi eenzeg regional Entwécklungsbank, déi keng eegestänneg Bewäertung op de Kapitalmäert huet. Hire Rating hänkt effektiv eenzeg an eleng vum Rating vun hiren Aktionären of. Den Ament huet se déi selwecht Bewäertung iwwregens wéi Lëtzebuerg, dat heescht den Triple-A. Grad wéi fir eist Land, fir Lëtzebuerg, ass dës Bewäertung och fir déi genannten Entwécklungsbank vu grousser Wichtegkeet, fir sech zu deene beschten Zënssätz op den internationale Mäert finanzéieren ze kënnen.

Dëst ass ganz besonnesch fir si onëmgänglech, vu datt dës Entwécklungsbank Kreditter u Länner an Afrika mécht, déi bekanntlech zu deenen äermste Staate vun der Welt zielen. E gudden Zënssaz fir d'Bank heescht och, datt se e gudden Zënssaz u Membres-emprunteurs weiderreeche kann, also un déi Memberen, déi Geld brauchen, déi Geld léinen. Ouni dës Finanzéierungsméiglechkeet kéinte vill Projeten an afrikanesche Länner net verwierklecht ginn.

D'Covidkris stellt d'Afrikanesch Entwécklungsbank awer elo virun eng nei Erausfuerderung. E puer vun den Aktionäre vun der Bank leiden den Ament nämlech ënner enger Verschlechterung vun hirer eegener Kredittwierdegkeet. Notamment d'Vereenegt Staate vun Amerika, déi bekanntlech zu de gréisste Aktionäre vun der Bank zielen, riskéiere fir de Moment, hiren Triple-A-Rating ze verléieren, wat och d'Notatioun vun der Bank negativ beaflosse kéint. D'Degradatioun vun der US-amerikanescher Bewäertung kéint also ganz eescht Konsequenze fir d'Afrikanesch Entwécklungsbank selwer hunn.

Wann d'Bank nämlech keng Finanzéierung méi zu vernünftege Käschten op de Mäert kréie kann, da kéint eng vun de Konsequenzen déi sinn, datt hir Ënnerstëtzungsprogrammer fir afrikanesch Länner reduzéiert misste ginn. An dat zu engem Moment, wou dës Länner mat der Coronakris oder der Covid-19-Kris konfrontéiert sinn, déi natierlech wichteg Ressourcë verschléngt, déi soumat net an d'Investissementer fir d'Zukunft vun dëse Länner fléisse kënnen.

E weidere Grond, firwat mir eis als Lëtzebuerger Land un dëser Kapitalerhéijung bedeelegen, ass: Wa mir den Emprunteursländer den Uschäi ginn, datt déi Afrikanesch Entwécklungsbank kee fiabelen, keen zouverlässege Partner ass, da kéinte verschidde Länner sech eventuell op enger anerer Plaz ëmkucken.

Iwwregens, ech erënneren drun, datt dës Kapitalerhéijung keen Deboursement, also keng Sue vun eiser Säit verlaangt.

Mir all kenne Beispiller vun Entwécklungslänner, déi nei Weeër gaange sinn, wat d'Finanzéierungsquellen ugeet. Datt dës Finanzéierungsquellen awer mëttel- a laangfristeg net ëmmer ganz virdeelhaft fir dës Länner sinn, eng verstäerkte Prekaritéit a finanziell Ofhängegkeete mat sech bréngen, dat wësse mer och. An dës Ofhängegkeete gëllt et ze verhënneren.

Den Ament gëtt et siwen Aktionäre vun der Bank, déi nach ëmmer vun enger Triple-A-Bewäertung profitéieren. Ech nenne se ganz kuerz: Däitschland, Dänemark, Lëtzebuerg, Norwegen, Holland oder d'Niederlanden, Schweden an d'Schwäiz. De President vun der Bank ass un dës Länner erugetrueden, fir si ëm hir Hëllef ze froen. Lëtzebuerg an dräi aner Länner si sech ouni Wenn und Aber vum Prinzip hier eens ginn, fir dës Garantie spéciale et temporaire bereetzestellen, natierlech ënnert der Bedéngung, datt déi respektiv Parlamenter hir Zoustëmmung, hiren Zousproch ginn.

De Garantiesmontant vun de verschiddene Länner gouf no engem bestëmmte Schlëssel opgedeelt a Lëtzebuerg wäert 68 Millioune vun am Ganzen 2,3 Milliarden Euro iwwerhuelen.

Ech wëll nach eemol ënnerstraichen, datt et sech hei ëm eng Suscription au capital appelable handelt, soudatt et zu dësem Moment net zu engem Impakt op eise Staatsbudget kënnt - och am Fall, datt d'Vereenegt Staate vun Amerika deklasséiert géife ginn. Bemierkt soll och sinn, datt et zënter der Schafung vun der Bank viru bal 60 Joer nach ni zu enger Situatioun komm ass, datt d'Kapital, dat versprach gouf, opgeruff ginn ass. Zousätzlech leeft d'Garantie, falls se an d'Spill komme misst, den 31. Dezember 2023 of.

Et geet hei an éischter Linn drëms, fir de Finanzmäert an de Ratingagencen ze signaliséieren, datt d'Aktionäre prett sinn, fir d'Bank als e privilegiéiert Instrument am Kampf géint d'Aarmut an Afrika voll ze ënnerstëtzen, an dat grad a besonnesch an dëse - speziell dësen! - och fir déi dote Länner dach ganz schwéieren Zäiten.

Et sief och nach gesot, datt d'Moossnamen aus dësem Projet de loi der Bank erlabe wäerten, fir u Léisungen ze schaffen, fir hir Kapitalpositioun mëttelfristeg ze stäerken, dat en vue fir d'Bank an Zukunft manner ofhängeg vum Rating vun hiren Aktionären ze maachen. An dozou gehéiert och, datt hir Gouvernance wäert iwwerschafft ginn.

Schlussendlech wéilt ech och nach umierken, datt d'Resolutioun, déi dës Augmentation spéciale temporaire du capital appelable - wéi dat esou schéin heescht - erlaabt, op der aussergewéinlecher Versammlung vum Conseil des gouverneurs de 5. Mäerz 2021 ugeholl gouf an d'Souscriptiounsnotifikatioun den 19. Mäerz 2021 erausgaangen ass.

Här President, léif alleguer, de Staatsrot huet säin Avis den 1. Juni 2021 ofginn. En huet weider keng Bedenken. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 2. Juni formuléiert. Si begréisst dëse Gesetzesprojet ausdrécklech, deen nach eemol en Ausdrock vun der Solidaritéit vu Lëtzebuerg, vun eisem Land vis-à-vis vum afrikanesche Kontinent, senge Leit a senger Entwécklung ënnerstraicht.

Zu gudder Lescht wéilt ech och nach eemol ervirhiewen, datt eist Land zu deene Staaten op der Welt zielt, déi am Beräich vun der Entwécklungshëllef am meeschten aktiv sinn. Mir stelle ronn 1 % vun eisem Revenu national brut der Entwécklungshëllef iwwert déi lescht Joren zur Verfügung. An dorop duerfe mer natierlech och houfreg sinn. Datt mir mat dësem Gesetzesprojet eisen Engagement an dësem Beräich nach eemol ënnerstraichen, dat begréisst natierlech och meng eege Fraktioun, also d'DP-Fraktioun, déi hei brav viru mer sëtzt, déi dann och hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet gëtt.

Dat gesot, soen ech lech da Merci fir Är Gedold, Är Opmierksamkeet, oder anescht gesot, fir dat konzentréiert Nolauschteren. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Rapporter André Bauler.

An ech ginn d'Wuert direkt un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech fänken natierlech och u mat engem Merci un eise Président-rapporteur, deen eis erëm mat senger gewinnter Kompetenz an och sengem Engagement hei e Projet virgestallt huet, deen dat éischtens op esou eng pedagogesch, mee awer och op esou eng komplett an detailléiert Aart a Weis gemaach huet, datt engem mam beschte Wëllen näischt méi zousätzlech nach afält, wat ee kéint soen. Duerfir wäert ech mech drop beschränken, den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. E ganz grousse Merci un de Rapporter fir dee schrëftlechen a mëndleche Rapport. Fir d'LSAP ass et kloer, datt déi räich Industrieländer sollen hir Responsabilitéit iwwerhuelen. An dofir si mir natierlech och frou, datt Lëtzebuerg sech solidaresch mat den afrikanesche Länner bekennt. Merci, an dofir gi mer och den Accord.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Ech schléisse mech och dem Merci un den Här André Bauler un, deen de Rapport ganz explizitt hei virbruecht huet. Et gëtt jo oft mam béise Fanger op Lëtzebuerg gewisen, wann et ëm d'Finanze geet. Hei ass awer e weidert Beispill, wat ënnerstraicht, datt Lëtzebuerg seng Verantwortung iwwerhëlt. Déi 57 Milliounen (veuillez lire: 68 Milliounen), déi mer hei bereetstellen, fir déi Afrikanesch Entwécklungsbank ze ënnerstëtzen, weisen drop hin, dass mer ëmmer dostinn, wann et ëm d'Kooperatioun geet, wann et ëm d'Solidaritéit geet. An duerfir si mer bereet, eis Verantwortung mat ze iwwerhuelen.

Dat solle mer och weiderhi maachen, wuel wëssend, datt déi Afrikanesch Entwécklungsbank sech och derzou engagéiert huet, déi nohalteg Entwécklungsziler matzefinanzéieren, d'Ëmsetzung dovun. An ech mengen, souwuel an Zäite vu Pandemie wéi och generell am Kontext vun der Klimakris komme mer net derlaanscht, méi enk zesummenzeschaffen, well nëmmen da kréie mer béid Krisen zesumme bewältegt. Merci, an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. No esou vill Harmonie wéilt ech awer vläicht e puer Wuert vun eiser Säit aus soen, déi awer e bësse méi warnen.

Ech soe fir d'éischt emol dem Här Bauler villmools Merci fir seng ganz gutt Presentatioun vun enger awer komplexer Matière. Et gëtt eng Parallell, mengen ech, tëschent amerikaneschen a lëtzebuergeschen Demokraten: Si kämpfe mam Triple-A. Well dat hei maache mir elo, well d'Amerikaner riskéieren, den Triple-A ze verléieren! Mee mir krazen och un der 30 %-Scholdelaascht vum Bruttoinlandsprodukt. An ech mengen, vläicht hätte se och kënnen de Contraire maachen. Si hätte kënnen aner Länner froen, fir vläicht eis Part ze iwwerhuelen, well et ass jo net gesot, datt mir déi Cotatioun nach laang behalen.

Et ass awer elo esou, datt mer dat do net als eis Prioritéit gesinn. Mir hunn e ganz héijen Defizit als Lëtzebuerg. A mir denken, datt mer elo, amplaz nei Garantien ze huele géintiwwer anere Banken, vläicht sollten déi éischt Prioritéite kucken, déi d'Stabiliséierung vun eisem eegene Wärungssystem betreffen, wéi zum Beispill dem Target2-System, deen een och eng Kéier sollt upaken a vläicht an d'Richtung goe wéi an der Federal Reserve, datt een do awer e reegelméissen Ausgläich emol vun de Konte géif virgesinn. Dat wär eng ganz aner Prioritéit a vill méi wichteg fir d'Stabilitéit vum Eurosystem, wéi datt mer an enger héijer Defizitsituatioun weider Garantien huelen.

Ech ginn lech Recht, Här Bauler, et ass onwarscheinlech - a Gott sei Dank! -, datt mer déi 68 Millioune mussen zur Verfügung stellen. Mee et ass erëm eng zousätzlech Belaaschtung, déi mer iwwerhuelen.

Et ass och esou, datt déi Afrikanesch Entwécklungsbank - mir hunn eis dat ugekuckt - Probleemer huet mat hirer Gouvernance. Et gëtt eng ganz Rei Evaluatiounsrapporten, déi och um Internet stinn, an e puer Projeten, wou se engagéiert ass. An Dir hutt selwer och an Ärem Rapport, fir deen ech lech nach eng Kéier wëll felicitéieren, gesot: „Et ass néideg, datt déi Bank sech reforméiert." Si huet keng eege Cotatioun op de Bourssen. Dofir ass se jo vun hiren anere Contributeuren ofhängeg. A mir hunn eis d'Fro gestallt, wéi dann déi Cotatioun wär vun der Afrikanescher Entwécklungsbank, wa si selwer misst dann do cotéiert ginn.

An dat ass guer net gesot, datt dat eng gutt Cotatioun wär. Dofir géife mir proposéieren - well mir erkenne vollkommen de Wäert vun der Argumentatioun un, datt mer och e Gest vu Solidaritéit musse weisen am Kontext vun eiser Entwécklungshëllef -, oder eis Approche wär gewiescht, datt mer sollte kucken, datt déi Bank sech reforméiert, praktesch als Konditionalitéit, an duerno hëllefen a soen: „Hei gutt, Dir hutt lech reforméiert, Är Gouvernance ass elo besser wéi virdrun. Elo hu mer dat néidegt Vertrauen, fir och zu der Kapitalerhéijung bäizedroen." Dat wär vläicht de Wee gewiescht.

Mir hunn och ganz allgemeng déi Kritik, datt mer disproportionéiert héich Kontributiounen als Lëtzebuerg leeschten. Et ass eng rekurrent Kritik, déi d'ADR mécht. Hei sinn et 2,8 %. Dat ass vill. Et muss ee jo och gesinn an deem Kontext, den Här Bauler huet et selwer gesot, datt eng Rei vun europäesche Staate refuséiert hunn, hei matzemaachen. Norwegen, d'Schwäiz an Holland, wann ech mech gutt erënneren, sinn net op dee Wee gaangen. An et muss ee sech och froen, firwat. An dat huet och mat der Gouvernance vun där Bank ze dinn.

Also, wéi gesot, mir verschléissen eis net der Iddi, fir déi Bank weider ze ënnerstëtzen, eisen Engagement an Afrika och doduerch ze dokumentéieren, just eis Prioritéit wär gewiescht: Reform, besser Gouvernance an dann Ënnerstëtzung. Well esou verléiere mer e bëssen deen néidegen Hiewel, fir kënnen op esou eng Reform anzewierken.

Et ass och nach eng lescht Bemierkung vläicht néideg am Kontext vun eiser Entwécklungshëllef, an dofir ass déi Afrikanesch Entwécklungsbank och e gudde Partner: Dat ass, datt mer méi sollte kucke wéi an der Vergaangenheet, fir iwwert de Wee vu gudden Handelsbezéiungen eng durabel Croissance an Afrika ze kréien. Mir sinn elo no 60 Joer Entwécklungshëllef awer ëmmer méi an enger Situatioun, wou mer awer gesinn, wat d'Limitte vun deem Exercice sinn. Vill Länner hunn no 60 Joer Entwécklungshëllef net wierklech de Wee vun der Croissance gepackt. An et ass dofir wichteg, datt mer einfach och iwwer aner Weeër probéieren, eis Relatioune mat Afrika auszebauen, notamment och a Konkurrenz mat China a mat aneren Acteuren, déi sech ëmmer méi fir dee Kontinent interesséieren.

Dat gesot, wäerte mir eis enthalen, net well mer am Prinzip géint déi Kontributioun wären, mee ganz einfach well mer an der Chronologie en anere Wee gewielt hätten: fir d'éischt d'Reform, dann Ënnerstëtzung.

Villmools merci.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Villmools merci, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grousse Merci un de Rapporter André Bauler fir den exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport, deen an deem heite Kontext sécherlech eng Lektür wäert ass, well et kann een et net oft genuch soen: Et geet hei jo ëm eng Garantie an et geet net drëm, datt mer Suen haut debourséieren!

Mat dësem Gesetz solle mer also de Rating vun der Banque africaine de développement oder kuerz BAD oféscheren. Doduerch, datt Länner wéi d'USA a Kanada riskéieren, bei bal all de grousse Ratingsagencen hiren Triple-A ze verléieren, mussen déi aner Partnerlänner, déi deen nach hunn, sou wéi Lëtzebuerg, sech elo solidaresch mat deene Grousse weisen.

Ouni d'Hëllef vun de Partnerlänner riskéiert d'Bank nämlech als Konsequenz och hire Rating ze verléieren an hätt da Problemer, fir déi néideg Prête fir hir Projeten um Marché kënnen opzehuelen.

D'Bank huet bis elo awer nach ni ëm Sue gefrot an an dësem Fall geet et - an dat nach eng Kéier, wéi de Rapporter scho gesot huet - och net ëm e Prêt, mee ëm d'Stelle vun enger Garantie. Wann ee bedenkt, wéi vill Projeten d'Bank trotz Covid weiderdreift, dann ass et de Minimum, datt Lëtzebuerg säin Deel derzou bäidréit, fir weider hei en Triple-A-Rating fir d'BAD opzebauen.

Projete wéi dee fir 2025 uviséierten „Desert to Power", ee vun den ambitiéiste Solaranlagprojete weltwäit, ginn ënner anerem vun der BAD matfinanzéiert. Aleng dëse Projet soll eng Capacitéit vu bis zu 10 Gigawatt hunn. Domat kéinten 250 Millioune Mënsche mat Stroum versuergt ginn, dovun 90 Milliounen, déi bis haut nach keen Accès zu Elektrizitéit hunn.

Ufangs des Mounts huet d'Bank jo och decidéiert, e Projet am Ruanda mat ronn 85 Millioune matzefinanzéieren, fir am afrikanesche Land d'Stroumnetz auszebauen. Dee Moment kéinten 80.000 weider Haushalter vun engem Accès zum Stroumnetz profitéieren, 80.000 Haushalter, déi haut ganz heefeg op Dieselverstroumung setzen an domadder sécherlech net déi bëllegst a ganz sécher net déi ekologeschst Aart a Weis fir Stroumproduktioun notze kënnen.

D'BAD erlaabt et also heimadder, net nëmmen en Impakt géint de Klimawandel ze hunn, mee si erméiglecht et de Leit och, méi bëlleg un de Stroum ze kommen, dee se brauchen, fir hire Geschäfter nozekommen.

Wann ee bedenkt, datt Dieselstroum an Afrika heefeg dräi- bis fënnefmol esou deier ass wéi Solarstroum, da mierkt een, wéi wichteg et ass, datt eebe grad och an deenen entleeënste Regioune Stroumnetzer opgebaut ginn. Duerfir leet d'BAD hiren Deel bäi.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst sinn nëmmen zwee vu ville weidere Projeten, déi musse weider ënnerstëtzt a geférdert ginn. D'BAD setzt sech a fir Projeten, déi de Mënsche grad ewéi der Ëmwelt hëllefen. Si huet eng wichteg Missioun, déi net dierf duerch de Rating oder de Ranking vu Ratingsagencë gestéiert ginn. Duerfir sollt Lëtzebuerg säin Engagement hei och héichhalen an dës Garantie vu ronn 86 Milliounen (veuillez lire: ronn 68 Milliounen) accordéieren.

Duerfir wäerte mir Piraten dëse Projet och matstëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert. Ech si frou, dass dëse Projet esou vill Zoustëmmung hei fënnt. Ech fänke gären domat un, dass ech dem Rapporter Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen an och mëndleche Bericht, wou ganz vill dra war, wou dat Essenziellt och gesot ginn ass. An en fait steet deen heite Projet ënnert dem Zeeche vun der Solidaritéit vu Lëtzebuerg mat Afrika, an ënnert dem Zeeche vun der Solidaritéit vu Lëtzebuerg mat Afrika iwwer eng international finanziell Organisatioun, namentlech d'Afrikanesch Entwécklungsbank.

Mir sinn nëmme säit 2014 Member ginn an dëser Afrikanescher Entwécklungsbank a mir kenne se an der Zwëschenzäit relativ gutt. Mir hunn och eng Réunioun annuelle vun dëser Bank zu Lëtzebuerg empfaangen an ech hunn och do de President Adesina gutt kenne geléiert.

Ech wollt lech hei soen, dass Lëtzebuerg an där Operatioun hei e ganz weesentleche Rôle gespillt huet, an zwar dowéinst, well de President Adesina ganz beonrouegt war, wat géif geschéien, wann den Triple-A vu verschiddene Memberlänner géif verluer goen. D'Konsequenz wär gewiescht, dass vun haut op muer d'Finanzéiere vu verschiddene Projeten a Fro gestallt gi wär. An ech kann lech soen, dass also an der Héicht vun Honnerte Millioune pro Joer d'Afrikanesch Entwécklungsbank Projeten net méi hätt kënne maachen. A wéi en do mat mir doriwwer geschwat huet, huet e mer gesot: „Ech weess awer net, ob Länner bereet sinn, neit Kapital zur Verfügung ze stellen, grad an dëser Period vu Covid."

An do si mer op déi Iddi komm vun engem Appel de capital, deen awer net direkt geschitt. Et ass en fait eng Garantie, déi mer hei ginn, dat ass richteg vu Verschiddene vun lech gesot ginn. Mir ginn also hei eng Garantie.

An et ass och richtegerweis ënnerstrach ginn, dass net alleguerten d'Triple-A-Länner, déi Member sinn, dat matgemaach hunn. Mee Lëtzebuerg war dat alleréischt Land, dat alleréischt Land, dat gesot huet, et kéint déi Garantie hei ginn. An dat huet awer e klenge Schnéiballeffekt mat sech bruecht, well duerno dunn och Däitschland an zwee aner Länner, Schweden an Dänemark, et gemaach hunn.

Ech freeë mech also doriwwer. Mir kënnen doriwwer houfreg sinn als Lëtzebuerg, well domadder hëllefe mer Afrika méi, wéi wa mer géifen en Don vu ville Millioune maachen oder deen een oder anere Projet bilateral ënnerstëtzen. Mat där Garantie hei, déi mir ginn am Wäert vu ronn 68 Milliounen Euro, erlaabe mer der Bank, hir Aktivitéite weiderzemaachen. Dat ass grad an dëser Period vun Covid nach méi wichteg wéi normal. Stellt lech vir, dat hätte mer net gemaach, dann hätt déi Bank missen zréckschrauwen an enger Zäit, wou Afrika nach méi

Projete brauch wéi soss. Dofir freeën ech mech natierlech extra driwwer.

D'Bank huet bestëmmt hir Schwächten, mee si huet awer och hir Stäerkten. Si ass d'lescht Joer ausgezeechent ginn als déi bescht multilateral finanziell Institutioun an der Welt, an dat och haaptsächlech, well se dee gréisste Social Bond erausginn huet, vun dräi Milliarden Euro. Dat läit also en ligne mat der Finance soutenable, och dat eng Saach, déi Lëtzebuerg ganz um Häerz läit.

Dofir sinn ech frou, dass mer dee Projet och relativ séier konnten hei an der Chamber presentéieren, dass d'Institutioune séier geschafft hunn an dass mer Unanimitéit och an de Partner, déi hei consultéiert ginn, fannen, souwuel am Conseil d'État, mee och an der Chambre de Commerce. Och dat fannen ech remarkabel, dass d'Chambre de Commerce och hei seet, mir sollen do déi Solidaritéit spille loossen. An dofir freeën ech mech iwwert déi grouss Zoustëmmung hei.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7812. Den Text steet am Document parlementaire 7812[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7812 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7677 - Projet de loi portant organisation des contrôles du transport de l'argent liquide entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg et mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7677 iwwert d'Kontrollen am Boergeldtransport. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an ech ginn direkt d'Wuert un den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, emol eng Kéier mat engem net esou komplizéierten, fir net ze soen „technesche" Projet bei Iech ze kommen.

D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, fir gewëssen Dispositiounen aus dem europäesche Reglement 2018/1672 vum 23. Oktober 2018 iwwert d'Kontroll vum Boergeld, dat an d'EU erakënnt oder aus der EU erausgeet, an dat nationaalt Recht ëmzesetzen.

Eng Gesetzgeebung an dësem Zesummenhang ass näischt Neies. Den Ament hu mir schonn eng europäesch legal Basis an e Lëtzebuerger Gesetz vum 27. Oktober 2010, déi an dësem Domän schonn applikabel sinn. Dëse Gesetzesprojet soll en neit Gesetz fir Lëtzebuerg schafen an d'Gesetz vun 2010 ersetzen.

Am Verglach zu dem Text, deen elo schonn a Kraaft ass, bréngt dësen Text verschidden Ännerunge respektiv Prezisiounen. E puer Punkte ginn net geännert. An dat sinn zum Beispill: D'Douane bleift weider eis zoustänneg Kontrollautoritéit op dësem Gebitt a si soll an dësem Kontext och weider ganz enk mat der CRF, also der Cellule de renseignement financier, zesummeschaffen. De Betrag, ab deem eng Deklaratiounsflicht gëllt, wann ee sech iwwer eng Grenz beweegt, bleift beim Seuil vun 10.000 Euro. Mir schwätzen hei vun den Intra-EU- oder Extra-EU-Grenzen. Dat heescht, datt dëse Gesetzesprojet virgesäit, datt souwuel Transporter tëschent Lëtzebuerg an engem aneren EU-Memberstaat ofgedeckt si wéi awer och tëschent Lëtzebuerg an Drëttstaaten. Wat och nach d'selwecht bleift, ass den Niveau vun den Amendë fir déi Leit, déi sech net un d'Dispositioune vum Gesetz halen.

Wat sinn dann elo d'Neiegkeete vun dësem Projet de loi? Engersäits de Champ d'application. Haut sinn d'Fäll ofgedeckt, wou Boergeld oder Titres au porteur transportéiert ginn. Mat dësem Gesetzesprojet erweidere mer de Champ d'application op zum Beispill och d'Gold. Des Weidere wäerten an Zukunft och Prepaid-Kaarten drënnerfalen, déi net un e Bankkonto gebonne sinn a soumat och net vun der CSSF iwwerwaacht ginn. Ënner esou Prepaid-Kaarte versteet ee Kaarten, déi mat Suen opgeluede ginn, an da kënnen op enger anerer Plaz nees d'Suen opgehuewe ginn. Verschidden Onlinehändler proposéieren esou Kaarten.

Wat vun dësem Projet de loi net ofgedeckt ass, sinn d'Kryptowärungen, well déi gi vun der CSSF iwwerwaacht.

Eng weider Neierung vum Gesetzesprojet ass, datt an Zukunft och muss deklaréiert ginn, wann déi véier Typpe vu Boergeld, déi am Champ d'application genannt sinn, ouni Begleetpersoun iwwert d'Grenze kommen an de Wäert 10.000 Euro oder méi ass.

Fir Iech esou eng Situatioun ze illustréieren, wéilt ech gären de Cas de figure huelen, bei deem en Transporteur e Pak transportéiert, wou Suen dra sinn.

Wichteg ze bemierken ass, datt d'Obligatioun vun dësem Gesetzesprojet sech op eng Deklaratiounsflicht limitéiert säitens deene Leit, déi déi véier Typpe vu Boergeld an engem Montant vun 10.000 Euro oder méi entweeder selwer mat sech droen oder ouni Begleetpersoun verschécken. Et geet also nëmmen ëm eng administrativ Formalitéit. Et fale keng Käschten un.

D'Informatiounen, déi iwwert d'Deklaratioune gesammelt ginn, ginn haut scho mat der CSSF ausgetosch. D'Ännerung zu dësem Volet an dësem Gesetzesprojet ass, datt déi deklaréiert Donnéeën nach besser geschützt sinn an den Accès op dës Donnéeë gestäerkt gëtt.

Ze notéieren ass och, datt d'Beamte vun der Douane, déi dës Kontrollen duerchféiere kënnen, eng spezifesch Formatioun mussen hunn. Si ginn och als Officier de police judiciaire vereedegt.

Wat d'Sanktiounen ubelaangt, ännert sech par rapport zum bestoenden Text eigentlech näischt. D'Amendë kënne vun 251 Euro bis 25.000 Euro goen, wann déi Deklaratiounsflicht net agehale gëtt. Nennenswäert ass och, datt d'Zomm vun der Geldstrof an der deelweiser Konfiskatioun awer net méi wéi 50 % vum net deklaréierte Montant ka sinn.

Weider ass och virgesinn, datt e Riichter eng partiell Afréierung vum Boergeld ordonéiere kann, an dat bis zu maximal 30 Deeg. D'Afréiere soll dem Riichter d'Méiglechkeet gi fir erauszefannen, ob dës Suen aus enger illegaler Aktivitéit kommen oder enger illegaler Aktivitéit zougefouert sollte ginn. Géint dës Moossnamen ass natierlech och eng Recoursméiglechkeet virgesinn. Et kann e Recours en annulation beim Tribunal administratif, also virum Verwaltungsgeriicht, géint esou eng Afréierung gemaach ginn.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 11. Mee 2021 eng Rëtsch Observatioune gemaach. Ech verweise fir dee ganzen Detail op mäi schrëftleche Rapport. Loosst mech awer op déi verschidde Punkte kuerz agoen, déi fir méi Diskussioune gesuergt hunn.

An zwar huet de Staatsrot beim initiale Projet de loi festgestallt, datt e groussen Deel richteg aus dem europäesche Reglement iwwerholl gouf, mee datt awer och an der éischter Versioun vum Gesetzesprojet verschidde Passagen aus dem europäesche Reglement net erëmzefanne si respektiv net richteg iwwerholl gi sinn. Dat huet zu enger Rei Opposition-formellë gefouert, an dat ënner anerem bei den Artikelen 3, 6 a 7 vum initiale Projet de loi.

Wat den Informatiounsaustausch tëschent der Douane an der CRF ubelaangt, notéiert de Staatsrot, datt d'Prozedur am Gesetzestext net där entsprécht, déi am europäesche Reglement virgesinn ass.

E leschte Punkt ass d'Afréierung vum net deklaréierte Boergeld. Den initialen Text hätt virgesinn, datt et zu enger totaler Konfiskatioun vun dëse Sue kéint kommen. De Staatsrot huet sech deem missen entgéintstellen, well och d'Juridprudenz um europäeschen Niveau an dësem Domän net an dës Richtung geet. Déi héich Kierperschaft proposéiert, datt d'Konfiskatioun op e Brochdeel vum Boergeld limitéiert sollt ginn, esou wéi dat och an anere Memberstaate gemaach gouf.

Nodeem et zu parlamentareschen Amendementer komm ass, huet de Staatsrot sech a sengem zweeten Avis d'accord mat den Dispositiounen aus dem ofgeännerte Projet de loi gewisen a konnt d'Opposition-formellen ophiewen.

D'Handelskummer huet den 12. Februar 2021 hiren éischten Avis an de 17. Juni hiren zweeten Avis ofginn. Si begréisst de Gesetzesprojet. An hirem Avis vum 6. November 2020 huet d'Chambre des Métiers de Projet de loi begréisst, mee si mécht op hir Zweifel opmierksam, wat d'Proportionalitéit vun der Konfiskatioun vum Boergeld gekoppelt un eng Amende betrëfft, an dat a Fäll, wou et keng aner penal Faiten an deem Zesummenhang gëtt. De Staatsrot hat jo och schonn heirop higewisen. Deem ass mat de parlamentareschen Amendementer du Rechnung gedroe ginn.

Här President, dat gesot, bleift mer nach just, Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Gesetzesprojet a soen all deenen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn, e grousse Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt villmools Merci.

Ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem Guy Arendt Merci soe fir dee ganz prezise schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dir hutt Recht, dat ass keen technesche Gesetzesprojet. Et ass e Gesetzesprojet, deen eis alleguerten a virun allem d'Leit awer am Alldagsliewe betrëfft. An ech mengen, dass ganz vill Leit a Biergerinnen a Bierger sech guer net bewosst sinn, wat dat do an der Praxis heescht.

Mir gi selbstverständlech als CSV d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet, mee ech kommen nach eng Kéier zréck op zwou Saachen. Här Rapporter an och Här Minister, mir sinn als CSV der Meenung, well dat do d'Leit am Alldag awer concernéiert, dass, an dat europäescht Reglement gesäit et d'ailleurs vir, d'État-membrë gehale sinn, fir déi néideg Publicitéit vun der praktescher Tragweit vun där dote Reglementéierung a vun deem Gesetzesprojet ze suergen an dat och public ze maachen.

Wann Der um Findel lant, da gesitt Der eng Affiche, wou drop higewise gëtt, dass een net méi wéi 10.000 Euro Boergeld däerf afléieren. Et kann awer - et ass och eng Deputéiert, d'Madamm Modert, déi mech de Moien nach eng Kéier drop opmierksam gemaach huet - d'Leit am Alldag betreffen, ouni dass se mol dat do wëssen a soudass dat se da ka potenziell an eng Infraktioun féieren. Ech ginn Iech e konkreet Beispill.

Et si vill Leit, déi hiren Auto oder aner Maschinnen, am Handwierk zum Beispill, verkafen oder eng Occasioun kafen. Huelt een, deen zu Stengefort wunnt, da seet deen: „Ech hunn eng Annonce gelies, ech ginn op Arel en Auto kafen." Déi mannst si wuel d'accord, wa se privat hiren Auto verkafen, dass se dat maachen a soen: „Mir iwwerweisen Iech dat dann." Do hätten d'Leit eigentlech gären, dass se Boergeld hunn, an oft gi se dann nach kucken, dass se dat Boergeld dann nach kontrolléiere kënnen.

Ech weess net, ob all Bierger sech bewosst ass, dass e fir dat Boergeld, fir dann den Auto, loosse mer soen, op Arel oder op Sterpenich oder wou och ëmmer kafen ze goen - an déi mannsten Autoe kritt Der dann awer nach vläicht fir manner wéi 10.000 Euro Boergeld -, am Virfeld muss eng Deklaratioun maachen.

Ech fannen, fir d'Leit och selwer ze schützen a fir dass se net herno gesot kréien: „Majo, Dir wësst jo awer - nul n'est censé ignorer la loi -, dass Der hätt missen Är Deklaratioun maachen", dass och déi néideg Publicitéit vun der Douanesverwaltung respektiv vum Ministère sollt do gemaach ginn. Et ass dat, wou mer géife wëllen, dass d'Leit och am Sënn vun der Rechtssécherheet dorobber géifen higewise ginn.

En zweete Punkt ass deen, an de Guy Arendt huet drop higewisen: De Staatsrot, deen huet e ganz fouilléierten Avis gemaach. An deen huet natierlech - dat ass kee Blâme fir eng Verwaltung - dat kritesch gekuckt an huet dat, mengen ech, konstruktiv och begleet, soudass eng Rei vun Opposition-formellë gemaach goufen. Et ass eng Opposition formelle, déi derzou geféiert huet, dass huet missen déi Bestëmmung iwwert d'Konfiskatioun oder d'Afréierung vun de Suen, wéi een dat op Lëtzebuergesch seet, ëmgeännert ginn. Nämlech huet de Staatsrot gesot, a mat Verweis op en Urteel vum Europäesche Geriichtshaff, dass een net méi kann engem Riichter d'Fakultéit ginn, dass einfach gesot gëtt: „O, Dir hutt dat elo transportéiert, elo sinn d'Sue confisquéiert. An noutfalls gëtt och nach den Auto, mat deem Der et transportéiert hutt, mat confisquéiert." Dat geet net méi.

Dat, wat hei spillt, ass nämlech, dass muss eng Verhältnisméissegkeet si par rapport zu där Infraktioun, déi ee mécht, an deene Suen, déi ee confisquéiert, respektiv deene Gidder, sief dat en Auto, e Motorrad oder gegeebenefalls e Vëlo, woumat een déi Suen transportéiert. Dat kann een net méi einfach eent zu eent ëmsetzen. Et muss also eng Verhältnisméissegkeet bestoen.

Op wat ech eigentlech erauswëll, dat ass: Dat, wat sech hei applizéiert op dësem Gesetzesprojet, dat applizéiert sech op ganz ville Gesetzesprojeten, sief dat am Ëmweltberäich, sief dat am Kulturberäich, sief dat am Bauteberäich, sief dat, mengen ech, souguer am Code de la route. An ech mengen, dass opgrond vun deem Urteel vum dem Europäesche Geriichtshaff eng ganz Rei Bestëmmungen, déi aktuell nach en vigueur sinn, par rapport zu deem Urteel vun dem Europäesche Geriichtshaff net méi d'Strooss halen.

Ech kéint mer virstellen, dass dat zu enger ganzer Rei vu Jurisprudenzen an Zukunft och wäert féieren um Niveau vun onse Geriichter. An ech mengen, et wier gutt, wann d'Ministèrë fir dat, wat si betrëfft, sech eng Kéier déi Konfiskatiounsbestëmmunge géifen iwwert de Leescht zéien, fir dass net d'Leit herno Saachen hätten, déi agefruere wieren, wou se eigentlech da missten en Affekot huelen, fir dass se déi erëm géifen deblockéiert kréien, obschonns déi Bestëmmungen net méi rechtméisseg sinn.

Dat gesot, ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och dem Här Arendt Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Bon, fir d'LSAP steet fest, an dëse Gesetzesprojet huet jo säin Ursprong an engem EU-Reglement, dass all Detournement vu Liquiditéiten natierlech eng Gefor duerstellt fir de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun, vum europäesche Bannemaart.

A wat hei wichteg ass: Dir hutt en Echange, an de Rapporter ass drop agaangen, tëschent de verschiddene Cellules de renseignement financier an och der Douane um europäeschen Niveau, soudass déi zesummeschaffen, dass déi en Echange hunn, dass déi och personell Mëttelen hunn, fir dass deen Echange ka stattfannen, fir dass grad d'Auteure vu kriminellen Aktivitéiten, déi duerch d'EU-Reglement viséiert sinn, net den nationalen Autoritéiten e Schratt viraus sinn.

Dofir ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Hären, dat heiten ass e weidere wichtege Schrëtt, fir d'Geldwäsch an d'Finanzéierung vum Terrorismus an der Europäescher Unioun ze bekämpfen. An zu Lëtzebuerg hu mer an deene leschte Jore jo scho ganz vill Efforte gemaach, sief et zum Beispill mat dem transparente Registre des bénéficiaires effectifs, awer och dem lëtzebuergesche Relanceplang, wou mer jo grad de Fokus och op de Kampf géint de Blanchiment geluecht hunn.

An ech wëll fir unzefänken dem Guy Arendt villmools Merci soe fir säi Rapport. Hien huet am Fong schonn erkläert, wourëms et geet. An ech mengen, dass, wéi och de Gilles Roth et scho gesot huet, et ganz wichteg ass, dass mer d'Bierger heirop och an Zukunft nach besser sensibiliséieren. Wéi gesot, et sinn Informatiounstafelen zum Beispill um Findel. Op anere Plaze si se awer vläicht e bësse méi verstoppt. Ech denken do un d'Stater Gare. A mir hunn doriwwer och an der Kommissioun geschwat. Do hate mer zum Beispill och driwwer gekuckt, wéi d'Douane eigentlech zum Beispill op hirer Homepage informéiert, an do hu mer och Suggestioune gemaach.

An ech wëll soen, ech hu mer dat de Mëtten nach eng Kéier ugekuckt an zënter der Kommissioun sinn do eng ganz Partie Verbesserunge komm. Et fënnt een dat Ganzt ënnert dem Onglet net nëmme bei de Formulairen, mee et fënnt een et och bei de Voyageuren. Op der éischter Säit ass och eng ganz prominent Plaz bäikomm, soudass do eigentlech

scho Verbesserunge gemaach gi sinn. An dofir wëll ech op alle Fall och Merci soen an der Verwaltung an dem Ministère do derfir felicitéieren.

Bon, allgemeng ass d'Geldwäsch e grousse Problem an der Europäescher Unioun. Europol schätzt de järleche Montant vu suspekten Transaktiounen op knapp 1,3 % vum dem PIB, dat an der Europäescher Unioun. Dat mécht Honnerte vu Milliarden Euro aus. Weltwäit leie mer do bei ongeféier 3 % vum dem PIB.

An eréischt de Méindeg, déi meescht vun Iech kruten dat warscheinlech mat, koum e ganz neie Rapport eraus vun der Europäescher Cour des comptes, wou op Schwaachstellen higewise gëtt, grad an der Lutte géint de Blanchiment. Et gëtt hei virun allem gewisen, dass et nach Schwaachstelle gëtt, grad wat d'Koordinatioun tëscht de Memberstaaten ugeet, well eeben hei verschidden Institutiounen am Spill sinn, déi zoustänneg sinn. An et gëtt am Fong gesot, dass mer eis grad an der europäescher Supervisioun vun dem Anhale vun de Reegelen nach musse verbesseren. An et gëtt eebe recommandéiert, dass hei weider Guidelines sollen ausgeschafft ginn, fir dass déi verschidde Kontrollorganer an der Europäescher Unioun besser kënnen zesummeschaffen.

Et gëtt och suggeréiert, dass an Zukunft méi op Reglementer amplaz op Direktive soll zréckgegraff ginn, well dat méi einfach ass an der Harmoniséierung. An dat hei ass eigentlech e gutt Beispill, well mat deem heite Gesetz maache mer genau dat. Et geet nämlech hei ëm e Reglement an net ëm eng Direktiv.

Zum Schluss wëll ech da just nach soen, dass d'Kommissioun eebe grad elo un engem ganze Package schafft, wat d'Lutte géint de Blanchiment ugeet, de sougenannte Blanchimentspackage. E gouf d'lescht Joer ugekënnegt an e soll elo kommen, eebe fir dass mer méi effikass ginn, fir op europäeschem Niveau do weiderzekommen, a fir dass déi national Autoritéiten och besser do kënne schaffen.

An deem Sënn villmools merci. An ech ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci. An och fir unzefänken direkt e groussen an häerzleche Merci un den Här Arendt fir e ganz komplette Rapport. Ech mengen, et ass scho richteg, an dofir huet dat hei säi Sënn, datt mer alles probéieren, fir eebe Geldwäsch an esou weider anzeschränken, géint kriminell Aktivitéiten.

Awer loosst mech och kloer soen, datt mer net sollten d'Leit ënner e Generalverdacht stellen. Et ass wichteg an et ass och e kloert Bekenntnis vun der ADR zum Boergeld. An et ass esou, datt déi Circulatioun vum Boergeld iwwert d'Grenzen och ëmmer muss méiglech bleiwen an datt och de Pouvoir libératoire vun dem Boergeld net däerf a Fro gestallt ginn. Zemools elo an der Covidkris war ee vun den Nieweneffekter, datt jo och aktiv propagéiert gouf, op elektronesch Bezuelmëttelen ëmzeklammen. Awer d'Boergeld däerf net a Fro gestallt ginn, well et e Stéck vun der Fräiheet ass, déi mer awer alleguer gären hätten.

Selbstverständlech, mir sinn och als ADR mat dësem Reglement - soudatt mer wierklech hei eigentlech net missten ofstëmmen - komplett d'accord, awer wéi gesot, mat där Remark, datt mer net däerfen an eng Richtung goen, wou d'Boergeld a Fro gestallt gëtt.

Villmools merci.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt och hei e grousse Merci un de Rapporter Guy Arendt fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. Hien huet et scho gesot, duerch dëst Gesetz setze mer en EU-Reglement ëm, deen u sech en einfacht Zil huet: d'Geldwäsch an d'Terrorismusfinanzéierung an Europa weider ze bekämpfen! Ech soen „u sech en einfacht Zil", well den Däiwel läit bei deene Saache bekanntlech am Detail.

D'Douane féiert jo och haut schonn an deem Kontext Kontrollen duerch. An et gouf virdru scho gesot, vill Leit si sech guer net bewosst, datt déi Kontrolle stattfannen. Wou begéint een et vläicht nach? Vläicht nach um Flughafen. Mee schonn op der Gare sicht ee verzweifelt no Schëlder, déi drun erënneren, datt een u sech esou Saache misst deklaréieren, wann ee méi wéi 10.000 Euro derbäihuet.

Et geet also och drëm, hei nach eng Kéier e bëssen, jo, Kenntnis vun deenen Dispositiounen ze schafen. Dëst Gesetz gëtt also der Realitéit um Terrain awer och en neie Kader, en neie gesetzleche Kader, a weit gläichzäiteg d'Kompetenze vun der Douane op Schecken an deelweis och op Prepaid-Kaarten aus.

Et gouf gesot, et geet net ëm Kryptowärungen. Dat war och eng Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten. Et wär och schwéier, dat op Kryptowärungen auszeweiten, well Kryptowärunge meeschtens net op iergendengem Dispositif mat sech gefouert ginn. Bon, et kann ee säi Private Key natierlech op engem USB-Stick derbäihunn oder ausgedréckt, mee ob dann de Schlëssel fir de Safe dat nämmlecht wär wéi de Safe derbäizehunn? Ech mengen, datt mer eis do dach awer géifen op ganz dënnt Äis beginn, soudatt bei Prepaid-Kaarten et awer e bësse méi tangibel ass. Do ass et ganz kloer mat där Kaart verbonnen, mat engem tangibele physeschen Objet.

Wat mer awer och vläicht wichteg ass an deem heiten Dossier, ass, datt et och zum Beispill ëm de Goldtransport geet. Och dat war en Theema, wat mer an der Kommissioun ugeschwat hunn. A wann ee sech bewosst gëtt, wat den illegale Goldofbau hautdesdaags nach ëmmer ausmécht an datt dat och a Covidzäiten net gebremst gouf, dann ass et néideg, eis Douane legal grad wéi materiell um neiste Stand ze halen.

Eleng aus dem Uganda gouf wärend der éischter Covidwell tëscht Mäerz an Abrëll d'lescht Joer Gold am Wäert vu schätzungsweis 120 Milliounen Euro exportéiert, deelweis aus illegale Minnen aus dem Land selwer, deelweis aus illegale Minnen aus dem Kongo, wou dann duerch den Uganda transitéiert ginn ass.

Duerch dëse Goldhandel setze Mënschen an den onkontrolléierte Minne fir ronn dräi Euro den Dag hiert Liewen op d'Spill. Duerch déi illegal Gruewungen op der Sich no nach méi Gold ginn och Felder an d'Natur zerstéiert. Doduerch, datt dëst Gold dann deelweis illegal bis an Europa, bis op Lëtzebuerg transportéiert a verkaaft gëtt, gëtt dëse System ëmmer weider finanzéiert. De Kampf géint Geldwäsch a Steierhannerzéiung ass also och e Kampf fir d'Anhale vu Mënscherechter a fir den Ëmweltschutz.

Och gëtt et Zäit, datt d'EU besser ka géint Geldwäsch an Terrorfinanzéierung duerch Prepaid-Kaarte virgoen. Mir kennen alleguerten d'Nouvellen aus de Medien, wann dann erëm eng Kéier iergendwou entweeder en Attentat geschitt ass oder eent verhënnert gouf, datt se meeschtens och nach eng ganz Rëtsch entweeder Cash oder eebe Prepaid-Kaarte fonnt hunn, wou dann och nach Geld drop war.

D'Gefor vu Geldwäsch duerch Prepaid- oder sougenannt Giftcards ass an deene leschte Joren ëmmer méi geklommen. An esou Kaarte solle laut Berichter vu Standard & Poor's och schonn am Kader vun den Terroruschléi zu Paräis 2015 benotzt gi sinn. A si gi reegelméisseg benotzt, wann et ëm Arnaquë geet! Dat muss een och soen.

Mir kennen alleguerten déi Ransomware, wann erëm iergendengem säi Computer gehacked gouf an e rouden Ecran kënnt a seet: „Bezuel esou vill, soss sinn deng Donnéeë fort!" Ma do gëtt et meeschtens zwou Aart a Weise fir ze bezuelen. Entweeder et bezilt ee mat Bitcoins oder et kritt ee gesot: „Gitt esou eng Giftcard kafen", ech nennen elo net d'Mark vun där Kaart, „gitt déi kafen, schéckt eis de Code, schéckt eis d'Foto vun där Kaart an da gitt Der erëm fräigeschalt." Et ass u sech also e ganz einfache Moyen, fir och kriminell Aktivitéiten ze finanzéieren. An duerfir ass et wichteg, der Douane hei déi néideg Zwecker (veuillez lire: der Douane hei och déi neideg Moyenen) ze ginn.

Ech gesinn hei keen Agrëff an d'Libre circulation vum Boergeld, well déi Limitatioune ginn net verschäerft. Et geet hei wierklech ëm nei Moyenen an anere Kontexter.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'EU a Lëtzebuerg musse weiderhin dru schaffen, de Geldschmuggler d'Liewen esou schwéier wéi méiglech ze maachen. Dofir musse mer d'Aarbecht vun eiser Douane ëmmer erëm un déi nei Gegeebenheeten upassen an hir déi néideg Mëttelen zur Verfügung stellen, fir hir Aarbecht richteg a gutt kënnen ze maachen.

D'Piraten weise sech also d'accord mat dësem Gesetzesprojet a wäerten en dofir matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt emol e grousse Merci un de Guy Arendt fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht, deen, géif ech soen, d'Modifikatioune vum Gesetz an där heiter Matière ganz gutt beschriwwen huet.

Et kann ee vläicht déi ganz Diskussioun a méi e breede Kontext nach setzen. An dat hu Verschiddener jo och gesot, dat ass, dass den Defi vum Antiblanchiment vum Geld e Problem ass, deen ëmmer méi grouss gëtt. A Blanchiment ass hei konzentréiert op Cash oder Saachen, déi mat Boergeld kënnen assimiléiert ginn, wéi d'Prepaid-Cards oder esou.

Mee den Defi vum Blanchiment, dee geet natierlech wäit doriwwer ewech. An an de leschte Joren hu mer jo ganz vill Affäre gesinn op der ganzer Welt, wou Blanchiment zum Ausdrock komm ass. Mir huelen dat als Lëtzebuerger Regierung als e richtegen Defi un, net nëmme fir eis, fir ganz Europa an en fait fir d'ganz Welt. An Dir hutt an de leschte Jore ganz vill där Gesetzer gestëmmt, alleguerten d'Anti-Money-Laundering- Direktiven, déi mer transposéiert hunn. Ech ka mech och nach erënneren, dass mer ganz am Ufank vun der Covidkris eng Kéier samsdes hei eng gestëmmt hunn, fir just an den Delaien ze sinn, fir e gudde Schüler ze sinn. An et geet net nëmmen drëms, gutt Texter ze hunn, wéi mer dat hei maachen, a gutt Transpositiounen ze maachen, et geet och drëms, dass dat dann natierlech herno am Land gutt ëmgesat gëtt. Dat si ganz vill Defie beieneen.

Mir setzen hei zum engen eng europäesch Direktiv oder e Reglement ëm a mir sinn domadder och a Konformitéit mat méi strikte Recommandatiounen, déi de GAFI (ndlr: Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux) iwwert d'Joren och an deem Domän gemaach huet.

An deem heite Projet de loi gëtt de Champ d'application vun de Limitte vu Boergeld en fait méi breet gemaach. An et ass richtegerweis ënnerstrach ginn, dass beim Boergeld selwer elo hei näischt änert. Iwwer 10.000 Euro kann ee kee Boergeld iwwert d'Grenzen huelen, ouni eng Deklaratioun ze maachen. Dat changéiert net. Mee de Champ d'application gëtt méi breet, dat heescht, all d'Saachen, déi assimiléiert kënne ginn zu Boergeld, falen dann och drënner, och Geld, wat geschéckt gëtt oder aner Saachen, déi geschéckt ginn, déi dem Boergeld no kommen, falen dann och drënner.

Mir hunn hei eppes gemaach, wat mer net ëmmer maachen, ech géif soen, wat mer souguer seele maachen. D'Reglement gesäit vir, dass dat heite soll applikabel si par rapport zu de Baussegrenze vun der EU - dat ass obligatoresch - an de Bannegrenzen. Mee bannen an der EU, dat heescht, fir d'Bannegrenze vun der EU, do ass dat nëmmen eng Optioun. A mir hunn déi Optioun gezunn, well mer fonnt hunn, wa mer dat net géife maachen - mir hu jo keng Baussegrenzen an der EU mat Ausnam vum Flughafen -, da wär d'Portée vun dëser Gesetzgeebung net ganz héich gewiescht. An dat hu mer gemaach. Iwwregens, dat war och schonn en vigueur fir déi viregt Reglementatioun, déi mer haten.

Dass mer déi Optioun gezunn hunn, beweist, dass mer wëllen op deem heiten Terrain, wat eis Reegelen ubelaangt, irreprochabel sinn, net nëmmen, well mer wëlle par rapport zum europäesche Recht 100%eg an der Rei sinn, mee och, well mer jo wëssen, dass mer eng Evaluatioun vum GAFI wäerten an den nächste Méint a Joren hunn an dat doten och wäert gekuckt ginn. A wa mer da kënne soen, dass mer do extra streng sinn, da steet eis dat gutt zu Gesiicht.

Et ass och richtegerweis ënnerstrach ginn, dass déi Problematik esou grouss ass, dass an den nächste Wochen d'Europäesch Kommissioun wäert e ganze Paquet vu Mesuren zum Blanchiment erausginn, mat deene mer eis wäerten als Regierung, an dann och Dir als Parlament, auserneesetze mussen iwwert déi nächst Méint. Dat eleng, mengen ech, seet villes aus iwwert d'Portée vun dëser ganzer Problematik.

Ech géif nach gären ënnersträichen, dass deen Acteur, dee fir d'Mise en œuvre vun dëser Gesetzgeebung zoustänneg ass, d'Douane ass. Ech géif hei dës Geleeënheet gebrauchen, fir der Douane ze felicitéiere fir déi super Aarbecht, déi an deem Domän gemaach gëtt. Reegelméisseg maache se do Saisien op dem Flughafen oder op de Grenzen. Si schaffe ganz gutt mat den Nopeschlänner zesummen. Ech géif dann och gären der ganzer Ekipp vun der Douane dofir felicitéieren an och soen, dass hei den Échange d'informations mat der Cellule de renseignement financier och an dësem Projet de loi ugeschwat gëtt a gereegelt gëtt.

Leschte Punkt. Richtegerweis ass ënnerstrach ginn, dass et wichteg ass, dass de Bierger Bescheed weess, wat elo hei geschitt, dass de Champ d'application méi breet gemaach gëtt. Den Deputéierte Benoy huet vu Mesurë geschwat, déi scho geholl gi sinn. En fait ass schonn elo um Site vun der Douane eppes driwwer ze gesinn. Do ass schonn eng Informatioun drop. Mee soubal dat Gesetz gestëmmt ass, wäert d'Douane nach méi kloer an aktiv op hirem Site dorop hiweisen.

Et ass richteg, dass kee kann invoquéieren, dass en d'Gesetz net kennt. Mee ech mengen, et ass am Interêt vun eis alleguerten, dass déi Informatiounen hei bekannt sinn an dass d'Leit sech net duerch Onwëssenheet an eng ganz schwiereg Situatioun setzen. Dofir wäerte mer och derfir suergen, mat der Douane zesummen, dass hei déi néideg Publicitéit gemaach gëtt.

Ech soen Iech Merci fir de Soutien.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Finanzminister Pierre Gramegna villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7677. Den Text steet am Document parlementaire 7677[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7677 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7734 - Projet de loi portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification

1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;

3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie

Mir kommen elo zum Projet de loi 7734 iwwert d'Aféierung vun enger Flicht, fir d'Dokumenter fir meng fréier Verwaltung, den Enregistrement, elektronesch ze deponéieren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporter, den honorabelen Här Guy Arendt.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet schreift sech an eng Reform an, déi op laang Siicht d'Zil huet, fir d'Publicitéit vun den Titres de propriété électroniques ze schafen. Beim Projet de loi 7734 geet et méi genee ëm d'Dematerialisatioun vum Flux vun den Akten tëschent dem Notariat an dem Enregistrement.

Wéi Dir Iech heibannen alleguerte kënnt virstellen, fält all Joer en enorme Volume u Pabeier un, deen am Kader vun den Akte vun der Enregistrementsverwaltung traitéiert gëtt. 2020 waren dat 64.000 Akten an 2019, ouni Pandemie, esouguer 68.000. Et ass also e risege Volume, dee Joer fir Joer op d'Verwaltung duerkënnt. An dëse gëllt et elo, digital méi sécher, méi schnell a méi ëmweltfréndlech ze verschaffen.

De Champ d'application vum Gesetzesprojet ass relativ cibléiert, an dat aus dräi Grënn: Éischtens, et gëtt eng Rei, eng Partie Redaktere vun Actes authentiques. Dat sinn d'Nottären, d'Gemengen, awer och d'Établissements publics, fir nëmme si ze nennen. Vun dësem Gesetzesprojet wäerten awer nëmmen d'Nottäre betraff sinn, well dat am einfachsten ëmzesetzen ass. Dat ass schonn e gudden Ufank, vu datt si largement dee gréisste Produzent vun Akte sinn. Zweetens, bei den Hypothéike wäerten an dëser Etapp d'Transkriptioune viséiert sinn, mee net d'Aschreiwungen, well dat technesch gesi méi ein-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

fach ass. An drëttens, de Workflow tëschent dem Notariat an der Verwaltung wäert bäibehale ginn.

All dës Limitatioune wäerten an Zukunft lues a lues ofgebaut ginn, fir op e ganz digitale System ze kommen. Bis dohinner wäert den traditionelle Regimm op Pabeier nach weider bestoen nieft dem digitale Regimm fir d'Nottären. Dowéinst gëtt mat dësem Gesetzesprojet virgeschloen, fir en autonoomt Gesetz ze huelen, wat nieft dem bestoende Gesetz funktionéiere soll.

Eng grouss Ännerung, déi mat dëser Reform agelaut gëtt, ass, datt den Enregistrement net méi op dem Original vun engem Akt gemaach gëtt. Haut kritt den Enregistrement all d'Akte vum Nottär am Original presentéiert. An Zukunft soll eng numeeresch Enveloppe, déi vum Nottär geschéckt gëtt, als Basis vum Enregistrement gëllen. Dës numeeresch Enveloppe ass versigelt mat der Ënnerschrëft vum Nottär. An dëser Enveloppe sinn eng Partie digital Dokumenter dran. Do ass fir d'éischt d'Expédition-minute, dat ass eng elektronesch Kopie vum Originalakt. Da sinn och d'Metadonnéeë vum Akt derbäi. Metadonnéeë si strukturéiert Informatiounen, wéi zum Beispill d'Nimm vun de Parteien, wat verkaaft gouf, wat de Montant ass an esou weider.

Eng ganz Opléschtung vun de Metadonnéeë wäert nach per Règlement grand-ducal preziséiert ginn. D'Metadonnéeën, déi vum Nottär geschéckt ginn, wäerten an Zukunft direkt d'Datebank vun der Publicité foncière speisen. Bis ewell huet den Enregistrement d'Saisie vun den Donnéeë vun den Akte gemaach, wat ab und zu zu Feeler bäigedroen huet - et sinn och nëmme Mënschen.

Dëse Changegement bréngt eng Rëtsch Virdeeler mat sech. Éischtens kënnen esou Feelerquelle verhënnert ginn, wat déi juristesch Sécherheet stäerkt. Zweetens ginn d'Mutatioune beschleunegt an drëttens wäert déi administrativ Laascht fir d'Verwaltung vum Enregistrement geschrumpft ginn. Mir sinn also hei an enger Simplification administrative.

Dat heescht awer och, datt den Nottär eng méi grouss Responsabilitéit kritt, wat d'Informatioune betrëfft, déi un den Enregistrement geschéckt ginn. Si wäerten de Garant si vum Original vum Akt. Déi Responsabilitéit ass besonnesch bei de Metadonnéeë grouss, vu dass dës direkt d'Publicité foncière speisen. Dofir sinn och Strofe virgesinn, wann et zu Feeler komme sollt.

Wichteg ze bemierken ass dat, wat ausdrécklech net vum Projet de loi viséiert ass, an dat ass d'Form vum Acte authentique selwer. Dat heescht, wann den Nottär den Akt mécht a virun de Parteien ënnerschreiwe léisst, muss dat haut an och an noer Zukunft op Pabeier gemaach ginn, esou wéi dat am Code civil an am Nottärsgesetz gereegelt ass.

Bei dësem Gesetzesprojet schwätze mir eenzeg an eleng iwwert den interne Funktionement tëschent dem Notariat an dem Staat. An ech wëll op dëser Plaz dem Notariat Merci soen, datt si bereet waren, dëse Wee matzegoen.

Ee leschte Punkt vum Projet de loi ass, datt d'Gesetz ab dem 1. November 2022 a Kraaft triede soll.

Här President, de Staatsrot huet dräi Opposition-formellë gemaach an eng seriö Reserv. Déi éischt Opposition formelle betrëfft den Artikel 4 vum initiale Gesetzesprojet iwwert d'Derogatioun zur elektronescher Transmissioun vun Dokumenter säitens den Nottären. De Gesetzesprojet gesäit vir, datt grouss Dokumenter, déi net gescannt kënne ginn, weider op Pabeier kënne vum Nottär un den Enregistrement iwwermëttelt ginn.

Den initialen Text huet awer net genau gesot, ab wéi engem Format dat gëllt, wat fir déi héich Kierperschaft eng rechtlech Onsécherheet duergestallt huet. Mat engem Amendement ass preziséiert ginn, datt dëst fir all Dokument gëllt, wat méi grouss ass wéi de Format A3.

Déi zweet Oppositioun betrëfft den Artikel 7 vum initiale Gesetzesprojet, dee Sanktioune virgesäit am Fall, wou d'Donnéeën tëschent der Expédition-minute an der Minute respektiv vun de Metadonnéeën net konform wieren. De Staatsrot notéiert, datt d'Héicht vun den Amenden e repressive Charakter huet, dat heescht, datt se als penal Sanktiounen ze betruechte sinn. Et gëtt dowéinst gefrot, datt d'Netkonformitéit preziséiert muss ginn. De Staatsrot notéiert och nach, datt e Cumul vun de Sanktioune virgesinn ass. Domat deet sech de Conseil d'État och schwéier.

Duerch d'Amendementer gouf dës Dispositioun un d'Remarke vum Staatsrot ugepasst. Bei den Expéditions-minute gouf d'Héicht vun den Amenden erofgesat an de Cumul erausgeholl. Bei de Metadonnéeë sinn och d'Amenden erofgesat ginn, mee et bleift awer beim Cumul vun de Sanktiounen, vu datt Feeler hei e ganz groussen Impakt hunn.

Déi drëtt Opposition formelle ass beim Artikel 11 vum Projet de loi ze fannen. Et geet ëm de Recours géint d'Decisioun iwwert d'Amende. Do war virgesinn, datt de Recours bei den ziville Juridictioune kéint gemaach ginn. De Staatsrot seet awer, datt hei eng administrativ Relatioun tëschent dem Nottär an der Verwaltung besteet, soudatt de Recours virum Verwaltungsgeriicht stattfanne muss. Well et sech ëm penal Strofen handelt, freet de Staatsrot, datt et e Recours en réformation muss sinn. Dat gouf dann och esou gemaach.

Den initiale Projet de loi huet och virgesinn, datt d'Entrée en vigueur sollt iwwer Règlement grand-ducal gemaach ginn, well et sech ëm en informatesche Chantier handelt, bei deem Accidenter beim Developpement kënnen optrieden. De Staatsrot huet awer a sengem éischten Avis gemengt, datt dat géint d'Gesetz vum Journal officiel goe géif a proposéiert, d'Entrée en vigueur an de Gesetzesprojet dranzeschreiwen. Och dat gouf gemaach, soudatt de Staatsrot a sengem Avis complémentaire vum 1. Juni 2021 all seng Opposition-formellë konnt ophiewen.

Des Weidere krute mir nach d'Avise vun der Nottärs-, der Handels-, der Salariats- an der Fonctionnaireskummer eran. Erlaabt mir, fir lech heifir op mäi schrëftleche Rapport ze verweisen.

Här President, den Hypothéikeregimm ass eppes ganz Wichteges. Et ass de Garant vun der Sécurité juridique vun den Immobilientransaktiounen. An et ass och de Garant vun Hypothéikekreditter vun de Banken, deen duerch dëse Gesetzesprojet entstëbst gëtt. D'Verwaltung vum Enregistrement wäert och am Laf vun deenen nächste Méint ufänken, déi bestoend Akten ze digitaliséieren, an dat an enger éischter Etapp erof bis an d'Joer 2009. Dëst soll et lues a lues erméiglechen, datt d'Informatiounen iwwert d'Hypothéiken online ofruffbar wäerte ginn, änlech wéi dat haut scho mat den Donnéeë vum Kadaster de Fall ass.

Dat gesot, bleift mer nach just, lech Merci ze soe fir d'Nolauschteren, grad wéi all deenen, déi bei dësem Projet matgeschafft hunn. An ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Rapporter Guy Arendt.

An d'Wuert huet den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Mir ginn och zu dësem Gesetzesprojet eis Zoustëmmung. Et geet eigentlech schonn op de Luc Frieden zréck, an den 2010er, dee schonn deemools d'Publicité foncière wollt digitaliséieren. Dat fanne mer och richteg. Dat hei ass e weidere Schrëtt dohinner.

Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen, dass sécherlech d'Digitalisatioun och den Zougrëff vun Drëtten op d'Akten natierlech méi einfach mécht. Dat ass jo och richteg. Anerersäits zielt awer och de Schutz vun der Privatsphär vun dem eenzelne Bierger. An ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass et d'Gesetz vun 1905 gëtt iwwert d'Publicité foncière, wou eigentlech all Bierger - dat ass net bekannt dobaussen am Land - um Hypothéikenamt ka gesinn, wie vu wat fir engem Immobilie Proprietär ass, och a virun allem betreffend Privatpersounen.

An ech mengen, et sollt een dat eng Kéier kucken. Wann ee Bierger wuel d'Recht huet fir ze kucken, wie Proprietär vun enger Immobilie, vun engem Terrain, vun engem Haus oder vun engem Appartement ass, dann ass dat deem enge säi Recht. Et schéngt mir an eis als Partei awer och deem anere säi Recht ze sinn ze gesinn, wie wat fir eng Donnéeën zu wat fir engem Zäitpunkt an zu wat fir engen Zwecker kuckt. Och dat ass d'Recht vun engem Bierger, fir dat gewuer ze ginn. Dat entsprécht nu ganz einfach de Krittäre vun dem normalen Dateschutz. Dat heescht, wa mäin Noper kuckt, vu wat fir engen Immobilien ech Proprietär oder net Proprietär sinn, da schéngt et mir och mäi Recht ze sinn, fir gewuer ze ginn, zu wat fir engen Zwecker mäin Noper dat zu wat fir engem Moment ugefrot huet.

An ech mengen, deen Equiliber, dat ass en normale Prinzip vun dem Dateschutz an dee sollt een och um Niveau vun der Publicité foncière fannen. Dat Gesetz datéiert nach vun 1905. Zënterhier sinn 115 Joer hier. An ech mengen, och deen Equiliber sollt een eng Kéier an aller Rou fannen. Mee et ass och dat, wat zum Schutz vun der Privatsphär bäidréit.

Dat gesot, gi mer d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der LSAP dem Rapporter Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht. A wéi en et betount huet, steet hei jo d'Dematerialisatioun am Viergrond an iwwert dee Wee natierlech och d'Digitalisatioun an och eng Simplification administrative. An deem kënne mer als LSAP nëmmen zoustëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Biancalana. An da wier et um honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Jo, villmools merci fir d'Wuert. An ech soen och dem Rapporter Guy Arendt villmools Merci fir d'Explikatiounen. Et geet hei ëm d'Digitalisatioun vun de Prozedure beim Enregistrement, eppes, wat mir natierlech begréissen. Dofir ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun. A voilà, ech wëll vläicht awer just nach eng Kéier drop hiweisen, dass et an deem ganze Beräich vun de Steieradministratioune generell trotzdeem, wat d'Digitalisatioun ugeet, ëmmer nach Verbesserungspotenzial gëtt. Mee dat mécht d'Regierung jo och a si schafft dodrun. Voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Benoy. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Och vun eiser Säit aus villmools merci dem Rapporter. A mir stëmmen dat hei mat. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem heite Projet de loi gëtt den Enregistrement vun den Actes notariés digitaliséiert, wéi mer et scho gesot an héieren hunn. Amplaz um Pabeier an amplaz iwwert d'Administratioun vum Enregistrement ze fueren, sollen d'Nottären elo d'Angaben direkt an eng digital Datebank aginn.

Ech kann dann och direkt eisen Accord fir dëse Projet de loi ginn. Mir hoffe just, datt net zousätzlech Käschte fir de Keefer wäerten derbäikommen. Dat wär natierlech immens kontraproduktiv an der aktueller Situatioun. A vläicht kann een der Regierung jo och do den Optrag matginn, dat am A ze behalen.

Ech wollt awer och hei nach eppes aneres thematiséieren, nämlech déi onzouräichend Datelag, wann et ëm den Immobiliemaart geet. Dat ass jo och net nei. D'CSL ass jo och an hirem Avis zu dësem Projet de loi ausféierlech dorobber agaangen.

Wann een e Problem wëllt léisen, da muss een e fir d'éischt emol kennen. An Tatsaach ass, datt mir, a mat mir mengen ech déi gréisser Ëffentlechkeet, relativ wéineg wëssen iwwert dat, wat da ganz konkreet um Immobiliemarché geschitt. Et gi vun offizieller Säit Statistiken iwwert de Logementsmarché produzéiert, notamment vum Observatoire de l'habitat an och vum Statec. Dës Donnéeë sinn, dat wësse mer alleguerten, allerdéngs zimmlech limitéiert, wat natierlech net deene betreffenden Instituter hir Schold ass, mee sech erkläert duerch e limitéierten Accès zu grondleeëndem Zuelematerial.

Publizéiert gëtt virun allem d'Präisentwécklung vun den Haiser an Appartementer an enger geografescher Opschlësselung. Iwwert d'Präisentwécklung vum Terrain gëtt et keng reegelméisseg Zuelen. Donieft gëtt et dann nach punktuell Analysen iwwer verschidden Aspekter, mee dat just onreegelméisseg a ganz cibléiert.

Wat eis awer virun allem feelt, ass eng gewëssen Typologie vun den Acteuren, déi um Immobiliemarché täteg sinn, sief et virun allem d'Personne-physiquen oder d'Personne-morallen, déi Immobilie kafe bezéiungsweis verkafen. Wat ass d'Verhältnis tëscht de Residenten an den Netresidenten? Wéi héich ass de Prozentsaz vu Primo-acquéreure bezéiungsweis de Prozentsaz vu Leit, déi en Objet kafen, fir dran ze wunnen, par rapport zu deenen Keefer, déi en a Locatioun stellen? Sinn d'Societéite just um Bürosmarché aktiv oder och am Residentiel?

Mee och aner Informatioune kënne ganz pertinent sinn, wéi zum Beispill d'Frequenz, mat där Objeten de Proprietär wiesselen, an déi domadder verbonne Präisentwécklung, déi mer nëmmen allze gutt kennen, oder och nach d'Konzentratioun vun Objeten an der Hand vun enger klenger Zuel vun Acteuren. Och dat ass bekannt.

All dës Informatiounen hu mer aktuell net, zumindest net op enger reegelméisseger Basis. All dës Informatioune wären awer wichteg, fir den ëffentlechen Debat op eng objektiv Basis ze stellen, fir déi richteg politesch Mesuren ze huelen a fir fréizäiteg nei Tendenzen an Entwécklungen ze erkennen. All dës Informatioune sinn Informatiounen, déi de Staat awer besëtzt an déi just net statistesch opgeschafft ginn.

Ech wëll dofir hei eng Motioun deposéieren, déi d'Regierung opfuerdert, e Projet auszeschaffe mat dem Zil, fir méi detailléiert a reegelméisseg Statistiken iwwert d'Evolutioun vum Logementsmaart ze produzéieren an ze publizéieren. Mir iwwerloosse ganz bewosst der Regierung d'Initiativ, e Projet ënner wéi enger Form och ëmmer virzeleeën, dee mir da kënnen am Parlament hei diskutéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'impact social croissant de la hausse des prix sur le marché de l'immobilier et reconnaissant que la crise du logement nécessite des réponses politiques urgentes et ambitieuses ;

- considérant qu'une connaissance détaillée des évolutions sur le marché de l'immobilier est primordiale pour mener un débat public éclairé et pour alimenter la recherche sur la question du logement, ainsi pour affiner la réponse politique à la crise du logement ;

- considérant que l'accès du public, des chercheurs et des décideurs politiques à des données sur le marché du logement est très limité et que certaines statistiques clés ne sont rendues accessibles que de manière incomplète et irrégulière ;

- considérant que l'État, notamment à travers les formalités de l'enregistrement, détient les informations nécessaires à la production de statistiques détaillées et régulières ;

- considérant que la dématérialisation des formalités d'enregistrement offre de nouvelles possibilités en matière de création de statistiques sur le marché de l'immobilier, notamment en ce qui concerne la création automatisée de statistiques,

invite le Gouvernement

- à présenter dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés un projet qui vise à exploiter toutes les données pertinentes en possession de l'État afin de produire et de publier des statistiques mensuelles, détaillées et exhaustives sur l'évolution du marché de l'immobilier.

(s.) Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Ech wëll nach eng Kéier extra ënnersträichen, datt et eis hei net dorëms geet, iergendwellech privat Persounendaten oder Nimm vu Societéiten op d'Place publique ze setzen. Esou Statistike musse selbstverständlech anonymiséiert sinn, den RGPD anhalen a kënnen och esou ënnerdeelt ginn, datt se kee Réckschloss op individuell Persounen zouloossen. Eis geet et eenzeg an aleng drëm, de Marché besser ze verstoen an aschätzen ze kënnen.

Ech mengen, et wier am Interessi vun eis all, wann d'Diskussiouneronderëm de Logement net méi op Vermutungen an Interpretatioune géife baséieren, mee op reellen Donnéeën. Dofir biede mir d'Chamber, dës Motioun matzeënnerstëtzen. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann elo nach net zur Motioun schwätzen, well ech se nach net gesinn hunn. Awer esou vun deem, wéi se presentéiert ginn ass, ass se eis ganz sympathesch an Dir wäert gläich a menger Ried mierken, firwat.

Als Éischt emol och hei erëm e grousse Merci un de Rapporter, deen eng awer méi komplex Matière erëm ganz gutt an edukativ wäertvoll duergeleucht huet. Well dëse Projet ass jo och net vu gëschter, deen ass net vun haut, deen ass och schonn e bësse méi al. Viru véier Joer huet dat Ganzt ugefaangen. Éier d'Piraten iwwerhaapt an der Chamber waren, gouf schonn un dësem Projet geschafft. Mee mat dësem Gesetz maache mer haut dann ee éischte Schrëtt a Richtung Digitaliséierung vum Notariat.

Duerch eng nei Plattform sollen Donnéeën tëscht Nottären an dem Enregistrement kënne méi einfach a sécher transferéiert ginn. Esou sollen an Zukunft jo och authentesch reng elektronesch Akte méiglech sinn - e wichtege Schrëtt, well dat weidert Aspeise vun analogen Dokumenter an en elektrone-

sche System ass net fortschrëttlech a virun allem mat zousätzlecher Aarbecht verbonnen, déi um Enn vum Dag de Konsument dréit.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Mir Piraten wënschen eis also an Zukunft e System, an deem eng pabeiers Kopie just nach fir de Client néideg ass an net méi fir d'Administratioune wéi de Kadaster oder den Enregistrement. Den elektroneschen Akt muss d'Zukunft sinn, well dëst erméiglecht méi schnell Transaktiounen an och e vereinfachten Archivage.

Grad dësen Archivage muss et zukünftege Fuerscher méi einfach maachen, Donnéeën ze duerchsichen. Genee wéi am Fall vum Chamberssite muss och dëse Portail fir d'Nottären nach lues a lues opgebaut an dann och schrëttweis verbessert ginn. Eist Zil muss et schlussendlech sinn, datt méi séier an onkomplizéiert Donnéeë kënne verschéckt an awer och erëmfonnt ginn, well et bréngt eis näischt, wa mer eis an där Datemass herno net méi erëmfannen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op dëser Plaz wëll ech awer och nach en anere Punkt uschwätzen. Wéi d'Chambre des Salariés richteg an hirem Avis schreift, missten d'Donnéeën, déi d'Nottären zur Evolutioun vun den Immobiliepräisser hunn, och kënnen zur statistescher Auswäertung genotzt ginn. Ech ginn dervun aus, wann ech d'Motioun da bis liesen, datt genau dat domat gefuerdert gëtt vun de Kolleeginne vun déi Lénk. Et kann nämlech net sinn, datt eis lescht Date vum Prix foncier aus dem Joer 2017 sinn an d'Konzentratioun vun den Terraine sech op Zuele vun net 2018, mee tatsächlech souguer nach 2016 baséiert!

D'Nottären hunn dës Donnéeën duerch d'Akten a sollten dës, natierlech ënner anonymiséierter respektiv pseudonymiséierter Form, kënnen un den Observatoire de l'habitat an de Statec weiderginn. Nëmmen duerch méi prezis a rezent Informatioune kann d'Politik déi richteg Schrëtt huelen - wa se da wëllt -, fir d'Logementskris an de Grëff ze kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Piraten ënnerstëtzen den Digitaliséierungsprozess am Nottärswiesen a wäerten dëse Projet duerfir och matstëmmen. Dëst Gesetz ass e wichtegen éischte Schrëtt. Mir musse prett sinn, fir dës Entwécklung awer och nach weiderzedreiwen.

A mir Piraten hoffen, datt dëse Projet och an Zukunft an Zesummenaarbecht mat den Acteuren um Terrain weidergedriwwe ka ginn. Falls Feeler oder Problemer sollten duerch den neie System optrieden, wat jo ëmmer, a si mer éierlech, an der Ufanksphas vun esou engem Projet wäert de Fall sinn, muss d'Chamber och prett sinn, fir déi néideg Verbesserungen um Text virzehuelen.

Fir eis Piraten muss d'Digitaliséierung an allen Administratiounen ëmgesat ginn, soudatt all wichteg Aktivitéite kënnen iwwer Internet ausgefouert an esou den Zäit- a Geldverloscht fir Staat a Biergerinnen a Bierger limitéiert ka ginn.

An deem Sënn wënsche mer eis, wéi gesot, datt d'Donnéeën, déi duerch d'Akte gesammelt ginn, méi konsequent fir d'Analys vum Logementsproblem agesat ginn an et eis esou erméiglecht gëtt, „evidence-based policy making" ze maachen an net am Niwwel ze stocheren. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Haut ass e gudden Dag: vill Zoustëmmung zu all deene Gesetzer, déi ech d'Éier hunn, hei ze verdeedegen. An ech freeë mech doriwwer. Deen heite Projet steet natierlech ënnert dem Zeeche vun der Digitalisatioun a vun der Simplification administrative. Dofir ass et jo och kee Wonner, dass dofir eng grouss Zoustëmmung hei am Haus ass. An doriwwer freeën ech mech.

Ech géif gär dem Deputéierte Guy Arendt Merci soe fir säi ganz gudde mëndlechen a schrëftleche Bericht. Ech ginn also elo net an d'Detailer an. Si si wierklech gutt beschriwwe ginn. Kommt, mir halen eis virun Aen, dass dee Processus, fir bis heihinner ze kommen, e luese war. Ech mengen, et ass vu Verschiddenen ënnerstrach ginn. Mee elo hu mer et jo gepackt. Et ass awer natierlech nëmmen eng éischt Etapp. Nach villes bleift ze maachen an der Digitalisatioun. An ech kann Iech soen, als Finanzminister schaffen ech reegelméisseg drop, dass mer ëmmer méi sollen digital schaffen an allen Administratiounen, déi ënner menger Responsabilitéit sinn.

Well et och esou kompliziéiert ass, déi Saachen ëmzesetzen, ass jo och virgesi ginn, an et ass och vum Rapporter ënnerstrach ginn, dass d'Entrée en vigueur vun dësem Gesetz jo eréischt am November 2022 ass. Dat ass och e bësse rar, dass een am Gesetz esou eng spéit Ëmsetzung virgesäit. Mee dat heiten ass, fir dass een déi néideg Zäit natierlech huet, fir déi informatesch Programmer auszeschaffen. Dat wollt ech ënnersträichen, dass mer dat en concertation mat den Acteuren, haaptsächlech mat den Nottären, mat der Chambre des Notaires, wäerte maachen.

Mir hunn och virgesinn, e Comité de concertation permanent an d'Liewen ze ruffen iwwer e Règlement grand-ducal, wou mer dat wäerte kënne mat hinnen am Detail diskutéieren. Dat heiten ass also eng Reform mat den Nottären an doriwwer freeën ech mech. Ech géif och gären dofir den Nottäre Merci soen. An dat war net ëmmer eng einfach Diskussioun, mee ech mengen, mir sinn elo do, wou mer solle sinn.

Den Droit de timbre fält ënner anerem doduerch ewech. Bon, dat ass jo dann eng Ekonomie. Et gëtt manner Pabeier gebraucht. Dat ass och eng Ekonomie. A mir wäerten och d'Publicité foncière lues a lues digitaliséieren, wat dann och den Accès un all déi Donnéeë wäert vereinfachen.

Jo, d'Digitalisatioun ass eppes, wat eng absolutt Prioritéit vun der Regierung ass. Mir sinn och eent vun de rare Länner, déi e Minister hunn, deen dofir zoustänneg ass. Mir hunn dat och grousszeschriwwen an eisem Plan de relance, dee mer ausgeschafft hunn am Kontext vun der Relance mam „recovery fund" vun Europa. An hei ass ee Beispill vu villen, wou mer dat wäerte maachen.

Ech freeë mech also iwwert déi grouss Zoustëmmung. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7734. Den Text steet am Document parlementaire 7734[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7734 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv zum Ofstëmme vun der Motioun, déi vun der Madamm Nathalie Oberweis deposéiert ass ginn. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här André Bauler, wannechgelift.

M. André Bauler *(DP)*.- Jo, merci, Här President. Ech hunn déi Motioun hei genee gelies. Ech wëll just soen, dass den Observatoire de l'habitat, bezéiungsweis de LISER, eng Rei Donnéeën huet. Deen huet eng Rei Prix enregistrés, Prix enregistrés des appartements. Jiddefalls, dat gëtt et schonn. An ech muss soen, hei ass eng Matière, déi nach eng Rei Äntwerte verlaangt, soudass mer net kënnen „dans les meilleurs délais" dat, wat hei verlaangt gëtt, ëmsetzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier un den Auteur vun der Motioun.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, ech hunn elo net richteg verstanen, firwat dass Der se net géift matdroen. Dir sot, et gëtt schonn esou Donnéeën. Mee et ass jo ganz kloer, dass déi Donnéeë sporadesch sinn an net komplett sinn. An hei geet et ëm eng Automatiséierung, wou déi Donnéeën erafléissen. Et ass wierklech am allgemengen Interessi. Ech gesinn net, firwat dat do elo net interessant ass. Et kéint een et soss zumindest an d'Kommissioun mathuelen, wann Der elo net onbedéngt sot, dass dat doten absolutte Blödsinn ass. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da freet nach den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech deelen e bëssen der Madamm Oberweis hiert Erstaunen oder hiert Netverstoen. Ech hunn elo wierklech net de Grond verstanen. Ech mengen, ech hat virdrun och a menger Ried duergeluecht, firwat mer grad elo, wou mer déi Akten digitaliséieren, wou déi Donnéeën digital erfaasst sinn, onbedéngt Weeër brauchen, Automatisme brauchen, fir datt mer déi Donnéeën och exploitéiere kënnen, fir déi Logementskris och mat Kriseninstrumenter unzegoen.

Mir kënnen net ëmmer soen: „Mir sinn an enger Kris", an dann, soubal mer eis en neit Instrument wëlle ginn oder kéinte ginn, fir déi Kris ze bekämpfen, eis déi Instrumenter net wëlle ginn.

Also, fir mech ass ganz kloer, ech hunn dat a menger Ried virdrun duergeluecht: Mir sollten déi Donnéeën, wa se digital do sinn, och digital exploitéieren! An duerfir wäerten d'Piraten och dës Motioun vun déi Lénk matdroen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Oder dach, den Här Gilles Roth, wannechgelift.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Et wäert Iech net erstaunen, mee d'CSV stëmmt déi Motioun hei mat, well mir dervun ausginn, dass dat hei zu statisteschen Zwecker ass. An ech gesinn, dass si och néckes dozou. Dann hu mir kee Problem, dass dat sou ass. An dann huet ee méi Donnéeën, fir déi Präisser och ze erfaassen. Well ech soe ganz éierlech, wann een déi Publikatioune kuckt an et vergläicht een déi Präisser, déi oft an deene Publikatiounen erëmgi ginn, mat deenen, déi effektiv an den eenzelne Gemengen, déi do opgelëscht sinn, praktizéiert ginn, da leien awer nach oft Welten derzwëschent.

Duerfir fanne mir et wichteg, dass een, besonnesch fir de Logementsproblem ze bekämpfen, iwwer méiglechst breet Donnéeë verfüügt. An duerfir hu mir kee Problem, dës Motioun matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. Also wat ech hei an där Motioun absolutt kann deelen, an dat ass eng Aschätzung, déi mer, mengen ech, och gëschter an der Debatt gemaach hunn, dat ass, dass eis ganz dacks an der Logementsdiskussioun eng ganz Partie Donnéeën, statistesch Donnéeën, feelen. Et ass villes esou d'Impressioun, déi mer hunn, oder aus dem Bauch eraus oder vum Héieren a Kucken. An dat mécht et eis als politesch Acteuren och ëmmer ganz schwéier, Decisiounen ze huelen.

Ech hunn eigentlech och Sympathie fir déi Motioun hei an deem Sënn, dass dat jo hei gefuerdert gëtt, dass mer méi statistesch Donnéeë kréien. Mee ech fanne se awer net gutt formuléiert, well ech weess net: Wat sinn hei „données pertinentes"? Wat fir eng Donnée ass eng Donnée pertinente? Wat fir eng ass net pertinente? An dann och d'„statistiques mensuelles", muss dat mensuel sinn? Geet dat och trimestriel? Ech weess dat net.

(Brouhaha)

Ech fannen, et wär derwäert, wann een iwwert de Fong vun der Saach nach eng Kéier géif wierklech an enger Kommissioun diskutéieren. Mee d'Motioun, aus menger Siicht, geet an déi richteg Richtung, mee si ass schlecht formuléiert.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Cruchten. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier un den Auteur vun der Motioun.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Also ech fannen dat do wierklech, mat allem Respekt, mee dat do fannen ech wierklech e bëssen eng Hoerspalterei! Do gitt Der wierklech Saache sichen, fir se net unzehuelen.

(Brouhaha)

Mir wësse ganz genau, dass mer an enger Logementskris sinn. Dat hei ass wierklech näischt Groussaarteges. Et geet just ëm Statistiken, fir de Marché besser ze beobachten. Dir sidd allegeurten averstanen, a gëschter ass de Constat gedeelt ginn, dass mer an enger Kris sinn. Mir mussen eis déi Moyene ginn.

Dat hei ass wierklech elo näischt Schlëmmes, wou mer iergendeppes expropriéiere ginn. Et geet ëm Donnéeën. Wannechgelift, kommt, mir maachen eppes Konkreetes! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 29 voix pour et 30 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

9. 7831 - Projet de de loi modifiant la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7831, eng Ofännerung vun den Zousazversécherungen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Meeschtens wann ech drukommen, ass et gläich fäerdeg. Duerfir nach vläicht zwou Minutte Gedold fir d'Presentatioun vun dësem Projet de loi 7831, wat eng Verlängerung ass vun den Delaie fir d'Mutuellen, déi schonn zweemol hei verlängert goufen, eng Kéier den 10. Juli an eng Kéier de 15. Dezember 2020, virun Hannergrond vun der Pandemie an der sanitärer Situatioun.

Effektiv gesäit d'Gesetz vum 1. August 2019 iwwert d'Mutuellen eng Rei vun Obligatioune fir d'Mutuellë vir, déi an engem gewëssenen Delai musse gemaach ginn, notamment déi, datt d'Mutuellen normalerweis bannent dem éischte Semester eng Assemblée générale ofhalen, fir ënner anerem iwwert d'Konten an de Bilan vum Joer virdrun ofzestëmmen. Do virdru musse se am Normalfall och d'Konten extern kontrolléiere loossen an all déi Dokumenter an Ënnerlagen, déi mussen dann och un de Sécurité-sociales-Ministère adresséiert ginn, deen heifir zoustänneg ass.

D'Gesetz vum 15. Dezember 2020 huet d'Delaie schonn eemol verlängert a si sollen elo nach eng Kéier bis den Dezember 2021 verlängert ginn. Well et och weider, bedéngt duerch déi sanitär Situatioun, fir eng Partie Mutuellë schwéier war, fir deenen Obligatiounen am Delai nozekommen, ginn d'Delaien dann, wéi gesot, nach eng Kéier fir den Ofschloss vun 2019 a vun 2020 weider verlängert. Déi nei Delaien, déi hei am Projet de loi proposéiert gi sinn, dat sinn déi follgend:

Fir d'Assemblée générale ass de Stéchdatum, wéi virdru gesot, den 31. Dezember 2021. Dozou sief bemierkt, dass d'Mutuellë fir dee Fall, wou se effektiv keng Geleeënheet haten, fir hir Assemblée an d'Konte fir 2019 ze organiséieren, dat och kënnen zesummen an enger Assemblée diskutéieren an och alles do zesummen unhuele fir d'Joer 2019 a fir d'Joer 2020. Déi entspriechend Dokumenter vun deenen zwee Joer mussen da bis den 31. Dezember 2021 och un de Sécurité-sociales-Minister virugereecht ginn.

D'Gesetz vum 10. Juli grad wéi dat vum 15. Dezember 2020 haten dann och eng Derogatioun virgesi fir d'Procédure de suspension, déi am Prinzip am Gesetz virgesinn ass. Och dës Derogatioun gëtt hei nach eng Kéier verlängert, awer weiderhi just am Fall, wou d'Mutuelle hir Obligatioun respektiv den

Delai a Saache Konten an Ofhale vun der Assemblée générale net erfëlle konnt. All aner Illegalitéit géif selbstverständlech zu enger Procédure de suspension féieren. Dat gëllt also nämme fir d'Assemblée a fir d'Konten.

Et sief och nach gesot, dass dëse Projet de loi ergänzend ass zum Projet de loi 7826 ass, dee mer gëschter hei gestëmmt hunn. Dat Gesetz erlaabt et ënner anerem, datt d'Societéiten an d'Personnes morales kënnen hir Reuniounen iwwer informatesch an Telekommunikatiounssupporten ofhalen. Dëst ass awer fir d'Mutuellen net ëmmer méiglech an duerfir dann och dëse spezifesche Projet de loi.

Et sief och nach gesot, dat ass meng lescht Remark, dass am Projet de loi ursprénglech d'Verlängerung virgesi war vun der Suspensioun vun den Intérêts moratoires fir net bezuelte Cotisatiounen am Centre commun. D'Dispositioun, ëm déi et hei gaangen ass, steet elo am Covidgesetz, dat och op Recommandatioun vum Staatsrot hin. Dat gouf dann eeben an dat Gesetz do integréiert.

D'Prozedur war déi follgend: Den 3. Juni ass den Depot gewiescht. Den Avis vum Staatsrot, deen hat keng gréisser Observatiounen. An den 21. Juni ass dëse Rapport hei à l'unanimité ugeholl ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Georges Engel villmools Merci.

Ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Och merci dem Georges Engel fir deen detailléierte Rapport. Ech mengen, et ass och wichteg, dass hien nach eng Kéier ënnerstrach huet, dass déi eng Dispositiounen elo am Gesetz vum Covid stinn an net méi am Gesetz vun de Mutuellen, wéi dat virdrun de Fall war. A mir ginn och als CSV selbstverständlech den Accord zu dësem Projet, an der Hoffnung, dass mer déi nächst Generalversammlung, déi vun 2021, vum Bilan, erëm kënnen an där aler Form maachen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Als nächst geet d'Wuert un d'Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. En huet am Fong alles gesot. Dofir bleift mir just den Accord vun der Demokratescher Partei ze ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Ma ech schléisse mech menge Virriedner un: Merci un de Rapporter an ech ginn d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot. Et ass deem näischt bäizefügen. Et ass eng Moossnam, déi huet missen am Covidkader vun de sanitäre Moossname geholl ginn. Et blouf eis näischt anescht iwwreg. An deem Sënn bréngen ech den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Och villmools merci dem Här Engel fir dee gudde Rapport. Mir hunn esouwuel haut wéi gëschter all déi Projet-de-loien do am Kader vun der Verlängerung vun de Covidmesurë bis zum Enn vum Joer matgestëmmt. Mir stëmmen deen hei och mat, well mer dervunner iwwerzeegt sinn, datt mir dat musse maachen, fir esouwuel de Beschäftegte wéi awer och de Betriber kënnen eng gewësse Planungssécherheet ze ginn.

Mir sinn eis och sécher, datt mir nach ëmmer matzen an enger Kris sinn an och nach net wëssen, wat nach alles op eis duerkënnt am September. Mee loosse mer alt emol dat Bescht hoffen.

Mir fannen et awer just schued, datt déi Mesuren am Kader vum Gel des loyers net och an dësem Sënn verlängert goufen. Et huet een hei esou e bëssen d'Gefill, wann eppes vun der Oppositioun kënnt an iergendeen aus der Majoritéit dat net gradesou gutt fënnt, datt dat da géif ofgeschmettert gi vun der ganzer Majoritéit. An dat ass einfach e bësse schued, well d'Oppositioun gëtt jo awer och, denken ech emol, e puer gutt Iddien hei eran an et ass net alles schlecht. An heiansdo hätt ee jo vläicht besser, eng Kéier driwwer nozedenken oder - wéi soll ech dat elo soen? - eng Kéier driwwer ze schlofen, wann een Zäit hätt, a vläicht Saache matzehuelen. Et ass einfach schued.

Dat hu mer jo och an der Motioun elo grad hei virdru gesinn. Do war näischt Schlëmmes drun. Dat war einfach en Instrument, wou mer Donnéeën an Zuele brauchen, wou mer gëschter ganz vill a ganz laang iwwert d'Logementskris geschwat hunn a wou ee esou dann heiansdo awer denkt: „Firwat hu mer esou laang diskutéiert?" Mir sinn eis all eens, datt mer Outile brauchen, an da kënnt d'Oppositioun mat esou engem Outil an da gëtt einfach Nee gesot. E bëssen schued!

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Cecchetti. An ech géif direkt d'Wuert ginn un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Ech wollt just der Madamm Cecchetti awer elo kuerz äntwerten. Ech wollt hir soen, dass ech hir virdrun eng Dier opgemaach hunn: Ech hu jo gesot, dass mer gären hätten, dass mer iwwert déi Donnéeën do schwätzen, mee dass ech awer wierklech fannen, dass déi Motioun hei net gutt formuléiert ass an dass mer se hätte kënne besser maachen.

An ech invitéiere si, eng zweet Versioun ze maachen, wou mer da wierklech am Detail soen: Wat ass dann de Projet? Wat sinn d'„données pertinentes"? An eng Kéier och mat den Acteuren, mat de concernéierten Acteuren driwwer schwätzen, wien eis do wat liwwere kann, dat, mengen ech, géif Sënn maachen. Mee d'Dier ass op, fir doriwwer ze schwätzen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. A leschten ageschriwwene Riedner fir dëse Projet ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech wollt u sech einfach nëmme soen: „Und täglich grüßt das Murmeltier." Ech erënnere mech, datt ech gëschter plus/minus ëm déi nämmlecht Auerzäit hei stoung, fir deem nämmlechte Rapporter, dem Georges Engel, Merci ze soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport zu anere Projeten, déi hei Saache verlängert hunn. An dat wëll ech natierlech op dëser Plaz als Alleréischt maachen.

Et ass wichteg, datt mer dat heite verlängeren. Ech muss awer dach e bësse meng Verwonnerung ausdrécken driwwer, a wéi enger Prozedur mer elo grad waren. Datt, nodeem eng Motioun rejetéiert gouf, dann nach eng Kéier opgemaach gëtt, fir un där Motioun wëllen ze schrauwen. Ech mengen, d'Invitatioun ass ukomm. Ech denken, datt mer wäerten nach méi wéi eng Kéier d'Geleeënheet hunn, fir iwwer Statistiken am Logement ze schwätzen.

Wat deen heite Projet ugeet, ginn d'Piraten hiren Accord. Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir d'Sécurité sociale, den Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Jo, villmools merci, Här President. Ech hale mech dann un d'Prozedur. Ech mengen, mir schwätzen hei iwwer e Projet de loi. Ech géif fir d'éischt dann och, mengen ech, e grousse Merci soen, engersäits dem Rapporter, virun allem awer och der Kommissioun, déi wéi all Kéier bei dëse Projeten, déi matzäiten ustinn, se relativ séier examinéiert huet a se och guttgeheescht huet.

Ech mengen, et ass wichteg, wéi effektiv hei gesot ginn ass, datt mer de Mutuellen d'Méiglechkeet ginn, nach Zäit ze hunn, fir hir Generalversammlungen ofzehalen. Et sinn der zwar eng Rei vun hinnen, déi se an der Tëschenzäit ofgehalen hunn. Mee eng Rei hunn d'Strukturen net, fir se kënnen ze maachen, hate virun allem och keng Säll, fir se effektiv ze organiséieren, well et heiansdo Mutuellë sinn, déi grouss opgestallt sinn. An dofir ass dat heiten eng Verlängerung, déi, hoffen ech, dann duergeet, fir och dës Generalversammlunge fir 2019 an 2020 da kënnen ofzeschléissen an och déi néideg Konte kënnen eranzeginn, datt mer déi kënne guttheeschen. An dann hoffen ech, erëm an eng normal Prozedur kënnen eranzegoen.

An deem Sënn merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Minister fir d'Sécurité sociale Romain Schneider. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7831. Den Text steet am Document parlementaire 7831[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7831 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Emile Eicher), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Pim Knaff), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.03 heures.)

Sommaire des séances publiques n^os^ 62 et 63

62e séance

Ouverture de la séance publique ... p. 912
Communications ... p. 912
Ordre du jour ... p. 912
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Charles Margue ... p. 912-913
Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement ... p. 913
Institution d'une délégation parlementaire luxembourgeoise ... p. 913
Question élargie n° 104 de M. Laurent Mosar relative à l'avenir du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange ... p. 913-914
7837 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ... p. 914
7826 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ;
2° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ... p. 914-915
Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la mobilisation de logements inoccupés et de terrains viabilisés et mobilisables à court terme ... p. 915-920
7798 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Woltz »
et
7799 - Projet de loi autorisant l'État à participer au développement de logements du projet « Wunne mat der Woltz » ... p. 920-925
7829 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant : 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;
2° modification du Code du travail ... p. 925
7830 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail ... p. 925-926
7764 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal ... p. 926-927
Résolution de M. Sven Clement concernant la déclaration du Luxembourg en zone de liberté LGBTIQ+ ... p. 927-928

63e séance

Ouverture de la séance publique ... p. 928
Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes ... p. 928-930
Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nancy Arendt épouse Kemp ... p. 930
Interpellation de Mme Nancy Arendt épouse Kemp au sujet des abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes (suite) ... p. 930-939
Question élargie n° 103 de M. Laurent Mosar relative à la publication des données fiscales par les grandes multinationales ... p. 939
7812 - Projet de loi concernant la participation du Luxembourg à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelable de la Banque africaine de développement ... p. 939-941
7677 - Projet de loi portant organisation des contrôles du transport de l'argent liquide entrant au ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg et mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005 ... p. 941-942
7734 - Projet de loi portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification
1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;
2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;
3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie ... p. 942-944
7831 - Projet de de loi modifiant la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles ... p. 944-945

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4772	Fred Keup	Ancienne maison paroissiale à Bofferdange
4984	Jean-Paul Schaaf, Paul Galles	Prix de l'électricité
5023	Fred Keup	Participation à la manifestation « Fridays for Future »
5030	Marc Goergen	Précarité énergétique
5049	Djuna Bernard	Structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale
5053	Georges Mischo	Coopération sanitaire transfrontalière
5078	Gilles Roth	Interventions du CGDIS dans le cadre des inondations du 14 juillet 2021
5079	Martine Hansen, Gilles Roth	Sondages du Gouvernement
	Session ordinaire 2021-2022	
5143	Georges Mischo	Résultats de l'orientation des élèves du fondamental vers le secondaire
5175	Fernand Kartheiser	Composition de la nouvelle plateforme action climat et transition énergétique
5184	Sven Clement	Taxation de produits à base de cannabis susceptibles d'être fumés ou vaporisés
5185	Sven Clement	Cellule de réaffectation
5187	Carole Hartmann, Claude Lamberty	Guide pratique des subsides pour les communes
5189	Paul Galles	Situation humanitaire à Calais
5190	Nancy Arendt épouse Kemp	Démarches pour la prise en charge d'une prothèse auditive
5191	Nathalie Oberweis	Traité sur l'interdiction des armes nucléaires
5192	Marc Lies	Contournement de Hesperange
5196	Jeff Engelen, Roy Reding	Cyberattaques contre les hôpitaux
5198	Marc Goergen	Mesures sanitaires sur le site de l'eduPôle
5199	Sven Clement	Répartition des patients Covid-19 dans les soins intensifs des différents hôpitaux
5207	Viviane Reding	Contrat en ligne
5210	Serge Wilmes, Laurent Mosar, Léon Gloden	Hausse des cambriolages
5211	André Bauler, Gusty Graas	Scarabée japonais
5212	Sven Clement	Recettes fiscales
5213	Fred Keup	Hausse de la criminalité
5214	Marc Goergen	Interdiction des élevages de fourrure
5215 cf. 5219, 5355	Jeff Engelen	Réglementation concernant les ambulances taxis
5216	Fred Keup, Jeff Engelen	Bâtiment Jean Monnet 2
5217	Fred Keup	Langues utilisées dans les communiqués du Gouvernement
5218	Fred Keup	Promotion de la langue luxembourgeoise
5219 cf. 5215, 5355	Nancy Arendt épouse Kemp, Marc Spautz	Réglementation concernant les ambulances taxis
5220	Tess Burton	Promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 »
5221 cf. 5226	Octavie Modert, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch	Promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 »
5222	Martine Hansen	Zones de protection spéciale
5223	Marc Goergen	Campagne contre la violence domestique
5224	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Situation en matière de violences et d'abus sexuels au Luxembourg
5225	Claude Haagen	Site de la zone d'activité régionale « Fridhaff »
5226 cf. 5221	Marc Goergen	Promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 »
5227	Jeff Engelen	Chiffres Covid-19
5228	Jeff Engelen	Situation actuelle dans les hôpitaux
5229	Mars Di Bartolomeo	Résidence au Land de la Sarre
5232	André Bauler, Carole Hartmann	Service de la protection de la jeunesse
5233	Sven Clement	Délai d'attente pour un rendez-vous auprès d'un chirurgien orthopédique
5234	Cécile Hemmen, Dan Biancalana	Retard de paiement de la subvention loyer
5235	Martine Hansen, Claude Wiseler	Situation actuelle dans les écoles dans le cadre de la Covid-19
5237	Marc Goergen	Évolution de l'agriculture biologique
5238	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	Codes QR CovidCheck falsifiés
5239	Fred Keup	Satellites météorologiques
5240	Martine Hansen, Serge Wilmes	Application mobile du service Adapto
5241	Martine Hansen, Paul Galles	Géothermie
5244	André Bauler, Gusty Graas	Évolution du secteur primaire
5245	Diane Adehm	Personnel de la radio luxembourgeoise de service public
5246	Marc Goergen	Recommandations de mesures sanitaires pour les communautés religieuses
5247	Fernand Kartheiser	Procédure référendaire unique
5248	Marc Lies	Politique du logement
5249	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	Demande d'obtention d'une indication géographique protégée (IGP) « cancoillotte »
5250	Simone Asselborn-Bintz, Dan Biancalana	Mise à disposition de traducteurs pour les offices sociaux
5251	Marc Spautz	Reconnaissance de certificats internationaux de vaccination contre la Covid-19
5252	Carole Hartmann	Remboursement pour les communes à l'aide du formulaire « Intempéries »
5253	Max Hahn	Électricité destinée à l'autoconsommation individuelle ou collective
5254	Max Hahn	Observatoire de la mobilité
5255	Max Hahn, André Bauler	Campagne de sensibilisation pour la sécurité routière pendant l'hiver
5257	Marc Goergen	Primes dans la fonction publique
5258	Marc Goergen	Marché public pour la station-service sur l'A4
5259	Fred Keup	Introduction d'un « veggie day » dans les cantines scolaires
5260	André Bauler, Gusty Graas	Production de viande porcine
5261	Myriam Cecchetti	Tarifs bancaires de POST Luxembourg
5262	Fred Keup	Livres scolaires sur l'histoire du Luxembourg
5263	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Coopération militaire avec les États-Unis
5264	Diane Adehm	Conventions liant le Gouvernement à la presse écrite et à la presse audiovisuelle
5265	Sven Clement	Taux de vaccination
5267	Gusty Graas	Tir de missile antisatellite
5268	Fernand Kartheiser	Résultat du sondage sur le référendum
5270	Fred Keup, Jeff Engelen	Étudiants en médecine
5271	Sven Clement	Doses de vaccins périmées en novembre
5272	Nathalie Oberweis	Opération Sirli
5274	Martine Hansen, Claude Wiseler	Régime CovidCheck dans le cadre des réunions du personnel enseignant
5275	Paul Galles	Stock du vaccin Moderna
5276	Paul Galles	Relais national pour les campagnes de sensibilisation contre le discours de haine
5278	Marc Hansen	Modalités techniques et financières de l'environnement numérique « eSanté »
5280	André Bauler, Gusty Graas	Entretien des rivières suite aux inondations
5282	Nathalie Oberweis	Conventions initiales entre les communes et l'État dans le cadre du Pacte Logement 2.0
5284	Marc Goergen	Sans-abrisme
5285	Sven Clement	Appel à projets « Zesummeliewen: lokal engagéieren a matmaachen »
5286	Francine Closener	Situation épidémiologique dans les écoles
5287	Mars Di Bartolomeo	Relations entre les forces de l'ordre française et luxembourgeoise
5288	Sven Clement	Pollution de la « Ierpeldengerbaach »
5289	Fernand Kartheiser	Gouvernement concernant la pandémie de la Covid-19
5290	Laurent Mosar	Avenir du projet de Google à Bissen
5292	André Bauler	Comportement dangereux de certains chauffeurs dans le trafic au Fridhaff
5293	Fred Keup	Conservation de la maison de naissance d'Aloyse Kayser
5294	Fernand Kartheiser	Validité du EU digital Covid certificate
5296	Serge Wilmes	Création de musées pour certains métiers de la fonction publique

5297	Laurent Mosar, Gilles Roth	Enregistrement des procès pénaux
5301	Marc Goergen	Recherches du « Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) » dans le domaine de la cosmétique
5305	Fred Keup, Fernand Kartheiser	Réacteur thermonucléaire expérimental international
5307	Jeff Engelen	Hospitalisation de personnes vaccinées
5315	Marc Goergen	Incidents avec des renards
5316	Guy Arendt	Régulation de la population des mouflons
5317	Georges Mischo	Lancement d'Esch2022
5319	Marc Goergen	Célébration du mariage
5320	Nathalie Oberweis	Reconnaissance prolongée de l'immunité des personnes guéries de Covid-19
5322	Martine Hansen, Laurent Mosar, Marc Spautz	Prolongation des régimes d'aides liés à la Covid-19
5355 cf 5215, 5219	Marc Goergen	Réglementation concernant les ambulances taxis

Question 4772 (30.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**ancienne maison paroissiale à Bofferdange :**

Dat aalt Porhaus zu Bouferdeng, dat säit 1998 dem Staat gehéiert an haut vu Servior geréiert gëtt, steet säit méi wéi 20 Joer eidel a säin Zoustand huet sech mat de Joren ëmmer méi verschlechtert. Well et awer trotzdeem opgrond vu senger Architektur zu eisem Patrimoine gehéiert, hat d'Madamm Minister den 30. Abrëll d'Gemeng Luerenzweiler informéiert, datt geplangt wier, dëst Haus aus der Mëtt vum 19. Joerhonnert ënner Denkmalschutz ze stellen. De Gemengerot vu Luerenzweiler huet sech allerdéngs géint eng Klasséierung vum Haus ausgesprach.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Firwat steet dat aalt Porhaus zu Bouferdeng säit méi wéi 20 Joer eidel? Ass an där Zäit dru geduecht ginn, dëst Haus ze renovéieren?

2. Ginn et Prezisioune vun der Betreibergesellschaft Servior, wat d'Zukunft vun dësem Haus ugeet?

3. Wëll d'Regierung sech weiderhin dofir asetzen, datt dëst Haus ënner Denkmalschutz gestallt gëtt?

Réponse (14.09.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Den Informatioune vu menge Servicer no war d'Haus bis 2004 bewunnt. Duerno gouf et eidel gelooss, well Servior keng direkt Verwendung dofir hat. Ob Servior säitdeem iwwert eng Renovatioun nogeduecht huet, entzitt sech eisem Wëssen.

Laut Servior gëtt et eng Iwwerleeung, d'Haus eventuell ofzerappen, fir Plaz fir ee méigleche Chantier ze schafen, wann dat Gebai hannendrun aus den 1970er-Jore renovéiert misst ginn.

D'Haus erfëllt déi néideg Krittäre fir als schützenswäert agestuuft ze ginn an d'Prozedur fir de Schutz ass weiderhin amgaangen.

Question 4984 (20.09.2021) de **MM. Jean-Paul Schaaf** et **Paul Galles** *(CSV)* concernant le **prix de l'électricité :**

Duerch d'Liberaliséierung vum Stroummarché am Joer 2007 kruten d'Konsumenten d'Méiglechkeet fir de Stroumubidder souwéi d'Energiequell fräi ze wielen. Ziler vun dëser Liberaliséierung waren engersäits niddereg Energiepräisser an anerersäits transparent a sécher Infrastrukturen um europäesche Stroummarché.

Zënter 2007 setzt sech de Stroumpräis am Wesentlechen duerch déi tatsächlech Energiekäschte pro kWh, d'Käschte fir d'Notzung vun den Infrastrukturen (Stroumnetz) souwéi d'Steieren an aner Taxen (wéi zum Beispill dem Mécanisme de compensation) zesummen.

Duerch déi noutwenneg Dekarboniséierung an Elektrifizéierung ass dovunner auszegoen, dass de Stroumverbrauch an Zukunft staark klamme wäert. Dobäi ass et essenziell, dass de Stroum mat erneierbare Quelle produzéiert gëtt. Fir ze verhënneren, dass Bierger zécke vum Pëtrol op gréngе Stroum ëmzeklammen, muss de Stroumpräis attraktiv bleiwen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi hunn sech déi dräi Käschtepunkte vum Stroumpräis zanter der Liberaliséierung vum Stroummarché an hiren Undeel um Endpräis fir de Konsument entwéckelt? Kann den Här Minister déi Undeeler (Energie, Netznotzung, Taxen) grafesch a prozentual duerstellen?

2. Wourobber ass d'Hausse vum Stroumpräis zu Lëtzebuerg zréckzeféieren?

3. Wéi gesäit den Trend vum Stroumpräis fir d'Zukunft aus, wëssend dass mir e Maximum u Stroumprojeten aus erneierbaren Energiequelle wëllen? Mat wéi enger Hausse vun der Taxe vum Mécanisme de compensation rechent de Minister, fir déi néideg Subventioune vun CO_2-neutraler Stroumproduktioun ze finanzéieren?

4. Ass mat enger Verdeierung vun den Notzungsgebühre vum Stroumreseau (vun den Héichspannungsnetzer bis zum Haususchloss an de Chargy-Bornen) ze rechnen, wann dëse muss ausgebaut ginn?

5. Ass de Minister an dësem Kontext bereet d'Méiglechkeet ze préiwen a Modeller ze entwéckelen, fir d'CO_2-Steier ze erhéijen an dëst Steierakommes fir d'Reduzéierung vun de Steieren (TVA) op dem Stroum auszegläichen, soudass d'Leit net zousätzlech belaascht ginn an d'Ëmklamme vum Pëtrol op de Stroum fir Heizen an Transport keng Verdeierung duerstellt? Wa jo, kann de Minister Modellrechnungen maache fir sécherzestellen, dass déi finanziell manner staark Haushalter net benodeelegt sinn?

Réponse (20.10.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. + 2. Am integréierte Stroumpräis, deen un den Haushaltsclient zu Lëtzebuerg verrechent gëtt, sinn effektiv, nieft de Käschte fir d'Energie selwer, och nach d'Notzung vum Stroumnetz, Taxen, Kontributioun fir de Mécanisme de compensation („MDC") an och TVA dran enthalen.

Wéi am Tableau an och an der Grafik hei drënner ze erkennen ass, si besonnesch d'Komponenten fir d'Netznotzung a virun allem de Bäitrag fir den MDC an deene leschten zéng Joer geklommen. Déi Hausse vun den Netznotzungskäschten ass zum Deel doduerch ze erklären, dass déi lëtzebuergesch Verdeelstroumnetzer mat déi modernst an Europa sinn, bei deene prakteschall d'Kabele vun der Nidder- an der Mëttelspannung ënnerierdesch verluecht sinn an déi eng héich Versuergungsqualitéit opweise mat ganz wéinege lokalen Ausfäll. Lëtzebuerg ass domat am europäesche Verglach gutt fir d'Energietransitioun opgestallt.

Déi kontinuéierlech Hausse vum Bäitrag an de Mécanisme de compensation (MDC), kënnt duerch déi stänneg Weiderentwécklung vun de Stroumproduktiounen, déi op erneierbaren Energië baséieren, déi (nieft der fossiler Cogénération à haut rendement) iwwert dëse Mechanismus cofinanzéiert ginn. Et sief awer och bemierkt, dass de Staat sech zanter 2012 och all Joer nach zousätzlech un der Deckung vun de Käschte vum MDC bedeelegt. Dëse Bäitrag gëtt iwwert de Klima- an Energiefong finanzéiert a suergt derfir, dass d'Käschten um Endpräis net vill ausmaachen a fir den Endverbraucher de Präis net ze vill klëmmt.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Esou wéi och schonn an der Question parlementaire N° 4789 erwäänt, si momentan d'Energiepräisser, esou wéi se op den internationale Boursse gehandelt ginn, amgaange staark ze klammen. Besonnesch d'Gaspräisser sinn an deene leschte Méint extreem an d'Luucht gaangen, wat ënner anerem duerch eng staark weltwäit Nofro ze erklären ass no engem schwaache Joer 2020, dat duerch d'Covidpandemie gekennzeechent war. Och de Stroumpräis op den europäesche Bourssen ass säit Mëtt 2020 staark geklommen, wat virun allem op déi héich Produktiounskäschten, besonnesch vu Stroum, deen op fossille Quelle baséiert, zréckzeféieren ass. Esou ass zum Beispill de Präis vu Gas a Kuel an de leschten zwielef Méint ganz staark geklommen, wat ë. a. och en Impakt op de Grousshandelsakafspräis vum Stroum huet. Verschidden Experten, ënner anerem vun der Internationaler Energieagence (IEA), ginn aktuell dann och dervun aus, dass de Stroumpräis nach eng Zäit op deem héijen Niveau wäert bleiwen, well sech fir verschidde vun deenen uewe genannte Grënn eng Persistenz erwaart gëtt. D'Energiekomponent vum integréierte Stroumpräis variéiert vu Fournisseur zu Fournisseur, an de Client kann dësen deementspriechend duerch säi Choix vum Fournisseur a vum Produit stéckwäit beaflossen. Wéi sech d'Energiepräisser laangfristeg op den internationale Marchéë wäerten entwéckelen, ass awer schwéier virauszegesinn.

Wat den MDC ugeet, ass duerch den aktuelle Succès vun der Förderung fir erneierbar Anlagen, an den domat verbonnenen Zoubau vun neien Anlagen, domat ze rechnen, dass déi ze deckend Käschten an den nächste Jore klamme wäerten. D'Regierung huet momentan als Richtlinn fir ze versichen, fir d'Kontributioune vun de verschiddene Kategorië vun Endverbraucher vum MDC op engem konstante Level ze halen an huet dofir am Budget pluriannuel vum Klima- an Energiefong an deem Sënn eng weider Steigerung vun der finanzieller Bedeelegung vum Staat virgesinn.

Allerdéngs wäert eng Hausse vum Stroumpräis op den internationale Marchéë mat sech bréngen, dass d'Nettoförderkäschte vum MDC pro Anlag tendenziell wäerte falen, well dëse Mechanismus d'Differenz bezilt tëscht de garantéierten Aspeisetariffer a Maartprimme fir déi erneierbar Energien an dem Grousshandelsakafspräis. Dësen Effet wäert d'Käschte vum MDC zumindest fir d'nächst Joer no ënnen drécken.

ad 4. Et ass dervun auszegoen, dass d'Netzbedreiwer weiderhin an op héijem Niveau an hir Reseauen investéiere wäerte fir déi héich Qualitéit bäizebehalen. Op der Héichspannungssäit sinn e puer gréisser Projete geplangt, fir d'Versuergungssécherheet zu Lëtzebuerg fir déi nächst Jorzéngte weider héichzehalen an auszebauen. Esou ass zum Beispill eng 380 kV-Ubannung mat Däitschland geplangt, déi déi zur Verfügung stehend Gesamtkapazitéit soll den zukënftegen Ufuerderungen upassen a mëttelfristeg dann déi bestehend 220 kV-Ubannung soll ersetzen. Och weider Entwécklungen, déi mat der Digitaliséierung vun de Stroumnetzer zesummen hänken an den Acteure méi eng aktiv a flexibel Roll um Marché wäerten erlaben, a virun allem d'Energietransitioun wäerte facilitéieren, wäerten an Zukunft nach implementéiert ginn, wat sech och op d'Netzkäschte wäert auswierken. Deem géintiwwer wäert awer duerch eng verstäerkten Elektrifizéierung vun der Gesellschaft (z. B. an de Beräicher Transport an Hëtzt) de Verbrauch och an d'Luucht goen, wat d'Auswierkung vun deene virgenannte Käschten op den Netznotzungstariffer wäert ofschwächen.

ad 5. D'Steieren, dat heescht d'Taxe électricité an d'TVA, déi zu Lëtzebuerg um Stroum opgehuewe ginn, si mat déi déifst am europäesche Verglach an eis Stroumpräisser sinn am Verglach mat eisen Nopeschlänner attraktiv. Et ass net geplangt dës Taxen an noer Zukunft nach weider erofzesetzen. D'Recettë vun der CO_2-Tax ginn och weiderhin zur Hallschent genotzt fir sozial Kompensatiounsmoossname wéi de Crédit à l'impôt an zur anerer Hallschent, fir d'Energietransitioun iwwert de Klima- an Energiefong hëllefen ze finanzéieren.

D'Regierung huet momentan, wéi schonn erwähnt, als Richtlinn fir ze versichen, fir d'Kontributioune vun de verschiddene Kategorië vun Endverbraucher vum MDC op engem konstante Level ze halen an huet dofir am Budget pluriannuel vum Klima- an Energiefong an deem Sënn eng weider Steigerung vun der finanzieller Bedeelegung vum Staat virgesinn a suergt soumat dofir, dass d'Endverbraucher net zousätzlech belaascht ginn.

Question 5023 (29.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **participation à la manifestation « Fridays for Future » :**

2019 ass d'Klimaprotestbeweegung „Fridays for Future" hei am Land fir d'éischt op d'Strooss gaangen. Wärend der Coronapandemie 2020 ass net manifestéiert ginn. De Freideg, 24. September 2021, sinn d'Schüler awer erëm op d'Strooss gaangen. Wéi d'Initiativ Youth for Climate Luxembourg no enger Reunioun mam Educatiounsministère ugekënnegt hat, konnten d'Schüler ënner follgende Bedéngungen un der Demo deelhuelen: Si hu missen ee „formulaire de demande de dispense" ënnerschreiwen oder, wat mannerjäreg Schüler ugeet, vun hiren Elteren ënnerschreiwe loossen an dëse Formulaire bis de Freideg, 24. September, um 9.00 Auer an de Schoulbüro schécken. No der zweeter Lektioun hunn d'Schüler kënnen den Unterrecht verloossen.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi vill Schüler an de verschiddene Lycéeë vum Land hu sech de 24. September am Kader vun der Manifestatioun géint déi aktuell Klimapolitik ofgemellt an deen Dag no der éischter Stonn gefeelt?

2. Wéi vill Schüler hunn déi mentionéiert Frist net agehalen a goufen als „non excusé(e)" ageschriwwen?

Réponse (09.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Fir kënnen um sougenannte Klimastreik vum 24. September 2021 deelzehuelen, hate sech 7.955 Schüler am Sekretariat vun hirem Lycée ofgemellt.

D'Zuel vun de Schüler, déi déi virgeschriwwe Frist net agehal hunn, gouf net erfaasst.

Question 5030 (30.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **précarité énergétique :**

D'Präisser vum Gas sinn am Moment europawäit amgaange mat klammen. Laut RTL ass de Präis vum m³ Gas fir d'Haushalter säit 2020 schonn ëm 25 % geklommen. D'Energieministeren aus der EU hu sech zu dësem Theema d'lescht Woch getraff, fir iwwert d'Grënn vun dëser Präishausse an hir Konsequenzen ze diskutéieren. D'Präishausse trëfft virun allem déi Verbraucher haart, déi doduerch riskéieren, an d'Energieaarmut ze falen, well d'Sue feelen, fir d'Stroum- respektiv d'Gasrechnungen ze bezuelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Energie dës Froe stellen:

1. Generell gëtt vun Energieaarmut geschwat, wa Stéit méi wéi 10 % vun hirem Akommes fir d'Energieversuergung (Stroum, Heizung, waarmt Waasser) mussen ausginn.

Wéi vill Prozent vun de Stéit zu Lëtzebuerg gi méi wéi 10 % vun hirem Akommes fir Energie aus?

2. An der Äntwert op d'Fro N° 0840 vum Januar 2015 heescht et:

„Bevor die Kunden aber tatsachlich abgeschaltet werden, nehmen die Lieferanten im Allgemeinen persönlichen Kontakt mit den zahlungsunfähigen Kunden auf. Falls das Sozialamt mitteilt, dass der Kunde nicht als schutzbedürftig anzusehen ist, beantragt der Lieferant beim zuständigen Netzbetreiber eine Abschaltung des Kunden. Bis es zu einer Abschaltung kommt, können noch einmal mindestens 30 Tage bis zu mehreren Monaten vergehen. Die meisten Energielieferanten beantragen darüber hinaus auch keine Abschaltung während den Wintermonaten."

Steet et Energieliwweranten och haut nach fräi, eng Ofschaltung wärend de Wanterméint duerchzeféieren?

3. Bei wéi ville Stéit koum et an deene leschte fënnef Joer zu der Einleitung vun enger Abschaltprozedur (opgelëscht no Joer)?

4. Bei wéi ville Stéit huet een Energieliwwerant eng Ofschaltung fir ee Stot beim Netzbedreiwer ugefrot (opgelëscht no Joer)?

5. Wéi vill Ofschaltungen hunn an deene leschte fënnef Joer stattfonnt (opgelëscht no Mount)?

6. 2014 huet myenergy mat de sozialen Ämter de Service „Unterstützung für von Energiearmut betroffene Haushalte" agefouert, wou d'Stéit sollen een Energieberoder zur Säit gestallt kréien a wou se kënne bis zu 750 € un Hëllefe kréien, fir verschidde veraalt Elektrogeräter ze ersetzen.

Wéi vill Stéit hu säit der Aféierung vun dësem Projet dovu profitéiert?

7. Ass d'Regierung der Meenung, dass den aktuelle System d'Biergerinnen a Bierger zu Lëtzebuerg ausräichend virun der Energieaarmut schützt?

Ass d'Regierung net der Meenung, dass hei weider Projeten néideg wiere fir ze verhënneren, dass Stéit ouni Stroum, Heizung oder waarmt Waasser mussen auskommen?

Réponse commune (09.11.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. De Prozentsaz vun de Lëtzebuerger Stéit, déi méi wéi 10 % vun hirem Akommes fir Energie ausginn, louch fir d'Joer 2019 bei 3,0 %.

ad 2. D'Gesetz vum 1. August 2007 „relative à l'organisation du marché d'électricité" wéi och d'Gesetz vum 1. August 2007 „relative à l'organisation du marché du gaz naturel" schreiwe fir d'Energieliweranten eng detailléiert Prozedur a spezifesch Schutzreegele fir, déi bei Haushaltsclienten, déi hir Rechnungen net bezuele kënnen, unzewende sinn. Nodeems 15 Deeg nom zweete Rappell vun enger Rechnung de Client nach net bezuelt huet, kann de Liwwerant de Client doriwwer informéieren, dass hien d'Absicht huet, de Client no 30 Deeg ofschalten ze loossen. Zum selwechten Zäitpunkt informéiert de Liwwerant de Client iwwert d'Coordonnéeë vum zouständegen Office social, un deen de Client sech ka wenden, fir déi vun der Legislatioun virgesinnen Hëllef ze kréien. De Liwwerant schéckt och eng Kopie vun dëser Informatioun un den zouständegen Office social, fir deen doriwwer a Kenntnis ze setzen. Sollt de Client an der Tëschenzäit seng Rechnung bezuelt hunn, kënnt et net zu enger Ofschaltung respektiv gëtt de Client rëm zréck ugeschloss. Sollt den Office social d'Gesetzer vun der Rechnung iwwerholl hunn, gesinn d'Gesetzer vir, dass de Client net däerf ofgeschalt ginn.

ad 3. Aus dem Rapport d'activités 2020 vum Institut luxembourgeois de régulation (ILR) geet ervir, dass am Duerchschnëtt vun de Joren 2016-2020 net grad 8.000-mol am Joer am Stroumsecteur a bëssen iwwer 1.500-mol am Joer am Gassecteur eng Informatioun iwwert en zweete Rappell un den Office social geschéckt ginn ass. Déi genau Zuele sinn an den Tabellen heidrënner zesummegefaasst. Fir d'Joer 2021 sinn nach keng Donnéeë publizéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Aus dem selwechte Rapport d'activités 2020 vum ILR geet ervir, dass am Duerchschnëtt vun de Joren 2016-2020 net grad 1.950-mol am Joer am Stroumsecteur a liicht iwwer 800-mol am Joer am Gassecteur eng Ofschaltung fir ee Stot vun den Energieliwwerante bei den Netzbedreiwer ugefrot ginn ass. Déi genau Zuele sinn an den Tabellen heidrënner zesummegefaasst. Fir d'Joer 2021 sinn nach keng Donnéeë publizéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5. Rëm aus dem selwechte Rapport d'activités 2020 vum ILR geet ervir, dass am Duerchschnëtt vun de Joren 2016-2020 875-mol am Joer am Stroumsecteur an 105-mol am Joer am Gassecteur et zu enger Ofschaltung komm ass. Déi genau Zuele sinn an den Tabellen heidrënner zesummegefaasst. Et ass méiglech, datt et fir ee selwechte Client zu méi wéi enger Ofschaltung komm ass. D'Donnéeë ginn eemol pro Joer ofgefrot a leien net pro Mount vir. Fir d'Joer 2021 sinn nach keng Donnéeë publizéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. Myenergy geréiert säit 2016, am Optrag vum Ëmweltministère a vum Familljeministère, de Projet vun der „Unterstützung für von Energiearmut betroffene Haushalte". D'Iddi vum Projet geet zréck op de Fait, datt Stéit, déi hir Energierechnung net méi bezuele kënnen, eng Hëllef solle gebuede kréien. Domadder soll de Risiko, nach eng Kéier an déi Situatioun ze kommen, verréngert ginn. An deem Kontext si follgend Hëllefe virgesinn:

- Eng standardiséiert Berodung zum Theema Energie (Richteg hëtzen a lëften, Notzung vun elektresche Geräter etc.), awer och zu netinvestiven oder gerénginvestive Moossnamen, déi d'Stéit kënne mat Hëllef vun enger Checklëscht ëmsetzen. Wa se gewollt, kann d'Berodung och op d'Gebai selwer ausgedeent ginn (Renovéierungsmoossnamen).

- Ee Kit mat verschiddene Produkter, déi hëllefen, Energie ze spueren (LED-Bier, schaltbar Steckerläischt asw.).

- Ee Subside vu 75 % beim Tosch bzw. Akaf vu spuersamen elektreschen Haushaltsgeräter.

Déi Hëllefsstellunge sti fir déi Stéit zur Verfügung, déi hir Energierechnungen net bezuele kënnen oder déi staark vun deem Risiko betraff sinn. D'Offices sociaux sinn zouständeg fir déi Stéit, déi wëlle matmaachen, fir eng Berodung bei myenergy ze vermëttelen. Wa si se bei myenergy weiderginn hunn, gëtt d'Berodung ausgefouert (ggf. zesumme mat engem Mataarbechter vum Office social) an de Kit ausgedeelt (béides durch myenergy). Wann de Stot doropshi wëll een oder méi Haushaltsgeräter subsidéiert kréien, maache si déi entspriechend Ufro zesumme mat dem zouständegen Office social a mat der Begleedung vu myenergy. Den Office social kann doriwwer eraus en zousätzleche Kofinanzement vun dëser Mesure iwwerhuelen.

Beim Lancement vum Projet goufe wäitreechend Moossnamen ergraff, fir datt de Projet beschtméiglech kéint fonctionéieren. Dozou hu gehéiert:

- Formatioun vun de Leit aus den Offices sociaux an Zesummenaarbecht mam INAP, datt si de Projet kennen a kënne bei den zouständege Stéit bewerben. Insgesamt si 65 Leit dofir forméiert ginn.

- Ausschaffe vun Ënnerlagen, Checklëschten a Formulairen, déi et erméiglechen, de Projet vun den Offices sociaux ze bewerben an ëmzesetzen.

- Ausschaffe vu Flyeren a Plakater (fir an d'Raim vun den Offices sociaux an den Épiceries sociales), mat deenen déi betraffe Stéit kënnen informéiert ginn.

- Echange mat de Stroum- a Gasfournisseuren (bei der Opstellung vum Projet an och spéider bei der Ëmsetzung), déi am Alldag och mat der Problematik befaasst sinn a ggf. kënnen hëllefen, de Projet mat den Offices sociaux ze promouvéieren.

Insgesamt huet d'Pandemie de Projet zréckgeworf an d'Zuele sinn an den zwee leschte Joren erofgaangen. Insgesamt goufen 71 Berodungen duerchgefouert an a 49 Fäll goufen Aidë fir Haushaltsgeräter ugefrot. Fir d'Informatiounen nach besser un déi potentiell Interesséiert ze kréien a méiglechst ville vun de bedürftege Leit kënnen iwwert dee Wee ze hëllefen, soll de Kontakt mat de Clienten nach weider optiméiert ginn.

ad 7. D'Gesetz iwwert d'Aide sociale (loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale) gesäit vir, dass all Mënsch, deen e Recht op Aide sociale huet, e garantéierten Accès muss hunn zu Waasser an zu Energie, fir seng elementar Bedierfnisser ofzedecken. Esou hunn déi 30 Offices sociaux d'Méiglechkeet, d'Stéit, déi Schwieregkeeten hunn, hir Energierechnungen ze bezuelen, mat enger finanzieller Hëllef ze ënnerstëtzen.

D'Allocation de vie chère (AVC) fir d'Joer 2021 ass em 10 % gehéicht ginn; fir d'Joer 2022 gëtt d'AVC pro Stot ëm op d'mannst 200 Euro gehéicht. Dës Erhéijung vun der AVC ass geduecht, fir et de Stéit ze erlaben, de Verloscht u Kafkraaft, dee se duerch d'Augmentatioun vun den Energiepräisser hunn, ofzefiederen.

Question 5049 (06.10.2021) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale :**

Pendant la crise sanitaire, l'Office national de l'accueil (ONA) a mis en place des mesures pour garantir le fonctionnement des structures d'hébergement ainsi que la sécurité des résident-e-s et du personnel encadrant. Dans ce cadre, l'ONA a élaboré un plan de continuité des activités et une stratégie de communication pour informer ses partenaires, les prestataires et les résident-e-s des structures sur les mesures sanitaires en place et les changements dans l'organisation.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelles mesures sanitaires sont actuellement en vigueur dans les différentes structures d'hébergement au Luxembourg, notamment en ce qui concerne une éventuelle stratégie de test Covid-19, le port du masque, la protection des personnes vulnérables ou encore les possibilités et modalités de visites ? Quelles sont les recommandations des ministères à cet égard ?

2) De quelle manière la reprise des activités de volontariat et les activités collectives a-t-elle été organisée et quelles modalités sont appliquées dans ce contexte ? Est-ce que les ministères ont publié des recommandations concernant la reprise d'activités dans les structures d'hébergement et, dans l'affirmative, lesquelles ?

3) Par quels moyens les résident-e-s, prestataires et partenaires sont informés des mesures en vigueur ? Dans quelles langues ces informations sont-elles transmises ?

4) Est-ce que le régime CovidCheck est appliqué dans les structures d'hébergement et, dans l'affirmative, dans quel contexte ?

Réponse commune (09.11.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Depuis le début de la pandémie de Covid-19, des efforts considérables ont été déployés par l'Inspection sanitaire et l'Office national de l'accueil (ONA) pour assurer le bien-être du personnel et des personnes hébergées dans les structures d'accueil. Au-delà des recommandations exhaustives sur le comportement à tenir dans le cadre de la pandémie actuelle, des consignes spécifiques au contexte des structures d'hébergement pour DPI ont été élaborées. Ainsi, les mesures sanitaires, telles que la distanciation sociale et le port de masques en dehors des chambres, restent obligatoires. Les masques et du matériel désinfectant sont mis à disposition dans chaque structure d'hébergement.

Depuis juillet 2020, un dispositif de primo-accueil (DPA) est en place pour les nouveaux arrivants. Toute personne arrivant et souhaitant déposer ou ayant déposé une demande de protection internationale auprès de la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes, est hébergée au DPA afin d'y être testée à la Covid-19. Chaque nouvel arrivant est soumis à une période de quarantaine de sept jours ainsi qu'à des tests au premier et au sixième jour de la quarantaine. Après cette période et uniquement en cas de résultats de tests négatifs, les personnes ayant fait une demande de protection internationale sont transférées vers une autre structure. Ainsi, la mise en place du DPA répond à deux objectifs : d'une part, réduire la probabilité d'une introduction du virus dans les différentes structures d'hébergement et, d'autre part, réduire la probabilité de transmission du virus à la population générale.

Si lors du dépistage d'entrée sur le territoire luxembourgeois, un cas positif est détecté parmi les nouveaux arrivants, la personne concernée est transférée vers un « Centre d'isolement des migrants malades (CIMM) ». Il en va de même si un cas est détecté au sein d'une structure d'hébergement pour DPI et qu'il n'est pas possible d'isoler la personne concernée sur place. Les situations où des personnes s'avèrent être positives à la Covid-19 dans une structure d'hébergement pour DPI sont toujours traitées au cas par cas en fonction des possibilités d'isolement, ainsi que des capacités structurelles et organisationnelles de chaque structure. Le respect de la mise en quarantaine des contacts est assuré par le personnel encadrant de la structure sur recommandations et consignes émises par l'équipe Tracing de la cellule Santé DPI.

Chaque DPI a accès aux tests Covid-19 et à la vaccination au même titre que les résidents. Les tests sont accompagnés de recommandations d'utilisation spécifiques afin d'aider le personnel encadrant des structures à soutenir leur utilisation par les personnes hébergées. Concernant plus précisément la vaccination, les personnes hébergées par l'ONA ont été et continuent à être informées sur et sensibilisées à la campagne de vaccination du Gouvernement.

Les visites dans les structures d'hébergement restent limitées afin de minimiser les risques de transmission depuis l'extérieur. Ont droit d'accès les agents d'encadrement, les visiteurs avec motif professionnel, tels que les professionnels de santé, et les visiteurs à motif privé sous conditions prédéfinies.

ad 2) La reprise des activités collectives et de volontariat se déroule sous l'application stricte des mesures sanitaires en vigueur et conformément aux recommandations du Ministère de la Santé. De manière générale, l'ONA promeut la rencontre à l'extérieur de ses structures d'hébergement pour des raisons sanitaires, mais aussi dans une perspective d'intégration des DPI dans la société luxembourgeoise.

ad 3) Les occupants des structures d'hébergement sont informés des mesures en vigueur par plusieurs biais. En premier lieu, à travers le règlement d'ordre intérieur, affiché et complété avec des pictogrammes dans l'ensemble des structures. Des entretiens individuels sont menés avec les nouveaux arrivants afin d'expliquer ce règlement. Chaque modification au règlement est communiquée aux personnes hébergées.

S'y ajoute la mise à disposition de matériel d'information et la transmission de ces informations de manière orale par le personnel encadrant des structures. Le règlement d'ordre intérieur ainsi que le matériel d'information sont traduits en français, anglais, allemand et les sept langues majoritairement parlées par les personnes hébergées.

ad 4) Le CovidCheck peut s'appliquer dans les structures d'hébergement temporaires sous certaines conditions. Il ne peut être appliqué pour l'accès aux besoins de base, tel que l'accès à la structure par les résidents y hébergés. Toute activité ou évènement CovidCheck, tels que des activités de loisirs, pédagogiques ou sportives, se déroule conformément aux règles en vigueur au Luxembourg.

Question 5053 (07.10.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **coopération sanitaire transfrontalière :**

L'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière ainsi que l'accord d'application ont été signés en novembre 2016 et ratifiés en 2018 respectivement en 2019.

L'objectif est de favoriser le développement de la coopération sanitaire transfrontalière entre les deux pays et d'assurer un meilleur accès à des soins de qualité pour les bassins de vie autour de la frontière, en garantissant une continuité des soins et un recours le plus rapide au secours d'urgence, en favorisant la mutualisation des connaissances, des pratiques, des moyens humains et matériels.

Selon l'exposé des motifs du projet de loi soumis aux parlementaires français, l'accord-cadre vise « à poser un cadre juridique permettant la mise en place de conventions locales de coopération sanitaire transfrontalière ».

Dans ce contexte, les questions suivantes s'imposent :

- Est-ce que les discussions et les travaux en vue de la mise en place d'une telle convention locale de coopération sanitaire sont en cours ?

- Dans l'affirmative, pourriez-vous m'informer davantage sur l'état des discussions ?

- Quelles sont les structures impliquées dans ces discussions ?

- Est-ce que le suivi de l'accord-cadre fera l'objet d'une discussion lors de la prochaine Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise ?

Réponse commune (21.10.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Le 19 octobre 2021, lors de la 6e réunion de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG), a été signée une convention de coopération transfrontalière franco-luxembourgeoise dans le domaine de la santé basée sur l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière, signé le 21 novembre 2016.

La nouvelle Convention donne un cadre de coordination territoriale aux autorités compétentes en matière d'organisation de la santé dans les zones frontalières concernées pour conclure des conventions locales visant notamment à assurer un accès facilité à des soins de qualité pour les populations des zones frontalières franco-luxembourgeoises, à organiser la coopération dans le domaine de la gestion de crise sanitaire et en cas de pandémie et de catastrophe, à favoriser la coopération des professionnels de santé et favoriser les échanges de pratiques professionnelles et à développer l'observation en santé et en épidémiologie d'intervention. Un comité de suivi transfrontalier composé d'un représentant de chacune des parties signataires de la convention a été constitué afin notamment d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la convention et d'identifier et valider tout projet de coopération de nature à faciliter l'accès à l'offre de soins et médico-sociale dans les zones frontalières concernées.

En marge de la CIG a également été signée une convention de coopération sur l'aide médicale urgente. Les travaux sont désormais bien engagés entre le Ministère de l'Intérieur et l'Agence régionale de santé Grand Est pour finaliser d'ici la fin de l'année un protocole local d'exécution entre le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) et l'Agence régionale de santé (ARS). Le protocole d'exécution va notamment préciser les conditions d'intervention visant à apporter les premiers soins aux personnes en urgence vitale, la détermination du lieu de l'hospitalisation, les modalités d'intervention d'une équipe de secours et de soins répondant à un appel d'urgence.

Lesdites conventions engagent, du côté luxembourgeois, principalement les ministères de la Santé et de la Sécurité sociale, ainsi que le Ministère de l'Intérieur.

Question 5078 (08.10.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **interventions du CGDIS dans le cadre des inondations du 14 juillet 2021 :**

An der Äntwert vum 6. Oktober op meng parlamentaresch Fro (Nr. 4778) vum 30. Juli zu den Asätz vum CGDIS am Kader vun der Iwwerschwemmungskatastroph vum 14. a 15. Juli goufen net all Punkten zefriddestellend beäntwert.

An deem Kontext wéilt ech nach eng Kéier drop agoen a follgend Fro un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Wou a wéini waren déi verschidde Rettungskräfte vum CGDIS - fräiwëlleger an haaptamtlecher - de 14. a 15. Juli am Asaz? Kann d'Madamm Inneministesch en detailléierten Tableau opstellen, aus deem kloer ervirgeet, wéi een Zenter wéini wou gehollef huet: opgeschlësselt no Zenter, Zäitpunkt an Asazuert?

Réponse (09.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Als Complement zu der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4778 vum éierbaren Deputéierte Gilles Roth hunn ech vum CGDIS nach follgend Prezisioune kritt:

D'Annex 1 detailléiert, wéi vill Pompjeeën aus de verschiddenen Asazzentre wärend den Iwwerschwemmungen vum 14. a 15. Juli 2021 am Asaz waren (souwäit dës Informatiounen der Generaldirektioun vum CGDIS matgedeelt goufen, an ouni d'Personal vun der Chaîne de commandement ze ëmfaassen).

D'Annex 2 detailléiert, wou an ëm wéi vill Auer wéi en Asazzenter am Asaz war. Dës Lëscht ëmfaasst just de primären Asaz, net awer d'Follgeasätz, déi sech duerno op der Plaz erginn hunn, well d'Pompjeeën op der Plaz waren. Dës Lëscht erfaasst och net, ob Asazgefierer aus aneren Zentren dee lokalen Asazzenter op engem Asaz ënnerstëtzt hunn. Et ass wichteg ze ënnersträichen, datt säit Aféierung vum neien ELS am Joer 2016 net forcement e ganzen Asazzenter geruff gëtt, mee nëmme spezifesch Asazmëttel (Gefier + Personal), déi op der Plaz néideg sinn an déi aus verschiddenen Asazzenteren zesumme geruff ginn. Am Detail opzeschlësselen, wéi e Gefier aus wéi engem Asazzenter wéini op wéi enger Asazplaz war, ass bei engem aussergewéinlechen Asaz wéi den Iwwerschwemmunge vum Juli 2021 just mat engem onverhältnesméissegen Opwand méiglech a wäert trotzdeem ëmmer onkomplett sinn, well déi eenzel Asazmëttel an esou Fäll een Asaz no deem anere fueren, ouni genee Buch ze féieren, wou d'Asazmëttel iwwerall am Asaz waren.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5079 (08.10.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **sondages du Gouvernement :**

Fir d'Positioun vun der Populatioun zu engem bestëmmten Theema zu enger bestëmmten Zäit méiglechst genau kënnen anzeschätzen, notzt d'Regierung reegelméisseg d'Instrument vun enger Ëmfro.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Staatsminister stellen:

- Wéi vill Ëmfroen huet d'Regierung vun 2017 un an Optrag ginn?

- Kann den Här Staatsminister eis eng detailléiert Opstellung vun dëse Sondagen zoukomme loossen, opgeschlësselt no Sujet, Zäitpunkt, Präis an Institut, dat mam Duerchféiere vun der Ëmfro beoptraagt war?

Réponse (06.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Deen an der Annex ugefouerten Tableau renseignéiert iwwert d'Ëmfroen, déi d'Regierung säit 2017 an Optrag ginn huet.

Dësen Tableau beinhalt net d'Ëmfroen, déi de Statec am Kader vu senge legale Missioune mécht oder déi op Basis vu verschiddene legalen an internationalen Obligatioune musse gemaach ginn.

D'Präisfourchetten entspriechen den Ausgaben, déi pro Ministère oder Administratioun fir de betreffende Sondage gemaach goufen, och wa sech punktuell aner Acteure wéi zum Beispill d'Universitéit oder international Organisatiounen un de Käschte bedeelegt hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5143 (22.10.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant les **résultats de l'orientation des élèves du fondamental vers le secondaire :**

Am drëtten Trimester vum Cycle 4.1 fänkt bekanntlech d'Orientéierungsprozedur fir d'Schüler aus dem Enseignement fondamental fir hire weidere schoulesche Wee un. Bis zum Enn vum Cycle 4.2 steet da fest, a wéi eng Richtung vum Enseignement secondaire d'Jongen a Meedercher aus de Grondschoule vun den 102 Lëtzebuerger Gemengen orientéiert ginn.

D'Gemenge selwer gi mengen Informatiounen no awer aus Dateschutzgrënn net méi driwwer informéiert, a wéi engem Deel vum Enseignement secondaire d'Kanner a Jugendlecher hire schoulesche Parcours fortsetzen.

Well et fir déi eenzel Gemengen am Land interessant ass, de respektive Prozentsaz vun de Schoulkanner ze kennen, déi an de „Classique" oder an de „Général" orientéiert ginn, wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Kann den Här Educatiounsminister confirméieren, dass d'Gemengen net méi mat Zuelematerial iwwert de schoulesche Parcours vun „hire" Schoulkanner informéiert ginn?

- Wéi eng Mesure gedenkt den Här Educatiounsminister als Ersatzléisung en place ze setzen, fir dass d'Gemengereit sech e Bild kënnen driwwer maachen, a wéi eng Richtung d'Kanner aus hire respektive Grondschoulen am Cycle 4 orientéiert ginn?

Réponse (07.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Am Kontext vun der Protektioun vun de perséinlechen Donneeë vun de Schüler, déi eng ëffentlech lëtzebuergesch Grondschoul um Gemengenniveau frequentéieren, ass ënner anerem den Traitement vun dësen Donneeën duerch déi eenzel Acteuren, esouwéi och den Echange vun dëse global am Gesetzestext „loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves" gereegelt.

Den Artikel 4 vun dësem Gesetz gesäit a Funktioun vun der Finalitéit déi Source vir, op déi mäi Ministère kann zeréckgräifen. Esou gesäit de Punkt 7 vum Artikel 6 vum selwechte Gesetz vir, datt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend nëmmen déi perséinlech Donneeë vun de Schüler un d'Gemengen iwwermëttelt, déi relevant sinn am Kader vum Iwwerpréiwe vun der Schoulflicht.

Zousätzlech Reglementer ginn ergänzend zu dëse legalen Dispositioune weider Prezisiounen zum Echange vun Donneeë fir spezifesch Acteuren am schoulesche Kontext. Esou si beispillsweis am Artikel 2 vum „règlement grand-ducal modifié du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission" déi Punkte festgehalen, déi am Kader vun der Schoulorganisatioun vun de Gemengeresponsabele musse kommunizéiert ginn. Dës Informatiounen hunn ee reng organisatoresche Charakter an d'Transmissioun vu pedagogeschen Elementer wéi zum Beispill allgemeng d'Evaluatioun vun de Schüler oder spezifesch de Passage vum Enseignement fondamental an den Enseignement secondaire ass net virgesinn.

Beim Deele vu schülerbezunnenen Donneeë mussen nieft de legalen Dispositiounen och d'Prinzippie vun der Commission nationale pour la protection des données (CNPD) agehale ginn. De Prinzip vun der Minimisatioun vun Donneeë gesäit vir, datt perséinlech Donneeën nëmmen dierfe gedeelt ginn, wann se pertinent, adequat a limitéiert sinn op dat, wat fir d'Ziler vun hirer Veraarbechtung noutwenneg ass. Vu de kloer definéierten Aufgabeberäich vun de Gemengen, deen sech op den organisatoresche Volet vun de Grondschoule limitéiert, gëtt et fir eng eventuell Kommunikatioun vun Evaluatiounselementer keng legal Basis.

De Bildungsbericht, deen a reegelméissegen Ofstänn publizéiert gëtt, enthält ënner anerem Informatiounen zu der Orientéierung vun de Schüler aus den ëffentleche Grondschoulen an ass um Internetsite www.bildungsbericht.lu fir jiddereen zougänglech. D'Kapitel 2.6 vum Bildungsbericht aus dem Joer 2018 gëtt Opschloss iwwert d'Orientéierung vun de Schüler aus den eenzelne Gemengen. Via eng graphesch Duerstellung gëtt d'Proportioun vun de Schüler, déi an déi ënnerschiddlech Ordres d'enseignement vum Enseignement secondaire orientéiert goufen, duergestallt. D'Gemengeresponsabel hunn d'Méiglechkeet, op dës méi laangfristeg Analys zeréckzegräifen, fir sech ee Bild vun der Orientéierung vun de Schüler aus hirer Gemeng ze maachen. Ugangs Dezember 2021 wäert den neie Bildungsbericht publizéiert ginn.

Question 5175 (02.11.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **composition de la nouvelle plateforme action climat et transition énergétique :**

An engem gemeinsame Communiqué vum 11. Oktober hunn d'CGFP, den LCGB an den OGB-L sech ganz erstaunt iwwert d'Zesummesetzung vun der neier Plattform fir Klimaaktioun gewisen, well déi national Gewerkschaften an dësem Gremium net duerch en direkte Vertrieder representéiert ginn.

Dozou géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. No wéi enge Krittäre ginn déi gesellschaftlech Vertrieder fir dëse Gremium ausgewielt?

2. Wéi eng Gespréicher hunn am Virfeld mat deenen eenzelen Acteure stattfonnt?

3. Wéi ass déi Decisioun motivéiert, keen direkte Vertrieder vun de Gewerkschaften zouzeloossen?

Réponse (06.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Zesummestellung vun der neier Plattform fir Klimaaktioun an Energietransitioun ass an de grousse Linnen am Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 festgehalen. Se ass och am Aklang mat den Dispositiounen aus dem „europäesche Klimagesetz" respektiv dem Reglement iwwert de Gouvernance-System fir d'Energieunioun a fir de Klimaschutz. Op dëser Basis hat de Regierungsrot eng éischt Propositioun ausgeschafft wat déi Organisatiounen, déi op der Plattform sollte vertruede sinn, ubelaangt, woubäi grousse Wäert op eng equilibréiert Representatioun téscht de Vertrieder aus der Zivilgesellschaft respektiv den Entreprisen an Investisseure geluecht gouf. An de leschte Woche goufen eng Rei vu Gespréicher mat ënner anerem de gesellschaftleche Vertrieder gefouert. D'Regierung wäert, soubal dës Gespréicher ofgeschloss sinn an am Virfeld vun der éischter formeller Reunioun vun der Plattform, hir Zesummestellung nach emol iwwerschaffen, ouni awer den uewe genannten Equiliber a Fro ze stellen.

Question 5184 (04.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **taxation de produits à base de cannabis susceptibles d'être fumés ou vaporisés :**

Cannabis-Produiten, déi gefëmmt kënne ginn an déi een THC-Gehalt vu manner wéi 0,2 % hunn, gi vun der Douane als „autres tabacs à fumer" behandelt an deementspriechend besteiert. Et handelt sech also ëm klassesch CBD-Produiten, déi ënnert d'Circulaire INFO TAXUD 8/2019 falen a fir déi säit 2020, nieft der TVA, och Accisë vum Staat erhuewe ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Recetten huet de Staat säit der Aféierung vun der Accise op CBD-Produiten ageholl?

2. Wéi huet dëse Chiffer säit der Aféierung vun der Steier evoluéiert (opgelëscht pro Mount)?

3. Wéi huet dëse Chiffer par rapport zu de Recettë vun den Accisen op Zigaretten evoluéiert?

Wéi huet dëse Chiffer par rapport zu de Recettë vun den Accisen op Zigarilloen an Zigaren evoluéiert?

Réponse (06.12.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

An den zwee Tableauen, déi hei ënnen drënner ofgebilt sinn, fënnt den éierbaren Deputéierten d'Äntwerten op déi verschidde Froen iwwert d'Accisen op CBD-Produiten.

Et ass ze bemierken, datt d'Kategorie „cigares", hei drënner, souwuel d'Zigare wéi och d'Zigarilloen abegräift.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5185 (04.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **Cellule de réaffectation :**

Bei engem Reclassement interne funktionéiert beim Staat iwwert d'Cellule de réaffectation. Hei waarde Fonctionnairë respektiv d'Agenten op eng nei Plaz an enger anerer Administratioun.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune sinn am Moment an der Cellule de réaffectation ageschriwwen?

2. Wéi laang sinn dës Persounen an der Moyenne ageschriwwen?

3. Wéi huet d'Unzuel u Leit sech an deene leschten aacht Joer entwéckelt (opgelëscht no Joer)?

4. Wéi vill Entretiene kruten déi Ageschriwwen an der Moyenne proposéiert?

Réponse (06.12.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

A senger Sëtzung vum 23. September 2015 huet de Regierungsrot decidéiert, eng gemeinsam „Cellule de mobilité" zwëschent dem Ministère fir d'Fonction publique (MFP) an der Commission d'économies et de rationalisation (CER) anzeféieren. Fir hiren Attributioune méi gerecht ze ginn, ass den 12. Oktober 2017 dës Cellule a „Cellule de facilitation à la réintégration (CFR)" ëmbenannt ginn.

D'CFR huet als Missioun d'Agente proaktiv bei enger Demarche vu Reaffektatioun ze begleeden, déi opgrond vun enger Decisioun vun der Pensiounskommissioun, enger Decisioun vun der „Commission mixte", der Exekutioun vun enger Strof vum Conseil de discipline, vun enger Recommandatioun vum Service psychosocial oder och nach no engem Retour aus engem „congé sans traitement" entstane sinn.

Bis elo huet d'CER am Ganzen 92 Dossieren un d'CFR weidergeleet. Fir 81 Persounen ass vun der CFR eng Léisung fonnt ginn. Aktuell stinn nach 11 Dossieren op. Am Prinzip gëtt spéitstens dräi Méint no der Saisine duerch d'CER den Agent op den éischte fräie Posten a senger Carrière reaffektéiert.

www.chd.lu

Déi aner statistesch Informatiounen, déi den honorabelen Deputéierte freet, sinn net esou am Detail erfaasst ginn.

Question 5187 (05.11.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **guide pratique des subsides pour les communes :**

A rezenter Vergaangenheet huet d'Regierung dorop higewisen, dass d'Gemengen eng bedeitend Roll bei der Relance vun eiser Wirtschaft no der Pandemie duerstellen, an deementspriechend d'Gemengen encouragéiert hir Investitiounen héichzehalen, falls hir jeeweileg Finanzsituatioun dëst erlaabt.

An deem Kontext ass déi finanziell Ënnerstëtzung vun de jeeweilege Ministèren e wichtegen Aspekt. Ville Gemengen ass allerdéngs net ëmmer bewosst, a wéi enge Beräicher respektiv bei wéi enge Ministèren si wéi eng Subside kënnen ufroen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

- Gëtt et e globaalt Dokument dat all déi méiglech finanziell Ënnerstëtzunge vun de verschiddene Ministèrë virgesäit?

- Wann net, deelt d'Madamm Minister eis Aschätzung, datt e „guide pratique" mat dësen Informatiounen de Gemengen administrativ kéint weiderhëllefen?

- Ass d'Madamm Minister gewëllt fir de Gemengen e „Guide pratique Subsiden" mat de méigleche Montanten/Prozentsätz, de Konditiounen an dem Kontaktservice vun de jeeweilege Ministèren opzestellen?

- Ass d'Madamm Minister gewëllt fir de Gemengen e „Guide pratique Subsiden" mat de méigleche Montanten/Prozentsätz, de Konditiounen an dem Kontaktservice vun der Europäescher Unioun opzestellen?

Réponse (07.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De Gemengesecteur ass e wichtege Motor, deen am Kontext vun der Pandemie duerch konsequent Investissementer och zur Relance vun eiser Ekonomie konnt bäidroen.

Fir den Invest an de Gemengen ze ënnerstëtzen a weider héichzehalen, sinn op meng Initiativ hin, zesumme mam Finanzminister, d'Subside fir den Équipement collectif an d'Luucht gesat ginn. Dat war e wichtegt Signal, soudass essenziell Infrastrukturen, déi am Endeffekt de Biergerinnen a Bierger zeguttkommen, wéi z. B. Schoule fir eis Kanner, trotz ugespaanter Finanzsituatioun weiderhi geplangt a realiséiert kënne ginn. D'Subsidepolitik vum Interieur hält weiderhin um Solidaritéitsprinzip fest, andeem d'Suen net mat der Stränz verdeelt ginn, awer deene Gemengen, déi finanziell manner kräfteg sinn, méi gehollef gëtt wéi deenen, déi besser do stinn.

D'Erstelle vun engem „Guide pratique Subsiden", esou wéi déi honorabel Deputéiert dat virschloen, ass interessant. Ech wëll awer drun erënneren, dass all Ministère fir d'Subsiden, déi hie verdeelt, eleng zoustänneg ass.

Betreffend d'Subsiden, déi ech als Inneministesch spezifesch fir den Équipement collectif verdeelen, gëtt et awer schonn e Flyer, op deem dës Informatioune regruppéiert sinn. Dëse Flyer ass um Internetsite vum Interieur ze fannen an op Nofro hi bei der zoustänneger Direktioun vun de Gemengefinanzen am MINT ze kréien.

Bei Geleeënheet, z. B. am Kader vun enger spezifescher Finanzberodung, déi de Gemengesecteur vun de Servicer vum Interieur ugebuede kritt, kënnen, wann néideg, déi spezifesch Infrastrukturprojeten analyséiert ginn a kann de Gemeng fréizäiteg matgedeelt ginn, wéi héich d'finanziell Ënnerstëtzung vum Interieur ass, déi se erwaarde kënnen.

Question 5189 (05.11.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation humanitaire à Calais :**

À Calais, le médiateur du Gouvernement vient d'annoncer la création d'un hébergement de nuit permettant d'accueillir temporairement 300 migrants la nuit, avant de les rediriger vers des hébergements pérennes en dehors de Calais.

Plusieurs associations dénoncent depuis des semaines les conditions de vie dramatiques de quelque 1.500 migrants actuellement présents à Calais et demandent l'arrêt des expulsions pendant la trêve hivernale. Les politiques restreignant la distribution de nourriture, d'eau et d'autres produits essentiels par les associations humanitaires, ont rendu la vie des migrants de plus en plus misérable.

En face, l'État craint qu'un arrêt des évacuations provoque un appel d'air qui permettrait la reconstitution de la « jungle », ce gigantesque campement déman-

telé en 2016 qui a réuni jusqu'à 10.000 migrants dans des conditions inhumaines et chaotiques.

Malgré la création de l'hébergement de nuit et la cessation temporaire des expulsions, le dramatique bilan humain ne cesse de croître à Calais : En 2020, les traversées et tentatives de traversées par la mer avaient concerné quelque 9.500 personnes, contre 2.300 en 2019 et 600 en 2018. Selon les autorités, ces derniers jours cela atteint des proportions énormes et crée des accidents absolument dramatiques.

Sachant qu'à Calais, à la frontière bosno-croate ou à la frontière entre Pologne et Biélorussie, les migrants vivent dans des conditions dramatiques et inhumaines, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

- Monsieur le Ministre, comment évaluez-vous la situation actuelle à Calais ?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre sur les traitements inhumains et dégradants des migrants comme à Calais, Croatie/Bosnie ou Pologne/Biélorusse ?

- Comment l'UE envisage-t-elle réagir si le nombre de migrants ne cesse de croître ?

Réponse (06.12.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

Le Luxembourg condamne toute violence et manquement au respect du droit international et des droits de l'homme. À l'entrée, comme à la sortie, le contrôle de la migration aux frontières extérieures doit s'opérer en plein respect du principe de non-refoulement et de la dignité humaine. Les autorités nationales des États membres chargées de la gestion des frontières sont tenues par la législation européenne en vigueur de mener à bien toutes leurs missions en respectant pleinement les droits fondamentaux.

En cas de manquement à ces obligations, il revient d'abord à l'État membre concerné de mener les enquêtes nécessaires sur son propre territoire. Ensuite, il importe de rappeler que la Commission européenne reste la gardienne des traités et veille au respect et à l'application du droit européen. Elle s'informe, prévient et sanctionne les États membres en cas de non-respect des obligations européennes. Lorsque la Commission estime qu'un État membre a manqué à une obligation qui lui incombe en vertu du droit de l'Union, elle engage une procédure d'infraction. Cette dernière est un moyen essentiel pour garantir le respect et l'efficacité du droit de l'Union.

Alors qu'à de nombreux segments de la frontière extérieure de l'Union européenne, comme à la frontière avec le Belarus, des migrants essaient de pénétrer sur le territoire européen, à Calais la situation diffère dans le sens où des migrants, indépendamment de leur statut juridique en matière d'immigration, essayent de quitter le territoire de l'Union européenne pour regagner le Royaume-Uni. Leur séjour à Calais est délibéré, notamment en opposition à une procédure de protection internationale ou d'immigration en France et l'accueil dans une structure d'hébergement.

Soulignons que la protection des frontières extérieures n'est pas la panacée pour la gestion de flux migratoires. En effet, le Grand-Duché estime que tous les moyens de la boîte à outils européenne, incluant aussi bien des moyens financiers que des supports en nature à travers l'agence Frontex et l'EASO, doivent être mobilisés à cette fin. Tout État membre est libre de demander un appui dans ce sens. Un tel soutien européen aurait d'ailleurs aussi le mérite de garantir un certain niveau de transparence tout en évitant des situations humanitaires à nos frontières extérieures.

Question 5190 (05.11.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **démarches pour la prise en charge d'une prothèse auditive :**

Fir en Héierapparat ze kréien, muss een emol fir d'éischt bei e Medecin ORL, deen engem no der Diagnos eng Ordonnance fir esou en Apparat ausstellt. Dono muss de Patient bei engem Service audiophonologique passéieren, fir nach weider Tester ze maachen. An enger drëtter Etapp geet een dann bei den Hörtechniker, wou ënner anerem en Ofdrock vun den Ouere gemaach gëtt. No dräi Woche Proufzäit muss en dann erëm an d'Kontroll, wou d'Wierksamkeet vum Apparat iwwerpréift gëtt.

Dëst stellt an enger éischter Phas schonn e laange Wee duer fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit, respektiv soss engem Handicap. No fënnef Joer huet d'Persoun dann erëm nei Héierapparater zegutt. Laut mengen Informatioune muss een, wann een dann en Deel vun de Käschte vun der Krankekeess guttgehale wëll kréien, erëm praktesch dee selwechte Wee maache wéi am Ufank.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt een no deene fënnef Joer erëm praktesch dee selwechte Wee maache muss wéi bei där éischte Kéier (ORL, Service audiophonologique, Hörtechniker, Kontroll)?

2. Ass d'Regierung net och der Meenung, datt d'Prozedur, fir no deene fënnef Joer en neien Héierapparat ze kréien, an en och vun der Krankekeess deels rembourséiert ze kréien, immens opwändeg ass fir eeler Persounen, respektiv Leit mat engem Handicap?

3. Mengt d'Regierung net och, dass een dës Persounen an deem Fall vernoléissegt andeems ee riskéiert, datt Leit, déi hiert ganzt Liewen an d'Krankekeess abezuelt hunn, hir nei Héiergeräter, déi se zegutt hunn, ganz aus hirer eegener Täsch bezuelen, well d'Prozedur fir si einfach ze vill opwändeg ass?

4. Kéint een dës Prozedur net automatiséieren oder vereinfachen?

Réponse commune (06.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Jo, dat ass richteg. Et muss awer betruecht ginn, dass all Etapp vun deem Wee wéinst der aktueller Prozedur och noutwenneg ass.

Eng nei medezinesch Diagnos ass indispensabel fir déi physiologesch an audiometresch Entwécklung ze kontrolléieren a fir déi néideg Verschreiwung vum ORL ze kréien.

Aktuell gesäit d'Prozedur vir, dat de Passage beim Service audiophonologique (SAP) och muss bei enger Erneierung vun Héierapparate widderholl ginn. An Zäit vu fënnef Joer ka sech nämlech villes an de Besoine vum Versécherten änneren.

D'Kontroll vum ausgesichten Apparat a sengen Astellunge beim Service audiophonologique ass och noutwenneg, well aktuell en techneschen Avis vun dësem Service virgesinn ass.

ad 2. Déi Prozedur ka fir eng Rei Assuréen effektiv opwänneg sinn. Aus dësem Grond soll d'Prozedur och komplett iwwerschafft ginn, fir se méi einfach ze maachen.

Hei ass awer ervirzehiewen, dass de SAP am Fall vun enger zertifiéierter Mobilitéitsaschränkung déi éischt Visitt duerch en Telefonsgespréich ersetzt a fir déi zweet Visitt e Besuch beim Versécherten doheem organiséiert. Eng Rei Fournisseure proposéieren an deene Fäll och hir Servicer bei de Leit doheem.

ad 3. Keen Assuré gëtt vernoléissegt, well d'Prozedur, wéi et aus der Äntwert op déi zweet Fro ervirgeet, bei zertifiéierte Mobilitéitsaschränkungen ugepasst gëtt.

Duerch de Prinzip vun de Forfaiten, déi dem Besoin vum Versécherten ugepasst sinn, gëtt d'Prozedur zwar effektiv méi opwänneg, se garantéiert awer doduerch fir jiddereen eng adaptéiert Iwwerhuelung vun de Käschten.

D'Gesondheetskeess huet keng Donnéeën a keng Kenntnisser doriwwer, datt e Versécherte fräiwëlleg op déi ganz Prozedur verzicht hätt an d'Fraise selwer gedroen hätt.

ad 4. Eng Automatisatioun vun der Prozedur am Fall vun enger Erneierung vun Héierapparaten ass net ubruecht, haaptsächlech well déi allermeescht Héierschied evolutiv sinn. Dofir ass et indispensabel, bei all Erneierung verschidde Kontrolle virzegesinn. Dës Automatisatioun ass iwweregens och a kenger bekannter europäescher Prozedur virgesinn.

D'Gesondheetskeess an de Service SAP vun der Gesondheetsdirektioun schaffen am Moment un der Entwécklung vun enger neier Prozedur fir d'Autorisatioun vun den Héierapparater. D'Zil vun der neier Prozedur ass et ënner anerem, den Delai tëschent der medezinescher Ordonnance an der Liwwerung vum Héierapparat ze reduzéieren an d'Demarchen ze vereinfachen, an awer gläichzäiteg d'Qualitéit vun der aktueller Betreiung ze erhalen.

Question 5191 (05.11.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant le **Traité sur l'interdiction des armes nucléaires :**

À l'issue des élections du 13 septembre 2021, un nouveau gouvernement s'est mis en place en Norvège. Dans l'accord de coalition publié le 13 octobre, celui-ci a annoncé son intention de participer à la réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Ce traité, qui vise à interdire les armes nucléaires dans le monde, est en vigueur depuis le 22 janvier 2021 après la ratification par un 50e État.

La volonté de la Norvège à soutenir le traité est importante dans la mesure qu'il s'agit d'un État membre de l'OTAN. L'alliance a toujours essayé de dissuader ses membres à adhérer au TIAN. Par ailleurs, il est attendu que le Gouvernement norvégien cherchera activement des soutiens parmi les autres pays membres de l'OTAN pour appuyer le TIAN. Notons encore que trois pays membres de l'Union européenne, à savoir l'Irlande, l'Autriche et Malte, sont déjà signataires du TIAN.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a été approché récemment pour revoir sa position par rapport au TIAN ? Quel est l'état des discussions à cet égard ?

2) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois est favorable à l'idée que des États membres de l'OTAN signent le TIAN ?

3) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport au TIAN ? Est-ce que le Gouvernement est prêt à adhérer au traité le cas échéant ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

Réponse commune (06.12.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) Le Luxembourg a été approché par une organisation de la société civile à ce propos.

ad 2) Une signature du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) par un État membre de l'OTAN équivaut à une remise en question de la politique de dissuasion nucléaire de l'OTAN. Le Gouvernement luxembourgeois estime par conséquent que la qualité de membre de l'OTAN et celle de signataire du TIAN s'excluent mutuellement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle aucun État membre de l'OTAN n'a signé le TIAN.

ad 3) Le Luxembourg comprend et partage les préoccupations des États qui ont ratifié le TIAN, notamment l'objectif d'un monde libre d'armes nucléaires. Le Luxembourg déplore qu'il n'y ait pas eu d'avancées suffisantes au sein du pilier du désarmement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Cependant, en dépit des lacunes de mise en œuvre que présente le pilier du désarmement, le Luxembourg estime que l'architecture de sécurité internationale définie par le TNP demeure le cadre le plus propice pour des avancées réelles dans les efforts de désarmement et de non-prolifération d'armes nucléaires. Ce dernier est, à la différence du TIAN, quasiment universellement reconnu, et inclut, contrairement au TIAN, les cinq États dotés d'armes nucléaires déclarées, et est étayé par le régime de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). C'est pour ces raisons que les pays de l'OTAN ont réaffirmé leurs engagements pris au titre du TNP, y compris l'article VI qui vise à un désarmement nucléaire.

C'est dans cette même logique que le Luxembourg a coparrainé dans le cadre de la « Stockholm initiative », avec 20 autres États parties au TNP, onze propositions concrètes pour relancer la dynamique de désarmement nucléaire. Le Luxembourg continue aussi d'appeler les huit États de l'annexe 2 du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) qui n'ont toujours pas ratifié le Traité - les États-Unis, la Chine, Israël, l'Égypte, l'Iran, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord - à prendre toutes les mesures nécessaires pour en permettre l'entrée en vigueur.

De la même manière, le Luxembourg soutient à l'Assemblée générale de l'ONU les résolutions visant à négocier un traité interdisant la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres explosifs nucléaires.

Lors de la réunion ministérielle de l'OTAN à Riga, le 30 novembre et le 1er décembre 2021, le Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn a rappelé qu'un monde sans armes nucléaires reste un objectif auquel nos citoyens aspirent profondément. Il a encouragé ses homologues à redoubler d'efforts vis-à-vis de leurs citoyens pour expliquer et convaincre que le TNP reste la meilleure manière pour y parvenir.

Question 5192 (08.11.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **contournement de Hesperange :**

Zanter sëllege Jore gëtt vum Contournement ronderëm d'Gemeng Hesper geschwat. Am Joer 2008 gouf dës Strooss an de PST (Plan sectoriel « Transports ») ageschriwwen. Déi nei N3 ass integrale Bestanddeel vum MoDu-Konzept, dat am Joer 2012 presentéiert ginn ass. Am Fréijoer 2017 war eng Presentatioun vun enger Rëtsch vu Varianten zu Réiser, déi do de Gemengeréit vu Réiser a vun Hesper virgestallt goufen. De Gemengeresponsabele gouf deemools zougesot, datt d'Consultation publique Enn 2017 sollt ofgehale ginn. Zanterhier ass ëmmer nees vun neie Variante rieds gaang.

Den 1. Juli vun dësem Joer huet den zoustännege Mobilitéitsminister déi lescht Variante vun dëser Strooss opgezeechent - mam Verspriechen, datt déi definitiv Consultatioun am Hierscht vum Joer 2021 soll sinn. De Visiteure vun dëser Presentatioun gouf zougesot, datt den Avis vum Ëmweltministère innerhalb vun dräi Méint géif virleien.

Mir sinn elo praktesch um Enn vun dësem Joer ukomm, an den Avis läit nach ëmmer net vir. An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Kann déi zoustänneg Ëmweltministesch mir soen, fir wéini mat dësem Avis ze rechnen ass?

- Kann den zoustännege Mobilitéitsminister mir soen, wéini d'Consultation publique soll sinn?

- Wéini kann de Regierungsrot mat enger definitiver Decisioun iwwert den Tracé saiséiert ginn?

- Wéini gëtt d'Finanzéierungsgesetz deposéiert?

Réponse commune (13.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De genannten Avis, deen am Aklang zur Prozedur, déi d'Gesetz vum 29. Mee 2009 virgesäit, ausgestallt ginn ass, ass den 22. November 2021 vum Ëmweltministère u mech iwwermëttelt ginn.

Dësen Avis gëtt am Abléck vu mengen zoustännege Servicer analyséiert. Dobäi gëtt zu verschiddenen Elementer Stellung geholl, déi dann och an den Dossier afléisst, deen uschléissend an d'ëffentlech Consultatioun geet.

Konform zum Artikel 7 vum uewe genannte Gesetz, gëtt den adaptéierten Dossier also Mëtt Januar 2022 an der Gemeng Hesper deposéiert. Dëst ass déi Etapp, an där de Public den Dossier op der Gemeng ka consultéieren a seng Observatioune respektiv Objektiounen äussere kann.

Uschléissend, an am Respekt zum Artikel 8 vum Gesetz vun 2009, gëtt de Regierungsrot mam Dossier zesumme mam Resultat vu der Consultatioun an der Gemeng Hesper an den ugrenzende Gemenge befaasst. De Regierungsrot huet dann all d'Informatioune betreffend dëse Projet virleien an decidéiert, wéi eng Variant soll realiséiert gi mat dem Ëmfang vun de Kompensatiounsmoossnamen.

Doropshi kann da souwuel de Bauprojet vum Contournement wéi och de Projet vun de Kompensatiounsmoossname weider ausgeschafft ginn, bis zu engem Niveau, op Basis vun deem e Finanzéierungsgesetz an der Chamber kann deposéiert ginn.

Question 5196 (08.11.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant les **cyberattaques contre les hôpitaux :**

Cyberattacken hu sech mëttlerweil zu engem globalen, „mafiéise" Business entwéckelt; déi bescht Hackere ginn engagéiert, fir zum Deel horrend héich Geldfuerderungen ze erpressen; esou huet sech haut ee weltwäite Beruffssecteur aus hinnen entwéckelt; dës Beruffshackeren hunn och d'Zil, ëmmer méi an d'„Déift" ze goen, dat heescht och déi komplizéiertst Sécherheetssystemer ze duerchbriechen. Cyberattacke wäerte sech an Zukunft heefen an ëmmer méi perfid a professionell ginn. All Betrib, awer och all Verwaltung muss anticipéieren an däerf net waarden, bis eng Cyberattack geschitt ass. Dat betrëfft och a ganz besonnesch de Gesondheetssecteur. Wéi vulnerabel dëse Secteur ass, beweist een aktuellt Beispill: An Däitschland ass virun e puer Méint ee Covidpatient gestuerwen, well d'Klinik duerch eng Cyberattack keen Zougrëff op säi Fichier hat. Op anere Plaze gouf et mëttlerweil änlech Fäll.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un den Här Minister fir d'Digitalisatioun an un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Gefor an, wat Cyberattacken op eis Klinicken am Allgemengen an op Patientendonnéeën am Speziellen ugeet? Träfft d'Regierung Moossnamen, fir dës Gefor ze minimiséieren?

2. Wat geschitt am Fall, wou Klinicken hei am Land Affer vu Cyberattacke ginn? Ass een Noutfallplang virgesinn? Wéi gesäit deen aus?

3. Wéi vill Cybersécherheetsexperte si fir eise Gesondheetssecteur am Asaz? Wéi ginn dës Leit rekrutéiert?

Réponse commune (06.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Wéi vum honorabelen Deputéierte beschriwwen, ass de Risiko vu Cyberattacken an der ganzer Welt eng kritesch Problematik a Lëtzebuerg ass do d'selwecht gefuerdert. De Gesondheetsministère ass am enke Kontakt mat all den Acteuren am Gesondheetssecteur. Eng gemeinsam Analys vu potenzielle Risiken ass mat den Acteure vum Terrain ënnerholl ginn, fir eng kohärent Approche progressiv kënnen en place ze setzen. Fir weider Informatioune verweise mir op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Ufro Nummer 1568 vum 4. Dezember 2020.

ad 2. Eventuell Attacke mussen an hirer Envergure ageschat ginn an d'Reaktioun ass deementspriechend variabel. D'Acteure vum Terrain hunn een Noutfallplang ausgeschafft fir d'Fäll vun Netdisponibilitéit vun hirem Réseau informatique. Dës Approche evoluéiert progressiv en Fonctioun vun de Besoinen. Fir zousätzlech Informatioune verweise mir op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Ufro Nummer 108 vum 18. Juni 2021.

ad 3. De Volet Sécurité informatique gëtt op verschiddenen Niveauen adresséiert. Dozou gëtt et Initiativen, déi um Niveau vum Staat finanzéiert ginn am Kader vum Staatsbudget respektiv um Niveau vum Spidolssecteur duerch d'Gesondheetskeess finanzéiert ginn. Dës Initiative konkretiséieren sech duerch Prestatiounen, déi vun Experte geleescht ginn an och duerch een direkte Suivi duerch Ressourcë bei de verschiddenen Acteuren.

Question 5198 (09.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **mesures sanitaires sur le site de l'eduPôle :**

De sougenannten eduPôle (Pôle ressources de l'éducation nationale) regruppéiert zu Walfer eng ganz Rei Ariichtungen aus dem Domaine vum Enseignement op engem Campus.

Grad vun Enseignanten aus dem Fondamental gëtt de Site heefeg besicht, well hei villfälteg Formatioune vum IFEN (Institut de formation de l'éducation nationale) ugebuede ginn. Nodeems dës Formatiounen am Ufank vun der Covid-19-Pandemie zäitweileg just an digitaler Form ugebuede goufen, sinn d'Weiderbildunge säit geraumer Zäit nees en présentiel.

Un de Weiderbildungen huelen deemno Enseignanten aus verschiddenste Gebaier a Klassen deel, déi all Dag a Kontakt mat jonke Kanner sinn, déi nach net géint de Covid geimpft konnte ginn. Dofir ass et wichteg ze verhënneren, dass duerch d'Formatiounen Infektiounsketten entstinn, wou Enseignanten aus engem Gebai de Virus matbréngen a wärend der Weiderbildung aner Enseignanten ustiechen, déi de Virus dann an hiert Gebai mat weider huelen. Dofir gouf rezent entscheet, dass d'Formatiounen elo sollen ënnert dem CovidCheck-Regimm ofgehale ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Ass bekannt, ob et um eduPôle schonn zu gréisseren Infektiounsketten oder enger erhéichter Unzuel un Infektioune bei Persounen, déi de Site besicht haten, koum?

Gouf de CovidCheck agefouert, well et zu enger erhéichter Unzuel un Infektioune komm war?

2. Goufen iwwert de CovidCheck eraus Precautioune geholl, fir Covid-19-Infektiounen ze vermeiden?

3. Wéi eng sanitär Mesurë ware virun der Aféierung vum CovidCheck um IFEN, bzw. um eduPôle en place?

4. Ass de Minister der Meenung, dass am Kontext vun den aktuelle Covid-19-Infektiounszuele soll um Presenzunterrecht um IFEN festgehale ginn?

Réponse (14.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Et ass kee Fall bekannt, wou um Site eduPôle zu Walfer Infektiounsketten entstane wieren.

Zanter dem 1. Dezember 2021 gëllt de generaliséierte CovidCheck um Site eduPôle fir all Mataarbechter. Ausgeschloss vum CovidCheck si just déi Raimlechkeete vum Site, zu deene Schüler, Benotzer a Visiteuren Zougang hunn, souwéi d'Formatioune vum IFEN. Vum 3. Januar 2022 u ginn d'Formatiounen um IFEN ënnert dem CovidCheck duerchgefouert

ad 2. Um Site eduPôle ginn déi generell sanitär Mesuren a Recommandatioune vum Gesondheetsministère applizéiert.

ad 3. Wéi an der Äntwert zu der Fro 2 erwäänt, ginn a goufen um Site eduPôle ëmmer déi sanitär Mesuren a Recommandatioune vum Gesondheetsministère applizéiert.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

De CovidCheck gouf um IFEN just fir eng kleng Unzuel u Formatiounen applizéiert, wou d'Dispositioun vum Sall et net erlaabt huet, fir déi sanitär Mesuren anzehalen.

ad 4. Aus den Äntwerten op d'Froen 1, 2 an 3 geet ervir, datt et aktuell kee Grond gëtt, fir d'Formatiounen en présentiel um IFEN ze reduzéieren.

Question 5199 (09.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **répartition des patients Covid-19 dans les soins intensifs des différents hôpitaux :**

Patienten, déi schwéier um Covid-19 erkranken, mussen deelweis intensivmedezinesch versuergt ginn. Fir d'Personal vun de Spideeler, déi bei dëse Patienten zäitopwänneg Behandlungen ënnert strengsten Hygiènesmesuren duerchféieren, bedeit eng Hausse vu Covid-19-Patienten op der Intensivstatioun och oft eng Hausse vun den ze leeschtenden Aarbechtsstonnen. Ab enger gewësser Unzuel u Patienten op der Intensivstatioun ass et fir d'Spideeler dofir net méi méiglech, de Reegelbetrib wéi gewinnt ze assuréieren, well Personal vun anere Statioune muss agesat ginn, fir op den Intensivstatiounen ze hëllefen.

Wéi aus engem Tageblatt-Artikel vun haut ervirgeet, kënnt de Centre Hospitalier du Nord (CHdN), den Aussoe vun hirer Pressespriecherin Anja Di Bartolomeo no, aktuell schonn u senge Limitten, wat d'Prise en charge vu Covidpatienten op der Intensivstatioun ugeet. Sollte weider Covidpatiente missen opgeholl ginn, misst d'Spidol héchstwarscheinlech den Normalbetrib erofschrauwen. Zu esou enger Aschränkung vum Normalbetrib war et am Spidol schonn am vergaangene Joer komm, wéi d'Krisenzell vum CHdN decidéiert hat den allgemenge Betrib anzeschränken, fir d'Personal net ze iwwerlaaschten.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi ginn d'Covid-19-Patienten, déi intensivmedezinesch behandelt musse ginn, zu Lëtzebuerg op déi verschidde Spideeler verdeelt? Gëtt hei drop opgepasst, kee Spidol ze iwwerlaaschten, esoulaang an anere Spideeler nach Kapazitéite fräi sinn?

2. Huet d'Ministesch e Kriseplang virleie fir de Fall, dass verschidde Spideeler missten den Normalbetrib aschränken an de kommende Wochen/Méint?

Falls jo, wéini wäert dëse Plang den Acteuren um Terrain presentéiert ginn?

3. D'Pressespriecherin vum CHdN huet vis-à-vis vum Tageblatt gesot, dass d'Spidol am vergaangene Joer de Reegelbetrib zeréckgeschrauft hätt, ouni dass et heifir eng Uweisung vun der Santé gi wier. Huet d'Santé zu deem Zäitpunkt d'Situatioun anescht ageschätzt ewéi d'Krisenzell vum Spidol an eng Reduzéierung vum Reegelbetrib nach net als néideg empfonnt oder iwwerléisst d'Santé esou Decisiounen de Spideeler ëmmer selwer?

Réponse (07.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Normalerweis ginn d'Patienten an de Spideeler versuergt, an deenen se sech presentéieren. Wann hire Gesondheetszoustand speziell Betreiung erfuerdert, kënne se a spezifesch national Servicer transferéiert ginn. Am Fall vun der Covidpandemie iwwerwaacht e spezifeschen Aarbechtsgrupp, an deem d'FHL an de Spidolskommissär representéiert sinn, an deen och am Austausch mat der nationaler Cellule de crise steet, d'Evolutioun vun de Spidolskapazitéiten a kann, wann néideg, d'Transferte vereinfachen.

ad 2. Et gëtt e „Plan de montée en charge", dee mat Fachleit um Terrain etabléiert gouf, dee scho wärend de Pandemiewellen zënter Mäerz 2020 suivéiert gouf.

ad 3. Et huet sech am beschriwwene Fall ëm eng punktuell Adaptatioun vun der Aktivitéit gehandelt. D'Evolutioun vum Taux, wéi vill Better pro Spidol beluecht sinn, gëtt an der nationaler Cellule de crise iwwerwaacht. D'Entscheedungen um nationale Plang gi vum Gesondheetsministère geholl.

Question 5207 (10.11.2021) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant la **résiliation d'un contrat en ligne :**

Ich beziehe mich auf die parlamentarische Anfrage Nr. 4327 vom 20. Mai 2021, in der es um einen sogenannten Kündigungsbutton für online abgeschlossene Verbraucherverträge geht.

Zum 1. Oktober 2021 ist in Deutschland ein Teil des Gesetzes für faire Verbraucherverträge in Kraft getreten. Demnach können nun Verbraucher online abgeschlossene Verträge durch einen Kündigungsbutton einfach und auf direktem Weg kündigen. Dadurch werden die Rechte der Verbraucher gestärkt und ausgeweitet.

In ihrer Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr. 4327 vom 20. Mai 2021 erklärt die Frau Ministerin für Verbraucherschutz, dass „die Einführung eines solchen Kündigungsbutton im Großherzogtum nicht vorgesehen ist".

Im Rahmen des sogenannten Notifizierungsverfahren der Europäischen Kommission - das darauf abzielt, Hemmnisse im EU-Binnenmarkt zu erkennen, bevor sie tatsächlich entstehen und negative Folgen haben („technical regulation information system" - kurz: TRIS), konnte die Brüsseler Behörde keine negativen Auswirkungen der erwähnten Vorschrift aus Deutschland auf den EU-Binnenmarkt finden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Frage an die Frau Ministerin für Verbraucherschutz stellen:

- Die in Deutschland in Kraft getretene Vorschrift hat keine negativen Auswirkungen auf den EU-Binnenmarkt. Ändert diese Einschätzung der Europäischen Kommission die aktuelle Position der Regierung, wonach die Einführung eines solchen Kündigungsbutton im Großherzogtum nicht vorgesehen sei?

Réponse (02.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Mit dem seit dem 1. Oktober 2021 in Deutschland geltenden Gesetz vom 10. August 2021 für faire Verbraucherverträge werden Unternehmen verpflichtet, bis spätestens zum 1. Juli 2022 einen sogenannten Kündigungs-Button einzuführen, damit die Verbraucher ihre online abgeschlossenen Verträge einfacher kündigen können.

Im sogenannten TRIS Verfahren hat die Europäische Kommission diese neue Bestimmung auf ihre Auswirkung betreffend den Binnenmarkt analysiert und keine potentiellen negativen Folgen festgestellt.

In meinem Antwortschreiben auf die parlamentarische Anfrage Nr. 4327 vom 20. Mai 2021 bezüglich dieses sich damals noch im Stadium eines Gesetzesentwurfes befindenden Vorschlags habe ich betont, dass es sich um eine nationale Initiative von Seiten eines Mitgliedstaates handelt, während Luxemburg sich generell an den europäischen Vorgaben orientiert, um eine Harmonisierung des Verbraucherschutzrechtes im allgemeinen Interesse zu fördern.

Nichtsdestotrotz weckt der deutsche Vorstoß mein Interesse, sodass ich die progressive Einführung des Kündigungs-Buttons verfolgen werde und erste Schlussfolgerungen bezüglich seiner Wirksamkeit nach dem Stichdatum bilateral anfragen werde.

Question 5210 (11.11.2021) de **MM. Serge Wilmes, Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **hausse des cambriolages :**

An de leschten Deeg ass eis zu Ouere komm, dass a leschter Zäit d'Unzuel un Abréch staark an d'Luucht gaangen ass. Concernéiert war eisen Informatiounen no dat ganzt Land a ganz besonnesch d'Stad Lëtzebuerg.

An dësem Kontext wéilte mir dem Här Minister fir bannescht Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Sinn dem Minister änlech Informatioune vun enger rezenter Hausse un Abréch zoukomm?

2. Am Fall wou de Minister esou eng Hausse confirméiere kéint, ginn et schonn éischt Erklärunge fir dës méi héich Unzuel un Abréch?

3. Wa jo, wéi gedenkt den Här Minister kuerzfristeg op dës Hausse un Abréch ze reagéieren?

Réponse (30.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Am Verglach zur selwechter Period 2020, geet d'Unzuel vun all Zorte vun Abréch tendenziell an den dräi éischten Trimesteren 2021 landeswäit erof. Et handelt sech awer heibäi net ëm definitiv Statistiken, well ee muss dovun ausgoen, datt nach net all Faite bis elo komplett saiséiert goufen. Wat d'Abréch eleng um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg betrëfft, sou situéieren déi sech haaptsächlech am Beräich vun de sougenannte „Kellerabréch". Obwuel d'Police nach keng definitiv Statistike kann opstellen, gëtt elo scho constatéiert, datt déi Zort vu Faiten tendenziell méi wéi 2/3 vun allen Abréch um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg ausmaachen. Bei iwwert 50 % vun deene Faiten ass et beim Versuch bliwwen.

ad 2. Erklärungen dozou hänke mat der Beschafungskriminalitéit am Kontext vun der Drogeproblematik zesummen, respektiv mat Faiten, wou en Ënnerdaach fir d'Nuecht gesicht gëtt.

ad 3. A puncto Repressioun schafft d'Police um Stater Territoire ganz aktiv op dem Phenomeen vun den Abréch, souwuel an Uniform wéi och an zivill. Et kënnt reegelméisseg zu Interpellatiounen an deem Beräich.

A puncto Preventioun fanne reegelméisseg Berodunge fir Bierger statt, wéi och geziilt Campagnen. Sou ass an der Stad en „toute-boîte" gemaach gi mat e puer Rotschléi, fir notamment Kellerabréch ze prevenéieren, respektiv Appartementer, Kelleren a Garagë méi abrochsécher ze maachen, wat déi héich Unzuel vu Versich zum Deel erkläert. Donieft sinn och d'Syndicke vu Residenze säitens der Police sensibiliséiert ginn, fir d'Abrochspreventiounsmesuren de Proprietären a Locatairë reegelméisseg ze rappeléieren.

Question 5211 (11.11.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **scarabée japonais :**

De Japankiewerlek ass eng invasiv Insektenaart, déi zu den 20 sougenannte „prioritäre Schuedorganismen" an Europa zielt. Si kënnen sech enorm séier verbreeden an et besteet de Risiko, datt si Kulture komplett vernichte kéinten. Zanter 2019 gëtt et en EU-Planzegesondheetsrecht, dat all Bierger derzou verflicht, d'Presenz vun esou engem Kiewerlek ze melden.

Kierzlech gouf de Japankiewerlek ronderëm Basel entdeckt an et besteet de Risiko, datt en sech och elo an eisem Nopeschland Däitschland verbreet.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi ass de Moment de Wëssensstand an dësem Beräich?

Wat fir Kulture gi besonnesch vun dësem Kiewerlek befall?

Huet dëse Phenomeen och eppes mam Klimawandel ze dinn?

2. Sinn d'Baueren an déi aner Acteuren am Beräich Landwirtschaft schonn avertéiert ginn, fir sech op dëse Problem virzebereeden?

3. Wat fir eng Planzeschutzmëttel ginn agesat, fir d'Ausbreedung vun dësem Kiewerlek a Schach ze halen?

4. Vu datt eng Meldeflicht zu dësem Kiewerlek besteet, bei wiem muss een sech da mellen, wann een esou e Kiewerlek entdeckt? Ass an Zukunft geplangt, d'Leit iwwert dës Meldeflicht ze informéieren?

Réponse (02.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. De Japankiewerlek ass eng invasiv Insekten_ aart, déi zu den 20 sougenannte „prioritäre Schuedorganismen" an Europa zielt. Si kënnen sech enorm séier verbreeden an et besteet de Risiko, datt si Kulture komplett vernichte kéinten. De Wëssensstand iwwert de Japankiewerlek (taxonomesch Bezeechnung: Popillia japonica Newman) ass gutt, well seng Liewensweis schonn a sengen Ursprongslänner studéiert gouf. D'europäesch Autoritéit fir Liewensmëttelsécherheet (EFSA) huet 2018 eng Kategorisatioun vun der Schiedlechkeet vun dësem Kiewerlek duerchgefouert[1], an dorophi gouf dësen op d'Lëscht vun de „prioritäre Quarantänschuedorganismen" opgeholl. Säit Enn 2019 gëllt dës Lëscht a verlaangt, dass all Memberstaat d'Situatioun vum Kiewerlek iwwerwaacht. De Planzeschutzservice vun der ASTA féiert zënter der Vegetatiounsperiod 2020 Prospektiounen duerch, fir en Optriede vum Japankiewerlek fréizäiteg kënnen ze erkennen. Dozou gi visuell Inspektiounen duerchgefouert a Pheromonfallen an deenen am heefegste befalene Kulturen opgehaangen.

Zu de Wiertsplanze gehéieren iwwer 300 Aarten, mee an Europa ass de meeschte Schued un de Blieder a Friichte vu Steenuebst, Riewen, Äppelbeem, Mais, Soja, Lafbeem (Lannen, Bierken) an Zierstraicher (Rousen) festgestallt ginn. D'Friesse vun de Blieder oder Friichte gëtt duerch den adulte Kiewerlek verursaacht. D'Larve friessen am Buedem un de Wuerzele vu Grieser an anere Planzen a kënne wéi eenheemesch Kiewerlekaarte Schued uriichten a bis zum Doud vun eenzele Planze féieren.

De Japankiewerlek gouf 2014 fir eng éischte Kéier an Italien festgestallt a gouf säit 2017 och am Süde vun der Schwäiz (Ticino) ermëttelt. Dat befalent Gebitt gouf als eng länneriwwergräifend, sougenannten demarkéiert Zon ageriicht, fir d'Ausbreedung ze limitéieren. 2021 gouf een Exemplar zu Basel fonnt, deen de Schwäizer Autoritéiten no warscheinlech duerch de Wuerentransport dohi komm ass, sech awer nach net als Populatioun ausgebreet huet. Eng weider Ausbreedung duerch e sougenannten „hitchhiking" gëllt als warscheinlech. Am Hierscht 2021 gouf ausserdeem een Exemplar a Baden-Württemberg fonnt, deen dës Hypothees bestätegt.

Dat éischt Optriede vum Kiewerlek an der EU muss duerch Importer aus Drëttlänner stattfonnt hunn. D'EFSA schätzt, dass d'Ausbreedung bei aktuelle klimatesche Bedéngunge schonn an de gréisste

1 https://efsa.onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.2903/j.efsa.2018.5438

Deeler vun der EU méiglech ass, well hei änlech klimatesch Bedéngungen herrsche wéi am Oste vun den USA an an Deeler vu Japan, wou de Kiewerlek scho méi laang virkënnt. Duerch méi héich duerchschnëttlech Summertemperature kéint laut der EFSA d'Entwécklungszäit vum Kiewerlek vun zwee Joer op ee Joer verkierzt ginn. De Klimawandel verstäerkt sou d'Ausbreedung vum Popillia japonica.

ad 2. D'Acteuren am Beräich Landwirtschaft, Wäibau an Horticulture sinn nach net direkt avertéiert ginn. Eng Broschür mat allgemengen Informatiounen iwwert de Kiewerlek gouf dëse Summer ausgeschafft a geet demnächst an den Drock. Dës kréien déi concernéiert Acteure geschéckt. Déi Informatioune ginn och iwwert den Internetsite vum Landwirtschaftsministère publizéiert.

ad 3. Aktuell ginn zu Lëtzebuerg keng Planzeschutzmëttel agesat, fir d'Ausbreedung vum Kiewerlek ze verhënneren, well d'Virkomme vum Kiewerlek net nogewisen ass. Zousätzlech sinn och keng Planzeschutzmëttel zougelooss, fir spezifesch géint dee Kiewerlek virzegoen. An Italien an an der Schwäiz ginn an den demarkéierten Zone verschidde mikrobiell Mëttel bei wëssenschaftleche Versich getest, souwéi cheemesch Planzeschutzmëttel genotzt (Wierkstoffer Deltametrin an Acetamiprid), nieft anere Bekämpfungsmoossnamen (ënnert anerem: Massefalen, mechanescht Asammelen, Repellents).

ad 4. Zanter 2019 gëtt et en EU-Planzegesondheetsreglement, dat all Bierger derzou verflicht, d'Presenz vun esou Schuedorganismen ze mellen. Wann een de Kiewerlek entdeckt oder de Verdacht huet, e gesinn ze hunn, mellt een sech sou séier wéi méiglech beim Planzeschutzservice vun der ASTA. De Service préift d'Meldung an informéiert iwwer d'Moossnamen am Fall vun der Bestätegung vun der Aart. Fir eng eendeiteg Identifikatioun ze erméiglechen, ass eng Detailfoto vum Kiewerlek néideg oder d'Afänke vum Exemplar. Fir e Laien ass eng Verwiesslung mat eenheemesche Blatthornkäferaarte wéi dem Meekiewerlek (Melolontha spp.), dem Gartenlaubkäfer (Phyllopertha horticola) oder Gerippter Brachkäfer (Amphimallon solstitiale) warscheinlech, dofir ass eng Bestätegung duerch de Planzeschutzservice néideg.

Am Allgemenge kënnen d'Leit all onbekannte Schuedorganismus beim Planzeschutzservice vun der ASTA mellen oder fir all onbekannt Déieren-, Planzen- a Champignonsaart och d'Applikatioun a Websäit „inaturalist" (https://inaturalist.lu) notzen, op där mat Fotoe vum Exemplar eng Identifikatioun duerch en Expert méiglech ass a vum Naturmusée enregistréiert gëtt. De Planzeschutzservice préift déi Date reegelméisseg op eventuell nei Schuedorganismen. Déi verschidden Acteure ginn no a no iwwert déi nei Meldeflicht, déi fir all d'Quarantänschuedorganisme gëllt, informéiert.

Question 5212 (11.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **recettes fiscales :**

Zu Lëtzebuerg ass et esou, dass eng Persoun, nom Doud vun hirem Liewenspartner, no enger Transitiounsphas vun dräi Joer aus der Steierklass 2 erausfält. Dëst bedeit, dass Persounen dräi Joer nom Doud vun hirem Partner vill méi Steiere musse bezuelen. Dës Persounen, déi schonn duerch den Doud vun engem geléifte Mënsch e Schicksalsschlag erliewen, ginn duerno wéinst hirer neier Liewenssituatioun nach finanziell vum Staat bestrooft.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune goufen an deene leschte fënnef Joer nom Doud vun hirem Partner aus der Steierklass 2 ausgeschloss, opgelëscht no Joer?

2. Op wéi vill Recettë géif de Staat verzichten, wann een dës Dispositioun géif am Sënn vun de Wittmänner- a fraen änneren, oder anescht gesot: Wat géif et de Staat kaschten, wann een d'Witwesteier géif ofschafen an dës Persoune weiderhin an der Steierklass 2 bleiwen?

Réponse (13.12.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierte verweist a senger parlamentarescher Ufro op déi sougenannt Iwwergangsphas bei de Steierklassen, déi engem bestuete Steierzueler erlaabt, nach weider dräi Joer nom Doud vum Liewenspartner an der Steierklass 2 ze bleiwen. No Oflaf vun dëser Transitiounsphas vun dräi Joer gëtt dës Persoun dann an d'Steierklass 1A ëmklasséiert.

Am Joer 2016 gouf et 1.675 Leit, Residenten an Non-Residenten, bei deenen dës Iwwergangsphas ugelaf ass. An de Joren 2017, 2018 an 2019 waren et jeeweils 1.600, 1.651, an 1.654 Leit. Am Joer 2020 waren et 1.857 Leit, wat iwwert der Moyenne vun de Virjore läit. Dës Zuelen enthalen net déi Leit, wou een oder déi zwee Partner als eenzegt Akommes e Bénéfice commercial, e Bénéfice agricole ou forestier oder e Benefice aus dem Exercice vun enger Profession libérale bezéien.

Opgrond vun de sëllegen Hypotheesen, déi fir esou een Exercice misste geholl ginn, ass et aus technescher Siicht net méiglech, eng adequat Schätzung ze ginn, wat et de Staat géif kaschten, wann déi Leit weiderhin an der Steierklass 2 géife bleiwen. Allerdéngs ass ze bemierken, dass d'Ëmklasséieren an d'Steierklass 1A a kenger Weis eng Witwesteier duerstellt, an d'Recht op d'Steierklass 2 wärend der Transitiounsphas ass en effikasse Moyen, fir den Iwwergang ofzefiederen.

Question 5213 (11.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **hausse de la criminalité :**

A leschter Zäit héiert een dacks vun Iwwerfäll, Gewaltakten, Abréch, an esou weider. Et konnt een z. B. rezent an de Lëtzebuerger Presseorganer follgend Matdeelunge liesen: den 31. Oktober: „Jugendliche rauben Mädchen die Jogginghose" / den 29.Oktober: „Diebstahl vermittels Gewalt in Esch/Alzette" / de 24. Oktober: „Mehrere Einbrüche am Wochenende gemeldet" / den 28. Oktober: „Handtaschenraub in Luxemburg-Stadt".

Allerdéngs wësse mir och alleguer, datt dëst nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg ass, well déi meeschte Fäll net public gemaach gi vun den Autoritéiten, an esou ni an d'Ëffentlechkeet kommen - esou wéi dat och d'Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 3682) vum 19. Februar 2021 gewisen huet.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Policeminister stellen:

1. Wéi vill Iwwerfäll oder versichten Iwwerfäll sinn der Police bekannt fir d'Méint September an Oktober 2021? Wéi deelen sech dës op déi verschidde Gemengen am Land op? Wéi vill Iwwerfäll si vun der Police ëffentlech gemaach ginn an un d'Press weidergeleet ginn a wéi vill net? Kann een e gewësse Profill (Alter, Geschlecht, Nationalitéit, Wunnuert etc.) erkennen, souwuel wat d'Affer ugeet, ewéi och wat d'Täter ugeet?

2. Wéi vill Abréch oder versichten Abréch sinn der Police bekannt fir d'Méint September an Oktober 2021? Wéi deelen sech dës op déi verschidde Gemengen am Land op? Wéi vill Abréch si vun der Police ëffentlech gemaach ginn an un d'Press weidergeleet ginn a wéi vill net?

3. Wéi vill duerch Gewaltakte verletzte Persoune sinn der Police bekannt fir d'Méint September an Oktober 2021? Wéi vill esou Gewaltakte si vun der Police ëffentlech gemaach ginn an un d'Press weidergeleet ginn a wéi vill net? Bei wéi vill Gewaltakte ware Waffen am Spill?

Réponse (14.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Aleedend muss erkläert ginn, dass de Choix vu Gemengen an der Analys heidrënner op der Awunnerzuel baséiert. Et ass zu dësem Moment net méiglech, fir vergläichbar Zuelen aus all Gemeng aus dem Land ze ginn. D'Zuelen zur Evolutioun vun der Kriminalitéit an Delinquenz ginn all Joer vun der Police publizéiert an am Kader vun enger Pressekonferenz virgestallt. Déi Zuele ginn op Basis vun de Procès-verballen vun der Police opgestallt, a sinn doduerch wärend dem Joer net direkt disponibel. All zousätzlech Recherche muss also manuell konfiguréiert ginn a bleift onkomplett, well Faiten oft réischt beim Ofschloss vun enger Affär informatesch saiséiert ginn. Déi detailléiert Zuelen, sou wéi se gefrot sinn, kënne leider net zur Verfügung gestallt ginn.

Fir awer déi vum honorabelen Deputéierte gefroten Indicatiounen ze ginn, huet d'Police follgend Zuelen zesummegedroen, mam Hiweis, dass dës onkomplett Zuelen aus enger bestëmmter, rezenter Period aus dem lafende Joer net vergläichbar si mat Perioden aus vergaangene Joren.

ad 1. An der Period vum 1. September bis zum 31. Oktober 2021 huet d'Police bis elo landeswäit 58 Iwwerfäll, dovunner zwielef versichten Iwwerfäll, statistesch erfaasst.

Vun deenen 58 Iwwerfäll aus dëser Period ass den Undeel (a Prozent vum Total) vun de Faiten an deene fënnef populatiounsméisseg relevantste Gemengen am follgenden Tableau opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wat d'Ëffentlechmaachen an d'Weiderleeden un d'Press betrëfft, gëtt op d'Äntwerten op déi parlamentaresch Froen Nr. 3682 vum 19. Februar 2021, Nr. 4039 vum 7. Abrëll 2021 an Nr. 4211 vum 4. Mee 2021, alleguerte vum honorabelen Deputéierte Fred Keup, verwisen.

Betreffend d'Profill, souwuel wat d'Affer ewéi och wat d'Täter ugeet, verweise mir op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4211 vum 4. Mee 2021 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup, wou am Punkt 6 erkläert ginn ass, datt d'Police keng Statistiken iwwer d'Nationalitéit, de Wunnuert oder de Statut vun Tatverdächtegen oder Täter féiert. Dat selwecht gëllt och fir d'Affer.

ad 2. An der Period vum 1. September bis zum 31. Oktober 2021 huet d'Police bis elo landeswäit 411 Abréch, dovunner 166 versichten Abréch, statistesch erfaasst.

Vun deene 411 Abréch aus dëser Period ass den Undeel (a Prozent vum Total) vun de Faiten an deene fënnef populatiounsméisseg relevantste Gemengen am follgenden Tableau opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wat d'Ëffentlechmaachen an d'Weiderleeden un d'Press betrëfft, verweise mer op ad 1., Abschnitt 3 vun dëser Äntwert.

ad 3. Wat d'Unzuel vu verletzte Persounen duerch Gewaltakte bei Iwwerfäll a versichten Iwwerfäll betrëfft, verweise mir op ad 3) vun der parlamentarescher Fro Nr. 4211 vum 4. Mee 2021 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup.

Wat d'Ëffentlechmaachen an d'Weiderleeden un d'Press betrëfft, verweise mer och op ad 1., Abschnitt 3 vun dëser Äntwert.

Bei den ënnert ad 1. erwäänten 58 Iwwerfäll waren et der eelef mat Waffen, an dovunner véier versichten Iwwerfäll mat Waffen.

Question 5214 (11.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**interdiction des élevages de fourrure :**

Zum aktuellen Zäitpunkt reegelt d'lëtzebuergescht Déiereschutzgesetz, dass d'Produktioun vu Pelzer zu Lëtzebuerg verbueden ass. Dës Reegelung verbitt awer net de Verkaf vu Pelz, deen aus dem Ausland importéiert gëtt. Deemno gëtt d'Pelzindustrie an déi domadder agoend Déierequälerei an aner Länner verlagert.

D'Ëmstänn, deenen d'Déieren an der Pelzproduktioun ausgesat sinn, stinn am klore Géigesaz zu der Würd vum Déier, déi Lëtzebuerg mam Déiereschutzgesetz vun 2018 unerkannt huet. E Verbuet vum Pelzverkaf wier also just den nächste logesche Schrëtt am Déiereschutzdossier, fir ze verhënneren, dass duerch de Verkaf vu Pelzproduiten um lëtzebuergesche Marché an anere Länner eng Industrie ënnerstëtzt gëtt, déi Liewewiesen onerträgleche Qualen an domat absolutt onwierdege Konditiounen aussetzt.

Virun zwee Joer haten d'Piraten eng Diskussioun iwwert d'Pelzverbuet an der Chamber ugestouss. An enger Aktualitéitsstonn zum Theema gouf vun eiser Säit eng Motioun proposéiert, an där d'Regierung opgefuerdert gouf, de Verkaf vun Zuuchtpelzer nach an dëser Legislaturperiod ze verbidden. Dës Motioun gouf net vun de Majoritéitsparteien ugeholl. De Minister fir Landwirtschaft hat awer am Kader vun dëser Debatt dorobber higewisen, dass een esou ee Verbuet op europäeschem Niveau kéint kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Huet de Minister den Dossier vum Pelzverbuet schonn op europäeschem Niveau ugeschwat? Falls jo, a wéi enge Reuniounen?

2. Wéi ass de Stand haut vun der europäescher Demarche? Wéi eng Partnerlänner huet de Minister identifizéiert, déi d'lëtzebuergesch Approche vum Pelzverbuet deelen?

3. Wéini schätzt de Minister, dass ee Verkafsverbuet fir Pelzer op europäeschem Niveau wäert a Kraaft trieden?

Réponse (10.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. De Landwirtschaftsminister huet den 28. Juni 2021 um EU-Agrarministerrot, zesumme mat fënnef anere Ministeren, eng Initiativ iwwert de Verbuet vun der Pelzdéierenzuucht an der EU virgestallt.

Dës Delegatioune ware sech eens, dass d'Haltungskonditioune vun de Pelzdéieren net kompatibel mat minimalen Ufuerderungen un den Déiereschutz sinn, dass d'Zuucht an d'Déide vun Déieren nëmme fir hire Pelz eethesch net vertrietbar sinn, an dass dofir d'Pelzdéierenzuucht an der EU sollt progressiv verbuede ginn.

De Vermaartungsverbuet vun de Pelzer a Pelzprodukten ass awer méi komplex, well do wettbewerbsan handelsrechtlech Aspekter matspillen, déi iwwert de Kader vun der Agrarpolitik erausginn.

ad 2. Eng ganz Rei vun EU-Memberstaaten ënnerstëtzen ee Verbuet vun der Pelzdéierenhaltung an der EU, ënner anerem Éisträich, Belsch, Kroatien, Holland, Lëtzebuerg, Polen, Slowakei a Slowenien.

Op der anerer Säit ass d'Pelzdéierenhaltung eng Traditioun an de skandinavesche Länner, och wa verschiddener vun hinnen national Sensibiliséierungsaktiounen ugekënnegt hunn, fir d'Pelzdéierenziichter dovunner ze iwwerzeegen, fräiwëlleg mat dëser Haltungsform opzehalen.

ad 3. Am Moment hunn déi meescht grouss EU-Memberstaate wéi Däitschland a Frankräich nach keng kloer Positioun zu dëser Problematik festgehalen.

Dofir ass et nach ze fréi, fir elo scho kënnen iwwert ee prezise Kalenner fir de Verbuet vun der Pelzdéierenzuucht an enger éischter Phas, an eventuell iwwert de Verkafsverbuet fir Pelzer an enger zweeter Phas, eng Ausso ze maachen.

Question 5215 (12.11.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **réglementation concernant les ambulances taxis :**

Am Artikel „Abzocke im Ambulanz-Taxi", deen den 11. November an der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek" publizéiert gouf, ginn eng Rei presuméiert Mëssstänn bei eise privaten Ambulanzentaxie beklot. Laut deem Artikel muss en Ambulanzentaxi keng hygienesch oder technesch Mindeststandarden anhalen, fir eng entspriechend Lizenz ze kréien. Des Weidere kämpfen d'Leit deelweis mat immens héijen Tariffer, déi si nëmmen deelweis rembourséiert kréien, och dann net, wa si ënnerwee sinn, fir eng Boosterimpfung ze kréien.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Sozialminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi uewe genannt Informatioune confirméieren? Wa jo, wéi reagéiert hien dorop?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, no wéi enge Modalitéiten eng Faart mam Ambulanzentaxi rembourséiert gëtt? Ass an nächster Zäit eng Upassung vun den Tariffer geplangt? Wann net, firwat net?

3. Kann den Här Minister gegeebenefalls elaboréieren, firwat Ambulanzentaxien net iwwert eng medezinnesch Grondausstattung musse verfügen, zum Beispill fir Éischt Hëllef ze leeschten?

Question 5219 (12.11.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réglementation concernant les ambulances taxis :**

D'Patientevertriedung verlaangt Qualitéit a kloer Reegelen, wat den Transport vu Patienten an d'Reha oder vun eelere Leit an d'Spidol ubelaangt.

Esou wieren d'Frais de transport net gereegelt a festgeluecht, a géifen aus deem Grond vu Prestataire zu Prestataire variéieren a wiere soumat oft immens héich. Des Weidere géif d'CNS keng speziell Ausrëschtung verlaangen, an de Chauffeur misst och keng Grondkenntnisser, wéi ee mat kranke Leit ëmgeet (Éischthëllefscours asw.), besëtzen, fir datt esou eng „Taxi-Ambulanz" hir Zouloossung kritt. Och d'interministeriell Aarbechtsgrupp, déi virun zwee Joer an d'Liewe geruff ginn ass, hätt bis elo nach ëmmer kee Gesetzestext op den Dësch geluecht. D'Patientevertriedung huet an deem Sënn eng Upassung vun de CNS-Tariffer gefuerdert, an och, datt Mindeststandarde fir Transporter festgeluecht ginn.

Virun dësem Hannergrond wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet an un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Huet d'Regierung dervu Kenntnis geholl, datt et zum Deel grouss Differenze gëtt, wat d'Tariffer vum Transport an enger Taxi-Ambulanz uginn, doduerch datt d'Tariffer net gereegelt sinn a jidderee froe kann, wat e wëll?

- Mengt d'Regierung net och, datt et net richteg ass, datt zemools benodeelegt Patienten op verschidde Behandlunge verzichte mussen, well d'Tariffer vun den Taxi-Ambulanzen ze héich respektiv net unifiéiert sinn? Gesäit d'Regierung vir, dogéint eppes ze ënnerhuelen?

- Ass d'Regierung der Meenung, datt de Chauffeur vun esou engem „Taxi" eng Éducation de base, wat den Ëmgang mat kranke Leit betrëfft, misst opweisen, fir eng Zouloossung als Taxi-Ambulanz ze kréien? (wéi z. B. Éischthëllefscours)

- Mengt d'Regierung och, datt et e Minimum un Hygienesstandarden an och eng speziell Ausrëschtung an den Taxi-Ambulanze misst ginn?

- Kann d'Regierung eis matdeelen, wou de Gesetzesprojet drun ass?

- Gesäit d'Regierung eng Upassung vun den Tariffer vir, ewéi och Mindeststandarden (Éischthëllefs-

cours, speziell Ausrëschtung), fir den Taxi-Ambulanz-Transport festzeleeën?

Question 5355 (07.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **réglementation concernant les ambulances taxis :**

Zanter Jore weisen net nëmmen d'Patientevertriedung ASBL, mee och ganz vill direkt betraffe Leit op déi zum Deel akut Problemer hin, déi et am Beräich vum net urgente Krankentransport („transport en ambulance hors urgence") gëtt.

Et geet, ënner anerem, rieds vu komplett iwwerdeierten Tariffer a vun enger ganz inkonsequenter, well eeben net reglementéierter, Tarifikatioun. Heiansdo bezilt ee fir eng Faart aus engem Stater Altersheem bis an de CHL 140 Euro. Eng aner Ambulanz kënnt vu ganz wäit hier ugefuer a verrechent da fir en 2 Kilometer kuerzen Trip knapps 100 Euro. Et gëtt och Fäll, wou bannent dem selwechte Stater Quartier 90 Euro verrechent ginn. An de parlamentaresche Froen N° 2728, 1740 an 1347 gouf schonn op déi horrend Rechnungen agaangen. Déi Leit, ëm déi et hei geet, si fragill Patienten, déi op de Krankentransport vun A op B ugewise sinn.

Wat d'Tariffer vun de Privatambulanze betrëfft, hunn d'Ministere geschriwwen, dass d'Gesondheetskeess keng Handhabung op d'Beträg huet, „déi vun den Transportfirmaen dierfen a Rechnung gestallt ginn. Eng Erhéijung vum Remboursement vun der Gesondheetskeess bedeit also net, datt d'Käschte vum Patient erofginn. Dëst ka sech awer änneren, wann de legale Kader mat den Norme bis steet."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi wäit sinn d'Aarbechten um Gesetzesentworf zënter 2020 fortgeschratt?

2. Wéini soll en Avant-projet de loi an de Regierungsrot kommen?

3. Wat fir grondsätzlech Verbesserunge si virgesinn?

4. Wéi eng Verbesserung vun de CNS-Tariffer ass virgesinn?

5. Wat ass du point de vue Qualitéitskontroll virgesinn, fir datt eis jonk an al Leit an Zukunft „dans des conditions optimales de confort, de sécurité et d'hygiène" kënnen transportéiert ginn?

Réponse commune (13.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Ewéi schonn a fréiere parlamentaresche Froe beäntwert gouf, ginn d'Ambulanzdéngschter fir net urgent Transporter vu private Leit, déi dëst berufflech maachen, vu Societéiten, vun Etablissementer fir d'ëffentlech Nëtzlechkeet oder vun Associatiounen ouni lukrativen Zweck organiséiert. Den Zougang zum Beruff gëtt duerch d'Gesetz vum 2. September 2011[2] gereegelt. Dëst Gesetz fält net ënner d'Kompetenze vum Gesondheetsministère an och net ënnert déi vum Ministère fir d'sozial Sécherheet.

Déi betreffend Ministèrë si sech der aktueller Situatioun bewosst an d'Qualitéitsnorme fir d'Transporter sinn effektiv nach net gesetzlech verankert. Aus dësem Grond ass de Gesondheetsministère, an Zesummenaarbecht mat anere Ministèren, amgaangen, e Gesetzesavantprojet iwwert d'Norme vun den Ambulanzen ze finaliséieren, an deem och de Volet vun de Qualitéitsnorme mat ofgedeckt gëtt.

Et ass och virgesinn, datt d'Tariffer an deem Beräich ugepasst ginn, esoubal déi nei Gesetzgeebung a Kraaft trëtt. D'Gesondheetskeess kann awer eréischt mat den Negociatiounen ufänken, wann de gesetzleche Kader bis gereegelt ass.

Aktuell ka sech d'Gesondheetskeess also just op déi aktuell statutaresch Dispositioune vun der Gesondheetskeess an op bestoend Gesetzer a Reglementer baséieren.

D'Statute vun der Gesondheetskeess gesi vir, datt de Patient 70 % vum Betrag rembourséiert kritt, dee fir de Transport virgesinn ass.

Den Artikel 136, 3. Paragraf, Alinea 3, vun de Statute vun der Gesondheetskeess, gesäit vir:

« Les transports en ambulance simples visés à l'article 132, paragraphe 4, sous b) et c) sont pris en charge à raison de soixante-dix pour cent (70 %) des factures établies soit sur la base d'un minimum de trente-huit euros (38,00 euros) par déplacement, soit sur la base d'un montant d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 euros) par kilomètre, à l'exclusion de tous autres éléments pouvant être légalement mis en compte par le transporteur, à moins que la prise en charge de ces éléments ne résulte de dispositions statutaires expresses. »

De Forfait vun 38 Euro ass unzegesinn als e minimale Forfait fir d'Deplacementer fir kuerz Strecken.

[2] Loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales qui ne relève pas de la compétence du Ministère de la Santé et du Ministère de la Sécurité sociale

D'Finalitéit vun dem Forfait ass et, de Patienten an dëser Situatioun en Transport an enger Ambulanz ze garantéieren.

D'Gesondheetskeess huet awer keng Handhabung op d'Beträg, déi vun den Transportfirmaen dierfen a Rechnung gestallt ginn. Eng Erhéijung vum Remboursement vun der Gesondheetskeess bedeit also net, datt d'Käschte vum Patient erofginn. Dëst ka sech awer änneren, wann de legale Kader mat den Norme bis steet.

Question 5216 (12.11.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **bâtiment Jean Monnet 2 :**

Aktuell trëtt d'Administration des bâtiments publics als Bauhär fir d'Jean-Monnet-2-Gebai um Kierchbierg op. Am Kader vun dësem Projet ass um Site vum Fonds de Kirchberg ënner anerem dat hei ze liesen: « Un des objectifs principaux du projet Jean Monnet 2 est de concevoir un bâtiment ayant un impact énergétique très faible, du fait de la mise en place de techniques de production peu énergivores. Ainsi, grâce au système de chauffage urbain et à la performance des équipements techniques, la consommation énergétique correspondra à la classe de performance énergétique "A" et vise le niveau "excellent" propre à la certification environnementale BREEAM. »

Sou wéi et eis zougedroe gouf, ginn an dësem Gebai awer aktuell Elektrogeneratoren installéiert, déi am Widderspruch zu dem Tableau 2, Partie 2 vum „Règlement grand-ducal du 24 avril 2018 relatif à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes et modifiant 1. le règlement grand-ducal modifié du 27 février 2010 concernant les installations à gaz 2. le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2014 relatif a) aux installations de combustion alimentées en combustible solide ou liquide d'une puissance nominale utile supérieure à 7 kW et inférieure à 20 MW b) aux installations de combustion alimentées en combustible gazeux d'une puissance nominale utile supérieure à 3 MW et inférieure à 20 MW", steet, well se de Maximalwäert vum NO_x-Ausstouss 750 mg/Nm³ iwwerschreiden. Sou wéi et eis zougedroe gouf, besteet fir dëse Projet awer eng separat Derogatioun, déi bis 2025 gülteg ass.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung dës Virgäng bestätegen? Wa jo, wéi reagéiert si dorop?

2. Wéi ee Ministère huet déi uewe genannt Derogatioun ausgestallt? A wéi engem legislativen Text ass dës nozeliesen?

3. Wéi begrënnt d'Regierung den Ëmstand, datt déi entspriechend Maschinnen, déi op Basis vun dëser temporärer Derogatioun installéiert ginn, op 75 % Nominallaascht gedrosselt musse ginn, fir dem 750 NO_x-Ausstouss gerecht ze ginn, obwuel 100 % Laascht an der Ausschreiwung virgesi war an enger 2 x 2550 kVa?

4. Wéi eng zousätzlech Sécherheetsrisike si mat der an der Fro virdru genannter Drosselung vun der Leeschtung, bei Noutfall, Stroumausfall oder dem Fall vun enger Brandkatastroph verbonnen? No wéi enge Modalitéite sinn dës Anlage versécher t?

5. Louche bei der Ausschreiwung och Offere vir, fir Anlagen ze installéieren, déi onmëttelbar konform wieren an deementspriechend vun 2025 un net méi missten nogerëscht ginn? Wa jo, firwat goufen dës net zeréckbehalen?

6. Wéi eng Gesamtkäschte si fir dës energeetesch Ausstattung vum Jean-Monnet-2-Gebai, also souwuel d'Installatioun, wéi och fir d'Noréschte vun 2025 u virgesinn?

Ënnert wéi engem Budgetsartikel fléissen déi Suen?

Réponse (16.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Regierung kann dës Virgäng net bestätegen. Et besteet keng speziell Derogatioun fir de beschriwwene Projet. D'Anlag vun der zréckbehalener Offer respektéiert den NO_x-Maximalwäert vu 750 mg/Nm³, entspriechend de Virgabe vum Cahier des charges.

D'Exploitatioun vum Gebai ass duerch eng Kommodo-Geneemegung (1/16/0525 vum 7.2.2018) vum fir Ëmwelt zouständege Minister geneemegt. Dës Geneemegung mécht keng Virschrëften zu deene Parameteren, déi déi honorabel Deputéiert opgeworf hunn.

Anlagen, déi ënnert d'Bestëmmunge vun deem genannte Reglement vum 24. Abrëll 2018 falen, mussen net am Virfeld geneemegt ginn.

ad 2. Wéi an der éischter Äntwert ernimmt, gëtt et keng speziell Derogatioun fir de Projet.

ad 3. Wéi schonn ernimmt, gëtt et keng speziell Derogatioun fir de Projet. Et muss och keng Maschinn op 75 % Nominallaascht gedrosselt ginn, fir dem NO_x-Ausstouss vu 750 mg/Nm³ gerecht ze ginn.

ad 4. Vu datt et keng Drosselung vun der Leeschtung gëtt, besteet och keen zousätzleche Sécherheetsrisiko. D'Anlag ass an der Chantiersphas duerch eng „Assurance tous risques chantier" versëchert an an der Exploitatioun duerch eng Feierversécherung.

ad 5. Déi zréckbehalen Anlag ass konform zum Cahier des charges an am Aklang mat den nationalen an europäesche Bestëmmungen.

D'Anlage vun den zwou konformen Offere kënnen technesch nogerëscht ginn, fir méi streng Wäerter anzehalen. Déi gënschtegst konform Offer ass zréckbehale ginn.

Bei der Ausschreiwung louche keng Offere vir, déi ouni Noréschten d'NO_x-Wäerter vun 190 mg/Nm³ anhalen.

ad 6. D'Gesamtkäschte vum Marché belafen sech op 2.250.000 Euro TTC, déi, wéi all aner Depensë vum Projet, virfinanzéiert ginn, konform zum Artikel 3 vum Gesetz vum 6. Dezember 2016 „relative à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg".

Question 5217 (12.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **langues utilisées dans les communiqués du Gouvernement :**

D'Regierung gëtt ëmmer nees Pressecommuniquéen eraus, fir den Awunner vu Lëtzebuerg Neieungen, Ännerungen oder aner Verkënnegungen oder Informatioune matzedeelen. Dës schrëftlech Kommunikatioun mat der Ëffentlechkeet gëtt bal ëmmer nëmmen op Franséisch gemaach.

An deem Kontext wéilt ech den Här Kommunikatiouns- a Medieminister gär froen:

1. Firwat gëtt dës schrëftlech Kommunikatioun, déi sech un all d'Awunner vu Lëtzebuerg riicht, net vu viran och op Lëtzebuergesch veréffentlecht, oder esouguer an deenen dräi administrative Sproochen? Wat schwätzt dogéint?

2. Gesäit d'Regierung, déi schliisslech eng Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch formuléiert hat, hiren Ëmgang mat der Landessprooch an dësem Kontext am Aklang mat der Iddi, d'Lëtzebuerger Sprooch ze fërderen? Wa jo, wéi erkläert d'Regierung dat?

Réponse (08.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Wéi den Numm et scho seet, riichte sech Pressecommuniquéen an éischter Linn un d'Press. D'Press ass doropshi fräi, d'Informatioun dann an der (oder deene) Sprooch(en), déi hirem Publikum am beschte läit (leien), ze publizéieren, oder net. De Choix vun der Sprooch, grad sou wéi natierlech de redaktionelle Choix, wéi en Inhalt d'Press op wéi eng Aart a Weis wëllt opgräifen a verschaffen, ass e fräie Choix vun der Press. Aus Transparenzgrënn ginn d'Pressecommuniquéen och um Site vun der Regierung publizéiert.

D'Ministèrë leeë fest, a wéi enger Sprooch si sech un d'Press riichten, deemno wéi eng Sprooch am beschte verständlech ass. Dat hänkt ganz kloer vum Sujet a vum Zilpublikum of. Et ginn dofir duerchaus och Communiquéen op Lëtzebuergesch verfaasst.

D'Méisproochegkeet ass deemno e formidabelen Atout fir eng zilorientéiert Regierungskommunikatioun, déi der Sproochesituatioun am Land vollstens Rechnung dréit.

Question 5218 (12.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **promotion de la langue luxembourgeoise :**

Iwwert e Strategieplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch wollt d'Regierung d'Landessprooch férderen. Esou hat d'Regierung am entspriechende Strategiepabeier am Mäerz 2017 festgehalen:

„[…] Fir de Gebrauch vum Lëtzebuergeschen am Kontakt mat de Bierger auszebauen, soll d'Lëtzebuergescht an Zukunft op de staatlechen Internetsäiten eng fest Plaz kréien. Dofir wëllt d'Regierung verschidden Online-Contenuen, déi fir de Grand public relevant sinn, an d'Lëtzebuergescht iwwersetzen."

(I. De Stellewäert vun der Lëtzebuerger Sprooch stäerken, 7. Iwwersetze vu staatlechen Internetsitten op Lëtzebuergesch, S. 6)

An deem Kontext wéilt ech den Här Kommunikatiouns- a Medieminister gär froen:

1. Firwat kann een den Internetsite vum Wirtschaftsministère an dee vum Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun bis haut nach net op Lëtzebuergesch consultéieren? Huet dat e bestëmmte Grond oder huet d'Regierung hei keng eenheetlech Linn, esou datt de Sproochgebrauch dem jeeweilege Ministère selwer iwwerlooss bleift?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi zwee Internetsitten allgemeng „fir de Grand public relevant sinn"? Wa jo, firwat ass et dann no méi wéi véier an en halleft Joer nach net méiglech, dës Sitten och op Lëtzebuergesch ze consultéieren?

Réponse commune (10.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

Mat hirer Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch wëllt d'Regierung hiert Engagement fir d'Sprooch nach eng Kéier verstäerken an d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch als Kommunikatiouns-, Integratiouns- a literaresch Sprooch ënnersträichen.

Och d'Méisproochegkeet ass eng Charakteristik vu Lëtzebuerg. Mat der Promotioun vum Lëtzebuergesche gëtt sech och gläichzäiteg fir d'Promotioun vun der Méisproochegkeet engagéiert.

Franséisch ass eng vun den dräi wichtegste gesetzleche Verwaltungssproochen. Dofir ginn d'Internetsitte vun de Ministèren an de staatleche Servicer alleguer ënnert anerem op Franséisch ugebueden. Donieft huet d'Lëtzebuergesch schonn op ville staatlechen Internetsäiten eng fest Plaz kritt, 22 vun de 24 Internetsitte vu Ministèrë sinn och schonn op Lëtzebuergesch disponibel.

Den Internetsite vum Wirtschaftsministère ass den Ament nach net op Lëtzebuergesch disponibel. Och wärend der Covid-19-Pandemie sinn déi spezifesch Contenuen an e Q&A op Franséisch, Däitsch an Englesch disponibel gemaach ginn, fir d'Betriber iwwer déi spezifesch Reglementatioune wärend der Kris ze informéieren. Dat sinn allgemeng déi dräi Sproochen, déi an der Geschäftswelt am allgemenge Kontext vun den administrative Bestëmmunge fir Betriber an hir Salariéë mat hirem dacks komplexe juristeschen an technesche Vocabulaire eng wichteg Roll spillen.

Zum Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch am Wirtschaftsministère sief bemierkt, dass d'Pressekonferenze prioritär op Lëtzebuergesch ofgehale ginn an de Stellewäert vun der Lëtzebuerger Sprooch déi néideg Unerkennung kritt. All Kéiers wann d'Zesummesetzung vum Public an och de Kontext vum Evenement et erlaben, dann halen de Wirtschaftsminister an de Mëttelstand- an Tourismusminister hir Rieden op Lëtzebuergesch.

Den Internetsite vum Familljeministère proposéiert säi ganzen Inhalt an dräi Sproochen (Franséisch, Däitsch, Englesch). Domadder entsprécht en och engem vun de wichtegsten Accessibilitéitscritèren, nämlech d'Informatioun engem esou breede Public wéi méiglech zur Verfügung ze stellen. D'Accessibilitéit ass eng Prioritéit am Hibléck op d'Attributioune vum Familljeministère - Handicap, eeler Leit an Integratioun - wou speziell Adaptatioune gebraucht ginn.

Lëtzebuerger Residente mat sensoriellen a mentalen Aschränkungen gi ganz oft däitschsproocheg scolariséiert a begleet a siche geziilt no däitschen Inhalter. Déi däitsch, an an anerem Mooss, och déi franséisch an englesch Versiounen, garantéieren ausserdeem d'Veraarbechtung durch Assistenztechnologië wéi zum Beispill Screenreaderen, fir déi leider nach keng lëtzebuergesch Ausféierungen zur Verfügung stinn. Och „Leichte Sprache" a Gebäerdesprooch, déi en Deel vun de spezifeschen Inhalter ausmaachen, sinn op Lëtzebuergesch net verfügbar. Trotzdeem wäerten natierlech d'Haaptrubricke vum Site mëttelfristeg och op Lëtzebuergesch disponibel sinn.

Question 5220 (12.11.2021) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant la **promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 » :**

Selon les mots de la Commissaire générale Maggy Nagel lors de sa visite du pavillon luxembourgeois à l'Expo 2020 à Dubaï, « la présence du Luxembourg à cette première exposition universelle organisée au Moyen-Orient est une excellente occasion de mieux faire connaître le Luxembourg, ses valeurs et ses accomplissements ».

Selon mes informations, la carte des vins proposés à la « Schengen Lounge » du pavillon inclurait des vins d'Australie, d'Italie et de France.

- Messieurs les Ministres de l'Économie et de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural peuvent-ils confirmer cette information ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles des vins non luxembourgeois sont proposés à la « Schengen Lounge » qui doit avant tout promouvoir les produits et le savoir-faire du Grand-Duché ?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

À l'instar des précédentes participations luxembourgeoises à des expositions universelles, la présence d'un pavillon lors de l'Expo 2020 à Dubaï aux Émirats arabes unis (EAU) constitue une excellente occasion de faire connaître le Grand-Duché, ses valeurs et ses accomplissements dans la région MEASA (Moyen-Orient, Afrique et Asie du Sud) qui comprend 72 pays et compte une population combinée de 2,8 milliards de personnes.

La mise en œuvre de la présence du Luxembourg à l'Expo 2020 de Dubaï a été entamée en 2016. Dès le lancement du projet du pavillon, il a été décidé de mettre en avant l'art culinaire et les vins dans le restaurant du pavillon luxembourgeois, Schengen Lounge, qui est géré par le chef étoilé Kim Kevin de Dood, en partenariat avec Jumeirah Group et l'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg (EHTL).

Partant, Madame la Commissaire générale a initié une démarche permettant aux viticulteurs luxembourgeois de pouvoir être présents avec leurs vins au restaurant du pavillon. Avec l'aide et le soutien logistique de l'Institut Viti-Vinicole, des vins ont été sélectionnés par le biais d'un « blind tasting ». Cette démarche s'adressait à tous les producteurs de la Moselle luxembourgeoise pour trouver des vins qui s'associent au mieux avec les menus proposés inspirés en grande partie de mets traditionnels luxembourgeois. Parmi les 106 échantillons, six ont été sélectionnés, un vin par cépage (Riesling, Auxerrois, Pinot Blanc, Pinot Gris et Pinot Noir) et un crémant. Au total, 3.600 bouteilles ont été commandées auprès des viticulteurs sélectionnés (600 bouteilles par variété).

Il y a lieu de rappeler que les producteurs de vins luxembourgeois n'exportent pas vers les EAU. En effet, des deux seules entreprises émiriennes qui sont accréditées pour l'importation des alcools aux EAU, aucune n'a des références luxembourgeoises dans son catalogue. Pour cette raison, le GIE Luxembourg @ Expo 2020 Dubaï a pris l'initiative d'organiser tous les aspects de l'acheminement des vins luxembourgeois dans les EAU. Ceci englobe l'achat des vins auprès des producteurs luxembourgeois, la prise en charge de l'ensemble des démarches administratives complexes ainsi que le préfinancement par le GIE des droits de douane, des frais de transport, des accises sur l'alcool, des redevances à l'organisateur de l'Expo et de la TVA en relation avec l'importation de produits alimentaires et de boissons aux EAU. Tous ces coûts se répercutent sur le prix de vente des vins servis dans la Schengen Lounge, sachant que l'exploitant du restaurant renonce à la quasi-totalité de sa marge bénéficiaire sur ces produits.

Pour des raisons commerciales et réglementaires (sanitaires, etc.), il a été nécessaire de confier l'exploitation de la Schengen Lounge au prestataire externe Jumeirah Group qui en assume le risque commercial. L'inclusion des vins luxembourgeois a été une condition alors que le groupe Jumeirah a la possibilité d'étendre l'offre gastronomique par des vins originaires d'autres pays. Néanmoins, la mise en avant des vins luxembourgeois se fait de manière systématique et sera davantage renforcée jusqu'à la fin de l'Expo, notamment par le biais du chef de cuisine luxembourgeois Kim Kevin De Dood et des stagiaires de l'EHTL qui confèrent tous une empreinte luxembourgeoise additionnelle au restaurant du pavillon et aux produits gastronomiques y commercialisés.

Au bout de six semaines d'opérations de la Schengen Lounge, quelque 600 bouteilles se sont écoulées avec une proportion de 60 % pour les vins et crémants luxembourgeois et de 40 % pour les autres.

Il est un fait que dans la majorité des autres pavillons de pays producteurs de vins à l'Expo 2020, l'offre gastronomique ne se limite pas aux seuls vins nationaux, mais englobe aussi des produits originaires d'autres pays.

Question 5221 (12.11.2021) de **Mme Octavie Modert, M. Léon Gloden** et **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 » :**

An der Schengen Lounge vum Lëtzebuerger Pavillon op der Expo 2020 zu Dubai fënnt een, nieft enger Selektioun u Lëtzebuerger Wäin a Cremant, eng ganz Rëtsch Wäiner aus aller Häre Länner, souwéi franséische Champagner. Et muss een och feststellen, datt dës Produkter zum Deel zu engem vill méi bëllege Präis ugebuede gi wéi eis Lëtzebuerger Qualitéitswäiner a Cremanten.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Dubai 2020 soll eng Fënster sinn, fir Lëtzebuerg a seng Produktiounen engem Weltpublikum virzestellen. Da wär et dach normal, dat nëmme Lëtzebuerger Wäiner a Cremanten am Lëtzebuerger Pavillon ugebuede ginn. Aus wéi engem Grond ass dat net esou a firwat ginn och Netlëtzebuerger Wäiprodukter ugebueden?

2. No wéi enge Critèrë goufen déi aner Produkter ausgesicht?

3. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et am Kader vun esou enger Expo, wou ee säi Land presentéiert, net sënnvoll wier, wann exklusiv déi national Produkter ugebuede ginn?

4. Wa jo, wéi goufen d'Präisser fir déi Lëtzebuerger Produkter festgeluecht?

5. Gëschter war an eiser Chamber eng Interpellatioun iwwert de Lëtzebuerger Wäibau a seng Zukunft, mat enger eenhelleg gedeelter Meenung, datt méi Promotioun fir seng Commercialisatioun soll gemaach ginn. Firwat handelt d'Regierung net an deem Sënn?

Question 5226 (15.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **promotion des vins luxembourgeois à l'expo « Dubaï 2020 » :**

D'Lounge am Lëtzebuerger Pavillon op der Weltausstellung zu Dubai bitt niewent enger Selektioun u Lëtzebuerger Wäiner a Cremant och eng ganz Rëtsch Wäiner a Cremant aus anere Länner un.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Firwat ginn net nëmme Lëtzebuerger Produiten am Lëtzebuerger Pavillon verkaaft?

2. Fënnt de Minister, dass et net genuch Lëtzebuerger Produite ginn, déi een de Visiteure kéint ubidden?

3. Wat fir Quantitéiten u Lëtzebuerger Wäiner a Cremant goufe fir de Pavillon akaaft? Wat fir Quantitéiten un auslännesche Produite goufe fir de Pavillon akaaft?

4. Bei wéi engem Fournisseur goufen dës auslännesch Produiten akaaft?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Wéi bei viregte Participatioune vu Lëtzebuerg bei Weltausstellungen ass d'Presenz vum Pavillon op der Expo 2020 Dubai an de Vereenegten Arabeschen Emirater (VAE) eng excellent Geleeënheet fir de Grand-Duché, seng Wäerter an seng Errongenschaften an der MEASA-Regioun (Mëttleren Osten, Afrika a Südasien), déi 72 Länner zielt mat enger Gesamtbevëlkerung vun 2,8 Milliarde Mënschen ëmfaasst, ze presentéieren.

Mat der Ëmsetzung vun der Lëtzebuerger Presenz op der Expo 2020 Dubai ass 2016 ugefaange ginn. Et ass vum Ufank vum Projet un decidéiert ginn, dat Kulinarescht an d'Wäiner am Restaurant vum Lëtzebuerger Pavillon Schengen Lounge ervirzehiewen. De Restaurant gëtt vum Lëtzebuerger Stärekach Kim Kevin de Dood an Zesummenaarbecht mat Jumeirah Group an der Luxembourg School of Hospitality and Tourism (EHTL) geleet.

An deem Sënn huet d'Generalkommissärin e Prozess ageleet, fir de Lëtzebuerger Wënzer ze erméiglechen, mat hire Wäiner am Restaurant vum Pavillon vertrueden ze sinn. Mat der Hëllef an der logistescher Ënnerstëtzung vum Institut Viti-Vinicole sinn d'Wäiner bei engem „blind tasting" ausgewielt ginn. Dës Demarche war un all d'Wäiproduzente vun der Lëtzebuerger Musel geriicht, fir Wäiner ze fannen, déi am beschten zu de proposéierte Menüe passen, déi zum gréissten Deel vun traditionelle Lëtzebuerger Platen inspiréiert sinn. Vun den 106 Testprouwe sinn der sechs ausgewielt ginn, ee Wäi pro Wäinzort (Riesling, Auxerrois, Pinot Blanc, Pinot Gris a Pinot Noir) an ee Cremant. Insgesamt sinn 3.600 Fläsche bei den ausgewielte Wënzer bestallt ginn (600 Fläsche pro Zort).

Et ass wichteg, dorobber hinzeweisen, datt déi Lëtzebuerger Wäiproduzenten net an d'VAE exportéieren. Déi zwee eenzeg emiratesch Betriber, déi eng Akkreditatioun hunn, fir Alkohol an d'VAE ze importéieren, hate bis elo keng esou Lëtzebuerger Produiten an hirem Portefeuille. Aus där Ursaach huet de GIE Luxembourg @ Expo 2020 Dubai d'Initiativ geholl, fir alles ze organiséieren, wat mam Transfert vun de Lëtzebuerger Wäiner dohinner ze doen huet. Dozou gehéiert den Akaf vun dëse Wäiner bei de Lëtzebuerger Produzenten, d'Erleedege vun de komplexen administrative Formalitéite grad ewéi d'Iwwerhuele vun all de Käschten, déi beim Import vu Gedrénks an lesswueren an d'VAE ufalen ewéi d'Douanestaxen, d'Transportkäschten, d'Akzisen um Alkohol an d'Taxe fir den Organisateur vun der Expo. All dës Käschten hunn eng Auswierkung op de Verkafspräis vun de Wäiner an der Schengen Lounge, wuel wëssend, datt de Bedreiwer vum Restaurant op deene Produite quasi kee Benefice mécht.

Aus kommerziellen a reglementareschen (sanitären asw.) Grënn war et notwendeg, fir d'Exploitatioun vun der Schengen Lounge engem externe Prestataire, dem Grupp Jumeirah ze iwwerloossen, deen dann och de kommerzielle Risiko dréit, deen domadder verbonnen ass. De Verkaf vu Lëtzebuerger Wäi war eng vun de Bedingungen, un déi sech de Grupp Jumeirah hale muss, och wann dëse Bedreiwer zousätzlech d'Méiglechkeet huet, fir déi gastronomesch Offer am Restaurant mat Wäiner aus anere Länner ze erweideren. Dofir ginn déi Lëtzebuerger Wäiner och bewosst an der Schengen Lounge systematesch ervirgehuewen an dës Demarche gëtt bis zum Enn vun der Expo weider verstäerkt. Dat geschitt mat Hëllef vum Lëtzebuerger Kichechef Kim Kevin De Dood an de Mataarbechter vum EHTL, déi domadder zousätzlech zu der Lëtzebuerger Empreinte vum Restaurant am Pavillon an de Produiten, déi do kommerzialiséiert ginn, bäidroen.

No sechs Wochen Aktivitéit an der Schengen Lounge sinn ongeféiert 600 Fläsche verkaaft ginn, dorënner ware 60 % Lëtzebuerger Wäiner a Cremanten a 40 % anner Wäiner.

Et ass eng Tatsaach, dass an deene meeschten anere Pavillonen op der Expo 2020 vu Länner, wou och Wäi produzéiert gëtt, sech déi gastronomesch Offer net op national Wäiner limitéiert, mee och Produiten aus anere Länner ëmfaasst.

Question 5222 (15.11.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **zones de protection spéciale :**

Duerch een Urteel vum Verwaltungsgeriicht vum 16. November 2017 gouf ee groussherzoglecht Reglement vum 4. Januar 2016 annuléiert. Domat war d'Ausweisung vu sechs Natura-2000-Zonen ënnert Form vu Spezialschutzzonen (ZPS) hifälleg.

An engem zweeten Urteel vum 8. Januar 2020 koumen d'Riichter vum Verwaltungsgeriicht zu engem änleche Verdikt. Follgende Passus gouf och duerno vun den Appellsriichter iwwerholl:

« Le tribunal retint ensuite que l'article 8 de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, approuvée par la loi du 31 juillet 2005, ci-après « la Convention d'Aarhus », imposait l'obligation aux signataires de ladite convention d'offrir aux administrés la possibilité de participer effectivement à l'élaboration de dispositions réglementaires et constata, d'une part, que ni la loi du 19 janvier 2004, ni les règlements grand-ducaux des 6 novembre 2009 et 30 novembre 2012 n'avaient instauré une possibilité de concertation du public préalablement à la désignation de zones de protection spéciale et zones spéciales de conservation, voire à leur localisation géographique exacte et, d'autre part, qu'il ne ressortait pas non plus des éléments soumis à son appréciation qu'une quelconque concertation du public avait précédé l'adoption desdits règlements grand-ducaux ayant permis audit public de prendre effectivement part à ces élaborations conformément à l'article 8 de la Convention d'Aarhus.

Les premiers juges écartèrent en conséquence l'application des règlements grand-ducaux des 6 novembre 2009 et 30 novembre 2012 pour violation de l'article 95 de la Constitution. »

Och wa lescht genannt groussherzoglech Reglementer formaljuristesch net annuléiert goufen, sou wäerten si an engem Prozess duerch virgenannten Illegalitéit net déi néideg legal Basis kënne liwweren, fir Decisiounen ze begrënnen.

Dëst virausgeschéckt huet den Ëmweltministère viru Kuerzem iwwer d'Neiausweisung vun enger ZPS an divers Habitatzonen (ZSC) an diversen Zeitungen informéiert. Et geet hei ëm insgesamt néng Natura-2000-Gebidder.

Ech wéilt duerfir follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Ëmweltministesch confirméieren, datt zu Lëtzebuerg 48 Habitat- an 18 Vulleschutzgebidder rechtlech net méi protegéiert sinn (well d'Reglement, op deem se foussen, entweeder annuléiert gouf, respektiv hir Legalitéit am Eenzelfall a Fro gestallt ass)?
1.1. Wa jo, wéi bewäert d'Madamm Ëmweltministesch dësen Zoustand?
1.2. Wann net, wéi schätzt d'Madamm Ëmweltministesch déi aktuell Situatioun an?

2. Kann d'Madamm Ëmweltministesch mir matdeelen:
2.1. Wéi vill individuell negativ Decisiounen den Ëmweltministère no Enn 2017 geholl huet an deem sech op virgenannte Reglementer baséiert gouf?
2.2. Wéi vill Baugeneemegunge goufen zanter Enn 2017 wéinst Lokalisatioun an engem vun dësen Natura-2000-Gebidder net accordéiert?
2.3. Wéi vill Impaktstudië fir Projete goufen zanter Enn 2017 wéinst Presenz an engem Natura-2000-Gebitt vum Ëmweltministère gefuerdert?
2.4. Wéi vill Oplage foussen zanterhier op dëse Reglementer?

3. Awéifern huet de Ministère zanterhier déi ëffentlech Bedeelegungsprozeduren iwwerschafft? Wéi gëtt séchergestallt, dass den Artikel 8 vun der Aarhus-Konventioun aktuell an an Zukunft respektéiert gëtt?

4. Kann d'Madamm Minister erklären, wat sech duerch déi nei Texter konkreet un de schonn ausgewisene ZSC wäert änneren (LU0001010, LU0001013, LU0001014, LU0001051, LU0001066, LU0001067, LU0001072)?

5. Kann d'Madamm Ministesch erklären, wat sech duerch déi nei Texter konkreet un der fréierer ZPS LU0002014 wäert änneren?

6. Ergi sech aus deenen nei ausgewisenen Natura-2000-Gebidder nei Zilsetzungen, Oplagen etc. fir d'Besëtzer vun Terrainen an deenen Zonen? Komme ggf. nei Zilsetzungen, Oplage fir d'Landwirtschaft dobäi, déi en Impakt hunn op d'landwirtschaftlech Aktivitéiten?

7. Vill Extensivprogrammer solle prioritär a sensibele Gebidder ëmgesat ginn an d'Lokalisatioun an dëse Gebidder ass och eng Bedéngung fir eng Bedeelegung. Kënnen eis Baueren dann elo an dëse Gebidder bis zu enger neier definitiver Ausweisung net méi deelhuelen?

8. Firwat ginn net sämtlech ZSC/ZPS, déi duerch groussherzoglech Reglementer vun 2009, 2012 an 2016 ausgewise goufen, nei ausgewisen, fir all Rechtsonsécherheet aus dem Wee ze raumen?

Réponse (15.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad1. Nee, dat ka sou net confirméiert a muss nuancéiert ginn.

No der Annulatioun vum Reglement vum 4. Januar 2016 zu de sechs zousätzleche Vulleschutzgebidder (ZPS), bleiwen dës sechs Gebidder awer als sougenannte faktesch Vulleschutzgebidder bestoen, well se, wéi scho méi oft nogewisen, fir eng Rei europawäit ze schützend Vullenaarten déi wichtegst Gebidder zu Lëtzebuerg duerstellen. An doduerch ass den Artikel 4 vun der Vulleschutzdirektiv automatesch op dës sechs Gebidder ze applizéieren, wat duerch eng Rei europäesch Jurisprudenze bestätegt ginn ass (C-355/90, Commission vs. Espage - Marismas de Santoña; C-96/98, Commission vs. France - Marais poitevin; C-374/98, Commission vs. France - Basses Corbières; C-141/14, Commission vs. Bulgarie IBA Kaliakra region ...).

Dat heescht am Kloertext, datt Lëtzebuerg an hir zoustänneg Autoritéiten dës sechs Gebidder an hir Schutzgidder nawell consideréiere mussen am Kader vun Evaluatiounen zu den diverse Pläng a Projeten. Virun dësem Hannergrond hat d'Regierung 2015 decidéiert, dës sechs zousätzlech ZPS op Bréissel ze mellen a parallell déi national Ausweisungsprozedur iwwert e Reglement ze finaliséieren.

Anescht verhält et sech mat den Habitatzonen (ZSC) an den ZPS, déi tëschent de Joren 1998 an 2004 „en bonne et due forme" der Europäescher Kommissioun als Natura-2000-Gebidder proposéiert goufen, sou wéi déi jeeweileg Meldungsprozedur vun virgesi war. Zu där Period koum et zu diversen Echangen an d'europäesch Kommissioun war souwäit fachlech och mat der Ausweisung zefridden, soudatt 47 ZSC an 12 ZPS och schonn am Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 opgelëscht waren. Spéider koum nach d'Nofro vun der Kommissioun dozou, datt fir extensiv Méiwisen, haaptsächlech Päifegraswisen, nach net genuch Fläche ausgewise wieren, wouduerch am Joer 2006 nach d'Gebitt „Sanem-Groussebësch/Schouweiler-Bitschenheck" nogemellt gi war.

No de genannten Urteeler vun de Verwaltungsgeriichter muss déi national Ausweisung iwwert ee Reglement nei duerchgefouert ginn, souwéi d'Prozedur vum modifizéierten Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 dat och virgesäit. Awer och hei gëllt, datt Lëtzebuerg an hir zoustänneg Autoritéiten dës Gebidder an hir Schutzgidder consideréiere mussen am Kader vun Evaluatiounen zu den diverse Pläng a Projeten, notamment well déi Liewensraim an Aarte weiderhin och nach iwwert d'Artikelen 1, 17, 20 an 21 vum Naturschutzgesetz geschützt sinn.

ad 2.1. Keng. Et gouf a gëtt sech ni bei enger Decisioun just eleng op ee vun de virgenannte Reglementer baséiert. Wann ee Projet sech an enger vu benannten Zone befënnt, oder berechtegt Elementer virleien, datt de Projet kéint Impakter op sou eng Zone hunn, huet an all Fall missen evaluéiert ginn, op wéi eng Schutzgidder, also ze schützend Aarten an/oder Liewensraim, de jeeweilege Projet significant Impakter hätt oder kéint hunn.

ad 2.2. Idem, wann ee Refus ausgestallt ginn ass oder dozou gefouert huet datt de Projet adaptéiert huet misse ginn, da wéinst Impakter op Aarten an/oder Liewensraim, net awer pauschal baséierend op engem vun de genannte Reglementer.

ad 2.3. Am Reegelfall leie sämtlech Impaktstudien am Dossier vun den Autorisatiounsdemandë scho bäi, a just an Ausnamefäll ginn nach zousätzlech Preziséierunge gefuerdert, wéi dat an den Artikelen 32 an 59 vum Naturschutzgesetz vun 2018 virgesinn ass. Doriwwer gëtt awer keng Statistik gefouert.

Säit dem Enn vum Joer 2017, waren an 61 Dossieren d'Schutzgidder vun den Natura-2000-Gebidder och een Deel vun den Impaktstudien. Hei gëllt et awer ervirzesträichen, datt nëmme bei dräi Dossiere signifikant Impakter op d'Schutzgidder vun deenen Natura-2000-Gebidder konnte festgestallt ginn. Fir all aner Dossiere konnten entweeder keng Impakter festgestallt ginn oder konnt den Dossier duerch Adaptatiounen um Projet awer autoriséiert ginn.

ad 2.4. D'Oplage foussen nëmmen op de Schutzgidder, also ze schützend Aarten an/oder Liewensraim, net awer pauschal op de Reglementer. Iwweregens maachen déi Reglementer och näischt anescht, wéi déi ze schützend Aarten an/oder Liewensraim opzelëschten, déi a Relatioun ze setze mat de proposéierte Schutzmoossnamen an d'Delimitatioun vum jeeweilege Gebitt ze preziséieren.

ad 3. Mat dem modifizéierten Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 ass a sengem Artikel 31 d'Ausweisungsprozedur vun Natura-2000-Gebidder prezis festgehalen. Dës Prozedur gesäit och eng Ëffentlechkeetsbedeelegung vir, déi konform ass zur Aarhus-Konventioun. Doriwwer eraus leeft d'Ëffentlechkeetsbedeelegung zousätzlech iwwert de staatlechen Internetportal vun den ëffentleche Bedeelegungen, opgestallt vum Digitalisatiounsministère.

Soumat ass séchergestallt, datt den Artikel 8 vu besoter Konventioun aktuell an an Zukunft respektéiert gëtt.

ad 4. Déi wichtegst Ännerunge stinn am jeeweilegen Exposé des motifs zu all Gebitt eenzel opgefouert. Fir all Gebitt sinn d'Schutzgidder, also déi ze schützend Aarten an/oder Liewensraim, eenzel opgelëscht a sinn a Relatioun gesat mat de proposéierte Schutzmoossnamen.

Dës si fir déi eenzel Gebidder:

LU0001010: Den Haaptgrond ass d'Inclusioun vun Terrainen, déi nogemellt gi fir d'Kompensatiounsmoossname vun der SEBES-Leitung, déi duerch dëst Gebitt geluecht ginn ass. Weider sinn och nach aner ekologesch héichwäerteg Flächen integréiert ginn, déi d'Kohärenz vum Gebitt stäerken, wéi rar Bëschliewensraim, souwéi Moer- a Fiichtwisen an de Baachdällten.

LU0001013: Op d'Nofro vun der Europäescher Kommissioun huet den eenzege Baachlaf vu Lëtzebuerg, wou d'Helmazurjungfer virkënnt - eng Libellenaart, fir déi d'Memberstaaten Natura-2000-Gebidder ausweise mussen - missen an de Reseau agebonne ginn. Och fir aner Aarten, wéi de Biber, mussen Natura-2000-Gebidder, wéi dëst, nogemellt ginn. Weider ass och dat schonn ausgewisent, nationaalt Naturschutzgebitt „Léibierg" ganz integréiert ginn.

LU0001014: Op d'Nofro vun der Europäescher Kommissioun, sinn eng Rei vun Natura-2000-Gebidder, wéi dëst, fir de Biber nogemellt ginn. Dozou kommen och rar Fiichtliewensraim wéi den Auebësch, Stëllgewässer a Fiichtstaudebestänn. Do wou de Keuper am Ënnergrond usteet, entsprieche d'Extensivwisen och de prioritär ze schützenden a rare Kallekdréchewisen.

LU0001051: Den Dall vun der Waark ass hei duerch eng Rei ze schützend Liewensraim charakteriséiert. Dat geet u mat der Baach selwer, an de Fëschaarten, déi do virkommen, souwéi de begleedende Fiichtstaudebestänn a Reschter vun Auebëscher. An den Häng sinn ze schützend Buchebëscher, respektiv do wou de Fiels usteet, fënnt ee rar Aartegesellschaften.

LU0001066: Fir dëst Gebitt ass ee vun de Liewensraim vum Kammmolch, déi ze schützend Stëllgewässer, nogemellt ginn, wéi och déi zwou hei nogewise Fliedermausaarten, d'Bëschsteinfliedermaus an d'Grousst Mausouer.

LU0001067: Och fir dëst Gebitt ass ee vun de Liewensraim vum Kammmolch, déi ze schützend Stëllgewässer, nogemellt ginn, wéi och déi zwou hei nogewise Fliedermausaarten, d'Bëschsteinfliedermaus an d'Grousst Mausouer.

LU0001072: Och an de scho gemellte Bëscher vun dësem Gebitt, déi vun Eechebestänn dominéiert ginn, komme béid virdru genannte Fliedermausaarte vir. Deeler vun de Bëscher entsprieche den europäesch ze schützenden, räiche Buchebëscher, och wann d'Beembestänn staark duerch Eeche markéiert sinn.

Schlussendlech ass och dovunner profitéiert ginn, fir, do wou appropriéiert, Iwwerlappunge mat der Bebauungszon, déi keng ze schützend Liewensraim enthalen, erauszestanzen.

ad 5. Baséierend op dem ornithologesche Rapport, deen dem Ausweisungsdossier bäiläit, ass festgehale ginn, datt d'Delimitatioun vum Gebitt par rapport zu där vun 2015 net bräicht verännert ze ginn. Weider sinn et e puer wéineg Changementer bei de Vullenaarte ginn, fir déi d'Gebitt ausgewise gëtt. Als Zilaarte sti just nach déi Vullenaarten am Projet, déi op der Annex 3 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 stinn an déi an dësem Gebitt - laut der ornithologescher Expertis - reegelméisseg ugetraff ginn, zu den Zäite vun der Brut, der Migratioun oder der Iwwerwanterung.

ad 6. Déi besote Reglementer lëschte just d'Zilaarten a Liewensraim op a preziséieren d'Delimitatioun vun de Gebidder. Fir d'Ëmsetzung vun de Gebidder besteet just eng „obligation de résultat" fir Lëtzebuerg, net awer fir den eenzele Besëtzer. Et entstinn net méi Oplage wéi déi, déi duerch déi bestoend Gesetzesgrondlag och scho gëllen.

ad 7. Dëst stëmmt sou net: d'Lokalisatioun vun deene Flächen ass net eng exklusiv Bedéngung fir bei Extensivéierungsprogrammer matzemaachen. Hei gëlle besonnesch och aner Krittären, wéi notamment d'Virkomme vun ze schützenden Aarten an/oder Liewensraim.

Selbstverständlech kënnen Extensivéierungsprogrammer och weiderhin an Natura-2000-Gebidder ugewannt ginn, well besoten Natura-2000-Gebidder weiderhi bestinn, respektiv datt déi Programmer iwwerall do kënnen ugewannt ginn, wou ze schützend Liewensraim an Aarte virkommen.

ad 8. Et ass genee dee Prozess, deen elo mat der éischter Regioun „Atert a Wark" entaméiert ginn ass, an déi nächst Regioune wäerten „au fur et à mesure" och duerch eng ëffentlech Prozedur an de kommende Méint goen.

Question 5223 (15.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **campagne contre la violence domestique :**

A Kollaboratioun mat zwee Bäckereibetriber aus Lëtzebuerg huet de Ministère fir Gläichstellung tëscht Fraen a Männer d'Campagne „Gewalt kënnt net an d'Tut" lancéiert. D'Zil ass et, d'Biergerinnen a Bierger op d'Theema vun der Gewalt doheem ze sensibiliséieren an op subtill Aart a Weis op d'Helpline Violence (+352 20 60 10 60) an de Site www.violence.lu opmierksam ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Wéi laang wäert dës Campagne lafen? Wéi ee Budget huet de Ministère fir dës Campagne virgesinn?

2. Op Basis vu wéi enge Krittäre goufen d'Bäckereien erausgesicht?

3. Wärend dëser Aktioun huet de Ministère och gratis Croissanten a Streiselen u Passante verdeelt. Huet et sech bei dëse Mëtschen ëm Biomëtsche gehandelt?

4. Och op de soziale Medien huet de Ministère fir dës Campagne Reklamm gemaach. Op zwou vun dräi Fotoe gesäit een d'Ministesch. Fënnt d'Ministesch, dass dës Fotoen déi richteg waren, fir op d'Problematik vun der haislecher Gewalt opmierksam ze maachen?

Réponse (15.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

Haislech Gewalt bleift leider eng alldeeglech Realitéit zu Lëtzebuerg: se betrëfft all gesellschaftlech Schichten an all d'Communautéiten, déi bei eis am Land wunnen.

Kee Mënsch soll verbal, physesch a sexuell Ugrëff an haislech Gewalt zu Lëtzebuerg erliewe mussen, dat ass mäi politesche Commitment.

Dofir schafft de Ministère fir Gläichstellung tëscht Fraen a Männer (MEGA) zesumme mat senge sëllege Partner um Terrain, fir souwuel den Affer, wéi och den Täter an hire Kanner déi Hëllef ze bidden, déi si brauchen an déi hinnen zousteet.

Niewent dem Afferschutz an der Täteraarbecht ass d'Preventioun, d'Informatioun an d'Sensibiliséierung vum Grand public e weideren essenzielle Pilier vun der multidimensionaler Approche vum MEGA. Nëmme wa mir e Maximum vu Leit mat eise Messagen erreechen, huet eis Aarbecht en nohaltegen Impakt.

Duerch eng ëffentlech Ausernanersetzung mam Theema vun der haislecher Gewalt, wëll ech net nëmmen derzou bäidroen de Sujet ze enttabuiséieren an ze destigmatiséieren, mee virun allem d'Leit iwwert déi bestoend Hëllefsservicer informéieren a si incitéieren, op dës Hëllef zeréckzegräifen.

Mat der Campagne „Gewalt kënnt net an d'Tut" wëll ech dësem Usproch gerecht ginn, fir net nëmmen eis Helpline „2060 1060" an eise Site „violence.lu" ze promouvéieren, mee virun allem e ganz breede Public mat eisem Message ze erreechen.

Duerch d'Zesummenaarbecht mat de Bäckereie Fischer a Jos & Jean-Marie an d'Distributioun vun 200.000 Tuten, déi mat engem cibléierten an dräisproochege Message bedréckt sinn, erreecht de MEGA Leit aus alle gesellschaftleche Milieuen a Communautéiten an hirem Alldag a gëtt hinnen ee vun eise Kärmessagë mat op de Wee: „Stoppt Gewalt".

D'Aktioun leeft esoulaang, bis all d'Tuten an de sëllege Filialen iwwer Land verdeelt sinn.

Am Kader vum Point presse den 10. November 2021 sinn insgesamt 1.000 Croissanten u Passante verdeelt ginn, déi de MEGA 1.375 € kascht hunn.

De Ministère huet dofir op Produite vun eisen zwee Partner zeréckgegraff, déi si an hirer regulärer Gamm ubidden a fir déi si gréisstendeels op lokal produzéiert Ingredienten zeréckgräifen.

D'Bäckereien hunn d'Fraise vun den Tuten iwwerholl.

D'Verdeelaktioun an de Point-pressen hu mir perséinlech erlaabt, mat de Leit an d'Gespréich ze kommen, si iwwert d'Problematik vun der haislecher Gewalt ze informéieren an en direkte Feedback ze kréien. Nëmme mat esou engem direkte Retour kënne mir op d'Besoine vun de Leit agoen an hiren Erwaardunge gerecht ginn. De Choix vun de Fotoen, déi an deem Kontext publizéiert gi sinn, soll dës Volontéit ënnersträichen, grad esou wéi de perséinlechen Engagement vun eise Partner.

Question 5224 (15.11.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **situation en matière de violences et d'abus sexuels au Luxembourg :**

Selon les chiffres publiés par le cabinet de la justice belge, 90 % des victimes d'agressions sexuelles, estimées à 75.000 par année en Belgique, ne dénonceraient pas les faits dont elles ont été victimes. Une fois la plainte déposée, seuls 10 % aboutiraient à une condamnation.

Ceci a amené les responsables politiques belges à mettre en place une task force interministérielle pour lutter contre la non-dénonciation de violences sexuelles et pour trouver les explications au taux minime de condamnation. Cette démarche est accompagnée d'une approche préventive et une mise en réseau des services à disposition des victimes.

1) Nous aimerions savoir des membres du Gouvernement comment se présente la situation en matière de violences et d'abus sexuels au Luxembourg, ceci tant en ce qui concerne la non-dénonciation que le taux des condamnations.

2) Existe-t-il une démarche comparable et concertée en la matière au Luxembourg ?

3) Quels sont les services à disposition des victimes ?

4) Quelles mesures préventives sont en place respectivement sont envisagées au Luxembourg ?

Réponse commune (15.12.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Ni la police, ni les autorités judiciaires ne disposent des données de non-dénonciation de violences et d'abus sexuels au Luxembourg. Le graphique ci-joint reprend, pour les trois dernières années, les plaintes reçues et enquêtes menées par les services de police concernant les infractions de viol et d'attentat à la pudeur. Il est à signaler que les autorités judiciaires ne sont pas tenues de suivre les qualifications initialement libellées par la police.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Concernant le taux des condamnations, les tableaux ci-dessous renseignent les différents chiffres contenus dans l'application JuCHA concernant les infractions de viol et d'attentat à la pudeur.

Il ressort de ces chiffres que le taux des condamnations est inférieur au taux des affaires ouvertes. Il est important de préciser que tous les signalements/plaintes/dénonciations en matière de violences et d'abus sexuels qui sont portés à la connaissance des parquets connaissent automatiquement une suite.

En effet, l'enquête est de principe dans une première phase, et la décision sur la suite du dossier (classement sans suites ou continuation des poursuites) n'est ensuite prise par les parquets qu'après avoir réuni toutes les données recueillies par les enquêteurs.

Ainsi, même en cas de suspicion de prescription, des enquêtes sont ordonnées afin de vérifier si la prescription n'a pas été interrompue à un quelconque moment, et afin de donner la parole à la victime.

La différence entre le nombre d'affaires ouvertes et le taux des condamnations s'explique premièrement par le fait qu'il y a un certain décalage temporel entre la prise en charge des affaires et l'année dans laquelle la décision définitive (première ou deuxième instance) est prise. Ce décalage peut s'expliquer par exemple par la complexité de l'affaire, le nombre de prévenus ou encore de la charge de travail des tribunaux. À titre d'exemple, une affaire ouverte en 2020 peut ne pas avoir fait l'objet d'un jugement définitif en 2020, mais seulement en 2021.

De plus, il y a des affaires qui ne sont pas poursuivies par le parquet[3], et ainsi certains prévenus n'auront pas de décision définitive par un tribunal voire par la Cour d'appel.

En tout état de cause, le Gouvernement est conscient qu'un chiffre noir relativement important existe, d'où la nécessité de continuer à sensibiliser le public à cette problématique et de poursuivre nos efforts en vue d'une prévention efficace de ces infractions et d'une information à l'attention de la victime concernant ses droits.

Dans ce contexte, il importe également de mentionner le projet de loi renforçant les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs, adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 15 décembre 2021 et qui vise également à faciliter la dénonciation de ces abus et violences sexuelles, alors que certains délais de prescription seront considérablement rallongés.

ad 2) Bien que Luxembourg n'ait pas institué de « task force interministérielle » formelle, de nombreuses collaborations entre les différents acteurs et administrations existent afin de lutter contre les violences sexuelles et leur non-dénonciation (parquets, Police grand-ducale, associations, ONG, ...), tel qu'explicité aux questions numéros 3 et 4.

Il convient également de citer le comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence, un organe consultatif présidé par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes et composé de représentants du Ministère de la Justice, du Ministère de la Sécurité intérieure, de la Police grand-ducale, du parquet, de services d'assistances aux victimes et de services d'aide aux auteurs de violence domestique, cette violence pouvant revêtir un caractère sexuel. Ce comité réunit des acteurs de terrain dans le but non seulement de mettre en œuvre la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique et d'évaluer son application, mais également d'analyser les éventuels dysfonctionnements constatés sur le terrain, d'échanger les bonnes pratiques, et d'étudier les situations de risques, ce par un dialogue permanent entre acteurs de terrain directement impliqués.

En outre, il existe un réseau de partenaires qui combattent la violence dans la société, qui agissent dans l'intérêt de l'égalité entre les femmes et les hommes et qui gèrent des structures d'accueil et des services de consultation à travers tout le pays qui s'adressent tant aux femmes qu'aux hommes en situation de détresse, dont les victimes adultes et mineures de violences et les auteurs de violence domestique.

Le CESAS joue également un rôle important, alors qu'il a pour mission de promouvoir la santé affective et sexuelle notamment par la mise en place de synergies, de réseaux d'acteurs de terrain, de l'outillage et de la multiplication des formateurs et de professionnels, de l'information, de la sensibilisation, de l'éducation, de la promotion de l'égalité et de la lutte contre les discriminations et les violences sexuelles dont les violences numériques.

ad 3) Il est important de souligner que toutes les victimes de violences, y compris sexuelles, peuvent être prises en charge par les nombreux services d'assistance existant au Luxembourg en la matière.

Il existe tout un réseau de partenaires dans le domaine social, familial et thérapeutique agréés et conventionnés ou sous contrat notamment avec cinq Ministères dont l'Égalité entre les femmes et les hommes, la Famille et l'Intégration, l'Éducation nationale, l'Enfance et la Jeunesse, la Santé, les Affaires étrangères et l'Immigration et qui visent à combattre la violence dans la société en fonction de leur domaine de compétences respectifs. Ces partenaires gèrent notamment des structures d'accueil et des services de consultation et d'assistance à travers tout le pays.

À titre d'exemple, il convient de citer les différents foyers pour femmes (p. ex. de Pro Familia) conventionnés avec le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que les logements de l'InfoMann, structure d'accueil pour hommes avec ou sans enfants en détresse, et les associations qui s'engagent pour l'assistance des victimes de violence domestique, femmes et hommes (p. ex. le Service d'assistance aux victimes de violence do-

[3] Le classement sans suites d'une affaire s'explique notamment en raison du doute quant à la qualité ou l'identité de l'auteur, par le fait que des éléments constitutifs de l'infraction en cause font défaut, la circonstance que le prévenu est décédé entre-temps, l'absence de preuves ou la prescription de l'affaire au moment de la plainte.

mestique « SAVVD » de l'ASBL Femmes en détresse, ou le Planning Familial).

De plus, le service de documentation juridico-médicale UMEDO (Unité médico-légale de documentation des violences)/Opferambulanz s'adresse à toute personne majeure ayant subi des violences physiques ou sexuelles et ne souhaitant pas déposer une plainte dans un premier temps. L'UMEDO peut établir un certificat médical sur les blessures subies qui permet non seulement de documenter les blessures et les traces biologiques, mais sert également de preuve pouvant être utilisée dans le cadre d'une procédure pénale.

En outre, l'Office national de l'enfance (ONE) a la possibilité, par l'intermédiaire de ses prestataires, de proposer des mesures de prise en charge des enfants victimes de violences, que ce soit sur décision du juge ou à la demande des parents ou de l'enfant. Des services spécialisés externes, qui ne sont pas prestataires de l'ONE, proposent également des traitements thérapeutiques qui peuvent être demandés directement auprès de l'ONE, comme par exemple Alupse ou Psy-Jeunes. Le CePAS et ses différents services sont aussi des points de contact directs pour l'aide et le soutien psychologique des victimes.

Plusieurs plateformes existent également à l'attention des victimes ou de tiers souhaitant dénoncer des infractions à caractère sexuel (par exemple le site de la police https://police.public.lu/fr/commissariat-virtuel/grooming.html concernant le grooming ou le site www.childprotection.lu mis en place par l'ONG ECPAT, Bee Secure, la police et les autorités judiciaires concernant l'exploitation sexuelle de mineurs).

Les victimes peuvent également contacter les helplines de Bee Secure (8002 1234), afin d'être conseillées sur d'éventuelles démarches à suivre. Le Service d'accueil et d'information juridique du Parquet général de Luxembourg permet à toute personne de recevoir des informations sur ses droits et d'être dirigée vers d'autres acteurs compétents, ce service étant assuré tous les samedis matin à la Cité judiciaire à Luxembourg.

Afin d'être tout à fait complet, la liste complète des services à disposition des victimes, y compris des permanences téléphoniques, peut être consultée sur le site du Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle (Cesas) (https://www.cesas.lu/perch/resources/acteurs-2020.pdf), ainsi que sur le site de référence en matière de violence du MEGA (www.violence.lu). La liste disponible sur le site violence.lu fournit des contacts de centres d'accueil, de consultation et d'information venant en aide entre autres aux victimes de violences et d'abus sexuels et permet de filtrer les services par sexe, âge, victime/auteur et type de violence.

ad 4) De nombreuses préventives et campagnes de sensibilisation sont menées au Luxembourg. De manière générale, les différents partenaires et gestionnaires du MEGA proposent des formations et ateliers sur les thèmes de la violence et des abus sexuels, notamment dans les écoles.

En outre, le MEGA organise annuellement des actions d'information, de prévention et de sensibilisation ensemble avec d'autres instances étatiques et son réseau de partenaires.

Concernant les mineurs, des campagnes de sensibilisation sont régulièrement organisées dans le cadre scolaire, notamment afin de prévenir les élèves des risques liés au sexting, et de les sensibiliser à la question du consentement. Chaque année, Bee Secure réalise plus de 1.000 « formations » de deux heures dans les classes de lycée, qui abordent les risques généraux liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le nouveau guide « Let's talk about sex » en trois langues à l'attention des professionnels qui encadrent les jeunes promeut une approche holistique et positive de la sexualité et donne aux professionnels les moyens de soutenir et accompagner les jeunes à la recherche d'une vie affective et sexuelle autonome, positive, égalitaire et respectueuse des autres. Il s'inscrit dans les objectifs du Plan d'action national santé affective et sexuelle qui préconise d'informer, de sensibiliser et d'éduquer les différents publics cibles en fonction entre autres de leur âge, de leur origine culturelle, de leur identité, de leur niveau d'éducation non seulement par la transmission de contenus théoriques mais aussi par la promotion de comportements et d'attitudes de savoir-être et de savoir-faire qui répondent aux valeurs et principes de la santé affective et sexuelle précités.

Le Service de prévention de la police en collaboration avec des acteurs externes ont lancé la campagne « Nu(e) sur le Net? » en janvier 2021, qui comprend une brochure informant les mineurs et les adolescents sur les risques du sexting. La brochure est accompagnée de vidéos et de fiches pédagogiques que les enseignants peuvent utiliser pendant leurs cours à l'école.

Une autre campagne « Stop aux violences sexuelles contre les enfants » de l'ECPAT et du KJT a aussi été lancée en 2021.

Il importe enfin de citer un avant-projet de loi en cours d'élaboration visant à créer des mesures de protection spécifiques au bénéfice de mineurs victimes et témoins d'une infraction pénale. Ces mesures peuvent, par exemple, consister à limiter voire à interdire les contacts entre le mineur et le prévenu pendant toute la procédure pénale.

Question 5225 (15.11.2021) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **site de la zone d'activité régionale « Fridhaff » :**

Depuis 1996 le Syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du Nord (SIDEN) a confié par affermage sur base de contrat de louage le traitement de ses boues épuratoires à la société Soil-Concept SA. Dans un communiqué de presse du 8 octobre 2021 du SIDEN, sont évoqués des problèmes de financement, de non-conformités et de non-commercialisation du produit fini stocké sur le site de la zone d'activité régionale « Fridhaff » par ladite société commerciale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Le projet ENERCOM a été créé en tant que projet de recherche européen dans le cadre du programme européen pour l'innovation, projet n° IN 10 424 I, sur le site de la société Soil-Concept SA. Il développe et vise à mettre en œuvre le concept de cocompostage de boue d'épuration et de déchets végétaux comme ressource pour la production d'énergies renouvelables sur le site. Ce projet ENERCOM a-t-il été subventionné par des fonds nationaux et/ou européens ?

2) Quels sont les résultats obtenus par ce projet de recherche ?

3) Existe-t-il des non-conformités majeures dévoilées par les instances étatiques résultant dans des mises en demeure ? Si oui, quelles en sont les différentes raisons ?

4) Depuis 2015 quelles sont les différentes quantités de boues épuratoires livrées sur le site de la zone d'activité régionale « Fridhaff » ? Qui sont les différents clients-dépositaires de boues épuratoires de la société Soil-Concept SA ?

5) La société Soil-Concept SA a-t-elle déposé une garantie financière dans le cadre de son autorisation d'exploitation ? Si oui, quel en est le montant et où est déposé ce capital ?

6) En cas de dépôt de bilan de la société commerciale, qui serait responsable des boues épuratoires, des produits finis ainsi que des installations techniques stockés et situés dans la zone d'activité régionale « Fridhaff » ?

Réponse commune (16.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Les activités de la société Soil-Concept SA sont le compostage de boues d'épuration et de déchets végétaux ainsi que la gazéification d'un mélange de déchets verts avec des boues d'épuration (projet ENERCOM). Elles se déroulent sur un site appartenant au syndicat SIDEN.

ad 1) Le projet ENERCOM cofinancé par des fonds européens consistait à mettre en œuvre la partie séchage biologique des boues d'épurations mélangées à de la biomasse dans huit silos et à construire le gazéificateur et l'unité de pelletisation.

Le projet de recherche VALOR-TECH (VALORisation énergétique des boues d'épuration : développement de nouveaux produits et TECHnologies innovantes) a bénéficié d'une aide à la R&D du Ministère de l'Économie au titre du régime d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation et fut déployé du 18 octobre 2012 au 1er juillet 2020. Il se greffait sur les avancées du projet européen et avait comme principal objectif le développement d'une « unité de polygénération » opérationnelle et reproductible au Luxembourg et à l'étranger pour répondre aux besoins du marché de la valorisation énergétique des boues d'épuration et des déchets verts ou organiques.

ad 2) Les essais pour l'installation expérimentale de gazéification ont été limités par mesure de précaution à cinq ans. Les autorisations d'exploitation obligent l'exploitant de transmettre des rapports sur ces essais. Les autorisations d'exploitation ont été adaptées à plusieurs reprises. Au final, les essais n'ont commencé qu'en septembre 2015 et étaient donc autorisés jusqu'en 2020. À la demande de l'exploitant, la durée des essais a été prolongée, ceci jusqu'à septembre 2022.

Selon des rapports intermédiaires soumis à l'Administration de l'environnement, il subsiste des problèmes techniques en ce qui concerne le fonctionnement de cette installation expérimentale de gazéification : les essais n'ont pas pu être réalisés comme prévus, des installations qui n'ont pas pu être livrées, autres problèmes de fonctionnement, etc. Des résultats concluants pour ce projet de recherche n'ont pas été présentés à l'Administration de l'environnement.

Lors des dernières visites sur site en 2021, l'installation était à l'arrêt.

ad 3) Lors des contrôles réalisés en 2021 par l'Administration de l'environnement, les non-conformités suivantes par rapport aux diverses autorisations d'exploitation en matière d'établissements classés (« commodo ») et de déchets ont été constatées :

- l'entreposage d'un volume total d'approximativement 22.000 m^3 de compost de boues d'épuration sur une surface totale de plus de 4.800 m^2 tandis que l'entreposage autorisé est limité à un volume total de compost de boues d'épuration ou de matériaux en phase de maturation de 7.750 m^3 sur une surface totale de 3.550 m^2 ;

- en particulier, l'entreposage des boues compostées se prolonge à l'arrière des compartiments couverts, situés au nord et destinés au séchage et à la maturation des boues d'épuration, rendant difficile sinon impossible l'accès par l'arrière de l'engin destiné au retournement des andains y localisés ;

- l'entreposage d'un volume d'approximativement 800 m^3 de refus de criblage (matériel de structure) à ciel ouvert sur le côté des compartiments couverts destinés à cet effet ;

- l'entreposage d'un volume d'approximativement 4.950 m^3 de déchets de verdure sur une surface d'environ 1.100 m^2 tandis que l'entreposage autorisé est limité à un volume de 900 m^3 de déchets verts sur une surface de 450 m^2 ;

- les avaloirs et les canalisations pour eaux de surface ne sont pas tous dans un état permettant le libre écoulement de ces eaux, faisant que des eaux de surfaces stagnent sur les aires de manœuvre et d'entreposage ;

- l'entreposage de boues d'épuration dans un des compartiments couverts non destinés à cette utilisation ; entreposage non autorisé ;

- la connexion du bassin de rétention pour eaux de processus au réseau d'évacuation menant à la station d'épuration de Bleesbruck est interrompue depuis juin 2019.

La société Soil-Concept SA a été sommée par courrier recommandé avec avis de réception du 20/07/2021, de se conformer aux conditions des arrêtés d'exploitation dans les plus brefs délais et au plus tard pour le 31 mai 2022. Elle a aussi été informée qu'en cas de non observation du prédit courrier, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable se proposera de faire suspendre par mesure provisoire, après mise en demeure, l'exploitation de l'établissement.

ad 4) Ci-après un relevé reprenant les différentes quantités de boues épuratoires ainsi que les différents clients dépositaires de ces mêmes boues :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5) Conformément aux dispositions afférentes de la législation relative aux déchets, la société Soil-Concept SA a déposé une garantie financière sous forme de caution bancaire.

ad 6) En cas de dépôt de bilan de la société Soil-Concept SA, il revient en premier lieu au curateur de prendre en charge les obligations en matière de cessation d'activités qui découlent des dispositions légales applicables.

À défaut, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable peut avoir recours à la garantie financière énoncée ci-dessus pour couvrir les coûts de désaffectation et des éventuelles opérations de gestion postérieure du site d'exploitation.

Question 5227 (15.11.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **chiffres Covid-19 :**

Zënter méi wéi annerhallwem Joer deelt d'Regierung am Kader vu Corona respektiv Covid-19 dagdeeglech Fallzuele mat. Et sinn dës Zuelen, besonnesch d'Neiinfektiounen an Hospitalisatiounen, déi d'Regierung dann och als Grond fir déi erloosse Moossnamen a Restriktiounen nennt. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, datt et hei net zu Mëssverständnesser kënnt. D'Zuelen, déi all Dag aktualiséiert an de Leit vermëttelt ginn, loossen awer vill Raum fir Spekulatiouen, doduerch, datt si net differenzéiert an detailléiert genuch duergestallt ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Firwat gëtt der Vollstännegkeet halber

- bei der Zuel vun den Neiinfektiounen net och gesot, wéi vill vun dëse positiv geteste Persounen da Symptomer haten a wéi vill keng Symptomer haten?

- bei der Zuel vun de gemaachte PCR-Tester, onofhängeg vum Resultat, net och gesot, wéi vill vun dësen Tester mat Symptomer gemaach gi sinn a wéi vill ouni Symptomer?

2. Bei den Zuele vun de PCR-Tester gëtt et d'Kategorie „sur/sans ordonnance". Dës Ënnerdeelung vun den Zuelen ass relativ schwammeg a kann zu feelerhaften oder falsche Schlëss féieren. Dës Kategorie kann een dann och net notzen als Unhaltspunkt, fir ze wëssen, wéi vill vun de gemaachte PCR-Tester oder positive Resultater mat Symptomer verbonne waren. Net jiddereen, deen e PCR-Test op Ordonnance mécht, huet och Symptomer oder ass krank. Doktere verschreiwen de PCR-Test z. B. och viru bestëmmten Ënnersichungen, Agréffer, an Openthalter am Spidol. A wann een de PCR-Test ausserhalb vum LST an ouni Ordonnance mécht, heescht dat och net, datt déi Leit musse Symptomer hunn oder sech krank fillen. Hei ginn et och vill aner Grënn, wéi z. B. een néidege valabelen negativen Test, fir un engem gesellschaftlechen Evenement deelzehuelen, fir eng Vakanz oder och fir d'Aarbecht oder eng bestëmmten Institutioun.

- Wat genau ass den Zweck vun dëser Kategorie, respektiv dëser Ënnerdeelung? Wat soll hei verdäitlecht ginn?

- Firwat gëtt dës Kategorie net méi differenzéiert opgeschlësselt, esou datt d'gesondheetlech Konditioun, ënnert där getest gouf, an den Zweck vum Test och berécksiichtegt ginn?

3. Ass d'Madamm Gesondheetsminister gewëllt, dofir ze suergen, datt an deem Sënn méi Transparenz an déi hei genannten Zuelen a Kategorië respektiv Ënnerdeelunge bruecht gëtt? Wann nee, firwat net? Wa jo, ass d'Madamm Minister bereet, dëst direkt ëmzesetzen?

4. Kann d'Madamm Gesondheetsminister erklären, wéi déi ëmmer aktualiséiert Zuel beim „suivi de la pandémie" vun den aktiven Infektiounen („nombre d'infections actives") berechent gëtt? Wéini gëllt een als Persoun mat enger „aktiver Infektioun" a wat sinn d'Viraussetzungen an d'Krittären, déi fir dëse Status berécksiichtegt ginn?

5. Kann d'Madamm Gesondheetsminister erklären, wéi déi ëmmer aktualiséiert Zuel beim „suivi de la pandémie" vun de geheelte Persounen („nombre de personnes guéries") berechent gëtt? Wéini gëllt eng Persoun als „geheelt" a wat sinn d'Viraussetzungen an d'Krittären, déi fir dëse Status berécksiichtegt ginn?

Réponse (16.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Unzuel vun den duerchgefouerte PCR-Tester souwéi d'Resultater vun de positive PCR-Tester, déi vun de Laboratoiren un d'Gesondheetsdirektioun iwwermëttelt ginn, beinhalte keng weider Informatiounen doriwwer, ob déi Leit, déi sech teste gelooss hunn, respektiv déi, déi e positiivt Resultat kritt hunn, Symptomer haten oder net. Deemno ass et net méiglech, dës Zousazinformatioun an de Rapporten unzeginn.

ad 2. D'Unzuel u Persounen, déi sech ouni Ordonnance teste loossen, huet rezent staark zougeholl.

D'Hausse un Tester, déi ouni Ordonnance duerchgefouert gi sinn, ass engersäits op d'Aféierung vum CovidCheck-Regimm zeréckzeféieren, souwéi op eng allgemeng Hausse un Auslandsreesen an domat verbonnenen Areeskonditiounen (z. B. d'Virweise vun engem PCR-Test). Anerersäits sinn Tester ouni Ordonnance och méiglech op Basis vun engem Voucher, dee vun der Gesondheetsdirektioun ausgestallt gëtt fir follgend Leit:

- Kanner tëschent sechs an eelef Joer,

- Leit, déi noweise kënnen, datt bei hinnen eng medezinnesch Contre-Indicatioun virläit, fir sech impfen ze loossen,

- Leit, déi virum 10. November hir éischt Impfdosis kruten,

- Geimpfte Studenten, déi zousätzlech zu hirem Impfcertificat nach e PCR-Test virweise mussen.

Et mécht aktuell net méi vill Sënn, eng Differenciatioun tëschent PCR-Tester, déi mat Ordonnance an ouni Ordonnance duerchgefouert gi sinn, ze maachen, soudatt dës Persounen neierdéngs zesumme mat de Leit, déi sech op Ordonnance teste loossen, am alldeeglechen an am wéchentleche Rapport ogeschlësselt ginn.

ad 3. cf. Äntwert op d'Fro 1.

ad 4. D'Definitioun vun enger aktiver Infektioun figuréiert am wéchentleche Rapport an ass, säitdeem déi éischt wéchentlech Rapporte publizéiert goufen, och nach net geännert ginn, fir eng Kohärenz an de Statistike bäizehalen.

« Une infection active est une personne présentant un test PCR positif au Covid-19 et qui est encore en période d'isolement à domicile ou hospitalisée.

- Pour une personne isolée à domicile, cette période d'isolement est prescrite par le Directeur de la santé pour une durée de 14 jours après le diagnostic positif du test PCR.

- Pour une personne hospitalisée, cette période d'isolement s'achève 14 jours après le retour du patient à domicile.

Le système actuel de monitoring ne permet pas de considérer des critères cliniques (examens cliniques : présences ou absences de symptômes) et/ou biologiques (deux tests négatifs à 24 heures d'intervalle). »

An der Definitioun gëtt sech effektiv nach ëmmer op eng Isolementsdauer vu 14 Deeg baséiert, well dëst enger epidemiologescher Definitioun entsprécht, déi allgemeng akzeptéiert gëtt. D'Isolementsdauer vun zéng Deeg baséiert op enger klinescher Definitioun. Fir datt d'Donnéeën historesch verglach kënne ginn a keng Inkohärenzen opgrond vun der Dauer vum Isolement entstinn, ass festgehale ginn, déi epidemiologesch Definitioun net ze änneren.

ad 5. De Service Monitoring vun der Gesondheetsdirektioun huet follgend Definitioun fir déi geheelte Persounen zeréckbehalen:

« Une personne guérie est une personne qui, après avoir présenté un test PCR positif au Covid-19, n'est plus en période d'isolement à domicile ni hospitalisée ni décédée.

Les personnes hospitalisées sont considérées comme guéries 14 jours après leur retour à domicile.

Les personnes non hospitalisées sont considérées comme guéries après 14 jours d'isolement à domicile. »

D'Zuelen, déi am wéchentleche Rapport publizéiert sinn, reflektéieren den Total u geheelte Persoune säit dem Ufank vun der Pandemie. Och hei ass d'Dauer vu 14 Deeg, fir als geheelt ze gëllen, op déi uewe genannte Grënn zeréckzeféieren.

Question 5228 (15.11.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **situation actuelle dans les hôpitaux :**

D'Situatioun vun de Spideeler gëtt aktuell nees staark thematiséiert. Well rezent Entwécklungen eng Hausse vun den Infektiounszuelen an Hospitalisatioune weisen, gëtt eng méiglech Iwwerlaaschtung vun de Spideeler gefaart. Elo scho gëtt driwwer geschwat, ob d'Spideeler den Normalbetrib deemnächst méiglecherweis nees reduzéieren, respektiv astellen.

D'Zuele vun den Hospitalisatioune ginn der Aktualitéit ëmmer ugepasst an ënner anerem am „rapport journalier" opgelëscht a matgedeelt. Wann een sech d'Opdeelung respektiv d'Kategorië vun den Hospitalisatiounen ukuckt, si verschidde Situatiounen net kloer verständlech. Doduerch, datt verschidden Detailer net kloer erauskommen, kéint et zu Mëssverständnesser kommen.
Hospitalisations de patients Covid confirmés en soins normaux (SN)
Hospitalisations de patients Covid suspects en soins normaux (SN)
Hospitalisations de patients Covid en isolement en soins normaux (SN)*
Hospitalisations de patients Covid confirmés en soins intensifs (SI)
Hospitalisations de patients Covid suspects en soins intensifs (SI)
Hospitalisations de patients Covid en isolement en soins intensifs (SI)*
* Les patients Covid-19 en isolement sont des patients dont le motif d'hospitalisation n'est pas Covid-19, mais qui ont une PCR Sars-CoV-2 positive et bénéficient de mesures d'isolement.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi ginn déi Zuele vun den Hospitalisatiounen erhuewen? Wéini gëllt eng Persoun am Kader vu Covid-19 als hospitaliséiert a wat sinn d'Virausetzungen an d'Krittären, déi fir dëse Status berécksiichtegt ginn?

2. Gëtt et eng Richtlinn oder bestëmmte Krittären dofir, déi bestëmmen, wéini eng Persoun wéinst Covid-19 muss
- isoléiert ginn?
- Intensivfleeg kréien?

3. Gëtt eng Persoun, déi aus engem anere Grond ewéi Covid-19 am Spidol läit, respektiv hospitaliséiert gouf, och an dës Statistike mat opgeholl,
- wa si positiv getest gëtt a Symptomer weist?
- wa si positiv getest gëtt a keng Symptomer weist?

Ass et also méiglech, datt bei den Zuele vun den Hospitalisatiounen och Leit matgezielt ginn, déi keng Symptomer weisen?

Firwat gëtt just bei den Isolementer preziséiert, datt de Grond fir hir Hospitaliséierung net „Covid-19" ass, si awer e positive PCR-Test hunn (*)?

(*« Les patients Covid-19 en isolement sont des patients dont le motif d'hospitalisation n'est pas Covid-19, mais qui ont une PCR Sars-CoV-2 positive et bénéficient de mesures d'isolement. »)

5. Ass d'Madamm Gesondheetsminister gewëllt, dofir ze suergen, datt an deem Sënn méi Transparenz an déi hei genannten Zuelen a Kategorië bruecht gëtt, esou datt ëmmer och vermëttelt gëtt, wéi vill Hospitalisatioune jeeweils Covid-19 als Grond haten oder hunn? Wann nee, firwat net? Wa jo, ass d'Madamm Minister bereet, dëst direkt ëmzesetzen?

Réponse (16.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Spideeler iwwermëttelen all Dag dem Service Monitoring vun der Gesondheetsdirektioun d'Unzuel vun Hospitalisatiounen an de Soins normaux souwéi an de Soins intensifs, déi si hunn.

Eng Persoun gëllt als hospitaliséiert opgrond vu Covid-19 („hospitalisation de patient Covid confirmé"), wann hir Hospitalisatioun op Basis vun enger medezinnescher Diagnos an engem Tableau clinique évocateur op Covid-19 zeréckzeféieren ass.

ad 2. All Persoun, déi e positive PCR-Test huet, muss an Isolement goen, egal ob dës Persoun sech grad doheem, an engem Altersheem oder an engem Spidol befënnt.

Wat d'Hospitalisatiounsdonnéeën, déi de Service Monitoring vun de Spideeler zougestallt kritt, ubelaangt, gëtt iwwerdeems ënnerscheet tëschent:

- Patienten, déi e positive PCR-Test hunn a opgrond vun hirer Covidinfektioun hospitaliséiert musse ginn („Hospitalisations de patients Covid confirmés");

- Patienten, déi net wéinst Covid-19 hospitaliséiert sinn an déi awer e positiven PCR-Test opweisen an déi deemno an Isolement musse gesat ginn („Hospitalisations de patients Covid en isolement").

D'Patiente kommen an d'Soins intensifs, wann den Dokter jugéiert, datt sech hire Gesondheetszoustand sou verschlechtert huet, datt si net méi an de Soins normaux weider versuergt kënne ginn.

ad 3. D'Donnéeë vum Service Monitoring vun der Gesondheetsdirektioun baséiere sech op déi Donnéeën, déi Spideeler all Dag erareechen.

Eng Persoun, déi aus engem anere Grond wéi Covid-19 hospitaliséiert muss ginn, fléisst an d'Rapporte vum Gesondheetsministère mat an, wa si e positive PCR-Test huet, egal ob si Symptomer opweist oder net. Dës Persoun gëtt dann an der Kategorie „Hospitalisations de patients Covid en isolement" rezenséiert.

ad 4. cf. Äntwert op d'Fro 2.

ad 5. D'Unzuel vu Patienten, déi opgrond vu Covid-19 hospitaliséiert sinn an d'Unzuel vu Patienten, déi wéinst engem anere Grond hospitaliséiert sinn an awer an Isolement si well si e positive PCR-Test hunn, ginn an déi wéchentlech an alldeeglech Rapporten op Covid19.lu publizéiert.

Question 5229 (15.11.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **résidence au Land de la Sarre :**

Selon le Ministre des Finances du Land de la Sarre, notre région voisine perdrait 5.000 habitants par année. Selon le même Ministre, cette évolution devrait inciter le Land à encourager les Luxembourgeois à choisir leur résidence en Sarre, ceci d'autant plus que le marché immobilier luxembourgeois serait en surchauffe.

Le Ministre des Finances entend promouvoir le concept de « résider en Sarre et travailler au Grand-Duché » à l'adresse de futurs sarro-luxembourgeois.

1) J'aimerais savoir des membres du Gouvernement s'il y a eu une concertation entre le Luxembourg et nos voisins a eu lieu dans ce sens.

2) Combien de résidents luxembourgeois ont changé de résidence dans les régions frontalières de nos trois pays voisins ?

3) Quelle est l'attitude du Gouvernement face à cette nouvelle stratégie de la Sarre ?

4) Comment a évolué le projet portant création d'un observatoire du logement pour la Grande Région ?

Réponse commune (16.12.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Non.

ad 2) Selon les données communiquées par l'IGSS, le nombre total de résidents luxembourgeois (de nationalité luxembourgeoise, n. b.) ayant changé de résidence entre décembre 2019 et décembre 2020 pour s'établir dans les régions frontalières de nos trois pays voisins s'établit à 2.308 personnes (1.416 en Allemagne ; 490 en France et 402 en Belgique).

Ces données communiquées de l'IGSS concernent les résidents luxembourgeois non décédés ayant habité dans les trois pays voisins en décembre 2020 et ayant eu une résidence au Luxembourg au moins une fois pendant la période allant de décembre 2019 à novembre 2020.

ad 3) Le Gouvernement ne saurait se positionner en l'absence d'une stratégie officielle de la Sarre aux modalités bien définies et en l'absence de contacts bilatéraux recherchés à ce sujet par les autorités sarroises.

ad 4) L'étude de faisabilité en vue d'un Observatoire transfrontalier du logement dans la Grande Région a été présentée à la Commission du Logement de la Chambre des Députés luxembourgeois le 14 mai 2020. L'étude a également été transmise au Conseil parlementaire interrégional. Depuis le Gouvernement est en attente d'un retour suite aux discussions menées au sein du Conseil parlementaire interrégional relatives aux trois scénarios proposés.

Question 5232 (15.11.2021) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **Service de la protection de la jeunesse :**

De Moment si landeswäit 32 Beamten an der Police fir de Jugendschutz zouständeg. De Service vum Jugendschutz ass follgendermoossen opgestallt: Regioun Norden (Dikrech): 2 Beamten; Regioun Osten (Gréiwemaacher): 3 Beamten; Regioun Süden (Esch): 5 Beamten; Regioun Zentrum (Stad): 7 Beamten.

Dës 17 Beamten decken de Volet „Mësshandlung vu Kanner", „Placementer vu Kanner" an de ganze Spektrum vun der „Délinquance juvénile" of (also all Strofdoten, déi vu Mannerjärege begaange ginn). Des Weideren enregistréieren dës Beamten all Vergewaltegung vun erwuessene Leit (ausser de Viol a puncto Prostitutioun).

Am meeschte gëtt dëse Service vum Jugendgeriicht befaasst, dat opgrond vu Signalementer, déi vu Schoulen, Crèchen a Maison-relaise gemaach goufen.

Déi zouständeg Beamte garantéieren och wéchentlech eng national Permanence, déi vun zwee Beamten assuréiert gëtt, dëst iwwert dat ganzt Joer verdeelt.

Ausserdeem gëtt et eng spezifesch Sektioun vum Jugendschutz (ëm déi 15 Leit) an der Stad, déi sech just ëm Sexualstrofdote këmmert, déi vu Mannerjärege begaange goufen oder déi Mannerjäreger um eegene Leif erlidden hunn. Dat geet vun „attentat à la pudeur" bis hin zu „Cyber-Grooming", also dem Verschécke vu Plakegfotoen duerch Erpressung. Och d'Internet-Pedo-Pornographie fält an hire Beräich. Ee vun dëse Beamte garantéiert och wéchentlech eng national Permanence, déi iwwert dat ganzt Joer leeft.

Lëtzebuerg ass keng Insel an d'Zuel vun de Mëssbrauch-Dossiere souwéi d'Affären am Beräich vun der Maltraitance vu Kanner hunn ëischter d'Tendenz zouzehuelen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an der Madamm Justizministesch follgend Froe stellen:

- Wéi huet sech d'Zuel vun de Beamten, déi de Moment am Departement vun der „Police judiciaire section protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel" schaffen, zanter 2015 entwéckelt?

- Wéi vill Dossiere gi pro Joer vun dësem Service behandelt a wéi vill sinn der aktuell nach net ofgeschloss bzw. net ugefaangen?

- Huet den Här Policeminister wëlles, fir d'Personal an dësem spezifesche Beräich opzestocken? Wa jo, wat géif dat konkreet bedeiten, vu datt deen een oder anere Büro iwwerlaascht schéngt ze sinn?

- Wéi kann een d'Zesummenaarbecht mat der Justiz vereinfachen?

Réponse commune (14.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Am Virfeld sief bemierkt, dass bei all Kommissariat Plainte gemaach ka ginn.

De Moment si landeswäit 39 Beamten, dovunner 32 aus der Policekarriär a 7 Zivillmataarbechter (5 dovu si schonn als Agent de police judiciaire (APJ) vereedegt), an der Sektioun Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel affektéiert. 3 ausgeschriwwe Posten an dësem Domaine wäerten deemnächst mat weidere Poliziste besat ginn.

2015 waren et, am Verglach, just 28 Polizisten. Zënter der Reorganisatioun vum August 2018, mam Zesummeleeë vun de SREC-Sektiounen (Section de recherche et d'enquête criminelle) an dem Service police judiciaire am Beräich Jugendschutz souwéi Jugenddelinquenz, waren et genee 29 Polizisten an zwee Zivillmemberen.

ad 2. Wat d'Zuel vun den Dossiere fir 2021 vun dësem Service ugeet, gëtt et 551 nei Affären am Domaine „Délinquance juvénile, maltraitance et placements mineurs"; dovunner sinn der 109 nach net ofgeschloss.

Fir den Domaine „Abus sexuel u Mannerjäregen" si bis elo 304 nei Affären erakomm. 454 Affären aus de leschte Jore sinn nach net ofgeschloss.

Ouni kënnen op genaut Zuelematerial vu virun der Reorganisatioun zeréckzegräifen, kann ee grob soen, dass d'Affären a béide Beräicher an d'Luucht gaange sinn.

ad 3. Am Kader vum „Plan de recrutement extraordinaire", dee vum Minister fir bannenzeg Sécherheet initiéiert gouf, soll och de Service de police judiciaire an de kommende Jore verstäerkt ginn.

ad 4. D'Zesummenaarbecht mat der Justiz am Beräich Jugendschutz klappt ganz gutt. Ee formelle wéi och een informellen Austausch tëschent den Enquêteuren an den Autoritéis judiciaires vun Dikrech a vun der Stad fënnt reegelméisseg respektiv op enger ad hoc Basis statt.

Question 5233 (15.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **délai d'attente pour un rendez-vous auprès d'un chirurgien orthopédique :**

Aus enger Etüd vun 2020 vum Robert Koch-Institut geet ervir, dass 15,5 % vun de Befroten ënnert chroneschem Réckwéi leiden. Och zu Lëtzebuerg si vill Persoune vu Réckeproblemer betraff a mussen dofir e Spezialist opsichen. Aktuell soll et hei awer zu laange Waardezäite kommen. Esou soll et z. B. zu Fäll komm sinn, wou Patienten och no enger IRM-Analys, déi kloer e gesondheetleche Problem bestätege konnt, dee souguer e chirurgeschen Agrëff kéint néideg maachen, nach iwwer siwe Méint hu musse waarden, fir e Rendez-vous bei engem entspriechende Spezialist ze kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi laang musse Patienten aktuell an der Moyenne waarden, bis si e Rendez-vous bei engem Orthoped/Réckespezialist kréie kënnen?

2. Wéi eng Waardezäit wär der Regierung hirer Aschätzung no hei medezinnesch vertrietbar?

3. Wat gëtt gemaach, fir d'Waardezäite bei orthopedeschen Ënnersichungen ze verkierzen?

Réponse (17.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Gesondheetsministère huet keng Relevéen, déi iwwert d'Waardezäite fir e Rendez-vous bei engem Spezialist ze kréien, renseignéieren.

D'Delaien hänke prinzipiell vun der Pathologie vum eenzele Patient of an d'Rendez-vouse ginn deementspriechend programméiert.

ad 2. Et ass net méiglech, eng generell Äntwert op dës Fro ze ginn. Verschidden Interventioune kënnen net waarden a mussen direkt ausgefouert ginn, anerer kënnen zu engem spéideren Zäitpunkt ausgefouert ginn, andeems an enger ëischter Phas d'Symptomer behandelt ginn. Heiansdo sinn och verschidde Waardezäiten néideg, (minimal Waardezäit fir eng informéiert Zoustëmmung an der ästheetescher Chirurgie, noutwendeg Waardezäit bedéngt duerch d'Spezifizitéit vu Behandlungen, z. B wann een tëschent zwou Interventiounen e gewëssen Delai ofwaarde muss asw.). Eng kloer an transparent Patienteninformatioun ass an alle Fäll ëmmer wichteg.

ad 3. Wéi an der Äntwert op d'Fro 2 erkläert, ass et net méiglech, generell op dës Fro ze äntweren. En fonction vun den Ënnersichunge kënne verschidden Delaie matspillen.

Question 5234 (16.11.2021) de **Mme Cécile Hemmen** et **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **retard de paiement de la subvention loyer :**

Selon une étude récente de la Confédération européenne des syndicats (CES), le taux d'effort des salariés résidant au Luxembourg percevant le salaire minimum a dépassé le taux de 50 % pour l'année 2019. Afin d'aider les gens moins aisés à pouvoir financer un logement, l'État peut apporter de l'aide par la subvention loyer. En tout cas, il est important d'éviter des retards de paiement, étant donné que les demandeurs en ont besoin pour s'acquitter de leur loyer.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer de l'évolution de la demande de la subvention loyer ces derniers mois ?

- Dans quel délai la subvention loyer est-elle transférée aux demandeurs ?

- Il nous revient que des retards concernant le paiement de la subvention loyer s'accumulent et

dépassent même plus de neuf mois. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'existence de tels retards ? Dans l'affirmative, de quelle manière Monsieur le Ministre pense-t-il y remédier ?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de retards, voire de suspensions de paiements de la subvention loyer dues à des problèmes de révision des dossiers ? Le cas échéant, ne devrait-on pas augmenter l'effectif du personnel traitant les demandes de subvention ? Est-ce que Monsieur le Ministre peut garantir que toutes les subventions demandées et accordées au cours de l'année 2021 seront encore payées cette année ?

Réponse (16.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

En ce qui concerne la première question des honorables Députés, portant sur l'évolution de la demande de subvention de loyer, veuillez trouver ci-dessous le nombre de dossiers introduits au Service des aides au logement (SAL) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le temps de traitement des dossiers individuels est en fonction non seulement du traitement du côté du SAL, mais aussi de la réactivité des demandeurs/bénéficiaires de l'aide. Il est, partant, difficile de donner une indication précise à cet égard.

Quant à l'effectif du personnel en charge des dossiers de subvention de loyer, il convient de noter que le groupe de gestionnaires se composait en 2020 de quatre personnes dont deux ont quitté le SAL au début de l'année 2021. Ces deux gestionnaires ont été remplacés dans les meilleurs délais et quatre agents supplémentaires ont été engagés entre avril et novembre 2021 pour augmenter l'effectif du groupe concerné de quatre à huit personnes.

Alors que la division des aides à la location se compose désormais d'un total de huit agents, il importe de noter que les « nouveaux-arrivants » ne dispos(ai)ent pas encore des connaissances suffisantes en la matière pour être en mesure de gérer de manière autonome les dossiers de subvention de loyer. Les gestionnaires expérimentés du groupe ont ainsi la charge supplémentaire de former les nouveaux agents.

Depuis le mois d'octobre des agents d'autres divisions du SAL ont été appelés à aider la division des aides à la location pour le traitement des dossiers.

Sur base des données de liquidation de la subvention de loyer, l'on peut constater que ce mode opératoire a déjà porté ses fruits, affichant notamment une augmentation considérable du nombre de paiements individuels ainsi que du nombre de dossiers en activité de paiement depuis le mois d'octobre :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Considérant que l'avant-projet de loi relatif à la réforme des aides individuelles au logement adopté par le Conseil de Gouvernement lors de la séance du 15 décembre 2021 prévoit un élargissement du cercle des bénéficiaires potentiels de la subvention de loyer, un renforcement de l'équipe des aides individuelles à la location sera dès lors inévitable.

Question 5235 (16.11.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **situation actuelle dans les écoles dans le cadre de la Covid-19 :**

D'Covid-19-Infektiounszuele sinn an deene leschte Woche weltwäit drastesch an d'Luucht gaangen, dëst och zu Lëtzebuerg. An deem Fall kann een dovun ausgoen, datt eis Schoulen och dovu betraff sinn. Zanter der Schoulrentrée ginn et keng offiziell Statistike méi, wat d'Infektiounslag an de Schoulen ugeet.

An deem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Huet d'Regierung eng Analys gemaach betreffend der Infektiounslag zënter dem Schoulufank?

- Wa jo, wat ass d'Resultat vun dëser Analys? Kann d'Regierung eis dës Statistike vun de leschte Wochen zoukomme loossen?

- Wéi interpretéiert d'Regierung dës Statistiken? Wéi eng Konsequenzen zitt se doraus?

www.chd.lu

Réponse commune (25.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Ophuele vum Schoulbetrib am September huet net zu enger immediater Erhéijung vun de Fallzuele gefouert. Et ass richteg, datt d'Zuele vun de Covid-19-Fäll (Schüler an Enseignanten zesummegekuckt) an deene leschte Wochen an d'Luucht gaange sinn (Grafik 1), genausou wéi dat och an der genereller Bevëlkerung de Fall ass.

Doriwwer eraus waren déi klammend Zuelen ënnert de Kanner am Grondschoulalter ze erwaarden; si entspriechen engem internationalen Trend, deen am Moment ka beobacht ginn. Well d'Kanner ënner zwielef Joer nach net geimpft sinn, breet sech de Virus an dëse Populatioune besonnesch séier aus.

Tëscht dem 15. September an dem 21. November 2021 sinn am Ganzen 2.234 Fäll am Enseignement fondamental (EF) an 1.204 Fäll am Enseignement secondaire (ES) constatéiert ginn.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Wann een d'Inzidenz vun neie Fäll par rapport zu der Populatioun an de Schoulen tëschent de Joren 2020 an 2021 vergläicht, kann ee feststellen, datt d'Inzidenz am Enseignement fondamental zum aktuellen Zäitpunkt op engem méi héijen Niveau ass wéi d'lescht Joer zur selwechter Zäit, wärend se am Enseignement secondaire däitlech méi déif ass. Den Ënnerscheed ass doduerch ze erklären, datt ronn 70 % vun de Schüler am Secondaire geimpft sinn, wouduerch d'Transmissioun speziell do gebremst gëtt. Dës Tatsaach weist nach eng Kéier op eng ganz kloer Manéier op d'Wichtegkeet vun der Impfung hin.

Ee groussen Ënnerscheed par rapport zum leschte Joer maachen d'Autotester aus, déi warscheinlech dozou féieren, datt positiv Fäll bei Kanner méi fréi an och a méi grousser Zuel detektéiert ginn. An der Woch 45 z. B. goufen 118 Fäll fir d'éischt duerch Autotester festgestallt, wat ronn 40 % vun all de Fäll an där Woch ausmécht. Dat weist drop hin, datt d'Autotester ee wichtegt Element sinn, fir d'Verbreedung vum Covid-19 an de Schoulen ze verhënneren.

De Comité de pilotage interministériel mat Vertrieder aus dem Educatiounsministère an dem Gesondheetsministère kënnt zanter dem Ufank vum Schouljoer zweemol pro Woch zesummen, fir déi aktuell Lag ze evaluéieren, konkreet Problemer um Terrain ze diskutéieren a Léisungsvirschléi auszeschaffen, respektiv Recommandatioune fir Mesuren ze maachen, wann an enger Schoul vill Fäll a verschiddene Klassen optrieden. Dës Mesuren (spezifesch d'Zenarioe 4) ginn dann och all Woch publizéiert. Bis elo waren dëst Trimester just Grondschoule vun esou Mesurë betraff.

Och wann d'Zuel vun de Covidfäll bei de Grondschoulkanner geklommen ass, stelle mir keen esou een Trend bei den Hospitalisatioune fest. Hospitaliséierunge vu Kanner a Jugendleche wéinst Covid-19 sinn extreem rar an zanter dem Ufank vun der Pandemie ass hei am Land och nach kee Kand oder Jugendlechen duerch Covid-19 gestuerwen.

An den Alterskategorien iwwer 50 Joer sinn d'Impftauxen am Moment nach net héich genuch, esou datt de Risiko vun enger Iwwerlaaschtung vun dem Spidolswiesen an deene kommende Wochen net ausgeschloss ka ginn. Wann d'Regierung an dësem Zesummenhang zousätzlech Mesuren zur Andämmung vun der Pandemie beschléisst, wäert d'Educatioun och hir Verantwortung iwwerhuelen. Aktuell lafen d'Gespréicher tëschent deenen zwee Ministèren, déi dem Regierungsrot entspriechend Recommandatiounen zoukomme wäerte loossen.

Question 5237 (16.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'évolution de l'**agriculture biologique :**

Déi aktuell Regierung huet sech am Koalitiounsaccord zum Zil gesat, dass bis 2025 op d'mannst op 20 % vun den Ubauflächen hei am Land soll op eng biologesch Landwirtschaft gesat ginn. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3752 vun 2018 vun déi gréng huet den deemolege Landwirtschaftsminister een Tableau presentéiert, op deem den Undeel vun der Bioproduktioun par rapport zur Gesamtproduktioun hei am Land indiquéiert ass. Aus dësen Zuele goung ervir, dass d'Biolandwirtschaft a verschiddene Secteuren immens ënnerentwéckelt war, zum Beispill bei Fleeschproduiten, Feldfriichten oder Drauwen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Kann de Minister d'Entwécklung vun den Zuelen aus der Fro N° 3752 fir d'Joren 2017, 2018, 2019 an 2020 an engem Tableau duerleeën?

2. Wéi vill Betriber hunn zënter 2018 op Biolandwirtschaft ëmgestallt?
- Wéi vill dovunner am Beräich vun der Véizuucht?
- Wéi vill dovunner am Beräich vum Fruucht- a Geméisbau?
- Wéi vill dovunner am Beräich vum Wäibau?

3. Wéi vill Fläche ginn aktuell no de Krittäre vun enger biologescher Landwirtschaft exploitéiert?

Réponse (16.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. De follgenden Tableau weist fir den Zäitraum vun 2014-2020 den Undeel vun der nationaler Bioproduktioun fir landwirtschaftlech Produkter, déi vum Service d'économie rurale (SER) an dem Service de l'horticulture vun der Adminstration des services techniques de l'agriculture (ASTA) erfaasst gi sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Analys vum Tableau weist däitlech, datt d'Biolandwirtschaft an de wichtegste Produktiounsausrichtunge méi schwaach ass, dat bei der Mëllech, dem Fleesch an de Kären oder och nach bei Dauerkulturen (Uebstbau, Wäibau), an datt d'Bioproduktioun bei den Eeër, dem Hunneg an dem Geméis méi en héijen Undeel huet.

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*
- 37(*)
Den Undeel u Véizuucht op den eenzele Betriber ass ganz variabel; fir verschiddener ass et d'Haaptproduktioun vum Betrib (Mëllech oder Fleesch), bei anere sinn et just e puer Déieren, déi fir de Fleeschverkaf u Privatcliente gehale ginn.
- 13(*)
- 7

ad 3. Um 1. November 2021 sinn ongeféier 7.892 ha(*) no dëse Krittären zu Lëtzebuerg bewirtschaft ginn. Heirënner fale souwuel déi fäerdeg ëmgestallte Fläche wéi och déi, déi nach an der Ëmstellung sinn (zwee bis dräi Joer, jee no Kultur), an déi awer och schonn no deene selwechte Krittäre bewirtschaft ginn.

(*): Déi definitiv Zuele wäerten eréischt no der Auswäertung vun alle Kontrolldossieren Ufank 2022 virleien.

Question 5238 (17.11.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **codes QR CovidCheck falsifiés :**

D'lescht Woch war an der Press ze liesen, datt en net geimpfte Mataarbechter an enger leedender Positioun bei der Santé en anere Mataarbechter gefrot hätt, him e gefälschten negative PCR-Test ze zertifiéieren. Déi aner Persoun hätt dëst refuséiert an den Direkter vun der Santé heiriwwer informéiert. De Santésdirekter hätt déi concernéiert Persoun suspendéiert an de Parquet ageschalt. Eng Spriecherin vun der Santé hätt dës Informatioune confirméiert, ouni awer op déi konkreet Reprochen anzegoen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

Vu datt laut der Press dëse Fall just duerch Zoufall opgedeckt gouf, wéi eng Kontrollmechanisme gëtt et, resp. wéi eng Prozedure gëtt et, fir Abusen ze vermeiden?

Réponse (20.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Normalerweis ginn d'Certificats de vaccination vum Impfzenter oder dem Dokter, deen impft, ausgestallt, an d'Certificats de rétablissement gi vun de Laboratoires d'analyses médicales ausgestallt, wann e positive PCR-Test virläit. Negativ Testzertifikater bei Antigeen-Schnelltester kënnen och vu verschiddene Gesondheetsberuffler ausgestallt ginn. Bei engem positive Schnelltest ass dat net méiglech, well dat net konform mam Gesetz wär.

Am Contacttracing vun der Inspection sanitaire gëtt et och ee „service d'aide et de vérification (SAV)", dee sech och spezifesch ëm d'Ausstelle vu verschiddenen Dokumenter, wéi z. B. d'Certificats de vaccination oder d'Certificats de rétablissement këmmert. Dëst ass néideg, well verschidde Leit hiren initialen Zertifikat verléieren oder vertässelen an dann eng Kopie froen. Dës Zertifikater sinn zwar och fir all Bierger iwwert myguichet.lu disponibel, mee et gëtt Leit, déi net digitaliséiert sinn, respektiv Problemer mam System hunn. Zousätzlech kënne Lëtzebuerger oder Residenten, déi am Ausland geimpft goufen, ënnert verschiddene Bedéngungen, déi am Covidgesetz festgehale sinn, hiren ausläneschen Impfpass an een europäeschen ëmschreiwe loossen. Och dëst gëtt vum SAV gemaach.

Theoreetesch ass et méiglech, am System e falschen Zertifikat ze produzéieren, dofir huet och nëmmen eng limitéiert Zuel vu Leit Zougrëff op de System. Aktuell, a säit dem Virfall, op deen den honorabelen Deputéierten sech referéiert, sinn dat nach ausschliisslech Leit aus dem SAV. Zousätzlech mussen dës Leit sech nominativ an de System aloggen, an all Aktioun, déi e Zertifikat generéiert, ass domat traçabel a kann engem Mataarbechter zougeuerdent ginn.

No dem zitéierte Virfall sinn d'Prozeduren nach emol iwwerpréift a verschäerft ginn, an et ginn elo systematesch stéchproufaarteg Kontrolle gemaach, fir ze kucken, ob déi ausgestallten Zertifikater justifiéiert sinn.

Question 5239 (16.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **satellites météorologiques :**

An der Äntwert op meng Fro Nummer 4721 iwwert d'Roll vun eise Wiedersatellitte wärend den Iwwerschwemmunge vu Mëtt Juli schreift d'Regierung ënnert anerem dat hei:

„De Lëtzebuerger Staat ass Member bei EUMETSAT a bedreift iwwer dës Organisatioun zur Zäit déi heite Wiedersatellitten [...]. All Memberland huet Accès op dës Donnéeën, déi hëllefen, fir europawäit Wiederprevisiounen ze maachen. [...] D'Waasserverwaltung huet de 15. Juli 2021 de CGDIS ëm d'Aktivéierung vum Copernicus Emergency Management Service-Mapping gefrot, fir eventuell Satellittenopname vun den Iwwerschwemmungen zu Lëtzebuerg ze kréien. Den Zäitpunkt, zu deem d'Biller geschoss ginn, verbonne mam Stand vum Héichwaasser dee Moment, ass ausschlaggeebend fir de Wäert vun de Biller. Dat sinn allerdéngs ex-post-Evaluatiounen. An der rezenter Kris hunn dës Satellitten awer keng Roll gespillt."

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung nach gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung preziséieren, wéi wäit am Virfeld vun den Iwwerschwemmungen op d'Donnéeën, déi iwwert eis Satellitte gewonne ginn, zeréckgegraff gouf, fir méiglechst fréi a prezis Risikoanalyse kënnen ze erstellen an d'Bevëlkerung entspriechend virzewarnen?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi eng Satellitte säit dem 1. Januar 2018 a wéi engem Zesummenhang am Virfeld vu staarke Wiederonrouen zur Opklärung a Virwarnung agesat gi sinn? Wéi eng Resultater sinn duerch dës Asätz erméiglecht ginn? Ass no deenen eenzelen Asätz eng Evaluatioun virgeholl ginn, fir déi nei Erfarungen zukünfteg an déi allgemeng Prozedure mat afléissen ze loossen?

3. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi vill mir säit dem 1. Januar 2018 alljoers fir d'Participatioun un dëse Satellitte bezuelt hunn an u wéi eng auslännesch Partnerstaaten - respektiv Institutiounen dës Sue gefloss sinn?

Réponse commune (23.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. D'Donnéeën, déi iwwert d'Satellitte vum Copernicus Emergency Management Service-Mapping (EMS) oder vum International Charter Space and Major Disasters gefrot ginn, sinn Opnamen, déi den Ausmooss vun den Iwwerschwemmunge solle festhalen. Dëst, fir d'Analys vum Evenement kënnen ze maachen. Et ass an deem Sënn am beschten, de Moment vum maximalen Ausmooss ze geroden, fir d'Auswäertung vum Evenement kënne beschtméiglech ze maachen. An anere Wierder, dës Donnéeë sinn net geduecht fir ze hëllefe virzewarnen, mee fir ze hëllefen ze dokumentéieren, auszewäerten an aner Donnéeën an Instrumenter vun der Héichwaasserpreventioun ze validéieren, spréch Héichwaasserstatistiken, Héichwaasserkaarten.

De European Flood Awareness System (EFAS) leeft och iwwert de European Earth Observation Programm (Copernicus) an notzt Wiedersatellitten, fir aus ënnerschiddlechen numeeresche Wiederprevisiounsmodeller vu verschiddene Wiederdéngschter kritesch Iwwerschreidunge vun Héichwaassenniveaue virauszesoen. Wéi den EFAS beim Héichwaasser vum Juli 2021 genotzt ginn ass, ass an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4721 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup nozeliesen.

ad 2. Satellittendonnéeë spille bei der Previsioun vu Wiederphenomeener gréisstendeels eng indirekt Roll. D'Meteosatellittendonnéeë vun EUMETSAT an och vun anere Satellitte si virun allem wichteg, fir datt d'Wiederprevisiounsmodeller méi prezis Previsioune berechne kënnen, well d'Satellitte flächendeckend verschidden Observatiounsdonnéeë liwweren, déi an d'Modeller mat afléissen. Benotzt fir d'Wiederprevisioune ginn d'Donnéeë vun all den EUMETSAT Meteosatellitten (Meteosat, Metop, Sentinel an ason).

MeteoLux schafft virun allem mat de franséische Wiederprevisiounsmodeller a mam europäesche Modell vun ECMWF (European Center for Medium-Range Weather Forecasts - Europäeschen Zentrum fir mëttelfristeg Wiederprevisiounen). Méi zum Theema an zur Zesummenaarbecht tëschent ECMWF an EUMETSAT ass och um Internetsite vun ECMWF ze fannen (https://www.ecmwf.int/en/about/media-centre/news/2021/eumetsat-provide-new-satellite-observations-improve-weather).

D'Modeller sinn d'Basis fir all Wiederprevisiounen, inklusiv fir d'Previsioun vu geféierleche Wiederphenomeener. Jee preziser d'Wiedermodeller d'Wiedersituatioun virausgesinn, ëmsou méi fréi kann eng effektiv Virwarnung stattfannen.

Zousätzlech gi virun allem d'Satellittebiller vun de geostationäre Meteosatellitten (Meteosat) och am operationelle Betrib vu MeteoLux benotzt. D'Meteosat-Satellittebiller sinn, zesumme mat anere Produiten, déi MeteoLux zur Verfügung stinn, fir de sougenannten „Nowcasting" wichteg.

Dat ass eng kuerzfristeg Previsioun iwwert déi nächst puer Stonnen, déi bei extreeme Wiedersituatioune verstäerkt praktizéiert gëtt. Ausserdeem ginn d'Satellittebiller eng Informatioun iwwert d'allgemeng Wiedersituatioun an am Verglach mat de Previsiounsmodeller en Hiweis op d'Performance vun de Previsiounsmodeller, déi jee no Modell a Wiederlag ënnerschiddlech ka sinn.

All dës Komponenten droen dozou bäi, datt Virwarnunge méiglechst fréi an effektiv kënne publizéiert ginn, souwäit wéi d'Genauegkeet vun de Previsiounen et zouléisst.

ECMWF an och Météo-France maache reegelméisseg Evaluatioune vun der Performance vun hire Previsiounsmodeller an domat och vum positiven Afloss vu Satellittendonnéeën op d'Modellberechnungen. MeteoLux benotzt Satellittendonnéeë fir d'Previsioune scho vu wäit virun 2018 un, wat Warnsituatioune mat abezitt.

Resultater, déi bei extreemem Wieder nëmmen op den Asaz vu Satellittebiller zréckzeféiere sinn, si fir de Beräich Meteorologie schwéier ofzeschätzen oder ze definéieren, well, wéi uewen erkläert, d'Satellittebiller nëmmen en Deel vun de Moyene sinn, déi zum Asaz kommen, a Satellittebiller och scho jorelaang fir d'Previsioune routineméisseg mat benotzt ginn.

Nieft de genannte Méiglechkeeten zur Dokumentatioun an Auswäertung vun Héichwaasserevenementer ginn duerch d'Wiedersatellitte kontinuéierlech Informatioune fir déi numeeresch Wiederprevisiounsmodeller geliwwert, op deenen déi meteorologesch Previsiounen an d'Produiten erstallt ginn, déi all Dag an eisen Héichwaasserprevisioune genotzt ginn.

D'Informatiounen a Produiten, déi duerch EFAS bereetgestallt ginn, sinn an dësem Sënn nëmmen eng Ergänzung zu den aneren Instrumenter an der Héichwaasserprevisioun. Méi zum Notze vun den EFAS-Meldunge kann een an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4739 vun der honorabeler Deputéiert Myriam Cecchetti noliesen.

Opname vum Copernicus Emergency Management Service-Mapping (EMS) si bis ewell wärend den Iwwerschwemmunge vun 2011 gefrot ginn. 2021 huet de CGDIS d'Satellittenopname vum International Charter Space and Major Disasters aktivéiert. A béide Fäll sinn d'Resultater aus der Siicht vun der Waasserverwaltung net zefriddestellend gewiescht, dëst aus zwee Grënn. Éischtens ass d'Opléisung vun den Donnéeën ze graff fir eng detailléiert Analys, dat heescht et kann een net wierklech erkennen, bis wou genee d'Waasser stoung. Zweetens ass de Peak (Maximum u Waasserstand) a béide Fäll net registréiert gi vum Satellit. Dat heescht, och wann ee géif erkennen, bis wou genee d'Waasser stoung, dann ass et net onbedéngt och déi maximal Ausdeenung gewiescht an huet an deem Sënn wéineg Valeur ajoutée. Et hëlleft awer, fir en Iwwerbléck vun den Iwwerschwemmungen iwwert dat ganzt Land ze kréien.

ad 3. Contributioune vu Lëtzebuerg fir EUMETSAT:

- 2018 - 1.247.130 €
- 2019 - 1.171.929 €
- 2020 - 1.021.685 €
- 2021 - 1.049.167 €

EUMETSAT ass eng tëschestaatlech Organisatioun mat 23 Memberstaaten an 11 kooperéierende Staaten. D'Sue ginn direkt an integral un EUMETSAT bezuelt. Den Haaptsëtz vun der Organisatioun ass zu Darmstadt an Däitschland. D'Contributioune gi fir déi verschidde Satellitteprogrammer a fir d'Gestioun vun der Organisatioun benotzt. Lëtzebuerg bezilt dobäi aktuell fir déi obligatoresch Programmer en Undeel vun 0,2137 %.

Question 5240 (16.11.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**application mobile du service Adapto :**

Säit Enn August ass déi nei Adapto-App operationell. Eisen Informatiounen no ass den Ëmgang mat der neier App fir vill concernéiert Leit zimmlech kompliziéiert oder si hu keen adequaten Handy, op dee si sech déi entspriechend App kënnen eroflueden. Dëse Leit bleift da just nach d'Méiglechkeet, an d'Adapto-Zentral unzeruffen. Mee do kënnt et eisen Informatiounen no wéinst Iwwerlaaschtung dacks zu Waardezäiten.

Parallell dozou sinn d'Adresse vu verschiddene Spideeler an deem Sënn e Problem, dass si fir d'Adapto-App net prezis genuch sinn. De Centre Hospitalier an d'Kannerklinik an der Stad hu beispillsweis déi selwecht Adress, hir respektiv Entréeë sinn awer net op der selwechter Plaz.

An dësem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

1. Kann den Här Mobilitéitsminister confirméieren, dass eng Partie betraffe Leit Schwieregkeete mam Ëmgang mat der neier Adapto-App hunn? Wa jo, wéi eng Mesurë gedenkt den Här Minister ze huelen, fir de Leit d'Situatioun ze vereinfachen?

2. Huet den Här Mobilitéitsminister Kenntnis vun den deels laange Waardezäiten an der Adapto-Hotline? Wa jo, wéi eng Mesurë si geplangt, fir d'Waardezäiten an der Adapto-Hotline erofzedrécken?

3. Sinn dem Här Minister Fäll bekannt, wou den Adapto-Bus op der falscher Plaz gewaart huet a schonn nees fortgefuer war, éier de Client op der Hotline duerchkomm war, fir nozefroen, wou säi Bus bleift? Wann den Här Minister Kenntnis vun esou Fäll huet, wéi eng Moossname gedenkt hien ze ergräifen, fir den Adapto-Service ze verbesseren?

4. Huet den Här Minister Kenntnis vum Problem mat den Adresse vun den uewe beschriwwene Klinicken, wou eng Partie Dokteren hir Praxis hunn? Wa jo, wéi soll dëse Problem behuewe ginn?

5. Sinn dem Här Minister nach aner Destinatioune bekannt, wou d'Entrée vun der Institutioun sech net op der eigentlecher Adress befënnt an d'Notzung vum Adapto-Service doduerch zousätzlech verkompliziéiert gëtt? Wa jo, wéi eng Institutioune sinn dat?

Réponse (13.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Hei referéieren ech mech op d'Äntwert fir d'parlamentaresch Fro N° 5168.

ad 2. De Callcenter hëlt net just Reservatioune fir Adapto entgéint, mee gëtt multimodal Renseignementer, d. h. iwwer all Operateur vum ëffentlechen Transport, a gëtt Informatiounen zu mBoxen, fir e Vëlo ënnerzestellen, oder zu Tickete fir grenziwwerschreidend Buslinnen, oder hëlt och Reklamatiounen zu all deene Sujeten entgéint. Dat bedeit, dass vill verschidden Zorte vu Leit uruffen, woubäi Adaptonotzer haaptsächlech wëllen e Bus bestellen, eng Reklamatioun iwwermëttelen oder soss gären Informatiounen zum Adaptotransport kréien.

Dëst féiert zu de Spëtzestonne leider zu verlängerte Waardezäiten. Déi laang Waardezäite sinn op verschidde Krittären zeréckzeféieren:

- Vill Adaptonotzer ruffen zu de selwechten Auerzäiten un, z. B. reservéieren der vill gäre méindes hir Faarte fir de Rescht vun der Woch. Als Spëtzestonne vun dësen Uriff gëllen: méindes de ganzen Dag, dënschdes bis freides 09.00-12.00 Auer a 15.00-17.00 Auer.

- Ee Manktem u Mataarbechter, deen awer viraussiichtlech ab Januar 2022 mat neie Renforte wäert ausgeglach ginn: am Kader vum rezenten Accord Enn September tëschent der Regierung an der Luxair iwwer e „Prêt temporaire de main-d'œuvre" wäert de Callcenter op zousätzlech Mataarbechter kënnen zeréckgräifen.

- D'Aféierung vun der neier App fir den Adaptonotzer sollt eigentlech zu enger Entlaaschtung vum Callcenter féieren. Och wa scho vill Notzer iwwer d'App buchen, bleiwen nach vill Leit, déi léiwer uruffen oder net d'Méiglechkeet hunn, fir iwwert d'App ze buchen. Mat weider Sensibilisatioun kann do vläicht nach entlaascht ginn.

ad 3. Effektiv kënnt et heiansdo vir, dass e Chauffer an e Client sech net fannen. Hei gëtt et verschidden Ursaachen, z. B.:

- falsch Manipulatioun vum Agent oder dem Notzer an der App;

- eng feelerhaft Kommunikatioun tëschent Agent an Notzer;

- d'Adress war dem Logiciel net bekannt (de Routing baséiert op Google) etc.

Et ass virgesinn, dass de Chauffer zéng Minutte waart an duerno soll weiderfueren, fir dass d'Faarte vun den nächste Clienten net perturbéiert ginn. De Chauffer/Notzer huet allerdéngs d'Méiglechkeet, een deem aneren anonym iwwert d'App unzeruffen. An der App gesäit den Notzer och, ob e Bus Retard huet oder net; allgemeng ass d'App also eng Hëllef a soll, wa méiglech, och dofir benotzt ginn.

ad 4. Bei grousse Gebailechkeeten, wéi Klinicken, déi verschidden Entréeën hunn, ass et tatsächlech heiansdo schwiereg, déi richteg Entrée unzeginn.

- Duerfir gëtt et awer d'Méiglechkeet, fir dem Chauffer eng Notiz oder Kommentar ze hannerloossen: Dës Funktioun wäert och an den nächste Wochen iwwer d'App verfügbar sinn, fir datt den Notzer och selwer bei enger Buchung iwwert d'App ee Kommentar kann dobäisetzen.

- Bei der Buchung gëtt et ausserdeem d'Méiglechkeet, unhand vun enger „Spéngel" op der Landkaart de genaue Punkt erauszesichen. Esou gëtt de Chauffer op déi richteg Platz navigéiert.

ad 5. D'Schwieregkeet mat der exakter Destinatioun ass ënnert anerem och de Fall bei grousse Shoppingzenteren oder groussen ëffentleche Plazen. Bei dësen Adresse gëtt et awer, wéi am Punkt 4 beschriwwen, d'Méiglechkeet, e Kommentar fir de Chauffer bei der Buchung ze hannerloossen, oder déi genau Plaz unhand vun der Spéngel ze definéieren

Question 5241 (16.11.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **géothermie :**

D'Geothermie spillt eng wichteg Roll bei der Transitioun vu fossillen op erneierbar Energien an hëlleft domadder och, ons Klimaziler ze erreechen. Et ass also wichteg, och d'Notzung vun der Geothermie, fir onsen Energiebedarf ze decken, periodesch ze evaluéieren, fir eventuell Upassungen un der Klimapolitik, z. B. a Form vu Subventiounen, duerchzeféieren.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi eng Forme vu Geothermie (z. B. „Tiefengeothermie" oder „oberflächennahe Geothermie") gi fir den Energieverbrauch vu Gebaier zu Lëtzebuerg genotzt?

2. Wéi vill Subventioune goufen an deene leschte fënnef Joer am Beräich vun der Geothermie ausbezuelt? Kënnen d'Ministere wgl. tabellaresch oplëschten, wéi sech d'Unzuel vu Gebaier, déi op Geothermie zeréckgräifen, an deene leschte fënnef Joer entwéckelt huet?

3. Wéi vill Prozent vum Energieverbrauch vun engem Gebai ginn am Duerchschnëtt duerch d'Geothermie ofgedeckt?

4. Wéi oft goufen d'Subventioune fir e Gebai fir d'Geothermie ugefrot, bzw. accordéiert, wou och gläichzäiteg Subventioune fir eng Fotovoltaikanlag accordéiert goufen?

5. Wéi schätzen d'Ministeren d'Potenzial vun der Geothermie zu Lëtzebuerg an? Wéi vill Gebaier sollen 2030 bzw. 2050 Geothermie notzen? Wéi vill Prozent vum Energiebedarf vun de Gebaier soll 2030 bzw. 2050 vun der Geothermie ofgedeckt ginn?

Réponse commune (27.12.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. An der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Fro N° 4180 gëtt expliziéiert, dass d'Lëtzebuerger Regierung tëscht dräi verschiddenen Déiften an der Geothermie ënnerscheet: i) „uewerflächenno", ii) „mëtteldéif" an iii) „déif" mat respektive Buerdéifte vun i) <400 m, ii) 400 bis 2.000 m an iii) >2.000 m.

Projeten, déi scho realiséiert sinn, notzen „uewerflächenno" Geothermie. Een Intensivéiere vun der Notzung vun dëser Form vu Geothermie ass een deklaréiert Zil aus dem nationale Klima- an Energieplang (PNEC).

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 4180 gëtt och ervirgestrach, dass et zu Lëtzebuerg, speziell am Süde vum Land, signifikant Potenzialer fir „mëtteldéif" Geothermie gëtt.

Am Kader vun der PRIMe House gi keng Statistike gefouert iwwert d'Déift vun de Buerungen.

ad 2. Bei de Subventioune muss ënnerscheet ginn tëscht de Subsiden, déi u privat Stéit, un Entreprisen an och nach aner ëffentlech Institutiounen (Gemengen a Gemengesyndikater) ausbezuelt ginn.

D'Subsiden, déi vum Ëmweltministère u Gemengen a Gemengesyndikater accordéiert goufen, an d'Unzuel u Gebaier deele sech follgendermoossen op (Stand 01/12/2021):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et sief ze preziséieren, datt bei der Entwécklung vun der Unzuel un de (Gemenge-) Gebaier, déi op Geothermie zeréckgräifen, nëmme schwéierlech eng Ausso méiglech ass, well net fir all Gebai, dat mat Geothermie versuergt gëtt, och eng Subventioun ugefrot ginn ass. Am Tableau hei driwwer ass also nëmmen d'Unzuel u Gebaier opgefouert, déi aus de Subventiounsdossieren, déi beim Ëmweltministère agereecht gi sinn, ervirgaangen ass.

De follgenden Tableau renseignéiert iwwer d'Unzuel vu Subventiounen ënner dem PRIMe House-Regimm:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Wa bei engem Gebai Geothermie genotzt gëtt, dat heescht, eng geothermesch Wärmepompel agesat gëtt, déi d'Energie aus dem Buedem notzt, da gi bis zu 100 % vum Wärmebedarf iwwer dës geothermesch Wärmepompel ofgedeckt.

Dobäi sief drop higewisen, dass eng Wärmepompel mat Stroum bedriwwe gëtt an ofhängeg vun der Leeschtungsfäegkeet vun der Wärmepompel, déi iwwer hire COP (Coefficient of Performance) gemooss gëtt, liwwert eng Wärmepompel mat engem COP vun zum Beispill 5 entspriechend 5 Unitéiten (z. B. kWh) Wäermt aus enger Unitéit Stroum (kWh). Déi Wäermt gëtt dem Ënnergrond entzunn an iwwer d'Wärmepompel op de gewënschten Temperaturniveau bruecht (Virlaftemperatur vum Heizkrees).

Wann eng geothermesch (oder generell all Typ vu) Wärmepompel mat enger Fotovoltaikanlag kombinéiert gëtt, kann een Deel vum Stroum, deen d'Wärmepompel verbraucht, direkt vun der PV-Anlag geliwwert ginn, a muss deemno net iwwer de Stroumreseau zoukaf ginn.

Wann eng geothermesch Wärmepompel mat enger Solarthermie-Anlag kombinéiert gëtt, da gëtt och een Deel vum Wärmebedarf (fir ze Heizen oder fir de Waarmwaasserbedarf) iwwer d'Solarthermie direkt ofgedeckt, wann d'Sonn schéngt (an deen Deel muss dann net vun der Wärmepompel geliwwert ginn).

Am Kader vun der PRIMe House soll d'Wärmepompel esou dimensionéiert sinn, datt keng aner Heizung noutwendeg ass.

ad 4. Bei de Subventioune fir e Gebai fir d'Geothermie fir Gemengen a Gemengesyndikater goufe bei aacht Dossieren och Subventioune fir eng Fotovoltaikanlag accordéiert.

56-mol goufen ënner dem PRIMe House-Regimm Subventioune fir e Gebai fir d'Geothermie accordéiert, wou och gläichzäiteg Subventioune fir eng Fotovoltaikanlag accordéiert goufen. An dat fir all Demanden, déi tëschent 2017 an haut erakomm an accordéiert goufen.

ad 5. De PNEC huet mat 180 GWhth/Joer eng éischt Aschätzung vum realisabele Potenzial vun der „uewerflächennoer" Geothermie proposéiert. Dëst bedeit, op der Basis vun aktuelle Schätzunge fir d'Demande u Wäermt pro Stot, dass een an der Zukunft bei enger maximaler Exploitatioun vun dem genannte realisabele Potenzial, 15.000 - 20.000 Stéit mat erneierbarer Wäermt kéint versuergen.

Nieft der „uewerflächennoer" Geothermie ass et wichteg ze notéieren, dass de PNEC aus dem Joer 2020 nach keng quantitativ Ausso iwwer dat technescht oder realisabelt Potenzial vun der „mëtteldéiwer" Geothermie zu Lëtzebuerg konnt treffen. Ewéi schonn am Punkt 1 ugedeit, an an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4180 duergestallt, lafen aktuell Studien, fir ë. a. dëst Potential ze quantifizéieren.

Question 5244 (16.11.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**évolution du secteur primaire :**

Il va sans dire que le poids du secteur primaire dans l'économie nationale va décroissant ces dernières décennies, et en termes de création de valeur ajoutée, et en termes d'emplois et de nombre d'entreprises.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Comment la valeur ajoutée réalisée par les différentes branches du secteur primaire a-t-elle évolué depuis 2000 ?

2) Comment les emplois de ces branches ont-ils évolué ?

3) Quels profils professionnels sont le plus demandés ?

4) Dans quelle mesure les entreprises concernées recourent-elles à des travailleurs saisonniers ?

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Quelle est leur part dans l'emploi total des différentes branches du secteur primaire ?

5) Est-il possible de déterminer le salaire moyen généralement payé dans les branches du secteur primaire ?

6) Peut-on constater actuellement une pénurie au niveau des travailleurs disponibles pour ce secteur ? Dans l'affirmative, quelles sont les entreprises les plus touchées par un éventuel manque de main-d'œuvre ?

Réponse commune (16.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Le tableau représentant l'évolution de la valeur ajoutée brute aux prix de base par branche et à prix courants entre 1995-2020 pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche est disponible sur le site Internet statistiques.lu du Statec, sous le lien suivant :
https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13157&IF_Language=fra&MainTheme=5&FldrName=2&RFPath=21

ad 2) Les tableaux permettant de suivre l'emploi total et l'emploi salarié pour tous les secteurs, notamment les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche sont disponibles sous les liens suivants sur le site Internet statistiques.lu du Statec :

- Emploi total (comprend toutes les personnes - aussi bien les salariés que les travailleurs indépendants) :
https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13161&IF_Lnguage=fra&MainTheme=5&FldrName=2&RFPath=21

- Emploi salarié :
https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13162&IF_Language=fra&MainTheme=5&FldrName=2&RFPath=21

ad 3) Les profils professionnels les plus demandés sont ceux de travailleurs qualifiés dans les domaines suivants :

- Technique de traite au niveau des exploitations laitières spécialisées
- Machinisme/mécanique agricole au niveau des exploitations détenant beaucoup de surface agricole et notamment des grandes cultures
- Œnologie en viticulture.

Une forte demande de travailleurs non qualifiés existe au niveau des fermes équines (mise en place des aliments, nettoyage des box) et en viticulture en ce qui concerne le travail saisonnier de récolte.

ad 4) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Le tableau ci-dessus montre l'évolution des unités de travail qui comprennent à la fois la main-d'œuvre familiale (indépendants agricoles, exploitants-associés, aidants familiaux agricoles) et non familiale (salariés, travailleurs à base irrégulière). Le tableau montre également l'évolution du nombre de travailleurs saisonniers au sein de l'agriculture et de la viticulture et de leur part au sein des unités travail totales.

Le recours à des saisonniers est le plus important dans la viticulture pour les travaux de récolte. Une certaine demande en saisonniers existe également au niveau des grandes exploitations agricoles détenant un nombre élevé de surface agricole pour les travaux de récolte et d'ensilage.

Il faut néanmoins nuancer les chiffres ci-dessus (nombre de saisonniers) de la manière qu'ils peuvent contenir des aidants agricoles non saisonniers, travaillant sur une base irrégulière. De la même façon, un certain nombre d'ouvriers saisonniers peuvent être compris au sein des salariés réguliers ou permanents dans le cas où ces salariés sont occupés au-delà de la récolte. En effet, la limite entre travailleur saisonnier et non saisonnier est souvent difficile à déterminer. De cette manière les chiffres collectés sous forme d'enquête dans le cadre du recensement agricole sont soumis à un certain taux d'erreur.

ad 5) Le salaire moyen payé en 2020 dans les branches de l'agriculture (toutes orientations confondues) et de la viticulture s'élevait à 2.352 euros par mois. En viticulture, le salaire moyen payé en 2020 s'élevait à 2.405 euros par mois. Il faut préciser aussi que les ouvriers agricoles d'origine étrangère, provenant souvent de l'Europe de l'Est, bénéficient souvent du couvert et du logis de la part du chef d'exploitation. Ce salaire en nature fait partie des montants susmentionnés.
(Source : SER - Réseau national de comptabilité agricole, 2000)

ad 6) Il existe une grande pénurie en main-d'œuvre qualifiée au niveau des exploitations laitières, qui cherchent activement des techniciens de traite ayant une expérience dans les différentes techniques de traite dont le travail avec robot. Ce manque de travailleurs qualifiés est confirmé par le MBR Lëtzebuerg, association agricole qui travaille dans le domaine de l'entraide agricole (intermédiaire entre agriculteurs) et emploie elle-même des aidants agricoles pour prester des services aux agriculteurs et viticulteurs. Vu la forte demande en aidants agricoles, le Lycée technique agricole vient d'initier en septembre 2021 une nouvelle formation CCP - ouvrier agricole. Il s'agit d'une formation concomitante sur trois ans qui a lieu partiellement au LTA et partiellement sur une entreprise agricole formatrice.

Question 5245 (17.11.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **personnel de la radio luxembourgeoise de service public 100,7 :**

D'après mes informations, la radio luxembourgeoise de service public 100,7 fait face depuis quelques années à un renouvellement important de ses effectifs.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer un turnover élevé au niveau des effectifs de la radio 100,7 ?

- Combien de personnes ont été recrutées ces cinq dernières années (par année) ? Combien de personnes sont parties à la retraite ces cinq dernières années (par année) ? Combien de personnes ont décidé de quitter l'entreprise ces cinq dernières années (par année) ? De combien de personnes est-ce que la radio 100,7 a décidé de se séparer ces cinq dernières années (par année) ? Combien de temps est-ce que les effectifs de la radio restent en moyenne auprès de leur employeur ?

- Quelles sont les raisons de départ invoquées par les personnes qui ont décidé de quitter l'entreprise ?

- Combien de personnes sont actuellement liées à la radio 100,7 via un contrat à durée déterminée (CDD) ? Combien de personnes sont actuellement liées à la radio 100,7 via un contrat à durée indéterminée (CDI) ? Quelle est la politique d'embauche de la radio concernant le type de contrat proposé aux nouveaux employés ?

Réponse (25.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Le Ministre des Communications et des Médias n'est pas en mesure de confirmer un renouvellement particulièrement important, passé ou actuel, des effectifs de l'établissement public de radiodiffusion socioculturelle. Par ailleurs, même si cela avait été le cas, il n'appartiendrait pas au ministre de commenter la politique des ressources humaines d'un établissement public jouissant de l'autonomie financière et administrative.

Question 5246 (17.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **recommandations de mesures sanitaires pour les communautés religieuses :**

Den 10. November hunn de Premier an d'Santésministesch sech mat de Vertrieder vun de Glawensgemeinschaften zu Lëtzebuerg getraff, fir iwwert déi aktuell sanitär Situatioun ze schwätzen. Een Theema war och, wat d'Reliounsvertrieder maachen, fir d'Verbreedung vum Virus an hire Gemeinschaften ze reduzéieren, respektiv auszebremsen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Cultes a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann de Minister erklären, firwat et richteg a wichteg ass, mat de Vertrieder vun de verschiddene Reliounsgemeinschaften iwwert d'Schutzmesuren an d'Impfen ze schwätzen? Gesäit de Minister hei Nohuelbedarf vusäite vun de Reliounsvertrieder?

2. Hunn all d'Vertrieder an der Reunioun sech zu de Virdeeler vun der Impfung bekannt?

3. An d'Reunioun waren nëmme Vertrieder vun de konventionéierte Glawensgemeinschaften invitéiert. Laut eegenen Ugaben hunn, zum Beispill, d'Zeuge Jehovas iwwer 2.000 Memberen zu Lëtzebuerg a si fir hir Retizenz, wat verschidde medezinnesch Versuergungen ugeet, bekannt. Hunn d'Ministeren sech och mat dëse Leit zesummegesat, fir si iwwert Virdeeler vun enger Impfung ze informéieren?

Réponse commune (15.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Regierung gesäit säit dem Ufank vun der Pandemie reegelméisseg d'Vertrieder vu verschiddene Communautéite vun eiser Gesellschaft, fir mat hinnen en Echange iwwert d'Pandemiebekämpfung ze hunn. An deem Sënn sinn och d'Reliounsgemeinschaften, wéi all aner Acteuren an hirem Domaine, vun der Pandemiebekämpfung concernéiert.

ad 2. Jo.

ad 3. Fir esou vill Leit wéi méiglech ze erreechen, och d'Membere vun den net konventionéierte Reliounsgemeinschaften, huet d'Regierung zousätzlech zu der genereller Impfcampagne, déi säit Méint leeft, eng massiv Opklärungscampagne wärend der rezenter Impfwoch lancéiert.

Question 5247 (17.11.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **procédure référendaire unique :**

Vum 19. November bis den 20. Dezember huet all walberechtegte Lëtzebuerger Bierger d'Méiglechkeet, sech bei senger Gemeng anzedroen, fir e Referendum iwwert déi nei Verfassung unzefroen. Formell handelt et sech hei awer nëmmen ëm d'Ënnerschrëft, fir iwwert den éischte vu véier Texter ofzestëmmen. Fir de Fall, datt d'Bierger gären iwwert déi integral nei Verfassung wëllen ofstëmmen, missten si, nom aktuelle Stand, duerno nach insgesamt dräimol fir déi aner eenzel Kapitelen ënnerschreiwe goen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Staatsminister gär dës dréngend Fro stellen:

- Kéint den Här Staatsminister sech virstellen, een eenzege Referendum iwwert déi véier Texter ofzehalen, fir de Fall, datt déi 25.000 Ënnerschrëfte bis den 20. Dezember beieneekommen, och fir all Bedeelegtem eng onnéideg Widderhuelung vun de Prozeduren ze erspueren?

Réponse (26.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

De Staatsminister respektéiert den Oflaf vun der Prozedur fir d'Organisatioun vun engem Referendum déi, op der Basis vum Artikel 114 vun der Verfassung, grad um Lafen ass. Aner Initiativen als Konsequenz vum Ausgang vun dëser Prozedur ënnerleien net der Entscheedung vum Staatsminister. An deem Sënn gesäit den Artikel 19 vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert den nationale Referendum och vir, dass just dann e Referendum vum Staatsminister kann organiséiert ginn, wann d'Demande fir d'Organisatioun vun engem Referendum aboutéiert ass.

Question 5248 (17.11.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **politique du logement :**

Den 10. November 2021 huet d'Denkfabrik IDEA eng Konferenz iwwer Logementspolitik organiséiert mam Titel: „Politique(s) du logement : Bons motifs, gros montants, faux problèmes, vrais enjeux, et cetera". An engem längeren Artikel an enger Lëtzebuerger Dageszeitung vum 15. November 2021 konnt een iwwerraschend Aussoen noliesen, sou zum Beispill huet de Senior Economist vun IDEA d'Fro gestallt, ob mir zu Lëtzebuerg iwwerhaapt e Logementsproblem hätten? Och Propositioune vun den aneren Intervenante waren deels befriemlech.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Logementsminister stellen:

- Huet den Här Minister Kenntnis vum Artikel mam Titel „Luxemburgs Wohnungsbaupolitik ist ein großer Erfolg" vum 15. November 2021?

- Deelt den Här Minister d'Aschätzung, datt mir kee Problem mam Wunnengsbau hei am Land hunn?

- Ass den Här Minister net der Meenung, dass dëse Reportage e Schlag an d'Gesiicht fir déi jonk Leit ass, déi händeringend eng bezuelbar Wunneng sichen?

- Wéi ass d'Aschätzung vum zoustännege Ressortminister ronderëm de Risiko vun enger Immobilieblos hei zu Lëtzebuerg?

Réponse (15.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Den Zougank zu bezuelbarem Wunnraum ass fir vill Leit am Land ouni Zweifel e grousse Problem, sief dat fir eng Wunneng an der Lokatioun oder an der Proprietéit. Dat gëllt zemools fir Leit mat niddregem Akommes an domadder besonnesch och fir déi Jonk. Grad dofir setzt d'Regierung aktiv en ambitiéise Programm ëm, fir an den nächste Jore méi bezuelbar ëffentlech Wunnengen ze schafen. Parallel dozou gëtt d'Gesetz vun 1979 zu de Wunnengshëllefe grondleeënd iwwerschafft.

Et ass sënnvoll, wann zu dësem Theema vill a breet diskutéiert gëtt a wann iwwert esou Diskussiounen an de Medie Berichter a Reportagen ze liese sinn.

Déi héich Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg loossen sech zum allergréissten Deel duerch eng Rei vu makroekonomeschen a soziodemografesche Facteuren erklären. Dozou gehéieren déi niddreg Hypothéikzënsen an allgemeng bëlleg Kreditter, de Wuesstem vun den Awunner a vun der aktiver Bevëlkerung, d'Verännerung an der duerchschnëttlecher Kompositioun vun de Stéit, d'Zuel vun den ëffentlech geförderten an erschwéngleche Wunnengen an insgesamt d'Zuel vun de gebaute Wunnengen.

Question 5249 (17.11.2021) de **Mmes Myriam Cecchetti** et **Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **demande d'obtention d'une indication géographique protégée (IGP) « cancoillotte » :**

Dans un article paru le 14 novembre 2021 et intitulé « La cancoillotte, emblème de la gastronomie franc-comtoise, en route vers l'IGP », le journal « L'Est Républicain » affirme que l'Association de promotion de la cancoillotte, fondée par des producteurs haut-saônois en 2013 et bénéficiant du soutien du Gouvernement français, serait en passe d'obtenir de la Commission européenne une indication géographique protégée « cancoillotte ». Cette IGP serait exclusivement réservée à une zone comprenant les départements français de « la Haute-Saône, le Doubs, le Jura, le Territoire de Belfort et quelques communes des Vosges, de l'Ain, de la Côte-d'Or, de la Haute Marne et de la Saône et Loire ». Selon l'article, le dossier serait actuellement en cours d'instruction par la Commission européenne, l'IGP devant normalement être accordée en 2022.

Cela signifierait qu'à partir de l'année prochaine, les producteurs luxembourgeois de cancoillotte seraient interdits d'utiliser ce terme pour commercialiser leur produit.

Au regard de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de cette procédure dont les origines remontent, pour le volet interne français, à 2015 ? Dans l'affirmative, a-t-il pris attache avec la Commission européenne pour souligner le caractère non exclusivement français de la cancoillotte, produit transnational dont les origines historiques sont bien antérieures aux frontières actuelles de nos pays ?

2) Monsieur le Ministre compte-t-il faire usage de la procédure d'opposition européenne permettant aux pays membres de l'Union européenne et aux pays tiers de faire opposition à l'attribution d'une IGP publiée au Journal officiel de l'Union européenne endéans un délai de trois mois suivant cette publication, pour imposer la recherche d'un accord entre les pays concernés ?

3) Monsieur le Ministre est-il au courant d'autres procédures de demandes d'IGP concernant des produits faisant également partie du patrimoine gastronomique luxembourgeois ? Au regard du caractère transnational de nombreux produits traditionnellement fabriqués au Luxembourg, Monsieur le Ministre compte-t-il le cas échéant se concerter avec ses homologues étrangers en vue d'une gestion transfrontalière de ce genre de demande ?

Réponse (02.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Je n'étais en effet pas au courant de ces démarches de la part des autorités françaises pour l'enregistrement de la dénomination « cancoillotte » en tant qu'indication géographique protégée pour certaines régions de la France. À noter que la demande se trouve actuellement en cours d'instruction auprès de la Commission européenne et que pendant cette phase, aucun détail relatif à la demande d'enregistrement ou relatif au cahier des charges en question n'est ni publié ni disponible. Selon les dispositions de la réglementation européenne relative aux indications géographiques, une procédure d'opposition par un autre État membre n'est envisageable qu'après la publication de l'enregistrement au Journal officiel de l'Union européenne.

Mes services, compétents en matière d'indications géographiques, vérifient de manière régulière, à l'aide de la base de données officielles des indications géographiques (eAmbrosia), la présence d'éventuels nouveaux enregistrements pouvant porter atteinte aux intérêts nationaux. Si tel était le cas, les autorités déclencheraient les démarches nécessaires et appropriées.

Mises à part ces démarches et procédures prévues dans le cadre de la réglementation relative aux indications géographiques, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural entend d'ores et déjà attirer l'attention de la Commission européenne sur nos intérêts nationaux dans le cadre du présent dossier.

Finalement, le seul fait qu'une demande d'enregistrement soit introduite auprès de la Commission européenne ne donne aucune prévision quant à la date où l'enregistrement d'une dénomination sera effectif.

ad 2) Si les instructions de la part de la Commission européenne décèlent un conflit entre la cancoillotte française et la cancoillotte luxembourgeoise, ce constat aurait comme conséquence le refus du dossier par la Commission européenne ou la demande d'y apporter des modifications. Aussi, la dénomination « cancoillotte » serait, d'après mon jugement, plutôt à être considérée comme dénomination à caractère générique.

Au cas où la dénomination est publiée au Journal officiel de l'Union européenne, les autorités luxembourgeoises procèderont à une analyse détaillée du dossier de la demande d'enregistrement disponible.

ad 3) Je ne suis pas au courant d'autres démarches de demandes d'IGP ou d'AOP introduites par les pays voisins et portant sur des produits faisant partie du patrimoine gastronomique luxembourgeois.

Question 5250 (17.11.2021) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** et **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **mise à disposition de traducteurs pour les offices sociaux :**

Dans un article paru le 8 novembre 2021 dans le journal « Le Quotidien », il est question de l'étude de l'OCDE sur le fonctionnement de la politique d'intégration. Selon cet article, l'un des grands défis pour les offices sociaux consiste dans la barrière de la langue avec des personnes immigrées ne parlant aucune des langues véhiculaires du pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Quels sont les moyens mis à disposition des différents offices sociaux du pays en matière de traduction ?

2) Des dispositifs particuliers sont-ils prévus pour les offices sociaux situés dans des communes où se trouvent des foyers d'accueil pour demandeurs d'asile ?

Réponse (17.12.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) En 2016, à la demande du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le service LISKO (Lëtzebuerger Integratiouns- a Sozialkohäsiounszenter) a été créé auprès de la Croix-Rouge luxembourgeoise avec pour mission de soutenir les communes et les offices sociaux dans leurs tâches d'autonomiser les personnes ayant le statut de réfugié politique et/ou de bénéficiaire de protection internationale.

Ainsi, les offices sociaux peuvent recourir à une équipe constituée de travailleurs sociaux et d'interprètes pour venir en aide aux personnes et familles nécessitant un suivi intensif. Entre 2017 et 2021, les moyens qui ont été mis à disposition du LISKO par le ministère ont augmenté considérablement : le nombre de travailleurs sociaux est passé de douze à plus de 21 postes et les frais d'interprétariat sont passés de 122.000 euros à environ 235.500 euros.

Outre les moyens mis à leur disposition par le biais du LISKO, les offices sociaux peuvent demander l'intervention d'un interprète au Service « Interprétariat interculturel » de la Croix-Rouge luxembourgeoise. Les frais sont pris en charge par le ministère dans le cadre de la convention annuelle.

ad 2) La prise en charge des demandeurs de protection internationale est assurée par l'Office national de l'accueil (ONA). Dès obtention du statut, les bénéficiaires de protection internationale ont droit à l'aide sociale au même titre que les résidents luxembourgeois et peuvent s'adresser, en cas de besoin, à l'office social de leur commune de résidence.

Afin de soutenir les offices sociaux dans leurs efforts, ces derniers peuvent bénéficier d'une convention BPI avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, dotant l'office social concerné d'une quote-part supplémentaire d'un personnel d'encadrement social et de 0,5 tâche administrative à charge de l'État par tranche de 600 bénéficiaires de protection internationale accueillis par la ou les communes relevant du ressort de l'office social. Cette mesure fait partie intégrante d'un paquet de mesures mis en place par le Gouvernement en 2015 à travers la circulaire N° 3324 aux administrations communales.

Question 5251 (17.11.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **reconnaissance de certificats internationaux de vaccination contre la Covid-19 :**

Mengen Informatiounen no kéinten divers international Impfzertifikater (QR-Code), wéi z. B. den australeschen, déi et erméiglechen, a Lëtzebuerg anzereesen, net vun der lëtzebuergescher CovidCheck-App gelies ginn. Deemno kéinten dës Leit zwar areesen, awer net un enger Aktivitéit, déi de CovidCheck verlaangt, deelhuelen. Dës international Zertifikater géifen an anere Länner awer schonns unerkannt ginn.

An dësem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt divers international Covidzertifikater (QR-Coden) net kënne vun der Lëtzebuerger CovidCheck-App gelies ginn?

- Wa jo, firwat ass dat esou? Huet d'Regierung geplangt, dëst ze änneren, soudass dës Persounen och un Aktivitéiten, déi de CovidCheck verlaangen, deelhuele kënnen?

Réponse (21.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Effektiv kann den nationalen Impfcertificat vu Leit, déi aus Drëttstaaten areesen a keen EU Digital Covid Certificate hunn, d. h. Leit aus Länner, déi bis dato keng Equivalenz vun hirem nationale Covidcertificat mat der Europäescher Kommissioun ausgehandelt hunn, net duerch déi lëtzebuergesch Covid-Check-App gelies ginn. Deemno kënnen dës Leit och net un Aktivitéiten am CovidCheck-Regimm deelhuelen.

Dat neit Covidgesetz, dat de 17. Dezember a Kraaft getrueden ass, gesäit allerdéngs am Artikel 3bis, Paragraf 3, vir, datt de Gesondheetsdirekter oder säin Délégué op Demande hin, fir kuerz Openthalter, en Impfcertificat ausstelle ka fir Leit, déi aus deenen Drëttstaaten areesen, déi am Règlement grand-ducal vum 17. Dezember 2021 virgesi sinn (aktuell sinn dat d'USA, Kanada, Südkorea, Brasilien, Japan an Indien), an déi iwwer e vollstännegen Impfscheema mat engem vu Lëtzebuerg unerkannten Impfstoff verfügen. Dem Gesondheetsdirekter mussen am Virfeld déi néideg Dokumenter an Iwwersetzungen zougestallt ginn, soudatt hien d'Authentizitéit vum originalen Certificat an d'Konformitéit iwwerpréiwe kann an e Certificat ausstelle kann. Dës Certificaten hunn zwar kee QR-Code a kënnen net gescannt ginn, mee musse laut dem neie Gesetz am Kader vu CovidCheck-Evenementer och akzeptéiert ginn.

Question 5252 (17.11.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **remboursement pour les communes à l'aide du formulaire « Intempéries » :**

D'Héichwaasser vum 14. a 15. Juli 2021, wat uechter d'ganzt d'Land grousse Materialschued verursaacht huet, gouf vum Regierungsrot als „catastrophe et calmité naturelle" deklaréiert, wat dozou gefouert huet, datt eng finanziell Ënnerstëtzung vun 100 Mio Euro fir déi betraffe Leit konnt zur Verfügung gestallt ginn. Dës Hëllef riicht sech u Stéit, Geschäfter an och un d'Gemengen. Déi concernéiert Gemenge si gebieden, bis den 31. Dezember 2021 hir Remboursement-Demande fir entstane Schied iwwer e Formulaire mat den néidege Justifikatiounen eranzeschécken.

An deem Kader wollt ech der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

- Wéi vill Gemengen hu bis haut op Basis vun der ministerieller Circulaire N° 4021 de Formulaire„Intempéries" erageschéckt?

- Ginn d'Demandë vun de Gemenge reegelméisseg bei neien Devisen ugepasst oder muss jeeweils en neie Formulaire „Intempéries" vun de Gemengen erageschéckt ginn?

- Kann d'Madamm Minister scho soen, respektiv aschätzen, wéi héich insgesamt d'Schied sinn, déi op Gemengenniveau ze verzeechne sinn?

- Kënnen iwwer de Formulaire „Intempéries" och Remboursementer vun de Käschte vu provisoresche Strukturen, déi sinistréiert Gemengeninfrastrukturen temporär ersetzen, gefrot ginn? Falls net, kënnen déi concernéiert Gemengen op enger anerer Basis eng finanziell Ënnerstëtzung fir provisoresch Strukturen ufroen?

- Gëtt et am Inneministère eng Kontaktpersoun, respektiv e Kontaktservice, dee vun de Gemengen, déi vun der Naturkatastroph getraff goufen, direkt kontaktéiert ka ginn?

- Huet d'Madamm Minister konkreet Informatiounen driwwer, wat fir een Undeel vun der finanzieller Ënnerstëtzung vun der Regierung fir d'Gemenge reservéiert, spriech virgesinn ass? Wéi vill Prozent vun de Remboursement-Demandë vun de Gemenge kënnen domat vun der Regierung iwwerholl ginn?

- Kann d'Madamm Minister eis matdeelen, wéini a wéi vill schonn un déi jeeweileg Gemengen ausbezuelt gouf?

Réponse (14.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Bis den 13. Dezember 2021 krut den Inneministère 15 Demandë vu Gemengen a Gemengesyndikater eran op Basis vun engem spezielle Formulaire, deen den Inneministère fir d'Deklaratioun vu Schied um Équipement collectif an de Gemengen erstallt huet.

Wann eng Gemeng oder e Syndikat eng Demande erageschéckt huet an d'Devisen nodréiglech ugepasst musse ginn, brauch d'Gemeng oder de Syndikat keen neie Formulaire auszefëllen. Dës Adaptatioune maache mir op Basis vun den Informatiounen, déi d'Gemeng oder de Syndikat eis matgedeelt hunn.

Aktuell ass et nach net méiglech fir anzeschätzen, wéi héich d'Schied insgesamt sinn. Dem Inneministère ginn och nëmmen déi Schied gemellt, déi u Proprietéite vu Gemengen oder Syndikater entstane sinn an déi weeder vun enger Assurancëgesellschaft, nach vun anere staatlechen Instanze rembourséiert ginn.

Iwwert de Formulaire „Intempéries" kënnen déi betraffe Gemengen a Syndikater all déi Schied deklaréieren, déi an hirer Proprietéit leien, ënner anerem och déi un de provisoreschen Infrastrukturen.

D'Demandë gi vun der Direktioun vun de Gemengefinanzen, an Zesummenaarbecht mat der Direktioun vun der ziviller Sécherheet, traitéiert. Als weider Kontaktméiglechkeet gouf d'E-Mail-Adress intemperies@mi.etat.lu speziell dofir ageriicht.

Am Staatsbudget ass fir d'Joer 2022 eng Enveloppe vu fënnef Mio Euro virgesinn, fir d'Gemenge finanziell ze entschiedegen.

Déi éischt Remboursementer wäerten Ufank 2022 gemaach kënne ginn, wa bis déi éischt Dossiere komplett sinn.

Question 5253 (18.11.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**électricité destinée à l'autoconsommation individuelle ou collective :**

Mam Gesetz vum 3. Februar 2021, dat d'Gesetz vun 2007 iwwer den Energiemarché modifizéiert, ass d'Autoconsommatioun vun den erneierbaren Energien, déi ee selwer produzéiert, vereinfacht ginn. Donieft ass och d'Méiglechkeet, eng energeetesch Gemeinschaft ze grënnen, geschaf ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Stéit hunn an de leschte fënnef Joer (2021 ageschloss), pro Joer, iwwer eng Photovoltaikanlag selwer Stroum produzéiert?

2. Wéi vill vun deene Stéit hunn de produzéierte Stroum selwer consomméiert?

3. Wéi vill energeetesch Gemeinschafte sinn zënter dem Akraafttriede vum genannte Gesetz gegrënnt ginn?

Réponse (15.12.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Am nationale Register (Registre national des centrales de production) gëtt keen Ënnerscheed vun der juristescher Persoun (Personne physique oder morale) gemaach. Ech erlabe mir dofir, fir op d'Fro vum honorabelen Deputéierten ze äntweren, d'Anlagegréisst ≤ 10 kW gläichzesetze mat engem Stot. Iwweregens gouf 2019 e spezifeschen Aspeisetariff fir Anlagen ënner 10 kW agefouert, fir speziell de Stéit kënnen nach besser Konditiounen unzebidden.

Stand Ufank Dezember 2021 gouf et zu Lëtzebuerg 9.239 Photovoltaikanlagen, déi Stroum produzéiert hunn. Dovunner waren der 4.593 aus der Kategorie ≤ 10 kW, vun deenen der 383 dëst Joer nei un d'Netz ugeschloss goufen.

Dës Zuele fir Anlagen ≤ 10 kW fir déi fënnef Joer virdrun (Stand um 31. Dezember) si follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. De Lëtzebuerger Regulateur, den Institut luxembourgeois de régulation, geet a sengem „Rapport de l'Institut luxembourgeois de régulation sur ses activités et sur l'exécution de ses missions dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel" reegelméisseg op den Eegeverbrauch vu Stroum an[4]. Aus dem Rapport vum Joer 2020 geet ervir, datt et an deem Joer 118 Anlage goufen, déi hire Stroum zwecks Eegeverbrauch hiergestallt hunn. Déi ganz grouss Majoritéit dovunner si Photovoltaikanlagen, an zwar 104 (83 am Joer 2019, 41 am Joer 2018).

De Ministère geet dovunner aus, datt et haaptsächlech Anlage sinn, déi aus de garantéierten Aspeisetariffer erausfalen an dann Eegeverbrauch maachen. Bei neien Anlage war et bis viru Kuerzem éischter sou, datt déi finanziell avantageis Bedéngunge bei den Aspeisetariffer gemaach hunn, datt déi Anlagen éischter an d'Netz aspeise wéi selwer de produzéierte Stroum verbrauchen. Dëst Bild ass awer amgaang sech ze änneren a wäert och ab dem Joer 2022 méi aktiv geférdert ginn.

ad 3. Op Nofro bei de Lëtzebuerger Netzbedreiwer ergëtt sech follgend Bild:

Et goufen nach keng Anlagen als energeetesch Gemeinschaft ugeschloss, an och nach keng ënnert dem Konzept vun der Autoconsommation collective. Op der Säit vun den Demanden ass et sou, datt bis elo véier Mol eng Autoconsommation collective bei den Netzbedreiwer ugefrot gouf.

Heizou ass och ze soen, datt nom Akraafttriede vum Gesetz vum 3. Februar 2021 nach hu missen Exekutiounsreglementer vum ILR geholl ginn. Dëst ass elo geschitt, d'Netzbedreiwer si preparéiert, an de Verbraucher stinn ë. a. Standardkonventiounen zur Verfügung, wéi d'Energie-Opdeelung an enger Gemeinschaft ka gemaach ginn. Myenergy schafft des Weideren un enger Informatiouns- a Publicitéitscampagne, déi d'Attraktivitéit vun der Autoconsommatioun wäert ervirsträichen.

4 https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILR-LU-1685561960-923.pdf

Question 5254 (18.11.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**Observatoire de la mobilité :**

L'accord de coalition actuel prévoit la création d'un Observatoire de la mobilité, dont les missions consisteraient à « recueillir, dans le contexte particulièrement dynamique du Grand-Duché, de manière efficace et continue les données nécessaires à une planification de la mobilité adaptée à l'évolution des besoins de la population et des entreprises ».

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est l'état des travaux pour la création d'un tel observatoire ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant à l'organisation, la composition et les missions d'un tel observatoire ainsi que les instruments mis à sa disposition ?

Réponse (22.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 2) D'un point de vue organisationnel, l'Observatoire de la mobilité (OM) est intégré à la Direction de la planification de la mobilité (DPM) du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (MMTP).

L'équipe est composée de 3 agents de la carrière A, dont 2 PhD. Ses missions sont :

1. La gestion d'un entrepôt central de données de mobilité. Cela inclut :
a) l'identification, la description et la collecte des données pertinentes ;
b) la coordination avec les producteurs des données, afin d'assurer l'interopérabilité et la qualité des données, ainsi que le développement continu de sources ;
c) le développement d'outils d'analyses et l'exécution d'analyses ciblées à des questions de planification de mobilité.
2. Renseigner sur l'état actuel et l'évolution de la demande de mobilité au Luxembourg, ainsi que de l'utilisation des infrastructures de transport.
3. Faciliter l'accès aux données de mobilité pour tous les acteurs concernés afin de promouvoir la culture de la donnée au Luxembourg.
4. Veiller aux exigences communautaires correspondantes.

Pour répondre à ses missions, l'OM disposera des instruments suivants :

1. Les résultats de l'enquête « LuxMobil » de 2017, renseignant sur les besoins de mobilité des usagers résidents et frontaliers.
2. Le modèle de trafic « MMUST », en élaboration.
3. Un entrepôt de données, c.-à-d. un système numérique de stockage, de gestion et de traitement de données auprès du CTIE (cf. ci-dessous). La plateforme permettra de structurer et de systématiser la collecte de données.

ad 1) L'Observatoire est opérationnel depuis 2019. Les projets entamés jusqu'à présent sont :

1. L'élaboration du modèle de trafic « MMUST ».
2. La mise à disposition et l'exploitation des données « LuxMobil » 2017 pour le PNM2035.
3. Le recensement des sources de données pertinentes. Il est à noter que d'autres pays font des enquêtes-ménage tous les ans ou tous les cinq à dix ans, alors que, avant 2017, le GD n'avait pas fait d'enquête-ménages depuis 20 ans, malgré son développement particulièrement dynamique.

Le saviez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

4. Création d'un entrepôt central des données de mobilité : Un programme de mise en œuvre d'une infrastructure numérique de stockage, de gestion et de traitement de données de mobilité est actuellement en cours auprès et avec le CTIE.

Question 5255 (18.11.2021) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **campagne de sensibilisation pour la sécurité routière pendant l'hiver :**

Am Hierscht an am Wanter, wann et méi däischter dobausse gëtt, klëmmt och de Risiko, dass et zu Accidenter am Stroosseverkéier kënnt. Besonnesch Foussgänger a Vëlosfuerer sinn an deem Kader enger besonnescher Gefor ausgesat, dowéinst ass et wichteg, dass si gutt siichtbar sinn am Stroosseverkéier.

Déi lescht Jore gouf zesumme mat der Sécurité routière eng Sensibiliséierungscampagne mam Motto „Gitt siichtbar - réfléchissez - Sidd opmierksam - regardez" organiséiert, fir eeben d'Foussgänger a Vëlosfuerer drop hinzeweisen, wéi wichteg eng gutt Visibilitéit an der däischterer Joreszäit ass, a gläichzäiteg d'Autosfuerer ze sensibiliséieren, gutt opzepassen. Allerdéngs ass eis opgefall, dass dëst Joer bis elo keng sou eng Sensibiliséierungscampagne organiséiert ginn ass.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

- Wat sinn d'Grënn, firwat dëst Joer keng Sensibiliséierungscampagne organiséiert gëtt?

- Sinn d'Häre Ministeren der Meenung, sou eng Campagne sollt reegelméisseg, am beschten all Joer, organiséiert ginn?

Réponse commune (20.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Wéi ëmmer, wann déi méi däischter Joreszäit um Enn vum Joer virun der Dier steet, ass et wichteg, d'Leit dorunner ze erënneren, wéi wichteg et fir hir eege Sécherheet ass, fir sech virsiichteg am Stroosseverkéier ze beweegen, a virun allem fir Foussgänger a Vëlosfuerer, wéi wichteg et ass, fir hell an am beschte reflektéierend Kleedung unzedoen, fir besser gesinn ze ginn.

An deene leschte Joren ass dofir och ëmmer eng Sensibiliséierungscampagne geschalt ginn zu deem Sujet mam Titel „Gitt siichtbar".

Och dëst Joer soll op dëse wichtege Sujet opmierksam gemaach ginn. Dofir gëtt dës Thematik dann och an der aktueller Sensibiliséierungscampagne „La belle action - Déi schéin Aktioun", déi säit dem 26. November leeft, thematiséiert.

Iwwert d'Joer verdeelt organiséiert d'Police ausserdeem reegelméisseg Campagnen, fir d'Verkéierssécherheet ze verbesseren, an domat natierlech och déi vun de vulnerabelen Usageren.

Och dëst Joer huet d'Police an deem Zesummenhang spezifesch Campagnen op hirer Agenda stoen. Dat geet traditionell schonn am Kader vum Schoulufank un, wou d'Police dëst Joer ënner anerem ronn 7.500 Sécherheetsvesten an de Schoulen un d'Kanner vum Cycle 2.1. verdeelt huet. Déi Campagne huet bis den 1. Oktober gedauert.

Wann d'Deeg méi kuerz ginn, steet zousätzlech d'Visibilitéit am Fokus, an dat ass d'Visibilitéit vun all den Usageren. Dëst Joer leeft d'Campagne „Wanterzäit 2021" vum 18. Oktober bis den 31. Dezember. Wärend dëser Campagne mécht d'Police net nëmmen op d'Visibilitéit vun de vulnerabelen Usageren opmierksam, mee och op aner Sujeten, wéi de gudden techneschen Zoustand vun de Gefierer, besonnesch vun de Pneuen an de Luuchten. Dës Sujete ginn ënner anerem och op de soziale Medie vun der Police thematiséiert.

D'Police huet dee Sujet also ëmmer am A, thematiséiert e konstant, kommunizéiert doriwwer a mécht natierlech och déi entspriechend Kontrollen.

Question 5257 (18.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **primes dans la fonction publique :**

Am Mäerz 2017 hat de fréiere Minister fir Bannenugeleeënheeten an ëffentlechen Déngscht am Kader vun enger Generalversammlung vun der ALBSC gesot, et géif am ëffentlechen Déngscht keng Upassunge beim Primmesystem méi ginn, bis eng generell Etüd iwwert d'Primmen ofgeschloss wär. Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4947 geet ervir, datt déi besoten Etüd eréischt am Fréijoer 2022 soll ofgeschloss ginn an dono der Chamber virgestallt wäert ginn.

Trotz dësen Ukënnegungen an obwuel déi besoten Etüd nach net ofgeschloss ass, huet de Minister fir den ëffentlechen Déngscht den 11. Februar 2021 Upassungen am Kollektivvertrag vun de Staatsaarbechter ugeholl an domader och enger Erhéijung vun der Bereetschaftsprimm zougestëmmt, déi am Artikel 20 vum Accord festgehalen ass.

Wann een d'Stonnenindemnisatiounen op Fallbeispiller an der Realitéit norechent, erginn sech zum Deel Bereetschaftsprimme vun e puer dausend Euro pro Mount pro Salarié. Ee Salarié kéint deemno pro Mount ee Maximum vu bal 5.000 € un Zouschléi erwirtschaften. Dëst hänkt natierlech och vum Poste vun der betreffender Persoun of an ob op dësem Posten eng permanent Bereetschaft muss assuréiert sinn, wéi zum Beispill beim Wanterdéngscht an enger Gemeng oder bei Ponts et chaussées.

A verschiddene Gemenge ginn et verschidde Plazen, op deene permanent eng Bereetschaft muss assuréiert sinn. Deemno wäert dës Primm, jee nom Montant an op d'Joer gesinn, sécherlech och een Impakt op d'Gemengefinanzen hunn. Nom genannte Fallbeispill géif eng permanent Bereetschaft eng Gemeng pro Joer 60.000 € pro Salarié kaschten, an dat zousätzlech zum Basisgehalt vun dëser Persoun.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Ëffentlechen Déngscht a fir Interieur dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, dass dës Primm op deen Datum vum 11. Februar 2021 ugepasst gouf? Falls jo, firwat gouf net op d'Finaliséierung an d'Publizéierung vun der Etüd gewaart?

2. Kann d'Regierung erklären, wéi de Montant vun der Bereetschaftsprimm, déi am Artikel 20 festgehalen ass, berechent gëtt? Kann d'Regierung dës Rechnung unhand vun zwee Fallbeispiller chiffréieren?

3. Wéi vill Salariéë beim Staat ënnerleien enger Bereetschaft a kommen an de Genoss vun dësem Zouschlag? Wéi eng zousätzlech Ausgabe bedeit dës Modifikatioun fir de Staatsbudget?

4. Wäerten d'Staatsbeamten, déi och enger Bereetschaft ënnerleien, ewéi zum Beispill d'Cantonnieren, ënnert de Regimm vun dëser Primm falen?

5. Wéi vill Salariéë bei de Gemengen an de Gemengesyndikater ënnerleien enger Bereetschaft a wäerten dës Primm ausbezuelt kréien? Wéi vill zousätzlech Ausgabe bedeit dës fir d'Gemengen? Kann d'Madamm Minister och soen, a wéi ville Gemengen a Gemengesyndikater dës Primm wäert ausbezuelt ginn?

6. Verschidde Persounen, déi fir d'Gemengen an d'Syndikater schaffen, kréie fir hir Bereetschaft de Moment nach keng Primm. Dorënner falen zum Beispill d'Ingenieuren oder d'Direkteren. Wäert d'Regierung, ugesiichts vum existéierenden Accord, hei fir Gerechtegkeet schafen, andeems och dës Persounen an de Genoss vun dëser Primm kommen?

7. Huet de Syvicol dës geplangten Upassung am Virfeld vum Accord aviséiert?

Réponse commune (24.12.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Avenant zum bestoende Kollektivvertrag fir d'Staatsaarbechter gouf den 11. Februar 2021 ënnerschriwwen an ass de selwechten Dag a Kraaft getrueden. Den 10. Mäerz huet de Minister fir d'Fonction publique dësen Avenant der zoustänneger Chamberkommissioun am Detail presentéiert, an enger Sitzung, wou iwweregens den honorabelen Deputéierten deelgeholl huet. Deemno erlaabt sech de Minister fir d'Fonction publique op dëser Plaz, den honorabelen Deputéierten och op de Rapport vun dëser Sitzung ze verweisen. An där Sitzung gouf et keng Stëmmen, déi den neie Kollektivvertrag a Fro gestallt hätten. De Kollektivvertrag, deen iwwer dräi Joer leeft an dofir och sozial Rou garantéiert, huet zwee grouss Punkte festgehalen: nieft der Erhéijung vun der Bereetschaftsprimm, gouf och nach d'Aféiere vum Compte épargne-temps (CET) fir Staatsaarbechter vum 1. Januar 2022 u festgehalen.

D'Bereetschaftsprimm, vun där hei riets geet, gouf och aus Ursaache vun der Equitéit am Verglach mat anere Regimmer wichteg.

D'Bereetschaftsprimm gëtt zanterhier net méi als Forfait fir eng ganz Plage horaire vun der Bereetschaft ofgerechent, mee ganz genau pro Stonn.

D'Remuneratioun vun engem Staatsaarbechter, dee Bereetschaftsdéngscht mécht, beleeft sech op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Hei dräi Fallbeispiller fir déi Primmen ze illustréieren:

- Beispill vun engem Agent, dee wärend engem Mount no Feierowend nach dräi Stonne Bereetschaft huet:
21 Deeg x 3 Stonnen = 63 Stonne Bereetschaft insgesamt.
Fir déi 63 Stonnen, géif den Aarbechter e Montant brut vun 333,96 Euro Bereetschaftsprimm kréien.
- Beispill vun engem Agent, dee wärend engem Mount d'Weekender Bereetschaft huet:
48 Stonne x 4 Weekender = 192 Stonne Bereetschaft insgesamt.
Fir déi 192 Stonnen, géif den Aarbechter e Montant brut vun 2.035,77 Euro Bereetschaftsprimm kréien.
- Beispill vun engem Agent, dee wärend zwou Wochen no der Aarbecht zwielef Stonne Bereetschaft huet:
14 Deeg x 12 Stonnen = 168 Stonne Bereetschaft, dovunner sinn 120 Stonnen ze bezuelen nom Tariff vun 0,6197 Euro (Index 100) an 48 Stonnen nom Tariff vun 1,2394 Euro (Index 100).
Fir déi insgesamt 168 Stonnen, géif den Aarbechter e Montant brut vun 1.145,07 Euro Bereetschaftsprimm kréien.

Dës Fallbeispiller illustréieren, datt et zu Augmentatiounen duerch Bereetschaftsdéngschter kënnt, mee datt déi Zuelen, déi den honorabelen Deputéierten a senger Fro virbréngt, largement iwwerdriwwe sinn, et sief dann, eng Persoun géif dauerhaft e ganzt Joer onënnerbrach a Bereetschaft sinn, wouvu verständlecherweis net auszegoen ass.

Den honorabelen Deputéierten ass mat Sécherheet averstanen, datt de viregte Regimm vun der Bereetschaftsprimm, bei deem fënnef Euro fir eng Bereetschaft vun zwielef Stonnen ausbezuelt gouf, der Realitéit vun haut net méi entspriecht fir déi verantwortungsvoll Aufgaben, wéi zum Beispill d'Streedéngschter.

An de Joren 2020 an 2021 hunn tëschent 141 a 427 Agenten eng vun den zwou Primme krut, déi hei applikabel sinn (d. h. P921: astreinte hors samedi, dimanche et jours fériés a P922: astreinte samedi, dimanche et jours fériés). Dës Mesure kascht de Staat ongeféier véier bis fënnef Milliounen Euro d'Joer.

De Regimm vun de Cantonnieren ass vun dëser Mesure net betraff. Si profitéiere vun anere Primmen, déi am Artikel 7 vum groussherzogleche Reglement vum 25. Oktober 1990 (Règlement grand-ducal du 25 octobre 1990 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par des fonctionnaires ainsi que leur astreinte à domicile) festgehale sinn.

Am Artikel 7 steet, datt den Agent, dee Bereetschaftsdéngscht mécht, als Ausgläich dozou eng Stonn Congé pro Permanence kritt, déi e mécht an déi zwielef Stonnen dauert. Wann aus déngschtleche Grënn dësen Ausgläich net méiglech ass, gesäit dësen Artikel follgend Primme vir:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wat de Gemengesecteur betrëfft, esou ass ze soen, datt d'Primmen och hei een Element vun de Paie vun de Gemengesalariéen duerstellen. Dës Paie gi vum Gemengerot fixéiert. All Gemeng kann decidéieren, ob si hire Salariéen eng Bereetschaftsprimm accordéiert an där hire Montant festleeën. Déi Gemengen, déi de Staatsaarbechterkollektivvertrag applizéieren, si fräi ze decidéieren, ob si dësen adaptéieren oder net.

Wat d'Fro no de Primmen am Gemengesecteur fir Direkteren an Ingenieuren, déi als Fonctionnaire oder Employé agestallt sinn, ubelaangt, verweise mer op d'Äntwert zu der parlamentarescher Fro N° 4947.

Well de Kollektivvertrag vun de Staatsaarbechter net automatesch op d'Salariéen am Gemengesecteur applikabel ass, si weeder d'Gemengenautoritéiten, nach de Syvicol un der Ausaarbechtung vun Ännerungen um Staatsaarbechterkollektivvertrag bedeelegt.

Question 5258 (18.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **marché public pour la station-service sur l'A4 :**

Mam Gesetz vum 9. September 2021 relative au réaménagement de l'échangeur de Pontpierre situé sur l'autoroute A4 gouf d'Regierung ermächtegt, fir den Autobunnsknuet zu Steebrécken fir 71 Milliounen Euro nei maachen ze loossen. Een Deel vun dësen Aarbechte betrëfft d'Plënnere vun enger Tankstell, déi am neie Projet e puer honnert Meter uewerhalb vum ale Site soll gebaut ginn. An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1303 haten d'Ministeren annoncéiert, dass de Konzessionär vun der aler Tankstell gewiesselt huet an dass den neie Konzessionär vun der neier Tankstell an enger ëffentlecher Ausschreiwung vun August 2018 ausgewielt gi wier.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Entreprisen hate bei der ëffentlecher Ausschreiwung vum August 2018 matgemaach?

www.chd.lu

2. Gouf d'Ausschreiwung iwwert de Portail des marchés publics gemaach? Falls jo, ënnert wéi enger Referenz ass d'Ausschreiwung ze fannen?

Réponse (15.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Am Kader vun der Konzessioun fir déi nei Tankstell zu Steebrécken op der Autobunn A4 Lëtzebuerg-Esch-Uelzecht, Direktioun Esch-Uelzecht haten 2018 bei der ëffentlecher Ausschreiwung sechs Entreprisen eng Offer ofginn. D'Konzessioun ass un Total Luxembourg SA gaangen.

D'Ausschreiwung ass iwwert de Portail des marchés publics gemaach ginn, mat der Referenznummer 1801148. D'Publikatioun vum Avis war den 10. August 2018. Et ass och eng Publicatioun um TED (Tenders Electronic Daily) vum Journal officiel de l'Union européenne gemaach ginn, mat der Referenznummer 2018 S 153 - 352073.

Question 5259 (18.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**introduction d'un « veggie day » dans les cantines scolaires :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3816 vum 10. Mäerz 2021, huet den Här Schoulminister zu der fräier Wiel vun der Ernierung an de Schoulkantinnen ënner anerem dat hei geschriwwen: „Ech [...] wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt och an Zukunft kee Gaascht vun engem Schoulrestaurant gezwonge gëtt, sech mat planzlechen oder animalesche Liewensmëttel ze ernieren. D'fräi Wiel vum Plat bleift och an Zukunft bestoen." Wéi awer rezent souwuel an der Press, wéi och an engem offizielle Communiqué vum Schoulministère ze liese war, gëllt dës Ausso vum Minister fir verschidde Schoulkantinne mat der Aféierung vun engem sougenannte Veggie-Day elo net méi.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulminister nach gär dës Froe stellen:

1. Wéi begrënnt den Här Minister dëse kuerzfristege Richtungswiessel par rapport zu sengem uewen zitéierte Verspriechen? Gesäit hien hei d'Glafwierdegkeet vun der Institutioun vun der ëffentlecher Schoul beschiedegt? Wann net, firwat net?

2. Vereenzelt war an der Press ze liesen, datt den Här Minister dës Decisioun sou begrënnt, datt se engem Wonsch vun de betraffene Schüler entsprach hätt. Kann den Här Minister déi Informatioun confirméieren? Wa jo, ass dëse Wëlle vun der Schülergemeinschaft duerch eng entspriechend Ofstëmmung an deene betraffene Schoulen dokumentéiert? Wa jo, kann den Här Minister d'Resultater vun deenen eenzelen Ofstëmmunge matdeelen? Wann net, firwat net? Op wéi eng alternativ Manéier goufen d'Schüler an deem Fall zu dësem Projet befrot? Wéi wait goufen déi entspriechend Direktiounen, d'Elterevereenegungen an d'Léierpersonal an déi Decisioun mat agebonnen?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, firwat dëse sougenannte Veggie-Day op méindes an net der lëtzebuergescher Traditioun entspriechend, op freides geluecht gouf?

Réponse (17.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Opgrond vun enger Initiativ vun dem Lycée Aline Mayrisch, dem Lycée Michel Rodange an dem Athenée an no enger Concertatioun mat deene Schoule gouf festgehalen, ee fleeschfräien Dag an deenen dräi Lycéeën um Geessekníppchen anzeféieren, an dat am Kader vun engem Pilotprojet.

Dëse Pilotprojet leeft vun Ufank November 2021 bis d'Fuesvakanz 2022, woubäi an den dräi Kantinne vun deene Lycéeën ëmmer méindes exklusiv vegetaresch a vegan Plate proposéiert ginn.

An deenen anere Schoulrestauranten um Campus Geessekníppchen, grad ewéi am Forum, dee bei Wäitem gréisste Schoulrestaurant, gëtt méindes, awer och all déi aner Deeg, weiderhin déi normal Offer vu Restopolis bäibehalen, nämlech esouwuel Fleeschplaten ewéi fleeschfräi Platen ze zerwéieren. An deem Sënn huet all Schülerin a Schüler souwéi all Enseignant um Campus och weiderhin de fräie Choix.

ad 2. Engersäits ass am Kader vum ClimateXchange mat de Schülerinnen a Schüler d'Fuerderung geäussert ginn, fir méi vegetaresch Platen an de Kantinne proposéiert ze kréien. Hei en Extrait aus dem Schlussrapport vun deem Echange tëscht der Regierung a Schüler: „Mir fuerderen d'Aféiere vu reegelméissegen, strengen, vegetaresche bzw. fleeschfräien Deeg, zum Beispill eemol an der Woch, bei deenen een och e Choix huet a weist, wéi gutt dëst lesse ka sinn. Et sollt een och ënnert anerem vill méi Fair-Trade-, regional a saisonal Produiten an de Schoulen ubidden." (https://www.cnel.lu/wp-content/uploads/2018/07/climateXchange-rapport-sanssign-final.pdf)

Anerersäits hunn déi dräi Schoulcommunautéite via Courrier virun der Summervakanz 2021 d'Aféierung

vun engem fleeschfräien Dag an hire respektive Schoule gefuerdert: All Lycée « a de son côté réalisé plusieurs sondages représentatifs dont les résultats montrent qu'une écrasante majorité [> 75 %] des sondés (élèves et professeurs) soutient le projet du "Meatless Monday". [...] Au Lycée Aline Mayrisch, l'instauration d'un "Meatless Monday" a été approuvé par le conseil d'éducation (direction, conférence du Lycée, élèves, parents) et le groupe LAML goes green, au Lycée Michel Rodange par la direction, la CDS, le conseil d'éducation et à l'Athénée du Luxembourg par la direction, le comité des élèves et le groupe Développement durable. »

ad 3. D'Demande, fir de sougenannte Veggie-Day op méindes ze leeën, kënnt vun de respektive Schoule selwer an et gouf kee Grond, de Schoulen de Freideg oder en anere Wochendag als Veggie-Day ze proposéieren.

Question 5260 (18.11.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **production de viande porcine :**

Et ass gewosst, datt d'Schwéngsproduzenten zanter Méint Schwieregkeete mam Verkaf vun hire Schwäin a Fierkel hunn.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister d'Präisentwécklung op den internationale Mäert a Saache Schwéngsproduktioun zanter 2019 retracéieren?

2. Ass d'Zille vu Fierkelen heizuland zréckgefuer ginn, fir sech der Entwécklung vun der Demande unzepassen?

3. A wat fir engem Mooss huet de Staat de Produzente kënne finanziell hëllefen? Sinn dës Hëllefen un Exigenze vu staatlecher Säit gekoppelt? Wa jo, wat fir Obligatioune wieren dat?

4. Ass dem Här Minister bekannt, wéi héich d'Perten an de betraffene Betriber de Moment ausfalen? Riskéiere verschidde Betriber net, hir Produktioun astellen ze mussen?

5. Ass de Ministère bereet, fir de Betriber ze hëllefen, hir Produktioun ënner Ëmstänn ëmzestellen?

Réponse (20.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Fir d'Präisentwécklung op deenen internationale Mäert gëtt et divers Quellen, déi reegelméisseg vu menge Servicer consultéiert ginn. Esou ginn um Dashboard vun der Europäescher Kommissioun den europäeschen Duerchschnëttspräis fir d'Mastschwäin wéi och den Duerchschnëttspräis vun de Mastschwäin an den USA, Brasilien a Kanada publizéiert. An dëser Grafik kann een d'Präisentwécklung op deenen internationale Mäert fir d'Schwéngsproduktioun zanter 2019 retracéieren.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Unhand vun deenen éischte Questionnairen, déi am Kader vun der „Dezemberzählung 2021" schonn erakomm sinn, deit et sech elo schonn un, dass d'Zille vu Fierkele momentan heizuland zréckgefuer gëtt. Ufank Januar, wann de Gros vun den Date vun der Dezemberzählung dobannen ass, kënne meng Servicer dat dann och méi genau quantifizéieren.

ad 3. Mir hunn de Produzente mat Bäihëllefe fir Existenzsécherung am 4. Quartal 2020 an am 1. Quartal 2021 (an der Moyenne jeeweils 10.100 €/Betrib) ënner d'Äerm gegraff. Dat ware 26 Dossiere fir dat 4. Quartal 2020 a 24 Dossiere fir dat 1. Quartal 2021. A Fro si Schwéngsbetriber komm, déi de Gros vun hirem Akommes aus dem Zille vu Fierkelen an/oder Mäschte vu Schwäin erziilt hunn, an een Ëmsazverloscht vun iwwer 30 % par rapport zum Virjoresquartal haten, ouni elo signifikativ manner Schwäin ze halen. Wann d'Betriber dës Konditiounen erfëllt an eng Demande gestallt haten, konnte si an de Genoss vun enger finanzieller Hëllef kommen.

ad 4. D'Situatioun an de schwéngshalende Betriber ass am Detail analyséiert ginn, esouwäit d'Zuelen et erlaabt hunn. Déi problematesch Situatioun geet jo an d'Joer 2020 zeréck. Zanter spéitstens dem 3. Quartal 2020 sinn d'Präisser massiv gefall. Fir 2021 wäert am Duerchschnëtt e Minus vun 13 % bei de Schwéngspräisser zu Buch schloen. Zousätzlech sinn d'Kärepräisser an deene leschten zwee Joer ëm gutt 30 % geklomm. Bei de Fuddermëttel fir Schwäi mécht dat eng Hausse vun 18 % aus. Insgesamt kënnt een domat op eng Perte vu ronn 30 % am Schwéngssecteur fir d'Joer 2021. Vu dass d'Bilane vum Joer 2021 awer nach net ofgeschloss sinn, ass dat leedeglech eng Prognos, déi sech op déi aktuell Maartsituatioun baséiert.

Wichteg ze erwänen ass och, dass mir am Kader vun dësen Entschiedegungsdossieren eng telefonesch Enquête bei sämtleche schwéngshalende Betriber hei am Land duerchgefouert hunn, fir si zu hirer Situatioun ze befroen. Dat waren der 33.

D'Situatioun vun den eenzele Betriber ass ganz ënnerschiddlech, well d'Betriber strukturell ganz ënnerschiddlech opgestallt sinn, jee nodeem, ob rezent Investitioune getätegt gi sinn oder ob d'Ställ ofgeschriwwe sinn, ob virun allem op eege Main d'œuvre oder méi op Fremdarbeitskräfte zréckgegraff gëtt, ob et sech ëm auslafend Betriber oder ëm Betriber mat Successeur handelt, ob et Fierkelproduzenten, Mäschter oder Produzenten am Kader vun engem geschlossene System sinn. A Funktioun dovun, wéi dës Betriber strukturéiert sinn, si si natierlech ganz ënnerschiddlech staark vun der Kris betraff. Kuerzfristeg Upassunge sinn z. B. an de Mäschtbetriber méi liicht ëmzesetze wéi bei de Fierkelproduzenten.

Als ee vun de Problemer hunn d'Schwéngsproduzente bei der Enquête oft déi staark Bindung un déi däitsch Präismask genannt. Regional Produkter kréien net déi néideg monetär Wäertschätzung. Als besonnesch belaaschtend gëtt och eng feelend Planungssécherheet am Beräich vun de Geneemegunge fir d'landwirtschaftlech Bauen oder den Normen am Beräich Déierewuel ugesinn. Moderniséierungsprojeten zéie sech oft iwwer Joren. D'Ëmsetzung vun Investitiounen ass schwiereg, och well d'Akzeptanz vun der Gesellschaft feelt.

Aus dëse Grënn gesinn d'Schwéngsproduzenten de Secteur als ëmmer méi onattraktiv un. Eng käschtendeckend Produktioun ass ënner den aktuelle Konditiounen net méiglech, et sief dann, d'Reserven aus de konjunkturell staarke Joren erlaben esou eng laang Iwwerbréckung. Esou denke ganz vill Betribsleeder am Schwéngssecteur drun opzehalen. Vun den 33 befrote Betriber gëtt an 12 Fäll (36 %) d'Schwéngsproduktioun an den nächste Joren net weidergefouert. 15 Betriber (45 %) wëllen och an Zukunft weiderhin an der Produktioun bleiwen, z. D. dowéinst, well hir Investitiounen ofgeschriwwe musse ginn an et an hiren A keng aner Alternativ gëtt wéi weiderzefueren. Et gëtt awer nach wie vor Betriber, déi un de Secteur gleewen a bereet wieren, weider an d'Schwéngsproduktioun ze investéieren, z. B. an hir eege Fierkelsproduktioun.

ad 5. De Ministère ass an enkem Kontakt mat de betraffene Betriber. Um Ufank vun der Kris hu meng Servicer telefonesch Kontakt mat de Leit aus dem Secteur opgeholl fir ze kucken, awéifern déi eenzel Acteure betraff sinn. An dësem Kontext ass och déi eenzelbetriblech Berodung eng ganz wichteg Hëllef. Mir gräifen de Betriber ënner d'Äerm, andeem mir si op wirtschaftlechem a produktiounstechneschem Niveau beroden. Dës Berodung wäert am Kader vum neie Plan stratégique national (PSN) eng ganzheetlech Approche kréien, andeem mir den ekologeschen, den energeeteschen an de soziale Volet matabezéien. D'Berodung ass besonnesch da wichteg, wann et drëm geet, de Betrib ëmzestellen, ëmzestrukturéieren oder ëmzeorganiséieren. D'Berodungsekipp vum SER bitt do eng Hëllefsstellung, déi iwwregens och gratis an Usproch geholl ka ginn. Weiderhi wäert och d'Diversifizéierung vun eise landwirtschaftleche Betriber eng vun de grousse Prioritéite vum PSN sinn.

Question 5261 (18.11.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant les **tarifs bancaires de POST Luxembourg :**

En octobre, POST Luxembourg a annoncé vouloir facturer à partir de janvier 2022 la gestion des comptes bancaires. Ainsi le tarif mensuel pour les clients « particuliers » variera selon la formule de 2 € à 7 € et pour les clients « professionnels » de 5 € à 30 € et plus. Aussi, les tarifs pour services papiers seront sensiblement augmentés et les virements électroniques deviennent payants pour les professionnels à 40 ct par virement.

Dans ce contexte, il est à noter que les Associations sans but lucratif (ASBL) et même les associations de fait sont considérées comme des clients « professionnels » par POST Luxembourg et donc soumises aux mêmes tarifs élevés que les sociétés commerciales. Surtout pour les petites structures qui se financent essentiellement par des dons, cette charge supplémentaire peut s'avérer préjudiciable. D'autant plus qu'elles effectuent à travers leurs comptes des virements qui peuvent être nombreux alors que les montants sont souvent très peu élevés.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'agir auprès de POST Luxembourg pour proposer le tarif « particulier » aux associations, sinon pour introduire une grille tarifaire avantageuse à leur égard ?

Réponse (24.12.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

En tant que partie intégrante de POST Luxembourg, POST Finance facilite depuis 110 ans un accès pour tous aux services de paiements, qu'il s'agisse de clients particuliers, professionnels ou issus du monde associatif, et ce quel que soit le niveau de revenu, et sans considérations purement commerciales ou de rentabilité.

Au fil des années, POST Finance a par ailleurs tissé des liens de collaboration privilégiés avec de nombreuses ASBL, afin de les soutenir dans leur démarche et leur objet social, en favorisant notamment l'inclusion financière ou en proposant des services multilingues. Aussi, quelque 5.000 ASBL sont devenues clientes de POST Finance.

La modernisation de l'offre commerciale de POST Finance va largement simplifier et rendre plus transparents les produits et services offerts. Ceci se fera notamment par l'introduction de packs facturés à un prix mensuel forfaitaire incluant de nombreux avantages et services, sans aucun frais additionnel.

À compter du 10 janvier 2022, date d'entrée en vigueur de la nouvelle politique commerciale de POST Finance, les ASBL ou associations de fait continuent à être considérées comme des clients professionnels, basculant en l'occurrence soit sur un pack eboo Pro, soit un pack eboo Pro+.

Pour les petites ASBL ou petites associations, c'est le pack eboo Pro au prix de 5 €/mois, comprenant :

- un accès à l'application eBanking eboo ;

- la gratuité des virements électroniques entre comptes POST et vers Banque Raiffeisen ;

- les virements électroniques nationaux et internationaux au tarif unique de 0,40 €/virement (toutes destinations, dans onze devises différentes).

Si ces ASBL ou associations déclarent qu'elles fonctionnent uniquement sur base bénévole, et donc sans salarié(s), elles pourront bénéficier sur demande d'un tarif réduit de 2 €/mois pour le pack eboo Pro (au lieu de 5 €), soit le prix le plus bas facturé par POST Finance pour un pack, tous types de clients confondus. Les ASBL et associations potentiellement éligibles à ce tarif spécial seront contactées individuellement à ce sujet en début d'année prochaine par courrier.

Pour les ASBL et associations de tailles supérieures, disposant de plusieurs comptes bancaires, effectuant des virements pour des montants supérieurs à 25.000 €/semaine, et/ou travaillant avec MultiLine, c'est le pack eboo Pro+ au prix forfaitaire de 15 €/mois (et non pas de 30 € comme évoqué dans la question parlementaire), comprenant

- un accès à l'application multibancaire MultiLine ;

- la gratuité des virements électroniques entre comptes Post et vers Banque Raiffeisen ;

- des virements électroniques nationaux et internationaux au tarif unique de 0,40 €/virement (toutes destinations, dans onze devises différentes) ;

- les mandats de prélèvement SEPA professionnels illimités, proposés en option, contre un forfait compétitif de 15 €/mois.

Pour POST Finance, son offre eboo Pro (2 € ou 5 €/mois) reste très compétitive par rapport aux offres alternatives des banques de la place luxembourgeoise, et accessible (budget annuel total : 24 € ou 60 €) pour toute association, même d'envergure modeste.

Selon POST Finance, l'administration du compte d'une ASBL et les obligations légales et réglementaires de KYC - Know Your Customer (p. ex. identité du client, des bénéficiaires effectifs, des mandataires, vérification et mise à jour des documents d'identification, statuts, extraits du registre de commerce et des sociétés, etc.) sont similaires en tous points à celles d'une société commerciale et représentent une charge de travail conséquente pour POST Finance, ce qui explique la différence de tarif avec les packs pour les clients particuliers.

Question 5262 (18.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **livres scolaires sur l'histoire du Luxembourg :**

D'ALEH (Association luxembourgeoise des enseignants d'histoire) huet rezent hir Meenung geäussert zu de Lëtzebuerger Geschichtsbicher. Si ass der Meenung, datt eis Léierbicher net wierklech dat reflektéieren, wat geléiert soll ginn. Iwwerdeems ass si der Meenung, datt en Defizit besteet beim lokal fundéierte Wëssen an, an deem Sënn, méi Wäert misst geluecht ginn op déi spezifesch Lëtzebuerger Geschicht. Wéi d'Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 4635) leider weist, gräift Lëtzebuerg bei de Léierbicher traditionell op auslännescht Material zeréck, esou datt et sech vun eleng versteet, datt de Schwéierpunkt am Geschichtsunterricht net op déi Lëtzebuerger Geschicht ka geluecht ginn. Der ALEH no géif et vill Ufroe vusäite vun der zoustänneger Programmkommissioun, fir esou Léiermaterial auszeschaffen. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch huet an deem Kontext geschriwwen: „Darum wäre ich nicht abgeneigt, ein Projekt zur Ausarbeitung von Lehrmaterialien zur Luxemburger Geschichte zu unterstützen."

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un den Här Educatiounsminister:

- Wou sinn aktuell d'Aarbechten drun, fir e Projet op d'Been ze stellen, deen am Hibléck op d'Léiermaterial besonnesch op déi national Dimensioun vum Geschichtsunterrecht soll agoen?

Réponse (17.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

An senger Fro bezitt den honorabelen Deputéierten sech op Aussoen, déi am Kader vun enger Manifestatioun vun der Association luxembourgeoise des enseignants d'histoire (ALEH) an der Nationalbibliothéik gemaach goufen.

An der Diskussioun gouf et eng grouss Eenegkeet doriwwer, datt et wichteg wier, d'Lëtzebuerger Geschicht an eng transnational Perspektiv ze stellen a generell der Lëtzebuerger Geschicht eng méi grouss Plaz am Enseignement ze ginn. Dat ass net ze verwiessele mat enger „nationaler" Geschichtsschreiwung oder engem Enseignement, deen sech op eng „national" Perspektiv géif reduzéieren.

Wat de Sujet vun de Léiermaterialie betrëfft, sou muss een ënnerscheeden tëscht dem Enseignement secondaire général (ESG) an dem Enseignement secondaire classique (ESC).

Am ESC gräift een zënter Joerzéngten op ausländesch Bicher an Unterrechtsmaterialien zeréck, wärend een am ESG zënter den 1990er Joren op eege Lëtzebuerger Editioune setzt, wéi d'Serie „Entdecken und Verstehen" et weist.

Ergänzend kënnen d'Enseignantë souwuel am ESG wéi am ESC haut op eng Rei pedagogesch Ressourcen zeréckgräifen, déi inhaltlech, sproochlech an didaktesch un de Lëtzebuerger Kontext adaptéiert sinn an am Fach Geschicht kënne benotzt ginn.

Material, wat ë. a. vum Zentrum fir politesch Bildung ausgeschafft ginn ass a wat gratis a meeschtens och digital zur Verfügung steet, befaasst sech och mat relevanten historeschen Themen (z. B. dem Zweete Weltkrich zu Lëtzebuerg; 100 Joer Demokratie; Erënnerungskulturen zu Lëtzebuerg).

Donieft ginn et och Onlineressourcen, z. B. vun der Uni Lëtzebuerg (zur Geschicht vum Éischte Weltkrich aus Lëtzebuerger Perspektiv) oder vum Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) op www.kulturgeschicht.lu, déi jidderengem zur Verfügung stinn.

Doriwwer eraus ass de SCRIPT ganz oppen, fir d'Iddi ëmzesetzen, fir op den neie Programm zougeschniddenen didaktesch Materialien (analog an digital) fir den ESC ze entwéckelen, zesumme mat Enseignanten aus de Lycéeën.

Am Moment leeft an deem Zesummenhang e participative Prozess, bei deem villfälteg Aspekter vum Curriculum analyséiert goufen, an elo d'Propose vun engem Aarbechtsgrupp zu de Contenuen, der Evaluatioun an der pedagogescher Approche a Workshoppen iwwerschafft a verfeinert ginn. Hei sinn esouwuel d'Programmkommissioun wéi och all interesséiert Geschichtsenseignantë ganz enk mat agebonnen. Mat éischte Konklusiounen ass um Enn vum lafende Schouljoer ze rechnen. An enger weiderer Phas kënnen dann dem Curriculum entspriechend Unterrechtsmaterialien entwéckelt ginn, dat mat der Ënnerstëtzung vum SCRIPT, deen zanter 2017 d'Maison d'édition vun der Éducation nationale ass an deen zesumme mam Terrain tëscht 30 a 40 Schoulmaterialie pro Joer konzipéiert.

Question 5263 (18.11.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant la **coopération militaire avec les États-Unis :**

Lëtzebuerg huet den 18. Dezember 2019 en Accord mat de Vereenten Natioune vun Amerika iwwert déi militäresch Kooperatioun ënnerschriwwen, deen anscheinend den 2. Abrëll 2020 a Kraaft getrueden ass, an dat - wéi et schéngt - ouni datt d'Chamber e ratifizéiert huet. Zil vun dësem Accord ass ë. a. eng Vereinfachung vun de Prozedure bei der militärescher Zesummenaarbecht tëscht Lëtzebuerg an den USA.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un den Här Verdeedegungsminister:

1. Wéini gëtt den uewe genannten Accord der Chamber virgeluecht, fir en ze ratifizéieren?

2. Déi europäesch Staate striewen eng méi enk Zesummenaarbecht am Kader vun der Verdeedegung un. Zilsetzung ass an deem Kontext ënner anerem eng méi grouss europäesch Standardiséierung bei den Equipementer an d'Striewen no enger gesamteuropäescher Identitéit am Kontext vun der

Verdeedegungspolitik. Awéiwäit ass et mat deenen Ziler kompatibel, datt Lëtzebuerg elo dëse Militäraccord mat den USA ënnerschriwwen huet?

3. Awéiwäit zitt den ënnerschriwwene Verdeedegungsaccord mat den USA Implicatioune mat sech am Hibléck op déi national an/oder europäesch Ausschreiwungen a Verträg am Kontext vun der nationaler an europäescher Verdeedegungspolitik? Gëtt et doduerch net méi schwéier, fir europäescht Material ze kafen?

Réponse (01.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

De besoten Accord, dee säit 1982 besteet a fir d'lescht 2020 verlängert gouf, ass keen Accord iwwer militäresch Kooperatioun, mee iwwert d'Kooperatioun am Beräich vum Beschafe vu Verdeedegungsgidder.

Dësen Accord hält d'Grondsätz fir dës Kooperatioun fest a vereinfacht d'Bezéiung tëscht de Vereenegte Staate vun Amerika a Lëtzebuerg am Kader vun Ausschreiwungen am Verdeedegungssecteur.

Den Accord soll den nationalen Entreprisen erlaben, un den Ausschreiwungen an de Vereenegte Staate respektiv zu Lëtzebuerg op engem „pied d'égalité" mat den Entreprisë vum jeeweilege Land, wou d'Ausschreiwung stattfënnt, deelzehuelen. Dat Ganzt bleift natierlech am Kader vun den existéierenden nationalen an internationale Gesetzer, Reglementer a Prozeduren. Den Accord mat de Vereenegte Staaten huet keen Impakt op d'Gesetzeslag. En ass net juristesch verbindlech an dofir plange weeder d'Vereenegt Staaten, nach d'lëtzebuergesch Regierung, dësen Accord ze ratifizéieren. Dësen Accord huet och keen Impakt op d'Beschafe vun europäeschem Material. All europäesch Entreprise ass weiderhi fräi, fir bei allen ëffentlechen Ausschreiwungen ze kandidéieren. Den Zouschlag vun engem Marché fir Material ze kafe baséiert sech, esou wéi et an der europäescher Direktiv iwwert ëffentlech Ausschreiwunge virgesinn ass, reng op technesch an/oder finanziell Krittären, déi an der Ausschreiwung festgehale sinn, an net op d'Hierkunftsland. Doweinst huet dësen Accord weeder en negativen Afloss op d'Standardiséierung bei den Equipementer innerhalb vun Europa, nach op d'Striewen no enger gesamteuropäescher Identitéit am Kontext vun der Verdeedegungspolitik.

Nieft Lëtzebuerg hunn nach 26 aner Länner, dovunner 17 EU-Memberstaaten, esou ee bilateralen Accord mat de Vereenegte Staaten ënnerschriwwen.

Question 5264 (19.11.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **conventions liant le Gouvernement à la presse écrite et à la presse audiovisuelle :**

Je souhaiterais m'informer sur les différentes conventions liant le Gouvernement à la presse écrite et à la presse audiovisuelle. C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Le Gouvernement peut-il me fournir la liste de toutes les conventions signées avec un média, qu'il appartienne à la presse écrite ou à la presse audiovisuelle ?

- Quel est le montant prévu pour chaque convention ? Comment est-ce que ces montants ont évolué ces dix dernières années ? Quels montants sont prévus pour les prochaines années ?

- Est-ce que ces conventions contiennent des indications quant au nombre d'emplois temps plein (ETP) que le média avec lequel est conclu la convention se doit de respecter ? Dans l'affirmative, combien de postes sont prévus pour chaque convention ? Comment est-ce que le nombre de postes a évolué ces dix dernières années ? Combien de postes sont prévus pour les prochaines années ? De quel type de poste s'agit-il (type de contrat de travail, degré hiérarchique, missions à remplir) ?

Réponse commune (22.12.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Les conventions conclues entre l'État et la presse écrite et audiovisuelle actuellement en vigueur sont au nombre de six, à savoir :
- Convention pluriannuelle avec l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle (2019-2023) (SMC)
- Convention avec CLT-UFA et RTL Group portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision (2021-2023) (SMC)
- Convention pluriannuelle avec Mond op ASBL/Radio ARA (2021-2025) (SMC)
- Convention avec Graffiti ASBL/Radio ARA pour l'émission « Graffiti - Jugendsendung » (MENJE) (2011-X)
- Convention avec l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle pour la diffusion de six webinaires par an et sur une collaboration dans le cadre de l'émission « Héléla » (MENJE/SCRIPT)
- Convention avec Mond op ASBL/Radio ARA (2020-X) (MC)

À cela s'ajoutera sous peu une convention conclue avec l'association sans but lucratif forum, portant sur la période 2021-2023 (SMC).

L'annexe fait état de l'évolution des montants depuis la première conclusion des conventions mentionnées.

La convention entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et Graffiti ASBL a démarré en 2011 avec un poste à temps plein pour passer en 2012 à 1,5 ETP. Depuis 2016, deux postes ETP sont financés à raison de 100 % par le MENJE. Actuellement, deux éducatrices graduées et une pédagogue des médias sont engagées sur base de la convention collective SAS auprès de Graffiti ASBL. À cela s'est ajouté depuis 2019 et à durée déterminée un jeune adulte en contrat d'insertion professionnelle CAE, un jeune en service volontaire national (SVN) ainsi que 19 stagiaires issus de différentes écoles/universités et de différents horizons.

Le Ministère de la Culture (MC) a signé en 2020 une convention avec l'association sans but lucratif Mond op. Sauf résiliation, la convention est tacitement reconduite d'année en année. La participation financière est accordée pour financer l'exécution de missions définies par l'article 2 de la convention, ayant trait avant tout à la promotion de l'accès et de la diffusion de la culture et de l'échange interculturel. Cette convention ne contient pas d'indications quant au nombre d'emplois temps plein.

Pour ce qui est des conventions conclues avec Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique (SMC), et conformément au principe constitutionnel de la liberté de la presse, les médias bénéficient d'une totale indépendance à l'égard de la gestion de leurs ressources humaines. Certaines conventions comprennent néanmoins des principes tel que le juste équilibre dans la représentation des sexes.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5265 (19.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **taux de vaccination :**

Reegelméisseg veräffentlecht d'Regierung an hirem „Covid-19-Wocherückblick" déi aktuellsten Zuelen zur Pandemie. An dësem Rapport loossen sech, ënnert anerem, och Informatiounen iwwert d'Impfquot zu Lëtzebuerg fannen. Säit Oktober 2021 gëtt am Wocheréckbléck awer just nach d'Impfquot vun der Bevëlkerung iwwer zwielef Joer publizéiert an net méi den Undeel u Geimpftene par rapport zu der Gesamtbevëlkerung. Well vill aner EU-Länner hir Impftauxe just par rapport zur Gesamtbevëlkerung uginn, kann d'Feele vun dëser Informatioun et de Leit schwéier maachen, fir intereuropäesch Vergläicher opzestellen, wat zu Feeler féiere kann, well Zuelen, déi d'Gesamtzuel vun der Bevëlkerung betreffen, mat deene gläichgestallt ginn, déi just d'Bevëlkerung ab zwielef Joer betreffen. Et vergläicht een deemno Äppel mat Bieren. Esou sot och den Haut-Commissaire fir national Sécherheet de 16. November an engem Artikel am „L'essentiel" Follgendes:

„In Luxemburg sind fast 82 Prozent der über Zwölfjährigen geimpft, in Österreich sind es nur 65 Prozent."

Wann een de leschte Wocherapport awer liest, dann ass Lëtzebuerg bei 75,8 %, wat de Schéma vaccinal complet bei den iwwert Zwielefjäregen ugeet an Éisträich bei 74,03 % (Stand 16.11.), wat d'Impfbar Bevëlkerung ugeet. De Prozentsaz vun éischten Impfunge fënnt ee leider net méi am Rapport.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat gouf entscheet, am Wocheréckbléck just nach d'Impfquote vu komplett geimpfte Persounen iwwer zwielef Joer ze kommunizéieren?

2. Wat mécht d'Regierung, fir d'Vergläichbarkeet vu statisteschen Zuelen, am Kader vun der Covidpandemie, esou gutt et geet ze assuréieren?

3. Wéi erkläert sech d'Ministesch d'Aussoe vum Haut-Commissaire am Interview am „L'essentiel"? Huet hien hei ënnerschiddlech Donnéeë matenee verglach?

Réponse commune (23.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. Aus epidemiologescher Siicht ass et méi korrekt, den Impftaux op d'Populatioun ze berechnen, déi eligibel ass fir sech impfen ze loossen (also Leit ab zwielef Joer) wéi op d'Gesamtpopulatioun, well do en Deel mat drënner fält (null bis zwielefjäreg Kanner), déi de Moment nach keen Accès zur Impfung hunn. Wann an deenen nächste Wochen déi éischt Kanner ab fënnef Joer bis iwwert e kompletten Impfscheema verfügen, wäert een de generellen Impftaux vun der Populatioun och ab fënnef Joer berechne kënnen.

ad 2. Et ass un deene verschiddenen Organismen, déi statistesch Zuele publizéieren, dofir ze suergen, eng Vergläichbarkeet tëschent de Länner ze assuréieren an deemno déi verschidden Tauxen op Basis vun eenheetleche Krittäre mateneen ze vergläichen. Dëst kann deemno wéi awer schwéier ëmsetzbar sinn, well d'Impfstrategie vu Land zu Land variéiert an deemno net an all Land déi selwecht statistesch Zuelen disponibel sinn.

Den ECDC (European Center for Diseases Prevention and Control) beméit sech op sengem Internetsite, d'Donnéeë vun all den europäesche Länner bereetzestellen a Vergläicher op Basis vun eenheetleche Krittären opzestellen.

ad 3. D'Ausso vum Haut-Commissaire huet sech fir Lëtzebuerg op déi Leit iwwer zwielef Joer, dat heescht déi Leit, déi kënne geimpft ginn an déi eng éischt Dosis gesprëtzt kruten, bezunn.

Question 5267 (19.11.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **tir de missile antisatellite :**

Le 15 novembre, la Russie a effectué un tir de missile antisatellite sur un de ses vieux satellites en orbite. L'explosion produite par ce tir d'essai de Moscou a généré plus de 1.500 débris orbitaux traçables dans une zone située non loin de la station spatiale internationale (ISS) et a forcé l'équipage de se préparer à une évacuation d'urgence. De tels débris spatiaux, dont près de 10.000 t sont présentes dans l'espace, mettent en danger la sécurité de tous les acteurs qui cherchent à explorer l'espace à des fins pacifiques.

Néanmoins, ce lancement d'un missile ne relance pas seulement le débat sur la question des débris spatiaux, mais ravive également le spectre de la guerre spatiale. Ce tir antisatellite, notamment qualifié comme une « action déstabilisatrice » par le Ministre français des Affaires étrangères, a suscité une dénonciation unanime et des protestations vives de la part des acteurs internationaux.

La création délibérée de nouveaux débris par une puissance spatiale établie comme la Russie, démontre que l'espace est en train de devenir un champ de conflictualité et soulève des questions quant aux intentions de Moscou.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Monsieur le Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quelle est la réaction du Luxembourg face à ce « tir antisatellite » de Moscou ?

2) Ce lancement d'une arme antisatellite rappelant que l'espace devient de plus en plus un champ de conflictualité, Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser dans quelle mesure l'espace figure dans la stratégie européenne de défense ?

3) Compte tenu des ambitions du Luxembourg de devenir un acteur incontournable du secteur spatial et du nombre croissant de débris spatiaux circulant dans l'orbite terrestre, le Luxembourg va-t-il mettre des programmes concrets en place pour répondre au problème des débris spatiaux ?

4) Est-ce que cet acte dans l'espace ne représente pas un réel défi pour la sécurité de l'OTAN ?

Réponse commune (22.12.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense :*

ad 1) Le Luxembourg est très préoccupé par le tir de missile antisatellite russe du 15 novembre 2021. Ce tir, générant dans l'orbite basse de nombreux débris spatiaux, constitue un risque physique sérieux pour les objets et les astronautes évoluant dans l'espace. Il met en danger le libre accès et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique pour tous les États pendant de nombreuses années. Ce geste traduit un comportement irresponsable dans la mesure où il aggrave les risques pour les opérations dans l'espace et où il intervient à un moment où la communauté internationale, dans le cadre d'efforts renouvelés de l'ONU, tente de définir des normes, règles et principes de comportements responsables dans l'espace extra-atmosphérique. Ainsi, la 1re Commission de l'Assemblée générale des Nations-Unies vient d'approuver en octobre 2021 la mise en place d'un groupe d'experts intergouvernementaux pour travailler sur la sécurité dans l'espace.

ad 2) Il est vrai qu'il y a une augmentation des risques et menaces dans l'espace extra-atmosphérique découlant d'actes irresponsables, négligents et intentionnels. Cela pose de réels défis aux opérations dans l'espace. Face à cette évolution, l'Union européenne (UE) est engagée d'une part dans les travaux multilatéraux pour attirer l'attention de la communauté internationale sur les risques croissants liés aux comportements irresponsables dans l'espace extra-atmosphérique. Elle développe des programmes communs visant à développer la digitalisation de l'économie (verte) notamment au niveau des technologies satellitaires, mais aussi et surtout à mutualiser les solutions technologiques aux fins de mieux surveiller des risques physiques, comme les débris spatiaux, dans l'espace extra-atmosphérique.

Le Conseil de l'Union européenne a adopté d'autre part, le 30 avril 2021, la décision 698/PESC/2021 sur la sécurité des systèmes et services déployés, exploités et utilisés dans le cadre du programme spatial de l'Union. Cette décision appelle les institutions et agences de l'UE et des États membres à surveiller les évènements dans l'espace extra-atmosphérique qui pourraient poser un risque de sécurité pour l'UE. Enfin, le Conseil des Affaires étrangères de l'UE du 10 mai 2021, dans le cadre des travaux sur la boussole stratégique et de l'autonomie stratégique de l'UE, a décidé d'approfondir les réflexions stratégiques sur les dimensions relatives à l'espace, à la sécurité et à la défense de l'"UE. Cela s'inscrit dans la vision, partagée par le Luxembourg, d'une stratégie spatiale de défense propre à l'UE à laquelle le Luxembourg compte contribuer avec ses moyens satellitaires.

ad 3) Le Luxembourg est directement concerné par la problématique liée aux risques physiques que représentent la création de débris dans l'espace extra-atmosphérique. Des acteurs commerciaux installés au Luxembourg exploitant des objets spatiaux, critiques pour de multiples applications terrestres, sont exposés directement aux conséquences de comportements irresponsables dans l'espace extra-atmosphérique.

Le Luxembourg a été un acteur très engagé dans le développement des 21 lignes conductrices à la viabilité à long terme des activités spatiales du Comité ONU des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique adoptées en juin 2019. Ces lignes directrices fournissent des orientations sur le cadre politique et réglementaire des activités spatiales, la sécurité des opérations spatiales, la coopération internationale, le renforcement des capacités, la sensibilisation ainsi que la recherche et le développement scientifiques et techniques.

Le Luxembourg participe au programme Space Safety de l'ESA qui traite entre autres de la problématique des débris spatiaux et supporte les développements de technologies et d'infrastructures de sociétés implantées au Luxembourg. Ces développements vont contribuer de manière significative à l'amélioration de la surveillance des objets spatiaux et donc des débris et à la gestion du trafic dans l'Espace (Space Traffic Management).

Le Ministère de l'Économie et la société NorthStar Earth & Space ont signé une lettre d'intention en décembre 2019 en vue de la création d'un centre d'excellence en matière de gestion du trafic spatial. NorthStar développe un système de détection et de surveillance des objets spatiaux sur base d'une infrastructure satellitaire. Cette technologie va nettement améliorer les informations disponibles sur les débris et aussi permettre de détecter de plus petits débris. Les détails de ce projet ont été présentés à l'occasion d'une conférence de presse au Ministère de l'Économie le 17 décembre 2021.

D'autre part, la défense luxembourgeoise participe au financement d'un programme OTAN destiné à améliorer la « space situational awareness (SSA) ». Des échanges avec des partenaires sont également en cours afin de développer à l'avenir davantage de capacités dans le domaine de la SSA.

ad 4) Après les tests de missiles antisatellites effectués par la Chine en 2007, les États-Unis en 2008 et l'Inde en 2019, la Russie a démontré qu'elle dispose de la capacité de déployer et d'utiliser une arme antisatellite à ascension directe. Cet acte représente un défi, à côté d'actes a priori plus bénins, mais dangereux eux aussi, liés le plus souvent à la gestion du trafic qui sont engendrés par la nature contestée et compétitive de l'outre-espace, ainsi que sa militarisation.

Dans ce contexte de risques aggravés pour les capacités d'intervention de l'OTAN, les pays OTAN ont adopté en 2019 une politique spatiale OTAN et reconnu l'espace comme milieu d'opérations, au même titre que les milieux aérien, terrestre, maritime et cyber. Cette politique encadre l'approche de l'OTAN concernant l'espace et vise à mieux soutenir les opérations et les missions de l'Alliance dans des domaines tels que les communications, la navigation et le renseignement. L'Alliance n'ambitionne pas de mettre au point des capacités spatiales propres. Elle continuera d'avoir recours aux moyens spatiaux des pays, dont ceux mis à disposition par le Luxembourg. L'approche de l'OTAN concernant l'espace restera pleinement conforme au droit international, ainsi l'OTAN n'a pas l'intention de déployer des armes dans l'espace. Au contraire, l'OTAN a appelé tous les pays, y compris la Russie, à s'associer aux travaux menés au niveau international qui ont pour but d'établir des normes, règles et principes

de comportements responsables en vue de réduire les menaces spatiales afin de préserver une utilisation sûre et durable de l'outre-espace pour les générations présentes et futures.

Question 5268 (19.11.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **résultat du sondage sur le référendum :**

Nodeems d'„Luxemburger Wort" an RTL eng Politmonitor-Ëmfro an Optrag ginn hunn, gouf mam Datum vu gëschter (18. November) bekannt, datt 54 Prozent vun de Lëtzebuerger e Referendum iwwert déi nei Verfassung fuerderen. De Prinzip, e Referendum iwwert déi nei Verfassung ze organiséieren, ass iwwerdeems am Koalitiounsaccord vun den aktuelle Regierungsparteie virgesinn: „Vor der Abstimmung im Parlament und dem anschliessenden Referendum organisiert die Abgeordnetenkammer eine Sensibilisierungs- und Erläuterungsphase, um die Bürgerinnen und Bürger über den vorgeschlagenen Text zu informieren."

Am Hibléck op déi nei Erkenntnis, datt 54 Prozent vun de Lëtzebuerger sech e Referendum iwwert déi nei Verfassung wënschen, hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Denkt d'Regierung am Hibléck op déi nei Erkenntnis, datt 54 Prozent vun de Lëtzebuerger sech e Referendum iwwert déi nei Verfassung wënschen, elo driwwer no, awer nach e Referendum iwwert déi nei Verfassung ze organiséieren?

2. Wa jo, wéi gesinn d'Modalitéite vun dësem Referendum aus? Gedenkt d'Regierung, et de Leit méiglech ze maachen, just eemol iwwert déi gesamt Verfassung kënnen ofzestëmmen?

Réponse (26.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

De Staatsminister verweist op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5247.

Question 5270 (22.11.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **étudiants en médecine :**

De 15. November schreift d'Zeitung „L'essentiel", datt den Héichschoulministère Zuele bekannt ginn huet, no deene just 15 vun insgesamt 51 Medezinnsstudente bereet waren, hiert zweet Studiejoer an der Medezinn nach op der Uni Lëtzebuerg ze absolvéieren.

An deem Kontext hätte mir follgend Fro un d'Regierung:

Wéi eng Grënn sinn dofir zoustänneg, datt déi grouss Majoritéit vun de Medezinnsstudenten am Land nom éischte Studiejoer net méi op der Uni Lëtzebuerg bleiwe wëll?

Réponse commune (20.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Am Virfeld wéilte mir op ons Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5064 vum honorabelen Deputéierte Mars Di Bartolomeo verweisen, wou mir schonn op een Deel vun der Froestellung, déi déi honorabel Deputéiert Fred Keup a Jeff Engelen hei opwerfen, agaange sinn.

Am Kader vun déser Fro sief drop higewisen, dass den neie Bachelor an der Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg et eréischt säit 2021 erméiglecht, dass bis zu maximal 25 Medezinnsstudenten hiert zweet Studiejoer an der Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg kënnen absolvéieren.

Virun 2021 sinn d'Medezinnsstudenten nom éischte Studiejoer alleguer op Universitéite vun onsen dräi Nopeschlänner gewiesselt, wou mir a Frankräich 34 Plazen, an der Belsch 15 Plazen an an Däitschland 3 Plazen, also insgesamt bis zu 52 Plazen, zur Verfügung hunn. Dofir ass et eng grouss Traditioun fir ons Studenten, an onsen dräi Nopeschlänner hir Medezinnsstudien nom éischte Studiejoer weiderzeféieren.

D'Zil vun der Regierung bleift, dass méi Medezinner ausgebilt ginn an deementspriechend esou vill wéi méiglech vun de Plazen am zweete Joer ze besetzen, déi de Medezinnsstudenten nom éischte Studiejoer op der Universitéit Lëtzebuerg zur Verfügung stinn.

Question 5271 (22.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **doses de vaccins périmées en novembre :**

Laut Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5048 hat Lëtzebuerg, Stand 5. November, nach 13.110 Dosisse vum Vaxzevria-Vaccin (AZ) op Lager, déi Enn des Mounts, also den 30. November, oflafen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun deenen 13.110 Dosissen sinn elo nach iwwereg?

2. Wäert d'Lëtzebuerger Regierung déi verbleiwend Vaccinen nach virum Oflafdatum un een anert Land viruginn, fir ze verhënneren, dass dës mussen entsuergt ginn?

3. Wéini wäert dëst geschéien, wëssend dass kaum nach Zäit bleift an et jo och Zäit brauch, wann d'Vaccinen an engem Land ukommen, bis dass se kënne verimpft ginn?

4. Wéi eng Länner wäerten Dosisse kréien an no wat fir enge Krittäre gouf(en) dat Land/déi Länner erausgesicht?

Réponse (07.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Unzuel u Vaxzevria (AstraZeneca) Impfdosisse mat engem Verfallsdatum op den 30. November 2021 läit bei ronn 13.110 Dosissen. Well dësen Impfstoff net méi an der Gonscht vun der Ëffentlechkeet ass, ass en déi lescht Wochen och net méi verimpft ginn an d'Unzuel vun den Dosissen ass säit dem 5. November onverännert bliwwen. Säit der 37. Kalennerwoch goufen d'Liwwerunge vu Vaxzevria iwwerdeems gestoppt, well d'Validitéitsdauer net méi laang genuch war, fir eng zweet Dosis mat dësem Impfstoff ze garantéieren.

Well de Verfallsdatum fir dës Impfdosissen esou kuerzfristeg ass, ass et an dësem Fall net méi méiglech, déi reschtlech Impfdosissen ze verimpfen. Doriwwer eraus leien déi néideg Donnéeë vum Produzent, déi d'Qualitéit an d'Verlängerung vun der Liewensdauer vun dësen 13.110 Impfdosisse bestätegen, net vir. Dowéinst kënnen dës Impfdosissen och net gespent ginn. Déi 1.311 concernéiert Flaconen (130 Këschte vun 10 Flaconen + 1 Flacon) ginn dofir aus dem nationale Stock zréckgezunn an zerstéiert.

Question 5272 (22.11.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant l'**opération Sirli :**

Le média indépendant « Disclose » a récemment publié une enquête basée sur des centaines de documents « confidentiel-défense » qui révèlent l'implication de la France dans ce que le média appelle des crimes d'État en Égypte. Dans le cadre d'une mission secrète entamée en 2016, la Direction du renseignement militaire français aurait affrété d'une société privée luxembourgeoise un avion bimoteur Merlin III avec un équipement de surveillance sophistiqué et deux pilotes afin de mener à bien des missions de surveillance à la frontière entre l'Égypte et la Libye. Cette mission a été baptisée « opération Sirli ».

Initialement planifiée en tant que collaboration en matière de contre-terrorisme, les vols auraient principalement servis aux forces égyptiennes à combattre la contrebande et l'immigration irrégulière à l'aide de frappes aériennes contre des véhicules civils. Ainsi, les renseignements transmis par la mission française aux forces égyptiennes auraient mené à au moins 19 bombardements de personnes civiles entre 2016 et 2018 impliquant probablement plusieurs centaines de morts.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que le Ministère des Affaires étrangères - ou un autre service luxembourgeois - était au courant de l'opération Sirli ?

2) Est-ce que la participation de la société aérienne luxembourgeoise en question à l'opération Sirli tombe sous le champ d'application de l'article 3 de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations ?

3) Dans l'affirmative de la question 2, est-ce que la société en question a présenté une demande d'autorisation à Monsieur le Ministre ? Si oui, quelle est la suite que Monsieur le Ministre a réservé à cette demande ?

4) Quelles démarches prévoyez-vous pour éclairer les faits et sanctionner d'éventuels méfaits de la part de la société privée luxembourgeoise ?

5) Est-ce que des démarches diplomatiques sont entreprises auprès des autorités françaises et égyptiennes pour éclairer les faits ?

6) Si les faits énoncés s'avèrent véridiques, jugez-vous la responsabilité de l'État luxembourgeois engagée selon la résolution 56/83 de l'Assemblée générale des Nations Unies ?

7) Est-ce que les faits décrits plus haut mèneront à une réévaluation de la mission de surveillance maritime aux abords des eaux territoriales libyennes que la Direction de la défense luxembourgeoise mène en partenariat avec cette même société aérienne privée ?

Réponse (24.11.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Non.

ad 2) Sur base des informations contenues dans les articles publiés par « Disclose », le Gouvernement ne considère pas que cette participation puisse tomber sous le champ d'application de la loi de 2018.

ad 3) Voir réponse négative à la question 2.

ad 4) Les éléments d'information publiés par « Disclose » portent sur un contrat dans le domaine de la défense conclu entre la France et la société privée CAE Aviation. Le Luxembourg n'a pas connaissance de ce contrat. Le Gouvernement luxembourgeois ne peut pas se prononcer sur ce contrat ou sur des informations à propos de ce contrat publiées dans la presse. Il appartient au Gouvernement français de veiller à l'exécution d'un tel contrat et d'évaluer s'il y a eu d'éventuels méfaits et de prendre, le cas échéant, les mesures appropriées.

ad 5) Il n'est pas prévu de faire des démarches diplomatiques.

ad 6) Non. La résolution 56/83 de l'Assemblée générale des Nations Unies traite de la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite. Le texte porte sur le comportement d'un État, et sur le comportement d'organes de l'État. Peuvent être considérés comme des organes de l'État des organes mis à disposition de l'État par un autre État, des organes sous la direction ou le contrôle de l'État, ou des personnes ou entités exerçant des prérogatives de puissance publique. Une société privée ne tombe pas dans ces catégories.

ad 7) Les informations publiées par « Disclose » ne mèneront pas à une réévaluation de la participation du Luxembourg dans la mission EUNAVFOR MED Irini, mission de surveillance maritime pour la mise en œuvre de l'embargo sur les armes contre la Libye. Dans ce cadre, il n'existe par ailleurs plus de relation contractuelle entre la Direction de la défense et CAE Aviation.

Question 5274 (23.11.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **régime CovidCheck dans le cadre des réunions du personnel enseignant :**

Laut eisen Informatiounen hätt den Här Educatiounsminister eng Note de service un d'Léierpersonal erausginn, déi ab dem 1. Dezember 2021 soll applizéiert ginn, wou ënnert anerem de Covid-Check-System agefouert gëtt bei Reunioune vum Schoulpersonal. De CovidCheck géif ënnert dem Prinzip vum „auto-contrôle" lafen. Et kéinten awer och méiglech Kontrollen op Demande duerchgefouert ginn.

Wat de CovidCheck an der Aarbechtswelt en général ubelaangt, ass Follgendes am Gesetz markéiert:

« Tout chef d'entreprise ou d'administration peut décider de placer l'ensemble de son entreprise ou administration, ou une partie seulement, sous le régime CovidCheck. Concernant le secteur public, il appartient au chef d'administration de veiller à ce que l'accès au service public reste garanti. »

Feststellend, datt am Gesetz net vum „principe de l'auto-contrôle" riets geet, wéilte mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Stëmmen eis Informatiounen, datt de CovidCheck-System bei Reunioune vum Schoulpersonal agefouert gëtt, an ënnert dem „principe de l'auto-contrôle" leeft?

- Wéi gesäit dëse „principe de l'auto-contrôle" aus?

- Ass dee „principe de l'auto-contrôle" konform zum Gesetz?

- Falls net, aus wéi engem Grond kann dëse Prinzip dann an de Schoulen ugewannt ginn?

- Wien iwwerhëlt déi méiglech Kontrollen op Demande, déi de Minister virgesäit?

- Wien huet d'Responsabilitéit bei Verstéiss an/oder Abusen?

- Wann dës Sonderreegelung fir d'Schoul gëllt, gëllt dës Méiglechkeet vum „principe de l'auto-contrôle" och fir all Administratiounen a Servicer vun der Fonction publique, souwéi och fir all Lëtzebuerger Entreprisen?

Réponse commune (24.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Op der Basis vun de legalen Dispositiounen, déi zu deem Moment ze applizéiere waren, hunn d'Servicer vum Educatiounsministère (MENJE) Recommandatioune fir d'Aféierung vum CovidCheck-Regimm an den ëffentleche Grondschoulen a Lycéeën ausgeschafft. Dës Recommandations en vue de l'introduction du régime CovidCheck en milieu scolaire goufen den 29. Oktober 2021 un d'Regionaldirektiounen an d'Lycéeën diffuséiert.

D'Direktiounen hunn doropshin Instruktioune betreffend de CovidCheck-Regimm ausgeschafft an un d'Schoulpersonal kommunizéiert. An deenen Instructions de service hunn si de Recommandatioune vum MENJE Rechnung gedroen.

Et sief hei nach eng Kéier explizitt drop higewisen, datt de CovidCheck-Regimm net am Kader vun den obligatoresche schouleschen Aktivitéiten ze applizéieren ass. De CovidCheck-Regimm applizéiert sech just op vereenzelt Reunioune vun de professionellen Acteure vum Schoulwiesen.

An den uewe genannte Recommandatioune gëtt de CovidCheck-Regimm am Kontext vun de Reunioune vum Schoulpersonal nuancéiert: Et gëtt recommandéiert, d'Réunions plénières am CovidCheck-Regimm ze organiséieren, well et am Kontext vun dëse Reuniounen zu gréissere Rassemblementer vun Enseignantë kënnt an et keng Méiglechkeet gëtt, iwwer Videokonferenz un dëse Reuniounen deelzehuelen.

Aner Reunioune vun Enseignanten ënnerleien och dem CovidCheck-Regimm, wann se „en présentiel" organiséiert ginn; Persounen, déi d'Krittäre vum CovidCheck net erfëllen, kënnen an dësem Zesummenhang iwwert Videokonferenz innerhalb vun de Gebailechkeete vun der Schoul deelhuelen.

Zousätzlech ass virgesinn, de CovidCheck-System a verschiddene Raimlechkeeten anzeféieren, wéi zum Beispill der Salle des enseignants oder an anere Raim, an deenen d'Schoulpersonal sech gemengerhand baussent de Schoulzäiten ophält (zum Beispill an enger Kitchenette). Well et sech hei net ëm organiséiert Reuniounen, mee éischter ëm aleatoire Rassemblementer mat engem informelle Charakter handelt, gouf aus prakteschen Iwwerleeungen eraus de Prinzip vum Auto-contrôle proposéiert, deen net inkompatibel mam Gesetz ass. D'Schoulpersonal huet dobäi d'Méiglechkeet offréiert kritt, zousätzlech Kontrollen unzefroen, dëst vusäite vun der Direktioun. Et ass dann och un der Direktioun, Verstéiss géint de CovidCheck-Regimm ze sanctionéieren.

Duerch d'Adaptatioun vun der Loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 gëtt de sougenannten „3G-Regimm" op der Aarbechtsplaz obligatoresch; doduerch verléieren déi am November kommunizéiert Recommandatiounen hir Bedeitung.

Question 5275 (23.11.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **stock du vaccin Moderna :**

Bei eisen däitschen Nopere goufen et rezent Diskussiounen iwwert d'Covidimpfstoffer. No der Annonce, datt de Moderna-Vaccin net méi soll u Leit ënner 30 Joer verimpft ginn, gëtt et eng enorm Demande fir de BioNTech/Pfizer-Vaccin. Gläichzäiteg muss ee feststellen, datt d'Stocke vun de Moderna-Vaccinen am Februar oflafen. Aus vertragleche Grënn dierf déi däitsch Regierung dës Impfdosissen awer net un Drëttstaate spenden.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Stocke vum Moderna-Vaccin hu mir am Grand-Duché a wéini lafen se of?

2. Si mir och u Konditioune gebonnen déi eis et verbidden, Dosen un Drëttstaaten ze spenden?

3. Wann nee, gedenkt d'Regierung, Dosen ze spenden?

4. Ass gewosst, wéi vill Leit iwwer 30 Joer an de leschte Woche bei eis am Land refuséiert hunn sech mam Moderna-Vaccin impfen ze loossen?

Réponse (22.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op den 20. Dezember 2021 ware ronn 130.000 Dose Moderna am Stock, déi tëschent dem 28. Februar 2022 an dem 22. Mee 2022 oflafen.

ad 2. De Gesondheetsministère verweist op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 4964.

ad 3. Aktuell ass net geplangt, de Stock u Moderna-Impfdosen ze spenden, vue datt fir d'Leit iwwer 30 Joer bei der Booster-Impfung prioritär de Moderna-Impfstoff verimpft gëtt. Au vu vun der grousser Demande fir Booster-Impfungen, déi de Moment virläit, kann een dovunner ausgoen, datt de Stock u Moderna-Dosen, déi den 28. Februar respektiv den 22. Mee ofleeft, bis dohinner opgebraucht ass, soudatt keng Dosen iwwereg bleiwen, déi gespent kéinte ginn.

ad 4. Et gi keng Statistike gefouert iwwert eventuell Refusen déi et goufen, fir den Impfstoff vu Moderna administréiert ze kréien, mee et kann ee generell awer dovunner ausgoen, datt esou eng Refuse ganz rar sinn.

Question 5276 (23.11.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **relais national pour les campagnes de sensibilisation contre le discours de haine :**

Sur le site Internet du Conseil de l'Europe, on retrouve les contacts de nombreux pays concernant les « national campaign committees and support groups of the No Hate Speech Movement » qui sont responsables pour les campagnes nationales dudit mouvement.

Or, le site en question ne renseigne aucune information concernant le Luxembourg.

Par ailleurs, il ressort de la publication des résultats de sa sixième évaluation du code de conduite pour la lutte contre les discours haineux illégaux en ligne de la Commission européenne qu'aucune information en la matière n'a été fournie par le Luxembourg.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice, à Madame le Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Mesdames et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

- À défaut, Mesdames et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir les informations manquantes ? Ces informations seront-elles également transmises aux institutions susmentionnées pour alimenter leurs sites Internet, voire la prochaine évaluation du code de conduite ?

- Mesdames et Monsieur les Ministres ne considèrent-ils pas que l'absence de prise de participation dans les campagne et évaluation susmentionnées ne puisse être perçue à l'étranger comme le reflet d'une politique laxiste contre les discours de haine (mais [veuillez lire : même] si cela ne correspond pas à la volonté réelle du Gouvernement) ?

- Mesdames et Monsieur les Ministres entendent-ils augmenter les crédits alloués à la société civile active dans la lutte contre le discours de haine en ligne et ailleurs ? Peuvent-ils me fournir les détails à cet égard ?

Réponse commune (27.12.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

La campagne « No Hate Speech » du Conseil de l'Europe a démarré en 2013. Elle a été conçue comme campagne limitée dans le temps, mais a été prolongée par la suite. Le Conseil de l'Europe a mis fin à la coordination de la campagne en 2017. La campagne était dès sa conception destinée à être essentiellement portée par des organisations non gouvernementales et des organisations de jeunesse et non pas par des ministères. Les pages web relatives à la campagne existent toujours, alors que d'autres outils ont entre-temps été mis en place pour combattre les discours de haine au Luxembourg.

Au Luxembourg, Bee Secure avait placé en 2016 sa campagne annuelle sous le thème de la lutte contre le discours de haine (campagne « Share Respect »). Cette campagne était soutenue entre autres par la CGJL (« Jugendrot »). Elle était limitée dans le temps étant donné que des durées de plus de cinq ans peuvent provoquer des signes d'usures et une perte d'impact du point de vue de la communication.

La thématique reste cependant d'actualité et l'initiative Bee Secure constitue l'outil principal du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) en la matière. La thématique autour du discours de haine fait partie des activités de sensibilisation dans les écoles et lycées (plus de 1.000 interventions par an) et la Bee Secure Stopline du « Kannerjugendtelefon - KJT » traite les plaintes y relatives. Le KJT est conventionné par le MENJE et ses interventions permettent de signaler des contenus jugés illégaux. La Bee Secure Stopline coopère avec le parquet et la Police grand-ducale dans ce domaine.

Un autre acteur important du MENJE est le « Zentrum fir politesch Bildung - ZpB » qui est compétent en matière de formations, d'événements ou d'expositions sur les différents sujets liés à la participation politique et l'éducation à la citoyenneté des enfants et des jeunes ainsi que du grand public.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région finance le projet « Dialog statt Hass » dans le cadre de la convention signée avec l'association Respect.lu. Le financement annuel de ce projet s'élève à 15.000 euros de frais de fonctionnement et à 0,6 emploi plein temps. Ce projet, qui s'inspire du projet de l'ASBL autrichienne « Neustart », vise à fournir aux auteurs de commentaires haineux sur les réseaux sociaux un accompagnement qui leur permet d'analyser les actes qu'ils ont commis et d'en comprendre les raisons.

À noter que pour l'année 2021 le budget total alloué à l'ASBL Repect.lu s'élève à 707.000 euros, montant qui inclut 5,1 emplois plein temps et 90.000 euros de frais de fonctionnement. Les missions de l'ASBL Repect.lu sont la prévention des tendances radicales dans la société, l'accompagnement des personnes qui sont à risque de se radicaliser ainsi que la déradicalisation de personnes qui sont passées à l'acte.

Il est entendu que les informations reprises ci-dessus sont régulièrement transmises aux institutions concernées afin d'alimenter leurs sites Internet notamment en vue des exercices d'évaluation qu'elles organisent.

Question 5278 (23.11.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **modalités techniques et financières de l'environnement numérique « eSanté » :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire 1480 du 14 novembre 2019 relative à la « Gesondheetsapp », Monsieur le Ministre avait souligné que :

« Ses missions [l'agence eSanté] sont définies dans l'article 60 ter du Code de la sécurité sociale et sont notamment : « [...] la réalisation, le déploiement, l'exploitation et la gestion administrative et technique d'une plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé, ainsi que d'applications et de systèmes informatiques de santé à l'échelle nationale [...]. »

Les annonces récentes autour du remboursement accéléré et les applications mobiles de la CNS (CNSapp) et de l'AMMD (Gesondheetsapp) montrent cependant que la digitalisation dans le secteur de la santé reposera du moins en partie sur des initiatives de droit privé.

Vu que les données médicales revêtent un caractère hautement sensible, la confiance publique dans les outils numériques est cruciale dans les domaines de la santé et de la sécurité sociale. C'est pourquoi il est indispensable que les affilié*es disposent d'un maximum d'informations sur les mécanismes et dispositifs essentiels dans le domaine dit « eSanté ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Au niveau de la digitalisation du secteur de la santé, quelles sont les différentes missions effectuées par des sociétés de droit privé pour l'agence eSanté, tant en ce qui concerne les « services eSanté » essentiels que les « services eSanté de support »[5]? En tout, combien de sociétés se sont vu attribuer des missions dans ces deux catégories ?

2) Quelles sont les modalités de rémunération prévues pour ces différents services, y compris la transmission électronique de documents ? À quelle hauteur se chiffrent les dépenses estimées pour les différents services ?

3) L'exploitant, respectivement le développeur de la plateforme numérique de l'agence eSanté commercialise-t-il son propre module de connexion (eConnector) entre la plateforme et les services informatiques fonctionnant dans les cabinets des médecins ?

4) Selon les conditions particulières d'exploitation de services eSanté de support[6], l'exploitant d'un service du type eConnector est obligé de conclure un contrat d'accès avec tout prestataire souhaitant bénéficier d'un accès à son application. Parallèlement, ce même exploitant a la charge de vérifier si le concurrent potentiel remplit certaines conditions d'éligibilité. Cette situation ne risque-t-elle pas de conférer à l'exploitant un pouvoir discrétionnaire pour l'évaluation de la conformité d'une part et d'autre part en ce qui concerne les délais de traitement des demandes ?

5) Dans l'état actuel, quelles seraient les conséquences d'un problème ou manquement grave dans le chef de l'exploitant sous question (litige, faillite et autres) pour le fonctionnement de la plateforme numérique de l'agence eSanté dans son ensemble ?

6) Compte tenu des missions de l'agence eSanté qui consistent explicitement dans le développement de solutions digitales pour le secteur de la santé au niveau national, quelles sont les raisons pour lesquelles l'agence n'a pas elle-même développé une solution de type eConnector, afin de la mettre à disposition des médecins, des hôpitaux et des professionnels de la santé ?

Réponse commune (28.12.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Dans le cadre général des services eSanté il y a lieu de faire une distinction entre la plateforme nationale eSanté et le Consortium.

[5] Il s'agit de la terminologie employée dans le cadre des conditions particulières d'exploitation de services eSanté de support, telles que disponibles sur le site eSanté : https://www.esante.lu/portal/fr/service_project/doc_manager/download.php?&vars=50LB_z5_dxkA33pS2xXNxX51TlN0vl8cZ%2A5jB9nbJNc

[6] idem

La plateforme nationale eSanté, d'un point de vue infrastructure (hébergement) et d'un point de vue solution applicative, est soutenue pour son développement et sa gestion par un Consortium sur la base d'un appel d'offres initial de 2013.

La société Ebrc gère la partie infrastructure et la société Maincare la partie applicative.

Le service de messagerie sécurisée

Pour ce qui est des solutions de messagerie chiffrée, la société Regify fournit l'ensemble de ce service à l'Agence eSanté mais également aux établissements de santé et aux professionnels de santé par l'intermédiaire de cette dernière.

Les éditeurs et le cadre de la généralisation du DSP

Le Dossier de soins partagé (DSP) a été en phase pilote de 2015 à 2019 et a été généralisé depuis le 1er janvier 2020. À ce jour, neuf éditeurs sont conformes au cadre d'interopérabilité de l'agence et ont participé au développement du service DSP via notamment la mise à disposition d'outils métiers aux professionnels de santé, cabinets de ville, établissements de santé, structures spécialisées par la signature de conventions de partenariats notamment.

Les éditeurs et le cadre des « eServices »

À l'instar du DSP, deux autres services, à savoir le service de « Carnet de vaccination électronique » (CVE) national et le service de dématérialisation des prescriptions « ePrescription », font appel pour leur support et développement à des éditeurs via une contractualisation.

Les éditeurs et le cadre spécifique des services en phase de pandémie Covid-19

Pour répondre aux besoins spécifiques liés à l'urgence de la mise en place de solutions de santé publique et pour répondre à la stratégie développée par le Gouvernement, l'agence a répondu à des demandes de support via notamment la mise à disposition rapide de services liés au suivi Covid (MAELA), à la téléconsultation (eConsult) et à la déclaration des maladies obligatoires entre les laboratoires et la Direction de la santé (DOMI).

Les services « eSanté de support »

Sur demande de la Caisse nationale de santé (CNS), l'Agence eSanté héberge sur ses serveurs une solution applicative « eAdministrative » pour la mise en œuvre de la dématérialisation des mémoires d'honoraires (MH). Actuellement ce service est proposé par la société Digital Health Network (DHN). Alors que la solution applicative « eAdministrative » se trouve sur les serveurs de l'agence, elle ne fait pas partie de l'environnement direct de l'Agence eSanté. En effet, la société DHN demeure seule responsable de cette solution applicative. Les informations sont alors échangées par des protocoles sécurisés (tant en termes de contrôle d'accès que de transmission) entre la solution applicative et les services de l'agence.

ad 2) Concernant les services de l'agence, il n'y a aucune modalité de rémunération spécifique attachée au support ou à l'aide au développement des services puisque l'ensemble des services de la plateforme nationale revêt un caractère d'utilité publique. Ils sont donc gratuits aux utilisateurs professionnels de santé et assurés.

Un seul service revêt cependant un aspect « retour sur investissement », à savoir celui d'informatisation des structures dites spécialisées qui prend en compte un coût très faible lié au volume de stockage de ces dernières. Cela correspond à environ 30.000 €/an.

Toutefois, pour ce service un cadre contractuel est mis en place pour garantir la répartition des rôles et les obligations respectives des parties.

En ce qui concerne les services « eSanté de support », le service d'hébergement de la solution « eAdministrative » ne se fonde pas sur un cadre contractuel au sens premier du terme mais uniquement sur les conditions particulières de services de support. Ces dernières ne prévoient aucune rémunération entre l'exploitant et l'agence. L'agence n'agit qu'en terme d'hébergeur et ne doit assurer qu'une qualité de la disponibilité des serveurs.

Au-delà du périmètre de l'Agence eSanté, la convention entre la CNS et l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) prévoit des modalités de prise en charge pour les transferts électroniques. En effet, l'article 110 de la convention CNS-AMMD prévoit que : « La Caisse nationale de santé s'engage au paiement d'une indemnisation trimestrielle des coûts numériques que doivent prendre en charge les médecins ou les associations de médecins pour garantir la création et la transmission sécurisée des documents numériques, conformes au cahier des charges, avec les personnes protégées et l'assurance maladie par et sur la plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé.

L'indemnisation trimestrielle des coûts numériques se compose de la totalité des compensations unitaires, calculée en multipliant le nombre de documents numériques opposables à l'assurance maladie avec la compensation unitaire et, le cas échéant, d'une majoration pour coût réel de signatures électroniques.

La compensation unitaire est accordée par document transmis conformément à l'alinéa premier. Elle est fixée à 0,44 euros hors TVA par document pour l'année 2021. À partir de 2022, la compensation unitaire est fixée annuellement par la Caisse nationale de santé qui peut avoir recours à une fiduciaire experte en comptabilité et comptabilité générale. [...] »

Ainsi, la CNS doit verser une indemnité aux médecins et médecins-dentistes qui effectuent des transferts électroniques (document numérique standardisé) conformes au cahier de charges.

ad 3) Pour tous les services DSP, CVE, ePrescriptions, DOMI et WSE (échanges pharmacies et CCSS), l'Agence eSanté définit et rédige le cadre d'interopérabilité conformément aux normes internationales IHE. L'agence travaille avec les différents industriels du Consortium de la plateforme et des industriels en capacité d'échanger des données avec la plateforme eSanté. C'est elle aussi qui délivre les certificats de conformité pour toutes les mises en production des services dépendants de l'agence.

Néanmoins, pour les spécifications techniques du NCP (National Contact Point pour les échanges transfrontaliers européens : résumé patient et ePrescription), l'agence implémente les spécifications techniques définies et contrôlées par les directions générales européennes concernées.

Dans le cadre de la solution applicative « eAdministrative » de la société DHN, ce n'est pas un service de la plateforme et les spécifications techniques utilisées par cette dernière ne sont pas sous le contrôle de l'agence à l'exception du service « eDocument » de l'agence, qui est un entrepôt sécurisé, lorsque la société DHN a recours à celui-ci.

Dans la solution « eAdministrative », on trouve la définition d'un « eConnecteur » qui a été développé par la société DHN. Un second connecteur dit « public » devait être mis à disposition d'autres industriels du marché luxembourgeois. La CNS a demandé à l'agence de financer les spécifications techniques pour que ces derniers puissent l'exploiter. L'agence a donc publié ce référentiel.

ad 4) Par principe et au regard de l'application des dispositions des conditions particulières d'exploitation de services eSanté de support, seule l'agence peut juger de la conformité ou non de tout futur exploitant désireux d'exploiter un service de support eSanté.

Cependant, le visa de l'agence ne vaut que pour la vérification de conformité liée au cadre d'interopérabilité et aux mesures de sécurité applicables, comme pour tout service dont l'objet est la connectivité aux services de la plateforme nationale.

Par contre, les conditions particulières prévoient que l'exploitant « premier en rang » conserve de façon discrétionnaire le droit de contractualiser avec l'exploitant « deuxième en rang » et de lui imposer le cas échéant des conditions supplémentaires. Cet aspect de contractualisation est hors du périmètre de maitrise et de gestion de l'agence.

ad 5) En cas de cessation involontaire des activités de l'exploitant, p. ex. pour cause de faillite ou liquidation ou, de façon générale, lorsque l'exploitant n'est plus en mesure d'assurer l'exploitation, une copie des éléments hébergés sur les serveurs de l'Agence eSanté sont placés sous séquestre auprès d'un notaire ou d'un avocat. L'autorisation délivrée par l'agence précise que l'accès à ces éléments ainsi que leur mise en production reste possible pour l'Agence eSanté pendant toute la période où le nouveau propriétaire de ces éléments n'est pas connu. En cas de fin d'exploitation, volontaire ou involontaire par l'exploitant, l'Agence eSanté jouit d'un droit d'option sur l'acquisition du service.

L'agence entrevoit toutefois des possibilités en termes de gestion des risques avec l'arrivée potentielle de plusieurs concurrents dont certains souhaitent la restitution à l'agence de l'équivalent de la solution « eAdministrative ».

ad 6) Le développement de solutions digitales pour le secteur de la santé au niveau national peut être organisé de différentes manières à travers la plateforme nationale. L'Agence eSanté ne dispose pas des ressources indispensables par rapport à la complexité de sa mission dans un domaine qui évolue très vite. Pouvoir collaborer avec des tiers est nécessaire pour l'agence et les solutions déjà en place ou en cours de développement par des éditeurs privés peuvent aider à accélérer la digitalisation dans le secteur de la santé. Plutôt que de freiner de telles initiatives, il est utile d'accueillir des solutions prometteuses développées par des tiers dans l'environnement de la plateforme eSanté pour assurer ainsi leur bonne intégration (interopérabilité, sécurité, protection des données privées) dans l'univers de l'Agence eSanté.

Question 5280 (23.11.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**entretien des rivières suite aux inondations :**

Et ass eis zu Ouere komm, datt no den Iwwerschwemmunge vum leschte Juli nach ëmmer Dreck an eng ganz Rei Objeten, déi fortgeschwemmt goufen, am Getraisch an am Gestrëpp laanscht d'Ufer hänken an nach net ewechgeholl gi sinn.

Souwuel d'Sauer ass dovu betraff, wéi z. B. um Wilspull bei Méchela, wéi och d'Uelzecht op ville Plazen. Donieft wier an der Uelzecht eng ganz Partie Dreck, deen allem Uschäin no net op d'Héichwaasser vum Summer zeréckzeféiere wier, mee éischter dorop, dass Leit hire Knascht do entsuergen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch au courant iwwer dës Situatioun? Huet d'Waasserwirtschaftsamt eventuell eng Analys iwwer den Zoustand vun de genannte Gewässer nom Héichwaasser gemaach? Ass virgesinn, dës Waasserleef an noer Zukunft ze botzen?

2. Huet d'Waasserwirtschaftsamt e Programm, deen déi reegelméisseg Ënnerhaltsaarbechte vun den Haaptwaasserleef zu Lëtzebuerg tëscht de verschiddenen Acteure koordinéiert? Wéi dacks ginn dës Aarbechten an der Reegel op de verschiddene Baachen a Flëss pro Joer duerchgefouert?

3. Vu dass an der Vergaangenheet d'Opdeelung vun de Kompetenzen am Beräich Ënnerhalt vun de Waasserleef net ëmmer kloer war, sollt d'Waasserwirtschaftsamt e Guide pratique zum Theema ausschaffen. Wou sinn d'Aarbechten un deem Dokument drun?

Réponse (06.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Alles, wat der Waasserverwaltung (AGE) u gréisseren Dreckusammlungen oder Objeten an de Gewässer opfält, gëtt erausgeholl an entsuergt, soulaang d'Besëtzverhältnisser gekläert sinn. Dat geschitt am Prinzip genausou gutt am Normalfall wéi och no enger Héichwaasser- oder Staarkreensituatioun.

No den Evenementer am Juli sinn déi zoustänneg Servicer vun der AGE d'Gewässer ofgaangen a sinn och der Meldunge vun de Gemengen an aus der Populatioun nokomm. Deementspriechend sinn Interventiounen op deene Plaze gemaach ginn, wou et am dréngendste war, sief et aus Sécherheetsgrënn, Héichwaasserschutzgrënn oder duerch Usammlunge vu grousse Massen un Dreck.

Déi Aarbechte si momentan nach net ofgeschloss an daueren nach un. Plazeweis gëtt et grouss Massen un Dreck an Objeten, déi sech iwwer länger Strecke verdeelt hunn. Déi Aarbechte verlafen deelweis ënner schwéiere Konditiounen, well d'Plazen oft schwéier zougänglech sinn. D'Verantwortung fir d'Entsuergung vun de Roulotten, déi zum Deel nach laanscht d'Baachen ze fanne sinn, läit an deem Fall am Prinzip beim Besëtzer. D'AGE ass amgaangen, zesumme mat der Police hei no enger Léisung ze sichen.

ad 2. D'AGE huet e Programm mat Entretiensaarbechten, déi op eise Gewässer geplangt an duerchgefouert ginn. Et besteet e reegelméissege Kontakt an Austausch mat den Acteuren op Staats- a Gemengenniveau, fir déi Aarbechte koordinéiert duerchzeféieren.

D'Aarbechte ginn an enger éischter Instanz emol do duerchgefouert, wou e Besoin besteet. Wann dësen Agrëff duerchgefouert ginn ass, huet een oftmools eng Verbesserung vun der Situatioun erreecht. Aus deem Grond kann ee soen: Jo, et gëtt reegelméisseg op deene Gewässer intervenéiert, mee well et oftmools keng repetitiv Aarbechte sinn, a mat engem eemolegen Agrëff d'Situatioun sech verbessert huet, kann ee keng genau Ausso maachen zu der Reegelméissegkeet vun den Agrëffer pro Joer. Pauschal kann een awer soen, wat d'Gewässer méi grouss ass an duerch grouss urbaniséiert Gebidder leeft, wat d'Unzuel vun den Interventiounen am Beräich vum Entretien op de Gewässer klëmmt.

ad 3. D'AGE schafft aktuell nach un engem „guide pratique" zum Theema Ënnerhalt vun de Fléissgewässer. Dëst Dokument soll fir d'Gemengen an de Public méi Transparenz an d'Aarbechten am Kader vum Ënnerhalt vun de Baache bréngen, déi verschidden Typpe vun Aarbechten an och déi noutwendeg Demarchen erklären. Et ass virgesinn, dat am Laf vum Joer 2022 ze finaliséieren.

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

Question 5282 (23.11.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant les **conventions initiales entre les communes et l'État dans le cadre du Pacte Logement 2.0 :**

La loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement avec les communes ouvre la possibilité à chaque commune de conclure une convention initiale avec l'État qui donne droit à une participation financière aux prestations du conseiller logement. Ce dernier a comme mission de soutenir la commune dans l'élaboration d'un plan d'action local logement afin de contribuer à la réalisation des objectifs du Pacte Logement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Combien de communes ont d'ores et déjà conclu une convention initiale avec l'État ?

2) Selon les estimations de Monsieur le Ministre, combien de communes auront conclu une telle convention avant la fin de l'année 2021 ?

3) Combien de communes ayant déjà conclu une convention initiale avec l'État optent pour un conseiller logement interne respectivement pour un conseiller logement externe ?

4) Dans le cas où des communes ont opté pour un conseiller externe, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de communes ayant recours à un conseiller engagé à travers une personne morale pour fournir les prestations de conseil logement ?

5) Les formations initiales des conseillers logement ont-elles déjà commencées ? Dans la négative, quand auront lieu les premières formations initiales destinées aux conseillers logement ?

6) Les communes ainsi que les conseillers logement déjà en place ont-ils tous les moyens et informations nécessaires à leur disposition afin de commencer les travaux d'élaboration du plan d'action local logement ?

7) Monsieur le Ministre dispose-t-il déjà d'informations quant aux délais visés par les communes ayant signé une convention initiale pour l'achèvement de leur plan local d'action logement ?

Réponse (21.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

L'honorable Députée s'enquiert de l'état de mise en œuvre du Pacte Logement 2.0 au niveau communal.

Au 6 décembre 2021, 85 communes avaient conclu la convention initiale avec l'État par laquelle l'adhésion au pacte prend son départ. Étant donné que des échanges réguliers continuent avec l'ensemble des communes, ce nombre évoluera encore dans les semaines à venir.

Parmi les communes signataires, onze ont opté pour un conseiller logement interne et 74 ont opté pour un conseiller logement externe. La mission de conseiller logement étant attribuée sur base des qualifications et expériences professionnelles des conseillers logement, telles que définies dans la loi, ceux-ci doivent exécuter personnellement les prestations. Le conseiller logement est dès lors toujours une personne physique, qu'il soit interne ou externe. Cependant, dans le cas de conseillers logement externes actuellement en fonction, ceux-ci sont des salariés de personnes morales.

Pour ce qui est de la formation des conseillers logement, une première série de la formation initiale a eu lieu entre le 1er juin et le 9 novembre 2021. Jusqu'au 1er décembre 2021, 26 conseillers/conseillères logement externes ont terminé la formation initiale. Une deuxième série de la formation initiale a débuté le 5 octobre 2021 et se terminera le 11 janvier 2022. Cette série de formation est surtout fréquentée par les (futurs) conseillers/conseillères logement internes. Une troisième série de la formation initiale aura lieu de début mars à fin mai 2022. Parallèlement des formations continues et échanges réguliers ont lieu avec l'ensemble des conseillers logement.

À côté de l'accompagnement par les équipes du Ministère du Logement, les conseillers disposent d'un certain nombre d'outils pour l'élaboration du plan d'action local logement (ci-après « le PAL ») dont notamment :

Le Vadémécum 2.0

Le Vadémécum 2.0 du Pacte Logement 2.0 a été envoyé en octobre (version française) respectivement en décembre 2021 (version allemande) aux communes et aux conseillers/conseillères logement. https://logement.public.lu/fr/professionnels/communes/pacte-logement.html

Hotline Pacte Logement

Le Ministère du Logement a mis en place une « Hotline Pacte Logement » (téléphone : 8002 8989 ; email : pactelogement@ml.etat.lu). Cette plateforme d'échange permet aux communes et aux conseillers logement de s'adresser directement à l'équipe « appui aux communes » du Ministère du Logement.

Plateforme informatique SIGINOVA-PL2.0

En collaboration avec le SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique), le ministère met à disposition des communes un outil informatique. Ainsi, l'encodage et les étapes administratives liées au PAL sont réalisés de façon numérique à l'aide de la plateforme informatique SIGINOVA-PL2.0. Dès le début du mois de décembre 2021, les premières communes et conseillers logement ont demandé et reçu l'accès à cette plateforme.

Raum+ Luxembourg

Le projet Raum+ est un outil méthodologique qui permet d'établir une vue d'ensemble territoriale, quantitative et qualitative des réserves foncières pour chaque commune. Grâce au dialogue constructif et à une coopération approfondie avec les communes, un recensement de qualité a été mené jusqu'à présent avec 89 communes. Les résultats de ce recensement sont mis à disposition des communes sur une plateforme Intranet sous forme d'une base de données géographiques. Les 89 communes analysées ont déjà accès à leurs résultats Raum+. Sur demande explicite d'une commune, l'accès pour leur conseiller logement respectif a été mis en place à partir de mi-décembre 2021.

Pour ce qui est de l'élaboration des PAL, les communes débutent avec l'élaboration de ce dernier dès la signature de la convention initiale. Le délai pour l'élaboration du PAL est fixé légalement à douze mois à partir de la date de signature de la convention initiale. Selon les estimations du Ministère du Logement, l'élaboration du PAL ne devrait en principe pas prendre plus de six mois. La première série de signatures était le 30 septembre, la deuxième le 10 octobre, la troisième le 11 novembre et la quatrième le 6 décembre 2021.

Question 5284 (23.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **sans-abrisme :**

An der parlamentarescher Fro N° 0592 hat ech d'Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Hëllefe fir Sans-abrien zu Lëtzebuerg befrot. An der Äntwert vum 3. Mee 2019 huet d'Madamm Ministesch erkläert, dass:

„Den Aktiounsplang géint de Sans-abrisme ass e wichtegt Instrument an e gëtt eis e Kader, an deem mer eng ganz Rei vu Mesurë scho geholl hunn an och nach wäerten huelen."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn sech, säit et de „Service premier appel" gëtt, bei dësem gemellt (opgeléscht no Joer)?

2. An der Äntwert zur Fro N° 0592 heescht et:

„De Ministère fir Famill, Integratioun a Grossregioun wäert weiderhin alles drusetzen, fir, zesumme mat senge Partner, de Leit déi an enger Noutsituatioun sinn, ze hëllefen. Esou ass virgesinn, déi Offer vun den ‚haltes de nuit' nach ze erweideren an ze dezentraliséieren, fir och deene Mënschen eng Hëllef ze ginn, déi sech net an der Stad ophalen."

Si säit 2019 weider „haltes de nuit" geschafe ginn? Wa jo, wou goufen se opgemaach? Wann net, huet d'Ministesch hei konkreet Datumer fir weider Projeten?

3. Wat fir Servicer bitt de „Café Courage" un a wéi vill Leit hu säit der Eréffnung vun déser Offer profitéiert?

4. Weider heescht et an der Fro:

„Och d'Strukturen, déi nom Prinzip vum ‚Housing First' fonctionéieren a Strukture fir jonk Erwuessener wäerte weider ausgebaut ginn. Generell wäert de Ministère och mat den Organisatioune weiderschaffen, fir zousätzlech Better ze schafen."

Wéi vill vun dëse Strukture goufe säit 2019 ausgebaut?

5. Wéi gesinn d'Statistike fir d'Iwwernuechtungen an der Wanteraktioun 2020/2021 aus am Verglach zu 2018/2019 an 2019/2020?

6. Weider heescht et an der Fro:

„Bei enger Rei vu Leit ass de Risiko, fir keen Daach iwwert dem Kapp ze hunn, d'Konsequenz vu psychiatreschen oder Ofhängegkeetskrankheeten. Dofir probéiert de Gesondheetsministère, Léisunge fir dës Leit unzebidden iwwert Konventioune mat verschiddenen Associatiounen [...]."

Et ass gewosst, dass et am Moment u Psychologen a Psychiateren hei am Land feelt. Ass d'Betreiung vun de Sans-abrisen trotzdeem ofgeséchert?

7. Wat fir nei Projete goufen an dësem Kontext säit 2019 nach fäerdeg gestallt?

Réponse commune (24.12.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De „Service premier appel" gouf am Mäerz 2017 lancéiert. Zënterhier hunn sech 2.527 Persoune bei dësem Service gemellt. Dorënner sinn esouwuel Persounen, déi sech an enger prekärer Situatioun befannen, ewéi och Professioneller oder aner Residenten, déi eng Persoun an Nout mellen. Heidrënner sinn d'Zuele pro Joer opgeschlësselt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Dëst Joer am Mee gouf an der Stad eng Halte de nuit opgemaach, déi sech spezifesch u Fraen adresséiert. Dëst ass ee Projet vun der Caritas, dee vum Familljeministère finanziell ënnerstëtzt gëtt. Dës Offer completéiert déi aner zwou Haltes de nuit an der Stad Lëtzebuerg, an déi sech esouwuel u Männer ewéi u Frae riichten. Eng dovun ass ugangs dëst Joer an nei Gebailechkeete geplënnert, mat enger ehéichter Capacitéit u Better.

ad 3. De Bistrot social „Le Courage" huet seng Dieren am November 2016 opgemaach. D'Beneficiairë kënnen am Bistrot social eng Dusch huelen, hir Kleeder wäschen, a kréien ee waarmt Gedrénks an eng Kollatioun ugebueden.

Dëse Service ass allerdéngs net mam Familljeministère, mee mat der Stad Lëtzebuerg konventionéiert. Dofir kann de Familljeministère och keng Ausso iwwer Zuele maachen.

ad 4. De Familljeministère ënnerstëtzt finanziell eng ganz Rei un Initiativen an Associatiounen am Beräich vum sozialen a bezuelbare Wunnraum, fir esou géint d'Obdachlosegkeet an d'sozial Exklusioun ze kämpfen a Mënschen ze hëllefen, déi aus den ënnerschiddlechste Grënn keng oder keng adequat Wunneng hunn. 2020 konnten duerch dës Strukture 4.278 Persoune logéiert ginn. Dëse Chiffer konnt iwwert déi lescht néng Joer méi wéi vervéierfacht ginn.

Dëst Joer am Mee gouf, wéi uewe geschriwwen, ausserdeem eng Halte de nuit spezifesch fir Fraen opgemaach. Duerch déi nei Gebailechkeete vun der Wanteraktioun, déi 2019 a Betrib geholl goufen, konnt d'Capacitéit op 250 Better eropgesat ginn.

Aktuell sinn och eng Rei Projeten am Beräich vun der Obdachlosegkeet an der Maach. Esou gëtt zum Beispill de Projet „Structure d'hébergement pour personnes sans abri vieillissantes" ausgeschafft. Dëse Projet, deen och am Regierungsprogramm virgesinn ass, adresséiert sech un eeler obdachlos Persounen a gëtt zu Berbuerg realiséiert an Zesummenaarbecht mam CIPA Haaptmann's Schlass.

De Familljeministère wëll och weiderhin d'Housing-First-Strukturen ausbauen, fir obdachlos Mënschen ouni Ëmweeër vun der Strooss an eng fest Wunneng ze kréien, fir dann uschléissend hir Situatioun ze stabiliséieren. Esou ass fir 2022 ugeduecht, en Housing-First-Projet fir Fraen ze developpéieren.

Et ass ausserdeem virgesinn, ee Recensement vun den obdachlose Persounen ze maachen, fir d'Bekämpfung vun der Obdachlosegkeet nach méi zilgeriicht kënnen opzestellen.

De Familljeministère huet de LISER beoptraagt, déi national Strategië géint d'Obdachlosegkeet an d'Exklusioun am Zesummenhang mam Logement ze evaluéieren. D'Erkenntnisser vun déser Analys wäerten der Regierung erméiglechen, ze erfaassen, wéi eng Mesuren um Terrain Succès haten an nach weider ausgebaut solle ginn.

ad 5. D'Wanteraktioun geet normalerweis den 1. Dezember un an hält den 31. Mäerz op. Am Kader vun der sanitärer Kris huet de Familljeministère d'Editiounen 2019/2020 an 2020/2021 bis den 30. Juni verlängert. Heidrënner sinn d'Zuele pro Editioun opgeléscht, opgedeelt op de regulären Zäitraum an d'Verlängerunge wéinst Covid:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Bilane vun der Wanteraktioun mat de Statistike vum Nuets- an Dagesfoyer a weideren Detailer sinn och um Internetsite vum Familljeministère publizéiert.

ad 6. Betreiungsstrukture fir drogenofhängeg Mënschen a Mënsche mat psychiatresche Problemer, déi vum Gesondheetsministère konventionéiert sinn, kënnen op multidisziplinär Equippen zeréckgräifen, wou och Psychologen an Therapeute vertruede sinn, déi déi betraffe Persounen en charge kënnen huelen.

Ad 7. De Gesondheetsministère konventionéiert verschidden Offere vu betreiten Wunnen, notamment fir Mënsche mat Ofhängegkeetsproblemer, déi keen Dag iwwert dem Kapp hunn. Dës Offere gi progressiv ausgebaut. Et handelt sech hei ëm e permanenten

Ausbauprozess. Den nationalen Drogenaktiounsplang 2020-2024 gesäit des Weideren eng zousätzlech Offer vun Housing First vir, fir Leit déi a prekäre Situatioune liewen a psychomedezinnesch Betreiung brauchen. An deem Kontext ass e Konzept mat verschiddene spezialiséierten Trägeren ausgeschafft ginn an et gi momentan déi passend Gebailechkeete gesicht, fir dës Offer ze verwierklechen.

Den MENJE an de MIFA hunn 2016 zesummen de „Bon d'hébergement d'urgence" fir jonk Erwuessener bis 27 Joer agefouert. Dee kann ausgestallt gi vum ONE, den Offices sociaux an de SePASen aus de Lycéeën. An der Reegel kann esou e Jonken an Nout bis zu maximal 30 Deeg pro Persoun an enger Jugendherberg iwwernuechten. Bezuelt ginn d'Iwwernuechtunge vun den Offices sociaux an dem MIFA respektiv dem MENJE, iwwert eng ASFT-Konventioun „Service pour jeunes" an Zesummenaarbecht mat der „Centrale des auberges de jeunesse luxembourgeoises".

2019 goufen esou 909 Nuechte bezuelt fir 63 Jonker, 2020 waren et 1.115 Iwwernuechtunge fir 71 Jonker an 2021 bis zum Enn vum Mount November waren et 1.301 Iwwernuechtunge fir 86 Jonker. Et gëtt momentan un engem alternative Konzept fir d'Hébergements d'urgence geschafft, wou niewent enger Schlofplaz och nach een zousätzlecht pedagogescht Encadrement virgesinn ass. Dëst neit Konzept wäert am Laf vum Joer 2022 lancéiert ginn.

Question 5285 (23.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**appel à projets « Zesummeliewen: lokal engagéieren a matmaachen » :**

Am September 2021 gouf e Gesetzesprojet deposéiert, deen eng Reform vum Walrecht virgesäit an et auslännesche Bierger soll méi einfach maachen, bei de Gemengewalen ze participéieren.

Kuerz drop, am Oktober, huet den Integratiounsministère en Appel à projets fir 2022 gemaach mam Titel „Zesummeliewen: lokal engagéieren a matmaachen". Projeten aus dem Beräich vun der Participation politique oder citoyenne kënnen iwwert de Ministère eng finanziell Ënnerstëtzung kréien. Wärend Projeten aus dem éischtgenannte Beräich sollen „informer et sensibiliser les publics étrangers et notamment les jeunes électeurs", geet et bei der Participation citoyenne ëm eng „mobilisation et implication du public cible dans des projets de vivre ensemble interculturel".

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Fro stellen:

- Projeten, déi vun enger Färderung profitéiere wëllen, mussen hir Demande bis Ufank Januar 2022 eraginn hunn. Eng Reform vum Walgesetz wäert bis dohi warscheinlech net an der Chamber gestëmmt konnte ginn. Wäerten och am Joer 2023 an doriwwer eraus nach ähnlech Projete vum Integratiounsministère finanzéiert ginn, fir dozou bäizedroen, dass esou vill wéi méiglech auslännesch Bierger iwwert d'Reform vum Walgesetz informéiert wäerte ginn, wann de Projet bis an der Chamber gestëmmt sollt ginn?

Réponse (16.12.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Déi nei PAN-Projeten am Beräich vun der politescher Participatioun fänken am Mee 2022 un a kënne bis Mëtt 2023 ëmgesat ginn. Bei der Ëmsetzung vun dëse Projete sollen d'Porteurs de projet eng gewësse Flexibilitéit kréien. Fir esou vill wéi méiglech Leit ze erreechen, kréien d'Porteurs de projet dofir d'Méiglechkeet, d'Zilpublikum vun hirem Projet ze erweideren, wann den neie Gesetzprojet bis gestëmmt ass.

D'Gemengen an d'Associatiounen hunn och d'Méiglechkeet, e Subsid beim Familljeministère unzefroen, an dëst fir Aktiounen an Initiativen am Beräich vun der Informatioun an der Sensibiliséierung vun den net lëtzebuergesche Matbierger. Duerch Sensibiliséierungs- an Informatiounsaktioune sollen Netlëtzebuerger motivéiert a mobiliséiert ginn, fir sech op d'Wielerlëschten anzeschreiwen an un den nächste Gemengewalen deelzehuelen. Dës Subside gëlle souwuel fir Aktiounen, déi virum neie Gesetzestext ugefrot ginn, wéi och fir Aktiounen, déi nom Stëmme vum neie Gesetz stattfannen. Och hei soll e Porteur de projet oder eng Gemeng d'Méiglechkeet hunn, fir Aktiounen an Initiativen der neier Gesetzgeebung unzepassen.

Am Kader vum Contrat d'accueil et d'intégration (CAI) organiséiert den Integratiounsdepartement vum Familljeministère och zweemol pro Joer eng „journée d'orientation", en Dag, op deem d'Signatairë vum CAI sech iwwer Lëtzebuerg, seng Kultur an och iwwer bestëmmte Prozeduren hei am Land kënnen informéieren. Bei den nächsten Editioune vun der Journée d'orientation ass virgesinn, dass den Integratiounsdepartement en Informatiounsstand zu der Sensibiliséierungscampagne „Je peux voter" wäert hunn. Um Stand sollen ënnert anerem Froe beäntwert ginn, wéi „Dierf ech mat wiele goen?", „Wéi a wou kann ech mech an eng Wielerlëscht aschreiwen?", „Wat sinn d'Delaie fir sech anzeschreiwen?". Wa bis zu der nächster Journée d'orientation dat neit Gesetz gestëmmt wier, kënnen dës Informatioune fir d'Leit flexibel adaptéiert ginn. Déi nächst Journée d'orientation ass am Mee 2022.

Och d'Sensibiliséierungscampagne „Je peux voter" ass flexibel a kann un dat neit Gesetz, wann et gestëmmt ass, ugepasst ginn. D'Campagne soll am Laf vum Joer 2022 ufänken a sech bis kuerz virun de Walen 2023 hinzéien. An enger éischter Phas gëtt de Public iwwer déi aktuell gesetzlech Konditiounen informéiert. Soubal dat neit Gesetz gestëmmt ass, kann d'Kommunikatioun am Kader vun der „Je peux voter"-Campagne awer adaptéiert ginn. Dëst ass virun allem doduerch méiglech, dass d'Campagne zu engem grousse Deel digital an um Terrain bei de Leit ofleeft. Et wäerten ënnert anerem Multiplicateuren ausgebilt ginn, déi d'Informatiounen iwwer d'politesch Participatioun weiderginn. Projeten, déi vun den Integratiounskommissiounen oder vun de Gemengen am Kader vun der „Je peux voter"-Campagne lancéiert ginn, kënne vum Integratiounsdepartement suivéiert a promouvéiert ginn. Dat selwecht gëllt iwwerdeems och fir Workshops oder Aktiounen, déi a Gemenge vum „Pakt vum Zesummeliewe" géifen initiéiert ginn.

Question 5286 (23.11.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **situation épidémiologique dans les écoles :**

An der Chamberssëtzung vum 16. November 2021 huet den Här Minister op eng mëndlech Fro vu mir mat: „Déi véiert Well geet net laanscht eis Schoulen [...], mee bei de Schüler souwuel am Fondamental wéi am Secondaire leie mir ënnert der Inzidenz vum leschte Joer" geäntwert. Dëse positiven Androck géifen d'Acteuren an der Schoul gär via konkreet Zuele bestätegt a reegelméisseg matgedeelt kréien. Wärend dem leschte Schouljoer gouf bekanntlech all Woch e Rapport iwwer d'Infektiounslag an de Schoule veröffentlecht.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt et kee wéchentleche Rapport méi doriwwer, wéi sech de Virus an de Schoule verbreet?

2. E Rapport mat den aktuelle Covidzuele sollt all Mount publizéiert ginn; kann den Här Minister mir soen, wou dëse Rapport drun ass, respektiv firwat en nach net veröffentlecht ginn ass?

3. Wéi hunn d'Zuelen sech zënter der Rentrée pro Cycle entwéckelt; wéi steet een am Verglach zum leschte Joer do?

4. A senger Äntwert de 26. November huet de Minister uginn, dass d'Impfung hir Wierkung weist; sou sinn d'Inzidenzen am Secondaire méi déif, wéi an der Grondschoul. Wier et an deem Kontext net méiglech, an engem wéchentleche Rapport och den Taux vun net geimpften a geimpfte Kanner unzeginn, déi um Covid-19 erkrankt sinn?

5. Wéi vill verschidden Zenarie goufen et zënter der Rentrée am September an deene verschiddenen Alterskategorien?

6. Gëtt iwwer weider Moossnamen an der Schoul nogeduecht, zum Beispill iwwert d'Maskeflicht?

Réponse (24.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Zanter der Rentrée ass d'Situatioun vun der Schoulpopulatioun an de wéchentleche Rapport, dee vun der Direktioun vun der Santé publizéiert gëtt, mat agefloss. An dësem Zesummenhang kann am Rapport vun der Santé d'Evolutioun vun der Unzuel u positiv geteste Schülerinnen a Schüler no Alterstranchen nogelies ginn. Dernieft stellt de Rapport och d'Zenarie 4 an de Schoulen duer.

Zanter der Kalennerwoch 50 ass am Rapport vun der Santé zousätzlech eng Kaart, déi d'Unzuel un neie positive Fäll bei de Schülerinnen a Schüler aus dem Enseignement fondamental erëmgëtt. Hei sinn esouwuel déi absolutt Zuele vun neie positive Fäll am Enseignement fondamental preziséiert, ewéi och d'Inzidenzen, d. h. d'Unzuel vun neie positive Fäll op 1.000 Schüler pro Direktioun aus dem Enseignement fondamental.

ad 3. Mir verweisen an dësem Zesummenhang op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 5235.

ad 4. D'Donnéeën zum Taux vun den net geimpften a geimpfte Kanner, déi um Covid-19 erkrankt sinn, leien eis net vir.

ad 5. Undeel un Zenarien zanter der Rentrée 2021/2022 no Ordre d'enseignement (Stand 12.12.2021)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. D'Entwécklung vun den Infektiounszuele gëtt permanent analyséiert, fir eventuell weider Mesuren en place ze setzen. An dësem Zesummenhang ass den 30. November 2021 en adaptéierten Dispositif sanitaire fir d'Éducation nationale un d'Direktioune kommunizéiert ginn, déi dësen Dispositif un déi concernéiert Membere vun der Schoulcommunautéit diffuséiert hunn.

D'Haaptelementer vum neien Dispositif sinn:

- dat permanent Droe vun der Mask ab dem éischten Infektiounsfall an enger Klass;
- d'Verstäerkung vum Testing:
Am Enseignement fondamental ginn d'Schüler, virausgesat datt hir Elteren heifir hiren Accord ginn hunn, elo dräimol an der Woch getest. D'Schüler aus de Cyclen 2, 3 a 4 gi weiderhin an der Schoul getest. D'Eltere vun de Schüler aus dem Cycle 1 kréien ee weideren Test, fir dësen doheem mat hirem Kand duerchzeféieren. Am Fall vun engem Zenario 1 oder 2 gëtt en Testing renforcé fir siwen Deeg ëmgesat, bei deem d'Schülerinnen a Schüler sech all Dag testen. Am Enseignement secondaire bleift den Dispositif onverännert. Dëse gesäit zwee Tester pro Woch vir, vun deene jeeweils een doheem an een an der Schoul gemaach gëtt.
Zousätzlech gëtt ab engem Zenario 1 d'Droe vun enger Mask obligatoresch. Bei engem Zenario 1 oder 2 gi Schülerinnen a Schüler, déi entweeder geimpft oder „genesen" sinn, net a Quarantaine gesat a kënnen um Testing deelhuelen. Schüler, déi weeder geimpft nach „genesen" sinn, ginn och net a Quarantaine gesat, virausgesat allerdéngs, datt si wärend siwen Deeg um Testing renforcé deelhuelen. D'Schülerinnen an d'Schüler, déi net un dësem Testing renforcé deelhuelen, mussen a Quarantaine. D'Quarantaine gëtt unhand vun engem negative certifiéierten Test ab dem sechsten Dag nom leschte Kontakt mat der infizéierter Persoun opgehuewen. Dësen Test gëtt op Basis vun enger Ordonnance vun der Inspection sanitaire duerchgefouert. Am Fall vun engem Zenario 1 oder 2 gëtt den normale Fonctionnement vun de Schoulen an de Services d'éducation et d'accueil bäibehalen.
- d'Mise en quarantaine vu Persounen, déi weeder geimpft nach „genesen" sinn, beschränkt sech an den Zenarien 1 an 2 op déi Schülerinnen a Schüler, déi net um Testing renforcé deelhuelen.

Question 5287 (23.11.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **relations entre les forces de l'ordre française et luxembourgeoise :**

Selon le journal « Le Monde », depuis quelques semaines, les rapports entre les corps de police des deux pays se seraient légèrement rafraîchis, alors que policiers et gendarmes lorrains auraient pris l'habitude de faire le plein d'essence de leurs véhicules de service en territoire luxembourgeois, en « tenue complète », c'est-à-dire armés.

Ceci aurait e. a. mené à un dépôt de plainte de la part d'un automobiliste luxembourgeois après de vifs échanges avec des membre des forces de l'ordre français. Dans le même article, il est question d'accords bilatéraux franco-luxembourgeois en la matière.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure s'il a connaissance de ces frictions.

2) Existe-t-il un accord franco-luxembourgeois en la matière et quel en est le contenu ?

3) Sinon, est-ce qu'un tel accord est en préparation ?

4) En l'absence d'accord, quelle est l'attitude de Monsieur le Ministre respectivement de la Police grand-ducale face à cette pratique ?

Réponse (23.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) + 4) La Police grand-ducale entretient et a toujours entretenu d'excellentes relations avec ses homologues de la Grande Région et la collaboration entre les différents services de police est exemplaire. Il n'existe aucun accord formel permettant de manière spécifique à un policier français de faire le plein au Luxembourg, mais c'est une pratique courante. Toutefois, il est envisagé d'encadrer ce type d'incursion administrative de manière plus spécifique dans le futur (cf. réponse à la question 3).

ad 2) L'accord bilatéral du 15 octobre 2001 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières prévoit en des termes généraux la coopération directe entre les services de police et de douane des deux parties contractantes. Des accords similaires existent avec la Belgique et l'Allemagne et reposent principalement sur la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990.

À côté de l'accord bilatéral précité et de la Convention d'application de l'Accord de Schengen, les différentes formes de coopération policière et d'interventions transfrontalières sont régies par un certain nombre d'autres conventions et traités multilatéraux. Cependant, ces dispositions ne régissent pas de manière spécifique la possibilité de faire le plein sur le territoire d'une autre partie contractante.

ad 3) En octobre 2021, les autorités luxembourgeoise et française ont convenu la mise en place d'un groupe de travail en matière de coopération policière et douanière sous l'égide de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG). Ce groupe de travail a comme mission d'identifier et d'approfondir les possibilités d'une éventuelle coopération plus étroite, entre autres, sur le sujet des conditions d'une incursion administrative.

Question 5288 (24.11.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **pollution de la « Ierpeldengerbaach » :**

Mir goufen Temoignagen zougedroen, dass an der Ierpeldengerbaach zu Ierpeldeng den 8. November Verschmotzungen ze erkenne waren. D'Waasser vun der Baach hat eng mëllechzeg mof Faarf. Mengen Informatiounen no goufen d'Autoritéiten iwwert d'Verschmotzung a Kenntnis gesat.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Huet d'Ministesch Kenntnis vun dëser Verschmotzung?

2. Wat waren d'Grënn?

3. Wéi wäert d'Verschmotzung an der Baach besäitegt ginn?

Réponse (06.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Weeder de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) nach d'Waasserverwaltung (AGE) hu Kenntnis vun der Waasserverschmotzung, op déi den éierewäerten Deputéierten sech a senger Fro bezitt.

Deen heifir zoustännege Service inspection, contrôle et gestion de pollutions (SICOPOL) kann nëmme bei enger Waasserverschmotzung interveneiéieren, wann dës der AGE gemellt gouf. Op dëser Plaz gëtt dofir nach eemol erënnert, datt all Verschmotzung soll iwwert den 112 gemellt ginn.

Question 5289 (24.11.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **communication du Gouvernement concernant la pandémie de la Covid-19 :**

„The Lancet" ass eng vun den eelsten a renomméiertste medezinnesche Fachzäitschrëfte vun der Welt, an engem rezenten Artikel heescht et:

(Referenz: „The Lancet" November 20, Vol. 398)

"In the USA and Germany, high-level officials have used the term pandemic of the unvaccinated, suggesting that people who have been vaccinated are not relevant in the epidemiology of Covid-19. Officials use of this phrase might have encouraged one scientist to claim that ‚the unvaccinated threaten the vaccinated for Covid-19'. But this view is far too simple. There is increasing evidence that vaccinated individuals continue to have a relevant role in transmission."

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un d'Madamm Gesondheetsminister:

- Och d'Lëtzebuerger Regierung huet an der Vergaangenheet änlech Aussoe gemaach wéi déi, déi am Artikel vu „The Lancet" ernimmt ginn. Ass d'Regierung der Meenung, datt si an hirer zukünftger Kommunikatioun soll dorop oppassen, fir net eng Grupp vu Leit eleng fir d'Iwwerdroung vum Covid-virus responsabel ze maachen?

Réponse (24.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Ausso, dass dës Epidemie elo eng Epidemie vun Ongeimpften ass, geet warscheinlech op den Anthony Fauci, de Conseiller vum amerikanesche President fir de Beräich Covid-19, zeréck, a gouf fir d'éischt virun enger ganzer Rei Woche gemaach. Deemools war d'Situatioun sécher esou dass, iwwert den Daum gepeilt, d'Ausso richteg war. Entre-temps hu mir eng méi nuancéiert Vue vun der aktueller epidemiologescher Situatioun, déi sech och duerch den neie Variant Omikron komplett verännert huet. Mir wëssen elo, dass den Immunschutz iwwert d'Zäit ofhëlt, an dat villäicht méi séier wéi initial ugeholl, an de Variant Omikron gëtt

manner kontrolléiert duerch d'Impfung, besonnesch wann nëmmen zwou Injektioune gemaach goufen.

D'Impfung behält awer absolutt hir Wichtegkeet, well de Risiko schwéier krank ze ginn, an domat mussen de Gesondheetssystem an Usproch ze huelen, vill méi niddreg bei Geimpften (besonnesch mat Booster), wéi bei Netgeimpfte bleift. Duerfir ass et wichteg, dass all Bierger sech impfe léisst, fir sech a seng Matmënsche beschtméiglech ze schützen, an och d'Offer vun der Boosterimpfung akzeptéiert.

D'Regierung wëllt sécher d'Gesellschaft net weider spleécken, huet awer d'Flicht, ganz däitlech d'Fakten op den Dësch ze leeën, a kloer ze erklären, wat den Notze fir den Eenzelen an d'Gesellschaft vun der Impfung ass.

Question 5290 (24.11.2021) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**avenir du projet de Google à Bissen :**

Dans un reportage publié récemment sur rtl.lu, „Google investéiert weider an Datenzenter. Awer wou fir d'éischt?", il est question de l'engagement du géant américain de l'internet en Belgique, où un nouveau data center serait en cours d'achèvement. Par ailleurs, de nouveaux investissements majeurs pour la Belgique ont récemment été relayés par la presse.

Les plans de Google contrastent avec l'engagement de l'entreprise au Luxembourg. Il n'y a en effet pas eu d'évolutions notables dans le dossier Google depuis plusieurs semaines et mois. D'après rtl.lu, la direction de Google ne considère pas le projet de Bissen comme « mort », mais le projet ne semble pas être d'une priorité absolue que ce soit au niveau de l'entreprise, ou au niveau du Gouvernement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Le Gouvernement peut-il faire le point sur le projet Google à Bissen ? Où en est le dossier ? Quelles sont les étapes qui restent à franchir ?

- Le Gouvernement a-t-il connaissance des plans de l'entreprise en Belgique ? Quelle est son appréciation de la situation ? Est-ce que les plans de Google en Belgique pourraient mettre en danger l'engagement du géant américain de l'internet au Luxembourg ?

- Est-ce que le projet Google à Bissen reste une priorité pour le Gouvernement ?

Réponse commune (24.12.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Le projet concernant l'implantation d'un data center à Bissen reste d'actualité et constitue toujours une priorité pour le Gouvernement comme le projet prend en compte les efforts de diversification économique et la poursuite du développement de l'économie numérique au Luxembourg.

Comme dans d'autres dossiers similaires, l'investisseur veut disposer d'une sécurité juridique. Cependant un recours judiciaire est toujours en cours en ce qui concerne le reclassement de certaines parcelles où le centre de données est appelé à être implanté. En effet, la modification ponctuelle du Plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Bissen avait fait l'objet d'une contestation par une ASBL devant le tribunal administratif. En première instance cette ASBL n'a pas obtenu gain de cause et a fait appel. La décision finale suite à cet appel n'a pas encore été rendue par la Cour administrative qui est compétente pour juger à nouveau le litige dans son intégralité.

Même si le projet continue de faire l'objet d'une série d'études et de démarches préparatoires en vue du développement d'un projet concret, l'investisseur reste en attente de l'issue finale de cette procédure devant les juridictions administratives.

En ce qui concerne d'éventuels projets de Google en Belgique, il n'appartient pas au Gouvernement d'apprécier voire de se prononcer sur les plans de développement d'une entreprise à l'étranger.

Question 5292 (25.11.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **comportement dangereux de certains chauffeurs dans le trafic au Fridhaff :**

Mir ass vu besuergte Bierger gesot ginn, datt et de Moment reegelméisseg duerch de Chantier vun der neier Aktivitéitszon ZANO um Fridhaff (B7) zu geféierleche Manöveren am Trafick kënnt - ganz besonnesch, wann de Feierowendverkéier ufänkt.

Sou géifen eng Rei Chauffeuren d'Opfaart- resp. Offaartspueren als Iwwerhuelspuer benotzen, mam Resultat, datt et zu kritesche Incidente ka kommen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister au courant vun dëse Praktiken? Gi reegelméisseg Kontrolle gemaach?

2. Wann net, ass den Här Minister gewëllt, Kontrollen duerchféieren ze loossen, besonnesch zu deene Stonnen, wou den Trafick méi intensiv ass?

Réponse (14.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Wärend de Stousszäite kënnt et op dëser Plaz reegelméisseg zu Stau. An der aktueller Bauphas vum Chantier um Fridhaff stellt d'Police follgend Iwwerhuelmanövere fest:
- d'Chaufferen iwwerhuele riets iwwert eng Spuer, déi am Ament fir esou Manövere gespaart ass,
- d'Automobilisten iwwerhuelen op den Opfaarte respektiv op den Offaarten.

Vill Automobiliste fuere léiwer vun der B7 erof, fir eng 400 m méi wäit nees eropzefueren an esou eng Partie vum Stau ze evitéieren. Dës Manövere sinn erlaabt.

ad 2. Et ass der Police kee rezenten Accident op dësem Tronçon bekannt, deen an Zesummenhang mam Chantier géif stoen. Trotzdeem mécht d'Police sporadesch statesch a mobill Kontrollen, souwäit dat méiglech ass.

D'Situatioun gëtt och suivéiert, mee d'Konfiguratioun vum Site an d'Bauaarbechte maache repressiv a preventiv Policekontrolle relativ schwéier a souguer geféierlech.

D'Vitesslimitatioun op 70 km/h hëlleft awer, de Risk vun Accidenter op dëser Plaz ze reduzéieren.

Question 5293 (25.11.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **conservation de la maison de naissance d'Aloyse Kayser :**

Zu Miersch steet dem Aloyse Kayser säin Heemechtshaus. Um Haus ass eng Plack, déi drop hiweist: „Geburtshaus vum Volleksfrënd". Eisen Informatiounen no soll dëst Haus ofgerappt ginn. Duerfir wëll ech der Madamm Kulturminister an dem Här Transportminister dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Madamm Kulturminister an den Här Transportminister bestätegen, datt dat betraffent Haus soll ofgerappt ginn?

2. Wéi gesäit a begrënnt de „Service des sites et monuments" d'historesch, kulturell an architektonesch Bedeitung vun dësem Haus?

3. Am Fall, wou de Service vum Kulturministère dëst Haus als wichteg an erhalenswäert aschätzt, firwat gëtt sech net doru gehalen?

4. Wat geschitt mat der kommemorativer Plack, wann d'Haus sollt ofgerappt ginn?

Réponse commune (28.12.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Zu Rolleng an der Gemeng Miersch steet dem Aloyse Kayser säin Heemechtshaus (2A, rue de Luxembourg). Am Kader vum wëssenschaftlechen Inventaire, deen de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) zu Miersch konnt ofschléissen, gouf dëst Gebai reperéiert, analyséiert an als schützenswäert agestuuft, dat mat follgender Motivatioun:

„Net wäit vun der ‚rouder Bréck', déi iwwer d'Uelzecht an d'Eisebunnsgleiser féiert an d'Grenz tëschent Miersch a Rolleng markéiert, steet dat klengt Barrièreshaischen direkt bei de Gleiser. Dat Gebai gouf 1870 gebaut an huet dozou gedéngt, d'Gleiser virun der Afaart an d'Gare vu Miersch ze iwwerwaachen. Um Rez-de-chaussée waren de Büro an de Signalisatiounsraum vum Garde-barrière, deen um Stack doriwwer gewunnt huet. Trotz enger gewësser raimlecher Distanz gehéiert d'Gebai zum (schonn national geschützten) Ensembel vun der Mierscher Gare. Et ass ee seelenen an historeschen Zeie vum fréien Eisebunnswiesen zu Lëtzebuerg an domat och vum deemolege Stand vun der technescher Entwécklung. Zudeem ass et eent vu just nach enger Handvoll Barrièreshaiserchер, déi un der Linn vu Lëtzebuerg op Ëlwen iwwerliwwert sinn. Seng ofliesbar Entwécklungsgeschicht a seng authentesch Bausubstanz zeechnen et aus. Als Geburtshaus vum Aloyse Kayser kënnt dem Bauwierk een nationalen Erënnerungswäert zou.

Eng Plackett un der südlecher Giewelsäit weist d'Inschrift ‚Geburtshaus/vum Volleksfrënd/ALOYSE KAYSER/29.1.1874' an erënnert un de Politiker, Gewerkschaftler an Eisebunner, deen op dësem Datum hei gebuer gouf. Den Aloyse Kayser (1874-1926) huet am Alter vun 20 Joer seng Carrière bei der Eisebunn ugefaangen, wou hien ‚Oberbahnhofsaufseher' gouf.[7] Hie war Matbegrënner vun der gewerkschaftlecher Beweegung zu Lëtzebuerg a gouf 1908 fir d'éischt fir d'sozialistesch Partei an d'Chamber gewielt.[8]

Dem Aloyse Kayser säi Geburtshaus ass als Lieu de mémoire an duerch déi doriwwer eraus erfëllte Krittären national schützenswäert."

Et si sécherheetstechnesch Grënn, déi maachen, datt et Iwwerleeungen zum Ofrappe gëtt.

Tatsächlech plangt d'CFL, als Gestionnaire vun der Eisebunnsinfrastruktur am Accord mat der Gemengeverwaltung vu Miersch, d'Ofrappe vun dësem fréiere Barrièreshaus, well dëst Gebai ze no bei den Eisebunnsschinnen ass. D'Haus läit och bannent dem elektresche Gabarit vun de liewegen Eisebunnsinstallatiounen, soudatt all Interventioun un dësem Gebai eng Ënnerbriechung vum Schinneverkéier erfuerdert. Fir d'Entwécklung vun der Eisebunn an d'Sécherheet vum Schinneverkéier, wéi och déi vun Drëttbewunner nieft der Eisebunnsstreck ze garantéieren, kann dëst Gebai net erhale bleiwen. Eng Gedenkstell, déi d'Gedenkplack vun der Fassad integréiert, gëtt bei dësem Site installéiert.

Question 5294 (25.11.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **validité du EU digital Covid certificate :**

D'EU-Kommissioun wëll d'Validitéit vun de Covidzertifikater europawäit harmoniséieren, dorënner falen och déi sougenannte Boosterimpfungen. Déi zoustänneg EU-Kommissärin Stella Kyriakides sot den 22. November am EU-Parlament zu Stroossbuerg:

"I fully agree with the urgency, and this is why the European Commission is working with the utmost urgency to strengthen the coordination of free movement, including the length of validity and the role of boosters in the vaccination campaign."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi laang bleift de Covidpass valabel, wann ee keng Boosterimpfung mécht a wéi laang bleift e valabel, wann een eng Boosterimpfung mécht?

2. Fir Leit ouni Impfung gëtt d'Reesen och bannent der EU tendenziell ëmmer méi schwiereg. Wéi ass déi Lëtzebuerger Positioun am Hibléck op d'Reesfräiheet vun ongeimpfte Leit am Schengen-Raum? Wéi eng Positioun vertrëtt Lëtzebuerg an där Fro géintiwwer der EU-Kommissioun an deenen anere Memberstaate vum Schengen-Raum?

3. De Covidpass ass de facto amgaangen, sech an eng Zort Reesdokument ze verwandelen. Gesäit Lëtzebuerg doran eng potenziell Gefor fir de Prinzip vun der Beweegungsfräiheet?

4. Wéi laang soll esou e Covidpass, der Meenung vun der Lëtzebuerger Regierung no, bestoe bleiwen? Wéi eng objektiv, chiffréiert an transparent Krittäre mussen, der Lëtzebuerger Regierung no, erfëllt sinn, fir de Covidpass nees kënnen ofzeschafen?

Réponse commune (23.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Fir den Ament, hunn d'Impfzertifikater zu Lëtzebuerg eng technesch Validitéitsdauer vun engem Joer no engem vollstännegen Impfscheema an och no enger Boosterimpfung. Op EU-Niveau gouf sech fir d'Reesen op eng Standard-Akzeptanzperiod no engem vollstännegen Impfscheema vun néng Méint gëeenegt. Dëst gouf den 21. Dezember iwwert en delegéiert Reglement vun der Europäescher Kommissioun festgehalen. Déi nei Reegele solle vum 1. Februar 2022 u gëllen, virausgesat, weeder de Rot nach d'Parlament hunn dozou eppes anzewennen.

ad 2. Lëtzebuerg setzt sech konsequent fir d'Oprechterhale vun der Reesfräiheet innerhalb vum Schengen-Raum an.

ad 3. Den europäeschen digitale Covidzertifikat ass ausgeschafft ginn, fir esou mann wéi méiglech Reesrestriktiounen ze hunn. Et ass eng Bescheinegung vun enger Persoun hirer Situatioun (geimpft, getest oder geheelt) mat Bezuch op Covid-19.

ad 4. Dat europäescht Reglement (UE)2021/953 setzt de Kader vun den europäeschen digitale Covidzertifikater, fir d'Beweegungsfräiheet bannent der EU ze erliichteren. D'Reglement gëllt fir zwielef Méint ab dem 1. Juli 2021. D'Kommissioun wäert dem europäesche Parlament an dem Rot spéitstens dräi Méint virum Enn vun der Uwendung vum Reglement e Rapport virstellen. Ofgrond vun der epidemiologescher Situatioun kéint d'Kommissioun proposéieren, de System vun de Covidzertifikater ze verlängeren.

Zu Lëtzebuerg ass d'Uwendung vun den digitale Covidzertifikater am nationale Covidgesetz gereegelt, wat aktuell bis den 28. Februar 2022 a Kraaft ass. Déi national Moossname si vun der Evolutioun vun der epidemiologescher Situatioun ofhängeg. Souwuel wëssenschaftlech Erkenntnisser iwwert de Virus, seng Varianten an d'Impfungen, wéi och d'Zuel vun den Infektiounen an den Hospitalisatiounen hei am Land, gehéieren zu de Krittären, op déi sech baséiert gëtt, fir d'Moossnamen un d'Entwécklung vun der Situatioun unzepassen.

Question 5296 (25.11.2021) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **création de musées pour certains métiers de la fonction publique :**

Wann een zu Lëtzebuerg d'Geschicht vun onser Police besser verstoe wëllt, féiert kee Wee laanscht de Policemusée um Verluerekascht an der Stad. Dank dem Engagement vun enger Rei Benevollen, déi sech zu enger ASBL forméiert hunn, gëtt d'Vergaangenheet vun der Lëtzebuerger Police lieweg gehalen an interesséierte Leit eng pedagogesch Fräizäitaktivitéit ugebueden. Nieft dem Policemusée ginn et nach den Douanesmusée, de Pompjeesmusée wéi och eng Rei Eisebunnsmuséeën, ewéi zum Beispill deen um Site vum Fond-de-Gras zu Déifferdeng. Trotz dem immensen an honorabelen Engagement vu geschichtsbegeeschterte Benevollen, erfëllen déi genannte Muséeën net d'Usprëch vun enger moderner Geschichtsschreiwung, wat d'Fro no engem méi aktivem Rôle vum Staat an deem Zesummenhang opwerft.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Minister fir d'Fonction publique an der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

- Wier et net erstriewenswäert, dass de Ministère fir d'Fonction publique an Zesummenaarbecht mam Kulturministère d'Initiativ ergräift, fir e staatleche Musée vun der Fonction publique ze schafen, deen d'Geschicht vu sämtleche Staatsbeamtecarrièren, ewéi déi bei der Police, bei de Pompjeeën oder bei der Arméi, zentral op enger Plaz traitéiert?
- Goufen et a béide Ministèrë schonn eng Kéier Iwwerleeungen, déi an déi selwecht Richtung gaange sinn?

A wa jo, wat waren d'Vir-, respektiv d'Nodeeler vun esou enger Initiativ?

Réponse commune (14.12.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

De Ministère fir d'Fonction publique, respektiv de Kulturministère denken net drun, fir e staatleche Musée vun der Fonction publique ze schafen.

Question 5297 (25.11.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**enregistrement des procès pénaux :**

Hier, les partis socialiste, vert et libéral allemands ont présenté leur accord de coalition pour les années 2021 à 2025. Il en ressort e. a. que :

„Wir machen Strafprozesse noch effektiver, schneller, moderner und praxistauglicher, ohne die Rechte der Beschuldigten und deren Verteidigung zu beschneiden. Vernehmungen und Hauptverhandlung müssen in Bild und Ton aufgezeichnet werden."

Au Luxembourg, les avocats pénalistes du Luxembourg (ALAP) plaident depuis des années pour une adaptation du cadre légal en la matière. C'est ainsi que l'ALAP s'était prononcée comme suit dans un reportage diffusé sur RTL :

„D'ALAP setzt sech also derfir an, datt de Prozess enregistréiert gëtt. D'Notte vum Greffier wäre wichteg, mee géifen net ëmmer duergoen, sou de Maître Penning. D'Gesetz gesäit vir, datt hien dat opschreift, wat him wichteg virkënnt. D'ALAP wëll deem Mann da kee Reproche maachen, mee et kënnt vir, datt déi Persoun den Dossier net kennt an esou ganz schwéier ka wëssen, wat wichteg ass a wat net. Da geet et och nach séier, et gëtt keng Steno, mee déi Persoun schreift mam Bic op, wat "kreuz und quer" am Prozess gesot gëtt. Do kann de Plumitif och net ëmmer nokommen. Dat, wat vun der Persoun dann opgeschriwwe gouf, déngt der Cour d'appel fir ze wëssen, wat gesot ginn ass."

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

1) Madame le Ministre peut-elle nous rappeler la base légale réglant la manière et les modalités de tenue du plumitif en matière pénale ?

2) Madame le Ministre envisage-t-elle une réforme de ladite pratique ?

7 Geschichtsfrënn vun der Gemeng Miersch, Aloyse Kayser', in: Zangerlé, Gaston; Knebl, Tanja (Hrsg.), Miersch. Meng Gemeng. Wissenswertes aus Geschichte, Geografie und Kultur, Luxemburg, 2016, S. 61

8 Geschichtsfrënn vun der Gemeng Miersch, Aloyse Kayser', in: Zangerlé, Gaston; Knebl, Tanja (Hrsg.), Miersch. Meng Gemeng. Wissenswertes aus Geschichte, Geografie und Kultur, Luxemburg, 2016, S. 61

3) Madame le Ministre entend-elle créer une base légale pour fixer le principe de l'enregistrement audiovisuel des procès pénaux ?
- Endéans quel délai Madame le Ministre entend-elle saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi afférent ? Quelles sont les contraintes applicables à un tel dispositif légal ?
- À défaut, quelles en sont les raisons ?

Réponse (14.12.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) La base légale du plumitif d'audience en matière pénale se trouve à l'article 155 du Code de procédure pénale, lequel dispose que « les témoins feront à l'audience, sous peine de nullité, le serment de dire toute la vérité, rien que la vérité ; et le greffier en tiendra note, ainsi que de leurs noms, prénoms, âge, profession et domicile ou résidence, et de leurs principales déclarations.

La note prescrite par l'alinéa précédent sera tenue en forme de procès-verbal et sera signée par le président et par le greffier. En cas d'appel, elle sera jointe en original aux pièces de la procédure. »

Cet article étant prévu dans la partie du Code de procédure pénale relative à l'organisation des tribunaux de police, l'article 189 prévoit son application également en matière correctionnelle. L'article 155 s'applique également en matière criminelle en vertu de l'article 222 du Code de procédure pénale qui dispose que « [...] les règles de procédure applicables aux chambres correctionnelles sont communes aux chambres criminelles ».

En outre, l'article 2 du règlement grand-ducal du 29 juin 1990 portant règlement d'ordre intérieur pour la Cour d'appel, les tribunaux d'arrondissement et les justices de paix énonce que « le greffier inscrit au registre d'audience les heures d'ouverture et de levée de l'audience, ainsi que la durée et la cause des suspensions d'audience et y mentionne les faits de l'audience ».

ad 2) + 3) Les travaux relatifs à l'enregistrement audio et/ou vidéo des audiences des juridictions pénales, notamment l'analyse des moyens techniques et budgétaires nécessaires, ainsi que de la nécessité d'une base légale, sont en cours. Les contraintes légales applicables à un tel dispositif tenant notamment au droit au respect de la vie privée et au droit à la protection des données. Au niveau technique, une capacité de stockage suffisante doit être prévue.

Question 5301 (26.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **recherches du « Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) » dans le domaine de la cosmétique :**

Am Magasinn „Merkur" vum November kann ee liesen, dass de Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) sech mat enger Firma zesummegedoen huet, déi Recherchen am Beräich vun der Kosmetik mécht, fir een „ingrédient cosmétique naturel innovant" ze produzéieren. Sollt dëse Projet geléngen, hoffen déi zwee Partner, „[de] générer un nouveau portefeuille de brevets".

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wäert dësen neien „ingrédient cosmétique" un Déiere getest ginn?

2. Wann de Projet ee Succès ass, wäerten dës Patenter, déi sollen ugefrot ginn, an ëffentlecher Hand bleiwen oder ass geplangt, dass se an de Besëtz vun der privater Firma ginn?

Réponse (16.12.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen, déi op Informatioune vum Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) baséieren.

De LIST a säi Partner wäerten d'Inhaltsstoffer, déi am Kader vum ugeschwate Projet am Beräich vun der Kosmetik entwéckelt ginn, net an Déiereversich testen.

Am Kader vun dësem Projet collaboratif berout d'Eegentumsrecht vun de Patenter, déi hannerluecht ginn, op dem Prinzip „ownership follows inventorship". Dëst bedeit, dass déi vun de Fuerscher vum LIST entwéckelt Patenter integral dem LIST gehéieren. Domadder bleift d'Proprietéit beim ëffentlechen Institut. Am Géigenzuch bleiwe Patenter, déi vun Employéë vu private Projetspartner entwéckelt ginn, am Eegentum vun de private Partner. Den Eegentum vun de Resultater, déi zesumme vun deenen zwee Partner entwéckelt goufen, gëtt gedeelt an dat betreffend Patent kënnt, an dëser Hypothees, an de gemeinsame Besëtz vun deenen zwou Parteien, dat heescht, souwuel an dee vum ëffentleche Partner ewéi an dee vum private Partner.

Question 5305 (29.11.2021) de **MM. Fred Keup** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **réacteur thermonucléaire expérimental international :**

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 5166 vum 29. Oktober 2021, schreift den Här Minister iwwert eis Participatioun um ITER-Reakter ënner anerem dat hei: „Den ITER-Reakter ‚Réacteur thermonucléaire expérimental international' gesäit d'Regierung weider kritesch an huet dat och op EU-Niveau esou ausgedréckt."

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Energieminister nach gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, op wéi enger Basis d'Regierung zu der negativer Aschätzung vun deem uewen zitéierte Projet komm ass? Firwat bedeelegt sech d'Regierung un engem Projet, deen si „kritesch" gesäit?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng international Verflichtunge Lëtzebuerg am Kader vum Projet ITER op sech geholl huet? Gesäit d'Regierung vir, dës Verflichtungen och an Zukunft ze honoréieren a gegeebenefalls ze verlängeren?

3. Mat wéi engem Montant huet Lëtzebuerg sech wärend der aktueller Legislaturperiod un dësem Projet bedeelegt? Wéi vill Suen huet Lëtzebuerg säit 2013 fir de Projet ITER ausginn? Kann den Här Minister déi entspriechend Zuelen no Budgetsjoer opschlësselen an och preziséieren, ënnert wéi engem Artikel dës Sue gefloss sinn?

Réponse commune (17.12.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

D'Regierung gesäit d'Finanzementer vun Aktivitéiten am Beräich Nuklearfuerschung duerch d'Europäesch Unioun (EU) weider kritesch a setzt sech fir eng Verschibung vun de Finanzementer a Richtung vu Fuerschungsaktivitéiten am Beräich vun erneierbaren Energien an. Deementspriechend huet sech Lëtzebuerg beim unanimme Vott zur weiderer EU-Finanzéierung vum Projet ITER Ufank 2021 enthalen an huet dozou eng Deklaratioun gemaach.

Lëtzebuerg ass keng direkt international Verflichtungen am Kader vum Projet ITER agaangen; dat ass villméi iwwert d'EU, via hir Agence „Fusion for Energy", déi vun Ufank un den europäeschen Deel vum Projet ITER assuréiert, geschitt.

Lëtzebuerg ass net direkt finanziell um Projet ITER bedeelegt, mee muss sech mat enger minimaler Cotisatioun bei der europäescher Agence „Fusion for Energy" bedeelegen, esou wéi all d'EU-Memberstaaten. Dat geschitt iwwert de Budgetsartikel 03.1.35.010. D'Héicht vun där Cotisatioun pro Joer vun 2013 bis 2021 ass am Tableau hei drënner opgefouert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5307 (30.11.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**hospitalisation de personnes vaccinées :**

Et ass gewosst, datt och geimpfte Mënschen sech mam Coronavirus infizéiere kënnen. Verschiddener vun hinne musse souguer an der Klinick, schlëmmstefalls op der Intensivstatioun, behandelt ginn.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Leien der Regierung Statistike vir, déi beleeën, wéi vill warscheinlech „Impfduerchbréch" et säit Ufank vun der Impfcampagne zu Lëtzebuerg gouf, bzw. wéi vill Prozent vun de vollstänneg Geimpfte bis elo een Impfduerchbroch haten?

2. Kann d'Regierung preziséieren, wéi vill geimpft Leit exklusiv wéinst Covid-19 an der Klinick hu misse behandelt ginn?

3. Leien der Regierung Zuele vir, déi beleeën, wéi vill geimpft Leit, déi wéinst enger anerer Krankheet an der Klinick behandelt goufen, sech an der Klinick mat Covid-19 infizéiert hunn?

4. Mat wéi engem Impfstoff waren déi Leit, déi exklusiv wéinst Covid-19 hu misse behandelt ginn, geimpft? Wéi laang louch hir Impfung am Schnëtt zréck?

Réponse (17.12.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Als Impfduerchbroch bezeechent d'Gesondheetsdirektioun Fäll vu Covid-19, bei deenen ee positive PCR-Test op d'mannst 14 Deeg no der zweeter Dos vu Vaxzevria, Comirnaty oder Spikevax, respektiv op d'mannst 28 Deeg no der éischter Dos vun Janssen virläit.

Esou Impfduerchbréch gouf et bis de 5. Dezember 2021 bei 7.707 Leit (2,1 %) vun 365.941 voll geimpfte Leit.

Bis de 15. Dezember 2021 hunn 156 Patiente mat Impfduerchbréch missen exklusiv wéinst Covid-19 an der Klinick behandelt ginn. Vun deene ware 94 mat Comirnaty, 48 mat Vaxzevria, 9 mat Janssen a 5 mat Spikevax geimpft. Déi Infektioune louchen am Duerchschnëtt 160 Deeg no der leschter Impfung zréck.

Et goufen an deem Zäitraum 98 Patiente mat Impfduerchbréch, déi Covid-19 haten, mee wou de Covid-19 net de Grond vun dem Klinickopenthalt war. Wou genau sech dës Persounen ugestach hunn (d. h. an der Klinick oder virun dem Klinickopenthalt), ass net bekannt.

Question 5315 (30.11.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **incidents avec des renards :**

Wéi aus enger Pressematdeelung vun der Naturverwaltung vum 22. November 2021 ervirgeet, ass de Kielener Fuuss, deen anscheinend dräi Leit gebass huet, gefaange ginn, an - nodeems en erschoss ginn ass - negativ op Staupen an Tollwut getest ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Hätten dës Analysen och un engem liewegen Déier kéinte gemaach ginn?
- Wa jo, firwat gouf decidéiert, d'Déier ze erschéissen, nodeems et schonn agefaange war?
- Hätt een d'Déier net kënnen aschléifere loossen?

2. Am Communiqué vun der Regierung heescht et: „[Es] wurde seitens der Naturverwaltung entschieden, das entsprechende Tier umgehend aus dem Gebiet zu entnehmen. Hierfür stellte die Naturverwaltung am 7. November eine Falle in unmittelbarer Nähe des Ortes des dritten Bissvorfalls auf. Da Füchse territorial sind, sollte auf diese Weise sichergestellt werden, das richtige Tier zu fangen."

Wéi sécher ass sech d'Veterinärsverwaltung, dass dat richtegt Déier gefaange gouf?

3. Ënnert wéi enge Konditiounen entscheet d'Naturverwaltung, dass een Déier soll gefaange ginn?

4. Ënnert wéi enge Konditiounen entscheet d'Naturverwaltung, dass een Déier soll erschoss ginn?

5. Ënnert wéi enge Konditiounen entscheet d'Naturverwaltung, dass een Déier soll lieweg bestëmmten Tester ënnerzu ginn?

Réponse (09.12.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Nee, fir dës Analyse mussen ënnert anerem Prouwe vum Gehier geholl ginn. Dat ass um liewegen Déier net méiglech.

- Dach, duerchaus, mee dat bedeit aus Déiereschutzsiicht fir d'Déier méi Stress. Am Fall vum Aschléiferen hätt d'Déier vun der Fal an eng Transportkëscht missen transferéiert ginn, bei ee Veterinär gefouert ginn, do aus der Transportkëscht erausgeholl ginn a betäubt oder fixéiert ginn, fir dann d'Sprëtz fir anzeschléiferen ze kréien. D'Virgoe vun de Beamte vun der Naturverwaltung (ANF) ass domadder a puncto Déiereschutz déi konformsten Aart, d'Déier dout ze maachen.

ad 2. Wéi den honorabelen Deputéierte richteg aus dem Communiqué zitéiert, si Fiiss territorial an ass d'Fal an onmëttelbarer Proximitéit vum leschte Bassvirfall opgestallt ginn. Et ass och do, wou d'Déier gefaange gouf. Domadder kann ee mat u Sécherheet grenzender Warscheinlechkeet dovun ausgoen, dass et sech ëm dat verhalensopfällegst Déier handelt.

ad 3. + 4. Wann ewéi an dësem Fall Analyse musse gemaach ginn, déi net un engem liewegen Déier méiglech sinn, muss d'Déier gefaangen an dout gemaach ginn.

Wann en Déier esou extreem verhalensopfälleg ass, dass et Mënsche bäisst, da muss et aus der Natur erausgeholl ginn, fir déi mënschlech Bevëlkerung vu sou engem Individuum ze schützen. Et handelt sech bei deem Fuuss vu Kielen, dee Leit gebass huet, ëm een Eenzelfall.

Déi romantiséiert Virstellung, dass een ee gefaangent Déier jo kann „iergendwou am Bësch aussetzen", ass net sënnvoll. Ee Fuuss, dee gewinnt ass, an engem urbane Liewensraum ze liewen, géif sech ganz schnell nees an där nächstgeleeëner Uertschaft erëmfanne loossen, wou d'Problemverhale géif weidergoen. Dat wier also beschtefalls eng ganz temporär Léisung, respektiv eng spatial Verlagerung vum Problem.

De MECDD an d'ANF hu laang drop higeschafft, dass 2015 konnt d'Fuussejuegd verbuede ginn. Trotzdeem kann et virkommen, dass mol een Eenzeldéier ee Verhalen un den Dag leet, wat net kann toleréiert ginn, z. B. wann et Mënsche bäisst. A sou Eenzelfäll muss kënne reagéiert ginn, och am Sënn vun der Akzeptanz fir aner Mesuren, wéi z. B. d'Verbuet vun der Fuussejuegd.

ad 5. Wann en Déier sou verhalensopfälleg ass ewéi dee Fuuss vu Kielen a Mënsche bäisst, muss e vun der ANF aus der Natur erausgeholl ginn an och vun der Veterinärsverwaltung vorsichtshalber op Wëldtollwut ënnersicht ginn, och wann dee leschte Fall vu Wëldtollwut hei am Land iwwer 20 Joer hier ass. Fir dës Analyse musse Prouwe vum Gehier geholl ginn. Dat ass um liewegen Déier net méiglech.

Question 5316 (30.11.2021) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant la **régulation de la population des mouflons :**

Wéinst der onkontrolléierter Reproduktioun a Verbreedung vun de Muffelen an dem doraus entstanene Wëldschued hat d'Madamm Ministesch am Fréijoer 2020 eng administrativ Juegd ugekënnegt, fir d'Muffelpopulatioun am Raum Iechternach ze reguléieren.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass dës administrativ Juegd ewell ofgehale ginn? Wa jo, wat war d'Resultat vun der Juegd?

2. Falls net, wat sinn d'Grënn heifir?

3. Falls se net stattfonnt huet, gëtt et schonn en Datum, fir d'Juegd nozehuelen?

4. Wéi huet d'Muffelpopulatioun zënter Ufank 2020 evoluéiert?

5. Wéi huet sech de Wëldschued duerch Muffelen zënterhier entwéckelt?

6. Sinn eventuell och aner Mesurë virgesinn, fir d'Muffelpopulatioun ze reguléieren?

7. Op wéi engen anere Plazen am Land gëtt et Muffelen?

8. Ass et néideg, och dës Populatioune méi staark ze reguléieren?

Réponse (07.01.2022) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Nee, dës Juegd huet net stattfonnt.

ad 2. + 3. No engem éischte Lockdown an der Pandemie wollt een de Fait, datt d'Juegdlousen nei opgedeelt gi sinn, ofwaarden a kucken, wéi d'Situatioun sech mat engem neie Piechter weiderentwéckelt. Well am Abrëll 2021 een neie Bail op engem neie Juegdlous mat neie Piechter ugefaangen huet, wäert dës Juegd elo net stattfannen. Den neie Juegdpiechter ass net responsabel fir déi vergaange Juegdperioden. Een éischte Bilan wäert no der éischter Juegdperiod (2021-2024) am Kader vum neie Bail gezu ginn.

ad 4. D'Populatioun vun de Muffelen ass net opgeholl ginn.

ad 5. Et ass säit der leschter Opnam keng nei Schuedensopnam gemaach ginn.

ad 6. Mat Hëllef vum neie Juegdpachtvertrag an dem neien Ofschossplang soll deen neie Juegdpiechter incitéiert ginn, déi néideg Mesuren ze ergräifen.

ad 7. Muffele komme virun allem an der Regioun Iechternach, am Ourdall an nërdlech vum Stauséi vir.

ad 8. Wéi fir d'Regioun Iechternach ass et ugeduecht, d'Mesuren iwwert déi nei Juegdpiechter unzegoen.

Question 5317 (01.12.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant le **lancement d'Esch2022 :**

Gëschter huet d'Regierung wärend enger Pressekonferenz zu deenen neie Covidmesuren annoncéiert, datt dat zukünftegt Covidgesetz bis Enn Februar 2022 gëlle soll.

De grousse Lancement vun der Europäescher Kulturhaaptstad ass de 26. Februar 2022 zu Esch, wou 30.000 - 35.000 Leit erwaart ginn.

An deem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gëtt et iwwerhaapt eng Méiglechkeet, de Lancement vun der Europäescher Kulturhaaptstad de 26. Februar 2022 ze organiséieren?

2. Wa jo, wéi stellt d'Regierung sech dat vir? Virun allem wat d'Organisatioun ugeet?

3. Solle just d'Leit ënner dem 2G-System deelhuele kënnen? Oder soll dëse Lancement mat der 2G+ organiséiert ginn?

4. Misst een net e Groupe de travail oder en änlecht Gremium an d'Liewe ruffen, fir dës Organisatioun an de Grapp ze huelen?

5. Bei wiem läit d'Responsabilitéit vun deem Evenement? Bei der Regierung oder beim CA vun der Esch2022 ASBL?

Réponse commune (07.01.2022) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Moment gëtt et keng Indikatioun, datt de Lancement vun der Europäescher Kulturhaaptstad net de 26. Februar kéint realiséiert ginn.

Wéinst der grousser Envergure vun dësem Evenement wäert d'Ouvertureskonzept engem Protocole sanitaire ënnerleien, deen an Zesummenaarbecht mat der Gesondheetsdirektioun opgestallt gëtt, fir esou kënnen d'Sécherheet vun de Participanten de 26. Februar 2022 ze garantéieren. D'Vertrieder vun Esch2022 sëtze mat de Vertrieder vun der Gesondheetsdirektioun an dem Kulturministère um Dësch, fir dëse Volet gemeinsam auszeschaffen.

ad 2. Am Artikel 2 vun de Statute vun der ASBL Capitale européenne de la culture 2022 heescht et: « L'association a pour objet de planifier et de veiller à la mise en œuvre de tous les moyens et de toutes les mesures propres à assurer le déroulement de l'action ‚Capitale européenne de la culture 2022' [...]. L'association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à l'organisation, à la réalisation et à la promotion de l'Année culturelle 2022. »

Zur Realisatioun vun enger Europäescher Kulturhaaptstad gehéiert generell ëmmer och d'Organisatioun vun engem Lancement, woubäi dat natierlech all Kéiers der jeeweileger Struktur, déi d'Capitale dréit, iwwerlooss ass, ob a wéi se esou e Lancement gestalte wëll.

Iwwerdeems sech d'ASBL Esch2022 fir d'Organisatioun vun engem Lancement entscheet huet, sief drun erënnert, datt sech de Kulturministère prinzipiell net an d'Gestaltung vu kulturellen an artisteschen Aktivitéite respektiv vu Programmatiounen amëscht.

ad 3. Dat aktuellt Covidgesetz gesäit vir, datt Rassemblementer vun 21 bis zu 200 Leit ënner dem Covidcheck-Regimm 2G+ lafe mussen, d. h. dass all d'Participanten iwwer zwielef Joer an zwee Méint entweeder en Impfcertificat oder e Geneesungscertificat virleeë mussen. Zousätzlech musse si sech teste loossen oder, falls se dat net wëlle maachen, däerfe se un der Versammlung just deelhuelen, wann se Masken droen, eng Distanciatioun anhalen a sëtzen. Eenzeg Ausnam: Leit, déi geboostert sinn. Si ënnerleie kenger zousätzlecher Konditioun. De Gesetzesentworf 7943 proposéiert allerdéngs verschidden Adaptatiounen zu dësen Dispositiounen, ënner anerem, datt och déi Leit, deenen hiren Impfscheema manner wéi 180 Deeg zeréckläit, a Leit, déi e valabele Geneesungscertificat hunn, un 2G+ Aktivitéiten deelhuele kënnen, ouni en zousätzleche Schnelltest sur place maachen ze mussen.

Rassemblementer vu méi wéi 200 Leit si verbueden, ausser se ginn ënner engem Protocole sanitaire, dee vun der Gesondheetsdirektioun approuvéiert ass, organiséiert. Wéi schonn uewen ugedeit, gëtt esou e Protocole sanitaire vun Esch2022 an Zesummenaarbecht mat der Gesondheetsdirektioun an dem Kulturministère ausgeschafft.

ad 4. Fir d'Organisatioun vum Evenement ass eng Ekipp en place. Esch2022, iwwert hiert Departement „Events", huet eng Rëtsch professionell Strukturen a Beroder un hirer Säit, déi a verschiddenen Aarbechtsgruppe schaffen, fir d'Evenement ze organiséieren.

Falls trotzdeem e weideren Aarbechtsgrupp sollt an d'Liewe geruff ginn, hänkt dës Decisioun vun der Direktioun respektiv vum Verwaltungsrot vun der ASBL of. Sollt esou eng Entscheedung getraff ginn, a jee nodeem wéi eng Zesummesetzung dobäi envisagéiert gëtt, stinn d'Beamte vun de jeeweilege Ministèren zur Verfügung, fir sech an déi Diskussioune mat anzebréngen.

ad 5. Laut dem Artikel 13 vum Gesetz vum 21. Abrëll 1928 iwwert d'Associations sans but lucratif an d'Établissements d'utilité publique ass et de Verwaltungsrot, deen d'„affaires de l'association" geréiert an dee se „dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires" representéiert. Den Artikel 14 preziséiert weider, datt et d'Associatioun ass, déi responsabel ass „conformément au droit commun, des fautes imputables soit à ses préposés, soit aux organes par lesquels s'exerce sa volonté".

Question 5319 (01.12.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **célébration du mariage :**

D'Verfassung hält an hirem Artikel 108 fest, dass « La rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres sont exclusivement dans les attributions des autorités communales. » Den Artikel 108 Paragraf 4 hält fest, dass « La commune est administrée sous l'autorité du Collège des bourgmestre et échevins, dont les membres doivent être choisis parmi les conseillers communaux. »

Op dëser Basis gëtt am Code civil gereegelt, wéi Hochzäiten hei am Land mussen ofgehale ginn. Den Artikel 44bis vum Code civil gesäit Follgendes vir: « Le bourgmestre peut déléguer à un ou plusieurs fonctionnaires communaux, employés communaux ou salariés à tâche principalement intellectuelle au service de la commune, les fonctions qu'il exerce en tant qu'officier de l'état civil pour la réception des déclarations [...] de partenariat, [...] de même que pour dresser tous les actes relatifs aux déclarations ci-dessus. » Den Artikel 165 vum Code civil gesäit vir, dass d'Hochzäite vun den zukünftege Koppelen ëffentlech virum Officier de l'état civil vun der Gemeng mussen ofgehale ginn.

Eng Fro, déi sech awer stellt, ass wien dës Hochzäiten als Officier de l'état civil am Numm vum Staat dierf aktéieren. Op www.vdl.lu ass an der Rubrik „Organiser un mariage" ze liesen, dass de Buergermeeschter oder säi Representant d'Hochzäit duerchféiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Persoune kënne vum Buergermeeschter eng Delegatioun vun der Funktioun als Officier de l'état civil kréien?

2. Kënnen och d'Membere vum Gemengerot als Officier de l'état civil fungéieren? Falls jo, wéi eng Konditioune mussen dofir erfëllt sinn?

Réponse (14.12.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

D'Äntwert op seng Froen zu der Delegatioun vun der Funktioun vum Officier de l'état civil fënnt den Deputéierten am Artikel 69 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, deen ech hei zitéieren:

« Le bourgmestre, un échevin ou un conseiller par lui délégué à ces fins remplit les fonctions d'officier de l'état civil ; il est particulièrement chargé de faire observer tout ce qui concerne les actes et la tenue des registres de l'état civil.

En cas d'empêchement de l'officier délégué, il est remplacé momentanément par le bourgmestre, par un échevin, dans l'ordre des nominations, ou par un conseiller, d'après le rang d'ancienneté. Il est fait mention dans chaque acte du motif du remplacement. »

Den Deputéierten huet och bestëmmt Kenntnis vum Projet de loi N° 7886, deen ech zesumme mat der Justizministesch de 16. September 2021 an der Chamber deposéiert hunn an deen als Objet huet, den Artikel 69 vum Gemengegesetz ze änneren an en Artikel 69bis bäizefügen, soudass den Text vun de genannten Artikelen an Zukunft follgendermoosse soll ausgesinn:

« Art. 69. Le bourgmestre remplit les fonctions d'officier de l'état civil ; il est particulièrement chargé de faire observer tout ce qui concerne les actes et la tenue des registres de l'état civil.

En cas d'empêchement, le bourgmestre est remplacé momentanément dans ses fonctions d'officier de l'état civil par un échevin dans l'ordre des nominations ou par un conseiller communal d'après le rang d'ancienneté. Il est fait mention dans chaque acte du motif du remplacement.

Le secrétaire communal est chargé des écritures des actes de l'état civil et des actes d'indigénat, sous la surveillance et la responsabilité du bourgmestre, officier de l'état civil.

Dans les cas où le secrétaire communal est dispensé de la rédaction des actes, le bourgmestre, officier de l'état civil, peut, à ces fins, avoir sous ses ordres, suivant les besoins du service, un ou plusieurs fonctionnaires communaux, employés communaux ou salariés à tâche principalement intellectuelle au service de la commune.

Art. 69 bis. Le bourgmestre peut déléguer à un échevin ou à un conseiller communal les fonctions qu'il exerce en tant qu'officier de l'état civil pour la célébration d'un mariage déterminé ou la réception d'une déclaration de partenariat déterminée. La délégation est accordée conformément à l'article 77.

Il en est fait mention dans chaque acte. »

Déi Modifikatioune vum Gemengegesetz sinn am Commentaire vun den Artikele 5 a 6 vum Projet de loi N° 7886 sou motivéiert ginn:

« Les articles 5 et 6 ont comme objet de remplacer l'article 69 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et de compléter le dispositif par un nouvel article 69bis relatif aux délégations des fonctions d'officier de l'état civil.

Les articles reprennent une suggestion de texte du Conseil d'État exprimée à l'issue de son avis du 2 juillet 2013 à l'égard de la proposition de loi n° 6546 ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988 par laquelle il s'agit de remplacer le bourgmestre, officier de l'état civil par un échevin ou un conseiller seulement pour cause d'empêchement et de supprimer la délégation générale de la fonction de l'officier de l'état civil, actuellement inscrite à l'article 69, alinéa 1er alors que selon l'avis du Conseil d'État, cette faculté est "restée lettre morte depuis de nombreuses années". L'alinéa 1er de l'article 69 de la loi communale se borne "alors à énoncer le principe selon lequel chaque bourgmestre est l'officier de l'état civil dans sa commune"[9].

Les auteurs suivent également l'avis précité du Conseil d'État et proposent avec l'article 6 de compléter l'article 69 par un nouvel article 69 bis. Ce dernier reprend entièrement la proposition de texte du Conseil d'État que les auteurs font sienne.

Le bourgmestre pourra alors déléguer ses fonctions d'officier de l'état civil ponctuellement pour la célébration d'un mariage déterminé ou la réception d'une déclaration de partenariat déterminée conformément aux modalités de l'article 77 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. En l'occurrence, il est question d'une délégation spéciale et conformément à l'avis précité du Conseil d'État, la "délégation doit se faire par un acte formel qui est inscrit au registre des délibérations du collège des bourgmestre et échevins. Une délégation irrégulière risquerait en effet d'entraîner l'incompétence de l'officier de l'état civil". »[10]

Question 5320 (01.12.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant la **reconnaissance prolongée de l'immunité des personnes guéries de Covid-19 :**

Sans remettre en cause l'importance du vaccin et tout en reconnaissant que le vaccin est indispensable dans la lutte contre la pandémie du Covid-19, de plus en plus de scientifiques s'expriment en faveur d'une meilleure reconnaissance de la présence d'anticorps dans le cadre de la stratégie de lutte contre le Covid. À titre d'exemple, la Gesellschaft für Virologie en Allemagne a reconnu dans une prise de position du 30 septembre 2021 :

„Die nachgewiesene Dauer des Schutzes nach durchgemachter Sars-CoV-2-Infektion beträgt mindestens ein Jahr. Aus immunologischer Sicht ist von einer deutlich längeren Schutzdauer auszugehen, die aufgrund des begrenzten Beobachtungszeitraums aber noch nicht durch entsprechende Studien belegt ist. Aufgrund dieser aktuellen Erkenntnisse sollten Genesene bei Regelungen zur Pandemie-Bekämpfung (z. B. Testpflicht) den vollständig Geimpften zunächst für mindestens ein Jahr gleichgestellt werden."

Le 3 novembre 2021, le Gouvernement suisse a prolongé la reconnaissance de l'immunité naturelle des personnes guéries de Covid-19 de six mois à douze mois.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Le Gouvernement envisage-t-il l'introduction de la reconnaissance prolongée (un an) de la guérison comme protection équivalente à une vaccination complète ?

2) À quel pourcentage de la population totale estimez-vous actuellement la population immunisée à la suite d'une infection ?

3) Y a-t-il des statistiques sur les réinfections chez les personnes guéries au Luxembourg ?

Réponse (06.01.2022) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) La durée de reconnaissance du certificat de rétablissement est fixée au maximum à 180 jours tel que le prévoit le règlement (UE) 2021/953 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats Covid-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement. Le Gouvernement luxembourgeois n'a donc aucune latitude pour étendre la durée de ce certificat.

ad 2) En date du 2 janvier 2022, 95.993 personnes résidentes ont été déclarées guéries de la Covid-19 et peuvent être considérées comme disposant d'une certaine immunité suite à une infection. Ce chiffre correspond à quelque 15,3% de la population totale résidente.

ad 3) Entre le 29 février 2020 et le 2 janvier 2022, 2.377 personnes ont eu une réinfection Covid-19, c.-à-d. il s'agit de personnes résidentes au Luxembourg avec deux tests PCR positifs espacés d'au moins 90 jours. La dernière semaine de l'année 2021, le nombre de réinfections a plus que triplé (611 réinfections de 27/12/21-02/01/22) par rapport à la semaine précédente (191 réinfections de 20/12/21-26/12/21), ce qui coïncide avec la dominance du variant Omicron circulant dans la population et suggère fortement que ce variant échappe du moins partiellement à l'immunité acquise par des infections avec d'autres variants.

[9] Avis du Conseil d'État du 2 juillet 2013 relatif à la proposition de loi n° 6546

[10] Avis du Conseil d'État du 2 juillet 2013 relatif à la proposition de loi n° 6546

Question 5322 (02.12.2021) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **prolongation des régimes d'aides liés à la Covid-19 :**

Les annonces gouvernementales de cette semaine ont déjà produit leurs effets : d'après nos informations, nombreuses sont les entreprises à avoir d'ores et déjà annulé leurs fêtes de fin d'année face à la recrudescence des cas de Covid-19 et les mesures annoncées pour endiguer la propagation du virus. Cette situation, combinée à la reprise plus généralisée du télétravail en entreprise, entraîne un manque à gagner pour les entreprises du secteur Horeca, plus particulièrement celles qui poursuivent des activités de traiteur, et pour les entreprises actives dans l'évènementiel. Après des mois déjà bien difficiles, ces entreprises se retrouvent donc de nouveau dans une situation plus précaire dans un contexte de crise sanitaire à l'avenir incertain.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des difficultés rencontrées par ces entreprises ?

- Le Gouvernement a annoncé vouloir prolonger certains régimes d'aides liés à Covid-19, notamment l'aide pour coûts non couverts et l'aide de relance pour les mois de novembre 2021 et décembre 2021. Est-ce que Monsieur le Ministre considère que ces aides sont suffisantes ?

- Les conditions actuelles pour bénéficier de ces régimes d'aides sont plus restrictives que celles qui étaient en vigueur plus tôt dans l'année. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de revoir les conditions pour bénéficier de l'aide pour coûts non couverts et l'aide de relance ?

- La Commission européenne a décidé en novembre 2021 de prolonger l'encadrement temporaire des aides d'État. Est-ce que le Gouvernement envisage de prolonger les régimes d'aides liés à Covid-19 au moins jusqu'en février 2022 ?

Réponse (16.12.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Force est de constater que le nombre de dossiers introduits dans le cadre des régimes « aide coûts non couverts » et « aide de relance » est en constante diminution depuis janvier 2020. Ainsi, le nombre de dossiers introduits dans le cadre du régime « aide de relance » a diminué de plus deux tiers entre janvier et octobre 2021 (328 dossiers en octobre contre 1.154 dossiers en janvier). Cette baisse est encore plus substantielle dans le cadre de l'aide « coûts non couverts » (175 dossiers en octobre contre 1.658 dossiers en janvier).

Nonobstant, conscient que la situation économique demeure compliquée pour certaines entreprises et soucieux de leur pérennité, le Gouvernement a décidé de reconduire les régimes « aide de relance » et « coûts non couverts » pour les mois de novembre et de décembre 2021. Les conditions d'octroi resteront identiques aux conditions en vigueur durant les mois de juillet à octobre 2021.

Il me semble également important de souligner que le Gouvernement est en contact permanent avec les représentants des secteurs concernés afin de pouvoir ajuster au besoin les différents régimes d'aides, ceci de la manière la plus adéquate possible et en fonction de l'évolution de la situation. À cet égard, le Gouvernement a d'ores et déjà annoncé que les deux régimes « aide coûts non couverts » et « aide de relance » seront prorogés au-delà de 2021 pour les mois de janvier et février 2022.

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.